This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

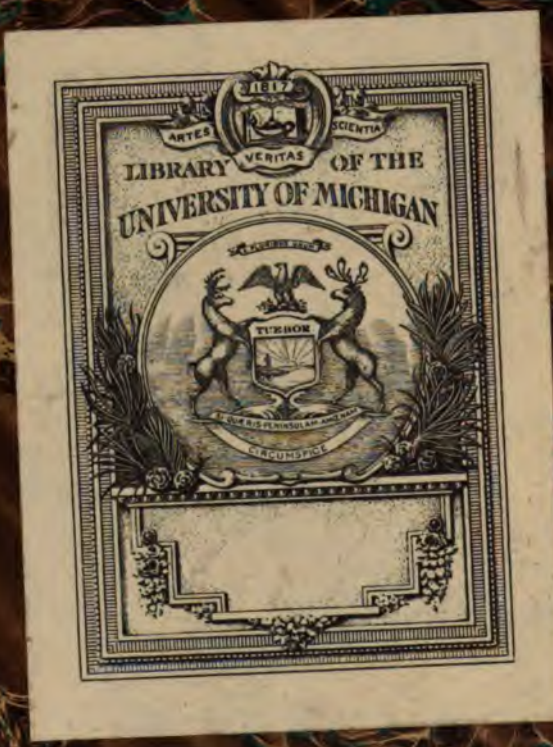
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

B 824,097


ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR

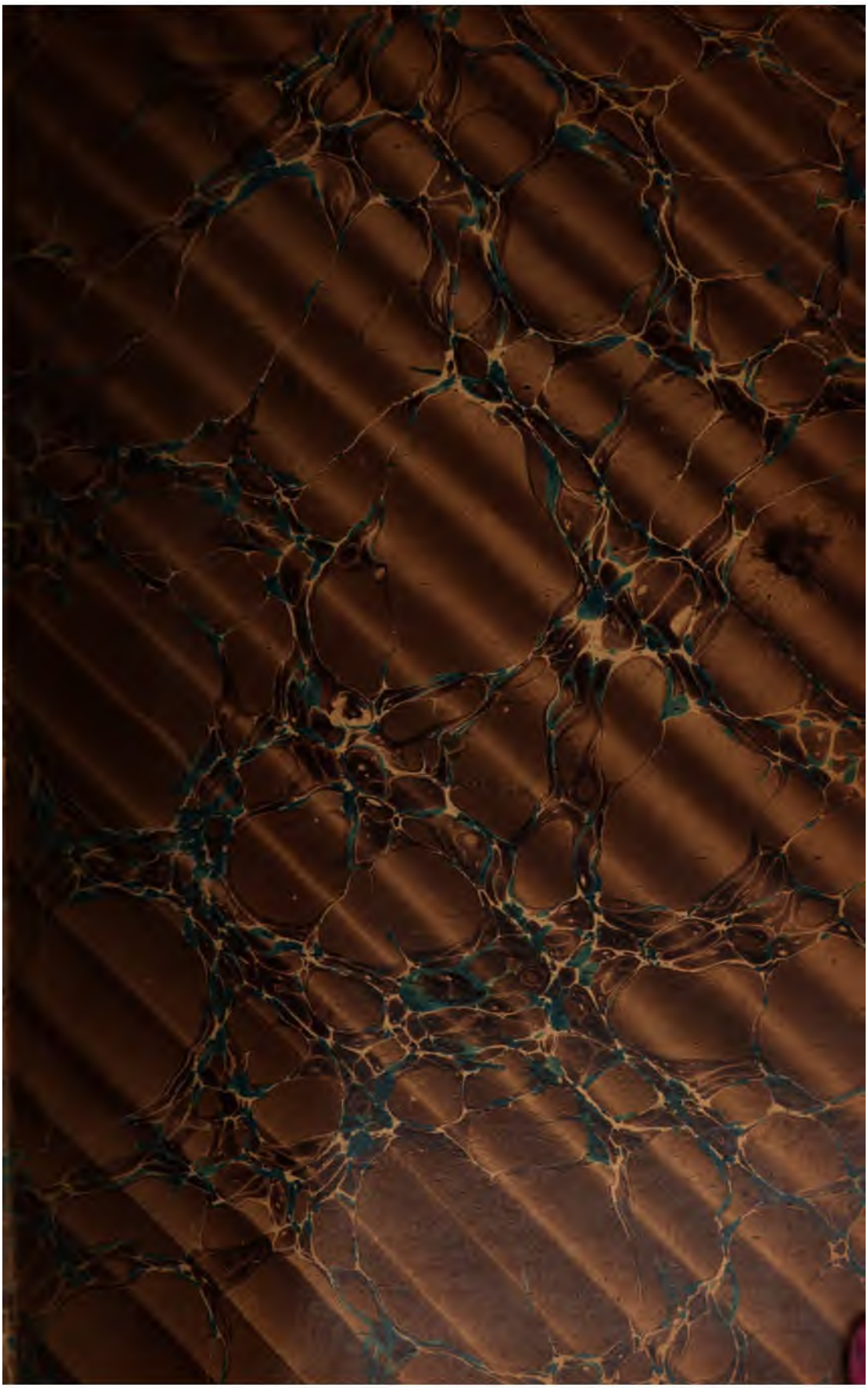


TABLE ANALYTIQUE

DES

COMPTES RENDUS

DES SÉANCES DU SÉNAT

(Sessions ordinaire et extraordinaire 1882)

PARIS. — IMPRIMERIE DU SÉNAT, P. MOUILLOT. — 8595

TABLE ANALYTIQUE

DES

COMPTES RENDUS

DES

SÉANCES DU SÉNAT

(Sessions ordinaire et extraordinaire 1882)

CETTE TABLE

RÉDIGÉE AUX ARCHIVES DU SÉNAT

EST PRÉCÉDÉE

De la Loi constitutionnelle relative à l'Organisation du Sénat,
De la Loi constitutionnelle sur les Rapports des Pouvoirs publics,
De la Loi organique sur les Elections des Sénateurs,
De la Liste nominative par ordre alphabétique des Sénateurs,
Etc., Etc.

PARIS

P. MOUILLOT, IMPRIMEUR DU SÉNAT

Palais du Luxembourg

—

M DCCC LXXXIII

continuation
W. J. Johnson
5-17-49
66805

J
341
.J451

AVERTISSEMENT

Les débats du Sénat sont reproduits sous deux formes différentes :

1° Par le Compte Rendu in extenso *inséré dans le* Journal Officiel *avec les exposés des motifs des Projets de lois, les Rapports et autres documents formant les annexes des procès-verbaux ;*

2° Par les Annales du Sénat. *Cette publication, complétée par l'insertion des annexes et suivie d'une table spéciale, compose, avec les* Impressions, *les* Feuilletons *et la* Table Analytique, *la collection officielle de chaque session du Sénat.*

La Table Analytique, *rédigée aux archives du Sénat, renvoie à la publication du* Compte Rendu in extenso *dans le* Journal Officiel *et à celle des* Annales. *Elle indique également les numéros des* Impressions *contenant les*

Projets de lois et les Rapports; ceux des Feuilletons *qui contiennent la composition des Bureaux et des Commissions; enfin les pages du* Journal officiel *où se trouve le texte officiel des lois votées par le Sénat.*

Les Annales du Sénat *forment, pour la session ordinaire de 1882, ouverte le 10 janvier et close le 9 août, un volume in-4°; pour la session extraordinaire, ouverte le 9 novembre et close le 29 décembre, un volume in-4°.*

Les Impressions *comprennent : Pour la session ordinaire, 566 numéros et 80 feuilletons; pour la session extraordinaire, 264 numéros et 22 feuilletons.*

EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS

A.	signifie	Annales.
J.O.	—	Journal officiel.
J.O., c.r.	—	Journal officiel, Compte rendu.
I.	—	Impressions.
F.	—	Feuilletons.
t.	—	Tome.
p.	—	Page.
an.	—	Annexes des *Annales*.

ORGANISATION DU SÉNAT

LOI

CONSTITUTIONNELLE

RELATIVE A L'ORGANISATION DU SÉNAT (1)

DU 24 FÉVRIER 1875

ARTICLE PREMIER.

Le Sénat se compose de trois cents membres : deux cent vingt-cinq élus par les départements et

Composition du Sénat.

(1) Le caractère constitutionnel de cette loi n'est pas douteux ; il a été reconnu par l'Assemblée, notamment dans la discussion de la loi sur l'élection des Sénateurs ; le 23 juillet 1875, un amendement de M. Arfeuillères a été écarté comme portant atteinte aux dispositions constitutionnelles de la loi du 24 février 1875, sur l'organisation du Sénat ; en parlant de cette même loi, M. Christophle, rapporteur de la seconde Commission des lois constitutionnelles, a dit :

« Ce n'est pas là une loi ordinaire qu'on peut aisément changer ; la Constitution ne peut être modifiée qu'à l'aide des procédés de revision qu'elle indique elle-même et, par conséquent, toutes les fois qu'un amendement nous paraît avoir un caractère inconstitutionnel, la question devient par ce seul fait digne de toute notre attention. » (Séance du 2 août 1875.)

les colonies (1), et soixante-quinze élus par l'Assemblée nationale (2).

ART. 2.

Nombre de Sénateurs à élire par département.

Les départements de la Seine et du Nord éliront chacun cinq Sénateurs ;

Les départements de la Seine-Inférieure, Pas-de-Calais, Gironde, Rhône, Finistère, Côtes-du-Nord, chacun quatre Sénateurs ;

La Loire-Inférieure, Saône-et-Loire, Ille-et-Vilaine, Seine-et-Oise, Isère, Puy-de-Dôme, Somme, Bouches-du-Rhône, Aisne, Loire, Manche, Maine-et-Loire, Morbihan, Dordogne, Haute-Garonne, Charente-Inférieure, Calvados, Sarthe, Hérault, Basses-Pyrénées, Gard, Aveyron, Vendée, Orne, Oise, Vosges, Allier, chacun trois Sénateurs ;

Tous les autres départements, chacun deux Sénateurs ;

Le territoire de Belfort (3), les trois départements de l'Algérie, les quatre colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, des Indes françaises éliront chacun un Sénateur (4).

---

(1) Le mode de nomination des Sénateurs de département est déterminé par les articles 4 et 6 ci-après et par la loi organique du 2 août 1875.

(2) La procédure suivie pour l'élection des Sénateurs nommés par l'Assemblée a été réglée par les articles 5 et 7 de la présente loi et par les articles 24 et 25 de la loi organique du 2 août 1875. L'Assemblée a procédé à l'élection des 75 Sénateurs inamovibles dans les séances des 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 20 et 21 décembre 1875.

(3) Le territoire de Belfort comprend 106 communes restées françaises de l'ancien département du Haut-Rhin.

(4) Le projet de loi sur l'élection des Sénateurs a été examiné par la seconde Commission des lois constitutionnelles; à l'occasion de cet examen, M. Seignobos a proposé à la Commission un amendement ayant pour objet de faire décider qu'à chaque renouvellement partiel, le nombre de Sénateurs attribué par l'article 2 ci-dessus à chaque département serait élevé ou abaissé, suivant que la population du département aurait augmenté ou diminué ; la Commission

ART. 3.

Conditions d'éligibilité au Sénat.

Nul ne peut être Sénateur s'il n'est Français, âgé de quarante ans au moins, et s'il ne jouit de ses droits civils et politiques (1).

ART. 4.

Election des Sénateurs des départements.

Les Sénateurs des départements et des colonies sont élus à la majorité absolue (2), et, quand il y a lieu (3), au scrutin de liste (4), par un collège (5) réuni au chef-lieu du département ou de la colonie et composé :

1° Des Députés ;

2° Des Conseillers généraux ;

3° Des Conseillers d'arrondissement ;

---

a écarté cet amendement comme inconstitutionnel, et M. Christophle a fait remarquer, à la page 44 de son rapport, que l'article 2 de la loi du 24 février 1875 « a déterminé d'une manière invariable, jusqu'à revision, le nombre de Sénateurs afférent à chaque département ».

On trouvera plus loin un tableau par ordre alphabétique du nombre de Sénateurs à élire dans chaque département.

(1) L'article 27 de la loi organique du 2 août 1875 a étendu aux élections sénatoriales les cas d'indignité et d'incapacité prévus par la loi électorale pour la nomination des Députés ; ces cas sont déterminés par les articles 15, 16, 27 du décret organique du 2 février 1852.

L'inéligibilité relative des fonctionnaires dans l'étendue de leur ressort a été réglée par l'article 21 de la loi organique du 2 août 1875 et par l'article 29 de la même loi. L'incompatibilité entre le mandat de Sénateur et l'exercice de certaines fonctions a été déterminée par l'article 20 de ladite loi du 2 août 1875.

(2) Cette disposition se complète par celle de l'article 15 de la loi du 2 août 1875.

(3) C'est-à-dire dans les départements auxquels l'article 2 de la présente loi attribue plus d'un Sénateur à nommer.

(4) Le scrutin est secret ; cela résulte de l'article 5 de la loi du 30 novembre 1875 rapproché de l'article 27 (3°) de la loi du 2 août 1875.

(5) Les règles établies pour les opérations de ce collège se trouvent dans les articles 12 et suivants de la loi organique du 2 août 1875, et dans l'article 27 de la même loi.

4° Des délégués élus, un par chaque Conseil municipal (1), parmi les électeurs de la commune (2).

Elections sénatoriales dans l'Inde.

Dans l'Inde française, les membres du Conseil colonial ou des conseils locaux sont substitués aux conseillers généraux, aux conseillers d'arrondissement et aux délégués des Conseils municipaux (3).

---

(1) Voir pour le mode d'élection des délégués, les articles 2 à 8 de la loi organique du 2 août 1875.

(2) Tous les électeurs de la commune et les conseillers municipaux, même non domiciliés dans la commune, peuvent être élus délégués; voir le 4e paragraphe de l'article 2 de la loi du 10 août 1875.

Par ces mots : « Les électeurs de la commune », la loi n'entend pas seulement les citoyens inscrits sur la liste électorale municipale dressée en vertu de la loi du 7 juillet 1874, elle désigne également les citoyens inscrits sur la liste électorale politique; le choix des Conseils municipaux peut porter sur les électeurs politiques de la commune comme sur les électeurs municipaux. Cette interprétation résulte non seulement du texte lui-même qui n'a rien de limitatif, mais de la discussion qui a eu lieu dans la séance du 2 août 1875, au sujet du droit pour les conseillers municipaux non domiciliés d'être élus délégués : M. Léon Clément, rappelant dans ce débat le texte de l'article 4 de la loi du 24 février 1875, a dit :

« Il est évident que cette expression d'électeurs ne se rapporte pas à une catégorie spéciale d'électeurs; autrement il faudrait dire que les électeurs municipaux seuls peuvent être nommés délégués à l'exclusion des électeurs politiques. C'est inadmissible. Tout le corps électoral, tout l'électorat est éligible. » (*Journal officiel* du 3 août 1875, p. 6280, 3e col.)

(3) Les Conseils administratifs de l'Inde sont actuellement régis par le décret du 13 juin 1872.

L'article 1er de ce décret institue des Conseils locaux dans les cinq établissements de Pondichéry, Chandernagor, Karikal, Yanaon et Mahé, et un Conseil colonial à Pondichéry.

Aux termes des articles 2, 3 et 4 du même décret, les membres des Conseils locaux élus par le suffrage universel, moitié par les Européens et descendants d'Européens, et moitié par les indigènes, sont au nombre de 39, savoir : 12 à Pondichéry, 6 à Chandernagor, 8 à Karikal, 4 à Yanaon et 4 à Mahé, plus le chef de service de chacun de ces établissements qui est président de droit du Conseil.

Le Conseil colonial se compose de douze membres; cinq membres de droit et sept membres élus par les Conseils locaux (art. 24 et 8 du décret précité, modifiés par l'article 1er du décret du 12 août 1874); ces 12 conseillers coloniaux, joints aux 39 conseillers locaux,

Ils votent au chef-lieu de chaque établissement (1).

ART. 5.

Les Sénateurs nommés par l'Assemblée sont élus au scrutin de liste et à la majorité absolue des suffrages (2).

Elections des Sénateurs par l'Assemblée.

---

formeraient un total de 51 électeurs sénatoriaux ; mais il convient de remarquer qu'un conseiller local peut être en même temps conseiller colonial et qu'en outre les deux chefs de service précédents des conseils locaux de Chandernagor et de Karikal comptent parmi les membres de droit du Conseil colonial ; le chiffre de 51 électeurs est donc un maximum qui ne sera jamais atteint.

Pour la présidence du collège électoral de l'Inde, voir l'article 12 de la loi du 2 août 1875.

(1) Pour le dépouillement et le recensement des votes dans l'Inde, voir l'article 14 de la loi du 2 août 1875 et le 6e paragraphe de l'article 4 de la loi du 30 décembre 1875. Ainsi qu'on l'a vu, le collège électoral de l'Inde française est composé d'une manière spéciale ; il n'est pas le seul dans ce cas : des exceptions à la règle générale, établie par l'article 4 ci-dessus, existent également pour les collèges d'Alger, de Constantine et d'Oran, en Algérie ; pour ceux des trois colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion ; et pour le collège du département du Haut-Rhin (territoire de Belfort).

La composition spéciale des collèges de l'Algérie a été définie pas l'article 11 de la loi organique du 2 août 1875.

Les trois colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion n'ont pas de Conseils d'arrondissement ; mais elles ont des Députés. (Loi organique du 30 novembre 1875, art. 21, des conseillers généraux et des conseillers municipaux. Sénatus-consulte du 3 mai 1854, art. 11 et 12.)

La portion restée française du Haut-Rhin (territoire de Belfort) a un Député ; elle n'a ni Conseils généraux, ni Conseils d'arrondissement ; les attributions conférées à ces conseils par les lois en vigueur sont actuellement exercées dans le Haut-Rhin par une Commission de cinq membres nommés par les électeurs municipaux (décret du 16 septembre 1871, art. 1er). Les membres de cette Commission composeront avec le Député et les délégués des Conseils municipaux le collège sénatorial.

(2) Voir les articles 24 et 28 de la loi du 2 août 1875.

Voir l'article 7 ci-après et l'article 25 de la loi organique du 2 août 1875.

ART. 6.

Renouvellement des Sénateurs par département

Les Sénateurs des départements et des colonies sont élus pour neuf années et renouvelables par tiers tous les trois ans.

Au début de la première session, les départements seront divisés en trois séries, contenant chacune un égal nombre de Sénateurs. Il sera procédé, par la voie du tirage au sort, à la désignation des séries qui devront être renouvelées à l'expiration de la première et de la deuxième période triennale (1).

ART. 7.

Inamovibilité des Sénateurs élus par l'Assemblée. Cas de vacances.

Les Sénateurs élus par l'Assemblée sont inamovibles. En cas de vacance par décès, démission ou autre cause, il sera, dans les deux mois, pourvu au remplacement par le Sénat lui-même (2).

ART. 8.

Attributions législatives du Sénat.

Le Sénat a, concurremment avec la Chambre des Députés, l'initiative et la confection des lois (3) ; tou-

---

(1) Voir le 2e paragraphe de l'article 23 de la loi du 2 août 1875.

(2) Cette disposition se complète par celle de l'article 25 de la loi du 2 août 1875.

En ce qui concerne l'inamovibilité des Sénateurs qui seront élus par le Sénat lui-même, M. Christophle, rapporteur de la seconde Commission des lois constitutionnelles, s'est exprimé dans les termes suivants : « La fraction du Sénat dont la condition est inamovible se perpétuera dans les mêmes formes qui l'auront constituée, et elle gardera, dans ses membres futurs, les priviléges et les avantages accordés aux Sénateurs issus de la première élection. » (*Rapport de M. Christophle sur le projet de loi relatif à l'élection des Sénateurs.*)

(3) Voir les articles 1er et 3 de la loi du 25 février 1875.

~~tefois~~, les lois de finances doivent être, en premier lieu, présentées à la Chambre des Députés et votées par elle.

ART. 9.

Attributions judiciaires du Sénat.

Le Sénat peut être constitué en Cour de Justice pour juger, soit le Président de la République, soit les Ministres, et pour connaître des attentats commis contre la sûreté de l'État (1).

ART. 10.

Première élection du Sénat.

Il sera procédé à l'élection du Sénat un mois avant l'époque fixée par l'Assemblée nationale pour sa séparation (2). Le Sénat entrera en fonctions et se constituera le jour même où l'Assemblée nationale se séparera (3).

ART. 11.

Disposition transitoire.

La présente loi ne pourra être promulguée qu'après le vote définitif de la loi sur les Pouvoirs publics (4).

---

(1) Voir les articles 4 et 12 de la loi du 16 juillet 1875.

(2) Voir l'article 28 de la loi du 2 août 1875.

(3) Voir l'article 5 de la loi du 30 décembre 1875 qui a décidé que Sénat et la Chambre des Députés se réuniraient le 8 mars 1876 et que les pouvoirs de l'Assemblée prendraient fin le même jour.

(4) Elle a été promulguée au *Journal officiel* du 28 février 1875, le même jour que la loi sur l'organisation des Pouvoirs publics.

LOI

CONSTITUTIONNELLE

SUR LES RAPPORTS DES POUVOIRS PUBLICS

DU 16 JUILLET 1875

ARTICLE PREMIER.

Sessions des Chambres.

Le Sénat et la Chambre des Députés se réunissent chaque année, le second mardi de janvier, à moins d'une convocation antérieure faite par le Président de la République (1).

---

(1) Cette loi a été examinée par une Commission de trente membres élus, sur la demande du Garde des Sceaux, dans les formes prescrites par l'article 2 de la loi du 20 novembre 1873 pour la nomination de la première Commission des lois constitutionnelles; l'Assemblée a ordonné la formation de cette nouvelle Commission dans la séance du 21 mai 1875, à la suite d'une déclaration de M. le Garde des Sceaux dont voici les principaux passages :

« Je prends la liberté de dire à l'Assemblée que le projet relatif aux rapports des Pouvoirs publics entre eux a, à nos yeux, un caractère essentiellement constitutionnel; il l'a, selon nous, au même degré que les deux lois que nous avons votées le 25 février dernier.

« Je rappelle à l'Assemblée que l'article 2 de la loi du 20 novembre 1873 porte que les lois constitutionnelles seront examinées par une Commission de trente membres nommés en séance publique au scrutin de liste. L'Assemblée a voulu par là employer un mode plus solennel que son mode ordinaire pour l'examen de lois qui ont certainement un caractère plus relevé et en même temps plus durable que les lois que nous votons tous les jours.

« Je répète donc que la loi sur les rapports des Pouvoirs publics a essentiellement ce caractère, et que, soit en vertu du vote que l'Assemblée a émis le 20 novembre 1873, soit parce qu'il importe, pour assurer à ces lois leur inviolabilité, sauf la révision à l'époque

Les deux Chambres doivent être réunies en session cinq mois au moins chaque année. La session de l'une commence et finit en même temps que celle de l'autre.

Le dimanche qui suivra la rentrée, des prières publiques seront adressées à Dieu dans les églises et dans les temples pour appeler son secours sur les travaux des Assemblées. — Prières publiques.

ART. 2.

Le Président de la République prononce la clôture de la session. Il a le droit de convoquer (1) extraordinairement les Chambres. Il devra les convoquer si la demande en est faite, dans l'intervalle des sessions (2), par la majorité absolue des membres composant chaque Chambre. — Clôture des sessions. Convocations extraordinaires.

---

et aux conditions qui ont été déterminées, qu'elles soient revêtues du même caractère, il convient qu'elles soient votées avec la même solennité. C'est pour cela que je demande à l'Assemblée, pour l'examen du projet de loi sur les rapports des Pouvoirs publics entre eux, de vouloir bien nommer, dans les formes prescrites par la loi du 20 novembre 1873, une nouvelle Commission des Trente, en remplacement de l'ancienne, dont tous les membres ont donné leur démission. » (*Journal officiel* du 22 mai 1875, p. 3614, 1re et 2e col.)

(1) A la page 4 de son rapport, M. Laboulaye s'exprime ainsi : « La Commission a consenti à reconnaître au Président de la République le droit de convoquer, de proroger et même d'ajourner les Chambres. »

(2) Les mots « dans l'intervalle des sessions » ont été introduits dans l'article 2 lors de la troisième délibération sur la proposition de M. Antonin Lefèvre-Pontalis, afin d'indiquer nettement que, pendant la durée des ajournements, les convocations extraordinaires ne peuvent avoir lieu. M. le Garde des Sceaux Dufaure a donné, à ce sujet, les explications suivantes : « L'article 2 est composé de deux paragraphes. D'après le premier paragraphe, le Président de la République prononce la clôture de la session, et puis, dans l'intervalle des sessions ordinaires, le Président et les Chambres ont cha-

Ajournement des Chambres.

Le Président peut ajourner les Chambres (1). Toutefois, l'ajournement ne peut excéder le terme d'un mois, ni avoir lieu plus de deux fois dans la même session (2).

ART. 3.

Expiration des pouvoirs du Président de la République

Un mois au moins avant le terme légal des pouvoirs du Président de la République, les Chambres devront être réunies en Assemblée nationale pour procéder à l'élection du nouveau Président. A défaut

---

cun un droit : le Président de convoquer extraordinairement les Chambres, et les Chambres, de leur côté, d'obliger le Président à les convoquer sur la demande qui en est faite par la majorité de leurs membres.

« Le paragraphe 2 prévoit encore une autre chose : c'est le droit du Président d'ajourner les Chambres. L'ajournement ne peut être que d'un mois ; il peut être renouvelé par deux fois dans le cours de la session, les ajournements sont compris dans la session ; elle dure malgré les ajournements, pendant les cinq mois que lui assigne l'article 1er. C'est la session ordinaire, et elle continue à durer pendant l'ajournement. Ce n'est pas pendant le cours de la session ordinaire que l'on peut convoquer les Chambres en session extraordinaire. L'article dit donc très clairement que pendant la durée de la session, c'est-à-dire pendant les ajournements comme pendant le temps où les Chambres délibèrent, il n'y a pas de convocation extraordinaire, ni par la volonté du Président, ni sur la demande des deux Chambres.

« Par conséquent, c'est en dehors des sessions, après la clôture des sessions, en dehors des ajournements, qu'ont lieu les convocations extraordinaires. » (Séance du 16 juillet 1875, *Journal officiel* du 17, p. 5445, 1re col.)

(1) Dans la séance de la Commission du 29 mai 1875, M. de Lavergne, président de la Commission, ayant demandé si les Chambres pourraient se proroger elles-mêmes, M. le Vice-Président du Conseil a répondu que non ; mais il a ajouté qu'il ne fallait pas confondre les prorogations avec les suspensions de séances qui dépendent évidemment des Chambres elles-mêmes. M. le Garde des Sceaux a fait également observer que chaque Chambre peut toujours prendre tel ou tel congé, comme cela lui convient.

(2) Dans la séance de la Commission du 29 mai 1875, M. le Garde des Sceaux, interrogé par M. Adrien Léon sur la question de savoir si les ajournements seraient à défalquer des cinq mois de session,

de convocation, cette réunion aurait lieu de plein droit le quinzième jour avant l'expiration de ces pouvoirs.

Vacance de la Présidence de la République.

En cas de décès ou de démission du Président de la République, les deux Chambres se réunissent immédiatement et de plein droit (1).

Dans le cas où, par application de l'article 5 de la loi du 25 février 1875, la Chambre des Députés se trouverait dissoute au moment où la Présidence de la République deviendrait vacante, les collèges électoraux seraient aussitôt convoqués, et le Sénat se réunirait de plein droit (2).

ART. 4.

Réunion illicite des Chambres.

Toute assemblée de l'une des deux Chambres qui serait tenue hors du temps de la session commune est illicite et nulle de plein droit (3), sauf le cas prévu par l'article précédent et celui où le Sénat est réuni comme Cour de justice (4) ; et, dans ce dernier cas, il ne peut exercer que des fonctions judiciaires.

ART. 5.

Publicité des séances.

Les séances du Sénat et celles de la Chambre des Députés sont publiques.

---

a répondu que les ajournements ne diminueraient pas la durée normale des sessions fixée par l'article 1er de la loi à un minimum de cinq mois.

(1) Voir l'article 7 de la loi 25 février 1875.

(2) « En ce cas, le Sénat n'a qu'un pouvoir d'intérim, et ne peut faire aucun acte de législateur. » (Rapport de M. Laboulaye.)

(3) Voir ci-dessus le 2e paragraphe de l'article 1er.

(4) Voir l'article 9 de la loi du 24 février 1875, et l'article 12 de la présente loi.

Comités secrets.

Néanmoins, chaque Chambre peut se former en Comité secret sur la demande d'un certain nombre de ses membres, fixé par le règlement.

Elle décide ensuite, à la majorité absolue, si la séance doit être reprise en public sur le même sujet.

ART. 6.

Messages.

Le Président de la République communique avec les Chambres par des messages qui sont lus à la tribune par un Ministre.

Rapports des Ministres avec les Chambres.

Les Ministres ont leur entrée dans les deux Chambres et doivent être entendus quand ils le demandent. Ils peuvent se faire assister par des commissaires désignés, pour la discussion d'un projet de loi déterminé, par décret du Président de la République (1).

ART. 7.

Promulgation des lois.

Le Président de la République promulgue les lois (2) dans le mois qui suit la transmission au Gouvernement de la loi définitivement adoptée. Il doit promulguer dans les trois jours les lois dont la promulgation, par un vote exprès dans l'une et l'autre Chambre, aura été déclarée urgente.

Nouvelle délibération sur une loi.

Dans le délai fixé pour la promulgation, le Président de la République peut, par un Message motivé (3), demander aux deux Chambres une nouvelle délibération qui ne peut être refusée.

---

(1) Voir le 2e paragraphe de l'article 8 de la loi du 24 mai 1872.

(2) Voir le 1er paragraphe de l'article 3 de la loi du 25 février 1875, pour le mode de promulgation des lois.

(3) Les messages du Président de la République sont lus à la tribune par un Ministre; voir ci-dessus le premier paragraphe de l'article 6.

ART. 8.

Traités. Le Président de la République négocie et ratifie les traités. Il en donne connaissance aux Chambres aussitôt que l'intérêt et la sûreté de l'État le permettent.

Les traités de paix, de commerce, les traités qui engagent les finances de l'État, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes et au droit de propriété des Français à l'étranger, ne sont définitifs qu'après avoir été votés par les deux Chambres. Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi.

ART. 9.

Cas de déclaration de guerre. Le Président de la République ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des deux Chambres (1).

ART. 10.

Vérification des pouvoirs. Chacune des Chambres est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection (2); elle peut seule recevoir leur démission.

---

(1) A la page 7 de son rapport, M. Laboulaye a défini de la manière suivante la portée de cet article : « Sans doute le Chef de l'État qui, suivant l'article 3 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875, dispose de la force armée, a le droit et le devoir de prendre toutes les mesures exigées par les circonstances pour ne pas laisser surprendre la France par une invasion. Ce droit est plus nécessaire aujourd'hui que jamais. Nous ne voulons pas affaiblir une prérogative qui protège l'indépendance et l'existence même du pays. Ce que nous demandons, c'est que la France reste maîtresse de ses destinées ; c'est qu'on ne puisse ni entreprendre ni déclarer la guerre sans son aveu. »

(2) Dans son rapport sur le projet de loi relatif à l'élection des Sénateurs, M. Christophle a prévu le cas où la validation d'une

ART. 11.

Bureau des Chambres.

Le Bureau de chacune des deux Chambres est élu chaque année pour la durée de la session, et pour toute session extraordinaire qui aurait lieu avant la session ordinaire de l'année suivante.

Lorsque les deux Chambres se réunissent en Assemblée nationale (1), leur bureau se compose des Président, Vice-Présidents et Secrétaires du Sénat.

ART. 12.

Attributions judiciaires des deux Chambres.

Le Président de la République ne peut être mis en accusation que par la Chambre des Députés et ne peut être jugé que par le Sénat.

Les Ministres peuvent être mis en accusation par la Chambre des Députés, pour crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions. En ce cas, ils sont jugés par le Sénat.

Le Sénat peut être constitué en Cour de justice par un décret du Président de la République, rendu en Conseil des Ministres, pour juger toute personne prévenue d'attentat commis contre la sûreté de l'Etat.

Si l'instruction est commencée par la justice ordinaire, le décret de convocation du Sénat peut être rendu jusqu'à l'arrêt de renvoi.

élection sénatoriale serait subordonnée au jugement d'instances encore pendantes devant le Conseil d'Etat au sujet de l'élection des délégués : « Si l'élection est contestée, et si le sort de la validation dépend, à cause de la faible majorité obtenue, de la solution des contestations relatives à l'élection des délégués, la marche à suivre est naturellement indiquée. Le Sénat prononcera un sursis jusqu'à ce qu'il ait été statué en dernier ressort par la juridiction compétente. » (Rapport de M. Christophle, p. 10).

(1) Voir les articles 2 et 8 de la loi du 25 février 1875.

Une loi déterminera le mode de procéder pour l'accusation, l'instruction et le jugement (1).

ART. 13.

Immunités des membres des deux Chambres.

Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

ART. 14.

Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle qu'avec l'autorisation de la Chambre dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit.

La détention ou la poursuite d'un membre de l'une ou de l'autre Chambre est suspendue pendant la session, et pour toute sa durée, si la Chambre le requiert.

(1) Voir l'article 9 de la loi du 24 février 1875.

LOI

ORGANIQUE

SUR LES ÉLECTIONS DES SÉNATEURS

DU 2 AOUT 1875

ARTICLE PREMIER.

Convocation des Conseils municipaux et des collèges sénatoriaux.

Un décret du Président de la République, rendu au moins six semaines à l'avance, fixe le jour où doivent avoir lieu les élections pour le Sénat et en même temps celui où doivent être choisis les délégués des Conseils municipaux. Il doit y avoir un intervalle d'un mois au moins entre le choix des délégués et l'élection des Sénateurs (1).

ART. 2.

Election des délégués

Chaque Conseil municipal élit un délégué (2). L'élection se fait sans débat, au scrutin secret, à la

---

(1) Voir l'article 28 de la présente loi.

(2) Voir l'article 4 de la loi du 24 février 1875.

Le Conseil municipal procède à l'élection sans qu'il soit préalablement pourvu aux vacances qui peuvent exister dans son sein :

« La Commission a écarté, comme pouvant être une cause d'agitation sérieuse, la proposition qui a été faite de procéder à des élections complémentaires pour remplir, avant l'élection du délégué, les vides qui peuvent exister au sein des Conseils municipaux.

« Mais il ne faut pas confondre avec ce cas l'hypothèse très distincte où une commune se trouverait privée de Conseil municipal par suite de l'annulation des opérations électorales; il est clair qu'il devra être immédiatement et préalablement pourvu à la nomination de ce Conseil. » (*Rapport de M. Christophle*, p. 24.)

majorité absolue des suffrages (1). Après deux tours de scrutin, la majorité relative suffit, et, en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est élu (2). Si le maire ne fait pas partie du Conseil municipal, il présidera, mais il ne prendra pas part au vote (3). des Conseils municipaux

Il est procédé le même jour et dans la même forme à l'élection d'un suppléant qui remplace le délégué en cas de refus ou d'empêchement.

Le choix des Conseils municipaux ne peut porter ni sur un député, ni sur un conseiller général, ni sur un conseiller d'arrondissement (4).

Il peut porter sur tous les électeurs de la commune, y compris les conseillers municipaux, sans distinction entre eux (5).

---

(1) « Comme toutes les autres réunions des Conseils municipaux, la séance dans laquelle le délégué est élu ne doit pas être publique : les candidats eux-mêmes, s'ils sont étrangers au Conseil, ne peuvent y être admis; le maire veille à ce qu'aucune discussion ne s'engage et à ce que l'assemblée ne motive point ses préférences.

« Les conseillers remettent leurs bulletins fermés au président; si un bulletin contient deux ou plusieurs noms, il n'est tenu compte que du nom inscrit le premier. » (C. I., 5 janvier 1876.)

(2) Rien n'oblige les votants, lors de ce troisième tour, à limiter leurs choix aux deux noms qui ont réuni le plus de suffrages. (C. I., 5 janvier 1876.)

(3) En aucun cas, la voix du président n'est prépondérante; à défaut du maire, les mêmes droits appartiennent à l'adjoint qui le remplace; les fonctions de secrétaire sont remplies par un des membres du Conseil municipal nommé au scrutin secret et à la majorité des membres présents. (L. 3 mai 1855, art. 19.)

« La loi n'ayant point indiqué à qui incomberait le soin de dépouiller les scrutins, il convient de se conformer à l'usage autrefois suivi pour l'élection des maires et adjoints et de désigner comme scrutateurs les trois conseillers les plus âgés. » (C. I., 5 janvier 1876.)

(4) Aux termes de l'article 4 de la loi du 24 février 1875, les députés, les conseillers généraux et les conseillers d'arrondissement forment les trois premières catégories d'électeurs sénatoriaux.

(5) Ce dernier paragraphe a été adopté, dans la séance du 2 août 1875, sur la proposition de M. Léon Clément; il a pour objet de

ART. 3.

Dans les communes où il existe une Commission municipale, le délégué et le suppléant seront nommés par l'ancien Conseil.

ART. 4.

Si le délégué n'a pas été présent à l'élection, notification lui en est faite dans les vingt-quatre heures par les soins du maire (1). Il doit faire parvenir au préfet dans les cinq jours l'avis de son acceptation. En cas de refus ou de silence, il est remplacé par le

---

rendre éligibles les conseillers municipaux qui, n'étant pas domiciliés dans la commune, ne sont pas inscrits sur la liste électorale.

(1) « Si le délégué élu est membre du Conseil municipal et assiste au vote, il doit faire connaître, séance tenante, son acceptation ou son refus, qui est consigné au procès-verbal.

« S'il refuse, le Conseil municipal doit, avant de passer à l'élection du suppléant, pourvoir à son remplacement.

« L'acceptation ou le refus du suppléant doit également, si le candidat est présent, être constaté au procès-verbal, et le refus est suivi d'une nouvelle désignation faite dans la même forme par le Conseil municipal.

« Si le délégué élu n'est pas présent à la séance, le maire doit, dans les vingt-quatre heures, la lui faire notifier en l'informant qu'un délai de cinq jours, à partir de la notification, lui est imparti pour faire parvenir à la préfecture l'avis de son acceptation. Procès-verbal de cette notification est dressé en double exemplaire ; l'une des copies reste entre les mains du délégué et l'autre est immédiatement transmise au préfet.

« Si, à l'expiration du délai de cinq jours, le délégué n'a pas fait connaître son acceptation, il doit être considéré comme non acceptant ; le préfet fait alors, dans la forme indiquée au paragraphe précédent, notifier sa nomination au suppléant et si, à son tour, celui-ci refuse ou s'il laisse passer le délai de cinq jours sans envoyer l'avis de son acceptation, le préfet doit prendre, sans aucun retard, un arrêté à l'effet de convoquer le Conseil municipal pour la désignation de nouveaux délégués. » (C. I., 5 janvier 1876.)

suppléant, qui est alors porté sur la liste comme délégué de la commune.

ART. 5.

Le procès-verbal de l'élection du délégué et du suppléant est transmis immédiatement au préfet; il mentionne l'acceptation ou le refus des délégués et suppléants ainsi que les protestations élevées contre la régularité de l'élection par un ou plusieurs membres du Conseil municipal. Une copie de ce procès-verbal est affichée à la porte de la mairie.

ART. 6.

Tableau des résultats de l'élection des délégués.

Un tableau des résultats de l'élection des délégués et suppléants est dressé dans la huitaine par le préfet; ce tableau est communiqué à tout requérant, il peut être copié et publié.

Communication de la liste des conseillers municipaux.

Tout électeur a de même la faculté de prendre, dans les bureaux de la préfecture, communication et copie de la liste par commune, des conseillers municipaux du département, et, dans les bureaux des sous-préfectures, de la liste, par commune, des conseillers municipaux de l'arrondissement (1).

ART. 7.

Protestations contre l'élection des délégués.

Tout électeur de la commune peut, dans un délai de trois jours, adresser directement au préfet une protestation contre la régularité de l'élection.

---

(1) D'après les explications données par M. le Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, dans la séance du 1er décembre 1875, la communication de la liste doit être faite à tout électeur politique ou municipal, et cette communication n'est obligatoire que pendant la période électorale.

Si le préfet estime que les opérations ont été irrégulières, il a le droit d'en demander l'annulation.

ART. 8.

Jugement des protestations.

Les protestations relatives à l'élection du délégué ou du suppléant sont jugées, sauf recours au Conseil d'Etat, par le Conseil de préfecture (1), et, dans les colonies, par le Conseil privé.

---

(1) « Le Conseil de préfecture doit statuer immédiatement. La loi lui en fait un devoir rigoureux ; son jugement devra être rendu à temps, pour qu'en cas d'annulation l'élection du délégué ou du suppléant soit recommencée. Si l'élection du délégué est annulée, le suppléant, qui aura accepté, prendra sa place, et il n'y aura pas lieu de convoquer le Conseil municipal pour procéder à son remplacement. Le recours au Conseil d'État que le projet présenté ne mentionnait pas a été expressément réservé. Ce recours est de droit, en toute matière contentieuse, contre les décisions du Conseil de préfecture ; il se juge sans frais, sans ministère d'avocats, et il est dispensé des droits de timbre et d'enregistrement. Enfin, et c'est ce qui a paru décisif, il soumet au Conseil d'État la question de droit et il offre ainsi aux parties intéressées toutes les garanties qu'elles sont en droit d'attendre d'une juridiction d'appel, étrangère aux passions locales et habituée à juger de semblables conflits. Il n'était pas possible de déterminer en ce moment le délai dans lequel la décision du Conseil d'État devra être rendue. Il n'y avait d'ailleurs à cela aucun intérêt sérieux, même au point de vue de la vérification des pouvoirs, puisque le Sénat aura la faculté de surseoir, dans le cas où le résultat de la vérification pourrait être subordonné au jugement des instances engagées devant le Conseil d'État. Quelle que soit d'ailleurs la solution à intervenir au Conseil d'État, la décision du Conseil de préfecture fait loi au point de vue de la confection définitive de la liste. Le pourvoi n'a jamais de caractère suspensif en matière administrative. Si donc l'élection était validée par le Conseil de préfecture, le pourvoi au Conseil d'Etat n'empêchera pas le délégué ou le suppléant de prendre part à l'élection. De même, si l'élection du délégué ou celle du suppléant est annulée, il n'y a pas lieu d'attendre l'issue du pourvoi formé. Il est procédé à de nouvelles élections par le Conseil municipal au jour fixé par un arrêté du préfet. » (*Rapport de M. Christophle*, pp. 26 et 27.)

Le délégué dont l'élection est annulée parce qu'il ne remplit pas une des conditions exigées par la loi, ou pour vice de forme, est remplacé par le suppléant. Cas d'annulation de l'élection du délégué.

En cas d'annulation de l'élection du délégué et de celle du suppléant, comme au cas de refus ou de décès de l'un et de l'autre après leur acceptation, il est procédé à de nouvelles élections par le Conseil municipal, au jour fixé par un arrêté du préfet (1).

ART. 9.

Huit jours au plus tard avant l'élection des Sénateurs, le préfet et, dans les colonies, le directeur de l'intérieur, dressent la liste des électeurs du département par ordre alphabétique (2). La liste est commu- Liste des électeurs sénatoriaux.

---

(1) Dans les trois cas d'annulation des opérations électorales, de refus ou de décès du délégué et du suppléant, la loi a voulu que le Conseil municipal fût appelé à pourvoir à la vacance, parce que « le droit des communes, a dit le rapporteur, est inamissible; il ne peut être compromis que par leur faute ou leur négligence, et non par des circonstances imprévues ou des faits de force majeure. » (*Rapport de M. Christophle*, p. 30.)

(2) « Qu'il y ait ou non des réclamations pendantes devant le Conseil de préfecture ou devant le Conseil d'Etat, le préfet dresse, huit jours au plus tard avant l'élection, la liste par ordre alphabétique des électeurs du département.

« Cette liste est immédiatement affichée à la porte de la préfecture et des sous-préfectures : elle peut être copiée et publiée; la communication est obligatoire; elle n'est assujettie à aucune formalité.

« Elle se fera à tout requérant, sur sa demande, même verbale, qu'il appartienne ou non à la catégorie des électeurs sénatoriaux.

« Elle comprend tous les électeurs sénatoriaux, c'est-à-dire, en France :

« 1° Les Députés;

« 2° Les membres du Conseil général;

« 3° Les membres des Conseils d'arrondissement;

« 4° Les délégués des communes et leurs suppléants. » (*Rapport de M. Christophle*, pp. 30 et 31.)

niquée à tout requérant et peut être copiée et publiée (1). Aucun électeur ne peut avoir plus d'un suffrage (2).

ART. 10.

Les Députés, les membres du Conseil général ou des Conseils d'arrondissement qui auraient été proclamés par les Commissions de recensement, mais dont les pouvoirs n'auraient pas été vérifiés, sont inscrits sur la liste des électeurs et peuvent prendre part au vote (3).

ART. 11.

Collège électoral de l'Algérie.

Dans chacun des trois départements de l'Algérie, le collège électoral se compose (4) : 1° des Députés ;

---

(1) Dans la séance de la Commission du 5 juin 1875, cette partie de l'article 9 avait été rédigée dans les termes suivants, sur la proposition de M. Scherer : « *La liste est affichée à la porte de la préfecture et des sous-préfectures et communiquée à tout requérant, etc.* » Les mots en italique, n'ayant pas été reproduits dans le texte du projet de loi préparé par la Commission, n'ont pas pris place dans la loi ; M. Christophle en a fait mention dans son rapport. (Voir à la page précédente la note 2.)

(2) Par conséquent, « le Député qui est en même temps conseiller général ne doit être porté sur la liste qu'en l'une de ses qualités, et il n'a pas droit à un double vote.

« Nul ne pourra voter dans plus d'un collège en excluant la pluralité du vote dans le département; on l'exclut également dans deux départements distincts. Par exemple le député de la Seine, conseiller général de Seine-et-Oise, n'aura pas le droit de voter à la fois à Paris et à Versailles ; mais tout électeur inscrit sur deux listes a la faculté d'opter et de voter dans l'un ou l'autre des collèges dont il fait, à des titres distincts, légalement partie. » (*Rapport de M. Christophle*, p. 32.)

(3) Il en sera de même des délégués dont l'élection serait l'objet d'une instance encore pendante, malgré le vœu de la loi, devant le Conseil de préfecture ou devant le Conseil d'État; ni la réclamation pendante, ni le recours au Conseil d'État n'ont d'effet suspensif. (*Rapport de M. Christophle*, p. 31, *in fine.*)

(4) En Algérie, où il n'existe pas de Conseils d'arrondissement, le collège électoral comprend un élément de moins qu'en France.

2° des membres citoyens français du Conseil général (1) ; 3° des délégués élus par les membres citoyens français de chaque Conseil municipal, parmi les électeurs citoyens français de la commune (2).

ART. 12.

Le collège électoral est présidé par le Président du tribunal civil du chef-lieu du département ou de

Bureau du collège électoral

(1) La composition spéciale des Conseils généraux de l'Algérie est réglée par les décrets du 28 décembre 1870, du 12 octobre 1871, par la loi du 22 novembre 1872 et par le décret du 23 septembre 1875; l'article 1er de ce dernier décret est ainsi conçu : « Il y a dans chaque département de l'Algérie un Conseil général composé de membres français et d'assesseurs musulmans. »

Il résulte des termes de l'article 11 ci-dessus que les assesseurs musulmans ne peuvent prendre part au vote pour la nomination des Sénateurs.

(2) L'article 9 du décret du 27 décembre 1866 avait créé, en Algérie, quatre catégories d'électeurs communaux, élisant leurs représentants respectifs au Conseil municipal, savoir : 1° les citoyens français ou naturalisés; 2° les indigènes musulmans; 3° les indigènes israélites, et 4° les étrangers depuis la promulgation du décret de la Délégation de Tours du 24 octobre 1870 qui a déclaré citoyens français les israélites indigènes : ceux-ci votent avec la première catégorie.

Aux termes de l'article 12 du décret précité de 1866, il existe deux catégories d'éligibles aux Conseils municipaux de l'Algérie : 1° tous les électeurs français ou naturalisés français âgés de vingt-cinq ans; 2° tous les indigènes et étrangers âgés de vingt-cinq ans, domiciliés dans la commune depuis trois ans au moins et inscrits sur la liste communale.

Pour les élections sénatoriales, les membres du Conseil municipal, citoyens français, y compris les indigènes israélites auxquels le décret sus-visé du 24 octobre 1870 a accordé la naturalisation collective, pourront seuls concourir à la nomination du délégué; celui-ci devra être choisi parmi les électeurs inscrits dans la première catégorie de la liste communale qui, depuis le décret de 1870, comprend au même titre les citoyens français ou naturalisés et les israélites indigènes.

la colonie (1). Le président est assisté des deux plus âgés et des deux plus jeunes électeurs présents à l'ouverture de la séance. Le bureau ainsi composé choisit un secrétaire parmi les électeurs (2).

Si le président est empêché, il est remplacé par le vice-président et, à son défaut, par le juge le plus ancien.

Art. 13.

Le bureau répartit les électeurs par ordre alphabétique en sections de vote, comprenant au moins cent électeurs. Il nomme les présidents et scrutateurs de chacune de ces sections. Il statue sur toutes les

---

(1) Dans les trois colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, les tribunaux de première instance sont composés comme suit : A Saint-Pierre (Martinique), la Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) et Saint-Denis (Réunion), un président et trois juges; les autres tribunaux de première instance ont un président et deux juges (D., 16 août 1854, art. 2). Dans l'Inde, le tribunal de première instance de Pondichéry a un juge-président, un lieutenant de juge et deux juges suppléants; à Chandernagor et à Karikal, les tribunaux n'ont qu'un juge; à Yanaon et à Mahé, le chef de l'établissement fait fonctions de juge du tribunal (D., 7 février 1842, art. 23 et 30; D., 31 mai 1873).

(2) A la page 7 de son rapport, M. Christophle a résumé de la manière suivante les pouvoirs respectifs du président et du collège électoral :

« Le président n'est pas seul au bureau : il est assisté des deux plus âgés et des deux plus jeunes électeurs présents à l'ouverture de la séance. C'est le bureau ainsi composé qui choisit le secrétaire pour l'élection, qui procède à la répartition des électeurs par ordre alphabétique en sections de vote comprenant au moins cent électeurs, qui nomme les président et secrétaires de chacune de ces sections; qui statue enfin sur toutes les difficultés et contestations qui peuvent s'élever au cours de l'élection, sans pouvoir toutefois s'écarter des décisions rendues par le Conseil de préfecture, en vertu de l'article 8. Voilà l'office du bureau, du bureau tout entier, non pas du président seul. Ce qui appartient à celui-ci en propre, c'est la police de l'Assemblée et le maintien de l'ordre matériel. »

difficultés et contestations (1) qui peuvent s'élever au cours de l'élection, sans pouvoir toutefois s'écarter des décisions rendues en vertu de l'article 8 de la présente loi.

ART. 14.

Heures des scrutins.

Le premier scrutin, ouvert à huit heures du matin, est fermé à midi. Le second est ouvert à deux heures et fermé à quatre heures. Le troisième, s'il y a lieu, est ouvert à six heures et fermé à huit (2). Les

(1) Dans la séance du 2 août 1875, M. Arfeuillères a adressé au rapporteur de la Commission la question suivante :

« Quelque restreint que soit le nombre des électeurs sénatoriaux et quelques précautions qu'on prenne dans la confection des listes électorales, il n'est pas absolument impossible que des omissions se produisent dans ces listes, et vous ne voulez certainement pas, Messieurs, que ces omissions aient jamais pour effet d'annuler le droit d'aucun électeur.

« En conséquence, je prie M. le Rapporteur, s'il le croit utile, de vouloir bien venir dire à la tribune que, dans la pensée de la Commission, le cas auquel je viens de faire allusion est bien compris dans le nombre de ceux que prescrit l'article 13, lorsqu'il dit : « Le bureau statue sur toutes les difficultés et contestations qui « peuvent s'élever au cours de l'élection. »

M. Christophle a répondu : « Il ne peut y avoir aucune difficulté au sujet de l'observation présentée par M. Arfeuillères ; notre honorable collègue nous demande s'il entrera dans les attributions du bureau de s'occuper de toutes les réclamations qui se produiront devant lui et spécialement de celles qui seront présentées par un délégué non inscrit, à tort, sur la liste.

« Nous répondrons que cette contestation ou réclamation est précisément de celles que l'article 13 a eues en vue et que le bureau aura à résoudre.» (*Journal officiel* du 3 août 1875, p. 6283, 3e col.)

(2) Bien que, dans la rédaction de l'article, le troisième scrutin soit seul suivi des mots « s'il y a lieu », il est évident qu'un seul tour de scrutin peut suffire ; il n'y a lieu de procéder à un second tour que si, au premier, aucun candidat n'a obtenu le chiffre de voix exigé par l'article 15, ou si le nombre de candidats réunissant ce chiffre de voix est inférieur au nombre de Sénateurs attribué au département par la loi ; dans le cas où, au second tour, le résultat est encore nul ou incomplet, il est ouvert un troisième scrutin dans lequel la majorité relative suffit.

résultats des scrutins sont recensés par le bureau et proclamés le même jour (1) par le président du collège électoral.

ART. 15.

Majorité requise pour être élu Sénateur.

Nul n'est élu Sénateur à l'un des deux premiers tours de scrutin s'il ne réunit : 1° la majorité absolue des suffrages exprimés; 2° un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits; au troisième tour de scrutin, la majorité relative suffit, et, en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est élu.

ART. 16.

Réunions électorales.

Les réunions électorales (2) pour la nomination des Sénateurs pourront avoir lieu en se conformant aux règles tracées par la loi du 6 juin 1876 (3), sauf les modifications suivantes :

1° Ces réunions pourront être tenues depuis le

---

(1) L'article 4 de la loi du 30 décembre 1875 a décidé que, dans l'Inde française, le dépouillement et le recensement des votes auraient lieu conformément aux dispositions de l'article 14 ci-dessus, combinées avec celles de l'article 32 du décret réglementaire du 2 février 1852. En conséquence, les résultats des votes émis dans chaque établissement doivent être immédiatement arrêtés et signés par les bureaux électoraux de ces établissements et transmis au bureau du collège électoral de la colonie siégeant au chef-lieu (à Pondichéry); le bureau de ce collège opère le recensement général des votes, et son président en proclame le résultat.

(2) Au moment du vote sur l'article 16, MM. Jules Favre et Picard ont demandé s'il était bien entendu que cet article ne réglerait que les réunions électorales publiques; M. le Garde des Sceaux a répondu : « Il me semble que la rédaction est bien claire; la loi de 1868 n'est pas abrogée. » (Séance du 27 juillet 1875, *Journal officiel* du 28, p. 5978, 2e col.)

(3) Voir cette loi.

jour de la nomination des délégués jusqu'au jour du vote inclusivement ;

2° Elles doivent être précédées d'une déclaration faite, la veille (1) au plus tard, par sept électeurs sénatoriaux de l'arrondissement et indiquant le local, le jour et l'heure où la réunion doit avoir lieu, et les noms, profession et domicile des candidats qui s'y présenteront ;

3° L'autorité municipale veillera à ce que nul ne s'introduise dans la réunion, s'il n'est député, conseiller général, conseiller d'arrondissement, délégué ou candidat.

Le délégué justifiera de sa qualité par un certificat du maire de la commune, le candidat par un certificat du fonctionnaire qui aura reçu la déclaration mentionnée au paragraphe précédent.

ART. 17.

Indemnité des délégués.

Les délégués qui auront pris part à tous les scrutins recevront sur les fonds de l'Etat, s'ils le requièrent, sur la présentation de leur lettre de convocation visée par le président du collège électoral, une indemnité de déplacement qui leur sera payée sur les mêmes bases et de la même manière que celle accordée aux jurés par les articles 35, 90 et suivants du décret du 18 juin 1811.

Un règlement d'administration publique déter-

(1) Dans la séance du 27 juillet 1875, le rapporteur de la Commission a fait observer au Gouvernement qu'il peut arriver que la nécessité d'une réunion se manifeste le jour même de l'élection, entre les deux scrutins ; M. le Vice-Président du Conseil a répondu : « On fera une déclaration éventuelle. » (*Journal officiel* du 28 juillet, p. 3976, 3e col.)

minera le mode de taxation et de payement de cette indemnité (1).

ART. 18.

Abstention des délégués.

Tout délégué qui, sans cause légitime, n'aura pas pris part à tous les scrutins, ou étant empêché, n'aura point averti le suppléant en temps utile, sera condamné à une amende de 50 francs par le Tribunal civil du chef-lieu, sur les réquisitions du ministère public.

La même peine peut être appliquée au délégué suppléant qui, averti par lettre, dépêche télégraphique ou avis à lui personnellement délivré en temps utile, n'aura pas pris part aux opérations électorales.

---

(1) Ce règlement a été rendu le 26 décembre 1875; en voici le texte :

« ART. 1er. — L'indemnité de déplacement allouée aux délégués des Conseils municipaux qui auront pris part à tous les scrutins est fixée à 2 fr. 50 c. par myriamètre parcouru, tant en allant qu'en revenant.

« ART. 2. — L'indemnité est réglée par myriamètre et demi-myriamètre.

« Les fractions au-dessus de 7 kilomètres sont comptées pour 1 myriamètre et celles de 3 à 7 kilomètres, pour un demi-myriamètre.

« Il n'y a lieu à aucune indemnité lorsque la distance n'atteint pas 3 kilomètres.

« ART. 3. — La distance se compte, quel que soit le domicile du délégué, du chef-lieu de la commune qui l'a élu au chef-lieu du département.

« ART. 4. — Le décompte se fait d'après le tableau officiel des distances, dressé par le préfet, en conformité de l'article 93 du décret du 18 juin 1811.

« Des copies de ce tableau seront déposées au secrétariat général de la Préfecture et sur la table du bureau électoral.

« ART. 5. — Les délégués qui désireront obtenir l'indemnité de déplacement devront en faire la demande expresse au président du collège électoral, avant la clôture de la séance. Ils lui présenteront à cet effet leur lettre de convocation, au dos de laquelle ils déclareront requérir la taxation.

« Le président certifiera sur la même feuille qu'ils ont participé

ART. 19.

Toute tentative de corruption (1) par l'emploi des moyens énoncés dans les articles 177 et suivants du

Tentatives de corruption.

à tous les scrutins, et la revêtira d'un exécutoire établissant le décompte de la somme due.

« Il fera en même temps dresser par un des assesseurs un bordereau des sommes ainsi mises en payement; ce bordereau, certifié par lui, sera remis au préfet avec le procès-verbal de l'élection.

« ART. 6. — Au vu de la lettre de convocation revêtue de l'exécutoire, le payement de l'indemnité sera fait entre les mains de l'ayant droit, soit par le trésorier-payeur général, soit, avec son visa, par les receveurs particuliers et les percepteurs du département.

« Les bureaux de la trésorerie générale resteront ouverts pendant toute la durée du dernier scrutin, et deux heures au moins après la clôture des opérations, afin que les délégués qui désireraient recevoir leur indemnité le jour même puissent s'y présenter.

« Ceux qui préféreraient être payés dans la commune de leur résidence déposeront leurs lettres de convocation, revêtues de l'exécutoire du président, entre les mains du receveur particulier ou du percepteur, qui en acquittera le montant après les avoir fait viser par le trésorier-payeur général.

« ART. 7.— Le trésorier-payeur général dressera des états nominatifs où seront compris tous les payements effectués, soit à sa caisse, soit à celle des receveurs particuliers ou des percepteurs. Ces états certifiés par le trésorier-payeur général seront transmis au préfet, qui émettra un ou plusieurs mandats collectifs de régularisation sur les crédits qui lui auront été délégués par le Ministre de l'Intérieur. »

Le mode de taxation et de payement de l'indemnité des délégués dans les colonies a été déterminé par le règlement du 4 janvier 1876, dont le premier article est ainsi conçu :

« L'indemnité de déplacement allouée aux délégués des Conseils municipaux qui auront pris part à tous les scrutins est fixée pour chaque myriamètre parcouru par terre ou par mer, tant en allant qu'en revenant, savoir : par mer, à 8 francs par myriamètre; par terre, à 5 francs par myriamètre. »

(1) « L'article 19 prévoit et punit la tentative de corruption; quant à la corruption suivie d'effet, elle est punie par l'article 1109 du Code pénal, et par les articles 38 et suivants du décret organique du 2 février 1852. »

Code pénal (1), pour influencer le vote d'un électeur ou le déterminer à s'abstenir de voter, sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 francs à 500 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux peines édictées par le présent article (2).

---

(1) Les articles 177 et 179 du Code pénal sont ainsi conçus :

« ART. 177. — Tout fonctionnaire public de l'ordre administratif ou judiciaire, tout agent ou préposé d'une administration publique, qui aura agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présents, pour faire un acte de sa fonction ou de son emploi, même juste, mais non sujet à salaire, sera puni de la dégradation civique et condamné à une amende double de la valeur des promesses agréées ou des choses reçues, sans que ladite amende puisse être inférieure à deux cents francs.

« La présente disposition est applicable à tout fonctionnaire, agent ou préposé de la qualité ci-dessus exprimée, qui, par offres ou promesses agréées, dons ou présents reçus, se sera abstenu de faire un acte qui entrait dans l'ordre de ses devoirs.

« Sera puni de la même peine tout arbitre ou expert nommé soit par le tribunal, soit par les parties, qui aura agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présents, pour rendre une décision ou donner une opinion favorable à l'une des parties.

« ART. 179. — Quiconque aura contraint ou tenté de contraindre par voies de faits ou menaces, corrompu ou tenté de corrompre par promesses, offres, dons ou présents, l'une des personnes de la qualité exprimée en l'article 177, pour obtenir soit une opinion favorable, soit des procès-verbaux, états, certificats ou estimations contraires à la vérité, soit des places, emplois, adjudications, entreprises ou autres bénéfices quelconques, soit tout autre acte du ministère du fonctionnaire, agent ou préposé, soit enfin l'abstention d'un acte qui rentrait dans l'exercice de ses devoirs, sera puni des mêmes peines que la personne corrompue.

« Toutefois, si les tentatives de contrainte ou corruption n'ont eu aucun effet, les auteurs de ces tentatives seront simplement punis d'un emprisonnement de trois mois au moins et de six mois au plus, et d'une amende de cent francs à trois cents francs. »

(2) Voir cet article.

ART. 20.

Incompatibilités

Il y a incompatibilité entre les fonctions de Sénateur et celles : de conseiller d'Etat et maître des requêtes, préfet et sous-préfet à l'exception du préfet de la Seine ou du préfet de police ; de membre des parquets, des cours d'appel et des tribunaux de première instance à l'exception du procureur général près la Cour de Paris ; de trésorier-payeur général, de receveur particulier, de fonctionnaire et employé des administrations centrales des ministères.

ART. 21.

Inéligibilités relatives.

Ne peuvent être élus par le département ou la colonie compris en tout ou en partie dans leur ressort, pendant l'exercice de leurs fonctions et pendant les six mois qui suivent la cessation de leurs fonctions par démission, destitution, changement de résidence ou de toute manière ;

1° Les premiers Présidents, les Présidents et les membres des parquets des Cours d'appel ;

2° Les Présidents, Vice-Présidents, les juges d'instruction et les membres des parquets des Tribunaux de première instance ;

3° Le Préfet de police, les Préfets et Sous-Préfets et les secrétaires généraux des préfectures ; les gouverneurs, directeurs de l'intérieur et secrétaires généraux des colonies (1) ;

4° Les ingénieurs en chef (2) et d'arrondissement, et les agents-voyers en chef et d'arrondissement ;

---

(1) « Les prohibitions établies par l'article 21 s'appliquent dans les colonies aux gouverneurs et à tous les citoyens remplissant une fonction correspondante à l'une de celles énumérées au présent article. » (*Rapport de M. Christophle*, p. 42.)

(2) « Dans cette disposition ne sont pas compris les ingénieurs

5° Les recteurs et inspecteurs d'Académie;

6° Les inspecteurs des écoles primaires;

7° Les archevêques, évêques et vicaires généraux;

8° Les officiers de tous grades de l'armée de terre et de mer (1);

9° Les intendants divisionnaires et les sous-intendants militaires;

10° Les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances;

11° Les directeurs des contributions directes et indirectes, de l'enregistrement et des domaines, et des postes;

12° Les conservateurs et inspecteurs des forêts.

ART. 22.

Sénateurs élus dans plusieurs départements.

Le Sénateur élu dans plusieurs départements doit faire connaître son option au Président du Sénat dans les dix jours qui suivent la déclaration de la validité de ces élections.

A défaut d'option dans ce délai, la question est décidée par la voie du sort et en séance publique.

Vacances.

Il est pourvu à la vacance dans le délai d'un mois et par le même corps électoral (2).

---

en chef qui exercent un contrôle dans un rayon très-étendu: c'est dans le département seul où se trouve leur domicile qu'ils seront inéligibles. » (*Rapport de M. Christophle*, p. 42.)

(1) Dans cette catégorie sont compris les préfets maritimes. (Observation de M. le Garde des Sceaux dans la séance du 27 juillet 1875; *Journal officiel* du 28 juillet, p. 5981, 1re col.)

« L'inéligibilité s'attachera désormais non pas seulement aux officiers généraux commandant les divisions et les subdivisions militaires, mais à tous les officiers de l'armée de terre, sous la condition qu'ils aient un commandement dans une circonscription déterminée. » (*Rapport de M. Christophle*, p. 42.)

(2) Dans la séance du 26 juillet 1875, M. Seignobos a exposé de la

Il en est de même dans le cas d'invalidation d'une élection.

ART. 23.

Si, par décès ou démission, le nombre des Sénateurs d'un département est réduit de moitié, il est pourvu aux vacances dans le délai de trois mois, à moins que les vacances ne surviennent dans les douze mois qui précèdent le renouvellement triennal.

A l'époque fixée pour le renouvellement triennal (1), il sera pourvu à toutes les vacances qui se seront produites, quel qu'en soit le nombre et quelle qu'en soit la date (2).

---

manière suivante le sens et la portée de ces expressions « le même corps électoral »:

« Ces mots visent uniquement les délégués des Conseils municipaux, qui doivent rester les mêmes; ils ne s'appliquent pas aux députés, aux conseillers généraux ou aux conseillers d'arrondissement qui, dans l'intervalle des deux élections auraient perdu cette qualité, ni, par contre, à ceux qui l'auraient acquise dans le même intervalle; pour ne parler que des députés, il est à peu près certain que ce cas se présentera lors des premières opérations, car les élections pour la deuxième Chambre vont suivre de très près les élections pour le Sénat. »

Il est à peu près certain qu'un nombre quelconque de députés cesseront de l'être, soit par leur nomination au Sénat, soit par leur non-réélection; il est certain que, par là même, et *ipso facto*, ils perdront leurs droits d'électeurs sénatoriaux; ce droit passera immédiatement à ceux qui les auront remplacés, et qui par conséquent prendront seuls part à la nouvelle élection.

J'avais pensé à mettre à la suite de l'article une disposition explicative en ce sens; mais M. le rapporteur de la Commission, auquel elle a été soumise, a pensé qu'elle n'était pas nécessaire. (*Journal officiel* du 27 juillet 1875, p. 5927, 2e col.)

(1) Voir l'article 6 de la loi du 24 février 1875.

(2) « Il est clair que ces élections partielles, faites à la faveur du renouvellement triennal, ne donneront aux élus que les droits qui découlent de toute élection partielle, et qu'ils ne seront élus que

ART. 24.

Election des Sénateurs par l'Assemblée.

L'élection des Sénateurs nommés par l'Assemblée nationale est faite en séance publique, au scrutin de liste, et à la majorité absolue des votants (1), quel que soit le nombre des épreuves (2).

ART. 25.

Remplacement des Sénateurs élus par l'Assemblée.

Lorsqu'il y a lieu de pourvoir au remplacement des Sénateurs nommés en vertu de l'article 7 de la loi du 24 février 1875 (3), le Sénat procède dans les formes indiquées par l'article précédent.

ART. 26.

Indemnité des Sénateurs.

Les membres du Sénat reçoivent la même indemnité que ceux de la Chambre des Députés (4).

ART. 27.

Incapacités. Pénalités. Formes de l'élection.

Sont applicables à l'élection du Sénat toutes les dispositions de la loi électorale relatives :

1° Aux cas d'indignité et d'incapacité (5) ;

2° Aux délits, poursuites et pénalités (6) ;

---

pour le complément de la période qui restait à courir au profit des Sénateurs ainsi remplacés. » (*Rapport de M. Christophle*, p. 43.)

(1) Ces mots ont été entendus par l'Assemblée dans le sens de « majorité absolue des suffrages exprimés. » (Voir Séances des 9-10 décembre et suiv.)

(2) Voir les articles 5 et 7 de la loi du 24 février 1875.

(3) Voir cet article.

(4) L'indemnité des Députés est de 9.000 francs par an ; voir la loi du 30 novembre 1875 et l'article 96 de la loi électorale du 15 mars 1849.

(5) L'article 3 de la loi du 24 février 1875 a déjà décidé que nul ne peut être Sénateur s'il ne jouit de ses droits civils et politiques.

Les cas d'indignité et d'incapacité sont réglés par les articles 15, 16 et 27 du décret organique du 2 février 1852.

(6) Les dispositions pénales applicables en matière électorale sont inscrites dans les articles 31 à 51 du décret organique du 2 février 1852 combinés avec les articles 109 et 112 du Code pénal.

3° Aux formalités de l'élection, en tout ce qui ne serait pas contraire aux dispositions de la présente loi (1).

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 28.

Première élection du Sénat

Pour la première élection des membres du Sénat, la loi qui déterminera l'époque de la séparation de l'Assemblée nationale fixera, sans qu'il soit nécessaire d'observer les délais établis par l'article 1er, la date à laquelle se réuniront les Conseils municipaux pour choisir les délégués, et le jour où il sera procédé à l'élection des Sénateurs (2).

Avant la réunion des Conseils municipaux, il sera procédé par l'Assemblée nationale à l'élection des Sénateurs dont la nomination lui est attribuée (3).

ART. 29.

Dispositions transitoires.

La disposition de l'article 21, par laquelle un délai de six mois doit s'écouler entre le jour de la cessation des fonctions et celui de l'élection, ne s'appliquera pas aux fonctionnaires autres que les préfets et les sous-préfets, dont les fonctions auront cessé, soit avant la promulgation de la présente loi (4), soit dans les vingt jours qui la suivront.

---

(1) Les formalités de l'élection sont déterminées par les articles 9 et suivants du décret réglementaire du 2 février 1852.

(2) Voir la loi du 30 décembre 1875.

(3) Voir l'article 1er de la loi du 24 février 1875.

(4) La loi a été promulguée le 13 août 1875.

TABLEAU

DU NOMBRE DE SÉNATEURS A ÉLIRE PAR CHAQUE DÉPARTEMENT ET COLONIE (1)

AIN	2	*Report*	57
AISNE	3	DOUBS	2
ALLIER	3	DROME	2
ALPES (BASSES-)	2	EURE	2
ALPES (HAUTES-)	2	EURE-ET-LOIR	2
ALPES-MARITIMES	2	FINISTÈRE	4
ARDÈCHE	2	GARD	3
ARDENNES	2	GARONNE (HAUTE-)	3
ARIÈGE	2	GERS	2
AUBE	2	GIRONDE	4
AUDE	2	HÉRAULT	3
AVEYRON	3	ILLE-ET-VILAINE	3
BOUCHES-DU-RHONE	3	INDRE	2
CALVADOS	3	INDRE-ET-LOIRE	2
CANTAL	2	ISÈRE	3
CHARENTE	2	JURA	2
CHARENTE-INFÉRIEURE	3	LANDES	2
CHER	2	LOIR-ET-CHER	2
CORRÈZE	2	LOIRE	3
CORSE	2	LOIRE (HAUTE-)	2
COTE-D'OR	2	LOIRE-INFÉRIEURE	3
COTES-DU-NORD	4	LOIRET	2
CREUSE	2	LOT	2
DORDOGNE	3	LOT-ET-GARONNE	2
A reporter	57	*A reporter*	114

(1) Aux termes de la loi du 24 février 1875, le Sénat se compose de 300 membres : 75 inamovibles élus par l'Assemblée nationale, 225 élus pour 9 ans par les départements et les colonies et renouvelables par tiers tous les trois ans. Il nous a paru utile de classer ici les départements par ordre alphabétique, en indiquant le nombre des Sénateurs attribué à chacun d'eux par l'article 2 de la loi du 24 février 1875.

Report.	114
LOZÈRE.	2
MAINE-ET-LOIRE.	3
MANCHE.	3
MARNE.	2
MARNE (HAUTE-).	2
MAYENNE.	2
MEURTHE-ET-MOSELLE. .	2
MEUSE.	2
MORBIHAN.	3
NIÈVRE.	2
NORD.	5
OISE.	3
ORNE.	3
PAS-DE-CALAIS.	4
PUY-DE-DOME.	3
PYRÉNÉES (BASSES-). . . .	3
PYRÉNÉES (HAUTES-). . .	2
PYRÉNÉES-ORIENTALES.	2
RHIN (HAUT-), territoire de Belfort.	1
RHONE.	4
SAONE (HAUTE-).	2
SAONE-ET-LOIRE.	3
SARTHE.	3
SAVOIE.	2
SAVOIE (HAUTE-).	2
SEINE.	5
SEINE-INFÉRIEURE.	4
A reporter.	188

Report.	188
SEINE-ET-MARNE.	2
SEINE-ET-OISE.	3
SÈVRES (DEUX-).	2
SOMME.	3
TARN.	2
TARN-ET-GARONNE. . . .	2
VAR.	2
VAUCLUSE.	2
VENDÉE.	3
VIENNE.	2
VIENNE (HAUTE-).	2
VOSGES.	3
YONNE.	2
ALGÉRIE	
ALGER.	1
ORAN.	1
CONSTANTINE.	1
COLONIES	
LA MARTINIQUE.	1
LA GUADELOUPE.	1
LA RÉUNION.	1
INDE-FRANÇAISE.	1
Total.	225

RÉPARTITION DES DEPARTEMENTS

EN TROIS SÉRIES

(Extrait du procès-verbal de la Séance du Sénat du mercredi 29 mars 1876 inséré au Journal officiel *du 7 avril 1876.)*

L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport de la Commission chargée d'examiner le mode d'exécution de l'article 6 de la loi constitutionnelle relative à l'organisation du Sénat, concernant le renouvellement par série des Sénateurs des départements. (M. le baron Le Guay, rapporteur.)

M. Mazeau propose un amendement portant que le tirage au sort des séries sera fait par le Président du Sénat en séance publique.

L'amendement mis aux voix est adopté.

Il est procédé successivement au vote sur chaque article.

Article premier.

En exécution de l'article 6 de la loi du 24 février 1875, les départements sont divisés en trois séries désignées par les lettres A, B et C, conformément au tableau ci-annexé. Il sera procédé, par la voie du tirage au sort, à la désignation de l'ordre de priorité de chacune de ces séries. (Adopté.)

Art. 2.

(Article additionnel.)

Le tirage au sort sera fait par le Président du Sénat en séance publique. (Adopté.)

SÉRIE A (ADOPTÉ)

1 AIN	2	19 CORRÈZE	2
2 AISNE	3	20 CORSE	2
3 ALLIER	3	21 COTE-D'OR	2
4 ALPES (BASSES-)	2	22 COTES-DU-NORD	4
5 ALPES (HAUTES-)	2	23 CREUSE	2
6 ALPES-MARITIMES	2	24 DORDOGNE	3
7 ARDÈCHE	2	25 DOUBS	2
8 ARDENNES	2	26 DROME	2
9 ARIÈGE	2	27 EURE	2
10 AUBE	2	28 EURE-ET-LOIR	2
11 AUDE	2	29 FINISTÈRE	4
12 AVEYRON	3	30 GARD	3
13 BOUCHES-DU-RHONE	3	31 ALGER	1
14 CALVADOS	3	32 LA GUADELOUPE	1
15 CANTAL	2	33 LA RÉUNION	1
16 CHARENTE	2		75
17 CHARENTE-INFÉR.	3		
18 CHER	2		

SÉRIE B (ADOPTÉ)

1 GARONNE (HAUTE-)	3	13 LOIRE (HAUTE-)	2
2 GERS	2	14 LOIRE-INFÉRIEURE	
3 GIRONDE	4	15 LOIRET	2
4 HÉRAULT	3	16 LOT	2
5 ILLE-ET-VILAINE	3	17 LOT-ET-GARONNE	2
6 INDRE	2	18 LOZÈRE	2
7 INDRE-ET-LOIRE	2	19 MAINE-ET-LOIRE	3
8 ISÈRE	3	20 MANCHE	3
9 JURA	2	21 MARNE	2
10 LANDES	2	22 MARNE (HAUTE-)	2
11 LOIR-ET-CHER	2	23 MAYENNE	2
12 LOIRE	3	24 MEURTHE-ET-MOSELLE	2

25 MEUSE	2	29 OISE	3
26 MORBIHAN	3	30 CONSTANTINE	1
27 NIÈVRE	2	31 LA MARTINIQUE	1
28 NORD	5		75

SÉRIE C (ADOPTÉ)

1 ORNE	3	17 SEINE-ET-OISE	3
2 PAS-DE-CALAIS	4	18 SÈVRES (DEUX-)	2
3 PUY-DE-DOME	3	19 SOMME	3
4 PYRÉNÉES (BASSES-)	3	20 TARN	2
5 PYRÉNÉES (HAUTES-)	2	21 TARN-ET-GARONNE	2
6 PYRÉNÉES-ORIENT	2	22 VAR	2
7 RHIN (H^{te}-) BELFORT	1	23 VAUCLUSE	2
8 RHONE	4	24 VENDÉE	3
9 SAONE (HAUTE-)	3	25 VIENNE	2
10 SAONE-ET-LOIRE	3	26 VIENNE (HAUTE-)	2
11 SARTHE	3	27 VOSGES	3
12 SAVOIE	2	28 YONNE	2
13 SAVOIE (HAUTE-)	2	29 ORAN	1
14 SEINE	5	30 INDE FRANÇAISE	1
15 SEINE-INFÉRIEURE	4		75
16 SEINE-ET-MARNE	2		

Le Sénat adopte ensuite l'ensemble du projet.

Conformément à l'article 2, il est procédé immédiatement au tirage au sort de l'ordre des séries.

M. le Président tire les séries qui sortent dans l'ordre suivant :

Série B, — Série C, — Série A.

Pour extrait conforme :

Le Président du Sénat,

Signé : DUC D'AUDIFFRET-PASQUIER.

BUREAU DU SÉNAT

SESSION 1882

BUREAU PROVISOIRE

10 janvier 1882.

Président d'âge :

M. GAULTHIER DE RUMILLY.

Secrétaires :

MM. CHIRIS.
CUVINOT.
HONNORÉ.
BOUCHER-CADART.
LE BASTARD.
DE FOURTOU.

BUREAU DÉFINITIF

16 janvier 1882.

Président :

M. Léon SAY.

Vice-Présidents :

MM. Le Comte RAMPON.
LE ROYER.
CALMON.
Le Baron de LARCY.

Secrétaires :

MM. LENOEL.
Le Baron LAFOND DE SAINT-MUR.
LABICHE.
BARNE.
ROGER-MARVAISE.
CLÉMENT (Léon).

Questeurs :

MM. TOUPET DES VIGNES.
Le Général PÉLISSIER.
PELLETAN.

LISTE NOMINATIVE

PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

DES SÉNATEURS

DEPUIS LE 10 JANVIER JUSQU'AU 29 DÉCEMBRE 1882

A

MM. ADAM [Seine-et-Marne].
ALLOU [Inamovible].
ANCEL [Seine-Inférieure].
ANDIGNÉ (Général Marquis D') [Maine-et-Loire].
ANDLAU (Général Comte D') [Oise].
ARAGO (EMMANUEL) [Pyrénées-Orientales].
ARBEL [Loire].
ARNAUDEAU (Général) [Vienne].
AUDIFFRET-PASQUIER (Duc D') [Inamovible].
AUDREN DE KERDREL [Morbihan].

B

BARAGNON (LOUIS-NUMA) [Inamovible].
BARBEY [Tarn].
BARDOUX [Inamovible].
BARNE [Bouches-du-Rhône].
BARROT (FERDINAND) [Inamovible].
BARTHE (Marcel) [Basses-Pyrénées].
BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE [Inamovible].
BATBIE [Gers].
BAZILLE (GASTON) [Hérault]
BÉRALDI [Aude].
BÉRENGER [Inamovible].
BERNARD [Meurthe-et-Moselle].

MM. BERTAULD [Inamovible].
BERTHELOT [Inamovible].
BERTRAND [Cantal].
BILLOT (Général) [Inamovible].
BLANC (Xavier) [Hautes-Alpes].
BOCHER [Calvados].
BOFFINTON [Charente-Inférieure].
BOISSE [Aveyron].
BONDY (Comte de) [Indre].
BONNET [Ain].
BOSREDON (de) [Dordogne].
BOUCHER-CADART [Pas-de-Calais].
BOZÉRIAN [Loir-et-Cher].
BRÉMOND D'ARS (Général Marquis de) [Charente].
BROGLIE (Duc de) [Eure].
BRUGEROLLE [Cantal].
BRUN (Charles) [Var].
BRUN (Lucien) [Inamovible].
BRUNET (Joseph) [Corrèze].
BUFFET [Inamovible].

C

CALLEN [Gironde].
CALMON [Inamovible].
CAMPARAN [Haute-Garonne].
CARAYON LA TOUR (de) [Inamovible].
CARNÉ (Marquis de) [Côtes-du-Nord].
CARNOT [Inamovible].
CARQUET [Savoie].
CAZOT (Jules) [Inamovible].
CHABAUD LA TOUR (Général Baron de) [Inamovible].
CHABRON (Général de) [Inamovible].
CHADOIS (Colonel de) [Inamovible].

MM. CHALLEMEL-LACOUR [Bouches-du-Rhône].
CHAMPAGNY (Vicomte HENRI DE) [Côtes-du-Nord].
CHANTEMERLE (DE) [Allier].
CHANZY (Général) [Inamovible].
CHARDON [Haute-Savoie].
CHARTON (EDOUARD) [Yonne].
CHAUMONTEL [Haute-Savoie].
CHAVASSIEU [Loire].
CHERPIN [Loire].
CHESNELONG [Inamovible].
CHIRIS [Alpes-Maritimes].
CISSEY (Général DE) [Inamovible].
CLAMAGERAN [Inamovible].
CLAUDE [Vosges].
CLÉMENT (LÉON) [Indre].
COMBESCURE [Hérault].
CORBON [Inamovible].
CORDELET [Sarthe].
CORDIER [Inamovible].
CORNE [Inamovible].
CORNULIER (Comte DE) [Vendée].
CORNULIER-LUCINIÈRE (Comte DE) [Inamovible].
CUVINOT [Oise].

D

DAUPHIN [Somme].
DAUPHINOT [Marne].
DAUSSEL [Dordogne].
DEFFIS (Général) [Hautes-Pyrénées].
DELACROIX [Eure-et-Loir].
DELBREIL [Tarn-et-Garonne].
DELORD [Lot].
DELSOL [Aveyron].

MM. DEMIAUTTE [Pas-de-Calais].
DEMOLE [Saône-et-Loire].
DENIS [Mayenne].
DENORMANDIE [Inamovible].
DESCHANEL [Inamovible].
DESMAZES [Martinique].
DEVAUX [Pas-de-Calais].
DIDIER (HENRY) [Inamovible].
DIETZ-MONNIN [Inamovible].
DIEUDÉ-DEFLY [Alpes-Maritimes].
DONNOT [Haute-Marne].
DOUHET (Comte DE) [Inamovible].
DUBOYS-FRESNEY (Général) [Mayenne].
DU CHAFFAUT (Comte) [Basses-Alpes].
DUCLERC [Inamovible].
DUFAY [Loir-et-Cher].
DUFRESNE [Manche].
DUMESNIL [Loiret].
DUMON [Inamovible].
DUPOUY [Gironde].
DUPRÉ [Hautes-Pyrénées].
DUPUY DE LOME [Inamovible].
DUTILLEUL [Nord].
DUVAL [Côtes-du-Nord].

E

ESCARGUEL [Pyrénées-Orientales].
ESPIVENT DE LA VILLESBOISNET (Général Comte) [Loire-Inférieure].
EYMARD-DUVERNAY [Isère].

F

MM. FAIDHERBE (Général) [Nord].
FARRE (Général) [Inamovible].
FAYE [Lot-et-Garonne].
FAYOLLE [Creuse].
FERAY [Seine-et-Oise].
FERROUILLAT [Var].
FLERS (Comte DE) [Orne].
FORSANZ (Vicomte DE) [Finistère].
FOUBERT [Inamovible].
FOUCHER DE CAREIL [Seine-et-Marne].
FOURICHON (Amiral) [Inamovible].
FOURNIER (CASIMIR) [Nord].
FOURNIER (HENRY) [Cher].
FOURNIER [Indre-et-Loire].
FOURTOU (DE) [Dordogne].
FRÉBAULT (Général) [Inamovible].
FRESNEAU [Morbihan].
FREYCINET (DE) [Seine].
FRÉZOUL [Ariège].

G

GAILLY [Ardennes].
GALLONI D'ISTRIA [Corse].
GARRISSON [Tarn-et-Garonne].
GAUDINEAU [Vendée].
GAULTHIER DE RUMILLY [Inamovible].
GAVARDIE (DE) [Landes].
GAYOT [Aube].
GAZAGNE [Gard].
GENT [Vaucluse].
GEORGE [Vosges].

MM. GILBERT-BOUCHER [Seine-et-Oise].
GOGUET [Deux-Sèvres].
GOUIN [Inamovible].
GOUTAY [Puy-de-Dôme].
GRANDPERRET [Inamovible].
GRESLEY (Général) [Inamovible].
GRÉVY (ALBERT) [Inamovible].
GRÉVY (Général) [Jura].
GRIFFE [Hérault].
GUIFFREY [Hautes-Alpes].
GUILLEMAUT (Général) [Saône-et-Loire].
GUINOT [Indre-et-Loire].
GUYOT [Rhône].
GUYOT-LAVALINE [Puy-de-Dôme].

H

HALGAN [Vendée].
HALNA DU FRETAY [Finistère].
HAUSSONVILLE (Comte D') [Inamovible].
HÉBRARD [Haute-Garonne].
HÉBRARD (Jacques) [Inde Française].
HEROLD [Seine].
HONNORÉ [Meuse].
HUGUET [Pas-de-Calais].
HUMBERT [Inamovible].

I

ISSARTIER [Gironde].

J

JACQUES [Oran].
JAURÉGUIBERRY (Amiral) [Inamovible].

MM. JAURÈS (Amiral) [Inamovible].
JOBARD [Haute-Saône].
JOHN LEMOINNE [Inamovible].
JOUBERT (Achille) [Maine-et-Loire].
JOUIN [Ille-et-Vilaine].

K

KIENER [Vosges].
KOLB-BERNARD [Inamovible].
KRANTZ [Inamovible].

L

LABICHE (Émile) [Eure-et-Loir].
LABICHE (Jules) [Manche].
LABITTE [Somme].
LABORDÈRE [Seine].
LABOULAYE [Inamovible].
LACAVE-LAPLAGNE [Gers].
LACAZE [Basses-Pyrénées].
LACOMME [Côte-d'Or].
LADMIRAULT (Général de) [Vienne].
LAFAYETTE (Edmond de) [Haute-Loire].
LAFOND DE SAINT-MUR (Baron) [Corrèze].
LAGACHE (Célestin) [Oise].
LAGET [Gard].
LA JAILLE (Général Comte de) [Guadeloupe].
LAMBERT DE SAINTE-CROIX [Aude].
LAMORTE [Drôme].
LARCY (Baron de) [Inamovible].
LAREINTY (Baron de) [Loire-Inférieure].
LASERVE [Réunion].
LA SICOTIÈRE (de) [Orne].
LASTEYRIE (Jules de) [Inamovible].

MM. LAURENT-PICHAT [Inamovible].
LAVRIGNAIS (DE) [Loire-Inférieure].
LE BASTARD [Ille-et-Vilaine].
LE BLOND [Marne].
LECOINTE (Général) [Eure].
LEFRANC (VICTOR) [Inamovible].
LE GUAY (Baron) [Maine-et-Loire].
LE GUEN [Finistère].
LE LIÈVRE [Alger].
LE MONNIER [Sarthe].
LENOËL [Manche].
LE ROYER [Inamovible].
LIZOT [Seine-Inférieure].
LORGERIL (Vicomte DE) [Inamovible].
LUCET [Constantine].
LURO [Inamovible].
LUR-SALUCES (Comte DE) [Gironde].

M

MAGNIEZ [Somme].
MAGNIN [Inamovible].
MALENS [Drôme].
MALEVILLE (Marquis DE) [Inamovible].
MARTEL [Inamovible].
MARTENOT [Allier].
MARTIN (HENRI) [Aisne].
MASSÉ [Nièvre].
MASSIET DU BIEST [Nord].
MASSON DE MORFONTAINE [Aube].
MATHEY [Saône-et-Loire].
MAYRAN [Aveyron].
MAZEAU [Côte-d'Or].
MEINADIER (Colonel) [Gard].

MM. MERLIN [Nord].
MÉRODE (Comte DE) [Doubs].
MICHAL-LADICHÈRE [Isère].
MICHEL [Basses-Alpes].
MILHET-FONTARABIE [La Réunion].
MILLAUD (Édouard) [Rhône].
MONJARET DE KERJÉGU [Finistère].
MONNERAYE (Comte DE LA) [Morbihan].
MONTAIGNAC (Amiral DE) [Inamovible].
MUNIER [Rhône].

N

NINARD [Haute-Vienne].
NOBLOT [Haute-Saône].

O

OUDET [Doubs].

P

PAJOT [Inamovible].
PALOTTE [Creuse].
PARENT [Savoie].
PARIEU (DE) [Cantal].
PAULMIER [Calvados].
PÉLISSIER (Général) [Haute-Marne].
PELLETAN (EUGÈNE) [Bouches-du-Rhône].
PÉRONNE [Ardennes].
PEYRAT [Seine].
PIÉTRI [Corse].
PIN (ELZÉAR) [Vaucluse].
PONS [Lot-et-Garonne].
PORIQUET [Orne].
POTHUAU (Amiral) [Inamovible].
POUYER-QUERTIER [Seine-Inférieure].

R

MM. RAISMES (DE) [Finistère].
RAMPON (Comte) [Ardèche].
RAMPONT [Inamovible].
RAVIGNAN (Baron DE) [Landes].
REIGNIÉ (DE) [Deux-Sèvres].
RÉMUSAT (PAUL DE) [Haute-Garonne].
RENAUD (Michel) [Basses-Pyrénées].
RIBIÈRE [Yonne].
RIGAL [Tarn].
RIVIÈRE (Duc DE) [Cher].
ROBERT (Général) [Seine-Inférieure].
ROBERT DE MASSY [Loiret].
ROBIN [Ain].
ROGER-MARVAISE [Ille-et-Vilaine].
RONJAT [Isère].
ROQUES [Lot].
ROUSSEL (THÉOPHILE) [Lozère].
ROY DE LOULAY [Charente-Inférieure].
ROZIÈRE (DE) [Lozère].
RUBILLARD [Sarthe].

S

SAINT-PIERRE (Vicomte DE) [Calvados].
SAINT-VALLIER (Comte DE) [Aisne].
SAISY (HERVÉ DE) [Inamovible].
SALNEUVE [Puy-de-Dôme].
SAY (LÉON) [Seine-et-Oise].
SCHERER [Inamovible].
SCHEURER-KESTNER [Inamovible].
SCHŒLCHER [Inamovible].
SIMON (JULES) [Inamovible].
SOUBIGOU [Finistère].

T

MM. TAILHAND [Ardèche].
TEISSERENC DE BORT [Haute-Vienne].
TENAILLE-SALIGNY [Nièvre].
TESTELIN [Inamovible].
THÉRY [Inamovible].
THUREL [Jura].
TOLAIN [Seine].
TOUPET DES VIGNES [Ardennes].
TRÉVENEUC (Comte DE) [Côtes-du-Nord].
TRÉVILLE (Comte DE) [Inamovible].
TRIBERT [Inamovible].

V

VALLÉE (OSCAR DE) [Inamovible].
VALLIER [Rhône].
VARROY [Meurthe-et-Moselle].
VAST-VIMEUX (Baron) [Charente-Inférieure].
VEAUCE (Baron DE) [Allier].
VICTOR HUGO [Seine].
VIELLARD-MIGEON [Belfort].
VIGAROSY [Ariége].
VISSAGUET [Haute-Loire].
VIVENOT [Meuse].
VOISINS-LAVERNIÈRE (DE) [Inamovible].

W

WADDINGTON [Aisne].
WALLON [Inamovible].
WURTZ [Inamovible].

LISTE

DES

SÉNATEURS INAMOVIBLES

ÉLUS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

A

MM. AUDIFFRET-PASQUIER (Duc D').

B

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE.
BÉRENGER.
BILLOT (Général).

C

CALMON.
CARNOT.
CAZOT (JULES).
CHABRON (Général DE).
CHADOIS (Colonel DE).
CHANZY (Général).
CORBON.
CORDIER.
CORNE.
CORNULIER-LUCINIÈRE (Comte DE).

D

MM. DENORMANDIE.
DOUHET (Comte DE).
DUCLERC.
DUMON.

F

FOUBERT.
FOURICHON (Amiral).
FRÉBAULT (Général).

G

GAULTHIER DE RUMILLY.
GOUIN.

H

HUMBERT.

J

JAURÈS (Amiral).

K

KOLB-BERNARD.
KRANTZ.

L

LABOULAYE.
LASTEYRIE (JULES DE).
LAURENT-PICHAT.
LE ROYER.

MM. LORGERIL (Vicomte DE).
LURO.

M

MAGNIN.
MALEVILLE (Marquis DE).
MARTEL.
MONTAIGNAC (Amiral DE).

P

PAJOT.

R

RAMPONT.

S

SAISY (HERVÉ DE).
SCHERER.
SCHEURER-KESTNER.
SCHOELCHER.
SIMON (JULES).

T

TESTELIN.
THÉRY.
TRÉVILLE (Comte DE).
TRIBERT.

W

WALLON.

LISTE

DES

SÉNATEURS INAMOVIBLES ÉLUS PAR LE SÉNAT

Session 1876

M. BUFFET (16 juin), en remplacement de M. RICARD, décédé.

M. CHESNELONG (24 novembre), en remplacement de M. WOLOWSKI, décédé.

Session 1877

M. DUPUY-DE-LÔME (16 mars), en remplacement de M. le général CHANGARNIER, décédé.

M. CHABAUD LA TOUR (général baron de) (12 novembre), en remplacement de M. E. PICARD, décédé.

M. BRUN (Lucien) (19 novembre), en remplacement de M. DE TOCQUEVILLE, décédé.

M. GRANDPERRET (24 novembre), en remplacement de M. LEPETIT, décédé.

M. BARROT (Ferdinand) (4 décembre), en remplacement de M. LANFREY, décédé.

Session 1878

M. DE CARAYON LA TOUR (19 février), en remplacement de M. le général D'AURELLE DE PALADINES, décédé.

MM. OSCAR DE VALLÉE, comte D'HAUSSONVILLE, BARAGNON (21 novembre), en remplacement de MM. le général CHARETON, RENOUARD, Mgr DUPANLOUP, décédés.

Session 1879

MM. l'amiral JAURÉGUIBERRY, le général GRESLEY (5 juin), en remplacement de MM. LÉON DE MALEVILLE et le comte GREFFULHE, décédés.

Session 1880

M. JOHN LEMOINNE (23 février), en remplacement de M. Léonce de Lavergne, décédé.

M. ALBERT GRÉVY (6 mars), en remplacement de M. Adolphe Crémieux, décédé.

M. le général FARRE (25 novembre), en remplacement de M. le docteur Broca, décédé.

Session 1881

MM. VICTOR LEFRANC et HENRY DIDIER (21 mai), en remplacement de MM. Oscar de Lafayette et Baze, décédés.

M. DESCHANEL (23 juin), en remplacement de M. Littré, décédé.

M. WURTZ (7 juillet), en remplacement de M. le comte Roger du Nord, décédé.

M. BERTHELOT (16 juillet), en remplacement de M. Dufaure, décédé.

M. DE VOISINS-LAVERNIÈRE (19 novembre), en remplacement de M. Fourcand, dédédé.

Session 1882

M. DIETZ-MONNIN (20 mai) en remplacement de M. Bertauld, décédé.

M. ALLOU (10 juillet) en remplacement de M. le général de Cissey, décédé.

MM. BARDOUX et CLAMAGERAN (7 décembre) en remplacement de MM. l'amiral Pothuau et baron de Larcy, décédés.

LISTE

DES

SÉNATEURS ÉLUS PAR LES DÉPARTEMENTS

AIN (2 Sénateurs).

MM. BONNET.
ROBIN.

AISNE (3 Sénateurs).

MARTIN (HENRI).
WADDINGTON.
SAINT-VALLIER (Comte DE).

ALLIER (3 Sénateurs).

CHANTEMERLE (DE).
VEAUCE (Baron DE).
MARTENOT.

ALPES (BASSES-) (2 Sénateurs).

MICHEL.
DU CHAFFAUT (Comte).

ALPES (HAUTES-) (2 Sénateurs).

BLANC (XAVIER).
GUIFFREY.

ALPES-MARITIMES (2 Sénateurs).

MM. DIEUDÉ-DEFLY.
CHIRIS.

ARDÈCHE (2 Sénateurs).

RAMPON (Comte).
TAILHAND

ARDENNES (2 Sénateurs).

PÉRONNE (1).
GAILLY.

ARIÈGE (2 Sénateurs).

VIGAROSY.
FRÉZOUL.

AUBE (2 Sénateurs).

GAYOT.
MASSON DE MORFONTAINE.

AUDE (2 Sénateurs).

BÉRALDI.
LAMBERT DE SAINTE-CROIX.

AVEYRON (3 Sénateurs).

MAYRAN.
BOISSE.
DELSOL.

---

(1) En remplacement de M. Toupet des Vignes, décédé.

BOUCHES-DU-RHONE (3 Sénateurs).

MM. PELLETAN.
CHALLEMEL-LACOUR.
BARNE.

CALVADOS (3 Sénateurs).

PAULMIER.
BOCHER.
SAINT-PIERRE (Vicomte DE).

CANTAL (2 Sénateurs).

PARIEU (DE).
BRUGEROLLE (1).

CHARENTE (2 Sénateurs).

BRÉMOND D'ARS (Général Marquis DE).
CANROBERT (Maréchal).

CHARENTE-INFÉRIEURE (3 Sénateurs).

VAST-VIMEUX (Baron).
BOFFINTON.
ROY DE LOULAY.

CHER (2 Sénateurs).

FOURNIER (HENRY).
RIVIÈRE (Duc DE).

CORRÈZE (2 Sénateurs).

LAFOND DE SAINT-MUR (Baron).
BRUNET (JOSEPH).

---

(1) En remplacement de M. Bertrand, décédé.

CORSE (2 Sénateurs).

MM. GALLONI D'ISTRIA.
PIÉTRI.

COTE-D'OR (2 Sénateurs).

LACOMME.
MAZEAU.

COTES-DU-NORD (4 Sénateurs).

CHAMPAGNY (Vicomte HENRI DE).
TRÉVENEUC (Comte DE).
DUVAL.
CARNÉ (Marquis DE).

CREUSE (2 Sénateurs).

FAYOLLE.
PALOTTE.

DORDOGNE (3 Sénateurs).

DAUSSEL.
FOURTOU (DE).
BOSREDON (DE).

DOUBS (2 Sénateurs.

MÉRODE (Comte DE).
OUDET.

DROME (2 Sénateurs).

MALENS.
LAMORTE.

EURE (2 Sénateurs).

MM. BROGLIE (Duc DE).
LECOINTE (Général).

EURE-ET-LOIR (2 Sénateurs).

DELACROIX.
LABICHE (ÉMILE).

FINISTÈRE (4 Sénateurs).

SOUBIGOU.
RAISMES (DE).
LE GUEN (1).
HALNA DU FRETAY (1).

GARD (3 Sénateurs).

MEINADIER (Colonel).
GAZAGNE.
N... (2).

GARONNE (HAUTE-) (3 Sénateurs).

RÉMUSAT (PAUL DE).
HÉBRARD.
CAMPARAN.

GERS (2 Sénateurs).

LACAVE-LAPLAGNE.
BATBIE.

---

(1) En remplacement de MM. Monjaret de Kerjégu et de Forsanz, décédés.
(2) M. Laget, décédé.

GIRONDE (4 Sénateurs).

MM. LUR-SALUCES (comte HENRI DE).
DUPOUY.
ISSARTIER.
CALLEN.

HÉRAULT (3 Sénateurs).

BAZILLE (GASTON).
COMBESCURE.
GRIFFE.

ILLE-ET-VILAINE (3 Sénateurs).

JOUIN.
ROGER-MARVAISE.
LE BASTARD.

INDRE (2 Sénateurs).

CLÉMENT.
BONDY (Comte DE).

INDRE-ET-LOIRE (2 Sénateurs).

GUINOT.
FOURNIER.

ISÈRE (3 Sénateurs).

RONJAT.
MICHAL-LADICHÈRE.
EYMARD-DUVERNAY.

JURA (2 Sénateurs).

THUREL.
GRÉVY (Général).

LANDES (2 Sénateurs).

MM. RAVIGNAN (Baron DE).
GAVARDIE (DE).

LOIR-ET-CHER (2 Sénateurs).

BOZÉRIAN.
DUFAY.

LOIRE (3 Sénateurs).

ARBEL.
CHERPIN.
CHAVASSIEU.

LOIRE (HAUTE-) (2 Sénateurs).

LAFAYETTE (EDMOND DE).
VISSAGUET.

LOIRE-INFÉRIEURE (3 Sénateurs).

LAREINTY (Baron de).
ESPIVENT DE LA VILLESBOISNET (Général Comte).
LAVRIGNAIS (DE).

LOIRET (2 Sénateurs).

DUMESNIL.
ROBERT DE MASSY.

LOT (2 Sénateurs).

MM. N... (1)
DELORD.

LOT-ET-GARONNE (2 Sénateurs).

FAYE.
PONS.

LOZÈRE (2 Sénateurs).

ROUSSEL.
ROZIÈRE (de).

MAINE-ET-LOIRE (3 Sénateurs).

JOUBERT (Achille).
ANDIGNÉ (Général d').
LE GUAY (Baron).

MANCHE (3 Sénateurs).

LENOEL.
DUFRESNE.
LABICHE (Jules).

MARNE (2 Sénateurs).

DAUPHINOT.
LE BLOND.

MARNE (HAUTE-) (2 Sénateurs).

PÉLISSIER (Général).
DONNOT.

---

(1) M. Roques, décédé.

MAYENNE (2 Sénateurs).

MM. DUBOYS-FRESNEY (Général).
DENIS (GUSTAVE).

MEURTHE-ET-MOSELLE (2 Sénateurs).

VARROY.
BERNARD.

MEUSE (2 Sénateurs).

VIVENOT.
HONNORÉ.

MORBIHAN (3 Sénateurs).

AUDREN DE KERDREL.
LA MONNERAYE (Comte DE).
FRESNEAU.

NIÈVRE (2 Sénateurs).

TENAILLE-SALIGNY.
MASSÉ.

NORD (5 Sénateurs).

DUTILLEUL.
MASSIÉ DU BIEST.

MM. FAIDHERBE (Général).
MERLIN.
FOURNIER (CASIMIR).

OISE (3 Sénateurs).

ANDLAU (Général Comte D').
LAGACHE (CÉLESTIN).
CUVINOT.

ORNE (3 Sénateurs).

LA SICOTIÈRE (DE).
PORIQUET.
FLERS (Comte DE).

PAS-DE-CALAIS (4 Sénateurs).

HUGUET.
BOUCHER-CADART.
DEMIAUTTE.
DEVAUX.

PUY-DE-DOME (3 Sénateurs).

SALNEUVE.
GUYOT-LAVALINE.
GOUTAY.

PYRÉNÉES (BASSES-) (3 Sénateurs).

BARTHE (Marcel).
LA CAZE.
RENAUD (Michel).

PYRÉNÉES (HAUTES-) (2 Sénateurs).

MM. DEFFIS (Général).
DUPRÉ.

PYRÉNÉES-ORIENTALES (2 Sénateurs).

ARAGO (EMMANUEL).
ESCARGUEL.

RHIN (HAUT-) Belfort (1 Sénateur).

VIELLARD-MIGEON.

RHONE (4 Sénateurs).

MILLAUD (ÉDOUARD).
VALLIER.
GUYOT.
MUNIER.

SAONE (HAUTE-) (2 Sénateurs).

JOBARD.
NOBLOT.

SAONE-ET-LOIRE (3 Sénateurs).

GUILLEMAUT (Général).
DEMOLE.
MATHEY.

SARTHE (3 Sénateurs).

MM. CORDELET.
RUBILLARD.
LE MONNIER.

SAVOIE (2 Sénateurs).

PARENT.
CARQUET.

SAVOIE (HAUTE-) (2 Sénateurs).

CHARDON.
CHAUMONTEL.

SEINE (5 Sénateurs).

VICTOR HUGO.
PEYRAT.
TOLAIN.
LABORDÈRE.
FREYCINET (DE).

SEINE-INFÉRIEURE (4 Sénateurs).

POUYER-QUERTIER.
LIZOT.
ANCEL.
ROBERT (Général).

SEINE-ET-MARNE (2 Sénateurs).

FOUCHER DE CAREIL.
ADAM.

SEINE-ET-OISE (3 Sénateurs).

MM. SAY (LÉON).
FERAY.
GILBERT-BOUCHER.

SÈVRES (DEUX-) (2 Sénateurs).

DE REIGNIÉ.
GOGUET.

SOMME (3 Sénateurs).

DAUPHIN.
MAGNIEZ.
LABITTE.

TARN (2 Sénateurs).

RIGAL.
BARBEY.

TARN-ET-GARONNE (2 Sénateurs).

GARRISSON.
DELBREIL.

VAR (2 Sénateurs).

FERROUILLAT.
BRUN (CHARLES).

VAUCLUSE (2 Sénateurs).

MM. GENT.
PIN (ELZÉAR).

VENDÉE (3 Sénateurs).

GAUDINEAU.
CORNULIER (Comte DE).
N... (1).

VIENNE (2 Sénateurs).

ARNAUDEAU (Général).
LADMIRAULT (Général DE).

VIENNE (HAUTE-) (2 Sénateurs).

NINARD.
TEISSERENC DE BORT.

VOSGES (3 Sénateurs).

CLAUDE.
GEORGE.
KIENER.

YONNE (2 Sénateurs).

RIBIÈRE.
CHARTON.

---

(1) M. Halgan, décédé.

ALGÉRIE

ALGER (1 Sénateur).

LE LIÈVRE.

ORAN (1 Sénateur).

JACQUES.

CONSTANTINE (1 Sénateur).

LUCET.

COLONIES

LA MARTINIQUE (1 Sénateur).

N... (1).

LA GUADELOUPE (1 Sénateur).

LA JAILLE (Général Comte DE).

LA RÉUNION (1 Sénateur).

MILHET-FONTARABIE.

INDE FRANÇAISE (1 Sénateur).

HÉBRARD (Jacques).

(1) M. Desmazes, décédé.

SÉNATEURS DÉCÉDÉS

Pendant l'année	1876	12
—	1877	11
—	1878	12
—	1879	9
—	1880	12
—	1881	11

Pendant l'année 1882

MM. HEROLD [Seine], 1er janvier.
HALGAN [Vendée], 19 janvier.
LASERVE [La Réunion], 4 février.
MONJARET DE KERJÉGU [Finistère], 13 février.
BERTAULD [Inamovible], 8 avril.
BERTRAND [Cantal], 13 avril.
CISSEY (Général DE) [Inamovible], 15 juin.
TOUPET DES VIGNES [Ardennes], 23 juin.
FORSANZ (Vicomte DE) [Finistère], 11 août.
DESMAZES [Martinique], 23 septembre.
POTHUAU (Amiral) [Inamovible], 7 octobre.
ROQUES [Lot], 6 novembre.
LARCY (Baron DE) [Inamovible], 7 novembre.
LAGET [Gard], 29 novembre.

TABLE ANALYTIQUE

DES

COMPTES RENDUS

DES SÉANCES DU SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 1882

TABLE ANALYTIQUE

DES

COMPTES RENDUS

DES SÉANCES DU SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 1882

ABROGATION des dispositions législatives concernant l'adjonction des plus imposés. — V. loi 74.

ACCIDENTS ET COLLISIONS SUR MER. — V. lois 10 et 110.

ADAM. Seine-et-Marne. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 8; J.O., c.r., p. 7). — Membre de Commissions (F. 5, 6, 48; J.O., p. 334, 445, 2916).

ADJOINTS AUX MAIRES DE PARIS. — V. loi 219.

ADJONCTION DES PLUS IMPOSÉS. — Abrogation des dispositions législatives qui les concernent. V. loi 74.

AGEN (Lot-et-Garonne). — Demande à contracter un emprunt de 1.200.000 francs. V. loi 135.

AIDE AUX DÉPARTEMENTS. — Répartition du fonds de 4 millions pour venir en aide aux pays ravagés par la grêle. V. loi 252.

AIN. — Demande à s'imposer extraordinairement pour subvenir à diverses dépenses départementales. V. loi 237.

AIX-LES-BAINS (Savoie). — Emprunt de 100.000 francs à la Caisse des chemins vicinaux, imposition extraordinaire. V. loi 187.

ALAIS (Gard). — Demande à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. V. loi 268.

ALBI (Tarn). — Échange entre l'État et la ville. — V. loi 130.

ALCOOMÈTRE CENTÉSIMAL DE GAY-LUSSAC rendu obligatoire et soumis à une vérification officielle. — V. loi 175.

ALGÉRIE. — État civil des indigènes musulmans. V. loi 23. — Déclaration d'utilité publique : 1° d'un chemin de fer de la Senia à Aïn-Temouchent; 2° approbation d'une Convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de l'Ouest-Algérien. V. loi 71. — Fondation du crédit des colons en Algérie par la constitution d'un privilège spécial. V. loi 84. — Déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Souk-Arhras à Sidi-Hemessi, et approbation d'une Convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de Bône à Guelma. V. loi 45. — Ouverture au Ministère de l'Intérieur, sur l'exercice 1881, d'un crédit extraordinaire de 1.900.000 francs pour la liquidation de l'arriéré du service de l'assistance publique en Algérie, et création d'un complément de ressources destinées à constituer une dotation suffisante pour le même service. V. loi 242. — Le département d'Alger demande l'autorisation d'emprunter 4.280.000 fr. pour remboursements d'emprunts contractés antérieurement, et pour la construction d'édifices d'utilité départementale. V. loi 247.

ALLIER. — Demande à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental. V. loi 157.

ALLOU. Inamovible. — Élu sénateur inamovible [10 juillet] (A., p. 882; J.O., c.r., p. 761). — Proclamé sénateur inamovible [17 juillet] (A., p. 936; J.O., c.r., p. 809). — Son rapport sur l'élection de M. Escargüel, dans les Pyrénées-Orientales [21 juillet] (A., p. 984; J.O., c.r., p. 850). — Membre d'une Commission (F. 80; J.O., p. 4400).

ALPES (Basses-). — Demande l'autorisation de créer des ressources

extraordinaires pour la construction de chemins de fer. V. loi 51. — Demande à créer des ressources extraordinaires pour la construction de chemins de fer. V. loi 215.

AMBAUD, *Conseiller d'État, Directeur général des Douanes.* — Nommé Commissaire du Gouvernement, par décret du Président de la République, pour assister le Ministre des Finances devant la Chambre des Députés et le Sénat, dans la discussion des projets de lois portant approbation de Traités de commerce entre la France et la Belgique, les Pays-Bas, le Portugal, les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège, l'Espagne, la Suisse et la Grande-Bretagne [11 mai] (A., p. 514; J.O., c.r., p. 446).

AMIENS (Somme). — Demande l'autorisation de contracter un emprunt de 200.000 francs, et à s'imposer extraordinairement. V. loi 56. — Perception d'une surtaxe sur les spiritueux à l'octroi d'Amiens. V. loi 220.

ANGEL. Seine-Inférieure. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 8; J.O., c.r., p. 8). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Loiret à créer des ressources extraordinaires pour les travaux de chemins vicinaux [25 mars] (A., p. 346; J.O., c.r., p. 299; an., p. 126; I. 121). — Membre de Commissions (F. 6, 13, 44; J.O., p. 445, 891, 2757).

ANDIGNÉ (général marquis d'). Maine-et-Loire. — Membre de la Commission chargée du projet de loi ayant pour objet de prévenir les accidents et collisions sur mer [10 février] (J.O., p. 750). — Dépose une pétition du Conseil municipal de Marans, arrondissement de Segré (Maine-et-Loire) [7 juillet] (J.O., p. 741). — Membre de Commissions (F. 5, 11, 12, 36, 46, 59, 61, 80; J.O., p. 334, 750, 786, 2411, 2805, 3576, 3667, 4400).

ANDLAU (général comte d'). Oise. — Demande un congé (J.O., p. 251). — Membre de Commissions (F. 3, 36, 50; J.O., p. 227, 2410, 3039).

ANDORRE (république d'). — Voir QUESTION 6.

ARAGO (Emmanuel). Pyrénées-Orientales. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 7; J.O., c. r., p. 6).

ARBEL. Loire. — Dépose des pétitions de 1602 habitants de Vierzon (Cher) [16 mars] (J.O., p. 230). — Membre de Commissions (F. 5, 24, 56, 80; J.O., p. 334, 1460, 3338, 4400).

ARDÈCHE. — Demande à contracter un emprunt pour les travaux de deux écoles normales. V. loi 25.

ARMENTIÈRES (Nord). — Demande à contracter un emprunt et à approuver un engagement pris par la ville d'Armentières en vue du remboursement. V. loi 57. — Demande à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. V. loi 269.

ARNAUDEAU (général). Vienne. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 10; J.O., c. r., p. 9). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie [10 février] (A., p. 88; J.O., c. r., p. 77). — Parle dans la discussion du même projet de loi. Présente un amendement [6 mars] (A., p. 160; J.O., c. r., p. 142). — Est entendu dans la même discussion. Présente un amendement [7 mars] (A., p. 178; J.O., c. r., p. 157). — Parle dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de fonder le crédit des colons en Algérie par la constitution d'un privilège spécial [16 mai] (A., p. 571; J.O., c. r., p. 491). — Rapporteur de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi ayant pour objet la publication des œuvres de Fermat (J.O., p. 2856; F. 47). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but la publication, aux frais de l'État, des œuvres de Fermat [24 juin] (A., p. 803; J.O., c. r., p. 688; an., p. 167; I. 298). — Dépose une pétition du Conseil municipal et des habitants de Restigné (Indre-et-Loire) [12 juillet] (J.O., p. 787). — Membre de Commissions (F. 46, 59; J.O., p. 2005, 3576).

ARRAS (Pas-de-Calais). — Demande l'autorisation d'emprunter une somme de 116.000 francs. V. loi 82.

ARMÉE. — Projet de loi sur l'administration de l'armée. Promulgation. V. loi 79. — Dépôt par M. le Ministre de la Guerre, du compte rendu sur le recrutement de l'armée pendant l'année 1881 [29 mars] (J.O., p. 316). — Secours accordés aux familles nécessiteuses des soldats

de la réserve et de l'armée territoriale, pendant l'absence de leur chef. V. loi 194.

ASSIMILATION au grade de capitaine de frégate des mécaniciens en chef, des commissaires adjoints, des inspecteurs adjoints, des médecins et pharmaciens professeurs, des médecins et pharmaciens principaux. V. loi 197.

ASSOCIATION (droit d'). — Proposition déposée par M. Eymard-Duvernay. V. loi 35.

AUBE. — Demande l'autorisation de contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour travaux de chemins vicinaux ordinaires. V. loi 78.

AUDE. — Demande à contracter un emprunt et à étendre la durée de remboursement d'un autre emprunt. V. loi 142. — Demande à s'imposer extraordinairement pour combattre le phylloxera. V. loi 190.

AUDREN DE KERDREL. Morbihan. — Est entendu dans la discussion du rapport sur l'élection de M. Lepouzé, dans le département de l'Eure [24 janvier] (A., p. 26; J.O., c.r., p. 22). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [16 mars] (A., p. 260; J.O., c.r., p. 229). — Membre de Commissions (F. 36, 80; J.O., p. 2411, 4400).

AUXERRE (Yonne). — Demande à emprunter une somme de 200.000 fr. V. loi 67.

AVIGNON (Vaucluse). — Demande l'autorisation d'emprunter une somme de 24.000 fr. à la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires. V. loi 76.

BALISAGE. — Projet de loi relatif à la protection du balisage du littoral. V. loi 21.

BARAGNON. Inamovible. — Son rapport sur l'élection sénatoriale d'Oran [24 janvier] (A., p. 25; J.O., c.r., p. 21). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au Code rural. Présente un amendement [4 février] (A., p. 53; J.O., c.r., p. 45). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement

primaire obligatoire [13 mars] (A., p. 214 ; J.O., c.r., p. 190) [14 mars] (A., p. 239 ; J.O., c.r., p. 210). — Présente un paragraphe additionnel. Est entendu dans la discussion du même projet de loi [18 mars] (A., p. 271 ; J.O., c.r., p. 233). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville de Nîmes (Gard) à faire un emprunt et à s'imposer extraordinairement [30 mars] (A., p. 371; J.O., c.r., p. 320). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [9 mai] (A., p. 505; J.O., c.r., p. 437) [16 mai] (A., p. 579; J.O., c.r., p. 500) [22 mai] (A., p. 614; J.O., c.r., p. 525). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la création de syndicats professionnels [17 juillet] (A., p. 939 ; J.O., c.r., p. 812). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône et de ses affluents [18 juillet] (A., p. 958 ; J.O., c.r., p. 828). — Membre de Commissions (F. 3, 13, 24; J.O., p. 227, 891, 1460).

BARBEY. Tarn. — Son rapport sur les élections sénatoriales de la Seine-Inférieure. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 8, 9 ; J.O., c.r., p. 8). — Son rapport sur l'élection sénatoriale de l'Eure [6 mars] (A., p. 159; J.O., c.r., p. 141). — Secrétaire de la 4e Commission des pétitions.— Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'établissement d'une forme de radoub au port de Brest [9 mai] (J.O., p. 2448; F. 37). — Secrétaire de la 5e Commission d'initiative parlementaire [11 juin] J.O., p. 3078; F. 51). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assurer l'application de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée des heures de travail [28 juin] (J.O., p. 3389; F. 57). — Dépose le rapport sommaire fait au nom de la 5e Commission d'initiative parlementaire, chargée d'examiner la proposition de loi de M. Labordère, ayant pour objet de modifier l'article 218 du Code de justice militaire [11 juillet] (A., p. 696; J.O., c.r., p. 773; an., p. 89; I. 372). — Membre de Commissions (F. 3, 5, 13, 24, 36, 44, 50, 56, 58, 61; J.O., p. 227, 334, 891, 1460, 2411, 2757, 3039, 3338, 3525, 3667).

BARBEZIEUX (Charente). — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 36.

BARNE. Bouches-du-Rhône. — Son rapport sur les élections sénatoriales de la Haute-Marne [14 janvier] (A., p. 11; J.O., c. r., p. 10). — Elu

secrétaire du Sénat [16 janvier] (A., p. 14; J.O., c.r., p. 12). — Secrétaire de la Commission chargée du projet de loi ayant pour objet l'extension et l'amélioration du quai du port de Cette [25 janvier] (J.O., p. 445; F. 6). — Secrétaire et rapporteur de la Commission chargée de la proposition de loi tendant à modifier la loi sur l'hypothèque maritime (J.O., p. 1053; F. 16). — Dépose un rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 100.000 francs pour l'exposition de Vienne en 1882 [6 mars] (A., p. 159; J.O., c.r., p. 141; an., p. 47; I. 59). — Dépose six pétitions de matelots, gréeurs et arrimeurs, inscrits maritimes de différents ports [30 mars] (J.O., p. 338). — Secrétaire de la 4e Commission d'initiative parlementaire [9 mai] (J.O., p. 2448; F. 37). — Dépose des rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant : le 1er, ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire pour l'acquisition d'une collection d'objets d'art formée par M. Timbal; le 2e, ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit extraordinaire de 118.545 francs (exercice 1882) pour l'acquisition de quatre toiles de Courbet [9 mai] (A., p. 499; J.O., c.r., p. 433; an., p. 57; I. 190, 191). — Dépose une pétition de la chambre syndicale de l'Union des commerçants de boisson, de Marseille (J.O., p. 470). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'importation des viandes de porc de provenance étrangère (J.O., p. 2645; F. 41). — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit supplémentaire pour l'achat de quatre tableaux provenant de la succession de Courbet [15 mai] (A., p. 546; J.O., c.r., p. 471). — Dépose deux rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, portant ouverture au Ministre du Commerce sur l'exercice 1882, d'un crédit de 50.000 francs pour subvention à l'exposition générale des produits de l'agriculture, de l'industrie et des arts, organisée par la Société philomathique de Bordeaux; le 2e, portant : 1° ouverture au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1882, d'un crédit de 990.000 francs, pour la construction de l'Ecole centrale des arts et manufactures; 2° ouverture, sur le budget annexe de l'Ecole centrale des arts et manufactures, pour l'exercice 1882, d'un crédit de 1.120.000 fr. pour le même objet [20 mai] (A., p. 584; J.O., c.r., p. 501; an., p. 167; I. 208, 209). — Nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de résolution présenté par MM. Salneuve et Tes-

telin, et relatif à une disposition additionnelle au règlement du Sénat, dans le but d'interdire l'usage de la qualité de sénateur dans les entreprises financières industrielles ou commerciales (J.O., p. 3576; F. 59). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Bozérian, relative à la façon dont les questions doivent être posées au jury en matière de diffamation, lorsque la preuve des faits diffamatoires est offerte devant la Cour d'assises (J.O., p. 3900; F. 67). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique des travaux à faire pour l'amélioration du port de Bouc (J.O., p. 3953; F. 69). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de résolution présenté par MM. Salneuve et Testelin, relatif à une disposition additionnelle au règlement du Sénat, dans le but d'interdire l'usage de la qualité de sénateur dans les entreprises financières, industrielles ou commerciales [24 juillet] (A., p. 1027; J.O., c.r., p. 888). — Dépose un rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la déclaration d'utilité publique des travaux à faire pour l'amélioration du port de Bouc [25 juillet] (A., p. 1032 ; J.O., c.r., p. 894).—Dépose le rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur le Budget ordinaire de 1881, d'un crédit supplémentaire de 2.500.000 francs, applicable aux dépenses ordinaires des écoles primaires publiques [29 juillet] (A., p. 1095; J.O., c.r., p. 949). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des Finances sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 18.600.000 francs pour le service de l'instruction primaire [1er août] (A., p. 1132; J.O., c.r., p. 979). — Dépose une pétition de l'Union des commerçants de boissons de Marseille (Bouches-de-Rhône) [6 août] (J.O., p. 1023). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi ayant pour objet de modifier plusieurs articles du livre II du Code de commerce [J.O., p. 4422).— Membre de Commissions (F. 5, 6, 10, 13, 15, 24, 36, 40, 58, 59, 66, 68, 80; J.O., p. 334, 445, 652, 891, 1032, 1460, 2411, 2607, 3525, 3926, 4400).

BARTHE (Marcel). Basses-Pyrénées. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 6; J.O., c.r. p. 6). —Nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi sur le droit d'association [23 février] (J.O., p. 1032; F. 15). — Dépose le rapport sur le projet de loi

relatif à l'organisation des syndicats professionnels [24 juin] (A., p. 802; J.O., c.r., p. 688; an. p. 156; I. 296). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion de ce projet de loi [6 juillet] (A., p. 850; J.O., c.r., p. 732) [8 juillet] (A., p. 873; J.O., c.r., p. 749) [11 juillet] (A., p. 901; J.O., c.r., p. 775) [12 juillet] (A., p. 922; J.O., c.r., p. 797) [17 juillet] (A., p. 937; J.O., c.r., p. 810). — Dépose un rapport supplémentaire [20 juillet] (A., p. 981; J.O., c.r., p. 847). — Demande la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi [28 juillet] (A., p. 1090; J.O., c.r., p. 943). — Est entendu comme rapporteur [29 juillet] (A., p. 1103; J.O., c.r., p. 956) [31 juillet] (A., p. 1122; J.O., c.r., p. 969) [1er août] (A., p. 1136; J.O., c.r., p. 983). — Membre de Commissions (F. 3, 13, 15, 36, 56, 58, 80; J.O., p. 227, 891, 1032, 2411, 3338, 3525, 4400).

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE. Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant approbation : 1° d'une Convention entre la France et le Salvador pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art; 2° d'une Convention entre la France et la Belgique pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle (J.O., p. 1182; F. 19). — Est entendu dans la discussion du projet de résolution tendant à élever de 5 à 15 francs la retenue mensuelle sur l'indemnité des sénateurs pour carte de circulation sur les chemins de fer [11 mars] (A., p. 200; J.O., c.r., p. 176). — Membre de la Commission relative à la question du palais des Tuileries [24 mai] (J.O., p. 2772; F. 45). — Président de la Commission chargée d'examiner une proposition de loi ayant pour objet la publication des œuvres de Fermat (J.O., p. 2856; F. 47). — Membre de Commissions (F. 18, 45, 46, 66; J.O., p. 1139, 2772, 2805, 3855).

BATBIE. Gers. — Est entendu dans la discusssion du projet de loi sur le Code rural [24 janvier] (A., p. 29; J.O., c.r., p. 24). — Parle dans la discussion de la prise en considération de la proposition de loi sur la garantie des droits des citoyens [9 février] (A., p. 58; J.O., c r., p. 49). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Code rural [11 février] (A., p. 76; J.O., c.r., p. 65). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'instruction primaire obligatoire; présente un amendement [14 mars] (A., p. 236; J.O., c.r., p. 208). — Dépose une proposition de loi relative à la naturalisation [1er avril] (A., p. 426; J.O., c.r., p. 370). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. Présente deux amendements [9 mai] (A., p. 498; J.O., c.r., p. 440). — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant

à modifier l'article 1734 du Code civil, relatif aux risques locatifs [11 mai] (A., p. 527; J.O., c.r., p. 456; an., p. 61; I. 198). — Présente un amendement et est entendu dans la discussion sur la réforme du Code d'instruction criminelle [13 mai] (A., p. 538; J.O., c.r., p. 465) [15 mai] (A., p. 556; J.O., c.r., p. 480). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion de la proposition de loi modifiant l'article 1734 du Code civil, relatif aux risques locatifs [23 mai] (A., p. 620; J.O., c.r., p. 529). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [25 mai] (A., p. 641; J.O., c.r., p. 548) [27 mai] (A., p. 664; J.O., c.r., p. 566) [6 juin] (A., p. 705; J.O., c.r., p. 603) [10 juin] (A., p. 724; J.O., c.r., p. 619) [13 juin] (A., p. 739; J.O., c.r., p. 633). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la création de syndicats professionnels. Parle sur le règlement de l'ordre du jour [11 juillet] (A., p. 906; J.O., c.r., p. 780). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône et de ses affluents. Est entendu dans la discussion sur les conclusions du rapport, fait au nom de la 8e Commission des pétitions, chargée d'examiner une pétition de la Commission administrative des hospices de Beauvais [18 juillet] (A., p. 961; J.O., c.r., p. 828). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à modifier l'article 1734 du Code civil. Est entendu dans la discussion sur la prise en considération de sa proposition de loi sur la naturalisation [22 juillet] (A., p. 1005; J.O., c.r., p. 868). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. Présente un amendement [24 juillet] (A., p. 1017). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1883 [9 août] (A., p. 1203; J.O., c.r., p. 1042). — Membre de Commissions (F. 6, 13, 30, 36, 58, 61; J.O., p. 445, 891, 1654, 2411, 3525, 3667).

BAYONNE (Basses-Pyrénées). — Perception d'une surtaxe sur le vin à son octroi. V. loi 18.

BAZILLE (Gaston). Hérault. — Dépose trois pétitions de 23 armateurs et entrepreneurs de transports par eau du département de l'Hérault [16 février] (J.O., p. 85). — Demande, au nom de plusieurs de ses collègues et au sien, de vouloir bien fixer à samedi, 20 mai, le jour de l'élection d'un sénateur inamovible, en remplacement de M. Bertauld, décédé [11 mai] (A., p. 527; J.O., c.r., p. 457).— Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un canal d'irrigation dérivé de l'Hérault et destiné à desservir une

partie des territoires de douze communes du département de l'Hérault (J.O., p. 3623; F. 60). — Dépose un rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un canal d'irrigation dérivé de l'Hérault et destiné à desservir une partie des territoires de douze communes du département de l'Hérault [8 juillet] (A., p. 870; J. O., c. r., p. 751; an. p. 71; I. 362). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, ayant pour objet la construction d'un canal d'irrigation dérivé de l'Hérault et destiné à desservir une partie des territoires de douze communes du département de l'Hérault [11 juillet] (A., p. 897, J. O; c. r., p. 774). — Parle dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône et de ses affluents [20 juillet] (A., p. 976, J. O.; c. r.. p. 844). — Membre de Commissions (F. 5, 6, 24, 59, 68; J. O., p. 334, 445, 1460, 3576, 3926).

BELGIQUE. — Approbation d'une Convention passée avec la France pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle. V. loi 39.

BÉRALDI. Aude. — Dépose le rapport, fait au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Finances, d'un crédit supplémentaire et extraordinaire montant à la somme de 6.961.000 francs pour les frais de l'expédition de Tunisie pendant les mois de février et mars 1882. En donne lecture [2 février] (A., p. 47; J.O., c.r., p. 40; an. p. 13; I. 15). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1° ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies sur l'exercice 1882, au titre du Budget sur ressources extraordinaires, d'un crédit de 1.250.000 francs; 2° annulation d'une portion de crédit de même somme sur l'exercice 1881 pour les travaux des chemins de fer au Sénégal [13 mars] (A., p. 206; J.O., c.r., p. 184; an. p. 105; I. 85).— Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1° ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, au titre du Budget sur ressources extraordinaires, d'un crédit de 7.458.785 francs; 2° annulation d'une portion de crédit de 7.458.785 fr. sur le Budget sur ressources extraordinaires du même Ministère, exercice 1881, chapitre 6, Chemins de fer du Sénégal [28 mars] (A., p. 349; J.O., c.r., p. 303; an. p. 129; I. 125). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le pro-

jet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies et des Finances, sur l'exercice 1882, de crédits supplémentaires montant à la somme de 8.844.000 francs pour les frais de l'expédition de Tunisie pendant le deuxième trimestre de 1882 [30 mars] (A., p. 386; J.O., c.r., p. 333; an. p. 139; I. 146). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [31 mars] (A., p. 421; J.O., c.r., p. 365). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 274.088 francs, pour l'envoi d'une mission scientifique au cap Horn. [9 mai] (A., p. 499; J.O., c.r., p. 433; an. p. 57; I. 189). — Dépose un rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'ouverture de crédits extraordinaires pour les frais de l'expédition de Tunisie (1881 et 1882) [8 juillet] (A., p. 866; J.O., c.r., p. 748; an. p. 69; I. 358).— Dépose le rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 108.000 francs pour la reconstruction des bâtiments incendiés de Bacalan [3 août] (A., p. 1153; J.O., c.r., p. 998). — Membre de Commissions (F. 3, 6, 61; J.O., p. 227, 445, 3667).

BÉRENGER. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire. Présente un amendement [14 mars] (A., p. 233; J.O., c.r., p. 206). — Parle dans la discussion du même projet de loi [21 mars] (A., p. 324). — Est entendu dans la discussion du même projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [15 mai] (A., p. 557; J.O., c.r., p. 478) [16 mai] (A., p. 576; J.O., c.r., p. 498) [20 mai] (A., p. 587; J.O., c.r., p. 504) [22 mai] (A., p. 612; J.O., c.r., p. 548) [25 mai] (A., p. 647; J.O., c.r., p. 549) [27 mai] (A., p. 656; J.O., c.r., p. 560) [1er juin] (A., p. 677; J.O., cr., p. 583) [6 juin] (A., p. 705; J.O., c.r., p. 602).— Présente un amendement [10 juin] (A., p. 726; J.O., c.r., p. 617) [13 juin] (A., 740; J.O., c.r., p. 633). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux syndicats professionnels [1er juillet] (A., p. 827; J.O., c.r., p. 711.) — Présente un amendement [8 juillet] (A., p. 868; J.O., c.r., p. 750). — Présente un amendement [11 juillet] (A., p. 906; J.O., c.r., p. 775). — Présente un amendement [12 juillet] (A., p. 915; J.O., c.r., p. 790). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [22 juillet] [A., p. 1007; J.O., c.r., p. 869). — Est entendu

dans la discussion du projet de loi relatif aux syndicats professionnels [29 juillet] (A., p. 1103; J.O., c.r., p. 956) [31 juillet] (A., p. 1119; J.O., c.r., p. 969). — Présente deux amendements [1er août] (A., p. 1133; J.O., c.r., p. 981). — Membre de Commissions (F. 36, 50, 80; J.O., p. 2411, 3039, 4400).

BERLET, Sous-Secrétaire d'État aux colonies [30 janvier] (J.O., p. 547). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministère de la Marine d'un crédit extraordinaire pour les travaux des chemins de fer du Sénégal [31 mars] (A., p. 400; J.O., c.r., p. 345).

BERNARD. Meurthe-et-Moselle. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au Code rural [11 février] (A., p. 72; J.O., c.r., p. 61). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [16 février] (J.O., p. 75). — Secrétaire de la 2e Commission d'intérêt local [24 février] (J.O., p. 1032; F. 15). — Dépose le rapport fait au nom de la 2e Commission d'intérêt local, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dome) à emprunter à la Caisse d'épargne une somme de 150.000 fr. [24 février] (A., p. 141; J.O., c.r., p. 123; an., p. 42; I. 47). — Demande l'ajournement de la discussion [2 mars] (A., p. 157; J.O., c.r., p. 139). — Dépose un rapport supplémentaire [6 mars] (A., p. 171; J.O., c.r., p. 151; an., p. 97; I. 66). — Est entendu comme rapporteur [11 mars] (A., p. 183; J.O., c.r., p. 160). — Dépose une pétition du comice agricole de l'arrondissement de Lunéville (Meurthe-et-Moselle) (J.O., p. 178). — Dépose une pétition de cinq caserniers des bâtiments militaires de la place de Lunéville (Meurthe-et-Moselle) (J.O., p. 442). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. Présente un amendement [15 mai] (A., p. 550; J.O., c.r., p. 474). — Fait une rectification au procès-verbal [16 mai] (A., 565; J.O., c.r., p. 487). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [22 mai] (A., p. 596; J.O., c.r., p. 511). — Parle dans la discussion de la proposition de loi modifiant l'article 1734 du Code civil, relatif aux risques locatifs. Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. Présente un amendement [23 mai] (A., p. 623; J.O., c.r., p. 532 et 534). — Dépose une pétition du Comice agricole de l'arrondissement de Lunéville [11 juin] (J.O., p. 628). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme du Code d'instruction criminelle. Présente un amen-

dement de concert avec M. Bozérian [27 juillet] (A., p. 1057; J.O., c.r., p. 925). — Membre de Commissions (F. 13, 30; J.O., p. 891, 1654).

BERTAULD. Inamovible. — Allocution de M. le Président à l'occasion de son décès [2 mai] (A., p. 459; J.O., c.r., p. 397).

BERTHELOT. Inamovible. — Membre de Commissions (F. 6, 61, 66; J.O., p. 445, 3667, 3855).

BERTRAND. Cantal. — Allocution de M. le Président à l'occasion de son décès [2 mai] (A., p. 459; J.O., c.r., p. 397). — Membre d'une Commission (F. 24; J.O., p. 1460).

BILLOT (général), Inamovible. Ministre de la Guerre [30 janvier] (J.O., p. 546). — Dépose, au nom des Ministres de la Marine, des Colonies et des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Finances, sur l'exercice 1882, de crédits supplémentaires et extraordinaires montant à la somme de 6.961.000 francs pour les frais de l'expédition de Tunisie pendant les mois de février et mars 1882. Déclaration de l'urgence et renvoi à la Commission des finances [31 janvier] (A., p. 42; J.O., c.r., p. 36; an., p. 13; I. 12). — M. Léon Say, Ministre des Finances, dépose, au nom de M. le Ministre de la Guerre, le compte rendu sur le recrutement de l'armée pendant l'année 1881. Acte du dépôt. — Dépôt par M. le Ministre des Finances, au nom de MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies, et des Finances, sur l'exercice 1882, de crédits supplémentaires montant à la somme de 8.844.000 francs, pour les frais de l'expédition de Tunisie pendant le 2e trimestre de 1882 [28 mars] (A., p. 366; J.O., c.r., p. 316). — Dépose un projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1882, de crédits supplémentaires montant à 3.109.702 francs, pour l'entretien d'un surcroît d'effectif à titre temporaire [30 mars] (A., p. 381; J.O., c.r., p. 329; an., p. 138; I. 145). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire pour l'entretien d'un surcroît d'effectif à titre temporaire [31 mars] (A., p. 395; J.O., c.r., p. 342). — Dépose au nom de M. le Ministre des Finances et au sien un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés,

relatif à l'ouverture au Ministre de la Guerre, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882, d'un crédit de 54.200.000 fr. et à l'annulation d'une somme correspondante au titre du Budget de l'exercice 1881 [25 mai] (A., p. 646; J.O., c.r., p. 552; an., p. 89; I. 218). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Guerre sur l'exercice 1882 de crédits supplémentaires montant à 6.320.678 fr. pour l'entretien d'un surcroît d'effectif temporaire [10 juin] (A., p. 720; J.O., p. 615; an., p. 107; I. 248). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, deux projets de lois adoptés par la Chambre des Députés. V. lois 151 et 152. — Dépose, au nom de MM. les Ministres des Finances, de la Marine et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits au titre du Budget sur ressources extraordinaires [4 juillet] (A., p. 837; J.O., c.r., p. 720; an., p. 64; I. 349). — Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, au nom de M. le Ministre des Travaux publics et de M. le Ministre des Affaires étrangères, portant approbation de la Convention signée à Paris, le 28 décembre 1880, entre la France et la Suisse, pour réglementer la pêche dans les eaux frontières; le 2e, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, de MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine, des Finances, portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Finances, sur les exercices 1881-1882, de crédits supplémentaires et extraordinaires montant à la somme de 19.076.087 francs pour les frais de l'expédition de Tunisie pendant le 2e semestre de l'année 1882 [6 juillet] (A., p. 843; J.O., c.r., p. 727; an., p 65; I. 350, 354). — Dépôt par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics, de la Guerre et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, pour l'exécution de travaux pour l'amélioration du port de Bouc. — Dépôt, par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de MM. les Ministres des Finances, de la Guerre et au sien, d'un projet adopté la Chambre des Députés, concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre le Continent et la Corse [17 juillet] (A., p. 948; J.O., c.r., p. 820). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois d'intérêt local [25 juillet] (A., p. 1032; J.O., c.r., p. 894). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 218 du Code de justice militaire [28 juillet] (A., p. 1087; J.O., c.r., p. 940). — Dépôt par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, de l'Instruction publique, du Commerce, de la Justice, de la Guerre et au sien, d'un projet de loi,

adopté par la Chambre des Députés, portant organisation des différents services en Tunisie [9 août] (A., p. 1204; J.O., c.r., p. 1043).

BLANC (Xavier). Hautes-Alpes. — Son rapport sur les élections sénatoriales de la Haute-Vienne [14 janvier] (A., p. 10; J.O., c. r., p. 9). — Nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités [4 février] (J.O., p. 652; F. 10). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [22 mai] (A., p. 605; J.O., c. r., p. 519). — Fait une rectification au procès-verbal [25 mai] (A., p. 635; J.O., c. r., p. 513). — Présente un amendement au cours de la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [6 juin] (A., p. 701; J.O., c. r., p. 599). — Fait une rectification au procès-verbal [18 juillet] (A., p. 955; J.O., c. r., p. 825). — Membre de Commissions (F. 10, 15, 36, 48, 50, 66; J.O., p. 652, 1032, 2411, 2916, 3039, 3855).

BOCHER. Calvados. — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à l'abrogation des dispositions législatives concernant l'adjonction des plus imposés [31 mars] (A., p. 411; J.O., c.r., p. 357). — Membre d'une Commission (F. 61; J.O., p. 3667).

BOISSE. Aveyron. — Est nommé membre de la Commission relative aux accidents et collisions sur mer [12 février] (J.O., p. 786). — Présente un amendement sur le paragraphe 2 de l'article 16 du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [21 mars] (A., p. 323; J.O., c.r., p. 282). — Présente deux articles additionnels sur le même projet de loi, conjointement avec MM. de Gavardie et le marquis de Carné [23 mars] (A., p. 331; J.O., c.r., p. 288). — Membre de Commissions (F. 12, 61; J.O., p. 786, 3667).

BONDY (comte de). Indre. — Membre de Commissions (F. 50, 68; J.O., p. 3039, 3926).

BONNET. Ain. — Demande un congé [10 janvier] (J.O., p. 2; A., p. 3).

BOSREDON (de). Dordogne. — Membre de Commissions (F. 3, 13, 80; J.O., p. 227, 891, 4400).

BOUC (Bouches-du-Rhône). — Travaux d'amélioration de son port. V. loi 222.

BOUCHER-CADART. Pas-de-Calais. — Secrétaire provisoire [10 janvier] (A., p. 1; J.O., p. 1). — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 6; J.O., c.r., p. 6). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [15 mai] (A., p. 558; J.O., c.r., p. 481) [16 mai] (A., p. 580; J.O., c.r., p. 500). — Présente un amendement [23 mai] (A., p. 626; J.O., c.r., p. 534) [25 mai] (A., p. 646; J.O., c.r., p. 552) [1er juin] (A., p. 676; J.O., c.r., p. 577). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la répression des outrages aux bonnes mœurs (J.O., p. 3900; F. 67). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme du Code d'instruction criminelle [27 juillet] (A., p. 1072; J.O., c.r., p. 928). — Membre de Commissions (F. 48, 50, 56, 66; J.O., p. 2916, 3039, 3338, 3855).

BOUCHES-DU-RHONE. — Demande à s'imposer extraordinairement pour le service de l'instruction publique, pour travaux des routes et diverses autres dépenses d'intérêt départemental. V. loi 201.

BOURBOURG-VILLE (Nord). — Perception d'une surtaxe sur le vin et sur l'alcool à son octroi. V. loi 90.

BOURGES. — Première section se dirigeant sur Avallon, comprise entre Bourges et Sancerre. V. loi 64.

BOZÉRIAN. Loir-et-Cher. — Dépose une proposition de loi relative à la position des questions au jury en matière de diffamation [19 janvier] (A., p. 23; J.O., c.r., p. 19; an., p. 10; I. 4). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Code rural [24 janvier] (A., p. 31; J.O.,c.r., p. 26).— Parle sur le même projet de loi. Présente un amendement [27 janvier] (A., p. 35; J. O., c. r., p. 29) [11 février] (A., p. 74; J. O., c. r., p. 66). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant approbation d'une Convention passée entre la France et le Salvador, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art; 2° d'une convention passée entre la France et la Belgique, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle (J.O., p. 1182; F. 19). — Secrétaire de la Commission des pétitions (J.O., p. 1492; F. 25). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la dé-

claration d'utilité publique d'un chemin de fer du Blanc à Argent, avec raccordement à Romorantin, sur la ligne de Villefranche à Romorantin, et à Salbris, sur la ligne de Paris à Limoges [30 mars] (A., p. 376; J.O., c. r., p. 325). — Dépose le rapport fait au nom de la 3e Commission d'intérêt local sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Toulon (Var) à emprunter une somme de 176.000 fr. à la Caisse des lycées, collèges et écoles. En donne lecture [31 mars] (A., p. 395; J.O., c.r., p. 343; an., p. 141; I. 150). — Dépose deux rapports faits au nom de la Commission chargée d'examiner deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant : le 1er, approbation d'une Convention signée à Paris, entre la France et la Belgique, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle; le 2e, approbation d'une Convention signée entre la France et le Salvador, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art [2 mai] (A., p. 459; J.O., c.r. p. 397; an., p. 1; I. 173, 174). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [9 mai] (A., p. 503; J.O., c.r., p. 436) [15 mai] (A., p. 551; J.O., c.r., p. 475) [25 mai] (A., p. 646; J.O. c.r., p. 552). — Présente deux amendements et un paragraphe additionnel [27 mai] (A., p. 661; J.O., c.r., p. 568) [6 juin] (A., p. 705; J.O., c.r., p. 602). — S'excuse de ne pouvoir assister aux prochaines séances du Sénat, par suite d'un deuil de famille [10 juin] (A., p. 719; J.O., c.r., p. 615). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la création de syndicats professionnels [11 juillet] (A., p. 909; J.O., c.r., p. 785) [17 juillet] (A., p. 940; J.O., c.r., p. 813). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [20 juillet] (A., p. 963; J.O., c.r., p. 833). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. Présente des modifications [24 juillet] (A., p. 1020; J.O., c.r., p. 884). — Présente un amendement de concert avec M. Bernard [27 juillet] (A., p. 1070; J.O., c.r., p. 925). — Dépose une proposition de loi sur le Crédit agricole et sur les banques d'agriculture [28 juillet] (A., p. 1078; J.O., c.r., p. 932). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux syndicats professionnels. Présente un amendement [31 juillet] (A., p. 1118; J.O., c.r., p. 968). — Demande un congé [1er août] (A., p. 1132; J.O., c.r., p. 979). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme du Code d'instruction criminelle. Présente cinq amendements [3 août] (A., p. 1154; J.O., c.r., p. 999). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les ventes judiciaires d'immeubles (J.O., p. 4422; F. 1, S. E.). — Membre de Commissions (F. 6, 12, 18, 24, 30, 66, 80; J.O., p. 445, 786, 1139, 1460, 1654, 3855, 4400).

BREST (Finistère). — Établissement d'une forme de radoub dans le port. V. loi 80.

BROGLIE (duc de). Eure. — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [13 mars] (A., p. 206; J.O., c.r., p. 184).— Parle dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministère de la Guerre d'un crédit supplémentaire et extraordinaire pour subvenir aux frais de l'expédition de Tunisie [1er avril] (A., p. 436; J.O., c.r., p. 379). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits extraordinaires pour l'expédition de Tunisie [17 juillet] (A., p. 936; J.O., c.r., p. 809).—Parle dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies d'un crédit extraordinaire à l'occasion des événements d'Égypte [25 juillet] (A., p. 1033; J.O., c.r. p. 895). — Membre d'une Commission (F. 61; J.O., p. 3667).

BRUGEROLLE. Cantal. — Proclamé sénateur [1er juillet] (A., p. 821; J.O., c.r., p. 706).— Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 14 juillet 1856 sur les établissements d'eaux minérales naturelles. (J.O., 3709; F. 62). — Membre d'une Commission (F. 61; J.O., p. 3667).

BRUN (Charles). Var.— Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 9; J.O., c.r., p. 8).— Membre de Commissions (F. 40, 44, 48, 61; J.O., p. 2607, 2757, 2916, 3667).

BRUN (Lucien). Inamovible.— Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire. Présente un amendement [14 mars] (A., p. 226; J.O., c.r., p. 199) [23 mars] (A., p. 335; J.O., c.r., p. 291). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à l'abrogation des dispositions législatives concernant l'adjonction des plus imposés [1er avril] (A., p. 434; J.O., c.r., p. 377).— Parle dans la discussion du projet de loi relatif à l'importation des viandes de porc de provenance étrangère [22 juin] (A., p. 790; J.O., c.r., p. 677). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la création de syndicats professionnels [17 juillet] (A., p. 949; J.O., c.r., p. 821).

BRUNET. Corrèze. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Code rural [27 janvier] (A., p. 39; J.O., c.r., p. 32).— Présente un amendement et est entendu dans la discussion du projet de loi relatif

au Code rural [4 février] (A., p. 52; J.O., c.r., p. 44) [11 février] (A., p. 71; J.O., c.r., p. 60).— Parle dans la discussion du même projet de loi [18 février] (A., p. 108; J.O., c.r., p. 94). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [9 mai] (A., p. 510; J.O., c.r., p. 442) [13 mai] (A., p. 532; J.O., c.r., p. 459) [15 mai] (A., p. 555; J.O., c.r., p. 478) [22 mai] (A., p. 609; J.O., c.r., p. 523) [23 mai] (A., p. 627; J.O., c.r., p. 533) [25 mai] (A., p. 650; J.O., c.r., p. 555) [10 juin] (A., p. 725; J.O., c.r., p. 620).— Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux syndicats professionnels. Propose l'ajournement de la discussion [1er juillet] (A., p. 821; J.O., c.r., p. 706). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la création de syndicats professionnels [6 juillet] (A., p. 854; J.O., c.r., p. 737). — Présente un amendement [8 juillet] (A., p. 869; J.O., c.r., p. 750) [17 juillet] (A. p. 945; J.O., c.r., p. 813).— Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. Présente un amendement [24 juillet] (A., p. 1019; J.O., c.r., p. 882).— Présente un amendement [27 juillet] (A., p. 1057; J.O., c.r., p. 915).— Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la création de syndicats professionnels. Présente un amendement [1er août] (A., p. 1134; J.O., c.r., p. 982). — Présente un amendement au cours de la discussion du Code d'instruction criminelle [3 août] (A., p. 1158; J.O., c.r., p. 998).— S'excuse, pour raison de famille, de ne pouvoir assister à la séance [5 août] (J.O., p. 1011, 1168).

BUDGET. — Règlement définitif de l'exercice 1870. V. loi 124; — de l'exercice 1883. V. loi 300.

BUFFET. Inamovible. — Son rapport sur les élections sénatoriales du Puy-de-Dôme [16 janvier] (A., p. 14; J.O., c.r., p. 12). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi concernant la durée des heures de travail dans les usines et manufactures [24 février] (A., p. 139; J.O., c.r., p. 122).— Parle dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [13 mars] (A., p. 213; J.O., c.r., p. 190). — Parle dans la discussion du même projet de loi [16 mars] (A. p. 255; J.O., c.r., 225) [20 mars] (A. p. 300; J.O., c.r., p. 261). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation du traité de commerce entre la France et l'Italie [28 mars] (A. p. 364; J.O., c.r., p. 315) [30 mars] (A. p. 377; J.O., c.r., p. 327) [1er avril] (A. p. 447; J.O., c.r., p. 388).— Adresse une question à M. le Ministre de l'Instruction publique au sujet de l'arrêté pris par M. l'inspecteur d'académie du département d'Eure-et-Loir et aux faits qui ont motivé

cet arrêté [10 juillet] (A., p. 883; J.O., c.r., p. 763).— Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la création de syndicats professionnels [12 juillet] (A., p. 930; J.O., c.r., p. 803). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 445).

BUREAU DU SÉNAT.

FORMATION DU BUREAU PROVISOIRE. — *Président* : M. Gaulthier de Rumilly ; *Secrétaires* : MM. Chiris, Cuvinot, Honnoré, Boucher-Cadart, Le Bastard, de Fourtou [10 janvier] (A., p. 1.; J.O., c.r., p. 1). — Scrutin pour la nomination du Président du Sénat, des 4 Vices-Présidents, des 6 Secrétaires et des Questeurs. Résultats des scrutins. Proclamation par M. Gaulthier de Rumilly, président d'âge, du bureau du Sénat [16 janvier] (A., p. 13; J.O., c.r., p. 13).—Scrutin pour l'élection du Président du Sénat. en remplacement de M. Léon Say, nommé Ministre des Finances. Elu, M. Le Royer [2 février] (A., p. 45; J.O., c.r., p. 39). — Scrutin pour l'élection d'un Vice-Président en remplacement de M. Le Royer, élu Président du Sénat. M. Peyrat est élu [9 février] (A., p. 57; J.O., c.r., p. 49). — Scrutin pour l'élection d'un Questeur, en remplacement de M. Toupet des Vignes, décédé. M. Rampont (de l'Yonne) est élu [10 juillet] (A., p. 883 ; J.O., c.r., p. 763).

BUREAUX.

BUREAUX DU 10 JANVIER.

Premier bureau. — MM. Boucher-Cadart, Buffet, Callen, Carné (marquis de), Cazot (Jules), Chabaud la Tour (général baron de), Chardon, Combescure, Cornulier-Lucinière (comte de), Dauphin, Delord, Denis (Gustave), Dubois-Fresney (général), George, Goguet, Halgan, Jacques, Labordère, Lafond de Saint-Mur (baron), Sicotière (de La), Lasteyrie (Jules de), Lorgeril (vicomte de), Luro, Martel, Michel, Monneraye (comte de La), Montaignac (amiral marquis de), Pajot, Palotte, Pelletan, Ribière, Scherer, Vissaguet.

Deuxième bureau. — MM. Boffinton, Challemel-Lacour, Chantemerle (de), Cordier, Fayolle, Fourtou (de), Garrisson, Gaulthier de Rumilly, Gayot (Emile), Gouin, Gresley (général), Grévy (général), Griffe, Guiffrey (Georges), Guyot, Humbert, Issartier, Jauréguiberry (amiral), Jobard, Labiche (Manche), Lagache (Célestin), La Jaille (général vicomte de), Lenoël (Emile), Mathey (Alfred), Mérode (comte de), Paulmier, Pélissier (général), Peyrat, Pouyer-Quertier, Rampont, Rigal, Saint-Pierre (vicomte de), Vallée (Oscar de).

Troisième bureau. — MM. Ancel, Andlau (général comte d'), Bertrand, Bonnet, Carayon-Latour (Joseph de), Carquet, Champagny (vicomte

Henri de), Chaumontel, Chavassieu, Chiris, Deffis (général), Demôle, Didier (Henri), Flers (comte de), Forsanz (vicomte de), Fournier (Indre-et-Loire), Frébault (général), Fresneau, Gailly, Gaudineau, Haussonville (comte de), Honnoré, Krantz, Labiche (Emile), Labitte, Lafayette (Edmond de), Lepouzé, Lucet, Maguin, Malens, Piétri, Toupet des Vignes, Tribert.

Quatrième bureau. — MM. Barthe (Marcel), Bazille (Gaston), Bertauld, Bocher, Bozérian, Brun (Charles), Delsol, Douhet (comte de), Duclerc, Dufresne, Dumesnil, Dupuy-de-Lôme, Duval, Faye, Foucher de Careil, Fournier Henry (Cher), Gazagne, Gent, Grandperret, Joubert (Achille), Kiener, Lareinty (baron de), Laurent-Pichat, Lefranc (Victor), Munier, Parieu (de), Pons, Ravignan (baron de), Rivière (duc de), Roger-Marvaise, Soubigou, Théry, Veauce (baron de).

Cinquième bureau. — MM. Andigné (général marquis d'), Barbey, Barrot (Ferdinand), Batbie, Bondy (comte de), Brémond d'Ars (général marquis de), Brunet, Cordelet, Daussel, Donnot, Dumon, Farre (général), Feray, Galloni d'Istria, Gavardie (de), Gilbert-Boucher, Guillemaut (général), Hébrard, Jouin, Kolb-Bernard, Laboulaye, Lacomme, Lambert de Sainte-Croix, Lizot, Maleville (marquis de), Masson de Morfontaine, Noblot, Robert (général), Rozière (de), Rubillard, Scheurer-Kestner, Tréville (comte de), Vallier.

Sixième bureau. — MM. Adam, Arbel, Béraldi, Billot (général), Bosredon (de), Chanzy (général), Cherpin, Cissey (général de), Claude, Clément (Léon), Demiautte, Devaux, Dieudé-Defly, Chaffaut (comte du), Dutilleul, Ferrouillat, Fourichon (amiral), Goutay, Laservé, Martenot, Oudet, Pothuau (amiral), Robin, Saint-Vallier (comte de), Saisy (Hervé de), Salneuve, Schœlcher, Testelin, Trévenenc (comte de), Viellard-Migeon, Waddington, Wallon, Würtz.

Septième bureau. — MM. Audiffret-Pasquier (duc d'), Bérenger, Boissé, Broglie (duc de), Chadois (colonel de), Chesnelong, Corbon, Deschanel, Dupré, Espivent de la Villesboisnet (général comte), Foubert, Grévy (Albert), Jaurès (amiral), La Caze (Louis), Ladmirault (général de), Lavrignais (de), Le Guay (baron), Le Lièvre, Lemoinne (John), Le Royer, Mayran, Meinadier (colonel), Parent, Pin (Elzéar), Rémusat (Paul de), Renaud (Michel), Robert de Massy, Say (Léon), Simon (Jules), Tenaille-Saligny, Tolain, Vast-Vimeux (baron), Voisins-Lavernière (de).

Huitième bureau. — MM. Barthélemy-Saint-Hilaire, Bernard, Blanc (Xavier), Brun (Lucien), Calmon, Camparan, Canrobert (maréchal), Chabron (général de), Charton (Edouard), Dauphinot, Dufay, Dupouy, Eymard-Duvernay, Farines, Fournier, Guyot-Lavaline, Lacave-Laplagne, Laget, Lamorte, Larcy (baron de), Lur-Saluces (comte de), Magniez, Massiet du Biest, Michal-Ladichère, Rampon (comte), Reignié (de),

Roques, Roy de Loulay, Tailhand, Teisserenc de Bort, Varroy, Vigarosy, Vivenot.

Neuvième bureau. — MM. Arago (Emmanuel), Arnaudeau (général), Audren de Kerdrel, Baragnon, Barne, Berthelot, Carnot, Corne, Cornulier (comte de), Cuvinot, Delacroix, Denormandie, Desmazes, Faidherbe (général), Freycinet (de), Guinot, Huguet (A.), Le Bastard, Le Blond, Le Monnier, Martin (Henri), Massé, Mazeau, Merlin, Millaud (Edouard), Monjaret de Kerjégu, Ninard, Poriquet, Raismes (de), Ronjat, Roussel (Théophile), Thurel, Victor Hugo. (J.O., p. 3; F. 2.)

Organisation des bureaux du 14 janvier. — 1er bureau : *Président*, M. Delord; *Secrétaire*, M. Boucher-Cadart. — 2e bureau : *Président*, M. Peyrat; *Secrétaire*, M. Gayot (Emile). — 3e bureau : *Président*, M. Didier (Henry); *Secrétaire*, M. Chiris. — 4e bureau : *Président*, M. de Parieu; *Secrétaire*, M. le baron de Ravignan. — 5e bureau : *Président*, M. Masson de Morfontaine; *Secrétaire*, M. Scheurer-Kestner. — 6e bureau : *Président*, M. Schœlcher; *Secrétaire*, M. Demiautte. — 7e bureau : *Président*, M. Robert de Massy; *Secrétaire*, M. de Rémusat (Paul). — 8e bureau : *Président*, M. Barthélemy-Saint-Hilaire; *Secrétaire*, M. Vivenot. — 9e bureau : *Président*, M. de Freycinet; *Secrétaire*, M. Cuvinot (J.O., p. 227; F. 3).

Le 4e bureau (formation de janvier 1881) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire, M. Demôle, en remplacement de M. Halgan, décédé. — Le 8e bureau (formation du 14 janvier 1882) a nommé membre de la Commission des finances M. Fournier (Casimir), en remplacement de M. Varroy. — Le 9e bureau (formation du 14 janvier 1882) a nommé membre de la même Commission M. Merlin, en remplacement de M. de Freycinet [3 février] (J.O., p. 619; F. 9). Le 1er bureau (formation de juin 1881) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Théophile Roussel et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités, M. Xavier Blanc, en remplacement de M. Halgan, décédé [5 février] (J.O., p. 652; F. 10)

Le 1er bureau (formation de février 1877) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi ayant pour objet de prévenir *les accidents et collisions sur mer*, M. Desmazes, en remplacement de M. Paul Massot, décédé. — Le 6e bureau (formation de février 1877) a nommé membre de la même Commission M. le général marquis d'Andigné, en remplacement de M. de Rosamel. — Le 7e bureau (formation de février 1877) a nommé membre de la même Commission

M. Jouin, en remplacement de M. Pomel. — Le 9e bureau (formation de février 1877) a nommé membre de la même Commission M. l'amiral Fourichon, en remplacement de M. l'amiral baron de La Roncière Le Noury, décédé. — Le 6e bureau (formation de mai 1877) a nommé membre de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Hérold, tendant à la répression du duel, M. de Parieu, en remplacement de M. Hérold, décédé. — Le 8e bureau (formation de mai 1877) a nommé membre de la même Commission M. Tailhand, en remplacement de M. Cunin-Gridaine, décédé. — Le 4e bureau (formation de mars 1879) a nommé membre de la Commission relative à la protection du balisage du littoral M. le marquis de Carné, en remplacement de M. l'amiral de Kerjégu, décédé. — Le 8e bureau (formation de mars 1879) a nommé membre de la même Commission M. Krantz, en remplacement de M. Oscar de Lafayette, décédé. — Le 9e bureau (formation de janvier 1881) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'élection des juges consulaires, M. Gailly, en remplacement de M. Paris. — Le 5e bureau (formation de mai 1881) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi sur l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie M. Jacques, en remplacement de M. Humbert [10 février] (J.O., p. 749 ; F. 11).—Le 5e bureau (de février 1877) a nommé membre de la Commission relative aux accidents et collisions sur mer M. Boisse, en remplacement de M. l'amiral de Kerjégu, décédé. — Le 7e bureau (de mars 1879) a nommé membre de la Commission relative à la protection du balisage du littoral M. Labitte, en remplacement de M. l'amiral de Dompierre d'Hornoy. — Le 7e bureau (de janvier 1882) a nommé membre de la commission relative au traité de commerce franco-italien M. le colonel Meinadier, en remplacement de M. Le Royer. [11 février] (J. O., p. 786; F. 11).

BUREAUX DU 11 FÉVRIER.

Premier bureau. — MM. Adam, Audren de Kerdrel, Barbey, Barthe (Marcel), Bazille (Gaston), Béraldi, Bernard, Bocher, Boffinton, Calmon, Carquet, Champagny (vicomte Henri de), Chardon, Charton (Edouard), Chaumontel, Combescure, Cordier, Donnot, Farre (général), Flers (comte de), Frébault (général), Gent, Gouin, Haussonville (comte d'), Humbert, Lambert de Sainte-Croix, Lareinty (baron de), Lizot, Meinadier (colonel), Théry, Vallée (Oscar de), Victor Hugo, Würtz.

Deuxième bureau. — MM. Ancel, Andlau (général comte d'), Arbel, Barne, Barthélemy Saint-Hilaire, Batbie, Bertrand, Billot (général), Brun (Charles), Brun (Lucien), Camparan, Chabron (général de), Chantemerle (de), Chesnelong, Claude (Vosges), Dauphinot, Demiautte, Demôle, Fayolle, For-

sanz (vicomte de), Fournier (Indre-et-Loire), Gayot (Emile), Guillemaut (général), Guyot-Lavaline, Jacques, La Caze (Louis), Ladmirault (général de), Larcy (baron de), Merlin, Mérode (comte de), Tolain, Viellard-Migeon, Vissaguet.

Troisième bureau. — MM. Andigné (général marquis d'), Arnaudeau (général), Audiffret-Pasquier (duc d'), Bondy (comte de), Boucher-Cadart, Chadois (colonel de), Chiris, Delsol, Duboys-Fresney (général), Dumesnil, Duval, Foubert, Gailly, Guyot, Jouin, Kiener, Labiche (Manche), Labitte, Labordère, Lasteyrie (Jules de), Lemoinne (John), Le Royer, Martin (Henri), Michal-Ladichère, Ninard, Oudet, Pélissier (général), Peyrat, Pouyer-Quertier, Robert (général), Roques, Say (Léon), Vivenot.

Quatrième bureau. — MM. Arago (Emmanuel), Baragnon, Blanc (Xavier), Boisse, Broglie (duc de), Clément (Léon), Corne, Dauphin, Fourtou (de), Galloni d'Istria, Gaulthier de Rumilly, George, Goguet, Griffe, Guiffrey (Georges), Guinot, Jobard, Kolb-Bernard, Laboulaye, Lagache (Célestin), La Sicotière (de), Magnin, Malens, Massiet du Biest, Michel, Munier, Pajot, Poriquet, Rémusat (Paul de), Rivière (duc de), Tailhand, Tréveneuc (comte de), Vigarosy.

Cinquième bureau. — MM. Bonnet, Chavassieu, Fournier Henry (Cher), Garrisson, Gazagne, Gresley (général), Grévy (Albert), Grévy (général), Hébrard, Honnoré, Huguet (A.), Jauréguiberry (amiral), Joubert (Achille), Labiche (Emile), Lacomme, Lamorte, Lavrignais (de), Le Blond, Le Lièvre, Logeril (vicomte de), Maleville (marquis de), Mathey (Alfred), Monjaret de Kerjégu, Pin (Elzéar), Rampont, Reignié (de), Roger-Marvaise, Roy de Loulay, Scherer, Testelin, Toupet des Vignes, Varroy, Vast-Vimeux (baron).

Sixième bureau. — MM. Bosredon (de), Challemel-Lacour, Cornulier-Lucinière (comte de), Dufresne, Dumon, Gaudineau, Gilbert-Boucher, Lacave-Laplagne, Lafond de Saint-Mür (baron), Laget, Le Guay (baron), Lenoël (Emile), Lur-Saluces (comte Henri de), Magniez, Martenot, Mayran, Mazeau, Monneraye (comte de La), Montaignac (amiral marquis de), Parieu (de), Paulmier, Pelletan, Pons, Raismes (de), Rampon (comte), Robin, Saint-Vallier (comte de), Saisy (Hervé de), Salneuve, Scheurer-Kestner, Thurel, Tribert.

Septième bureau. — MM. Bertauld, Corbon, Deffis (général), Du Chaffaut (comte), Dupouy, Dupuy-de-Lôme, Faidherbe (général), Ferrouillat, Fourichon (amiral), Freycinet (de), Krantz, La Jaille (général vicomte de), Lefranc (Victor), Masson de Morfontaine, Noblot, Palotte, Piétri, Pothuau (amiral), Renaud (Michel), Ribière, Rigal, Robert de Massy, Ronjat, Roussel (Théophile), Rozière (de), Schœlcher, Simon (Jules), Soubigou, Tenaille-Saligny, Tréville (comte de), Vallier, Wallon.

Huitième bureau. — Barrot (Ferdinand), Bérenger, Brémond d'Ars

(général marquis de), Buffet, Carayon-Latour (Joseph de), Cazot (Jules), Chanzy (général), Cherpin, Cissey (général de), Cornulier (comte de), Cuvinot, Denis (Gustave), Denormandie, Deschanel, Desmazes, Didier (Henri), Dieudé-Defly, Dufay, Feray, Fournier (Casimir), Fresneau, Gavardie (de), Goutay, Grandperret, Jaurès (amiral), Laurent-Pichat, Le Bastard, Luro, Martel, Massé, Rubillard, Waddington.

Neuvième bureau. — MM. Berthelot, Bozérian, Brunet, Callen, Canrobert (maréchal), Carné (marquis de), Carnot, Chabaud la Tour (général baron de), Cordelet, Daussel, Delacroix, Delord, Devaux, Douhet (comte de), Duclerc, Dupré, Dutilleul, Espivent de la Villesboisnet (général comte), Eymard-Duvernay, Faye, Foucher de Careil, Issartier, Lafayette (Edmond de), Monnier (le), Lucet, Millaud (Edouard), Parent, Ravignan (baron de), Saint-Pierre (vicomte de), Teisserenc de Bort, Veauce (baron de), Voisins-Lavernière (de). (J.O., p. 71; F. 12).

Organisation des bureaux du 16 février. — 1er bureau : *Président*, M. Adam ; *Secrétaire*, M. Chardon. — 2e bureau : *Président*, M. Barthélemy-Saint-Hilaire ; *Secrétaire*, M. Vissaguet. — 3e bureau : *Président*, M. Dumesnil ; *Secrétaire*, M. Boucher-Cadart. — 4e bureau : *Président*, M. Gaulthier de Rumilly ; *Secrétaire*, M. Goguet. — 5e bureau : *Président*, M. le comte Rampon ; *Secrétaire*, M. Garrisson. — 6e bureau : *Président*, M. le comte Henri de Lur-Saluces ; *Secrétaire*, M. le baron de Lafond de Saint-Mür. — 7e bureau : *Président*, M. Masson de Morfontaine ; *Secrétaire*, M. Rigal. — 8e bureau : *Président*, M. Feray ; *Secrétaire*, M. Cuvinot. — 9e bureau : *Président*, M. Carnot ; *Secrétaire*, M. Millaud (Edouard) (J.O., p. 891; F. 13).

Le 1er bureau (formation de juin 1881) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 27 juillet 1872, sur le recrutement de l'armée, M. le général Espivent de la Villesboisnet, en remplacement de M. Halgan, décédé. — Le 4e bureau (formation de juin 1881) a nommé membre de la même Commission M. Le Bastard, en remplacement de M. Paris. — Le 8e bureau (formation de février 1877) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi ayant pour objet de prévenir les accidents et les collisions sur mer. M. Robert de Massy, en remplacement de M. Monjaret de Kerjégu, décédé (19 février) (J.O., p. 938 ; F. 14). — Le 4e bureau (formation de juin 1880) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Dufaure, sur le droit d'association, M. Marcel Barthe, en remplacement de M. Paris (J.O., p. 1032; F. 15).

BUREAUX DU 11 MARS.

Premier bureau. — MM. Ancel, Boisse, Bondy (comte de), Bonnet, Calmon, Canrobert (maréchal), Carné (marquis de), Chabaud la Tour (général baron de), Chavassieu, Cordier, Dauphinot, Dieudé-Defly, Donnot, Dupouy, de Fourtou, Laboulaye, La Sicotière (de), Le Monnier, Luro, Magniez, Martenot, Montaignac (amiral marquis de), Ninard, Palotte, Pélissier (général), Pelletan (Eugène), Rivière (duc de), Robert de Massy, Tailhand, Teisserenc de Bort, Vast-Vimeux, Vivenot, Würtz.

Deuxième bureau. — MM. Andigné (général marquis d'), Audren de Kerdrel, Baragnon, Barbey, Batbie, Brun (Lucien), Callen, Chardon, Cherpin, Espivent de la Villesboinet (général comte), Feray, Fournier (Casimir), Fournier Henry (Cher), Gailly, Gavardie (de), Jaurès (amiral), Labiche (Emile), Lacave-Laplagne, La Caze (Louis), Lagache (Célestin), Lambert de Sainte-Croix, Larcy (baron de), Merlin, Millaud (Edouard), Pons, Robin, Roussel (Théophile), Rozière (de), Saint-Pierre (vicomte de), Toupet des Vignes, Vallée (Oscar de), Viellard-Migeon, Vissaguet.

Troisième bureau. — MM. Arago (Emmanuel), Barne, Barthélemy-Saint-Hilaire, Brémond d'Ars (général marquis de), Carayon-Latour (Joseph de), Chesnelong, Cuvinot, Demiautte, Duboys-Fresney (général), Dumon, Galloni d'Istria, Gazagne, Gent, Gresley (général), Labiche (Manche), Martin (Henri), Mathey (Alfred), Mayran, Mazeau, Mérode (comte de), Michel, Monneraye (comte de La), Pouyer-Quertier, Rampont, Roger-Marvaise, Roques, Tenaille-Saligny, Théry, Tréville (comte de), Tribert, Varroy, Veauce (baron de), Waddington.

Quatrième bureau. — MM. Berthelot, Billot (général), Broglie (duc de), Brun (Charles), Brunet, Buffet, Chaumontel, Cornulier-Lucinière (comte de), Denormandie, Devaux, Dumesnil, Forsanz (vicomte de), Gaudineau, Griffe, Guyot-Lavaline, Honnoré, Jacques, Jauréguiberry (amiral), Jobard, Kolb-Bernard, Lareinty (baron de), Le Royer, Lorgeril (vicomte de), Parent, Piétri, Poriquet, Rampon (comte), Ronjat, Roy de Loulay, Simon (Jules), Soubigou, Vigarosy, Wallon.

Cinquième bureau. — MM. Arnaudeau (général), Audiffret-Pasquier (duc d'), Barrot (Ferdinand), Bocher, Bosredon (de), Carquet, Chanzy (général), Cissey (général de), Dauphin, Deschanel, Didier (Henri), Duclerc, Dutilleul, Eymard-Duvernay, Ferrouillat, Freycinet (de), Gaulthier de Rumilly, Gilbert-Boucher, Gouin, Grandperret, Huguet (A.), Kiener, Lacomme, Laget, Lavrignais (de), Meinadier (colonel), Michal-Ladichère, Paulmier, Pin (Elzéar), Renaud (Michel), Robert (général), Saint-Vallier (comte de), Tolain.

Sixième bureau. — MM. Bazille (Gaston), Bérenger, Bernard, Blanc (Xavier), Camparan, Cazot (Jules), Chantemerle (de), Charton (Edouard), Cordelet, Delord, Dupré, Duval, Foubert, Gayot (Emile), Humbert, Jon-

bert (Achille), Krantz, Labordère, Ladmirault (général de), Lasteyrie (Jules de), Laurent-Pichat, Le Blond, Lizot, Lucet, Masson de Morfontaine, Noblot, Pothuau (amiral), Raismes (de), Rémusat (Paul de), Rubillard, Salneuve, Vallier, Voisins-Lavernière (de).

Septième bureau. — MM. Adam (Seine-et-Marne), Andlau (général comte d'), Bertauld, Bertrand, Boffinton, Bozérian, Chabron (général de), Chadois (colonel de), Cornulier (comte de), Deffis (général), Desmazes, Dupuy-de-Lôme, Farre (général), Flers (comte de), Fourichon (amiral), Goutay, Haussonville (comte d'), Hébrard, Issartier, Labitte, Lafayette (Edmond de), Lafond de Saint-Mür (baron), Lefranc (Victor), Lenoël (Emile), Massé, Parieu (de), Peyrat, Rigal, Say (Léon), Schœlcher, Thurel, Victor Hugo.

Huitième bureau. — MM. Arbel, Barthe (Marcel), Béraldi, Boucher-Cadart, Champagny (vicomte Henri de), Claude (Vosges), Clément (Léon), Corne, Delsol, Demôle, Dufay, Faidherbe (général), Fayolle, Fresneau, Grévy (Albert), Guillemaut (général), Guinot, Guyot, Jouin, Lamorte, Le Bastard, Lecointe (général), Le Lièvre, Lemoinne (John), Lur-Saluces (comte Henri de), Magnin, Massiet du Biest, Oudet, Reignié (de), Scherer, Scheurer-Kestner, Testelin.

Neuvième bureau. — MM. Carnot, Challemel-Lacour, Chiris, Combescure, Corbon, Daussel, Delacroix, Denis (Gustave), Douhet (comte de), Chaffaut (comte du), Dufresne, Farines, Faye, Foucher de Careil, Fournier (Indre-et-Loire), Frébault (général), Garrisson, George, Goguet, Grévy (général), Guiffrey (Georges), La Jaille (général vicomte de), Le Guay (baron), Malens, Maleville (marquis de), Martel, Munier, Pajot, Ravignan (baron de), Ribière, Saisy (Hervé de), Tréveneuc (comte de) (J.O., p. 179; F. 22).

Organisation des bureaux du 14 mars. — 1er bureau : *Président*, M. Robert de Massy; *Secrétaire*, M. Magniez. — 2e bureau : *Président*, M. Feray; *Secrétaire*, M. Millaud (Édouard). — 3e bureau : *Président*, M. Barthélemy Saint-Hilaire; *Secrétaire*, M. Cuvinot. — 4e bureau : *Président*, M. Dumesnil; *Secrétaire*, M. Chaumontel. — 5e bureau : *Président*, M. Michal-Ladichère; *Secrétaire*, M. Tolain.—6e bureau : *Président*, M. Masson de Morfontaine; *Secrétaire*, M. Gayot (Emile).—7e bureau : *Président*, M. Schœlcher; *Secrétaire*, M. le colonel de Chadois. — 8e bureau : *Président*, M. Le Lièvre; *Secrétaire*, M. Boucher-Cadart. — 9e bureau : *Président*, M. Carnot; *Secrétaire*, M. Guiffrey (J.O., p. 1460; F. 23).

Le 2e bureau (formation de mars 1877) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la conservation et à la restauration des terrains en montagne, M. Duval, en remplacement de M. Cunin-Gridaine,

décédé. — Le 8e bureau (formation de mars 1877), a nommé membre de la Commission M. le baron de Veauce, en remplacement de M. Daguenet (J.O., p. 1460; F. 23).

BUREAUX DU 2 MAI.

Premier bureau. — MM. Adam, Audren de Kerdrel, Boffinton, Bondy (comte de), Brémond d'Ars (général marquis de), Carné (marquis de), Carnot, Chabron (général de), Chavassieu, Cherpin, Cissey (général de), Dauphinot, Desmazes, Duval, Eymard-Duvernay, Farines, Fresneau, Frézoul, Grandperret, Guiffrey (Georges), Hébrard, La Jaille (général vicomte de), Le Blond, Merlin, Millaud (Édouard), Pajot, Palotte, Robert (général), Roussel (Théophile), Roy de Loulay, Salneuve, Victor Hugo, Wallon.

Deuxième bureau. — MM. Bazille (Gaston), Bérenger, Blanc (Xavier), Carquet, Challemel-Lacour, Champagny (vicomte Henri de), Cordier, Cornulier (comte de), Cuvinot, Dauphin, Dufay, Galloni d'Istria, Gaulthier de Rumilly, Grévy (Albert), Guyot, Humbert, Jaurès (amiral), Lacave-Laplagne, Larcy (baron de), Laurent-Pichat, Le Guay (baron), Munier, Pariou (de), Paulmier, Pelletan, Peyrat, Piétri, Rémusat (Paul de), Renaud (Michel), Robert de Massy, Saint-Pierre (vicomte de), Scheurer-Kestner, Thurel.

Troisième bureau. — Barthe (Marcel), Chabaud La Tour (général baron de), Combescure, Corbon, Corne, Denormandie, Espivent de la Villesboisnet (général comte), Freycinet (de), Haussonville (comte d'), Jauréguiberry (amiral), Joubert (Achille), Labordère, La Caze (Louis), Lafayette (Edmond de), Lamorte, La Sicotière (de), Lemoinne (John), Luro, Malens, Meinadier (colonel), Oudet, Poriquet, Pouyer-Quertier, Rampont, Rivière (duc de), Rubillard, Saisy (Hervé de), Simon (Jules), Tenaille-Saligny, Théry, Tolain, Tribert, Vallée (Oscar de).

Quatrième bureau. — MM. Arnaudeau (général), Audiffret-Pasquier (duc d'), Cazot (Jules), Chantemerle (de), Claude (Vosges), Cornulier-Lucinière (comte de), Delacroix, Demôle, Donnot, Dufresne, Dumon, Farre (général), Gaudineau, Goguet, Grévy (général), Guinot, Jobard, Labiche (Émile), Labiche (Manche), Lareinty (baron de), Lavrignais (de), Le Royer, Lizot, Maleville (marquis de), Montaignac (amiral marquis de), Pons, Ronjat, Tailhand, Testelin, Trévenecuc (comte de), Varroy, Vissaguet, Waddington.

Cinquième bureau. — MM. Brunet, Buffet, Canrobert (maréchal), Delsol, Denis (Gustave), Devaux, Douhet (comte de), Dupouy, Dutilleul, Faye, Feray, Garrisson, Guillemaut (général), Honnoré, Issartier, Krantz, Labitte, Ladmirault (général de), Lambert de Sainte-Croix, Le Bastard, Lenoël (Émile), Magnin, Martel, Ninard, Parent, Pélissier (général),

Pin (Elzéar), Rampon (comte), Ravignan (baron de), Robin, Roger-Marvaise, Saint-Vallier (comte de), Say (Léon).

Sixième bureau. — MM. Bocher, Brun (Charles), Chardon, Chaumontel, Demiautte, Dupré, Faidherbe (général), Ferrouillat, Forsanz (vicomte de), Foubert, Gailly, Gavardie (de), Gazagne, George, Gouin, Gresley (général), Jouin, Kiener, Lacomme, Le Lièvre, Lorgeril (vicomte de), Magniez, Martenot, Martin (Henri), Mayran, Mérode (comte de), Monneraye (comte de la), Noblot, Raismes (de), Reignié (de), Veauce (baron de), Voisins-Lavernière (de), Wurtz.

Septième bureau.— MM. Baragnon, Broglie (duc de), Carayon La Tour (Joseph de), Chadois (colonel de), Chanzy (général), Deffis (général), Delbreil, Delord, Didier (Henri), Du Chaffaut (comte), Dumesnil, Dupuy-de-Lôme, Fayolle, Foucher de Careil, Fourichon (amiral), Fournier (Casimir), Fournier (Indre-et-Loire), Frébault (général), Gayot (Émile), Goutay, Huguet (A.), Lagache (Célestin), Lefranc (Victor), Lucet, Massé, Mathey (Alfred), Michel, Pothuau (amiral), Teisserenc de Bort, Tréville (comte de), Vallier, Vivenot.

Huitième bureau. — MM. Ancel, Andigné (général marquis d'), Arbel, Batbie, Berthelot, Bonnet, Charton (Édouard), Chesnelong, Chiris, Cordelet, Deschanel, Dieudé-Defly, Duboys-Fresney (général), Flers (comte de), Fournier Henry (Cher), Fourtou (de), Gent, Gilbert-Boucher, Griffe, Guyot-Lavaline, Jacques, Kolb-Bernard, Laboulaye, Lafond de Saint-Mür (baron), Le Monnier, Lur-Saluces (comte Henri de), Masson de Morfontaine, Mazeau, Rozière (de), Scherer, Vast-Vimeux (baron), Vigarosy.

Neuvième bureau. — MM. Andlau (général comte d'), Arago (Emmanuel), Barbey, Barne, Barrot (Ferdinand), Barthélemy-Saint-Hilaire, Béraldi, Bernard, Billot (général), Boisse, Bosredon (de), Boucher-Cadart, Bozérian, Brun (Lucien), Callen, Calmon, Camparan, Clément (Léon), Daussel, Duclerc, Laget, Lasteyrie (Jules de), Lecointe (général), Massiet du Biest, Michal-Ladichère, Ribière, Rigal, Roques, Schœlcher, Soubigou, Toupet des Vignes, Viellard-Migeon (J.O., p. 398; F. 35).

Organisation des bureaux du 6 mai. — 1er bureau : *Président*, M. Le Blond; *Secrétaire*, M. Millaud (Édouard). — 2e bureau : *Président*, M. Robert de Massy; *Secrétaire*, M. Cuvinot. — 3e bureau : *Président*, M. Corne; *Secrétaire*, M. Malens. — 4e bureau : *Président*, M. Delacroix; *Secrétaire*, M. Lizot. — 5e bureau : *Président*, M. le comte Rampon; *Secrétaire*, M. Le Bastard. — 6e bureau : *Président*, M. Henri Martin; *Secrétaire*, M. de Reignié. — 7e bureau : *Président*, M. Lagache (Célestin); *Secrétaire*, M. Vivenot. — 8e bureau : *Président*, M. Masson de Morfontaine; *Secrétaire*, M. Guyot-Lavaline. — 9e bureau : *Président*, M. Schœlcher; *Secrétaire*, M. Barne.

Le 6e bureau (formation de juin 1880) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Dufaure, sur le droit d'association, M. Cherpin, en remplacement de M. Bertauld, décédé. — Le 9e bureau (formation de janvier 1880) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle M. Roger-Marvaise, en remplacement de M. Bertauld, décédé. — La Commission chargée de l'examen du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle a nommé vice-président M. Ronjat, en remplacement de M. Bertauld, décédé [7 mai] (F. 36; J.O., p. 2410).—Le 4e bureau (formation de mai 1879) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Bérenger et plusieurs de ses collègues, relative à la recherche de la paternité, M. Lacomme, en remplacement de M. de Ventavon, décédé. — Le 7e bureau (formation de mai 1879) a nommé membre de la même Commission M. Victor Lefranc, en remplacement de M. Bertauld, décédé [17 mai] (J.O., p. 2668; F. 42). — Le 3e bureau (formation de mai 1876) a nommé membre de la Commission relative à la question du palais des Tuileries M. Challemel-Lacour, en remplacement de M. Caillaux. — Le 7e bureau (formation de mai 1876) a nommé membre de la même Commission M. Barthélemy-Saint-Hilaire, en remplacement de M. Monnet. — Le 9e bureau (formation de mai 1876) a nommé membre de la même Commission M. Dieudé-Defly, en remplacement de M. Robert-Dehault [24 mai] (J.O., p. 2772; F. 45).

Bureaux du 6 juin :

Premier bureau. — MM. Audren de Kerdrel, Bosredon (de), Canrobert (maréchal), Champagny (vicomte Henri de), Combescure, Cornulier (comte de), Delbreil, Delsol, Desmazes, Dumon, Eymard-Duvernay, Frébault (général), Garrisson, Goutay, Guiffrey (Georges), Humbert, Jacques Hébrard, Lareinty (baron de), La Sicotière (de), Laurent-Pichat, Lucet, Magnin, Massiet du Biest, Oudet, Paulmier, Peyrat, Piétri, Rampont, Ravignan (baron de), Rozière (de), Tolain, Vallée (Oscar de), Voisins-Lavernière (de).

Deuxième bureau. — MM. Carquet, Chanzy (général), Chaumontel, Corne, Dauphin, Dauphinot, Delord, Denis (Gustave), Donnot, Farre (général), Fayolle, Flers (comte de), Fournier (Casimir), Gaulthier de Rumilly, Labiche (Émile), Labitte, Lacomme, Mathey (Alfred), Mérode (comte de), Parent, Parieu (de), Rémusat (Paul de), Rigal, Robin, Saisy (Hervé de), Simon (Jules), Tailhand, Teisserenc de Bort, Tenaille-Saligny, Testelin, Veauce (baron de), Wallon, Wurtz.

Troisième bureau. — MM. Andigné (général marquis d'), Barrot (Fer-

dinand), Berthelot, Broglie (duc de), Chadois (colonel de), Cuvinot, Deffis (général), Demôle, Dietz-Monnin, Du Chaffaut (comte), Dufay, Duval, Espivent de la Villesboisnet (général comte), Freycinet (de), Galloni d'Istria, Gilbert-Boucher, Gresley (général), Grévy (général), Guyot-Lavaline, Jauréguiberry (amiral), Lecointe (général), Le Lièvre, Lur-Saluces (comte Henri de), Magniez, Montaignac (amiral marquis de), Palotte, Renaud (Michel), Robert (général), Roger-Marvaise, Saint-Pierre (vicomte de), Saint-Vallier (comte de), Scheurer-Kestner, Théry.

Quatrième bureau. — MM. Blanc (Xavier), Camparan, Cazot (Jules), Cordier, Denormandie, Dumesnil, Dutilleul, Foubert, Fourichon (amiral), Gent, Haussonville (comte d'), Honnoré, Huguet (A.), Jacques, Kolb-Bernard, Laboulaye, Lacave-Laplagne, Lagache (Célestin), Lambert de Sainte-Croix, Lamorte, Le Bastard, Lenoël (Émile), Malens, Massé, Michal-Ladichère, Munier, Ninard, Pelletan, Reignié (de), Ribière, Say (Léon), Tréveneuc (comte de), Vissaguet.

Cinquième bureau. — MM. Audiffret-Pasquier (duc d'), Baragnon, Barthe (Marcel), Bocher, Boisse, Brémond d'Ars (général marquis de), Callen, Claude, Cordelet, Daussel, Dieudé-Defly, Dupré, Faidherbe (général), Foucher de Careil, Fournier (Indre-et-Loire), Gazagne, Goguet, Griffe, Guillemaut (général) Joubert (Achille), Lafond de Saint-Mür (baron), La Jaille (général vicomte de), Larcy (baron de), Lasteyrie (Jules de), Lorgeril (vicomte de), La Monneraye (comte de), Pajot, Pin (Elzéar), Pons, Roy de Loulay, Viellard-Migeon, Vigarosy, Waddington.

Sixième bureau. — MM. Arnaudeau (général), Béraldi, Buffet, Carayon La Tour (Joseph de), Challemel-Lacour, Chavassieu, Corbon, Didier (Henri), Duclerc, Fourtou (de), Frézoul, Gailly, Gaudineau, Grévy (Albert), Kiener, Lafayette (Edmond de), Laget, Lemoinne (John), Le Monnier, Luro, Martenot, Masson de Morfontaine, Meinadier (colonel), Millaud (Edouard), Pélissier (général), Poriquet, Pothuau (amiral), Rampon (comte), Rubillard, Schœlcher, Thurel, Varroy, Vast-Vimeux (baron).

Septième bureau.—MM. Ancel, Arbel, Bathie, Bazille (Gaston), Bérenger, Billot (général), Bonnet, Carné (marquis de), Chabaud La Tour (général baron de), Chardon, Cissey (général de), Demiautte, Deschanel, Dufresne, Faye, Forsanz (vicomte de), Fournier Henry (Cher), Gayot (Emile), Grandperret, Guinot, Jouin, Labordère, Lefranc (Victor), Le Royer, Merlin, Noblot, Pouyer-Quertier, Robert de Massy, Roques, Toupet des Vignes, Tréville (comte de), Vallier, Victor Hugo.

Huitième bureau. — MM. Andlau (général comte d'), Barne, Bernard, Bondy (comte de), Bozérian, Brun (Charles), Brun (Lucien), Brunet, Cherpin, Chesnelong, Cornulier-Lucinière (comte de), Delacroix, Devaux,

Dupuy-de-Lôme, Ferrouillat, Fresneau, Gouin, Guyot, Jaurès (amiral), Krantz, La Caze (Louis), Le Blond, Le Guay (baron), Lizot, Maleville (marquis de), Mazeau, Michel, Raismes (de), Ronjat, Roussel (Théophile), Tribert, Vivenot.

Neuvième bureau. — MM. Adam, Arago (Emmanuel), Barbey, Barthélemy-Saint-Hilaire, Boffinton, Boucher-Cadart, Calmon, Carnot, Chabron (général de), Chantemerle (de), Charton (Édouard), Chiris, Clément (Léon), Douhet (comte de), Dubois-Fresney (général), Dupouy, Feray, Gavardie (de), George, Hébrard (Adrien), Issartier, Jobard, Labiche, Ladmirault (général de), Lavrignais (de), Martel, Martin (Henri), Mayran, Rivière (duc de), Salneuve, Scherer, Soubigou (J.O., p. 605; F. 49).

Organisation des bureaux du 8 juin. — 1er bureau : *Président*, M. Goutay; *Secrétaire*, M. Delbreil. — 2e bureau : *Président*, M. Carquet; *Secrétaire*, M. Denis (Gustave). — 3e bureau : *Président*, M. Le Lièvre; *Secrétaire*, M. Magniez. — 4e bureau : *Président*, M. Dumesnil; *Secrétaire*, M. Malens. — 5e bureau : *Président*, M. le général Guillemaut; *Secrétaire*, M. Goguet. — 6e bureau : *Président*, M. Masson de Morfontaine; *Secrétaire*, M. Frézoul. — 7e bureau : *Président*, M. Bazille (Gaston); *Secrétaire*, M. Chardon. — 8e bureau : *Président*, M. le comte de Bondy; *Secrétaire*, M. Vivenot. — 9e bureau : *Président*, M. Carnot; *Secrétaire*, M. Chiris [9 juin] (J.O., p. 3039; F. 50).

Le 8e bureau (formation de décembre 1881) a nommé membre de la 8e Commission des pétitions M. Salneuve, en remplacement de M. Rosamel; et M. Massé, en remplacement de M. Espinasse (J.O., p. 3288; F. 55). — Le 3e bureau (formation du 8 juin 1882) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rétablir le divorce, M. le comte de Saint-Vallier (J. O., p. 3623; F. 60).

Bureaux du 6 juillet :

Premier bureau. — MM. Barrot (Ferdinand), Callen, Calmon, Chadois (colonel de), Challemel-Lacour, Chiris, Claude (Vosges), Combescure, Cornulier-Lucinière (comte de), Dauphinot, Deschanel, Dufresne, Faye, Ferrouillat, Fournier (Casimir), Fournier Henry (Cher), Fresneau, Frézoul, Gaulthier de Rumilly, Gent, Hébrard (Adrien), Huguet, Labordère, Lasteyrie (Jules de), Lavrignais (de) Lemoinne (John), Lizot, Noblot, Pajot, Pélissier (général), Saisy (Hervé de), Tenaille-Saligny, Vallée (Oscar de).

Deuxième bureau. — MM. Adam, Andlau (général comte d'), Barbey, Batbie, Bondy (comte de), Bonnet, Chabron (général de), Chaumontel, Corbon, Cordelet, Cuvinot, Espivent de la Villesboisnet (général comte)

Feray, Gaudineau, Grandperret, Honnoré, Jacques Hébrard, Lucet, Lur-Saluces (comte Henri de), Martenot, Michal-Ladichère, Monneraye (comte de La), Parent, Pothuau (amiral), Rampont, Robin, Roger-Marvaise, Rozière (de), Saint-Vallier (comte de), Tailhand, Testelin, Tréville (comte de), Waddington.

Troisième bureau. — MM. Andigné (général marquis d'), Barthe (Marcel), Boisse, Bosredon (de), Bozérian, Brémond d'Ars (général marquis de), Chantemerle (de), Corne, Cornulier (comte de), Daussel, Delbreil, Delord, Demiautte, Dieudé-Defly, Duclerc, Dupouy, Dupré, Foucher de Careil, George, Goutay, Grévy (général), Guinot, Guyot-Lavaline, Issartier, Jauréguiberry (amiral), Kolb-Bernard, La Sicotière (de), Laurent-Pichat, Le Guay (baron), Meyran, Mazeau, Oudet, Renaud (Michel).

Quatrième bureau. — MM. Billot (général), Broglie (duc de), Brun (Lucien), Camparan, Canrobert (maréchal), Chardon, Charton (Edouard), Clément (Léon), Delsol, Demôle, Didier (Henri), Dietz-Monnin, Du Chaffaut (comte), Dufay, Dumon, Foubert, Galloni d'Istria, Gayot (Emile), Goguet, Gouin, Grévy (Albert), Guyot, Jobard, Lafayette (Edmond de), Lafond de Saint-Mür (baron), La Jaille (général vicomte de), Le Bastard, Lecointe (général), Lenoël (Emile), Le Royer, Massiet du Biest, Ninard, Parieu (de).

Cinquième bureau.—MM. Brunet, Carnot, Chavassieu, Cherpin, Dauphin, Delacroix, Duboys Fresney (général), Farre (général), Frébault (général), Freycinet (de), Garrisson, Gresley (général), Guiffrey (Georges), Haussonville (comte d'), Labitte, Laboulaye, Laget, Larcy (baron de), Lareinty (baron de), Luro, Magniez, Massé, Masson de Morfontaine, Piétri, Roy de Loulay, Rubillard, Salneuve, Schœlcher, Tréveneuc (comte de), Tribert, Vallier, Vast-Vimeux (baron), Vigarosy.

Sixième bureau.—MM. Denis (Gustave), Flers (comte de), Fournier (Indre-et-Loire), Labiche (Emile), Lacave-Laplagne, La Caze (Louis), Lacomme, Ladmirault (général de), Lagache (Célestin), Lambert de Sainte-Croix, Lamorte, Lefranc (Victor), Le Lièvre, Le Monnier, Lorgeril (vicomte de), Malens, Martin (Henri), Michel, Millaud (Edouard), Munier, Pin (Elzéar), Pons, Raismes (de), Reignié (de), Ribière, Rigal, Robert (général), Robert de Massy, Scheurer-Kestner, Soubigou, Teisserenc de Bort, Varroy, Veauce (baron de).

Septième bureau. — MM. Barthélemy-Saint-Hilaire, Bérenger, Bernard, Blanc (Xavier), Bocher, Buffet, Chabaud La Tour (général baron de), Donnot, Dutilleul, Gailly, Gavardie (de), Gilbert-Boucher, Humbert, Jacques, Jouin, Le Blond, Maleville (marquis de), Montaignac (amiral marquis de), Palotte, Paulmier, Pelletan, Poriquet, Rampon (comte), Rivière (duc de), Ronjat, Roques, Saint-Pierre (vicomte de), Scherer, Thurel, Tolain, Vivenot, Wurtz.

Huitième bureau. — MM. Arbel, Arnaudeau (général), Bazille (Gaston), Berthelot, Bofflnton, Boucher-Cadart, Carné (marquis de), Champagny (vicomte Henri de), Chanzy (général), Chesnelong, Denormandie, Desmazes, Dupuy-de-Lôme, Duval, Eymard-Duvernay, Fayolle, Forsanz (vicomte de), Fourtou (de), Gazagne, Griffe, Guillemaut (général), Jaurès (amiral), Magnin, Mérode (comte de), Pouyer-Quertier, Ravignan (baron de), Roussel (Théophile), Say (Léon), Victor Hugo, Viellard-Migeon, Voisins-Lavernière (de), Wallon.

Neuvième bureau.—MM. Ancel, Arago (Emmanuel), Audiffret-Pasquier (duc d'), Audren de Kerdrel, Baragnon, Barne, Béraldi, Brugerolle, Brun (Charles), Carayon La Tour (Joseph de), Carquet, Cazot (Jules), Cordier, Deffis (général), Devaux, Douhet (comte de), Dumesnil, Faidherbe (général), Fourichon (amiral), Joubert (Achille), Kiener, Krantz, Labiche (Manche), Martel, Mathey (Alfred), Meinadier (colonel), Merlin, Peyrat, Rémusat (Paul de), Simon (Jules), Théry, Vissaguet (J.O., p. 742; F. 60).

Organisation des bureaux du 8 juillet. — 1er bureau : *Président*, M. Noblot ; *Secrétaire*, M. Frézoul. — 2e bureau : *Président*, M. Michal-Ladichère ; *Secrétaire*, M. Cuvinot. — 3e bureau : *Président*, M. Corne ; *Secrétaire*, M. Delbreil. — 4e bureau : *Président*, M. Didier (Henry) ; *Secrétaire*, M. Gayot (Émile). — 5e bureau : *Président*, M. Masson de Morfontaine ; *Secrétaire*, M. Guiffrey (Georges). — 6e bureau : *Président*, M. Teisserenc de Bort ; *Secrétaire*, M. Millaud (Edouard). — 7e bureau : *Président*, M. Barthélemy-Saint-Hilaire ; *Secrétaire*, M. Bérenger. — 8e bureau : *Président*, M. Wallon ; *Secrétaire*, M. Boucher-Cadart. — 9e bureau : *Président*, M. Kiener ; *Secrétaire*, M. Brugerolle (J.O., p. 3667; F. 61).

Bureaux du 7 aout.

Premier bureau. — MM. Adam, Barne, Barthélemy-Saint-Hilaire, Blanc (Xavier), Brun (Lucien), Champagny (vicomte Henri de), Camparan, Chiris, Cordier, Cornulier-Lucinière (comte de), Dauphinot, Daussel, Delsol, Fournier Henry (Cher), Gaulthier de Rumilly, Grévy (général), Guyot, Haussonville (comte d'), Huguet (A), Labitte, Laboulaye, Le Monnier, Meinadier (colonel), Munier, Parieu (de), Rampont, Ravignan (baron de), Roussel (Théophile), Salneuve, Soubigou, Tailhand, Tolain, Vissaguet.

Deuxième bureau. — MM. Batbie, Bérenger, Carné (marquis de), Chanzy (général), Clément (Léon), Devaux, Donnot, Dumesnil, Frézoul, Hébrard (Adrien), Jouin, Krantz, Larcy (baron de), Laurent-Pichat, Lecointe (général), Le Royer, Maleville (marquis de), Massiet du Biest, Masson de Morfontaine, Mayran, Mérode (comte de), Michel, Noblot,

Peyrat, Pothuau (amiral), Raismes (de), Renaud (Michel), Rigal, Ronjat, Rozière (de), Varroy, Victor Hugo, Viellard-Migeon.

Troisième bureau. — MM. Arago (Emmanuel), Béraldi, Boucher-Cadart, Cazot (Jules), Cherpin, Delacroix, Denis (Gustave), Denormandie, Desmazes, Farre (général), Faye, Flers (comte de), Foucher de Careil, Gailly, Garrisson, Gavardie (de), Gayot (Emile), Grandperret, Labordère, Lavrignais (de), Le Guay (baron), Lizot, Magniez, Michal-Ladichère, Milhet-Fontarabie, Palotte, Rampon (comte), Reignié (de), Rémusat (Paul de), Saisy (Hervé de), Say (Léon), Teisserenc de Bort, Wurtz.

Quatrième bureau. — MM. Audiffret-Pasquier (duc d'), Barthe (Marcel), Berthelot, Boisse, Chabaud La Tour (général baron de), Chabron (général de), Chaumontel, Chesnelong, Dauphin, Delbreil, Demôle, Didier (Henri), Dupuy-de-Lôme, Fayolle, Forsanz (vicomte de), Fourichon (amiral), Gaudineau, Gent, Gilbert-Boucher, Grévy (Albert), Guinot, Jobard, La Jaille (général comte de), Le Blond, Le Lièvre, Lur-Saluces (comte Henri de), Parent, Roques, Roy de Loulay, Scheurer-Kestner, Simon (Jules), Tribert, Veauce (baron de).

Cinquième bureau. — MM. Andlau (général comte d'), Arbel, Baragnon, Billot (général), Bondy (comte de), Brémond d'Ars (général marquis de), Brun (Charles), Buffet, Chantemerle (de), Chardon, Charton (Edouard), Cordelet, Deffis (général), Deschanel, Dietz-Monnin, Dufresne, Dutilleul, Gazagne, Griffe, Guiffrey (Georges), Guillemaut (général), Humbert, Jacques Hébrard, Jauréguiberry (amiral), Kolb-Bernard, Lafayette (Edmond de), Lamorte, Lasteyrie (Jules de), Lorgeril (vicomte de), Massé, Robert de Massy, Vivenot, Voisins-Lavernière (de).

Sixième bureau. — MM. Andigné (général marquis d'), Bazille (Gaston), Bocher, Boffinton, Bosredon (de), Brugerolle, Carayon La Tour (Joseph de), Carquet, Challemel-Lacour, Chavassieu, Combescure, Corbon, Corne, Delord, Duboys-Fresney (général), Dupouy, Espivent de la Villesboisnet (général comte), Feray, Fournier (Indre-et-Loire), Frébault (général), George, Gouin, Jacques, Jaurès (amiral), Lacave-Laplage, Laget, Le Bastard, Monneraye (comte de La), Roger-Marvaise, Schœlcher, Tréville (comte de), Vallée (Oscar de), Vigarosy.

Septième bureau. — MM. Ancel, Arnaudeau (général), Barbey, Barrot (Ferdinand), Bernard, Bozérian, Broglie (duc de), Callen, Canrobert (maréchal), Chadois (colonel de), Cuvinot, Dieudé-Defly, Douhet (comte de), Faidherbe (général), Fourtou (de), Freycinet (de), Galloni d'Istria, Gresley (général), Kiener, Labiche (Manche), La Caze (Louis), Lambert de Sainte-Croix, La Sicotière (de), Lemoinne (John), Pajot, Pélissier (général), Poriquet, Saint-Pierre (vicomte de), Scherer, Théry, Tréveneuc (comte de), Vast-Vimeux (baron), Waddington.

Huitième bureau. — MM. Audren de Kerdel, Bonnet, Carnot, De-

miaulte ,Chaffaut (comte du), Duclerc (E.), Dumon, Dupré, Duval, Escarguel, Eymard-Duvernay, Guyot-Lavaline, Honnoré, Labiche (Emile), Lacomme, Lafond de Saint-Mûr (baron), Lagache (Célestin), Lefranc (Victor), Malens, Martel, Martenot, Mathey (Alfred), Merlin, Millaud (Edouard), Montaignac (amiral marquis de), Paulmier, Pin (Elzéar), Pons, Rivière (duc de), Robert (général), Tenaille-Saligny, Vallier, Wallon.

Neuvième bureau. — MM. Allou, Brunet, Calmon, Claude, Cornulier (comte de), Dufay, Ferrouillat, Foubert, Fournier (Casimir), Fresneau, Goguet, Goutay, Issartier, Joubert (Achille), Ladmirault (général de), Lareinty (baron de), Lenoël (Emile), Lucet, Luro, Magnin, Martin (Henri), Mazeau, Ninard, Oudet, Pelletan (Eugène), Piétri, Pouyer-Quertier, Ribière, Robin, Rubillard, Saint-Vallier (comte de), Testelin, Thurel (J.O., p. 1029 ; F. 79).

Organisation des bureaux du 8 août. — 1er bureau : *Président*, M. Barthélemy-Saint-Hilaire ; *Secrétaire*, M. Tolain. — 2e bureau : *Président*, M. Masson de Morfontaine ; *Secrétaire*, M. Frézoul. — 3e bureau : *Président*, M. le comte Rampon ; *Secrétaire*, M. Labordère. — 4e bureau : *Président*, M. Le Lièvre ; *Secrétaire*, M. Chaumontel. — 5e bureau : *Président*, M. Massé ; *Secrétaire*, M. Dietz-Monnin. — 6e bureau : *Président*, M. Corne ; *Secrétaire*, M. Brugerolle. — 7e bureau : *Président*, M. le général Pélissier : *Secrétaire*, M. Scherer. — 8e bureau : *Président*, M. Lagache (Célestin) ; *Secrétaire*, M. Tenaille-Saligny. — 9e bureau : *Président*, M. Goutay ; *Secrétaire*, M. Goguet (J.O., p. 4400 ; F. 80).

CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE. — Création de timbres spéciaux pour la constatation des versements sur les livrets. V. loi 226.

CAISSE DES CHEMINS VICINAUX. — Le département de l'Eure demande à emprunter à cette Caisse une somme de 300.000 francs, pour travaux des lignes de grande communication. V. loi 68. — Le département de la Haute-Saône demande à emprunter à la Caisse des chemins vicinaux une somme de 200.000 francs, applicable aux travaux des lignes ordinaires. V. loi 108. — La ville d'Aix-les-Bains (Savoie) demande à emprunter 100.000 francs. V. loi 187. — Le département de Seine-et-Oise demande à contracter un emprunt à la Caisse des chemins vicinaux pour la construction de plusieurs ponts. V. loi 241.

CAISSE DES LYCÉES. — La ville de Châteauroux (Indre) demande à emprunter à cette Caisse une somme de 30.000 francs. V. loi 7. — La ville d'Avignon demande à emprunter une somme de 24.000 francs à

cette Caisse. V. loi 76. — La ville de Toulon (Var) demande à emprunter une somme de 176.000 francs à la Caisse des lycées, collèges et écoles. V. loi 88. — La ville de Chambéry (Savoie) demande à emprunter une somme de 130.000 francs. V. loi 139.

CALLEN. Gironde. — Dépose le rapport fait au nom de la 5e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier le taux de l'intérêt d'un emprunt à contracter par le département de l'Isère en vertu d'une loi antérieure [13 juin] (A., p. 738; J.O., c.r., p. 631; an., p. 135; I. 260). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver un échange d'immeubles entre l'État et le département de la Vienne [24 juin] (A., p. 803; J.O., c.r., p. 688; an., p. 169; I. 299). — Membre de Commissions (F. 13, 24, 50, 68; J.O., p. 891, 1460, 3039, 3926).

CALMON. Inamovible. — Élu Vice-Président du Sénat [16 janvier] (A., p. 14; J.O., c.r., p. 11). — Préside la séance [2 février] (A., p. 45; J.O., c.r., p. 39). — Nommé Président de la Commission des finances [10 février] (J.O., p. 750; F. 11). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet le rétablissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Barbezieux (Charente) [23 février] (A., p. 113; J.O., c.r., p. 99; an., p. 38; I. 41).— Dépose deux rapports au nom de la Commission des finances: le 1er, fait par M. Faye, portant ouverture, en 1882, au Ministère de la Marine, d'un crédit extraordinaire et annulation d'une somme égale sur le Budget des dépenses sur ressources extraordinaires en 1881; le 2e, par M. Gouin, portant ouverture et annulation de différents crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général de l'État [25 mai] (A., p. 636; J.O., c.r., p. 514). — Dépose, au nom de M. Gouin, un rapport présenté par la Commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'ouverture de crédits au titre du Budget sur ressources extraordinaires [8 juillet] (A., p. 865; J.O., c.r., p. 747). — Appuie la demande de renvoi à la Commission des finances, du projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône et de ses affluents [18 juillet] (A., p. 957; J.O., c.r., p. 827). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [22 juillet] (A., p. 1007; J.O., c.r., p. 869). — Membre de Commissions (F. 3, 6, 80; J.O., p. 227, 445, 4400).

CALVADOS. — Demande l'autorisation de créer des ressources extraor-

dinaires pour la construction d'une école normale d'instituteurs et pour l'appropriation d'une école normale d'institutrices. V. loi 231.

CAMPARAN. Haute-Garonne. — Dépose une pétition des employés civils de la direction d'artillerie de Toulouse (Haute-Garonne) [19 février] (J.O., p. 98). — Membre de Commissions (F. 59, 61 ; J.O., p. 3576, 3667).

CANAUX. — Construction et concession des canaux dérivés du Rhône et de ses affluents. V. loi 5. — Construction d'un canal de jonction de l'Escaut à la Meuse. V. loi 121. — Ouverture d'un crédit de 600,000 francs relatif aux travaux destinés à alimenter les canaux de Briare et du Centre. V. loi 126. — Construction d'un canal d'irrigation dérivé de l'Hérault et destiné à desservir une partie des territoires de douze communes du département de l'Hérault. V. loi 198. — Achèvement du canal d'irrigation du Forez. V. loi 229.

CANROBERT (maréchal). Charente.— Fait une rectification au procès-verbal [24 juillet] (A., p. 1010; J.O., c.r., p. 873).— Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies d'un crédit extraordinaire, à l'occasion des événements d'Égypte [25 juillet] (A., p. 1047; J.O., c.r., p. 907). — Membre d'une Commission (F. 13; J.O., p. 891).

CARAYON LA TOUR (Joseph de). Inamovible.—Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [21 mars] (A., p. 322; J.O., c.r., p. 281). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la destruction des loups [27 juillet] (A., p. 1056; J.O., c.r., p. 914). — Membre de Commissions (F. 50, 68, 80; J.O., p. 3039, 3926, 4400).

CARNÉ (marquis de). Côtes-du-Nord. — Secrétaire de la Commission chargée du projet de loi ayant pour objet la création d'un port de refuge à Port-Tudy (Ile de Groix) [25 janvier] (J.O., p. 445; F. 6). — Membre de la Commission chargée du projet de loi relatif à la protection du balisage du littoral de la mer [10 février] (J.O., p. 750). — Demande la mise à l'ordre du jour de la proposition de loi tendant à améliorer la situation des familles nécessiteuses des hommes convoqués pour les exercices de la réserve et de l'armée territoriale [16 février] (A., p. 97; J.O. c.r., p. 85). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [18 mars]

(A., p. 264; J.O. c.r., p. 233). — Présente un article additionnel sur le même projet de loi, conjointement avec MM. de Gavardie et Boisse [23 mars] (A., p. 332; J.O., c.r., p. 288).— Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'importation de la viande de porc de provenance étrangère [22 juin] (A., p. 796; J.O., c.r., p. 683).— Parle dans la discussion du projet de loi déclarant d'utilité publique le chemin de fer de Carhaix à Guingamp [1er juillet] (A., p. 820; J.O., c.r., p. 705). — Demande la mise à l'ordre du jour des bureaux de la nomination de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi tendant à accorder des secours aux familles nécessiteuses des soldats de la réserve et de l'armée territoriale pendant l'absence de leur chef [4 juillet] (A., p. 840; J.O., c.r., p. 723). — Membre de Commissions (F. 5, 11, 36; J.O., p. 334, 750, 2410).

CARNOT (père). Inamovible.— Président de la Commission d'initiative parlementaire [16 janvier] (J.O., p. 267; F. 4). — Président de la 6e Commission d'initiative parlementaire. (J.O., p. 3709; F. 62). — Membre de Commissions (F. 3, 36, 61; J.O., p. 227, 2410, 3667).

CARQUET. Savoie. — Son rapport sur les élections sénatoriales du Rhône. Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 7; J.O., c.r., p. 5, 7). — Président de la 4e Commission d'intérêt local [9 mai] (J.O., p. 2448; F. 37). — Dépose le rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Chambéry (Savoie) à contracter un emprunt de 130.000 francs à la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires [27 juin] (A., p. 807; J.O.,c.r., p. 692; an., p. 41; I. 316). — Dépose le rapport fait au nom de la 4e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Savoie à créer des ressources extraordinaires pour le service d'un emprunt antérieurement contracté et pour diverses dépenses d'intérêt départemental [4 juillet] (A., p. 833; J.O., c.r., p. 716; an., p. 63; I. 343). — Dépose le rapport fait au nom de la 4e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'approbation d'un échange entre l'État et la ville d'Albi [6 juillet] (A., p. 844; J.O., c.r., p. 727; an., p. 65; I. 351). — Membre de Commissions (F. 3, 24, 36, 58, 80; J.O., p. 227, 1460, 2410, 3525, 4400).

CASTELLANE (Basses-Alpes).— Perception d'une surtaxe sur les vins à son octroi. V. loi 14.

CASTRES (Tarn). — Demande à contracter un emprunt de 220.000 fr. V. loi 58.

CAZOT (Jules), Inamovible, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.* — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à former une nouvelle commune dans l'arrondissement d'Alais (Gard), sous le nom de Molières-sur-Cèze; le 2e, tendant à autoriser la ville de Châteauroux (Indre) à emprunter à la caisse des lycées, collèges et écoles primaires une somme de 30.000 francs; un projet de loi ayant pour objet de modifier le paragraphe 9 de l'article 69 du Code de procédure civile (A., p. 26; an., p. 11; I., 5, 6, 7). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Code rural [24 janvier] (A., p. 31; J.O., c.r., p. 22, 28, 25). — Président de la 2e Commission d'initiative parlementaire [19 février] (J.O., p. 938; F. 14). — Président de la 6e Commission d'intérêt local (J.O., p 3709; F. 62). — Membre de Commissions (F. 13, 24, 30, 36, 61, 80; J.O., p. 891, 1460, 1654, 2410, 3667, 4400).

CETTE (Hérault). — Extension et amélioration de ses quais. V. loi 3.

CHABAUD LA TOUR (général baron de). Inamovible. — Président de la Commission du projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux divisés du Rhône et de ses affluents [22 janvier] (J.O., p. 382; F. 5). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi ayant pour but le prolongement entre Florac et Millau de la route nationale n° 107 *bis* [28 mars] (J.O., p. 1703; F. 31). — Président de la Commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet la construction d'un canal de jonction de l'Escaut à la Meuse (J.O., p. 2916; F. 48). — Membre de Commissions (F. 5, 30, 36, 46, 80; J.O., p. 334, 1654, 2411, 2805, 4400).

CHADOIS (colonel de). Inamovible. — Adresse une question à M. le Ministre de l'Agriculture pour savoir si le Gouvernement ne viendra pas au secours des communes du département de la Dordogne, ravagées par la grêle [21 juillet] (A., p. 983; J.O., c.r., p. 849). — Membre d'une Commission (F. 13; J.O., p. 891).

CHAFFARD. — Projet de loi tendant à l'amélioration de son passage sur le haut Rhône. V. loi 107.

CHALLEMEL-LACOUR. Bouches-du-Rhône.—Nommé membre de la Commission relative à la question du palais des Tuileries [24 mai] (J.O., p. 2772; F. 45). — Fait une rectification au procès-verbal [27 juillet] (A., p. 1055). — Membre de Commissions (F. 40, 45; J.O., p. 2607, 2772).

CHAMBÉRY (Savoie). — Demande à emprunter à la Caisse des lycées, collèges et écoles une somme de 130.000 francs. V. loi 139. — Demande à emprunter une somme de 320.000 francs. V. loi 183.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Communication d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, faisant connaître la constitution définitive du bureau de la Chambre [14 janvier] (A., p. 5; J.O., c.r., p. 5).

CHAMPAGNY (vicomte Henri de). Côtes-du-Nord. — Membre d'une Commission (F. 80; J.O. p. 4400).

CHANTEMERLE (de). Allier. — Demande un congé [12 juillet] (J.O., p. 787). — Membre d'une Commission (F. 80; J.O., p. 4400).

CHANZY (général). Inamovible. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 218 du Code de justice militaire [28 juillet] (A., p. 1089; J.O., c.r., p. 941.)

CHARDON. Haute-Savoie. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 7; J.O., c.r., p. 7). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer d'Issoudun à Saint-Florent par ou près Charost [16 mars] (A., p. 244; J.O., c.r., p. 215; an., p. 107; I. 92). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Souk-Arrhas à Sidi-el-Hemessi; 2° l'approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de Bône-Guelma [25 mars] (A., p. 345; J.O., c.r., p. 299; an., p. 126; I. 123). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des chemins de fer, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de ou près Sembadel, sur la ligne d'Ambert à Darsac, à Saint-Bonnet-le-Château; 2° l'incorporation dans le réseau d'intérêt local de Saint-Bonnet-le-Château à Bonson et l'approbation d'une convention passée avec la Compagnie des chemins de fer d'intérêt local de Loire et Haute-Loire pour le rachat dudit chemin de fer [27 juin] (A., p. 812; J.O., c.r., p. 697; an., p. 53; I. 321). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention signée à Paris, le 28 décembre 1880, entre la France et la Suisse, pour réglementer la

pêche dans les eaux frontières (J.O., p. 3900; F. 67). — Dépose deux rapports faits au nom de la Commission des chemins de fer chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique : le 1er, d'un chemin de fer de Largentière à Saint-Sernin sur la ligne de Vogué à Aubenas; le 2e, de la 1re section du chemin de fer de Casamozza à Bonifacio, comprise entre Casamozza et le Fium'Orbo [20 juillet] (A., p. 970; J.O., c.r., p. 839). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique des travaux à faire pour l'amélioration du port de Bouc (J.O., p. 3953; F. 69). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Tours à Sargé par ou près Savigny [24 juillet] (A., p. 1012; J.O., c.r., p 875; an., p. 114; I., 430). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des chemins de fer chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du chemin de fer d'Annecy à Albertville [27 juillet] (A., p. 1071; J.O., c.r., p. 927). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Fontenay-le-Comte à Cholet [29 juillet] (A., p. 1097). — Membre de Commissions (F. 12, 18, 36, 66, 68; J.O., p. 786, 1139, 2411, 3855, 3926.

CHARENTE-INFÉRIEURE. — Demande à modifier la destination de deux emprunts réalisables en vertu d'une loi antérieure et à contracter un emprunt à la Caisse des chemins vicinaux. V. loi 91.— Demande à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux et d'intérêt commun. V. loi 278.

CHARLEVILLE (Ardennes). — Demande : 1° à contracter un emprunt de 410.000 francs; 2° à approuver pour régularisation un emprunt de 135.000 francs. V. loi 264.

CHARTON (Édouard). Yonne. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 10; J.O., c.r., p. 9). — Membre de Commissions (F. 59, 66; J.O, p. 3576, 3855).

CHATEAUBRIANT. — Déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Châteaubriant à Ploërmel. V. loi 37.

CHATEAUROUX (Indre). — Demande à emprunter à la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires une somme de 30.000 francs. V. loi 7.

CHAUMONT (Haute-Marne). — Demande l'autorisation d'emprunter une somme de 1.100.000 francs. V. loi 75.

CHAUMONTEL. Haute-Savoie. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 7; J.O., c.r., p. 7). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant modification de l'article 1734 du Code civil, sur les risques locatifs [28 mars] (J.O., c.r., p. 1703; F. 31). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Mayenne à modifier le taux de l'intérêt d'un emprunt à contracter en vertu d'une loi antérieure [27 juin] (A., p. 806; J.O., c.r.. p. 691; an., p. 6; I. 313). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Nord à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux et pour les dépenses de l'enseignement primaire et de l'instruction publique [1er juillet] (A., p. 818; J.O., c.r., p. 703; an., p. 58; I. 325). — Membre de Commissions (F. 30, 50, 66; J.O., p. 1654, 3039, 3855).

CHAVASSIEU. Loire. — Secrétaire de la Commission d'intérêt local [16 janvier] (J.O., p. 267; F. 4). — Dépose et donne lecture du rapport fait au nom de la 1re Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Somme à contracter un emprunt pour le remboursement de l'emprunt départemental [4 février] (A., p. 55; J.O., c.r., p. 46; an., p. 15: I. 22). — Dépose deux rapports faits au nom de la 1re Commission d'intérêt local, chargée d'examiner deux projets de lois adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, tendant à autoriser le département de l'Ardèche à contracter un emprunt pour les travaux de construction et d'agrandissement de deux écoles normales; le 2e, tendant à former une nouvelle commune dans l'arrondissement d'Alais (Gard), sous le nom de Molières-sur-Cèze [2 mars] (A., p. 157; J.O., c.r., p. 139; an., p. 45; I. 54, 55). — Président de la Commission des pétitions (J.O., p. 1492; F. 25). — Demande un congé [6 juin] (J.O., p. 603). — Membre de Commissions (F. 3, 24, 40; J.O., p. 227, 1460, 2607).

CHEMINS DE FER. — De Châteaubriant à Ploërmel. V. loi 37 — D'Issoudun à Saint-Florent, par ou près Charost. V. loi 38. — Commission des chemins de fer. V. COMMISSIONS. — Déclaration d'utilité publique

d'un chemin de fer de Souk-Arrhas à Sidi-Hemessi et l'approbation d'une Convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de Bône à Guelma. V. loi 45. — Le département des Basses-Alpes demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour la construction de chemins de fer. V. loi 51. — Le département des Landes demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour l'établissement de chemins de fer. V. loi 60. — Le département de la Dordogne demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour l'établissement de chemins de fer. V. loi 62. — Ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies d'un crédit extraordinaire de 7.458.785 francs pour travaux de chemins de fer du Sénégal. V. loi 63. — Déclaration d'utilité publique de la première section du chemin de fer de Bourges à Avallon, comprise entre Bourges et Sancerre. V. loi 64. — Déclaration d'utilité publique de la section du chemin de fer de ou près Château-Thierry à Laon, comprise entre Armentières et Bazoches. V. loi 70. — Déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de la Senia à Aïn-Temouchent et approbation d'une Convention avec la Compagnie de l'Ouest Algérien. V. loi 71 — Déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer du Blanc à Argent, avec raccordement à Romorantin, sur la ligne de Villefranche à Romorantin et Salbris, sur la ligne de Paris à Limoges. V. loi 72. — Chemin de fer de Carhaix à Guingamp. V. loi 96. — Chemin de fer de Bazas à Auch, compris entre Bazas et Eauze. V. loi 106. — Chemin de fer sur la ligne d'Ambert à Saint-Bonnet-le-Château; l'incorporation dans le réseau d'intérêt général du chemin de fer d'intérêt local de Saint-Bonnet-le-Château à Bonson et l'approbation d'une convention passée avec la Compagnie des chemins de fer d'intérêt local de Loire et Haute-Loire pour le rachat dudit chemin de fer. V. loi 128. — Établissement dans le département des Landes de chemins de fer d'intérêt local, approbation d'un traité passé entre la Compagnie du Midi et les concessionnaires de ces chemins. V. loi 127. — Quatre conventions relatives au raccordement de quatre lignes de chemins de fer entre la France et la Suisse. V. loi 129. — Projet de loi tendant à autoriser le Ministre des Travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construites ou rachetées par l'État et non concédées. V. loi 149. — Approbation d'une convention pour le rachat par l'État de la ligne de Vitré à Fougères et à Moidrey. V. loi 153. — Déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Givors à Paray-le-Monial, comprise entre Lozanne et Paray-le-Monial. V. loi 154. — Déclaration d'utilité publique de la première section du chemin de fer de Draguignan à Cagnes, comprise entre Draguignan et Grasse. V. loi 155. — Chemin de fer de Nyons à Pierrelatte, sur la ligne de Lyon à Marseille, par Valréas.

V. loi 171. — Chemin de fer de Gerbéviller à Bruyères. V. loi 172. — Chemin de fer de Lannemezan à Arreau. V. loi 207. — Chemin de fer de Tours à Sargé, par ou près Savigny. V. loi 208. — Chemin de fer de Largentière à Saint-Sernin, sur la ligne de Vogué à Aubenas. V. loi 211. — Chemin de fer de Casamozza à Bonifacio, compris entre Casamozza et le Fium'Orbo. V. loi 212. — Exécution de travaux d'établissement de la seconde voie de réfection et de parachèvement sur le chemin de fer d'Amagne à Vouziers et Apremont. V. loi 213. — Chemin de fer de Fontenay-le-Comte à Breuil-Barret. V. loi 244. — Chemin de fer de Fontenay-le-Comte à Cholet. V. loi 256. — Chemin de fer d'Annecy à Albertville. V. loi 257. — Chemin de fer de Ponte-Leccia à Calvi. V. loi 258. — Projet de loi autorisant l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construites par l'État et non concédées. V. loi 273. — Chemin de fer d'intérêt local dans le département du Nord, de Denain à la limite du département de l'Aisne, dans la direction du Catelet. V. loi 285. — Chemin de fer d'intérêt local dans le département de l'Aisne, de la limite du département du Nord vers Villers-Outreau au Catelet. V. loi 286. — Chemin de fer d'intérêt local de Port-Boulet à Châteaurenault. V. loi 288. — Chemin de fer d'intérêt local de Ligré-Rivière à Richelieu. V. loi 289. — Classement dans le réseau d'intérêt général et déclaration d'utilité publique du chemin de fer de La Guerche à la ligne de Tours à Montluçon. V. loi 291. — Chemin de fer de Marans à Surgères. V. loi 292. — Chemin de fer de Trilport à la Ferté-Milon. V. loi 293. — Chemin de fer de Saint-Maurice-sur-Moselle à Bussang. V. loi 294. — 1° Incorporation dans le réseau d'intérêt général du chemin de fer d'intérêt local de Bazancourt à Béthéniville; 2° déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Béthéniville à Challerange. V. loi 295. — Chemin de fer du pont de l'Alma aux Moulineaux et des Moulineaux à Courbevoie. V. loi 296.

CHEMINS VICINAUX DE GRANDE COMMUNICATION. — Le département de l'Eure demande l'autorisation d'emprunter à la Caisse des chemins vicinaux 300.000 francs pour travaux de lignes de grande communication. V. loi 68. — Le département de la Loire demande à contracter un emprunt pour les travaux de chemins de grande communication. V. loi 148. — Le département de la Lozère demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour l'achèvement des lignes de grande communication et d'intérêt commun. V. loi 240.

CHEMINS VICINAUX DE PETITE COMMUNICATION. — Vosges. Demande à contracter un emprunt pour les travaux de divers chemins d'intérêt commun. V. loi 27. — Loiret. Demande l'autorisation de

créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins vicinaux V. loi 50. — AUBE. Demande l'autorisation de contracter un emprunt et de s'imposer extraordinairement pour travaux de chemins vicinaux ordinaires. V. loi 78. — VAR. Demande l'autorisation de s'imposer extraordinairement pour travaux de chemins vicinaux ordinaires. V. loi 160. — TARN-ET-GARONNE. Demande à créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins vicinaux ordinaires et pour le service d'un emprunt contracté. V. loi 290.

CHER. — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour travaux des chemins de grande communication, le rachat de ponts à péage et diverses dépenses d'intérêt départemental. V. loi 185.

CHERBOURG (Manche). — Demande l'autorisation d'emprunter une somme de 786.200 francs. V. loi 239.

CHERPIN. Loire. — Nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Dufaure sur le droit d'association (J.O., p. 2410; F. 36). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la création de syndicats professionnels [11 juillet] (A., p. 907; J.O., c.r., p. 783). — Membre de Commissions (F. 3, 36; J.O., p. 227, 2411).

CHESNELONG. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire. Présente un amendement [16 mars] (A., p. 246; J.O., c.r., p. 218). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à l'abrogation des dispositions législatives concernant l'adjonction des plus imposés. Présente un amendement [31 mars] (A., p. 421; J.O., c.r., p. 365). — Est entendu dans la discussion du même projet de loi [1er avril] (A., p. 428; J.O., c.r., p. 372).

CHIRIS. Alpes-Maritimes. — Secrétaire provisoire [10 janvier] (A., p. 1; J.O., p. 1). — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 11; J.O., c.r., p. 10). — Son rapport sur les élections sénatoriales de Saône-et-Loire [16 janvier] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 12). — Demande un congé [19 janvier] (A., p. 23; J.O., c.r., p. 19). — Membre de Commissions (F. 50, 61; J.O., p. 3039, 3667).

CHOLET, (Maine-et-Loire). — Demande à emprunter une somme de 290.000 francs et à s'imposer extraordinairement. V. loi 255.

CISSEY (général de). Inamovible. — Demande un congé [2 mai] (J.O., p. 397). — Demande une prolongation de congé [1er juin] (J.O., p. 575). — Allocution de M. le Président à l'occasion de son décès [20 juin] (A., p. 766; J.O., c.r., p. 655).

CLASSES. — Suppression des classes de préfectures et sous-préfectures et établissement de classes personnelles aux fonctionnaires. V. loi 123.

CLAUDE. Vosges. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 10; J.O., c.r., p. 9). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [16 janvier] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 13) [11 février] (A., p. 83; J.O., c.r., p. 71). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant la durée des heures de travail dans les usines et manufactures. En donne lecture [16 février] (A., p. 85; J.O., c.r., p. 75; an., p. 22; I. 32). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi concernant la durée des heures de travail dans les usines et manufactures [23 février] (A., p. 113; J.O., c.r., p. 99). — Parle dans la discussion de la même proposition de loi [24 février] (A., p. 136; J.O., c.r., p. 118). — Membre de Commissions (F. 6, 24, 50; J.O., p. 445, 1460, 3039).

CLÉMENT (Léon). Indre. — Son rapport sur les élections sénatoriales des Deux-Sèvres [14 janvier] (A., p. 8; J.O., c.r., p. 8). — Élu secrétaire du Sénat [16 janvier] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 12). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [15 mai] (A., p. 552; J.O., c.r., p. 476). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la création de syndicats professionnels [11 juillet] (A., p. 904; J.O., c.r., p. 781). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. Présente des modifications [24 juillet] (A., p. 1019; J.O., c.r., p. 881) [27 juillet] (A., p. 1062; J.O., c.r., p. 919). — Membre d'une Commission (F. 36; J.O., p. 2411).

CLERMONT-FERRAND (Puy-de-Dôme). — Demande à emprunter à la Caisse d'épargne une somme de 150.000 francs. V. loi 34. — Demande à emprunter une somme de 150.000 francs. V. loi 141. — Demande à contracter un emprunt de 66.000 francs. V. loi 299.

COCHERY. — Ministre des Postes et des Télégraphes [30 janvier] (J.O., p. 546). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, concernant la créa-

tion d'enveloppes et de bandes timbrées. Renvoi à la Commission des finances [7 mars] (A., p. 173; J.O., c.r., p. 153; an., p. 99; I. 68). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, trois projets d'intérêt local [28 mars] (A., p. 349; J.O., c.r., p. 303; an., p. 131; I. 127, 128, 129). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création de bons de poste de sommes fixes. — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, tendant à modifier le taux de l'intérêt d'un emprunt à contracter par le département de l'Isère, en vertu d'une loi antérieure; le 2e, tendant à autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt pour les travaux des chemins de grande communication [8 juin] (A., p. 709; J.O., c.r., p. 607; an., p. 105; I. 243).— Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant réduction du délai de conservation des valeurs confiées à la poste [1er juillet] (A., p. 817; J.O., c.r., p. 703, an., p. 58; I. 326).— Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, quatre projets de loi d'intérêt local [4 juillet] (A., p. 833; J.O., c.r., p. 716).— Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur deux projets de loi d'intérêt local [10 juillet] (A., p. 822, J.O., c.r., p. 762). — Dépose cinq projets de lois adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, de M. le Ministre des Finances et au sien, adopté par la Chambre des Députés et portant : 1. affectation d'une somme de 2.300.000 francs à l'agrandissement du poste central des télégraphes dans les bâtiments sis rue de Grenelle, 103; 2. ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1882 d'un crédit de 300.000 francs pour commencer; le 2e, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, ayant pour objet d'ouvrir au Ministre des Postes et des Télégraphes un crédit extraordinaire de 90.000 francs sur l'exercice 1883 pour les dépenses se rapportant à la réunion des conférences internationales d'électriciens pour l'unité électrique, la propriété des câbles marins, etc.; le 3e, au nom de MM. les Ministres des Finances, de la Guerre et au sien, concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre le Continent et la Corse; le 4e, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, tendant à créer des timbres spéciaux pour la constatation des versements sur les livrets de la caisse d'épargne postale; le 5e, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, portant ouverture au Ministre des Postes et des Télégraphes d'un crédit supplémentaire de 250.000 francs sur le Budget ordinaire de 1882 pour l'établissement de lignes téléphoniques [17 juillet] (A., p. 948; J.O., c.r., p. 820). — Dépôt par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au

Ministère des Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, de M. le Ministre des Postes et des Téléraphes et de M. le Ministre des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit de 70.000 francs sur l'exercice 1882, pour l'établissement du matériel fixe dans les nouvelles constructions élevées pour l'agrandissement du Ministère des Postes et Télégraphes [20 juillet] (A., p. 971; J.O., c.r., p. 839).— Dépose, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien, un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du tarif télégraphique établi par l'arrangement conclu, le 13 juillet 1882, entre la France et la Grèce. — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, quatre projets de lois d'intérêt local. Dépose, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, quatre projets de loi [25 juillet] (A., p. 1051 ; J.O., c.r., p. 910). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre le Continent et la Corse [28 juillet] (A., p. 1081 ; J.O., c.r., p. 932).

CODES. — Projet de loi tendant à modifier l'article 69, paragraphe 9, du Code de procédure civile. V. loi 8. — Code rural, section concernant les baux emphytéotiques. V. loi 9.— Code rural, section concernant les animaux employés dans les propriétés rurales. V. loi 9.— Réforme du Code d'instruction criminelle. V. loi 46. — Proposition tendant à modifier l'article 1734 du Code civil, relatif aux risques locatifs. V. loi 65. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 218 du Code de justice militaire. V. loi 156. — Répression des outrages aux bonnes mœurs et modifications de l'article 330 du Code pénal. V. loi 214. — Modification de plusieurs articles du livre II du Code de commerce. V. loi 235.

COLLISIONS et accidents en mer. V. lois 10, 110.

COMBESCURE. Hérault. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un canal d'irrigation dérivé de l'Hérault et destiné à desservir une partie des territoires de douze communes du département de l'Hérault (J.O., p. 3623 ; F. 60). — Membre de Commissions (F. 5, 6, 59, 61, 66, 68 ; J.O., p. 334, 445, 3576, 3667, 3855, 3926).

COMMISSAIRES DU GOUVERNEMENT. — Lettre de M. le Ministre de Commerce, portant ampliation d'un décret désignant M. Marie

comme Commissaire du Gouvernement dans la discussion du projet de loi portant approbation du traité de commerce entre la France et l'Italie [28 mai] (A., p. 352; J.O., c.r., p. 306; an., p. 136; I. 136).— Lettre de M. le Ministre de l'Agriculture, portant ampliation d'un décret désignant M. Philippe, directeur de l'hydraulique agricole au Ministère de l'Agriculture, comme Commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre dans la discussion du projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône ou de ses affluents [17 juillet] (A., p. 949; J.O., c.r., p. 821).

COMMISSIONS.

COMMISSIONS DES CONGÉS :

Première Commission (formation du 14 janvier). — 1er bureau, M. Vissaguet. — 2e bureau, M. Labiche (Jules). — 3e bureau, M. Andlau (le général comte d'). — 4e bureau, M. Delsol. — 5e bureau, M. Lizot. — 6e bureau, M. Bosredon (de). — 7e bureau, M. Ladmirault (le général de). — 8e bureau, M. Laget. — 9e bureau, M. Baragnon (J.O., p. 227; F. 3).

Deuxième Commission (formation du 16 février). — 1er bureau, M. Lareinty (le baron de). — 2e bureau, M. Fournier (Indre-et-Loire). — 3e bureau, M. Chadois (le colonel de). — 4e bureau, M. Baragnon. — 5e bureau, M. Fournier (Henry). — 6e bureau, M. Bosredon (de). — 7e bureau, M. Renaud (Michel). — 8e bureau, M. Rubillard. — 9e bureau, M. Canrobert (le maréchal) (J.O. p. 891; F. 13).

Troisième Commission (formation du 14 mars). — 1er bureau, M. Palotte. — 2e bureau, M. Barbey. — 3e bureau, M. Pouyer-Quertier. — 4e bureau, M. Gaudineau.— 5e bureau, M. Lavrignais (de).— 6e bureau, M. Raismes (de). — 7e bureau, M. Bertrand. — 8e bureau, M. Claude. — 9e bureau, M. La Jaille (le général vicomte de) (J.O., p. 1460; F. 23).

Quatrième Commission (formation du 6 mai). — 1er bureau, M. Carnot. — 2e bureau, M. Bérenger. — 3e bureau, M. Chabaud La Tour (le général baron de). — 4e bureau, M. Labiche (Jules). — 5e bureau, M. Garrisson.— 6e bureau, M. Chardon. — 7e bureau, M. Lefranc (Victor). — 8e bureau, M. Scherer. — 9e bureau, M. Lecointe (le général) (J.O., p. 2410; F. 36).

Cinquième Commission (formation du 8 juin). — 1er bureau, M. Paulmier. — 2e bureau, M. Corne. — 3e bureau, M. Lecointe (le général). — 4e bureau, M. Tréveneuc (le comte de). — 5e bureau, M. Claude. — 6e bureau, M. Fourtou (de). — 7e bureau, M. Demiautte. — 8e bureau,

M. Andlau (le général comte d'). — 9e bureau, M. Feray (J.O., p. 3039; F. 50).

Sixième Commission (formation du 8 juillet). — 1er bureau, M. Vallée (Oscar de). — 2e bureau, M. Waddington. — 3e bureau, M. Boisse. — 4e bureau, M. Broglie (le duc de).— 5e bureau, M. Vast-Vimeux (le baron). — 6e bureau, M. Veauce (le baron de). — 7e bureau, M. Bocher. — 8e bureau, M. Viellard-Migeon. — 9e bureau. M. Théry (J.O., p. 3667; F. 61).

Septième Commission (formation du 8 août). — 1er bureau, M. le vicomte Henri de Champigny. — 2e bureau, M. le baron de Larcy. — 3e bureau, M. de Reigné. — 4e bureau, M. le général baron de Chabaud La Tour. — 5e bureau, M. de Chantemerle.— 6e bureau, M. le comte de La Monneraye. — 7e bureau, M. Pajot.— 8e bureau, M. Paulmier.— 9e bureau, M. Calmon (J.O., p. 4400; F. 80).

Formation du 11 janvier 1881. — Commission chargée de l'examen du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire : MM. Schœlcher, Gilbert-Boucher, Guiffrey, Demôle, Martin (Henri), Broglie (duc de), Vivenot, Ribière, Ravignan (baron de). — *Président*, M. Schœlcher; *Secrétaire*, M. Guiffrey; *Rapporteur*, M. Ribière. — M. Demôle remplace M. Halgan, décédé (J.O., p. 619; F. 9). *Formation du 13 juin 1881.* — Commission chargée de l'examen du projet de loi des enfants abandonnés : MM. Blanc (Xavier), Parent, Rozière (de), Huguet, Roussel (Théophile), Hébrard, Schœlcher, Delacroix, Simon (Jules). — M. Blanc (Xavier) remplace M. Halgan, décédé (J.O., p. 652; F. 10). — Commission chargée de l'examen des projets de loi portant déclaration d'utilité publique des chemins de fer : 1er bureau, M. Chardon. — 2e bureau, M. Merlin. — 3e bureau, M. Vivenot. — 4e bureau, M. Malens. — 5e bureau, M. Grévy (Albert). — 6e bureau, M. Dufresne; 7e bureau, M. Noblot. — 8e bureau, M. Cuvinot. — 9e bureau, M. Eymard-Duvernay (J.O., p. 1139; F. 18). — *Président*, M. Dufresne; *Secrétaire*, M. Vivenot; *Rapporteur*, M. Cuvinot (J.O., p. 1182; F. 19).

COMMISSION DES FINANCES.

1er bureau, MM. Dauphin, Jacques. — 2e bureau, MM. Cordier, Gouin. — 3e bureau, MM. Malens, Krantz. — 4e bureau, MM. Faye, Roger-Marvaise. — 5e bureau, MM. Laboulaye, Lambert de Sainte-Croix. — 6e bureau, MM. Ferrouillat, Béraldi. — 7e bureau, MM. Rémusat (Paul de), Parent. — 8e bureau, MM. Varroy, Calmon. — 9e bureau, MM. de Freycinet, Barne [25 janvier] (J.O., p. 445; F. 6). — *Président*, M. de Freycinet; *Vice-Présidents*, MM. Cordier et Varroy; *Secrétaires*,

MM. Roger-Marvaise, Lambert [de Sainte-Croix et Paul de Rémusat [28 janvier] (J.O., p. 502 ; F. 7). — Sont nommés membres de la Commission des finances : MM. Casimir Fournier et Merlin, en remplacement de MM. de Freycinet et Varroy [2 février] (J.O., p. 619 ; F. 9). — *Président*, M. Calmon, en remplacement de M. de Freycinet ; *Vice-Président*, M. Dauphin, en remplacement de M. Varroy [10 février] (J.O., p. 750 ; F. 11). — Rapporteur général du Budget de 1883 : M. Dauphin (J.O., p. 3736 ; F. 63).

Commission de Comptabilité.

1er bureau, M. Combescure. — 2e bureau, M. Lagache. — 3e bureau, M. Honnoré. — 4e bureau, M. Dumesnil. — 5e bureau, M. Daussel. — 6e bureau, M. Adam. — 7e bureau, M. Foubert. — 8e bureau, M. Vigarosy. — 9e bureau, M. Huguet (A.) [25 janvier] (J.O., p. 445 ; F. 6). — *Président*, M. Foubert ; *Secrétaire*, M. Honnoré [28 janvier] (J.O., p. 502 ; F. 7).

Commissions d'Intérêt local.

Première Commission (formation du 14 janvier). — 1er bureau, M. Dauphin. — 2e bureau, M. Jobard. — 3e bureau, M. Chavassieu. — 4e bureau, M. de Veauce (baron). — 5e bureau, M. Vallier. — 6e bureau, M. Viellard-Migeon. — 7e bureau, M. Le Lièvre. — 8e bureau, M. Calmon. — 9e bureau, M. Delacroix (J.O., p. 227 ; F. 3). — *Président*, M. Le Lièvre ; *Secrétaire*, M. Chavassieu [16 janvier] (J.O., p. 267 ; F. 4).

Deuxième Commission (formation du 16 février). — 1er bureau, M. Bernard. — 2e bureau, M. Ancel. — 3e bureau, M. Gailly. — 4e bureau, M. de La Sicotière. — 5e bureau, M. de Reignié. — 6e bureau, M. le comte de La Monneraye — 7e bureau, M. Vallier. — 8e bureau, M. Dieudé-Defly. — 9e bureau M. Dupré (J.O., p. 891 ; F. 13). — *Président*, M. Dieudé-Defly ; *Secrétaire*, M. Bernard [24 février] (J.O., p. 432 ; F. 15).

Troisième Commission (formation du 14 mars). — 1er bureau, M. de La Sicotière. — 2e bureau, M. Callen. — 3e bureau, M. Gazagne. — 4e bureau, M. Parent. — 5e bureau, M. Deschanel. — 6e bureau, M. Delord. — 7e bureau, M. Bozérian. — 8e bureau, M. Massiet du Biest. — 9e bureau, M. Goguet [15 mars] (J.O., p. 1460 ; F. 23). — *Président*, M. Delord ; *Secrétaire*, M. Bozérian [17 mars] (J.O., p. 1492 ; F. 25).

Quatrième Commission (formation du 6 mai). — 1er bureau, M. Merlin. — 2e bureau, M. Carquet. — 3e bureau, M. Lamorte. — 4e bureau, M. Delacroix. — 5e bureau, M. Devaux. — 6e bureau, M. le baron de Veauce. — 7e bureau, M. Massé. — 8e bureau, M. Guyot-Lavaline. — 9e bureau,

M. le général comte d'Andlau (J.O., p. 2410 ; F. 36). — *Président*, M. Carquet ; *Secrétaire*, M. Lamorte [9 mai] (J.O., p. 2448 ; F. 37).

Cinquième Commission (formation du 8 juin). — 1er bureau, M. Eymard-Duvernay. — 2e bureau, M. Chaumontel. — 3e bureau, M. Palotte. — 4e bureau, M. Munier. — 5e bureau, M. Callen. — 6e bureau M. de Carayon La Tour (Joseph). — 7e bureau, M. Vallier. — 8e bureau, M. Vivenot. — 9e bureau, M. Chiris (J.O., p. 3039 ; F. 50). — *Président*, M. Vallier ; *Secrétaire*, M. Munier [11 juin] (J.O, p. 3078 ; F. 51).

Sixième Commission (formation du 8 juillet). — 1er bureau, M. Huguet. — 2e bureau, M. Parent. — 3e bureau, M. de La Sicotière. — 4e bureau, M. le comte Du Chaffaut. — 5e bureau, M. Rubillard. — 6e bureau, M. Munier. — 7e bureau, M. Donnot. — 8e bureau, M. Gazagne. — 9e bureau. M. Cazot (Jules) (J.O., p. 3667 ; F. 61). — *Président*, M. Cazot ; *Secrétaire*, M. Donnot (J.O., p. 3709 ; F. 62).

Septième Commission (formation du 8 août). — 1er bureau, M. Dauphinot. — 2e bureau, M. Laurent-Pichat. — 3e bureau, M. Delacroix. — 4e bureau, M. Parent. — 5e bureau, M. Cordelet. — 6e bureau, M. le général marquis d'Andigné. — 7e bureau, M. Lacaze (Louis). — 8e bureau, M. Duval. — 9e bureau, M. Issartier (J.O., p. 4400 ; F. 80).

Commissions des Pétitions.

Première Commission (formation du 14 janvier). — 1er bureau, M. Pelletan (Eugène). — 2e bureau, M. le vicomte de Saint-Pierre. — 3e bureau, M. Honnoré. — 4e bureau, M. Barthe (Marcel). — 5e bureau, M. le comte de Tréville. — 6e bureau, M. le comte de Saint-Vallier. — 7e bureau, M. le baron Vast-Vimeux. — 8e bureau, M. Dufay. — 9e bureau, M. de Raismes (J.O., p. 227; F. 3). — *Président :* M. le comte de Saint-Vallier ; *Secrétaire :* M. Honnoré [20 janvier] (J.O., p. 334; F. 5).

Deuxième Commission (formation du 16 février). — 1er bureau, M. le général Farre. — 2e bureau, M. Batbie. — 3e bureau, M. Labiche (Jules). — 4e bureau, M. Goguet. — 5e bureau, M. Pin (Elzéar). — 6e bureau, M. Tribert. — 7e bureau, M. Noblot. — 8e bureau, M. Massé. — 9e bureau, M. Delord (J.O., p. 891; F. 13). — *Président* : M. le général Farre ; *Secrétaire :* M. Goguet [19 février] (J.O., p, 938; F. 14).

Troisième Commission (formation du 14 mars). — 1er bureau, M. Chavassieu. — 2e bureau, M. Baragnon. — 3e bureau, M. Roger-Marvaise. — — 4e bureau, M. Devaux. — 5e bureau, le colonel Meinadier. — 6e bureau, le général de Ladmirault. — 7e bureau, M. le comte de Cornulier. — 8e bureau, M. Arbel. — 9e bureau, M. Munier (J.O., p. 1460 ; F. 23). — *Président :* M. Chavassieu; *Secrétaire* : M. Roger-Marvaise [17 mars] (J.O., p. 1492; F. 25).

Quatrième Commission (formation du 6 mai). — 1er bureau, M. le mar-

quis de Carné. — 2e bureau, Thurel. — 3e bureau, M. de La Sicotière. — 4e bureau, M. Cazot. — 5e bureau, M. le baron de Ravignan. — 6e bureau, M. Magniez. — 7e bureau, M. Michel. — 8e bureau, M. Dieudé-Defly. — 9e bureau, M. Barbey (J.O., p. 2410; F. 36). — *Président :* M. Dieudé-Defly; *Secrétaire :* M. Barbey [9 mai] (J.O., p. 2448; F. 37).

Cinquième Commission (formation du 8 juin). — 1er bureau, M. de La Sicotière. — 2e bureau, M. Donnot. — 3e bureau, M. Galloni d'Istria. — 4e bureau, M. de Reignié. — 5e bureau, M. Fournier (Indre-et-Loire). — 6e bureau, M. Rubillard. — 7e bureau, M. Lefranc (Victor). — 8e bureau, M. de Raismes. — 9e bureau, M. le général Duboys-Fresney (J.O., p. 3039; F. 50). — *Président :* M. de La Sicotière; *Secrétaire :* M. de Reignié [11 juin] (J.O., p. 3078; F. 51).

Sixième Commission (formation du 8 juillet). — 1er bureau, M. Chiris. — 2e bureau, M. Feray. — 3e bureau, M. Oudet. — 4e bureau, M. le baron Lafond de Saint-Mür. — 5e bureau, M. le général Farre. — 6e bureau, M. Denis (Gustave). — 7e bureau, M. Le Blond. — 8e bureau, M. Pouyer-Quertier. — 9e bureau, M. de Rémusat (Paul) (J.O., p. 3667; F. 61). — *Président :* M. Feray; *Secrétaire :* M. Denis (Gustave) (J.O., p. 3709; F. 62).

Septième Commission (formation du 8 août) — 1er bureau, M. Guyot. — 2e bureau, M. Devaux. — 3e bureau, M. Desmazes. — 4e bureau, M. le général comte de la Jaille. — 5e bureau, M. de Lorgeril. — 6e bureau, M. Lacave-Laplagne. — 7e bureau, M. Labiche (Jules). — 8e bureau, M. Lacomme. — 9e bureau, M. Allou (J.O., p. 4400; F. 80). — *Président :* M. le vicomte de Lorgeril. — *Secrétaire :* M. Labiche (Jules) (J.O., p. 6079).

Commission d'initiative parlementaire.

Première Commission (formation du 14 janvier). — 1er bureau, MM. Denis (Gustave), Ribière. — 2e bureau, MM. Rampont, Rigal. — 3e bureau, MM. Carquet, Deffis (général). — 4e bureau, MM. de Lareinty (baron), Fournier (Henry). — 5e bureau, MM. Barbey, Lacomme. — 6e bureau, MM. Béraldi, Cherpin. — 7e bureau, MM. Tenaille-Saligny, Corbon. — 8e bureau, MM. Teisserenc de Bort, de Reignié. — 9e bureau, MM. Carnot père, Edouard Millaud (J.O., p. 227; F. 3). — *Président :* M. Carnot; *Secrétaire :* M. Millaud (Edouard) [16 janvier] (J.O., p. 267; F. 4).

Deuxième Commission (formation du 16 février). — 1er bureau, MM. Barthe (Marcel), Barbey. — 2e bureau, MM. Barne, Gayot. — 3e bureau, MM. Pélissier (général), Ninard. — 4e bureau, MM. Vigarosy, Munier. — 5e bureau, MM. Labiche (Emile), Roger-Marvaise. — 6e bureau, MM. Paulmier, de Parieu. — 7e bureau, MM. Schœlcher, Ribière. —

8e bureau, MM. Cazot (Jules), Denis (Gustave). — 9e bureau, MM. Le Monnier, Callen (J.O., p. 891 ; F. 13). — *Président :* M. Cazot ; *Secrétaire :* M. Gayot [19 février] (J.O., p. 938 ; F. 14).

Troisième Commission (formation du 14 mars). — 1er bureau, MM. Dauphinot, Dupouy. — 2e bureau, MM. de Rozière, Vissaguet. — 3e bureau, MM. Mathey (Alfred), Mazeau. — 4e bureau, MM. Jacques, Devaux. — 5e bureau, MM. Eymard-Duvernay, Kiener. — 6e bureau, MM. Cazot (Jules), Bazille (Gaston). — 7e bureau, MM. Rigal, Labitte. — 8e bureau, MM. de Reignié, Demôle. — 9e bureau, MM. le général Grévy, Delacroix ((J.O., p. 1460 ; F. 23). — *Président :* M. Kiener ; *Secrétaire :* M. Vissaguet [17 mars] (J.O., p. 1492 ; F. 25).

Quatrième Commission (formation du 6 mai). — 1er bureau, MM. Guiffrey, Salneuve. — 2e bureau, MM. Blanc (Xavier), Peyrat. — 3e bureau, MM. le colonel Meinadier, Luro. — 4e bureau, MM. Jobard, Guinot. — 5e bureau, MM. le général Pélissier, Labitte. — 6e bureau, MM. Gailly, Mayran. — 7e bureau, MM. Gayot (Emile), Mathey (Alfred). — 8e bureau, MM. Mazeau, de Rozière. — 9e bureau, MM. Massiet du Biest, Barne (J.O., p. 2410 ; F. 36). — *Président :* M. le colonel Meinadier ; *Secrétaire :* M. Barne [9 mai] (J.O., p. 2448 ; F. 37).

Cinquième Commission (formation du 8 juin). — 1er bureau, MM. Garrisson, Oudet. — 2e bureau, MM. Rigal, Teisserenc de Bort. — 3e bureau, MM. Dietz-Monnin, Demôle. — 4e bureau, MM. Michal-Ladichère, Blanc (Xavier). — 5e bureau, MM. Griffe, Gazagne. — 6e bureau, MM. le colonel Meinadier, Thurel. — 7e bureau, MM. Bérenger, Merlin. — 8e bureau, MM. le comte de Bondy, le marquis de Maleville. — 9e bureau, MM. Barbey, Boucher-Cadart (J.O., p. 3039 ; F. 50). — *Président :* M. le colonel Meinadier ; *Secrétaire :* M. Barbey [11 juin] (J.O., p. 3078 ; F. 51).

Sixième Commission (formation du 8 juillet). — 1er bureau, MM. le général Pélissier, Combescure. — 2e bureau, MM. le comte de Saint-Vallier, Parent. — 3e bureau, MM. Laurent-Pichat, Guinot. — 4e bureau, MM. Dietz-Monnin, Ninard. — 5e bureau, MM. Schœlcher, Carnot. — 6e bureau, MM. Rigal, Le Monnier. — 7e bureau, MM. Wurtz, Tolain. — 8e bureau, MM. Berthelot, Desmazes. — 9e bureau, MM. Brun (Charles), Mathey (J.O., p. 3667 ; F. 61). — *Président :* M. Carnot ; *Secrétaire :* M. Dietz-Monnin (J.O., p. 3709 ; F. 62).

Septième Commission (formation du 8 août). — 1er bureau, MM. le colonel Meinadier, Labitte. — 2e bureau, MM. Feray, Dumesnil. — 3e bureau, MM. Cazot, Lizot. — 4e bureau, MM. Didier (Henry), le comte de Lur-Saluces (Henri). — 5e bureau, MM. Arbel, Lamorte. — 6e bureau, MM. Schœlcher, Vigarosy. — 7e bureau, MM. le vicomte de Saint-Pierre, Galloni d'Istria. — 8e bureau, MM. Audren de Kerdrel, Merlin. — 9e bu-

reau, MM. Mazeau, Ninard (J.O., p. 4400; F. 80). — *Président* : M. Schœlcher ; *Secrétaire* : M. Ninard (J.O., p. 4422; F. 1, S.E.).

COMMUNICATIONS par M. le Président de trois lettres : la 1re, émanant de M. le Président de la Chambre des Députés, faisant connaître la composition définitive du bureau de la Chambre; les deux autres de Mgr l'archevêque de Paris et de M. le Président du consistoire de l'Eglise réformée, relatives aux prières publiques [14 janvier] (A., p. 5; J.O., c.r., p. 5). — D'une lettre de M. le Ministre des Travaux publics, concernant le tableau des marchés de 50.000 francs et au-dessus, passés au compte de l'État pendant l'année 1880 [19 janvier] (A., p. 23; J.O., c.r., p. 19). — D'une lettre de M. Gent, député de Vaucluse, élu sénateur dans le 3me département, déclarant opter pour le Sénat [24 janvier] (A., p. 26; J.O., c.r., p. 21). — De la lettre de M. Léon Say, par laquelle il donne sa démission de président du Sénat [31 janvier] (A., p. 41; J.O., c.r., p. 35). — Par M. le Président du Sénat d'une dépêche relative au décès de M. Laserve, sénateur [4 février] (A., p. 52; J.O., c.r., p. 43). — Par M. le Président d'une lettre de M. le Ministre des Affaires étrangères, demandant, au nom de M. le Ministre du Commerce et au sien, la convocation du Sénat pour le dépôt du projet de loi relatif au régime douanier applicable aux produits anglais à leur entrée en France [27 février] (A., p. 145; J.O., c.r., p. 127). — Par M. le Président d'une lettre de M. de Freycinet, faisant connaître son option pour le le département de la Seine [2 mars] (A., p. 157; J.O., c.r., p. 139). — Par M. le Président d'un décret portant nomination d'un commissaire du Gouvernement pour assister le Ministre du Commerce dans la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de commerce entre la France et l'Italie [28 mars] (A., p. 352; J.O., c.r., p. 306). — Par M. le Président d'un décret de M. le Président de la République portant retrait du projet de loi adopté par la Chambre des Députés sur le service militaire obligatoire personnel dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane, présenté au Sénat le 20 décembre 1880 [6 mai] (A., p. 462; J.O, c.r., p. 401). — Par M. le Président d'un décret de M. le Président de la République désignant M. Ambaud, conseiller d'État, directeur général des douanes au Ministère des Finances, en qualité de commissaire du Gouvernement pour assister le Ministre des Finances devant la Chambre des Députés et devant le Sénat dans la discussion des projets de lois portant approbation des Traités de commerce entre la France et la Belgique, les Pays-Bas, le Portugal, les Royaumes-Unis de Suède et de Norwège, l'Espagne, la Suisse et la Grande-Bretagne [11 mai] (A., p. 514; J.O., c.r., p. 446). — Par M. le Président d'une lettre de M. Farines,

qui donne sa démission de sénateur [15 mai] (A., p. 545; J.O., c.r., p. 471).— Par M. le Président d'une lettre de M. Duclerc, Président de la Commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, relative à l'élection de deux nouveaux membres désignés par le Sénat pour faire partie de cette Commission [27 mai] (A., p. 665; J.O., c.r., p. 567).— Par M. le Président d'une lettre relative au décès de M. le général de Cissey, sénateur inamovible [20 juin] (A., p. 766; J.O., c.r., p. 655). — Par M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, d'un décret de M. le Président de la République portant clôture de la session ordinaire de 1882 [9 août] (A., p. 1204; J.O., c.r., p. 1043).

COMPAGNIES d'instruction militaire organisées avec des jeunes gens de 17 ans et au-dessus. V. loi 280.

CONGÉS. — MM. Bonnet, — Foucher de Careil, — Magnin, — Pothuau (amiral). — Gent, — Michel Renaud, — Chiris, — La Jaille (général de), — Pothuau (amiral), — Andlau (général comte d'), — Waddington, — Cissey (général de), — Saint-Pierre (vicomte de), — Cordier, — Roussel, — Luro, — Lefranc (Victor), — La Sicotière (de), — Cissey (général de), — Chavassieu, — Veauce (baron de), — Lagache (Célestin), — Grandperret, — Deschanel, — Denormandie, — Martenot, — Lagache (Célestin), — Fayolle, — Pothuau (amiral), — Feray, — Saisy (Hervé de), — Bozérian, — Dufresne.

CONVENTIONS. — Passée entre la France et la Belgique pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle. V. loi 39. — Passée entre la France et le Salvador pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art. V. loi 40. — Passée entre M. le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de Bone-Guelma. V. loi 45. — Passée entre la France et la Belgique portant approbation du Traité de commerce et de la Convention de navigation. V. loi 85. — Concernant les relations commerciales et maritimes entre la France et la Grande-Bretagne. V. loi 97. — Relative aux rapports de voisinage et à la propriété industrielle conclue entre la France et la Suisse. V. loi 100. — Passée entre la France et la Suisse pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique. V. loi 102.— Concernant les relations commerciales entre la France et l'Autriche-Hongrie. V. loi 103. — Additionnelle au traité de commerce et de navigation entre la France et le Portugal. Voir loi 116. — Relatives au raccordement de quatre lignes de chemins de fer entre la France et la Suisse et au régime douanier entre le canton de Genève et la

zone franche de la Haute-Savoie. V. loi 129. — Approbation d'une Convention pour le rachat de la ligne de Vitré à Fougères et à Moidrey. V. loi 153.—Approbation de la Convention passée entre la France et la Suisse pour réglementer la pêche dans les eaux frontières. V. loi 205. — Approbation d'une Convention additionnelle à la Convention de commerce, conclue le 7 novembre 1881, entre la France et l'Autriche-Hongrie. V. loi 221.

CORBON. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [11 mars] (A., p. 189; J.O., c.r., p. 166). — Parle dans la discussion sur le même projet de loi [16 mars] (A., p. 258; J.O., c.r., p. 227). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation. Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à augmenter le nombre des adjoints aux maires dans certains arrondissements de Paris (J.O., p. 3900; F. 67). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à augmenter le nombre des adjoints aux maires dans certains arrondissements de la ville de Paris [22 juillet] (A., p. 999; J.O., c.r., p. 862). — Membre de Commissions (F. 3, 18, 66; J.O., p. 227, 1139, 3855).

CORDELET. Sarthe. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 7; J.O., c.r., p. 7). — Membre d'une Commission (F. 80; J.O., p. 4400).

CORDIER. Inamovible. — Vice-Président de la Commission des finances [28 janvier] (J.O., p. 502; F. 7).— Demande un congé [9 mai] (A., p. 495; J.O., c.r., p. 429]. — Membre de Commissions (F. 6, 15; J.O., p. 445, 1032).

CORNE. Inamovible. — Président de la Commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet de supprimer les classes de préfectures et de sous-préfectures et d'établir des classes personnelles aux fonctionnaires (J.O., p. 3005; F. 49). — Membre de Commissions (F. 48, 50; J.O., p. 2916, 3039).

CORNULIER (de). Vendée. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 9; J.O., c.r., p. 8). — Membre d'une Commission (F, 24; J.O., p. 1460).

CORNULIER-LUCINIÈRE (comte de). Inamovible. — Présente un

article additionnel, conjointement avec MM. de Gavardie et Boisse sur le projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [23 mars] (A., p. 331; J.O., c.r., p. 288). — Membre d'une Commission (F. 80; J.O., p. 4400).

CORRÈZE. — Demande à créer des ressources extraordinaires par le payement d'une subvention destiné à la construction d'un chemin de fer, pour travaux des routes départementales et pour le service d'un emprunt antérieurement contracté. V. loi 77.

CORSE. — Exploitation des services maritimes postaux avec le continent. V. loi 225.

COTES-DU-NORD. — Demande à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux. V. loi 144,

CRÉDIT des colons en Algérie pour la constitution d'un privilège spécial. V. loi 84. — Organisation du crédit agricole mobilier. V. loi 232. — Organisation du crédit agricole et des banques d'agriculture. V. loi 270.

CRÉDITS EXTRAORDINAIRES.

Ministère de la Marine et des Colonies. — Crédits supplémentaire et extraordinaire de 6.961.000 francs pour les frais de l'expédition de Tunisie en 1882. V. loi 15. — 1° Ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, sur ressources extraordinaires, d'un crédit de 1.250.500 francs pour les travaux de chemin de fer du Sénégal; 2° annulation d'une portion de crédit de 1.250.500 francs, sur le Budget sur ressources extraordinaires du même Ministère, exercice 1881, pour le même chemin de fer. V. loi 47. — Ouverture, sur l'exercice 1882, au titre du Budget sur ressources extraordinaires d'un crédit de 7.458.785 francs pour les travaux des chemins de fer du Sénégal. V. loi 63. — Ouverture sur l'exercice 1882 de crédits supplémentaires s'élevant à 8.844.000 francs pour les frais de l'expédition de Tunisie pendant le deuxième trimestre 1882. V. loi 87. — Ouverture d'un crédit supplémentaire de 274.088 francs pour l'envoi d'une mission scientifique au cap Horn. V. loi 109. — 1° Ouverture d'un crédit de 6.428.215 francs sur le Budget extraordinaire de 1881; 2° annulation d'une somme égale sur le Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de 1881. V. loi 119. — Ouverture de crédits pour les frais de l'expédition de Tunisie. V. loi 203. — Ouverture de crédits au titre du Budget sur ressources extraordinaires. V. loi 204. — Ouverture au Ministère de la Guerre et de la Marine d'un crédit de

19.076.087 francs pour les frais de l'expédition de Tunisie, pendant le deuxième semestre 1882. V. loi 206. — Ouverture d'un crédit extraordinaire de 7.835.000 francs. V. loi 233. — Ouverture sur l'exercice 1882 d'un crédit supplémentaire de 108.000 francs pour la reconstruction des bâtiments incendiés de Bacalan. V. loi 281.

Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. — Crédit de 100.000 francs pour l'exposition de Vienne en 1882. V. loi 44. — Ouverture d'un crédit extraordinaire pour l'acquisition d'une collection d'objets d'art formée par M. Timbal. V. loi 93. — Ouverture d'un crédit extraordinaire pour l'acquisition de quatre toiles de Courbet. V. loi 94. — Ouverture d'un crédit extraordinaire pour la démolition et l'enlèvement des ruines du palais des Tuileries. V. loi 95. — Crédit supplémentaire de 2.950.000 francs pour faire face aux dépenses des expropriations poursuivies en exécution de la loi du 28 décembre 1880 (Bibliothèque nationale). V. loi 218. — 1° Affectation d'une somme de 2.300.000 francs à l'agrandissement des bâtiments de la rue de Grenelle, n° 103 ; 2° ouverture au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit de 300.000 francs. V. loi 223. — Ouverture d'un crédit de 70.000 francs pour l'agrandissement du Ministère des Postes et des Télégraphes. V. loi 234. — 1° Annulation d'un crédit de 324.384 fr. 56, sur l'exercice 1881 ; 2° ouverture d'un crédit de 405.284 fr. 56, sur l'exercice 1882, applicable aux dépenses de la Commission scientifique du passage de Vénus. V. loi 243. — Ouverture d'un crédit supplémentaire de 2.500.000 francs applicable aux écoles primaires publiques. V. loi 260. — Ouverture d'un crédit supplémentaire de 18.600.000 francs pour le service de l'instruction primaire. V. loi 261.

Ministère de la Guerre. — Crédit supplémentaire et extraordinaire de 6.961.000 fr. pour les frais de l'expédition de Tunisie en 1882. V. loi 15. — Ouverture, sur l'exercice 1882, de crédits supplémentaires s'élevant à 8.844.000 francs pour les frais de l'expédition de Tunisie pendant le deuxième trimestre 1882. V. loi 87. — Ouverture d'un crédit, sur l'exercice 1882, de 3.109.702 francs pour l'entretien d'un surcroît d'effectif à titre temporaire. V. loi 89. — Ouverture sur l'exercice 1882 d'un crédit de 54.280.000 francs et annulation d'une somme correspondante au titre du Budget de l'exercice 1881. V. loi 125. — Ouverture au Ministère de la Guerre, sur l'exercice 1882, de crédits supplémentaires s'élevant à 6.320.678 francs, pour l'entretien d'un surcroît d'effectif à titre temporaire. V. loi 150. — Ouverture de crédits au titre du Budget sur ressources extraordinaires (7.378.776 fr. 73). V. loi 204. — Ouverture au Ministère de la Guerre et de la Marine d'un crédit de 19.076.087 francs pour les frais de l'expédition de Tunisie pendant le deuxième trimestre 1882. V. loi 206.

Ministère du Commerce. — Ouverture sur l'exercice 1882 de deux crédits, l'un de 990.000 francs pour la construction de l'école centrale des arts et manufactures ; l'autre de 1.120.000 francs sur le budget annexe de l'école centrale des arts, pour le même objet. V. loi 117. — Ouverture d'un crédit de 50.000 francs pour subvention à l'exposition générale des produits de l'agriculture et des arts industriels à Bordeaux. V. loi 118.

Ministère des Postes et Télégraphes. — 1° Affectation d'une somme de 2.300.000 francs à l'agrandissement des bâtiments de la rue de Grenelle, n° 103 ; 2° ouverture au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit de 300.000 francs. V. loi 223. — Ouverture d'un crédit de 90.000 francs sur l'exercice 1883, pour dépenses se rapportant à la réunion des conférences internationales d'électriciens. V. loi 224. — Ouverture d'un crédit supplémentaire de 250.000 francs pour l'établissement de lignes téléphoniques. V. loi 227. — Ouverture d'un crédit de 70.000 francs pour l'agrandissement du Ministère des Postes et Télégraphes. V. loi 234.

Ministère de l'Intérieur, — 1° Ouverture, sur l'exercice 1881, d'un crédit extraordinaire de 1.900.000 francs pour la liquidation de l'arriéré du service de l'Assistance publique en Algérie ; 2° création d'un complément de ressources destinées à constituer une dotation suffisante pour le même service. V. loi 242. — Crédit extraordinaire de 1.950.000 francs pour indemniser les victimes des événements de Saïda et de Tiaret. V. loi 276. — Crédit extraordinaire de 1 million pour venir en aide aux populations éprouvées par les inondations et par la grêle. V. loi 283.

Ministère des Finances. — Crédit supplémentaire et extraordinaire de 6.961.000 francs pour les frais de l'expédition de Tunisie en 1882. V. loi 15. — Crédit supplémentaire de 5.574.191 fr. 78, sur l'exercice 1881, pour compléter le remboursement des obligations à court terme, échu en 1881. V. loi 41. — Crédit de 100.000 francs pour l'exposition de Vienne en 1882. V. loi 44. — Ouverture au Ministère de la Marine, sur l'exercice 1882, au titre du Budget sur ressources extraordinaires d'un crédit de 7.458.785 francs pour les travaux des chemins de fer du Sénégal. V. loi 63. — Ouverture, sur l'exercice 1882, de crédits supplémentaires s'élevant à 8.844.000 francs pour les frais de l'expédition du Tunisie pendant le deuxième trimestre 1882. V. loi 87. — Ouverture au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit extraordinaire, pour l'acquisition d'une collection d'objets d'art formée par M. Timbal. V. loi 93. — Ouverture, au même Ministère, d'un crédit extraordinaire. pour l'acquisition de quatre toiles de Courbet. V. loi 94. — Ouverture, au même Ministère, d'un crédit extraordinaire pour la démolition et l'enlèvement des ruines du palais des Tuileries. V. loi 95. — Ouverture d'un crédit supplémentaire de 274.088 francs pour l'envoi d'une mission

scientifique au cap Horn. V. loi 109. — 1° Ouverture et annulation de crédits supplémentaire sur les exercices 1879 et 1880; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1881; 3° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1882; 4° ouverture d'exercices périmés et clos; 5° ouverture et annulation de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général de l'Etat. V. loi 111. — Ouverture sur l'exercice 1882 d'un crédit de 54.200.000 francs et annulation d'une somme correspondante au titre du budget de l'exercice 1881. V. loi 125. — Ouverture d'un crédit de 600.000 francs relatif aux travaux destinés à alimenter les canaux de Briare et du Centre. V. loi 126. — Ouverture au Ministère de la Guerre et des Finances, sur l'exercice 1882, de crédits supplémentaires, s'élevant à 6.330.678 francs, pour l'entretien d'un surcroît d'effectif à titre temporaire. V. loi 150. — Annulation de crédits sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1880; ouverture et annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets de l'exercice 1881; ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets de l'exercice 1882; ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés. V. loi 170. — Ouverture d'un crédit pour les frais de l'expédition de Tunisie. V. loi 203. — Ouverture de crédits au titre du Budget sur ressources extraordinaires. V. loi 204. — Ouverture au Ministère de la Guerre et de la Marine d'un crédit de 19.076.087 francs pour les frais de l'expédition de Tunisie pendant le 2e semestre 1882. V. loi 206. — Crédit extraordinaire et supplémentaire de 2.950.000 francs pour faire face aux dépenses des expropriations poursuivies en exécution de la loi du 28 décembre 1880. (Biblioth. nat.). V. loi 218. — Ouverture au département de la Marine d'un crédit extraordinaire de 7.835.000 francs. V. loi 233. — Annulation d'un crédit de 537.958 fr. 82 sur l'exercice 1881, et d'un crédit de 1.500.000 francs sur celui de 1882; frais d'émission et de négociation de rentes 3 pour 180 amortissables. V. loi 265. — 1° Annulation de crédits ouverts sur l'exercice 1880; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1881; 3° ouverture de crédits sur l'exercice 1882; 4° ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos. V. loi 266. — Ouverture et annulation de crédits extraordinaires sur les budgets ordinaires et extraordinaires de 1881; 2° ouverture et annulation de crédits sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882; 3° ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos; 4° ouverture de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général de l'État. V. loi 284. — Ouverture d'un crédit extraordinaire de 625.797 fr. 39 pour liquidation de dépenses d'expropriation des fabriques d'allumettes chimiques. V. loi 301.

Ministère des Travaux publics. — Ouverture d'un crédit de 600.000 fr. relatif aux travaux destinés à alimenter les canaux de Briare et du Centre.

V. loi 126. — Crédit sur ressources extraordinaires, sur l'exercice 1882, de 3 millions de francs pour fonds de roulement des chemins de fer de l'État. V. loi 275. — 1° Ouverture, sur l'exercice 1882, de crédits montant à 150.000 francs sur le Budget ordinaire, et à 150.000 francs sur le Budget extraordinaire; 2° annulation de crédits égaux sur les mêmes Budgets du même exercice (Routes forestières de la Corse). V. loi 287.

CUVINOT. Oise. — Secrétaire provisoire [10 janvier] (A., p. 1; J.O., p. 1). — Secrétaire de la Commission du projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux dirivés du Rhône et de ses affluents [22 janvier] (J.O., p. 382; F. 5). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, adopté de nouveau avec modifications par la Chambre des Députés, ayant pour objet la protection du balisage dans les eaux maritimes [23 février] (A., p. 125; J.O., c.r., p, 109; an., p. 41; I. 46). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen des projets de lois portant déclaration d'utilité publique des chemins de fer (J.O., p. 1182; F. 19). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de la 1re section du chemin de fer de Bourges à Avallon, comprise entre Bourges et Sancerre [16 mars] (A., p. 244; J.O., c.r., p. 215; an., p. 107; I. 91). — Secretaire de la Commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet la construction d'un canal de jonction de l'Escaut à la Meuse (J.O., p. 2916; F. 48). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'approbation d'une Convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer de Vitré à Fougères et prolongements, pour le rachat du chemin de fer de Vitré à Fougères et à Moidrey [22 juin] (A., p. 788; J.O., c.r., p. 675; an., p. 144; I. 288). — Demande que l'urgence ne soit pas déclarée pour la discussion du projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône et de ses affluents [17 juillet] (A., p. 950; J.O., c.r., p. 821). — Présente un amendement [21 juillet] (A., p. 989; J.O., c.r., p. 854). — Présente un amendement [22 juillet] (A., p. 1002; J.O., c.r., p. 865). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Ponte-Leccia à Calvi. En donne lecture. L'urgence est déclarée [3 août] (A., p. 1150; J.O., c.r., p. 995). — Membre de Commissions (F. 5, 18, 36, 46, 68, 80; J.O., p. 334, 1139, 2411, 2805, 3926, 4400).

DAUPHIN. Somme. — Son rapport sur les élections sénatoriales du

Pas-de-Calais. Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 6, 9; J.O., c.r., p. 6, 8). — Nommé vice-président de la Commission des finances [10 février] (J.O., p. 750; F. 11). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet la réforme du Code d'instruction criminelle [6 mars] (A., p. 160; J.O., c.r., p. 141; an., p. 50; I. 63). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [6 mai] (A., p. 467; J.O., c.r., p. 406) [9 mai] (A., p. 503; J.O., c.c., p. 432) [13 mai] (A., p. 540; J.O., c.r., p. 466) [15 mai] (A., p. 549; J.O., c.r., p. 474) [16 mai] (A., p. 580; J.O., c.r., p. 500) [22 mai] (A., p. 608; J.O., c.r., p. 521) [23 mai] (A., p. 625; J.O., c.r., p. 533) [25 mai] (A., p. 642; J.O., c.r., p. 548) [27 mai] (A., p. 668; J.O., c.r., p. 568) [1er juin] (A., p. 676; J.O., c.r., p. 577) [6 juin] (A., p. 695; J.O., c.r., p. 594) [10 juin] (A., p. 723); J.O., c.r., p. 619) [13 juin] (A., p. 738; J.O., c.r., p. 631). — Dépose le rapport supplémentaire sur le projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [27 juin] (A., p. 807; J.O., c.r., p. 693; an., p. 6; I. 314). — Rapporteur général du Budget de 1883 (J.O., p. 3736; F. 63). — Présente et donne lecture de l'avis de la Commission des finances au sujet des dépenses qu'entraînera la construction et la concession des canaux dérivés du Rhône ou de ses affluents [20 juillet] (A., p. 964; J.O., c.r., p. 834). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [24 juillet] (A., p. 1019; J.O., c.r., p. 882). — Fait une rectification au procès-verbal [25 juillet] (J.O., c.r., p. 893) [27 juillet] (A., p. 1057; J.O., c.r., p. 914) [3 août] (A., p. 1153; J.O., c.r., p. 999) [5 août] A., p. 1178; J.O., c.r., p. 1121). — Dépose et donne lecture, au nom de la Commission des finances, du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux contributions directes et aux taxes assimilées de l'exercice 1883. Demande l'urgence [9 août] (A., p. 1202; J.O., c.r., p. 1041). — Membre de Commissions (F. 3, 6, 66; J.O., p. 227, 445, 3855).

DAUPHINOT. Marne. — Nommé membre de la Commission chargée de la proposition de loi concernant les heures de travail dans les usines et manufactures [25 janvier] (J.O., p. 445; F. 6). — Membre de Commissions (F. 6, 24, 40, 56, 80; J.O., p. 445, 1460, 2607, 3338, 4400).

DAUSSEL. Dordogne. — Membre de Commissions (F. 6, 66, 68, 80; J.O., p. 445, 3855, 3926, 4400).

DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT faite par M. l'amiral Jau-

8e bureau, MM. Cazot (Jules), Denis (Gustave). — 9e bureau, MM. Le Monnier, Callen (J.O., p. 891 ; F. 13). — *Président :* M. Cazot ; *Secrétaire :* M. Gayot [19 février] (J.O., p. 938 ; F. 14).

Troisième Commission (formation du 14 mars). — 1er bureau, MM. Dauphinot, Dupouy. — 2e bureau, MM. de Rozière, Vissaguet. — 3e bureau, MM. Mathey (Alfred), Mazeau. — 4e bureau, MM. Jacques, Devaux. — 5e bureau, MM. Eymard-Duvernay, Kiener. — 6e bureau, MM. Cazot (Jules), Bazille (Gaston). — 7e bureau, MM. Rigal, Labitte. — 8e bureau, MM. de Reignié, Demôle. — 9e bureau, MM. le général Grévy, Delacroix ((J.O., p. 1460 ; F. 23). — *Président :* M. Kiener ; *Secrétaire :* M. Vissaguet [17 mars] (J.O., p. 1492 ; F. 25).

Quatrième Commission (formation du 6 mai). — 1er bureau, MM. Guiffrey, Salneuve. — 2e bureau, MM. Blanc (Xavier), Peyrat. — 3e bureau, MM. le colonel Meinadier, Luro. — 4e bureau, MM. Jobard, Guinot. — 5e bureau, MM. le général Pélissier, Labitte. — 6e bureau, MM. Gailly, Mayran. — 7e bureau, MM. Gayot (Emile), Mathey (Alfred). — 8e bureau, MM. Mazeau, de Rozière. — 9e bureau, MM. Massiet du Biest, Barne (J.O., p. 2410 ; F. 36). — *Président :* M. le colonel Meinadier ; *Secrétaire :* M. Barne [9 mai] (J.O., p. 2448 ; F. 37).

Cinquième Commission (formation du 8 juin). — 1er bureau, MM. Garrisson, Oudet. — 2e bureau, MM. Rigal, Teisserenc de Bort. — 3e bureau, MM. Dietz-Monnin, Demôle. — 4e bureau, MM. Michal-Ladichère, Blanc (Xavier). — 5e bureau, MM. Griffe, Gazagne. — 6e bureau, MM. le colonel Meinadier, Thurel. — 7e bureau, MM. Bérenger, Merlin. — 8e bureau, MM. le comte de Bondy, le marquis de Maleville. — 9e bureau, MM. Barbey, Boucher-Cadart (J.O., p. 3039 ; F. 50). — *Président :* M. le colonel Meinadier ; *Secrétaire :* M. Barbey [11 juin] (J.O., p. 3078 ; F. 51).

Sixième Commission (formation du 8 juillet). — 1er bureau, MM. le général Pélissier, Combescure. — 2e bureau, MM. le comte de Saint-Vallier, Parent. — 3e bureau, MM. Laurent-Pichat, Guinot. — 4e bureau, MM. Dietz-Monnin, Ninard. — 5e bureau, MM. Schœlcher, Carnot. — 6e bureau, MM. Rigal, Le Monnier. — 7e bureau, MM. Wurtz, Tolain. — 8e bureau, MM. Berthelot, Desmazes. — 9e bureau, MM. Brun (Charles), Mathey (J.O., p. 3667 ; F. 61). — *Président :* M. Carnot ; *Secrétaire :* M. Dietz-Monnin (J.O., p. 3709 ; F. 62).

Septième Commission (formation du 8 août). — 1er bureau, MM. le colonel Meinadier, Labitte. — 2e bureau, MM. Feray, Dumesnil. — 3e bureau, MM. Cazot, Lizot. — 4e bureau, MM. Didier (Henry), le comte de Lur-Saluces (Henri). — 5e bureau, MM. Arbel, Lamorte. — 6e bureau, MM. Schœlcher, Vigarosy. — 7e bureau, MM. le vicomte de Saint-Pierre, Galloni d'Istria. — 8e bureau, MM. Audren de Kerdrel, Merlin. — 9e bu-

reau, MM. Mazeau, Ninard (J.O., p. 4400; F. 80). — *Président* : M. Schœlcher; *Secrétaire* : M. Ninard (J.O., p. 4422; F. 1, S.E.).

COMMUNICATIONS par M. le Président de trois lettres : la 1re, émanant de M. le Président de la Chambre des Députés, faisant connaître la composition définitive du bureau de la Chambre; les deux autres de Mgr l'archevêque de Paris et de M. le Président du consistoire de l'Eglise réformée, relatives aux prières publiques [14 janvier] (A., p. 5; J.O., c.r., p. 5). — D'une lettre de M. le Ministre des Travaux publics, concernant le tableau des marchés de 50.000 francs et au-dessus, passés au compte de l'État pendant l'année 1880 [19 janvier] (A., p. 23; J.O., c.r., p. 19). — D'une lettre de M. Gent, député de Vaucluse, élu sénateur dans le même département, déclarant opter pour le Sénat [24 janvier] (A., p. 26; J.O., c.r., p. 21). — De la lettre de M. Léon Say, par laquelle il donne sa démission de président du Sénat [31 janvier] (A., p. 41; J.O., c.r., p. 35). — Par M. le Président du Sénat d'une dépêche relative au décès de M. Laserve, sénateur [4 février] (A., p. 52; J.O., c.r., p. 43). — Par M. le Président d'une lettre de M. le Ministre des Affaires étrangères, demandant, au nom de M. le Ministre du Commerce et au sien, la convocation du Sénat pour le dépôt du projet de loi relatif au régime douanier applicable aux produits anglais à leur entrée en France [27 février] (A., p. 145; J.O., c.r., p. 127). — Par M. le Président d'une lettre de M. de Freycinet, faisant connaître son option pour le le département de la Seine [2 mars] (A., p. 157; J.O., c.r., p. 139). — Par M. le Président d'un décret portant nomination d'un commissaire du Gouvernement pour assister le Ministre du Commerce dans la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de commerce entre la France et l'Italie [28 mars] (A., p. 352; J.O., c.r., p. 306). — Par M. le Président d'un décret de M. le Président de la République portant retrait du projet de loi adopté par la Chambre des Députés sur le service militaire obligatoire personnel dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane, présenté au Sénat le 20 décembre 1880 [6 mai] (A., p. 462; J.O, c.r., p. 401). — Par M. le Président d'un décret de M. le Président de la République désignant M. Ambaud, conseiller d'État, directeur général des douanes au Ministère des Finances, en qualité de commissaire du Gouvernement pour assister le Ministre des Finances devant la Chambre des Députés et devant le Sénat dans la discussion des projets de lois portant approbation des Traités de commerce entre la France et la Belgique, les Pays-Bas, le Portugal, les Royaumes-Unis de Suède et de Norwège, l'Espagne, la Suisse et la Grande-Bretagne [11 mai] (A., p. 514; J.O., c.r., p. 446). — Par M. le Président d'une lettre de M. Farines,

rendre l'enseignement primaire obligatoire [18 mars] (A., p. 277; J.O., c.r., p. 245). — Membre de Commissions (F. 9, 24, 50, 58; J.O., p. 619, 1460, 3039, 3525).

DENIS. Mayenne. — Secrétaire de la Commission chargée du projet de loi portant approbation du Traité de commerce entre la France et l'Italie [28 janvier] (J.O., p. 502; F. 7).— Est entendu dans la discussion de la proposition de loi concernant la durée des heures de travail dans les usines et manufactures. Présente un amendement [24 février] (A., p. 140; J.O., c.r., p. 122).— Dépose, en son nom et au nom de plusieurs de ses collègues, une proposition de loi relative à l'établissement d'un tarif de douanes minimum [11 mars] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 160; an., p. 100; I. 81).— Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de commerce entre la France et l'Italie [28 mars] (A., p. 353; J.O., c.r., p. 306). — Secrétaire de la 6e Commission des pétitions (J.O., p. 3709; F. 62). — Membre de Commissions (F. 3, 6, 13, 36, 61; J.O., p. 227, 445, 891, 2411, 3667).

DENORMANDIE. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'emprunt de 150.000 francs de la ville de Clermont-Ferrand à la Caisse d'épargne [11 mars] (A., p. 184; J.O., c.r., 162). — Demande un congé [20 juin] (J.O., p. 673). — Membre d'une Commission (F. 15; J.O., p. 1032).

DÉPOT du compte rendu, par M. le Ministre de la Guerre, sur le recrutement de l'armée pendant l'année 1881 [29 mars] (J.O., p. 316).

DESCHANEL. Inamovible.— Demande un congé [20 juin] (J.O., p. 655). — Membre d'une Commission (F. 24; J.O., p. 1460).

DESMAZES. Martinique. — Membre de la Commission chargée du projet de loi ayant pour objet de prévenir les accidents et collisions sur mer [10 février] (J.O., p. 750; F. 11).— Présente un article additionnel, de concert avec MM. Schœlcher et Lenoël, au cours de la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [13 juin] (A., p. 753; J.O., c.r., p. 645). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'assimilation au grade de capitaine de frégate des mécaniciens en chef, des commissaires adjoints, des inspecteurs adjoints, des médecins et pharmaciens professeurs, des

médecins et pharmaciens principaux (J.O., p. 3709; F. 62).— Membre de Commissions (F. 11, 44, 61, 80; J.O., p. 750, 2757, 3667, 4400).

DEVAUX. Pas-de-Calais. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 6; J.O., c.r., p. 6). — Dépose deux rapports : le 1er sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Saône à contracter un emprunt applicable aux travaux des lignes ordinaires; le 2e étendant au service d'un nouvel emprunt l'affectation de l'imposition extraordinaire autorisée par la loi du 16 mai 1878 sur les patentés de la ville du Havre, pour concourir aux dépenses de construction d'une bourse. En donne lecture et demande l'urgence pour ce dernier projet [13 mai] (A., p. 531; J.O., c.r., p. 459; an., p. 63; I. 199, 200). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Rennes (Ille-et-Vilaine) à emprunter 1.735.000 francs [13 juin] (A., p. 737; J.O., c.r., p. 631; an., p. 135; F. 261).— Dépose trois rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant ; le 1er, à autoriser le département des Côtes-du-Nord à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux; le 2e, à autoriser le département du Finistère à créer des ressources extraordinaires destinées au payement de subventions promises pour la construction des chemins de fer ; le 3e, à autoriser la ville de Neuilly (Seine) à emprunter 232.500 francs et à s'imposer extraordinairement. Est entendu comme Rapporteur dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser le département du Finistère à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions promises pour la construction des chemins de fer [27 juin] (A., p., 806; J.O., c.r., p. 691, 698; an., p. 1, 5; I. 300, 312, 311). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la répression des outrages aux bonnes mœurs (J.O., p. 3900; F. 67). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la répression des outrages aux bonnes mœurs [25 juillet] (A., p. 1032; J.O., c.r., p. 894). — Membre de Commissions (F. 15, 24, 36, 66, 80; J.O., p. 1032, 1460, 2410, 3855, 4400).

DEVELLE. — Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur [30 janvier] (J.O., p. 547).

DEVÈS. — Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes [8 août] (J.O., p. 4361). — Dépôt, par M. Tirard, Ministre des Finances,

au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, de l'Instruction publique, du Commerce, de la Justice, de la Guerre, et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant organisation de différents services en Tunisie [9 août] (A., p. 1204; J.O., c.r., p. 1043).

DIDIER (Henri). Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la répression des outrages aux bonnes mœurs (J.O., p. 3900; F. 67). — Membre de Commissions (F. 66, 80; J.O., p. 3855, 4400).

DIETZ-MONNIN. Inamovible. — Élu sénateur inamovible [20 mai] (A., p. 584; J.O., c.r., p. 501). — Est proclamé sénateur [25 mai] (A., p. 636; J.O., c.r., p. 513). — Secrétaire de la 6e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 3709; F. 62). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la création de syndicats professionnels [11 juillet] (A., p. 908; J.O., c.r., p. 784). — Secrétaire et Rapporteur de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation (J.O., p. 3900; F. 67). — Membre de Commissions (F. 50, 56, 61, 66, 80; J.O., p. 3039. 3338, 3667, 3855, 4400).

DIEUDÉ-DEFLY. Alpes-Maritimes. — Président de la 2e Commission d'intérêt local [24 février] (J.O., p. 1032; F. 15). — Dépose deux rapports faits au nom de la 2e Commission d'intérêt local, chargée d'examiner deux projets de loi adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, tendant à autoriser le département de la Seine à modifier l'emploi des ressources créées par deux lois antérieures; le 2e, tendant à autoriser le département du Finistère à contracter un emprunt pour la construction de deux écoles normales primaires [2 mars] (A., p. 157; J.O., c.r., p. 139; an., p. 45; I. 56, 57). — Dépose le rapport fait au nom de la 2e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Lot à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'instituteurs [21 mars] (A., p. 309; J.O., c.r., p. 271; an., p. 117; I. 108). — Président de la 4e Commission des pétitions [9 mai] (J.O., p. 2448; F. 37). — Nommé membre de la Commission relative à la question du palais des Tuileries [24 mai] (J.O., p. 2772; F. 45). — Membre de Commissions (F. 13, 36, 45; J.O., p. 891, 2410, 2772).

DIFFAMATION. — Position des questions à adresser au jury en matière de diffamation. V. loi 2.

DIJON (Côte-d'Or). — Demande l'autorisation d'emprunter une somme de 1.000.000 francs. V. loi 143.

DIVORCE. — Son rétablissement. V. loi 179.

DONNOT. Haute-Marne. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 11; J.O., c.r., p. 10). — Son rapport sur l'élection sénatoriale de l'Ariège [6 mai] (A., p. 462; J.O., c.r., p. 402). — Secrétaire de la 6e Commission d'intérêt local (J.O., p. 3709; F. 62). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire le hameau « le Petit-Saveuse » (canton nord-ouest d'Amiens, Somme), pour le réunir à la commune de Ferrières (canton de Picquigny, même département) [25 juillet] (A., p. 1032; J.O., c.r., p. 894). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Vaucluse à proroger la durée du remboursement d'un emprunt et à créer des ressources extraordinaires applicables au payement de diverses dépenses départementales [29 juillet](A., p. 1095; J.O., c.r., p. 949). — Dépose les rapport sur deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville de Nancy(Meurthe-et-Moselle) à emprunter 1.000.000 francs pour l'agrandissement du lycée et l'acquisition de divers immeubles; le 2e, à autoriser le département de la Haute-Vienne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux de grande communication [31 juillet] (A., p. 1110). — Membre de Commissions (F. 5, 18, 46, 50, 61, 66, 68, 80; J.O., p. 334, 1139, 2805, 3039, 3667, 3855, 3926, 4400).

DORDOGNE. — Demande à contracter un emprunt pour l'installation d'une école normale d'institutrices. V. loi 33.— Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins de fer d'intérêt commun et des lignes ordinaires. V. loi 62. — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour faire face à diverses dépenses d'intérêt départemental. V. loi 188.

DOUANE. — Etablissement d'un tarif minimum. V. loi 59. — Approbation d'une Convention relative au régime douanier entre le canton de Genève et la zone franche de la Haute-Savoie. V. loi 129.

DOUHET (comte de). Inamovible.—Dépose une proposition de loi ayant pour objet la suppression, en ce qui concerne l'armée, de la totalité des restrictions apportées aux nominations dans l'ordre de la Légion

d'honneur et aux promotions de la médaille militaire par la législation actuellement en vigueur. Demande l'urgence [1er juillet] (A., p. 826; an. p. 62; I. 341). — Demande le renvoi de la délibération sur l'urgence à la première séance, pour lui permettre d'apporter certaines rectifications au texte de sa proposition sur les nominations dans la Légion d'honneur et les médailles militaires [4 juillet] (A., p. 841; J.O., c.r., p. 723). — Développe les considérations à l'appui de sa proposition de loi, pour laquelle il demande l'urgence, ayant pour objet la suppression des restrictions apportées dans l'armée au sujet des nominations dans la Légion d'honneur et la médaille militaire [6 juillet] (A., p. 858; J.O., c.r., p. 740). — Est entendu dans la discussion de la prise en considération de sa proposition de loi tendant à faire disparaître dans l'armée toutes les restrictions apportées dans les nominations de la Légion d'honneur et de la médaille militaire [5 août] (A., p. 1176; J.O., c.r., p. 1019).

DROIT D'ASSOCIATION.— Proposition de loi déposée par M. Eymard-Duvernay. V. loi 35. — Proposition de M. Dufaure. V. loi 180.

DROITS INDIVIDUELS. — Proposition de loi tendant à en assurer la garantie. V. loi 29.

DROME. — Demande à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices. V. loi 61.

DROT. — Rachat de la concession de cette rivière canalisée. V. loi 259.

DUBOYS-FRESNEY (général). Mayenne. — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder des secours aux familles nécessiteuses des soldats de la réserve et de l'armée territoriale pendant l'absence de leurs chefs (J.O., p. 3709; F. 62). — Membre de Commissions (F. 40, 50, 61, 80; J.O., p. 2607, 3039, 3667, 3926).

DU CHAFFAUT (comte). Basses-Alpes. — Dépose un rapport fait au nom de la 6e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-Alpes à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention promise pour la construction du chemin de fer de Digne à Castellane [17 juillet] (A., p. 935; J.O., c.r., p. 809). — Membre d'une Commission (F. 61; J.O. p. 3667).

DUCLERC. Inamovible. — Adresse à M. le Président du Sénat, en sa qualité de Président de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, une lettre relative à l'élection de deux nouveaux membres désignés par le Sénat pour faire partie de cette Commission [27 mai] (A., p. 665; J O., c.r., p. 567). — Est nommé membre de cette Commission au scrutin de liste [1er juin] (A., p. 677; J.O., c.r., p. 575). — Ministre des Affaires étrangères et Président du Conseil des Ministres [8 août] (A., p. 1189; J.O., c.r., p. 4361). — Dépôt par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, de l'Instruction publique, du Commerce et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant organisation de différents services en Tunisie. Donne communication d'un décret de M. le Président de la République, portant clôture de la session ordinaire de 1881 du Sénat et de la Chambre des Députés [9 août] (A., p. 1204; J.O., c.r., p. 1043).

DUEL. — Sa répression. V. loi 20.

DUFAY. Loir-et-Cher. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 227).

DUFRESNE. Manche. — Président et rapporteur de la Commission chargée du projet de loi ayant pour objet l'extension et l'amélioration du quai du port de Cette [25 janvier] (J.O., p. 445; F. 6). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'extension et l'amélioration des quais du port de Cette (Hérault) [9 février] (A., p. 67; J.O., c.r., p. 49; an., p. 19; I. 29). — Président de la Commission chargée de l'examen des projets de lois portant déclaration d'utilité publique des chemins de fer (J.O., p. 1182; F. 19). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° de déclarer d'utilité publique l'établissement dans le département des Landes de plusieurs chemins de fer d'intérêt local et d'en autoriser l'exécution; 2° d'approuver un traité passé entre la Compagnie du Midi et les concessionnaires de ces chemins [22 juin] (A., p. 788; J.O., c.r., p. 676; an., p. 145; I. 287). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique des travaux à faire pour l'amélioration du port de Bouc (J.O., p. 3953; F. 69). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construites par l'État et non concédées [29 juillet] (A., p. 1097; J.O., c.r., p. 950). — Demande un congé [5 août] (A.,

p. 1168; J.O., c.r., p. 1011). — Membre de Commissions (F. 5, 18, 68, 80; J.O., p. 334, 1139, 3926, 4400).

DUMESNIL. Loiret. — Nommé Président de la Commission chargée de la proposition de loi tendant à modifier la loi sur l'hypothèque maritime (J.O., p. 1053; F. 16). — Membre de Commissions (F. 6, 15, 59, 80; J.O., p. 445, 1032, 3576, 4400).

DUPOUY. Gironde. — Dépose une pétition de M. Bayssallange, adjoint au maire de Bordeaux [14 janvier] (J.O., p. 10). — Membre de Commissions (F. 24, 59; J.O., p. 1460, 3576).

DUPRÉ. Hautes-Pyrénées. — S'excuse de ne pouvoir assister aux premières séances. Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 5, 7; J.O., c.r., p. 5). — Nommé membre de la Commission chargée du projet de loi sur le régime des eaux [25 janvier] (J.O., p. 445; F. 6). — Dépose le rapport fait au nom de la 2e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Dordogne à contracter un emprunt pour l'installation d'une école normale d'institutrices [6 mars] (A., p. 159; J.O., c.r., p. 141; an., p. 47; I. 60). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Nîmes (Gard) à emprunter 1.400.000 francs et à s'imposer extraordinairement [25 mars] (A., p. 345; J.O., c.r., p. 299; an., p. 126; I. 122). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant : 1° à autoriser l'hospice d'Armentières (Nord) à contracter un emprunt; 2° à approuver un engagement pris par la ville d'Armentières en vue du remboursement de cet emprunt [28 mars] (A., p. 350; J.O., c.r., p. 304; an., p. 133; I. 132). — Membre de Commissions (F. 13, 24, 59, 68; J.O., p. 891, 1460, 3576, 3926).

DUPUY-DE-LOME. Inamovible. — Son rapport sur les élections sénatoriales de la Savoie [14 janvier] (A., p. 7; J.O., c.r., p. 7). — Rapporteur de la Commission chargée du projet de loi ayant pour objet la création d'un port de refuge à Port-Tudy (Ile de Groix) [25 janvier] (J.O., p. 445; F. 6). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la création d'un port de refuge à Port-Tudy (Ile de Groix) [7 mars] (A., p. 173; J.O., c.r., p. 153; an., p. 98; I. 67). — Dépose huit pétitions de 202 constructeurs maritimes, entrepreneurs de transports par eau et

négociants demeurant dans divers départements (J.O., p. 158).— Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par par la Chambre des Députés, concernant l'établissement d'une forme de radoub au port de Brest [9 mai] (J.O., p. 2448; F. 37). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône et de ses affluents [21 juillet] (A., p. 987; J.O., c.r., p. 852). — Présente un amendement [22 juillet] (A., p. 1000; J.O., c.r., p. 865). — Membre de Commissions (F. 5, 15, 36; J.O., p. 334, 1032, 2411).

DUVAL. Côtes-du-Nord. — Membre de Commissions (F. 24, 80; J.O., p. 1460, 4400).

DUVAUX, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique.* — Dépose deux projets de lois relatifs à des crédits au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et de M. le Ministre des Finances. Dépose trois projets de lois d'intérêt local, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [27 juillet] (A., p. 1056; J.O., c.r., p. 913). — Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [8 août] (J.O. p. 4361). — Dépôt par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, de l'Instruction publique, du Commerce, de la Justice, de la Guerre, et au sien, d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant organisation de différents services en Tunisie [9 août] (A., p. 1204; J.O., c.r., p. 1043).

EAUX MINÉRALES NATURELLES. — Projet tendant à modifier la loi du 14 juillet sur ces établissements. V. loi 176.

ÉCLAIRAGE ÉLECTRIQUE des côtes de France et installation de signaux sonores. V. loi 104.

ÉGYPTE. — V. QUESTIONS.

ÉLECTIONS. — Élections sénatoriales du 8 janvier : ORNE. — PAS-DE-CALAIS. — PUY-DE-DÔME. — BASSES-PYRÉNÉES. — HAUTES-PYRÉNÉES. — PYRÉNÉES-ORIENTALES. — HAUT-RHIN (Belfort). — RHÔNE. — HAUTE-SAÔNE. — SAÔNE-ET-LOIRE. — SARTHE. — SAVOIE. — HAUTE-SAVOIE. — SEINE. — SEINE-ET-MARNE. — SEINE-INFÉRIEURE. — SEINE-ET-OISE. — DEUX-SÈVRES. — SOMME. — TARN. — TARN-ET-GARONNE. — VAR. — VAUCLUSE. — VENDÉE. — VIENNE. — HAUTE-VIENNE. — VOSGES. —

YONNE. — ORAN. — INDE FRANÇAISE. — ARIÈGE. — HAUTE-MARNE. — EURE. — ALPES-MARITIMES. — CANTAL.

ÉLECTION des juges consulaires. V. loi 22.

EMPRUNTS. — SOMME. — MOULINS (Allier). — ARDÈCHE. — LOIRE. — VOSGES. — FINISTÈRE. — DORDOGNE. — LOT. — FONTAINEBLEAU (Seine-et-Marne). — AMIENS (Somme). — ARMENTIÈRES (Nord). — CASTRES (Tarn). — DROME. — CHAUMONT (Haute-Marne). — AVIGNON (Vaucluse). — AUBE. — HAUTE-GARONNE. — NEUILLY (Seine). — AGEN (Lot-et-Garonne). — RENNES (Ille-et-Vilaine). — CLERMONT-FERRAND (Puy-de-Dôme). — DIJON (Côte-d'Or). — LOUVIERS (Eure). — CHAMBÉRY (Savoie). — SOMME. — Le MANS (Sarthe). — INDRE-ET-LOIRE. — NIMES (Gard). — MONTLUÇON (Allier). — CHERBOURG (Manche). — CHOLET (Maine-et-Loire). — NANCY (Meurthe-et-Moselle). — CHARLEVILLE (Ardennes). — VERSAILLES (Seine-et-Oise). — ALAIS (Gard). — LOIRE.

ENFANTS abandonnés, délaissés ou maltraités. V. loi 17.

ENSEIGNEMENT primaire obligatoire. V. loi 28.

ENTERREMENTS civils et religieux. V. loi 216.

ENVELOPPES et bandes timbrées. V. loi 48.

ESCARGUEL. Pyrénées-Orientales. — Proclamé sénateur [21 juillet] (A., p. 984 ; J.O., c.r., p. 850).

ESPIVENT DE LA VILLESBOISNET (général comte). Loire-Inférieure. — Son rapport sur les élections sénatoriales de la Vendée [14 janvier] (A., p. 9 ; J.O., p. 8). — Nommé membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 27 juillet 1872, sur le recrutement de l'armée [19 février] (J.O., p. 938 ; F. 14). — Membre d'une Commission (F. 14 ; J.O., p. 938).

ÉTAT CIVIL des indigènes musulmans en Algérie. V. loi 23.

EURE. — Demande l'autorisation d'emprunter à la Caisse des chemins

vicinaux 300.000 francs, pour travaux des lignes de grande communication. V. loi 68.

EXCUSES D'ABSENCE. — MM. Fournier (Henry). — Dupré. — Farines. — Foucher-de-Careil. — Bernard. — Comte de Saint-Vallier. — Toupet des Vignes. — Rigal. — Goguet. — Bozérian. — Brunet.

EYMARD-DUVERNEY. Isère. — Dépose une proposition de loi sur le droit d'association [23 février] (A., p. 113; J.O., c.r., p. 99; an. p. 27 l. 40). — Dépose une pétition de M. Petit, agent comptable de la Marine en retraite à Saint-Gervais (Isère) [11 mars] (J.O., p. 178). — Membre de Commissions (F. 18, 24, 50, 56, 59, 61; J.O., p. 1139, 1460, 3039, 3338, 3576, 3667).

FARINES. Pyrénées-Orientales. — S'excuse, pour raisons de famille, de ne pouvoir assister aux premières séances [14 janvier] (A., p. 5; J.O., c.r., p. 5). — Dépôt du rapport concernant son élection [2 février] (A. p. 45; J.O., c.r., p. 39). — Adoption des conclusions du rapport de M. Guiffrey, concernant l'invalidation de son élection [4 février] (A., p. 52; J.O., c.r., p. 44). — Proclamé sénateur [11 mars] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 160). — Adresse sa démission à M. le Président, qui en donne communication au Sénat [15 mai] (A., p. 545; J.O., c.r., p. 471). — Membre d'une Commission (F. 5; J.O., p. 334).

FARRE (général). Inamovible. — Président de la 2e Commission des pétitions [19 février] (J.O., p. 938; F. 14). — Membre de Commissions 13, 61; J.O., p. 891, 3667).

FAYE. Lot-et-Garonne. — Dépose 78 pétitions d'un grand nombre d'habitants des départements de l'Aude, de l'Hérault, de la Gironde, du Lot-et-Garonne, du Tarn-et-Garonne et de la Haute-Garonne [4 février] (J.O., p. 47). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1881, d'un crédit supplémentaire de 5.574.191 fr. 78 pour compléter le remboursement des obligations à court terme échues en 1881 [6 mars] (A., p. 159; J.O., c.r., p. 141; an., p. 47; I. 61). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la création d'enveloppes et de bandes timbrées [21 mars] (A., p. 309; J.O., c.r., p. 271; an., p. 118; I. 110). — M. Calmon

dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport fait par M. Faye sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies d'un crédit de 6.428.215 francs sur le Budget extraordinaire de 1882 ; 2° annulation d'une somme égale sur le Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de 1881 [25 mai] (A., p. 636; J.O., c.r., p. 514). — Déclare que s'il n'avait pas été absent au moment du scrutin pour l'introduction de la viande de porc, il aurait voté contre le projet [24 juin] (A., p. 801 ; J.O., c.r., p. 687). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation des crédits supplémentaires sur les exercices 1879 et 1880 ; 2° l'ouverture et l'annulation des crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881 ; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882 ; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos ; 5° l'ouverture et l'annulation de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général de l'État [12 juillet] (A., p. 931 ; J.O., c.r., p. 804). — Dépose le rapport sur le projet de loi concernant : 1° l'annulation de crédits ouverts sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1880 ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881 ; 3° l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882 ; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos [31 juillet] (A., p. 1110; J.O., c.r., p. 961). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881 ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882 ; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos ; 4° l'ouverture de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général de l'État [5 août] (A., p. 1168 ; J.O., c.r., p. 1012 ; an., p. 70 ; I. 215). — Membre de Commissions (F. 6, 30, 40, 66, 80 ; J.O., p. 445, 1654, 2607, 3855, 4400).

FAYOLLE. Creuse. — Demande un congé [5 juillet] (J.O., p. 723).

FERAY. Seine-et-Oise. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 9; J.O., c.r., p. 8). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi concernant la durée des heures de travail dans les usines et manufactures [24 février] (A., p. 128; J.O., c.r., p. 112). — Parle dans la discus-

sion du projet de loi portant approbation du Traité de commerce entre la France et l'Italie. Présente un amendement [1er avril] (A., p. 448; J.O., c.r., p. 390). — Est entendu dans la discussion des projets de lois portant approbation des Traités de commerce [11 mai] (A., p. 519; J.O., c.r., p. 450). — Président de la 6e Commission des pétitions (J.O., p. 3709; F. 62). — Demande un congé [17 juillet] (J.O., p. 823). — Membre de Commissions (F. 50, 61, 80; J.O., p. 445, 1654, 2607, 3855, 4400).

FERMAT. — Publication de ses œuvres. V. loi 120.

FERROUILLAT. Var. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 9; J.O., c.r., p. 8). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 445).

FERRY (Jules), *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.* — Dépose un projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit de 100.000 francs pour l'exposition de Vienne en 1882 [28 février] (A., p. 155, J.O., c.r., p. 136). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [11 mars] (A., p. 193). — Parle sur le même projet de loi [13 mars] (A., p. 213; J.O., c.r., p. 190). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, trois projets de lois d'intérêt départemental. Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [14 mars] (A., p. 230; J.O., c.r., p. 203; an., p. 105; I. 87, 88, 89). — Parle dans la discussion du même projet de loi [16 mars] (A., p. 257; J.O., c.r., p. 227). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, trois projets de lois d'intérêt local. Est entendu dans la discussion sur l'enseignement primaire obligatoire [18 mars] (A., p. 275; J.O., c.r., p. 236; an., p, 109; I. 97, 98, 99) [21 mars] (A., p. 317; J.O., c.r., p. 277). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant : le 1er ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire pour l'acquisition d'une collection d'objets d'art formée par M. Timbal; le 2e ouverture au même Ministre d'un crédit extraordinaire pour l'acquisition de quatre toiles de Courbet; le 3e ouverture au même Ministre d'un crédit extraordinaire pour la démolition et l'enlèvement des ruines des Tuileries [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r., p. 377; an., p. 146; I. 160, 161, 162.) — Dépôt par M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique, des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémen-

taire de 274.088 francs pour l'envoi d'une mission scientifique au cap Horn [6 mai] (A., p. 462; J.O., c.r., p. 402). — Dépôt par M. Léon Say, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant affectation au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, pour la construction d'un petit lycée succursale du lycée Louis-le-Grand, d'un terrain d'une superficie de 13.000 mètres carrés provenant des terrains retranchés du Luxembourg et compris entre la rue d'Assas, la rue de l'Abbé-de-l'Épée, l'école de pharmacie et un îlot de 2.000 mètres carrés en bordure sur la rue de l'Observatoire [22 juin] (A.,p. 794; J.O., c.r., p. 681; an., p. 145; I. 288). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à un crédit de 50.000 francs pour la démolition et l'enlèvement des ruines du palais des Tuileries [27 juin] (A., p. 809; J.O., c.r., p. 694). — Répond à la question de M. Buffet, au sujet de l'arrêté pris par M. l'inspecteur de l'académie du département d'Eure-et-Loir et aux faits qui ont motivé cet arrêté [10 juillet] (A., p. 887; J.O., c.r., p. 763). — Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, relatif à l'isolement et à l'agrandissement de la Bibliothèque nationale et portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 2.950.000 francs pour faire face aux dépenses des expropriations poursuivies en exécution de la loi du 28 décembre 1880; le 2e au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et relatif à l'augmentation du nombre des adjoints aux maires dans certains arrondissements de la ville de Paris [12 juillet] (A., p. 927; J.O., c.r., p. 801). — Dépôt par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° affectation d'une somme de 2 millions 300.000 francs à l'agrandissement du poste central des télégraphes dans les bâtiments de la rue de Grenelle; 2° ouverture au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit de 300.000 francs pour commencer [17 juillet] (A., p. 948; J.O., c.r., p. 820). — M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, de M. le Ministre des Postes et des Télégraphes et de M. le Ministre des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit de 70.000 francs au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, pour l'établissement du matériel fixe dans les nouvelles constructions élevées pour l'agrandissement du

Ministère des Postes et des Télégraphes [20 juillet] (A., p. 971; J.O., c.r., p. 839). — Dépôt par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et de M. le Ministre des Finances, d'un projet de loi portant : 1° annulation, sur l'exercice 1881, au budget du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, section première, d'un crédit de 324.384 fr. 56; 2° ouverture, sur l'exercice 1882, au même budget, même section, d'un crédit de 405.284 f. 56 c., applicable aux dépenses de la Commission scientifique du passage de Vénus [22 juillet] (A., p. 999; J.O., c.r., p. 862). — Dépôt par M. Duvaux, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, et de M. le Ministre des Finances, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant : le 1er ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur le Budget ordinaire de l'exercice 1881, d'un crédit supplémentaire de 2.500.000 francs applicable aux dépenses ordinaires des écoles primaires publiques. Déclaration d'urgence. Le 2e ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 18 millions 600.000 francs pour le service de l'instruction primaire [27 juillet] (A., p. 1056; J.O., c.r., p. 913).

FINISTÈRE. — Demande à contracter un emprunt pour la construction de deux écoles normales primaires. V. loi 31. — Demande à créer des ressources extraordinaires pour le payement des subventions promises pour la construction des chemins de fer. V. loi 131. — Etablissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Quimerch. V. loi 151.

FLERS (comte de). Orne. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 6; J.O., c.r., p. 6).

FLORAC et MILLAU. — Prolongement de la route nationale n° 107 *bis* de Florac à Alais. V. loi 69.

FONTAINEBLEAU (Seine-et-Marne). — Demande à contracter un emprunt de 342.000 francs pour la construction d'un collège communal. V. loi 54.

FOUBERT. Inamovible. — Président de la Commission de comptabilité [28 janvier] (J.O., p. 502; F. 7). — Dépose le rapport de la Commission de comptabilité qui propose, à l'unanimité, d'accepter la proposition de MM. les questeurs tendant à retenir sur l'indemnité de tous les Sénateurs 15 francs par mois pour couvrir le prix de la carte de

circulation sur les chemins de fer. Est entendu dans la discussion relative à cette proposition [11 mars] (A., p. 200 ; J.O., c.r., p. 177 ; an., p. 104 ; I. 83). — Membre de Commissions (F. 5, 6 ; J.O., p. 334, 445).

FOUCHER DE CAREIL. Seine-et-Marne. — Demande un congé [10 janvier] (A., p. 3 ; J.O., c.r., p. 2). — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 8 ; J.O., c.r., p. 7). — S'excuse, par dépêche, de ne pouvoir assister à la séance [9 février] (A., p. 57 ; J.O., p. 49). — Fait une rectification au procès-verbal [13 mars] (A., p. 205 ; J.O., c.r., p. 183). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative au taux de l'intérêt de l'argent [9 mai] (J.O., p. 2448 ; F. 37.) — Membre de Commissions (F. 36, 46, 66, 68 ; J.O., p. 2411, 2805, 3855, 3926).

FOURICHON (amiral). Inamovible. — Président de la Commission chargée du projet de loi ayant pour objet la création d'un port de refuge à Port-Tudy (île de Groix) [25 janvier] (J.O., p. 445 ; F. 6). — Membre de la Commission du projet de loi ayant pour objet de prévenir les accidents et collisions en mer [9 février] (J.O., p. 750 ; F. 11). — Président de la même Commission [24 février] (J.O., p. 1032 ; F. 15). — Membre de Commissions (F. 5, 11, 44 ; J.O., p. 334, 750, 2757).

FOURNIER. Indre-et-Loire. — Dépose une pétition des instituteurs du département d'Indre-et-Loire [1er avril] (J.O., p. 394). — Membre de Commissions (F. 13, 50, 68 ; J.O., p. 891, 3039, 3926).

FOURNIER (Casimir). Nord. — Ses rapports sur les élections sénatoriales de la Vienne et des Vosges [14 janvier] (A., p. 10 ; J.O., c.r., p. 9). — Est nommé membre de la Commission des Finances [2 février] (J.O., p. 619 ; F. 9). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie [9 février] (A., p. 57 ; J.O., c.r., p. 49 ; an., p. 16 ; I. 24). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie [16 février] (A., p. 90 ; J.O., c.r., p. 79). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [23 février] (A., p. 126 ; J.O., c.r., p. 109). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie [6 mars] (A., p. 169 ; J.O., c.r., p. 150). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de fonder le crédit des colons en Algérie pour la constitution d'un privilège spécial [28 mars] (A., p. 351 ; J.O., c.r., p. 304 ; an., p. 134 ; I. 134). —

Dépose le rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux travaux d'amélioration des routes nationales [11 mai] (A., p. 513; J.O., c.r., p, 445 ; an., p. 58; I. 192). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de fonder le crédit des colons en Algérie pour la constitution d'un privilège spécial [16 mai] (A., p. 570; J.O., c.r., p. 491). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux travaux d'amélioration des routes nationales [25 mai] (A., p. 641; J.O., c.r., p. 517). — Rapporteur de la Commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet la construction d'un canal de jonction de l'Escaut à la Meuse (J.O., p. 2916; F. 48). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la construction d'un canal de jonction de l'Escaut à la Meuse [6 juin] (A., p. 691; J.O., c.r., p. 591; an., p. 97; I. 224). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Travaux publics d'un crédit de 600.000 fr. pour les canaux de Briare et du Centre [8 juin] (A., p. 709 ; J.O., c.r., p. 607 ; an., p. 106 ; I. 246). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'annulation de crédits ouverts sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1880; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extrardinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881 ; 3° l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos [27 juin] (A., p. 807; J.O., c.r., p. 692 ; an., p. 41; I. 317). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du Budget de l'exercice 1870 [11 juillet] (A., p. 896 ; J.O., c.r., p. 773 ; an., p. 75; I. 371). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au Ministère de l'Intérieur, sur l'exercice 1881, d'un crédit extraordinaire de 1.900.000 francs pour la liquidation de l'arriéré du service de l'assistance publique en Algérie; 2° création d'un complément de ressources destinées à constituer une dotation suffisante pour le même service [24 juillet] (A., p. 1010 ; J.O., c.r., p. 873). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi portant règlement définitif du Budget de l'exercice 1870 [29 juillet] (A., p. 1100 ; J.O., c.r., p. 953). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ouvrant au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1882, un crédit de 3 millions de francs pour les fonds de roulement des chemins de fer de l'Etat [31 juillet] (A., p. 111

J.O., c.r., p. 968). — Dépôt et lecture du rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 625.797 fr. 39 pour la liquidation des dépenses d'expropriation des fabriques d'allumettes chimiques [9 août] (A., p. 1195; J.O., c.r., p. 1041; an., p. 206; I. 563). — Membre de Commissions (F. 9, 18, 46, 59; J.O., p. 619, 1139, 2805, 3576).

FOURNIER (Henry). Cher. — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [10 janvier] (A., p. 3; J.O., p. 2). — Dépose une pétition de M. Larpent, demeurant à Paris [17 janvier] (J.O., p. 13). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à un credit supplémentaire et extraordinaire pour subvenir aux frais de l'expédition de Tunisie [2 février] (A., p. 47; J.O., c.r., p. 41).— Parle dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseigement primaire obligatoire [11 mars] (A., p. 186; J.O., c.r., p. 164) [20 mars] (A., p. 293; J.O., c.r., p. 258). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer du Blanc à Argent, avec raccordement à Romorantin, sur la ligne de Villefranche à Romorantin, et à Salbris, sur la ligne de Paris à Limoges [30 mars] (A., p. 375; J.O., c.r., p. 324).— Membre de Commissions (F. 3, 13; J.O., p. 227, 891).

FOURTOU (de). Dordogne. — Secrétaire provisoire [10 janvier] (A., p. 1; J.O., p. 1). — Membre d'une Commission (F. 50; J.O., p. 3039).

FRÉBAULT (général). Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger d'un an le délai fixé pour la mise en vigueur de la loi du 7 juillet 1881, qui rend exclusivement obligatoire l'alcoomètre centésimal de Gay-Lussac et le soumet à une vérification officielle (J.O., p. 3623; F. 60). — Membre de Commissions (F. 5, 59, 61; J.O., p. 334, 3576, 3667).

FRESNEAU. Morbihan. — Dépose une pétition de M. Baudoin, demeurant à Neuilly-sur-Marne (Seine-et-Oise) [19 février] (J.O., p. 98).— Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les heures de travail dans les usines et manufactures [23 février] (A., p. 117; J.O., c.r., p. 102). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [23 mars] (A., p. 338; J.O. c.r., p. 295). — Parle dans la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de commerce entre la France et l'Italie [28 mars] (A.,

p. 360; J.O., c.r., p. 311) [1er avril] (A., p. 445; J.O., c.r., p. 386). — Est entendu dans la discussion des projets de lois portant approbation des traités de commerce [11 mai] (A., p. 514; J.O., c.r., p. 446).

FREYCINET (de). Seine. — Proclamé sénateur de la Seine et de Tarn-et-Garonne [14 janvier] (A., p. 8, 9; J.O., c.r. p. 7). — Proclamé sénateur de l'Ariège [19 janvier] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 19). — Président de la Commission des finances [28 janvier] (J.O., p. 502; F. 7). — Ministre des Affaires étrangères et Président du Conseil [30 janvier] (J.O., c.r., p. 545). — Donne lecture d'une déclaration au nom du Gouvernement. Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la prorogation des délais pour le renouvellement des traités de commerce [31 janvier] (A., p. 41; J.O., c.r., p. 35; an., p. 12; I. 8, 9). — M. Tirard, Ministre du Commerce, dépose au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant : le 1er approbation d'une Convention signée entre la France et le Salvador pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art; le 2e approbation d'une Convention signée à Paris, le 31 octobre, entre la France et la Belgique, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle. — Proclamé sénateur de l'Inde française [23 février] (A., p. 125; J.O., c. r., p. 109). — M. Tirard, Ministre du Commerce, dépose, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien, un projet de loi relatif au régime douanier applicable aux produits anglais à leur entrée en France [27 février] (A., p. 145; J.O., c.r., p. 127). — Adresse à M. le Président du Sénat une lettre faisant connaître son option pour le département de la Seine [2 mars] (A., p. 157; J.O., c.r., p. 139). — Dépôt par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du Traité de commerce et de la Convention de navigation, signés à Paris, le 31 octobre 1881, entre la France et la Belgique [28 mars] (A., p. 351; J.O., c.r., p. 304). — Dépose sept projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant approbation : le 1er d'une Convention signée à Paris, le 23 février 1882, entre la France et la Suisse, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique; le 2e du Traité de commerce et de navigation signé à Paris, le 6 février 1882, entre la France et l'Espagne; le 3e du Traité de commerce et de navigation signé à Paris, le 19 décembre 1881, entre la France et le Portugal; le 4e des Traités de commerce et de navigation signés à Paris, le 30 décembre 1881, entre la France et les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège; le 5e des Traités de commerce et d'établissement, ainsi que des Conventions relatives aux rapports de

voisinage et à la propriété industrielle conclus, le 23 février 1882, entre la France et la Suisse; le 6e de la Convention concernant les relations commerciales et maritimes entre la France et la Grande-Bretagne, signé à Paris le 28 février 1882; le 7e de la Convention de commerce signée à Paris, le 7 novembre 1881, entre la France et l'Autriche-Hongrie.— Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministère de la Guerre d'un crédit supplémentaire et extraordinaire pour subvenir aux frais de l'expédition de Tunisie [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r., p. 378; an., p. 147; I. 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170).— M. Tirard, Ministre du Commerce, dépose, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien, une Convention additionnelle au traité de commerce et de navigation du 19 décembre 1881, entre la France et le Portugal, signée le 16 mai 1882 [13 mai] (A., p. 536; J.O., c.r., p. 463). — Dépôt par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice et des Cultes, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, du Commerce et des Travaux publics, d'un projet de loi portant approbation d'une Convention relative au régime douanier entre le canton de Genève et la zone franche de la Haute-Savoie et de quatre Conventions de raccordement de chemins de fer [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 101; I. 242). — Répond à une question que lui a adressée M. le baron de Lareinty, sur les troubles qui ont éclaté à Alexandrie (Egypte) [13 juin] (A., p. 752; J.O., c.r., p. 644). — Dépôt par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, de deux projets de lois adoptés par la Chambre des Députés : le 1er au nom de M. le Ministre des Travaux publics et de M. le Ministre des Affaires étrangères, portant approbation de la Convention signée à Paris, le 28 décembre 1880, entre la France et la Suisse, pour réglementer la pêche dans les eaux frontières; le 2e, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, de MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine et des Finances, portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Finances, sur les exercices de 1881, 1882, de crédits supplémentaires et extraordinaires montant à la somme de 19.076.087 francs pour les frais de l'expédition de Tunisie pendant le 2e semestre de l'année 1882 [6 juillet] (A., p. 843; J.O., c.r. p. 727). — Dépôt par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien, d'un projet de loi, portant approbation d'une Convention additionnelle conclue entre la France et l'Autriche-Hongrie [17 juillet] (A., p. 948; J.O., c.r. p. 820). — Répond à une question de M. le comte de Saint-Vallier sur la publication du second fascicule du livre jaune. Le retard apporté dans la distribution de ce document diplomatique provient de raisons purement matérielles [22 juillet] (A., p. 999; J.O., c.r., p. 862). — Est entendu dans la

discussion du projet de loi portant ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies d'un crédit extraordinaire à l'occasion des événements d'Égypte.— Dépôt par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien, d'un projet de loi portant approbation du tarif télégraphique établi par l'Arrangement conclu, le 13 juillet 1882, entre la France et la Grèce [25 juillet] (A., p. 1051 ; J.O., c.r., p. 910). — Membre de Commissions (F. 6, 80 ; J.O., p. 445, 4400).

FRÉZOUL. Ariège. — Proclamé sénateur [6 mai] (A., p. 462; J.O., c.r., p. 402). — Membre d'une Commission (F. n° 58 ; J.O., p. 3525).

GAILLY. Ardennes. — Son rapport sur les élections sénatoriales de la Haute-Saône [14 janvier] (A., p. 7; J.O., c.r., p. 6). — Membre de la Commission chargée du projet de loi relatif à l'élection des juges consulaires [10 février] (J.O., p. 750; F. n° 11). — Membre de Commissions (F. 6, 11, 13, 36, 46, 58, 68; J.O., p. 445, 750, 891, 2411, 2805, 3525, 3667).

GALLONI D'ISTRIA. Corse. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre le continent et la Corse. Présente un article additionnel [28 juillet] (A., p. 1079; J.O., c.r., p. 932). — Membre de Commissions (F. 50, 80; J.O., p. 3039, 4400).

GAMBETTA, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.* — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du Traité de commerce signé à Paris, le 8 novembre 1881, entre la France et l'Italie [16 janvier] (A., p. 14; J.O., c.r., p. 11; an., p. 2; I. 2).

GARD. — Formation d'une nouvelle commune dans l'arrondissement d'Alais, sous le nom de Molières-sur-Cèze. V. loi 6.

GARONNE (Haute). — Demande à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices. V. loi 122.

GARRISSON. Tarn-et-Garonne. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 9; J.O., c.r., p. 8). — Membre de Commissions (F. 36, 50, 58, 68; J.O., p. 2411, 3039, 3525, 3928).

GAUDINEAU. Vendée. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 9 ; J.O.,

c.r., p. 8). — Dépose une pétition de 99 marins pensionnés et veuves de marins du quartier de l'île d'Yeu (Vendée) (J.O., p. 510). — Membre d'une Commission (F. 24; J.O., p. 1460).

GAULTHIER DE RUMILLY. Inamovible. — Préside la séance comme doyen d'âge. Son allocution. Prononce l'éloge funèbre de M. Herold [10 janvier] (A., p. 1; J.O., c.r., p. 1; an., p. 1; I. 1). — Préside la séance. Communique trois lettres : la première émanant de M. le Président de la Chambre des Députés, faisant connaître la composition définitive du bureau de la Chambre; les deux autres de Mgr l'archevêque de Paris et de M. le Président du Consistoire de l'Église reformée, relatives aux prières publiques [14 janvier] (A., p. 5; J.O., c.r., p. 5). — Préside la séance. Proclame le bureau du Sénat et invite M. Léon Say à occuper le fauteuil du Président [16 janvier] (A., p. 13; J.O., c.r., p. 11).

GAVARDIE (de). Landes. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Code rural. Présente deux amendements [24 janvier] (A., p. 27; J.O., c.r., p. 22). — Parle sur le même projet de loi [27 janvier] (A., p. 37; J.O., c.r., p. 31). — Est entendu dans la discussion de la prise en considération de la proposition de loi sur la garantie des droits des citoyens [9 février] (A., p. 66; J.O., c.r., p. 57). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [11 février] (A., p. 83; J.O., c.r., p. 71). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au Code rural [18 février] (A., p. 107; J.O., c.r., p. 94).— Fait une rectification au procès-verbal. Parle sur le règlement de l'ordre du jour et demande à interpeller M. le Garde des Sceaux sur le scandale réitéré de refus du serment religieux et civil devant la justice et sur les mesures à prendre pour le faire cesser [24 février] (A., p. 127; J.O., c.r., p. 111, 123). — Développe son interpellation [28 février] (A., p. 149; J.O., c.r., p. 131). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire. Présente une proposition ayant pour objet de nommer une Commission, composée de dix-huit membres et investie des pouvoirs ordinaires des Commissions d'enquête parlementaire, pour recueillir tous renseignements nécessaires sur la situation comparative des écoles laïques et congréganistes [11 mars] (A., p. 187; J.O., c.r., p. 162; an., p. 104; I. 84). — Est entendu dans la discussion du même projet de loi. Présente deux amendements [13 mars] (A., p. 214; J.O., c.r., p. 191). — Présente un amendement et est entendu dans la discussion du même projet de loi [14 mars] (A., p. 239; J.O., c.r., p. 211). — Fait une rectifi-

cation au procès-verbal. Est entendu et présente deux amendements sur le même projet de loi [16 mars] (A., p. 244 ; J.O., c.r., p. 216). — Présente plusieurs amendements. Parle dans la discussion du projet de loi sur l'enseignement primaire obligatoire [18 mars] (A., p. 262; J.O., c.r., p. 232). — Présente un amendement et est entendu sur le même projet de loi [20 mars] (A., p. 286; J.O., c.r., p. 252). — Présente un amendement [21 mars] (A., p. 323 ; J.O., c.r., p. 282). — Présente plusieurs articles additionnels, conjointement avec MM. Boisse, le marquis de Carné et Cornulier-Lucinière [23 mai] (A., p. 331; J.O., c.r., p. 288). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [6 mai] (A., p. 472; J.O., c.r., p. 410) [8 mai] (A., p. 479; J.O., c.r., p. 416). — Présente deux amendements [9 mai] (A., p. 495; J.O., c.r., p. 429). — Présente un amendement [13 mai] (A., p. 542 ; J.O., c.r., p. 468). — Parle dans la discussion du même projet de loi. Présente deux amendements [15 mai] (A., p. 552 ; J.O., c.r., p. 477). — Présente un amendement [16 mai] (A., p. 576; J.O., c.r., p. 497) [23 mai] (A., p. 628; J.O., c.r., p. 537). — Présente un amendement. Le développe [25 mai] (A., p. 646; J.O., c.r., p. 549). — Présente trois amendements [27 mai] (A. p. 657; J.O., c.r., p. 559). — Présente deux amendements [1er juin] (A., p. 675 ; J.O., c.r., p. 576). — Présente un amendement [6 juin] (A., p. 701 ; J.O., c.r., p. 599) [10 juin] (A., p. 722; J.O., c.r., p. 617). — Présente cinq articles additionnels et une disposition additionnelle [13 juin] (A., p. 740 ; J.O., c.r., p. 632). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'établissement de plusieurs chemins de fer d'intérêt local dans les Landes et l'approbation d'un traité passé entre la Compagnie du Midi et les concessionnaires [1er juillet] (A., p. 818; J.O., c.r., p. 704). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la création de syndicats professionnels [6 juillet] (A., p. 857; J.O., c.r., p. 739) [8 juillet] (A., p. 866 ; J.O., c.r., p. 748). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [11 juillet] (A., p. 911 ; J.O., c.r., p. 787).

GAYOT (Émile). Aube. — Nommé secrétaire et rapporteur de la Commission chargée du projet de loi, ayant pour objet de modifier l'article 69, paragraphe 9, du Code de procédure civile [10 février] (J.O., p. 750; F. 11). — Dépose son rapport [18 février] (A., p. 99; J.O., c.r., p. 87; an., p. 25; I. 37). — Secrétaire de la 2e Commission d'initiative parlementaire [19 février] (J.O., p. 938; F. 14). — Fait une observation sur le procès-verbal [23 mai] (A., p. 617; J.O., c.r., p. 527). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. Présente un amendement [27 mai] (A., p. 661; J.O.,c.r., p. 564).—Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant

pour objet la construction d'un canal de jonction de l'Escaut à la Meuse [22 juin] (A., p. 788; J.O, c.r., p. 676).— Membre de Commissions (F. 10, 13, 36; J.O., p. 652, 891, 2411).

GAZAGNE. Gard. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au Code rural [11 février] (A., p. 75; J.O., c.r., p. 63) [18 février] (A., p. 105; J. O., c.r., p. 92). — Dépose une pétition de sous-officiers, brigadiers et soldats en retraite demeurant à Nîmes (Gard) [24 mars] (J.O., p. 298). — Dépose deux rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er à autoriser la ville d'Avignon (Vaucluse) à emprunter une somme de 24.000 francs; le 2e à autoriser le département de l'Isère à contracter un emprunt pour une école normale d'institutrices. Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville de Nîmes (Gard) à faire un emprunt et à s'imposer extraordinairement [30 mars] (A., p. 369; J.O., c.r., p. 321; an., p. 137; I. 141, 142). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Charente-Inférieure à modifier la destination de deux emprunts réalisables en vertu d'une loi antérieure, et à contracter un emprunt à la Caisse des chemins vicinaux. En donne lecture [1er avril] (A., p. 435; J. O., c. r., p. 377). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assurer l'application de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée des heures de travail [28 juin] (J.O., p. 3389; F. 57). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville de Nîmes à contracter un emprunt. Dépose le rapport fait au nom de la 6e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Alais (Gard) à emprunter une somme de 1.700.000 francs et à s'imposer extraordinairement [31 juillet] (A., p. 1112; J.O.; c.r., p. 962). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville d'Alais (Gard) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement [5 août] (A., p. 1170; J.O., c.r., p. 1013). — Membre de Commissions (F. 24, 50, 56, 61, 66, 68, 80; J.O., p. 1460, 3039, 3338, 3667, 3855, 3926, 4400).

GENT. Vaucluse. — Demande un congé. Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 9; J.O., c.r., p. 5). — Député de Vaucluse et élu sénateur dans le même département, adresse une lettre à M. le Président du Sénat dans laquelle il déclare opter pour le Sénat [24 janvier] (A., p. 26; J.O., c.r., p. 22). — Est entendu dans la discussion du projet

de loi relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône et de ses affluents [22 juillet] (A., p. 1004; J.O., c.r., p. 867).

GEORGE. Vosges. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 10; J.O., c.r., p. 9). — Dépose, avec M. Martin (Henri), une proposition de loi relative à l'organisation de compagnies d'instruction militaire par les jeunes gens de dix-sept ans et au-dessus [29 juillet] (A., p. 1103; J.O., c.r., p. 956; an., p. 158; I. 510). — Membre d'une Commission (F. 66; J.O., p. 3855).

GILBERT-BOUCHER. Seine-et-Oise. — Proclamé sénateur. Son rapport sur les élections sénatoriales de la Seine [14 janvier] (A., p. 8, 9; J.O., c.r., p. 7). — Membre de Commissions (F. 30, 56, 66, 80; J.O., p. 1654, 3338, 3855, 4400).

GOBLET. — Nommé Ministre de l'Intérieur [30 janvier] (J.O., p. 546). — Dépôt, par M. le Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Somme à contracter un emprunt pour le remboursement de la dette départementale [2 février] (A., p. 45; J.O., c.r., p. 39).— Dépôt, par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de quatre projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1er la ville de Moulins (Allier) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement; le 2e le département de l'Ardèche à contracter un emprunt pour les travaux de deux écoles normales ; le 3e le département de la Loire à contracter un emprunt pour les travaux de deux écoles normales; le 4e le département des Vosges à contracter un emprunt pour les travaux de divers chemins d'intérêt commun. Renvoi des quatre projets de lois à la Commission d'intérêt local [9 février] (A., p. 57 ; J.O., c.r., p. 49). — Dépôt par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er à autoriser le département du Finistère à contracter un emprunt pour la construction de deux écoles normales primaires ; le 2e à autoriser le département de la Seine à modifier l'emploi des ressources créées par deux lois antérieures [16 février] (A., p. 96; J.O., c.r., p. 85; an., p. 24; I. 33, 34). — M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er à autoriser le département de la Dordogne à contracter un emprunt pour l'installation d'une école normale

d'institutrices; le 2e à autoriser la ville de Clermont-Ferrand à emprunter à la Caisse d'épargne une somme de 150.000 francs [18 février] (A., p. 112; J.O., c.r., p. 98). — Dépôt par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la commune de Villemur (Haute-Garonne) pour en former une municipalité distincte, sous le nom de la Magdelaine-sur-Tarn [27 février] (A., p. 145; J.O., c.r., p. 127). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie [6 mars] (A., p. 170; J.O., c.r., p. 150). — Parle sur le même projet de loi [7 mars] (A., p. 176; J.O., c.r., p. 155). — Dépose un projet de loi, voté par la Chambre des Députés, tendant à attribuer aux conseils municipaux la nomination des maires et adjoints dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement et de canton. Dépose divers projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er à autoriser le département du Loiret à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux; le 2e à autoriser le département des Basses-Alpes à créer des ressources extraordinaires pour la construction de chemins de fer; le 3e à autoriser la ville de Nîmes (Gard) à emprunter 1.400.000 fr. et à s'imposer extraordinairement; le 4e à autoriser le département du Lot à contracter un emprunt de 200.000 francs pour la construction d'une école normale d'instituteurs; le 5e à autoriser la ville de Fontainebleau (Seine-et-Marne) à emprunter une somme de 342.000 francs pour la construction d'un collège communal; le 6e à autoriser le département de la Vendée à modifier la destination d'un emprunt réalisable en vertu d'une loi antérieure; le 7e à autoriser la ville d'Amiens (Somme) à emprunter 200.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 8e à autoriser l'hospice d'Armentières (Nord) à contracter un emprunt et à approuver un engagement pris par la ville d'Armentières en vue du remboursement; le 9e à autoriser la ville de Castres (Tarn) à emprunter une somme de 220.000 francs [11 mars] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 159; an., p. 99; I. 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79). — Dépôt par M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er à autoriser le département des Landes à créer des ressources extraordinaires pour l'établissement de chemins de fer; le 2e à autoriser le département de la Dordogne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de fer d'intérêt commun et des lignes ordinaires; le 3e à autoriser le département de la Drôme à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices [14 mars] (A., p. 230; J.O., c.r., p. 199).— Dépôt par M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-

Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département de l'Isère à contracter un emprunt pour une école normale d'institutrices ; le 2e, à autoriser la ville d'Auxerre (Yonne) à emprunter 200.000 francs ; le 3e, à autoriser le département de l'Eure à emprunter, à la Caisse des chemins vicinaux, une somme de 300.000 francs applicable aux travaux des lignes de grande communication [18 mars] (A., p. 275 ; J.O., c.r., p. 232). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'abrogation des dispositions législatives concernant l'adjonction des plus imposés. Dépose quatre projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, d'autoriser la ville de Chaumont (Haute-Marne) à emprunter une somme de 1.100.000 francs ; le 2e, d'autoriser la ville d'Avignon (Vaucluse (à emprunter une somme de 24.000 francs à la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires ; le 3e, d'autoriser le département de la Corrèze à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention destinée à la construction d'un chemin de fer, pour les travaux des routes départementales et pour le service d'un emprunt antérieurement contracté ; le 4e, d'autoriser le département de l'Aube à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires. Renvoi des quatre projets à la Commission d'intérêt local. — Demande le renvoi du projet de loi ayant pour objet l'abrogation des dispositions législatives concernant l'adjonction des plus imposés à l'examen de la Commission déjà saisie du projet de loi municipal tendant à faire nommer par les Conseils municipaux les maires dans les chefs-lieux de canton [23 mars] (A., p. 329 ; J.O., c.r., p. 287, 297 ; an., p. 119 ; I. 111, 116, 117, 118, 119). — Dépôt par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de trois projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à distraire de la commune de Pontamur (Puy-de-Dôme) la section de Landogne, pour l'ériger en municipalité séparée ; le 2e, à autoriser la ville d'Arras (Pas-de-Calais) à emprunter 116.000 francs ; le 3e, à autoriser le département de la Haute-Loire à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental. Renvoi à la Commission d'intérêt local [28 mars] (A., p. 349 ; J.O., c.r., p. 303). — Dépôt par M. Léon Say, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à former un nouveau canton dans le département de Seine-et-Oise dont le chef-lieu serait Le Raincy [28 mars] (A., p. 366 ; J.O., c.r., p. 317). — Dépôt par M. Tirard, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi tendant à autoriser la ville de Toulon (Var) à emprunter une somme

de 176.000 francs à la Caisse des lycées, collèges et écoles [30 mars] (A., p. 377; J.O., c.r., p. 325). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Bourbourg-Ville (Nord). Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à l'abrogation des dispositions législatives concernant l'adjonction des plus imposés [31 mars] (A., p. 405; J.O., c.r., p. 351; an., p. 143; I. 153). — Dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Charente-Inférieure à modifier la destination de deux emprunts réalisables en vertu d'une loi antérieure et à contracter un emprunt à la Caisse des chemins vicinaux [1er avril] (A., p. 426; J.O., c.r., p. 377). — Dépôt par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, tendant à autoriser le département de Seine-et-Oise à emprunter à la Caisse des chemins vicinaux une somme de 215.200 fr. pour l'achèvement de divers chemins d'intérêt commun et de grande communication; le 2e, étendant au service d'un nouvel emprunt l'affectation de l'imposition extraordinaire, autorisée par la loi du 15 mai 1878, sur les patentes de la ville du Havre, pour concourir aux dépenses de construction d'une bourse [11 mai] (A., p. 527; J.O., c.r., p. 456). — M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, dépose au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Garonne à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices [20 mai] (A., p. 593; J.O., c.r., p. 509; an., p. 69; I. 213). — Dépôt par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange entre l'État et la ville d'Albi (Tarn). Dépôt par M. le Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de quinze projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1er, le département du Finistère à créer des ressources extraordinaires destinées au payement de subventions promises pour la construction des chemins de fer; le 2e, le département de l'Isère à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental; le 3e, la ville de Neuilly (Seine) à emprunter une somme de 232.500 francs et à s'imposer extraordinairement; le 4e, le département de la Nièvre à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental; le 5e, la ville d'Agen (Lot-et-Garonne) à contracter un emprunt de 1.200.000 fr.; le 6e, le département d'Indre-et-Loire à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental; le 7e, la ville de Ren-

nes (Ille-et-Vilaine) à emprunter une somme de 1.735.000 francs; le 8e, le département de la Haute-Savoie à créer des ressources extraordinaires pour le service d'un emprunt antérieurement contracté pour diverses dépenses d'intérêt départemental; le 9e, la ville de Chambéry (Savoie) à emprunter à la Caisse des lycées, collèges et écoles une somme de 130.000 francs; le 10e, le département de Tarn-et-Garonne à s'imposer extraordinairement pour le payement d'une subvention, destinée au rachat du péage d'un pont situé sur une route nationale; le 11e, la ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) à emprunter 150.000 francs; le 12e, le département de l'Aude à contracter un emprunt et à étendre la durée de remboursement d'un autre emprunt; le 13e, la ville de Dijon (Côte-d'Or) à emprunter une somme de 1 million de francs; le 14e, le département des Côtes-du-Nord à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux; le 15e, le département des Basses-Pyrénées à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux et ceux d'une route nationale [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 99; I. 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241).— Dépôt, par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et au sien, de deux projets de lois adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à modifier le taux de l'intérêt d'un emprunt à contracter par le département de l'Isère, en vertu d'une loi antérieure; le 2e, d'autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt pour les travaux des chemins de grande communication [8 juin] (A., p. 709; J.O., c.r., p. 607; an., p. 106; I. 244, 245). — Dépôt par M. Varroy, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de six projets de lois adoptés par la Chambre des Députés et tendant : le 1er, à autoriser le département de l'Allier à créer des ressources extraordinaires; le 2e, à réunir les communes de Graux et de Tranqueville (Vosges) pour en former une municipalité distincte sous le nom de Tranqueville-Graux; le 3e, à distraire une portion du territoire de la commune de Restigné (canton de Bourgueil, arrondissement de Chinon, département d'Indre-et-Loire) pour la rattacher à la commune d'Ingrandes (canton de Langeais, même arrondissement); le 4e, à autoriser le département du Var à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires; le 5e, à autoriser la ville de Louviers (Eure) à emprunter 164.200 francs; le 6e, à autoriser le département de la Seine-Inférieure à créer des ressources extraordinaires applicables à diverses dépenses d'intérêt départemental [13 juin] (A., p. 741; J.O., c.r., p. 635; an., p. 135; I. 262, 263, 264, 265, 266, 267). — Dépôt par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant :

le 1er, à autoriser le département de la Mayenne à modifier le taux de l'intérêt d'un emprunt à contracter en vertu d'une loi antérieure; le 2e, à autoriser le département du Nord à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux et pour les dépenses de l'enseignement primaire et de l'instruction publique [22 juin] (A., p. 788; J.O., c.r., p. 675; an., p. 144; I. 285, 286). — Dépôt par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Nice à emprunter une somme de 500.000 fr. [27 juin] (A., p. 806; J.O., c.r., p. 692; an., p. 4; I. 308). — Dépôt par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville de Chambéry à contracter un emprunt de 320.000 francs; le 2e, à autoriser le département de la Somme à contracter un emprunt de 822.600 francs pour l'établissement des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices; le 3e, à autoriser le département du Cher à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de grande communication, le rachat de ponts à péage et diverses dépenses d'intérêt départemental; le 4e, à autoriser le département du Lot à s'imposer extraordinairement pour les travaux des lignes vicinales. M. Tirard, Ministre du Commerce, dépose au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, sept projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville d'Aix-les-Bains (Savoie) à contracter un emprunt de 100.000 francs à la Caisse des chemins vicinaux et à s'imposer extraordinairement; le 2e, à autoriser le département de la Dordogne à créer des ressources extraordinaires pour faire face à diverses dépenses d'intérêt départemental; le 3e, à autoriser le département des Pyrénées-Orientales à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales; le 4e, à autoriser le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement pour combattre le phylloxera; le 5e, à autoriser le département de la Meuse à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de fer d'intérêt local et pour la construction d'une école normale d'institutrices; le 6e, à autoriser le département de l'Orne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de fer et des lignes vicinales; le 7e, à autoriser le département de l'Hérault à contracter un emprunt pour la construction des chemins de fer d'intérêt local [1er juillet] (A., p. 818, 826; J.O., c.r., p. 703; an., p. 58; I. 327, 328, 329, 330). — M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1er, la ville du Mans (Sarthe) à emprunter une

somme de 400.000 francs et à proroger une imposition extraordinaire ; le 2e, le département d'Indre-et-Loire à contracter un emprunt de 168.000 francs pour la construction d'une école normale d'institutrices ; le 3e, le département des Bouches-du-Rhône à s'imposer extraordinairement pour le service de l'instruction publique, pour les travaux des routes et diverses autres dépenses d'intérêt départemental ; le 4e, le département d'Ille-et-Vilaine à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de fer, pour la construction d'une école normale d'institutrices et pour diverses autres dépenses d'intérêt départemental [4 juillet] (A., p. 833 ; J.O., c.r., p. 716). — Dépôt par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de deux projets de loi adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1er, le département de la Seine à modifier l'emploi des ressources créées par une loi antérieure ; le 2e, la ville de Nîmes (Gard) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. Renvoi des deux projets de loi à la Commission d'intérêt local [10 juillet] (A., p. 882 ; J.O., c.r., p. 762). — Dépôt par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-Alpes à créer des ressources extraordinaires pour la construction de chemins de fer [11 juillet] (A., p. 906 ; J.O., c.r., p. 782). — Dépôt par M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, relatif à l'augmentation du nombre des adjoints aux maires dans certains arrondissements de la ville de Paris [12 juillet] (A., p. 927 ; J.O., c.r., p. 801). — Dépôt par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État aux Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à distraire le hameau le Petit-Saveuse de la commune de Saveuse (canton nord-ouest d'Amiens, département de la Somme), pour le réunir à la commune de Ferrières (canton de Picquigny, même département) ; le 2e, à autoriser le département du Calvados à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une école normale d'instituteurs et pour l'appropriation d'une école normale d'institutrices [18 juillet] (A., p. 956 ; J.O., c.r., p. 825). — Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, tendant à distraire les sections de Vermelle et de Nivolas des communes des Esparres et de Serezin (canton de Bourgoin, département de l'Isère), pour en former une municipalité distincte ; le 2e, tendant à autoriser le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement pour subvenir à diverses dépenses d'intérêt départemental [21 juillet] (A., p. 995 ; J.O., c.r., p. 859). — Dépôt par M. le Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de quatre projets de

lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville de Montluçon (Allier) à emprunter 500.000 francs ; le 2e, à autoriser la ville de Cherbourg (Manche) à emprunter 786.200 francs ; le 3e, à autoriser le département de la Lozère à créer des ressources extraordinaires pour l'achèvement des lignes de grande communication d'intérêt commun ; le 4e, à autoriser le département de Seine-et-Oise à contracter un emprunt à la Caisse des chemins vicinaux pour la construction de plusieurs ponts. Dépôt par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Ministre des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1881, d'un crédit extraordinaire de 1.900.000 francs pour la liquidation de l'arriéré du service de l'Assistance publique en Algérie ; 2° création d'un complément de ressources destinées à constituer une dotation suffisante pour le même service [22 juillet] (A., p. 999 ; J.O., c.r., p. 868). — Dépôt par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la commune d'Hériménil (Meurthe-et-Moselle) du canton de Gerbéviller, et à la rattacher au canton sud-est de Lunéville. Répond à une question de M. Vigarosy au sujet des changements apportés dans les rapports officiels de la République d'Andorre avec le département de l'Ariège, modifiés par un décret du 3 juin dernier et dont le siège a été transféré à Perpignan (Pyrénées-Orientales). Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département d'Alger à emprunter une somme de de 4.280.000 francs applicable au remboursement anticipé d'emprunts contractés antérieurement et à la construction d'édifices d'utilité départementale. Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 30 juillet 1881, relative aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851, et de la loi de sûreté générale du 27 février 1858. Renvoi aux bureaux [24 juillet] (A., p. 1013, 1027 ; J.O., c.r., p. 876). — Dépôt par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département des Basses-Pyrénées à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées à la construction de chemins de fer ; le 2e, à autoriser le département de Vaucluse à proroger la durée du remboursement d'un emprunt et à créer des ressources extraordinaires applicables au payement de diverses dépenses départementales. Dépôt par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de quatre projets de lois, adoptés par la Chambre

des Députés : le 1er, portant répartition des fonds de 4 millions destinés à venir en aide aux départements, exercice 1883 : renvoi à la Commission des finances; le 2e, tendant à autoriser le département de la Loire-Inférieure : 1° à contracter un emprunt pour les travaux d'un orphelinat; 2° à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt et pour le service des chemins vicinaux; le 3e, tendant à autoriser le département de la Nièvre à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention promise pour la construction d'un chemin de fer; le 4e, tendant à autoriser la ville de Cholet (Maine-et-Loire) à emprunter une somme de 290.000 francs et à s'imposer extraordinairement [25 juillet] (A., p. 1032, 1051; J.O., c.r., p. 910). — Dépôt par M. le Sous-Secrétaire d'État à l'Instruction publique, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville de Nancy à contracter un emprunt; le 2e, à autoriser le département du Puy-de-Dôme à s'imposer extraordinairement; le 3e, à autoriser la ville de Charleville à contracter un emprunt, et à approuver pour régularisation un emprunt contracté par la même ville. — M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, divers projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1er, la ville de Versailles (Seine-et-Oise) à emprunter 3.500.000 francs et à proroger une imposition extraordinaire; le 2e, la ville d'Alais (Gard) à emprunter une somme de 1.700.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 3e, la ville d'Armentières (Nord) à emprunter 300.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 4e, le département de la Loire à contracter un emprunt pour l'agrandissement de l'école normale d'instituteurs de Montbrison; le 5e, le département de la Haute-Vienne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des lignes de grande communication [27 juillet] (A., p. 1056, 1071; J.O., c.r., p. 913.) — Dépôt par M. Varroy, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 1.950.000 francs pour indemniser les victimes des événements de Saïda et de Tiaret [28 juillet] (A., p. 1083; J.O., c.r., p. 937). — Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département de la Charente-Inférieure à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux et d'intérêt commun; le 2e, à autoriser le département de la Haute-Vienne à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux [29 juillet] (A., p. 1097; J.O., c.r., p. 950). — M. Varroy, Ministre des Travaux publics, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et de M. le Ministre

des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à allouer au Ministre de l'Intérieur un crédit extraordinaire de 1 million de francs, pour venir en aide aux populations éprouvées par les inondations et par la grêle [3 août] (A., p. 1150; J.O., c.r., p. 996). — Dépôt par M. Varroy, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi tendant à autoriser le département de Tarn-et-Garonne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires et pour le service d'un emprunt contracté en exécution d'une loi antérieure [5 août] (A., p. 1172; J.O., c.r., p. 1015). — Dépôt par M. le Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de trois projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1°r, d'autoriser la ville de Montpellier à emprunter une somme de 8.284.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 2e, d'autoriser les hospices de Montpellier (Hérault) à contracter un emprunt de 209.000 francs et à approuver un engagement pris par la ville de Montpellier, en vue du remboursement de cet emprunt; le 3e, d'autoriser la ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) à emprunter 66.000 francs [7 août] (A., p. 1186; J.O., c.r., p. 1028).

GOGUET. Deux-Sèvres. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 8; J.O., c.r., p. 8). — Secrétaire de la 2e Commission des pétitions [19 février] (J.O., p. 938; F. 14). — Dépose le rapport fait au nom de la 3e Commission d'intérêt local, chargée d'examiner le projet de loi tendant à autoriser la ville de Chaumont à contracter un emprunt de 1.100.000 fr. [28 mars] (A., p. 351; J.O., c.r., p. 305; an., p. 133; I. 133). — Dépose le rapport fait au nom de la 3e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aube à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires [30 mars] (A., p. 377; J.O., c.r., p. 326; an., p. 138; I. 144). — Dépose le rapport fait au nom de la 3e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ériger en commune distincte la section de Landogne distraite, à cet effet, de la commune de Pontaumur (Puy-de-Dôme). En donne lecture [1°r avril] (A., p. 426; J.O., c.r., p. 369; an., p. 144; I. 155). — S'excuse de ne pouvoir assister aux premières séances du Sénat [6 mai] (A., p. 461; J.O., c.r., p. 401). — Son rapport sur l'élection sénatoriale de l'Inde française [4 juillet] (A., p. 835; J.O., c.r., p. 716). — Membre de Commissions (F. 13, 24; J. O., p. 891, 1460).

GOUIN. Inamovible. — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Cham-

bre des Députés, tendant à ouvrir à M. le Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1882, un crédit de 3.109.702 francs pour l'entretien d'un surcroît d'effectif à titre temporaire. En donne lecture [31 mars] (A., p. 394; J.O., c.r., p. 341; an., p. 141; I. 149). — Dépose des pétitions des instituteurs et institutrices du département d'Indre-et-Loire [1er avril] (J.O., p. 394).— M. Calmon dépose au nom de la Commission des finances le rapport sur un projet de loi, précédemment adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'isolement et à l'agrandissement des bâtiments de la Bibliothèque nationale, et portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 2.950.000 francs pour faire face aux dépenses des expropriations poursuivies en exécution de la loi du 28 décembre 1880. Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux travaux d'amélioration des routes nationales [25 mai] (A., p. 636; J.O., c.r., p. 514). — Est nommé membre de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations [1er juin] (A., p. 677; J.O., c.r., p. 575). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant: 1° ouverture au Ministre de la Guerre, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882 d'un crédit de 54.200.000 francs; 2° annulation d'une somme correspondante au titre du Budget de l'exercice 1881 [6 juin] (A., p. 692; J.O., c.r., p. 591; an., p. 99; I. 225). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de la somme de 6.320.678 pour l'entretien d'un surcroît d'effectif à titre temporaire [15 juin] (A., p. 761; J.O., c.r., p. 651; an., p. 137; I. 270). — Dépôt par M. Calmon, au nom de M. Gouin, du rapport présenté par la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'ouverture de crédits, au titre du Budget sur ressources extraordinaires [8 juillet] (A., p. 865; J.O., c.r., p. 747; an., p. 69; I. 356). — Membre de Commissions (F. 6, 36; J.O., p. 445, 2411).

GOUTAY. Puy-de-Dôme. — Proclamé sénateur [16 janvier] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 12). — Membre d'une Commission (F. 61; J.O., p. 3667).

GRANDPERRET. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [6 mai] (A., p. 463; J.O., c.r., p. 403). — Présente un amendement [15 mai] (A., p. 558; J.O., c.r., p. 482).— Présente un amendement [20 mai] (A., p. 584; J.O., c.r., p. 502) [22 mai] (A., p. 609; J.O., c.r., p. 522). — Répond à une

question adressée pendant son absence dans la dernière séance par M. Xavier Blanc, au cours de la discussion du projet de loi sur la réforme du Code d'instruction criminelle [23 mai] (A., p. 617; J.O., c.r. p. 527). — Présente un amendement [6 juin] (A., p. 701; J.O., c.r., p. 599). — Demande un congé [15 juin] (A., p. 761; J.O., c.r., p. 651).

GRÉVY (Albert). Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi tendant à attribuer aux conseils municipaux, dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement et de canton, la nomination des maires et adjoints (J.O., p. 1492; F. 25). — Demande la mise à l'ordre du jour de la prochaine séance du projet de loi relatif à la nomination des maires [23 mars] (A., p. 342; J.O., c.r., p. 297). — Membre de Commissions (F. 18, 24; J.O., p. 1139, 1460).

GRÉVY (général). Jura. — Membre d'une Commission (F. 24; J.O., p. 1460).

GRIFFE. Hérault. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Code rural [11 février] (A., p. 78; J.O., c.r., p. 66, 69). — Présente un amendement sur l'article 13 du titre V du Code rural [18 février] (A., p. 100; J.O., c.r., p. 88). — Est nommé rapporteur de la Commission chargée du projet de loi tendant à la répression du duel [28 mars] (J.O., p. 1686). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [9 mai] (A., p. 500; J.O., c.r., p. 438). — Secrétaire de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, ayant pour objet de supprimer les classes de préfectures et de sous-préfectures et d'établir des classes personnelles aux fonctionnaires (J.O., p. 3005; F. 49). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un canal d'irrigation dérivé de l'Hérault et destiné à desservir une partie des territoires de douze communes du département de l'Hérault (J.O., p. 3623; F. 60). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la création de syndicats professionnels [17 juillet] (A., p. 944; J.O., c.r., p. 816) [1er août] (A., p. 1138; J.O., c.r., p. 985). — Membre de Commissions (F. 5, 48, 50, 59; J.O., p. 334, 2916, 3039, 3576).

GUIFFREY. Hautes-Alpes. — Ses rapports sur les élections sénatoriales du Haut-Rhin (Belfort), Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées et Pyrénées-Orientales [14 janvier] (A., p. 6; J.O., c.r. p. 5, 6). — Dépôt et lecture de son rappot sur l'élection des Pyrénées-Orientales [2 février] (A., p. 45; J.O., c.r., p. 39). — Secrétaire de la Commission chargée de

l'examen du projet de loi portant approbation : 1° d'une Convention entre la France et le Salvador pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art; 2° d'une Convention entre la France et la Belgique, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle (J.O., p. 1182; F. 19). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [13 mars] (A., p. 217; J.O., c.r., p. 193). — Parle dans la discussion du même projet de loi [14 mars] (A., p. 237; J.O., c.r., p. 209). — Membre de Commissions (F. 18, 36; J.O., p. 1139, 2411).

GUILLEMAUT (général). Saône-et-Loire. — Proclamé sénateur [16 janvier] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 12). — Nommé président de la Commission chargée de l'examen du projet de résolution présenté par MM. Salneuve et Testelin, relatif à une disposition additionnelle au règlement du Sénat dans le but d'interdire l'usage de la qualité de sénateur dans les entreprises financières, industrielles ou commerciales (J.O., p. 3576; F. 59). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention signée à Paris, le 28 décembre 1880, entre la France et la Suisse, pour réglementer la pêche dans les eaux frontières (J.O., p. 3900; F. 67). — Membre de Commissions (F. 58, 59, 66, 68; J.O., p. 3525, 3576, 3855, 3926).

GUINOT. Indre-et-Loire. — Dépose une pétition des instituteurs et institutrices du département d'Indre-et-Loire [1er avril] (J.O., c.r., p. 394). — Membre de Commissions (F. 36, 61; J.O., p. 2411, 3667).

GUYOT. Rhône. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 7; J.O., c.r., p. 6). — Demande le renvoi à la Commission des finances du projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône et de ses affluents [18 juillet] (A., p. 957; J.O., c.r., p. 827) [20 juillet] (A., p. 971; J.O., c.r., p. 839). — Membre de Commissions (F. 5, 6, 80; J.O., p. 334, 445, 4400).

GUYOT-LAVALINE. Puy-de-Dôme. — Proclamé sénateur [16 janvier] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 12). — Nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, ayant pour but le prolongement entre Florac et Millau de la route nationale 107 *bis* [28 mars] (J.O., c.r., p. 1703; F. 31). — Dépose le rapport fait au nom de la 4e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) à emprunter une somme de 150.000 francs.

[13 juin] (A., p. 738; J.O., c.r., p. 631; an., p. 136; I. 268). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-Pyrénées à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux et pour le payement d'une subvention applicable aux travaux d'une route nationale [24 juin] (A., p. 802; J.O., c.r., p. 688; an., p. 155; I. 295). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder des secours aux familles nécessiteuses des soldats de la réserve et de l'armée territoriale pendant l'absence de leurs chefs (J.O., p. 3709; F. 62). — Membre de Commissions (F. 30, 36, 58, 61, 68; J.O., p. 1654, 2411, 3525, 3667, 3926).

HALGAN. Vendée. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 9; J.O., c.r., p. 8). — M. le Président prononce son éloge funèbre [19 janvier] (A., p. 23; J.O., c.r., p. 19).

HAUSSONVILLE (comte d'). Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie [6 mars] (A., p. 160; J.O., c.r., p. 142). — Parle sur le même projet de loi. Présente un amendement [7 mars] (A., p. 174; J.O., c.r., p. 154). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [23 mars] (A., p. 336; J.O., c.r., p. 293). — Parle dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de fonder le crédit des colons en Algérie, par la constitution d'un privilège spécial [16 mai] (A., p. 575; J.O., c.r., p. 495).

HAVRE (Le) (Seine-Inférieure). — Demande à étendre au service d'un nouvel emprunt l'affectation de l'imposition extraordinaire autorisée par la loi de 1878, sur les patentes de la ville, pour concourir aux dépenses de construction d'une bourse. V. loi 115.

HÉBRARD. Haute-Garonne. — Membre de Commissions (F. 18,59; J.O., p. 1139, 3576).

HÉBRARD (Jacques). Inde française. — Proclamé sénateur [4 juillet] (A., p. 837; J.O., c.r., p. 716).

HÉRAULT. — Demande à contracter un emprunt, pour la construction des chemins de fer d'intérêt local. V. loi 193.

HÉRIMÉNIL (Meurthe-et-Moselle). — Projet de loi tendant à dis-

traire cette commune du canton de Gerbéviller et à la rattacher au canton Sud-Est de Lunéville. V. loi 246.

HEROLD. Seine. — Son éloge funèbre prononcé par M. le Président [10 janvier] (A., p. 2; J.O., c.r., p. 2).

HEURES DE TRAVAIL des enfants dans les usines et manufactures. V. loi 11. — Proposition tendant à assurer l'application de la loi du 9 septembre 1848. V. loi 166.

HONNORÉ. Meuse. — Secrétaire provisoire [10 janvier] (A., p. 1; J.O., p. 1). — Dépose une pétition de M. Decroix, vétérinaire principal en retraite, demeurant à Paris [14 janvier] (J.O., p. 10). — Secrétaire de la Commission des pétitions [20 janvier] (J.O., p. 334; F. 5). — Secrétaire de la Commission de comptabilité [28 janvier] (J.O., p. 502; F. 7). — Dépose trois pétitions d'habitants des communes de Dompcevrin, Spada et Rouvrois-sur-Meuse (Meuse) [26 juin] (J.O., p. 700). — Membre de Commissions (F. 3, 6, 46; J.O., p. 227, 445, 3667).

HUGUET. Pas-de-Calais. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 6; J.O., c.r., p. 6). — Dépose deux rapports sur deux projets de lois adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, tendant à autoriser la ville de Cherbourg (Manche) à contracter un emprunt; le 2e, ayant pour objet la perception d'une surtaxe à l'octroi d'Amiens (Somme) [27 juillet] (A., p. 1056; J.O., c.r., p. 914). — Dépose le rapport fait au nom de la 6e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire-Inférieure : 1° à contracter un emprunt pour les travaux d'un orphelinat; 2° à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt et pour le service des chemins vicinaux [28 juillet] (A., p. 1077; J.O., c.r., p. 931). — Membre de Commissions (F. 6, 61; J.O., p. 445, 3667).

HUMBERT. Inamovible. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [14 janvier] (A., p. 11; J.O., c.r., p. 10). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Code rural [24 janvier] (A., p. 30; J.O., c.r., p. 24). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [27 janvier] (A., p. 40; J.O., c.r., p. 33). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, quatre projets de lois d'intérêt local. Est entendu dans la discussion de la prise en considération de la proposition de loi sur la garantie des droits des citoyens [9 février] (A., p. 57, 66;

J.O., c.r., p. 49, 57; an., p. 18; I. 25, 26, 27, 28). — Est entendu, comme Ministre de la Justice, dans la discussion du projet de loi relatif au Code rural [11 février] (A., p. 72; J.O., c.r., p. 62, 67). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois d'intérêt local [16 février] (A., p. 96; J.O., c.r., p. 85). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au Code rural. Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois d'intérêt local [18 février] (A., p. 110; J.O., c.r., p. 96, 98; an., p. 26; I. 38, 39). — Parle dans la discussion de la proposition de loi concernant la durée des heures de travail dans les usines et manufactures [24 février] (A., p. 140; J.O., c.r., p. 122).— Répond à l'interpellation de M. de Gavardie sur le scandale réitéré de refus du serment religieux et civil devant la justice et sur les mesures à prendre pour le faire cesser [28 février] (A., p. 152; J.O., c.r., p. 134). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits. Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [6 mai] (A., p, 463, 471; J.O., c.r., p. 409). — Parle sur le même projet de réforme [9 mai] (A., p. 501; J.O., c.r., p. 435). — Dépose deux projets de lois relatifs à des crédits extraordinaires, au nom de M. le Ministre du Commerce. Est entendu dans la discussion du projet de loi sur la réforme du Code d'instruction criminelle [13 mai] (A., p. 543) [15 mai] (A., p. 553; J.O., c.r. p. 477). — Parle dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de fonder le crédit des colons en Algérie par la constitution d'un privilège spécial [16 mai] (A., p. 576; J.O., c.r., p. 495). — Dépose deux projets de lois adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, pour la construction d'un canal; le 2e, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, tendant à autoriser le département de la Haute-Garonne à contracter un emprunt [20 mai] (A., p. 593; J.O., c.r., p. 509; an., p. 69; I. 212). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [22 mai] (A., p. 600; J.O., c.r., p. 515). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les ventes judiciaires d'immeubles. Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [24 juillet] (A., p. 1012, 1026; J.O., c.r., p. 876, 888). — Demande le retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif aux associations [25 juillet] (A., p. 1052; J.O., c.r., p. 911).—Dépose cinq projets de lois d'intérêt local, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [27 juillet] (A., p. 1071; J.O., c.r., p. 927). — Demande la mise à l'ordre du jour du projet de loi tendant à réprimer les outrages aux bonnes mœurs [28 juillet] (A., p. 1090; J.O., c.r., p. 943). — Dépose, au nom de M. le

Ministre de l'Intérieur, trois projets de lois d'intérêt local [7 août] (A., p. 1186; J.O., c.r., p. 1028).

HYPOTHÈQUE MARITIME. — Projet de loi tendant à modifier la loi du 10 décembre 1874. V. loi 30.

ILLE-ET-VILAINE. — Demande à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de fer, pour la construction d'une école normale d'institutrices et pour diverses autres dépenses d'intérêt départemental. V. loi 202.

INDRE-ET-LOIRE. — Demande à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental. V. loi 136. — Demande à contracter un emprunt de 168.000 francs pour la construction d'une école normale d'institutrices. V. loi 200.

INCIDENT relatif à l'absence de Ministres pendant le cours de la discussion du projet de loi sur la réforme du Code d'instruction criminelle. M. de Lareinty en fait l'observation au Sénat [23 mai] (A., p. 631; J.O., c.r., p. 539).

INTERPELLATIONS. — M. de Gavardie demande à interpeller M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur le scandale réitéré de refus de serment religieux et civil devant la justice et sur les mesures à prendre pour le faire cesser [28 février] (A., p. 149; J.O., c.r., p. 111).

INVALIDATION. — M. Lepouzé, élu sénateur de l'Eure, est invalidé.

ISÈRE. — Demande à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices. V. loi 66. — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental. V. loi 132. — Demande à modifier le taux de l'intérêt d'un emprunt à contracter en vertu d'une loi antérieure. V. loi 147. — demande à distraire les sections de Vermelle et de Nivolas des communes des Esparres et de Serezia, pour en former une municipalité distincte. V. loi 236.

ISSARTIER. Gironde. — Membre d'une Commission (F. 80; J.O., p. 4400).

ISSOUDUN. — Déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer d'Issoudun à Saint-Florent, par ou près Charost. V. loi 38.

ITALIE. — Approbation du traité de commerce passé avec cette puissance. V. loi 1.

JACQUES. Oran. — Proclamé sénateur [24 janvier] (A., p. 25; J.O., c.r., p. 21). — Membre de la Commission chargée du projet de loi relatif à l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie [10 février] (J.O., p. 750). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie [16 février] (A., p. 92; J.O., c.r., p. 81). — Parle dans la même discussion [6 mars] (A., p. 164; J.O., c.r., p. 145). — Est entendu dans la discussion du projet de résolution tendant à élever de 5 à 15 francs la retenue mensuelle sur l'indemnité des sénateurs pour carte de circulation sur les chemins de fer [11 mars] (A., p. 200; J.O., c.r., p. 176). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à attribuer aux conseils municipaux, dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement et de canton, la nomination des maires et adjoints [25 mars] (A., p. 346; J.O., c.r., p. 300). — Demande la mise à l'ordre du jour d'un projet de loi concernant un crédit relatif aux colons de l'Algérie [15 mai] (A., p. 562; J.O., c.r., p. 485). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de fonder le crédit des colons en Algérie par la constitution d'un privilège spécial. Présente un amendement [16 mai] (A., p. 566; J.O., c.r., p. 487). — Demande l'ajournement de la discussion du projet de loi sur le crédit extraordinaire alloué pour indemniser les victimes des événements de Saïda et de Tiaret [5 août] (A., p. 1174; J.O., c.r., p. 1018). — Membre de Commissions (F. 6, 10, 11, 24; J.O., p. 445, 652, 750, 1460).

JAURÉGUIBERRY (vice-amiral). Inamovible. — Ministre de la Marine et des Colonies [30 janvier] (J.O., p. 546). — M. le général Billot, Ministre de la Guerre, dépose, au nom de M. le Ministre de la Marine et des Colonies, des Finances et au sien, un projet de loi, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire et extraordinaire pour la guerre de Tunisie [31 janvier] (J.O., p. 36). — Répond à la question que lui adresse M. le comte de Tréveneuc au sujet des vieux marins demi-soldiers, inscrits maritimes [28 février] (A., p. 155; J.O., c.r., p. 136). — Dépose un projet de loi portant : 1° ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, au titre du Budget sur ressources extraordinaires, d'un crédit de 1.250.500 francs pour les travaux du chemin de fer du Sénégal; 2° annulation d'une portion de crédit de 1.250.500 francs sur le Budget sur ressources extraordinaires du même Ministère, exercice 1881, chapitre 6, Chemin de fer du Sénégal. Dépose un décret de M. le Président de la République

portant retrait du projet de loi ayant pour objet de prévenir les collisions en mer [6 mars] (A., p. 160; J.O., c.r., p. 142; an., p. 97; I. 64, 65). — Dépôt par M. Berlet, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Marine et des Colonies, au nom des Ministres de la Marine et des Colonies et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, au titre du Budget sur ressources extraordinaires, d'un crédit de 7.458.785 francs pour les travaux des chemins de fer de Sénégal [16 mars] (A., p. 244; J.O., c.r., p. 215; an., p. 106; I. 90). — Dépôt par M. le Ministre des Finances, au nom de MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Finances, sur l'exercice 1882, de crédits supplémentaires montant à la somme de 8.844.000 francs pour les frais de l'expédition de Tunisie, pendant le deuxième trimestre 1882 [28 mars] (A., p. 366; J.O., c.r., p. 317). — Transmet à M. le Président du Sénat un décret portant retrait du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés et présenté au Sénat le 20 décembre 1880, qui avait pour objet de rendre le service militaire obligatoire personnel dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane. Dépose, au nom de MM. les Ministres des Finances et de l'Instruction publique et au sien, deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 274.088 francs, pour l'envoi d'une mission scientifique au cap Horn; le 2e sur les accidents et collisions en mer [6 mai] (A., p. 462; J.O., c.r., p. 402; an., p. 7; I. 179, 178). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies d'un crédit de 6.428.215 francs sur le Budget extraordinaire de 1882; 2° annulation d'une somme égale sur le Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de 1881 [16 mai] (A., p. 565; J.O., c.r., p. 487; an., p. 66; I. 207). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'assimilation au grade de capitaine de frégate : des mécaniciens en chef, des commissaires adjoints, des inspecteurs adjoints, des médecins et pharmaciens professeurs, des médecins et pharmaciens principaux [4 juillet] (A., p. 832; J.O., c.r., p. 716; an., p. 64; I. 348). — Dépôt par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de MM. les Ministres des Finances, de la Marine et au sien, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant : le 1er ouverture de crédits extraordinaires pour les frais de l'expédition de Tunisie; le 2e ouverture de crédits au titre du Budget sur ressources extraordinaires [4 juillet] (A., p. 837; J.O., c.r., p. 720)

— Dépôt par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, de MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine et des Finances, d'un projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Finances, sur les exercices 1881, 1882, de crédits supplémentaires et extraordinaires s'élevant à 19.076.087 francs pour les frais de l'expédition de Tunisie pendant le deuxième semestre de l'année 1882 [6 juillet] (A., p. 843; J.O., c.r., p. 727). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'accorder au département de la Marine un crédit extraordinaire de 7.835.000 francs. Donne lecture de l'exposé des motifs et demande l'urgence [20 juillet] (A., p. 969; J.O., c.r., p. 838). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 108.000 francs pour la reconstruction des bâtiments incendiés de Bacalan [31 juillet] (A., p. 1110; J.O., c.r., p. 962). — Donne lecture de la déclaration du Gouvernement à l'occasion de la prise de possession du Ministère Duclerc [8 août] (A., p. 1189; J.O., c.r., p. 1031). — Membre d'une Commission (F. 5; J.O., p. 334).

JOBARD. Haute-Saône. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 7; J.O., c.r., p. 6). — Dépose le rapport fait au nom de la 1re Commission d'intérêt local, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des surtaxes établies sur le vin et sur l'alcool à l'octroi du Tréport [28 février] (A., p. 149; J.O., c.r., p. 131; an., p. 44; I. 52). — Membre de Commissions (F. 3, 24, 36, 40, 48, 59, 68, 80; J.O., p. 227, 1460, 2411, 2607, 2916, 3576, 3926, 4400).

JOHN LEMOINNE. Inamovible. — Membre de Commissions (F. 61, 68; J.O., p. 3667, 3926).

JOUIN. Ille-et-Vilaine. — Membre de la Commission chargée du projet de loi ayant pour objet de prévenir les accidents et les collisions en mer [10 février] (J.O., p. 750). — Secrétaire de la même Commission [24 février] (J.O., p. 1032; F. 15). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire. Présente un amendement [20 mars] (A., p. 298; J.O., c.r., p. 262). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [8 mai] (A., p. 475; J.O., c.r., p. 413) [22 mai] (A., p. 602; J.O., c.r., p. 516). — Est entendu dans la discussion

du projet de loi relatif aux syndicats professionnels. Propose l'ajournement de la discussion [1er juillet] (A., p. 825; J.O., c.r., p. 710). — Est entendu dans la discussion [6 juillet] (A.. p. 845; J.O., c.r., p. 729). — Membre de Commissions (F. 11, 18, 68; J.O., p. 750, 1139, 3926).

JOYAUX (dits de la Couronne).—Leur aliénation et la création d'une caisse des invalides du travail. V. loi 178.

JUGES. — Élection des juges consulaires. V. loi 22.

KIENER. Vosges. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 10; J.O., c.r., p. 9). — Président de la Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 1492; F. 25). — Membre d'une Commission (F. 24; J.O., p. 1460).

KRANTZ. Inamovible. — Membre de la Commission chargée du projet de loi relatif à la protection du balisage du littoral de la mer [10 février] (J.O., p. 750). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône ou de ses affluents [14 mai] (J.O., p. 2607; F. 40). — Dépose le rapport [13 juin] (A., p. 737; J.O., c.r., p. 631; an., p. 122; I. 259). — Demande, comme rapporteur, la déclaration de l'urgence et la remise de la discussion à la prochaine séance [17 juillet] (A., p. 950; J.O., c.r., p. 821). — Est entendu dans la discussion [18 juillet] (A., p. 958; J.O., c.r., p. 827) [20 juillet] (A., p. 965; J.O., c.r., p. 834) [21 juillet] (A., p. 994; J.O., c.r., p. 858). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'achèvement du canal d'irrigation du Forez (J.O., p. 3953; F. 69). — Parle, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux du Rhône et de ses affluents [22 juillet] (A., p. 1002; J.O., c.r., p. 861). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'achèvement du canal d'irrigation du Forez [27 juillet] (A., p. 1056; J.O., c.r., p. 913). — Demande, comme rapporteur, l'urgence dans la discussion du même projet de loi [29 juillet] (A., p. 1099; J.O., c.r., p. 951). — Membre de Commissions (F. 5, 6, 11, 59, 68; J.O., p. 334, 445, 750, 3576, 3926).

LABICHE (Émile). Eure-et-Loir. — Élu secrétaire du Sénat [16 janvier]

(A., p. 14; J.O., c.r., p. 12). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [27 janvier] (A., p. 40; J.O., c.r., p. 33). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Code rural et sur le règlement de l'ordre du jour [11 février] (A., p. 78; J.O., c.r., p. 69, 71). — Présente une disposition additionnelle à l'article 15 du même projet de loi [18 février] (A., p. 100; J.O., c.r., p. 88, 91). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'abrogation des dispositions législatives concernant l'adjonction des plus imposés [28 mars] (A., p. 350; J.O., c.r., p. 304; an., p. 131; I. 130). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi tendant à l'abrogation des dispositions législatives concernant l'adjonction des plus imposés [31 mars] (A., p. 406; J.O., c.r., p. 352). — Est entendu dans la discussion du même projet de loi [1er avril] (A., p. 432; J.O., c.r., p. 372). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur les enterrements civils ou religieux (J.O., p. 3900; F. 67). — Membre de Commissions (F. 13, 24, 36, 66; J.O., p. 891, 1460, 2411, 3855).

LABICHE (Jules). Manche. — Membre de Commissions (F. 3, 13, 36, 80; J.O., p. 227, 891, 2411, 4400).

LABITTE. Somme. — Proclamé Sénateur [14 janvier] (A., p. 9; J.O. c.r., p. 8). — Nommé membre de la Commission du 6e bureau [25 janvier] (J.O., p. 445; F. 6). — Nommé membre de la Commission relative à la protection du balisage du littoral [12 février] (J.O., p. 786). — Membre de Commissions (F. 12, 24, 36, 44, 80; J.O., p. 786, 1460, 2411, 2757, 4400).

LABORDÈRE. Seine. — Proclamé Sénateur [14 janvier] (A., p. 8; J.O., c.r., p. 7). — Dépose une proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 218 du Code de justice militaire [10 juin] (A., p. 726; J.O., c.r., p. 621; an., p. 116; I. 258). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'assimilation au grade de capitaine de frégate : des mécaniciens en chef, des commissaires adjoints, des inspecteurs adjoints, des médecins et pharmaciens professeurs, des médecins et pharmaciens principaux (J.O., p. 3709; F. 62). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à augmenter le nombre des adjoints aux maires dans certains arrondissements de Paris (J.O., p. 3900; F. 67). — Est entendu dans la discussion sur la prise en considération de sa proposition ayant pour objet de

modifier l'article 218 du Code de justice militaire [28 juillet] (A., p. 1084, J.O., c.r., p. 937). — Membre de Commissions (F. 61, 66; J.O., p. 3667, 3855).

LABOULAYE. Inamovible. — Son rapport sur les élections sénatoriales de Seine-et-Marne [14 janvier] (A., p. 8; J.O., c.r., p. 7). — Est entendu dans la discussion de la prise en considération de la proposition de loi sur la garantie des droits des citoyens [9 février] (A., p. 65; J.O., c.r., p. 56). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 445).

LACAVE-LAPLAGNE. Gers. — Membre d'une Commission (F. 80; J.O., p. 4400).

LA CAZE (Louis). Basses-Pyrénées. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 6; J.O., c.r., p. 6). — Nommé Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet le prolongement de la route nationale n° 134 *bis* jusqu'à la frontière espagnole et le classement, comme prolongement de cette route, de la route départementale des Basses-Pyrénées n° 18 et du chemin d'intérêt commun n° 104 [5 juillet] (J.O., p. 3576; F. 59). — Dépose le rapport [10 juillet] (A., p. 882, J.O., c.r., p. 762; an., p. 74; I. 364). — Membre de Commissions (F. 12; 58, 80; J.O., p. 786, 3525, 4400).

LACOMME. Côte-d'Or. — Nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Bérenger et plusieurs de ses collègues, relative à la recherche de la paternité [17 mai] (J.O., p. 2668; F. 42). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Bozérian, relative à la façon dont les questions doivent être posées au jury en matière de diffamation lorsque la preuve des faits diffamatoires est offerte devant la cour d'assises (J.O., p. 3900; F. 67). — Membre de Commissions (F. 3, 42, 66, 80; J.O., p. 227, 2668, 3855, 4400).

LADMIRAULT (général de). Vienne. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 10; J.O., c.r., p. 9). — Membre de Commissions (F. 3, 24; J.O., p. 227, 1460).

LAFAYETTE (Edmond de). Haute-Loire. — Son rapport sur l'élection de M. Brugerolle [1er juillet] (A., p. 821; J.O., c.r., p. 706). — Membre de Commissions (F. 10, 44; J.O., p. 652, 2757).

LAFOND DE SAINT-MUR (baron). Corrèze. — Élu secrétaire du Sénat [16 janvier] (A., p. 14; J.O., c.r., p. 12).—Membre de Commissions (F. 61, 68; J.O., p. 3667, 3926).

LAGACHE (Célestin). Oise. — Demande un congé [10 juin] (J.O., p. 621). — Demande un congé [24 juin] (J.O., p. 687). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les ventes judiciaires d'immeubles (J.O., p 4422; F. 1. S. E.). — Membre de Commissions (F. 6, 80; J.O., p. 445, 4400).

LAGET. Gard. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 227).

LA JAILLE (général comte de). Guadeloupe. — Demande un congé [11 février] (J.O., p. 59). — Membre de Commissions (F. 24, 80; J.O., p. 1460, 4400).

LAMBERT DE SAINTE-CROIX. Aude. — Secrétaire de la Commission des Finances [28 janvier] (J.O., p. 502; F. 7). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture, au Ministère de la Marine, d'un crédit extraordinaire pour les travaux des chemins de fer du Sénégal [31 mars] (A., p. 398; J.O., c.r., p. 345). — Demande l'ajournement de la discussion du projet de loi relatif aux travaux d'amélioration des routes nationales [23 mai] (A., p. 623; J.O., c.r., p. 532). — Est entendu dans la discussion du même projet de loi [25 mai] (A., p. 637; J.O., c.r., p. 515). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à un crédit de 50.000 francs pour la démolition et l'enlèvement des ruines du palais des Tuileries [27 juillet] (A., p. 811; J.O., c.r., p. 696). — Membre de Commissions (F. 6, 58; J.O., p. 445, 3525).

LAMORTE. Drôme. — Secrétaire de la 4e Commission d'intérêt local [9 mai] (J.O., p. 2448; F. 37). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Garonne à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices [10 juin] (A., p. 720; J.O., p. 616; an., p. 108; I. 252). — Dépose deux rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er tendant à autoriser le département de l'Aude à contracter un emprunt et à étendre la durée de remboursement d'un autre emprunt; le 2e, à autoriser la ville de Dijon (Côte-d'Or), à emprunter une somme de 1 million de

francs [20 juin] (A., p. 765; J.O., c.r., p. 655; an., p. 139; I. 274, 275). — Dépose le rapport fait au nom de la 4e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Isère à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental [24 juin] (A., p. 801; J. O., c.r., p. 687; an., p. 155; I. 294). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser le département de l'Isère à créeer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental [27 juin] (A., p. 812; J.O., c.r., p. 697). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'achèvement du canal d'irrigation du Forez (J.O., p. 3953; F. 69). — Membre de Commissions (F. 10, 30, 36, 56, 59, 66, 68, 80; J.O., p. 652, 1654, 2411, 3338, 3576, 3855, 3926, 4400).

LANDES. — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour l'établissement de chemins de fer. V. loi 60. — 1° Déclaration d'utilité publique de plusieurs chemins de fer d'intérêt local 2° approbation d'un traité passé entre la Compagnie du Midi et les concessionnaires de ces chemins. V. loi 127.

LANDOGNE (Puy-de-Dôme). — Demande de distraire cette section de la commune de Pontaumur, pour l'ériger en municipalité séparée. V. loi 81.

LARCY (baron de). Inamovible. — Élu vice-président du Sénat [16 janvier] (A., p. 14; J.O., c.r., p. 11). — Préside la séance [8 juin] (A., p. 709; J.O., c.r., p. 607). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux du Rhône et de ses affluents [22 juillet] (A., p. 999; J.O., c.r., p. 863). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville de Nîmes à contracter un emprunt [31 juillet] (A., p. 1111; J.O., c.r., p. 962). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville d'Alais à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement [5 août] (A., p. 1169; J.O., c.r., p. 1012). — Membre de Commissions (F. 5, 59, 80; J.O., p. 334, 3576, 4400).

LAREINTY (baron de). Loire-Inférieure. — S'explique sur un fait personnel [11 mars] (A., p. 199; J.O., c.r., p. 175). — Demande une rectification au procès-verbal [13 mars] (A., p. 205; J.O., c.r., p. 183). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'en-

seignement primaire obligatoire. Présente un amendement [14 mars] (A. p. 235; J.O., c.r., p. 207) [23 mars] (A., p. 335; J.O., c.r., p. 291). — Demande le renvoi à une Commission spéciale de l'examen du Traité de commerce entre la France et l'Italie [28 mars] (A., p. 353; J.O., c.r., p. 304). — Exprime son étonnement de l'absence des Ministres au banc du Gouvernement, pendant la discussion du projet de loi sur la réforme du Code d'instruction criminelle [23 mai] (A., p. 631; J.O., c.r., p. 539). — Adresse une question à M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, sur les troubles qui ont éclaté à Alexandrie (Égypte) [13 juin] (A., p. 752; J.O., c.r., p. 644). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour concernant la discussion du projet de loi relatif à l'importation des viandes de porc [15 juin] (A., p. 762; J.O., c.r., p. 652). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à l'importation des viandes de porc de provenance étrangère [20 juin] (A., p. 767; J.O., c.r., p. 657). — Est entendu dans la discussion [22 juin] (A., p. 792; J.O., c.r., p. 679). — Membre de Commissions (F. 3, 13; J.O., p. 227, 891).

LASERVE. La Réunion. — Allocution de M. le Président à l'occasion de son décès [4 février] (A., p. 52; J.O., c.r., p. 43).

LA SICOTIÈRE (de). Orne. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 6; J.O., c.r., p. 5). — Dépose deux rapports sur deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville de Fontainebleau (Seine-et-Marne) à emprunter une somme de 342.000 fr.; le 2e, à autoriser le département des Basses-Alpes à créer des ressources extraordinaires pour la construction de chemins de fer [23 mars] (A., p. 330; J.O., c.r., p. 287; an., p. 121; I. 114, 115). — Demande un congé pour un deuil de famille [23 mai] (A., p. 618; J.O., c.r., p. 527). — Président de la 5e Commission d'intérêt local [11 juin] (J.O., p. 3078; F. 51). — Dépose le rapport fait au nom de la 6e Commission d'intérêt local, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine à modifier l'emploi des ressources créées par une loi antérieure [20 juillet] (A., p. 963; J.O., c.r., p. 833). — Dépose le rapport fait au nom de la 8e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Montluçon (Allier) à emprunter la somme de 500.000 francs [28 juillet] (A., p. 1078; J.O., c.r., p. 931; an., p. 140; I. 488). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Puy-de-Dôme à s'imposer extraordinairement pour le payement d'une subvention destinée à la construction de chemins de

fer [31 juillet] (A., p. 1110; J.O., c.r., p. 962; an., p. 161; I. 515). — Fait une rectification au procès-verbal. Dépose le rapport fait au nom de la 6e Commission d'intérêt local sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Charente-Inférieure à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux d'intérêt commun [1er août] (A., p. 1131; J.O., c.r., p. 979; an., p. 176; I. 526). — Membre de Commissions (F. 13, 24, 36, 40, 50, 61; J.O., p. 891, 1460, 2410, 2607, 3039, 3667).

LAURENT-PICHAT. Inamovible. — Membre de Commissions (F. 61, 80; J.O., p. 3667, 4400).

LAVRIGNAIS (de). Loire-Inférieure. — Membre d'une Commission (F. 24; J.O., p. 1460).

LE BASTARD. Ille-et-Vilaine. — Secrétaire provisoire [10 janvier] (A., p. 1; J.O., p. 1). — Son rapport sur les élections sénatoriales de l'Ariège [19 janvier] (A., p. 23; J.O., c.r., p. 19). — Nommé membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 27 juillet 1872, sur le recrutement de l'armée [19 février] (J. O., p. 938; F. 14). — Membre de Commissions (F. 5, 14, 36; J.O., p. 334, 938, 2411).

LE BLOND. Marne. — Dépose une pétition des membres du conseil municipal de Vitry-le-Français (Marne) [6 mars] (J.O., p. 151). — Propose de fixer au 10 juillet l'élection d'un sénateur inamovible, en remplacement de M. le général de Cissey, décédé. [1er juillet] (A. p. 827; J.O., c.r., p. 712). — Membre de Commissions (F. 59, 61; J.O., p. 3576, 3667).

LECOINTE (général). Eure. — Proclamé sénateur [6 mars] (A., p. 159; J.O., c.r., p. 141). — Membre de Commissions (F. 36, 50, 61; J.O., p. 2410, 3039, 3667).

LEFRANC (Victor). Inamovible. — Son rapport sur les élections sénatoriales de la Sarthe [14 janvier] (A., p. 7; J. O., c. r., p. 7). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Code rural [24 janvier] (A., p. 30; J.O., c.r., p. 25). — Parle dans la discussion du même projet de loi [11 février] (A., p 82; J.O., c.r., p. 70). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [9 mai] (A., p. 504; J.O., c.r., p. 437) [15 mai] (A., p. 557; J.O., c. r.,

p. 480).— Nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Bérenger et plusieurs de ses collègues, relative à la recherche de la paternité [17 mai] (J.O., p. 2668; F. 42). — Demande un congé [22 mai] (J.O., p. 511). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'importation de la viande de porc de provenance étrangère [22 juin] (A., p. 798). — Nommé président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet le prolongement de la route nationale n° 134 *bis* jusqu'à la frontière espagnole et le classement, comme prolongement de cette route, de la route départementale des Basses-Pyrénées n° 18 et du chemin d'intérêt commun n° 104 [5 juillet] (J.O., p. 3576; F. 59). — Membre de Commissions (F. 36, 42, 50, 58, 59; J.O., p. 2411, 2668, 3039, 3525, 3576).

LÉGION D'HONNEUR. — Suppression, en ce qui concerne l'armée, des restrictions apportées dans la nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur et des médailles militaires. V. loi 196.

LEGRAND (Pierre), Ministre du Commerce [8 août]. — Dépôt par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de MM. les Ministre des Affaires étrangères, de l'Instruction publique, du Commerce, de la Justice, de la Guerre et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant organisation de différents services en Tunisie [9 août] (A., p. 1204; J.O., c.r., p. 1043).

LE GUAY (baron). Maine-et-Loire. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [19 janvier] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 20). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [20 mars] (A., p. 297; J.O., c.r., p. 261). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à l'abrogation des dispositions législatives concernant l'adjonction des plus imposés [31 mars] (A., p. 405; J.O., c.r., p. 351).

LE LIÈVRE. Alger. — Son rapport sur les élections sénatoriales de Tarn-et-Garonne [14 janvier] (A., p. 9; J.O., c. r., p. 8). — Président de la Commission d'intérêt local [16 janvier] (J.O., p. 267; F. 4). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la ville de Châteauroux à contracter un emprunt de 30.000 francs à la Caisse des lycées et collèges [4 février] (A., p. 55; J.O., c. r., p. 47; an., p. 15; I., 23). — Nommé président de la Commission chargée du projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 69, paragraphe 9,

du Code de procédure civile [10 février] (J.O., p. 750; F. 11). — Membre de Commissions (F. 3, 10; J.O., p. 227, 652).

LEMONNIER. Sarthe.— Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 7.; J.O.; c.r., p. 7). — Membre de Commissions (F. 13, 46, 61, 68; J. O., p. 891, 2805, 3667, 3926).

LENOEL (Émile) Manche. — Élu Secrétaire du Sénat [16 janvier] (A., p. 14; J.O., c. r., p. 12). — Demande de ne pas maintenir à l'ordre du jour le projet de loi sur le recrutement de nos trois grandes colonies, afin de donner le temps au nouveau Ministère de l'étudier à fond [4 février] (A., p. 56; J.O., c.r., p. 47). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au Code rural [11 février] (A., p. 74; J.O., c. r., p. 63, 68) [18 février] (A., p. 104; J.O., c.r., p. 91). — Parle dans la discussion de la proposition de loi concernant la durée des heures de travail dans les usines et manufactures [24 février] (A., p. 131; J. O., c.r., p. 114). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi tendant à attribuer aux conseils municipaux, dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement et de canton, la nomination des maires et adjoints (J. O., p. 1492; F. 25). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à attribuer aux conseils municipaux, dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement et de canton, la nomination des maires et adjoints [20 mars] (A., p. 305; J.O., c.r., p. 269; an., p. 115; I. 105). — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à attribuer aux conseils municipaux, dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement et de canton, la nomination des maires et adjoints [25 mars] (A., p. 347; J.O., c.r., p. 300). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [8 mai] (A., p. 491; J. O., c. r., p. 427). — Présente un amendement. Le développe [25 mai] (A., p. 643; J.O., c.r., p. 550). — Présente un article additionnel, de concert avec MM. Schœlcher et Desmazes, au cours de la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [13 juin] (A., p. 753; J.O., c.r., p. 645). — Est entendu drns la discussion du projet de loi relatif à l'organisation des syndicats professionnels [8 juillet] (A., p. 868; J.O., c.r., p. 749) [1er août] (A., p. 1134; J.O., c. r., p. 981).— Membre de Commissions (F., 15, 24, 56, 61, 68, 80; J.O., p 1032, 1460, 3338, 3667, 3926, 4400).

LEPOUZÉ. Eure.— Rapport de M. Poriquet sur son élection. Le 9e bureau

conclut à l'invalidation. Ajournement [24 janvier] (A., p. 25; J.O., c.r., p. 22). — Les conclusions du 9e bureau, concernant son invalidation, sont adoptées [27 janvier] (A., p. 35; J.O., c.r., p. 29).

LE ROYER. Inamovible.— Élu Vice-Président du Sénat [16 janvier] (A., p. 14; J.O., c.r., p. 11). — Élu Président du Sénat [2 février] (A., p. 45; J.O., c.r., p. 39). — Préside la séance. Son allocution en prenant possession du fauteuil présidentiel. Communique une dépêche relative au décès de M. Laserve, sénateur de la Réunion [4 février] (A., p. 51; J.O., c.r., p. 43; an., p. 14; I. 17). — Préside la séance [9 février] (A., p. 57; J.O., c.r., p. 49). — Préside la séance [11 février] (A., p. 69; J.O., c.r., p. 59). — Préside la séance. Communique une lettre relative au décès de M. Montjaret de Kerjégu, sénateur du Finistère. Prononce son éloge funèbre [16 février] (A., p. 85; J.O., c.r., p. 75). — Préside la séance [18 février] (A., p. 99; J.O., c.r., p. 87). — Préside la séance [23 février] (A., p. 113; J.O., c.r., p. 99). — Préside la séance [24 février] (A., p. 127; J.O., c.r., p. 111). — Préside la séance [27 février] (A., p. 145; J.O., c.r., p. 127). — Préside la séance [28 février] (A., p. 149; J.O., c.r., p. 131). — Préside la séance. Communique une lettre de M. de Freycinet, faisant connaître son option pour le département de la Seine [2 mars] (A., p. 157; J.O., c.r.; p. 139). — Préside la séance [6 mars] (A., p. 159; J.O., c.r., p. 141). — Préside la séance [7 mars] (A., p. 173; J.O., c.r., p. 153). — Préside la séance [11 mars] (A., p. 181; J.O., c.r., p. 159). — Préside la séance. Communique deux lettres de M. Waddington, l'une demandant une rectification au procès-verbal au sujet du vote sur l'amendement de M. Jules Simon relatif au projet de loi sur l'enseignement primaire obligatoire; l'autre concernant une demande de congé [13 mars] (A., p. 205; J.O., c.r., p. 183). — Préside la séance [14 mars] (A., p. 225; J.O., c.r., p. 199). — Préside la séance [16 mars] (A., p. 243; J.O., c.r., p. 215). — Préside la séance [18 mars] (A., p. 261; J.O., c.r., p. 231). — Préside la séance [20 mars] (A., p. 285; J.O., c.r., p. 251). — Préside la séance [21 mars] (A., p. 309; J.O., c.r., p. 271). — Préside la séance [23 mars] (A., p. 329; J.O., c.r., p. 287). — Préside la séance [25 mars] (A., p. 345; J.O., c.r., p. 299). — Préside la séance. Communique un décret portant nomination d'un Commissaire du Gouvernement pour assister le Ministre du Commerce dans la discussion du projet de loi portant approbation du traité de commerce entre la France et l'Italie [28 mars] (A., p. 352; J.O., c.r., p. 303). — Préside la séance [30 mars] (A., p. 369; J.O., c.r., p. 319). — Préside la séance. Fait une rectification au procès-verbal [31 mars] (A., p. 393; J.O., c.r., p. 341). — Préside la séance [1er avril] (A., p. 426; J.O., c.r., p. 394). — Préside la séance. Son allocution au sujet de

la mort de MM. Bertauld et Bertrand, sénateurs [2 mai] (A., p. 459; J.O., c.r., p. 397). — Préside la séance [6 mai] (A., p. 461; J.O., c.r., p. 401). — Préside la séance [8 mai] (A., p. 475; J.O., c.r., p. 413). — Préside la séance [9 mai] (A., p. 495; J.O., c.r., p. 429). — Préside la séance. Communique un décret de M. le Président de la République désignant M. Ambaud, Conseiller d'État, directeur général des douanes au Ministère des Finances, en qualité de Commissaire du Gouvernement pour assister le Ministre des Finances devant la Chambre des Députés et devant le Sénat dans la discussion des projets de lois portant approbation des traités de commerce entre la France et la Belgique, les Pays-Bas, le Portugal, les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège, l'Espagne, la Suisse et la Grande-Bretagne [11 mai] (A., p. 513; J.O., c.r., p. 445). — Préside la séance [13 mai] (A., p. 531; J.O., c.r., p. 459). — Préside la séance. Communique une lettre relative à la démission de M. Farines [15 mai] (A., p. 545; J.O., c.r., p. 471). — Préside la séance [16 mai] (A., p. 565; J.O., c.r., p. 487). — Préside la séance [20 mai] (A., p. 583; J.O., c.r., p. 501). — Préside la séance [22 mai] (A., p. 595; J.O., c.r., p. 511). — Préside la séance [23 mai] (A., p. 617; J.O., c.r., p. 527). — Préside la séance. Proclame M. Dietz-Monnin sénateur inamovible [25 mai] (A., p. 635; J.O., c.r., p. 513). — Préside la séance. Communique une lettre de M. Duclerc, président de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, relative à l'élection de deux nouveaux membres désignés par le Sénat pour faire partie de cette Commission [27 mai] (A., p. 655; J.O., c.r., p. 559). — Préside la séance [1er juin] (A., p. 673; J.O., c.r., p. 575). — Préside la séance [6 juin] (A., p. 691; J.O., c.r., p. 591). — Préside la séance [10 juin] (A., p. 719; J.O., c.r., p. 615). — Préside la séance [13 juin] (A., p. 737; J.O., c.r., p. 631). — Préside la séance, fait une communication relative au décès de M. le général de Cissey, sénateur inamovible [20 juin] (A., p. 765; J.O., c.r., p. 655). — Préside la séance [22 juin] (A., p. 787; J.O., c.r., p. 675). — Préside la séance. Son allocution à l'occasion de la mort de M. Toupet des Vignes, Questeur [24 juin] (A., p. 801; J.O., c.r., p. 687). — Préside la séance [27 juin] (A., p. 806; J.O., c.r., p. 691). — Préside [1er juillet] (A., p. 817; J.O., c.r., p. 703). — Préside la séance [4 juillet] (A., p. 832; J.O., c.r., p. 715). — Préside la séance [6 juillet] (A., p. 843; J.O., c.r., p. 727). — Préside la séance [8 juillet] (A., p. 865; J.O., c.r., p. 747). — Préside la séance [10 juillet] (A., p. 881; J.O., c.r., p. 761). — Préside la séance [11 juillet] (A., p. 895; J.O., c.r., p. 773). — Préside la séance [12 juillet] (A., p. 913; J.O., c.r., p. 789). — Préside la séance [17 juillet] (A., p. 935; J.O., c.r., p. 809). — Préside la séance [18 juillet] (A., p. 955; J.O., c.r., p. 825). — Préside la séance [20 juillet] (A., p. 963; J.O., c.r., p. 833). —

Préside la séance [21 juillet] (A., p. 983; J.O., c.r., p. 849). — Préside la séance [22 juillet] (A., p. 997; J.O., c.r., p. 861) [24 juillet] (A., p. 1010; J.O., c.r., p. 873) [25 juillet] (A., p. 1031; J.O., c.r., p. 893) [27 juillet] (A., p. 1055; J.O., c.r., p. 913) [28 juillet] (A., p. 1077; J.O., c.r., p. 931) [29 juillet] (A., p. 1094; J.O., c.r., p. 947) [31 juillet] (A., p. 1110; J.O., c.r., p. 961). — Préside une partie de la séance [1er août] (A., p. 1131; J.O., c.r., p. 979) [3 août] (A., p. 1150; J.O., c.r., p. 995) [5 août] (A., p. 1168; J.O., c.r., p. 1011) [7 août] (A., p. 1180; J.O., c.r., p. 1025) [8 août] (A., p. 1189; J.O., c.r., p. 1031) [9 août] (A., p. 1195; J.O., c.r., p. 1035). — Membre d'une Commission (F., 6; J.O., p. 445).

LIVRETS D'OUVRIERS. — Proposition relative à leur abrogation. V. loi 165.

LIZOT. Seine-Inférieure. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 8; J.O., c.r., p. 8). — Dépose un grand nombre de pétitions signées par 10.000 propriétaires et cultivateurs du département de l'Eure [6 mars] (J.O., p. 151). — Dépose une pétition de 41 habitants de Brosville (Eure) [2 juillet] (J.O., p. 712). — Dépose une pétition de 15 habitants de Brivesac (Corrèze), et de 51 habitants de Berville-en-Roumois (Eure) [5 juillet] (J.O., p. 724). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme du Code d'instruction criminelle. Présente un amendement [27 juillet] (A., p. 1068; J.O., c.r., p. 914). — Membre de Commissions (F. 3, 10, 56, 61, 66, 80; J.O., p. 227, 652, 3338, 3667, 3855, 4400).

LOIRE. — Demande à contracter un emprunt pour les travaux de deux écoles normales. V. loi 26. — Demande à contracter un emprunt pour les travaux des chemins de grande communication. V. loi 148. — Demande à contracter un emprunt. V. loi 270.

LOIRE (Haute-). — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental. V. loi 83.

LOIRE-INFÉRIEURE. — Demande : 1° à contracter un emprunt pour les travaux d'un orphelinat; 2° à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt et pour le service des chemins vicinaux. V. loi 253.

LOIRET. — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires. V. loi 50.

LOIS.

Projets et propositions de lois.

PREMIÈRE SECTION. — PROJETS DE LOIS.

§ 1er. — *Projets de lois présentés et non rapportés au Sénat.*
§ II. — *Projets de lois restés à l'état de rapports.*
§ III. — *Projets de lois votés par la Chambre et rejetés par le Sénat.*
§ IV. — *Projets de lois discutés et non votés par le Sénat.*
§ V. — *Projets de lois retirés.*
§ VI. — *Projets de lois votés par la Chambre et modifiés par le Sénat.*
§ VII.— *Projets de lois votés par les deux Chambres et convertis en lois.*

DEUXIÈME SECTION. — PROPOSITIONS DE LOIS.

§ Ier. — *Propositions de lois présentées et non rapportées au Sénat.*
§ II. — *Propositions de lois restées à l'état de rapports.*
§ III. — *Propositions de lois votées par la Chambre et rejetées par le Sénat.*
§ IV. — *Propositions de lois prises en considération.*
§ V. — *Propositions de lois rejetées.*
§ VI. — *Propositions de lois votées par la Chambre et modifiées par le Sénat.*
§ VII.— *Propositions de lois votées par les deux Chambres et converties en lois.*

§ Ier. — *Projets de lois présentés et non rapportés du Sénat.*

ETABLISSEMENTS d'eaux minérales naturelles.

ASSIMILATION au grade de capitaine de frégate.

CRÉDITS pour l'expédition de Tunisie.

CRÉDIT agricole mobilier.

VENTE judiciaire d'immeubles.

RIVIÈRE canalisée du Drot.

RENTES 3 % amortissables.

NAVIGATION de la Charente.

ORGANISATION des services en Tunisie.

CHEMINS DE FER de la Guerche à la ligne de Tours à Montluçon. — Marans à Surgères. — Trilport à la Ferté-Milon. — Bazancourt à Challerange.

§ II. — *Projets de lois restés à l'état de rapports.*

PROTECTION des enfants.

OUVERTURE de crédits au Ministère des Travaux publics.

§ III. — *Projets de lois votés par la Chambre et rejetés par le Sénat.*

CANAUX dérivés du Rhône.

IMPORTATION des viandes de porc.

§ IV. — *Projets de lois discutés et non votés par le Sénat.*

INDEMNITÉ aux victimes de Saïda et de Tiaret.

§ V. — *Projets de lois retirés.*

COLLISIONS sur mer.

§ VI. — *Projets de lois votés par la Chambre et modifiés par le Sénat.*

RÉFORME du Code d'instruction criminelle.

SYNDICATS professionnels.

§ VII. — *Projets de lois votés par les deux Chambres et convertis en lois.*

ACCIDENTS et collisions sur mer.

ADJONCTION des plus imposés.

AGRANDISSEMENT de la Bibliothèque nationale.

ALCOOMÈTRE de Gay-Lussac.

ALGÉRIE. — Etat civil des indigènes musulmans. — Crédit des colons.

AMÉLIORATION des routes nationales. — Du passage du Chaffard.

BALISAGE du littoral.

BONS de poste à sommes fixes.

CANAL de l'Escaut à la Meuse, — de l'Hérault, — du Forez.

CONVENTION entre la France et la Belgique, — la France et le Salvador — la France et la Suisse (propriété littéraire), — la France et l'Autriche-Hongrie relative au régime douanier avec Genève, — la France et la Suisse (pêche), — additionnelle entre la France et l'Autriche-Hongrie.

CODE de procédure civile. — Code rural.

CONTRIBUTIONS directes de l'exercice 1883.

CHEMINS DE FER de Châteaubriant à Ploermel, — Issoudun à Saint-

Florent, — Souk-Ahras à Sidi-Hemessi, — Bourges à Avallon, — Chateau-Thierry à Laon, — la Senia à Ain-Temouchent, — le Blanc à Argent, — Carhaix à Guingamp, — Bazas à Auch, — des Landes, — Sembadel à Saint-Bonnet-le-Château, — Vitré à Fougères, — Givors à Paray-le-Monial, — Draguignan à Cagnes, — Nyons à Pierrelatte, — Gerbeviller à Bruyères, — Lannemezan à Arreau, — Tours à Sargé, — Largentière à Saint-Sernin, — Cazamozza à Bonifacio, — Amagne à Vouziers, — Fontenay-le-Comte à Breuil-Barret, — Fontenay-le-Comte à Cholet, — Annecy à Albertville, — Ponte-Leccia à Calvi, — Lyon-Saint-Just à Vaugneray et Mornant, — Denain au Catelet, — Villers-Outréau au Catelet, — Port-Boulet à Château-Renault, — Ligré-Rivière à Richelieu, — Saint-Maurice-sur-Moselle à Bussang.

Communes de Molières-sur-Cèze, — Magdelaine-sur-Tarn, — Landogne, — le Raincy, — Tranqueville-Graux, — Ingrandes, — Ferrières, — Hérimenil.

Crédit pour l'expédition de Tunisie, — Remboursement des obligations à court terme, — Exposition de Vienne, — Chemins de fer du Sénégal, — Surcroît d'effectifs à titre temporaire, — Collection d'objets d'art de M. Timbal, — Achat de tableaux de Courbet, — Ruines des Tuileries, — Mission scientifique au cap Horn, — Crédits supplémentaires et extraordinaires à divers Ministères, — Construction de l'école centrale des arts et manufactures, — Société philomathique de Bordeaux, — pour les canaux de Briare et du Centre, — Construction du petit lycée Louis-le-Grand, — Affaires d'Egypte, — Passage de Vénus, — Reconstruction des bâtiments de Bacalan, — Secours aux inondés, — Fabriques d'allumettes.

Destruction des loups.

Echange entre l'État et la ville d'Albi, — et le département de la Vienne.

Enseignement primaire obligatoire.

Enveloppes et bandes timbrées.

Exploitation provisoire des chemins de fer de l'État.

Exploitation de chemins de fer par l'État.

Emprunts. — Châteauroux. — Somme. — Moulins. — Loire. — Ardèche. — Vosges. — Finistère. — Seine. — Dordogne. — Clermont-Ferrand. — Loiret. — Basses-Alpes. — Nîmes. — Lot. — Vendée. — Fontainebleau. — Amiens. — Hospice d'Armentières. — Castres. — Landes. — Drôme. — Dordogne. — Isère. — Auxerre. — Eure. — Chaumont. — Avignon. — Corrèze. — Aube. — Arras. — Haute-Loire. — Toulon. — Charente-Inférieure. — Haute-Saône. — Seine-et-Oise. — Le Havre. — Haute-Garonne. — Finistère. — Isère. — Neuilly. — Nièvre. — Agen. — Indre-et-Loire. — Rennes. — Haute-Savoie. — Chambéry. — Tarn-et-Garonne. — Clermont-

Ferrand. — Aude. — Dijon. — Côtes-du-Nord. — Basses-Pyrénées. — Isère. — Loire. — Allier. — Var. — Louviers. — Seine-Inférieure. — Vendée. — Lozère. — Mayenne. — Nord. — Nice. — Chambéry. — Somme. — Cher. — Lot. — Aix-les-Bains. — Dordogne. — Pyrénées-Orientales. — Aude. — Meuse. — Orne. — Hérault. — Le Mans. — Indre-et-Loire. — Bouches-du-Rhône. — Ille-et-Vilaine. — Seine. — Nîmes. — Basses-Alpes. — Calvados. — Ain. — Montluçon. — Cherbourg. — Lozère. — Seine-et-Oise. — Département d'Alger. — Basses-Pyrénées. — Vaucluse. — Loire-Inférieure. — Nièvre. — Cholet. — Nancy. — Puy-de-Dôme. — Charleville. — Versailles. — Alais. — Armentières. — Loire. — Haute-Vienne. — Charente-Inférieure. — Tarn-et-Garonne. — Montpellier. — Hospice de Montpellier. — Clermont-Ferrand.

Nomination des maires et adjoints.

Octrois. — Tulle. — Castellane. — Bayonne. — Le Tréport. — Barbezieux. — Bourbourg-Ville. — Quimerch. — Amiens.

Port de Cette. — Port-Tudy. — Brest. — Bouc.

Prorogation des traités de commerce.

Réduction du délai de conservation des valeurs confiées à la poste.

Régime douanier.

Répartition du fonds de 4 millions aux départements.

Répression des outrages aux bonnes mœurs.

Règlement de l'exercice 1870.

Route nationale 107 *bis*, de Florac à Alais. — 134 *bis* vers la frontière espagnole.

Services postaux entre la France et la Corse.

Tarifs télégraphiques entre la France et la Grèce.

Terrains en montagne.

Timbres spéciaux pour les Caisses d'épargne postales.

Traités de commerce entre la France et l'Italie, — la France et la Belgique, — la France et la Grande-Bretagne, — la France et l'Espagne, — la France et le Portugal, — la France et la Suisse, — la France et la Suède.

Victimes du coup d'État.

Propositions de lois.

§ 1er. — *Propositions de lois présentées et non rapportées au Sénat.*

Hypothèque maritime.

TARIF de douane minimum.
TAUX de l'intérêt de l'argent.
CLASSE de préfectures et de sous-préfectures.
LIVRETS d'ouvriers.
DURÉE des heures de travail.
ALIÉNATION des joyaux de la couronne.
DIVORCE.
PRESTATION de serment.
ENTERREMENTS civils et religieux.
TITRE des objets d'or et d'argent.
CODE de commerce.
CRÉDIT agricole et banques d'agriculture.
ORGANISATION de compagnies d'instruction militaire.
MODIFICATION de la loi du 19 août 1881.

§ 2. — *Propositions de lois restées à l'état de rapport.*

DROIT d'association.

§ 3. — *Propositions de lois votées par la Chambre et rejetées par le Sénat.*

DURÉE des heures de travail.

§ 4. — *Propositions de lois prises en considération.*

JURY en matière de diffamation.
RÉPRESSION du duel.
NATURALISATION.

§ 5. — *Propositions de lois rejetées.*

GARANTIE des droits industriels.
MODIFICATION du Code de justice militaire.
NOMINATION dans la Légion d'honneur.

§ 6. — *Propositions de lois votées par la Chambre et modifiées par le Sénat.*

RISQUES locatifs.
SECOURS aux soldats de la réserve et de la territoriale.

§ 7. — *Propositions de lois votées par les deux Chambres et converties en lois.*

PUBLICATION des œuvres de Fermat.

LOIS

1. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du traité de commerce signé à Paris, le 3 novembre 1881, entre la France et l'Italie, déposé par M. Gambetta, Ministre des Affaires étrangères [16 janvier] (A., p. 14; J.O., c.r., p. 11; an., p. 2; I. 2). — Commission : 1er bureau, MM. Gustave Denis, Buffet. — 2e bureau, MM. Guyot, Pouyer-Quertier. — 3e bureau, MM. Gailly, Ancel. — 4e bureau, MM. Bozérian, Bazille (Gaston). — 5e bureau, MM. Noblot, Batbie. — 6e bureau, MM. Claude, Viellard-Migeon. — 7e bureau, MM. Mayran, Le Royer. — 8e bureau, MM. Dauphinot, Teisserenc de Bort. — 9e bureau, MM. Millaud (Edouard), Berthelot [25 janvier] (J.O., p. 445; F. 6). — Président : M. Viellard-Migeon. Vice-Président : M. Teisserenc de Bort. Secrétaires : MM. Millaud (Edouard), Denis [28 janvier] (J.O., p. 502; F. 7). — Rapporteur : M. Teisserenc de Bort (J.O., p. 1508; F. 25). — M. Teisserenc de Bort dépose son rapport [23 mars] (A., p. 340; J.O., c.r., p. 296; an., p. 122; I. 120). — Discussion. Demande d'ajournement : MM. Gustave Denis, Teisserenc de Bort, rapporteur; Fresneau, Tirard, Ministre du Commerce; Buffet [28 mars] (A., p. 352; J.O., c.r., p. 306). — Sont entendus : MM. Buffet, Tirard, Ministre du Commerce; Pouyer-Quertier, Testelin [30 mars] (A., p. 377; J.O., c.r., p. 326). — MM. Testelin, comte de Saint-Vallier, Fresneau, Teisserenc de Bort, rapporteur. Demande de renvoi à la Commission : MM. Buffet, Millaud. Rejet. Scrutin sur la question de savoir si le Sénat passera à la discussion de l'article unique. Adoption. — Article unique. Amendement de M. Feray : MM. Feray, Tirard, Ministre du Commerce. Rejet au scrutin. Adoption du projet de loi [1er avril] (A., p. 443; J.O., c.r., p. 384). — Promulgation (J.O., p. 2121).

2. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi relative à la façon dont les questions doivent être posées au jury en matière de diffamation, lorsque la preuve de la vérité des faits diffamatoires est offerte devant la cour d'assises, déposée par M. Bozérian [19 janvier] (A., p. 23; J.O., c.r., p. 19; an., p 10; I. 4). — Rapport de M. Tenaille-Saligny [27 juin] (A., p. 807; J.O., c.r., p. 693; an., p. 40; I. 315). — Adoption de la prise en considération [17 juillet] (A., p. 949; J.O., c.r., p. 821). — Commis

sion : 1er bureau, M. Tenaille-Saligny. — 2e bureau, M. Roger-Marvaise. — 3e bureau, M. Bozérian. — 4e bureau, M. Ninard. — 5e bureau, M. Dauphin. — 6e bureau, M. Lacomme. — 7e bureau, M. Blanc (Xavier). — 8e bureau, M. de Voisins-Lavernière. — 9e bureau, M. Barne (J.O., p. 3856; F. 66). — Président : M. Lacomme. Secrétaire : M. Barne (J.O., p. 3900; F. 67).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'extension et l'amélioration du quai du port de Cette (Hérault), déposé par M. Raynal, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [15 décembre 1881]. Commission : 1er bureau, M. Combescure. — 2e bureau, M. Griffe. — 3e bureau, M. Piétri. — 4e bureau, M. Dufresne.— 5e bureau, M. Barbey.— 6e bureau, M. Adam.— 7e bureau, M. Mayran.— 8e bureau, M. Farines. — 9e bureau, M. Barne [20 janvier] (J.O., p. 334; F. 5). — Président : M. Dufresne. Secrétaire : M. Barne. Rapporteur : M. Dufresne [25 janvier] (J.O., p. 445; F. 6).— M. Dufresne dépose son rapport [9 février] (A., p. 67; J.O., c.r., p. 49; an., p. 19; I. 29). — Adoption [18 février] (A., p. 99; J.O., c.r., p. 87).— Promulgation (J.O., p. 1177).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la création d'un port de refuge à Port-Tudy (île de Groix), déposé par M. Raynal, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [15 décembre 1881]. Commission : 1er bureau, M. le marquis de Carné.— 2e bureau, M. l'amiral Jauréguiberry.— 3e bureau, M. le général Frébault.—4e bureau, M. Dupuy-de-Lôme.—5e bureau, M. Donnot. —6e bureau, M. l'amiral Fourichon.—7e bureau, M. Foubert.—8e bureau, M. de Reignié.— 9e bureau, M. Le Bastard [20 janvier] (J.O., p. 334; F. 5). — Président : M. l'amiral Fourichon. Secrétaire : M. le marquis de Carné. Rapporteur : M. Dupuy-de-Lôme [25 janvier] (J.O., p. 445; F. 6). — M. Dupuy de Lôme dépose son rapport [7 mars] (A., p. 173; J.O., c.r. p. 153; an., p. 98; I. 67). — Adoption [14 mars] (A., p. 225; J.O., c.r., p. 199). — Promulgation (J.O., p. 1629).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône et de ses affluents, déposé par M. Raynal, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [15 décembre 1881]. — Commission : 1er bureau, M. le général baron de Chabaud La Tour. 2e bureau, M. Guyot. 3e bureau, M. Krantz. 4e bureau, M. Bazille (Gaston). 5e bureau, M. le général marquis d'Andigné. 6e bureau, M. Arbel. 7e bureau, M. le colonel

Meinadier. 8e bureau, M. le baron de Larcy. 9e bureau, M. Cuvinot [20 janvier] (J.O., p. 334; F. n° 5). — *Président :* M. le général baron de Chabaud La Tour; *Secrétaire :* M. Cuvinot [22 janvier] (J.O., p. 382; F. 5). — *Rapporteur :* M. Krantz [14 mai] (J.O., p. 2607; F. 40). — Rapport de M. Krantz [13 juin] (A., p. 737; J.O., c.r., p. 631; an., p. 122; I. 259). — Première délibération. M. Krantz, rapporteur, demande la déclaration de l'urgence et la remise de la discussion à la prochaine séance. M. Cuvinot s'oppose à la déclaration de l'urgence. L'urgence est déclarée [17 juillet] (A., p. 950; J.O., c.r., p. 821). — Sont entendus : MM. Guyot, Calmon, président de la Commission des finances; Krantz, rapporteur; Batbie, Baragnon. Renvoi du projet de loi à la Commission des finances [18 juillet] (A., p. 957). — Présentation et lecture, par M. Dauphin, de l'avis de la Commission des finances : MM. Krantz, rapporteur; Guyot, de Mahy, Ministre de l'Agriculture; Gaston Bazille, Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics [20 juillet] (A., p. 964; J.O., c.r., p. 834). — MM. de Mahy, Ministre de l'Agriculture; Dupuy-de-Lôme, Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics; Cuvinot, le comte Rampon. — Article 1er. Amendement de M. Cuvinot : MM. Cuvinot, Krantz, rapporteur. Adoption de la prise en considération de l'amendement de M. Cuvinot [21 juillet] (A., p. 985; J.O., c.r., p. 850). — Article 1er. Amendement de M. Cuvinot : MM. Krantz, rapporteur; le baron de Larcy. Rejet de l'amendement. — Amendement de M. Dupuy-de-Lôme : MM. Dupuy de Lôme, le comte Rampon, de Mahy, Ministre de l'Agriculture; le Rapporteur, Tolain, Gent. Renvoi du projet de loi au Gouvernement [22 juillet] (A., p. 1002; J.O., c.r., p. 861).

6. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à former une nouvelle commune dans l'arrondissement d'Alais (Gard), sous le nom de Molières-sur-Cèze, déposé par M. Cazot, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [24 janvier] (A., p. 26; J.O., c.r., p. 22; an., p. 11; I. 5). — M. Chavassieu dépose son rapport [2 mars] (A., p. 157; J.O., c.r., p. 139; an., p. 45; I. 55). — Adoption [7 mars] (A., p. 173; J.O., c.r., p. 153). — Promulgation (J.O., p. 1490).

7. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Châteauroux (Indre) à emprunter à la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires, une somme de 30.000 francs, déposé par M. Cazot, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [24 janvier]

(A., p. 26; J.O., c.r., p. 22; an., p. 11; I. 6). — M. Le Lièvre dépose son rapport [4 février] (A., p. 55; J.O., c.r., p. 47; an., p. 15; I. 23). — Adoption [11 février] (A., p. 69; J.O., c.r., p. 59). — Promulgation (J.O., p. 1049).

8. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 69, paragraphe 9, du Code de procédure civile, déposé par M. Cazot, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [24 janvier] (A., p. 33; J.O., c.r., p. 28; an., p. 11; I. 7). — Commission : 1er bureau, M. Jacques. 2e bureau, M. Gayot (Émile). 3e bureau, M. de Lafayette (Edmond). 4e bureau, M. Munier. 5e bureau, M. Lizot. 6e bureau, M. Salneuve. 7e bureau, M. Le Lièvre. 8e bureau, M. Lamorte. 9e bureau, M. Barne [4 février] (J.O., p. 652; F. 10). — *Président :* M. Le Lièvre; *Secrétaire* et *Rapporteur :* M. Gayot [10 février] (J.O., p. 750; F. 11). — M. Gayot dépose son rapport [18 février] (A., p. 99; J.O., c.r., p. 87; an., p, 25; I. 37). — Première délibération. Discussion. Adoption [28 février] (A., p. 156; J.O., c.r., p. 136). — Deuxième délibération. Discussion. Adoption [6 mars] (A., p. 160; J.O., c.r., p. 141).— Promulgation (J.O., p. 1329).

9. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au Code rural : titre Ier, concernant les baux emphitéotiques; titre II, concernant les animaux employés dans les propriétés rurales [13 juillet 1876]. — M. Ribière dépose son rapport (titre Ier) [3 décembre 1880]. — M. Ribière dépose son rapport (titre II) [3 décembre 1880]. — Première délibération. 1re section. Sont entendus : MM. de Gavardie, Ribière, rapporteur. — Article 1er. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Humbert, Batbie, Ribière, rapporteur ; Cazot, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice; Victor Lefranc, Bozérian. Renvoi de l'article 1er à la Commission. — Articles 2 à 8. Adoption. — Article 9. Amendement de M. de Gavardie sur le paragraphe 3 : MM. de Gavardie, Ribière, rapporteur ; Delsol. Renvoi à la Commission. — Articles 10 à 13. Adoption [24 janvier] (A., p. 27 à 33 ; J.O., c.r., p. 23). — (1re section.) Article 1er : M. Ribière, rapporteur. Amendement de M. Bozérian : M. Bozérian. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 1er modifié. — Article 9 : M. le Rapporteur. Adoption de l'article 9 modifié.— Article 13 nouveau : M. le Rapporteur. Adoption. — Article 14 nouveau. Adoption. — Adoption de l'ensemble du projet de loi en première délibération.— (2e section.) Première délibération. Articles 1er, 2, 3 et 4. Adoption. — Article 5 : MM. de Gavardie, Ribière, rapporteur ; Brunet. Adoption de l'article 5 modifié. — Articles 6 à 11. Adoption.— Adoption de l'ensemble du projet

de loi [27 janvier] (A., p. 35 à 40; J.O., c.r., p. 29, 30). — (1re section.) Deuxième délibération. M. Ribière, rapporteur, demande l'ajournement de la discussion [2 février] (A., p. 48; J O., c.r., p. 41). — M. Ribière, rapporteur, demande le renvoi de la deuxième délibération (1re section) à la prochaine séance. — (2e section.) Deuxième délibération. — Article 1er. Amendement de M. Brunet : MM. Brunet, Ribière, rapporteur. — Amendement de M. Baragnon : MM. Baragnon, le Rapporteur. — Renvoi de l'article 1er à la Commission. — Article 2. Adoption [4 février] (A., p. 52 à 54; J.O., c.r., p. 44). — (1re section.) Titre V. Article 1er : MM. Ribière, rapporteur; Malens, Brunet, Bernard, Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice; Bozérian, Émile Lenoël, Gazagne, Delsol, Batbie, Roger-Marvaise, Griffe, Adoption de l'article 1er. — Art. 2 à 12. Adoption. — Art. 13 : MM. Labiche, Émile Lenoël, Malens, Griffe, Victor Lefranc. Renvoi à la Commission. — Articles 14 et 15. Adoption (A., p. 69 à 82; J.O., c.r., p. 59). — (2e section.) Titre VI. Ajournement de la suite de la deuxième délibération [11 février] (A., p. 82; J.O., c.r., p. 71). — (1re section.) Titre V. Article 13. Amendement de M. Griffe : M. Ribière, rapporteur. Retrait de l'amendement par son auteur. Suppression de l'article 13. — Article 1er, paragraphe 2 nouveau : M. le Rapporteur. Adoption du nouveau paragraphe 2 de l'article 1er. — Article 15. Disposition additionnelle de M. Émile Labiche : MM. Émile Labiche, Léon Say, Ministre des Finances; de Parieu, président de la Commission; Émile Lenoël, Gazagne. Renvoi à la Commission de l'article 15 et de la disposition additionnelle de M. Émile Labiche. — (2e section.) Titre VI : M. de Gavardie. — Article 1er. Paragraphe additionnel de la Commission : MM. Ribiere, rapporteur; Brunet. Adoption de l'article 1er et du paragraphe additionnel. — Article 5. Adoption. — Vote sur l'ensemble du projet de loi. Adoption : MM. de Gavardie, le Rapporteur, Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. — Adoption de l'ensemble du projet de loi [18 février] (A., p. 100 à 112; J.O., c.r., p. 87).— (1re section.) Titre V. Article 13 devenu article 14. Adoption. — Adoption de l'ensemble du projet [28 février] (A., p. 155; J.O., c.r., p. 136). — (2e section.) Titre VIII. Première délibération (Vices rédhibitoires). Adoption [18 juillet] (A., p. 959; J.O., c.r., p. 828).

10. Projet de loi ayant pour objet de prévenir les accidents et collisions sur mer, déposé par M. le Ministre de la Marine [9 février 1877]. — M. le Ministre de la Marine et des Colonies dépose un décret de M. le Président de la République portant retrait du projet de loi [6 mars] (A., p. 160; J.O., c.r., p. 142; an., p. 97; I. 65).

11. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concer-

nant la durée des heures de travail dans les usines et manufactures [1er avril 1881]. — (V. loi 102 de la session ordinaire 1881). — Première délibération. M. Tolain demande l'ajournement de la discussion. M. Paris, rapporteur, est entendu. L'ajournement est prononcé [29 octobre]. — Sont entendus : MM. Tolain, Paris, rapporteur [3 novembre]. — (V. loi 3, session extraordinaire 1881). — M. Claude dépose son rapport et en donne lecture [16 février] (A., p. 85; J.O.. c.r., p. 75; an., p. 22; I. 32). — Deuxième délibération : MM. Claude, rapporteur: Testelin, Fresneau, Oudet [23 février] (A., p. 113 à 125; J.O., c.r., p. 99). — Article 1er. Sont entendus : MM. Feray, Scheurer-Kestner, Émile Lenoël, Tolain, Claude, rapporteur. Amendement de M. Tenaille-Saligny : MM. Tenaille-Saligny, Claude, rapporteur. Rejet de l'amendement.— Amendement de M. Gustave Denis : MM. Buffet, Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ; Tolain, Gustave Denis, le Rapporteur. Rejet de l'amendement. — Article 2. Rejet. — Articles 3, 4, 5 et 6. Rejet. — Rejet de la proposition de loi [24 février] (A., p. 128 à 141; J.O., c.r., p. 112).

12. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation des traités de commerce, déposé par M. de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. L'urgence est déclarée, et le projet de loi est renvoyé immédiatement à la Commission chargée d'examiner le traité de commerce avec l'Italie. — M. Millaud dépose son rapport. — Discussion de l'article unique. Adoption [31 janvier] (A., p. 42; J.O., c.r., p. 36; an., p. 12, 13; I. 9, 13). — Promulgation (J.O., p. 697).

13. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Tulle (Corrèze), déposé par M. Léon Say, Ministre des Finances [31 janvier] (A., p. 42; J.O., c.r., p. 36; an., p. 12; I. 10). — M. Delacroix dépose son rapport et en donne lecture. L'urgence est déclarée. Adoption [4 février] (A., p. 54; J.O., c.r., p. 46; an., p. 15; I. 21). — Promulgation (J.O., p. 777).

14. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Castellane (Basses-Alpes), déposé par M. Léon Say, Ministre des Finances [31 janvier] (A., p. 42; J.O., c.r., p. 36; an., p. 13; I. 11). — M. Delacroix dépose son rapport et en donne lecture. L'urgence

est déclarée. Adoption [4 février] (A., p. 54; J.O., c.r., p. 45; an., p. 15; I. 20). — Promulgation (J.O., p. 777).

15. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Finances, sur l'exercice 1882, de crédits supplémentaires et extraordinaires montant à la somme de 6.961.000 francs pour subvenir aux frais de l'expédition de Tunisie pendant les mois de février et mars 1882, déposé par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de MM. les Ministres de la Marine et des Colonies, des Finances et au sien [31 janvier] (A., p. 42; J.O., c.r., p. 36; an., p. 13; I. 12). — M. Béraldi dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate: M. Henry Fournier. Article 1er: MM. Henry Fournier et Poriquet. Adoption. — Article 2. Adoption. — Adoption de l'ensemble du projet [2 février] (A., p. 47; J.O., c.r., p. 40; an., p. 13; I. 15). — Promulgation (J.O., p. 681).

16. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Somme à contracter un emprunt pour le remboursement de la dette départementale, déposé par M. Léon Say, Minstre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [2 février] (A., p. 45; an., p. 13; I. 14). — M. Chavassieu dépose son rapport et en donne lecture. L'urgence est déclarée. Adoption [4 février] (A., p. 55; J.O., c.r., p.46; an., p. 15; I. 22). — Promulgation (J.O., p. 681).

17. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi pour la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités, déposé par M. Cazot, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [8 décembre 1881]. — Rapport de M. Roussel (1) [25 juillet] (A., p. 1032; J.O., c.r., p. 894; an., p. 124; I. 451).

18. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Bayonne (Basses-Pyrénées), déposé par M. Léon Say, Ministre des Finances [4 février] (A., p. 52; J.O., c.r., p. 43; an., p. 14; I. 19). — M. Vallier dépose son rapport [21 mars] (A., p. 309; J.O., c.r., p. 271; an., p. 118; I. 109). — Adoption [28 mars] (A., p. 350; J.O., c.r., p. 303). — Promulgation (J.O., p. 1817).

---

(1) Commission : MM. Xavier Blanc, Parent, de Rozière, Huguet, Roussel (Théophile), Hébrard, Schœlcher, Delacroix, Jules Simon. *Président:* M. Schœlcher; *Secrétaire :* M. Roussel (Théophile).

19. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des surtaxes établies sur le vin et sur l'alcool à l'octroi du Tréport (Seine-Inférieure), déposé par M. Léon Say, Ministre des Finances [4 février] (A., p. 52; J.O., c.r., p. 43; an., p. 14; I. 18). — M. Jobard dépose son rapport [28 février] (A., p. 149; J.O., c.r., p. 131; an., p. 44; I. 52). — Adoption [6 mars] (A., p. 160; J.O., c.r., p. 141). — Promulgation (J.O., p. 1473).

20. Proposition de loi tendant à la répression du duel, déposée par M. Herold [2 février 1877] (1).—Dépôt du rapport par M. Pelletan [22 mars 1877]. — La prise en considération est adoptée [3 mai 1877]. — M. Griffe est nommé rapporteur en remplacement de M. Herold, décédé [28 mars] (J.O., p. 1686).

21. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, ayant pour objet la protection du balisage dans les eaux maritimes [27 mars 1879] (2), déposé par M. de Freycinet, Ministre des Travaux publics. — M. Cuvinot dépose son rapport [23 février] (A., p. 125; J.O., c.r., p. 109; an., p. 41; I. 46). — Première délibération. Articles 3 et 8. Adoption [2 mars] (A., p. 158; J.O., c.r., p. 139). — Adoption [11 mars] (A., p. 186; J.O., c.r., p. 163). — Promulgation (J.O., p. 1681).

22. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'élection des juges consulaires [23 décembre 1880] (3).— M. Gailly est nommé membre de la Commission, en remplacement de M. Paris [11 février] (F. 11).

23. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie, déposé par M. Cazot, Ministre de la Justice [12 mai 1881]. — M. Casimir Fournier dépose

---

(1) Commission : MM. Joubert (Achille), Griffe, vicomte de Saint-Pierre, de Parieu, comte de Tréveneuc, Cherpin, colonel Meinadier, Tailhand. *Président:* M. le colonel Meinadier; *Rapporteur :* M. Griffe.

(2) Commission : MM. l'amiral marquis de Montaignac, Dufresne, Cuvinot, marquis de Carné, général vicomte de Lajaille, Labitte, Meinadier, Krantz, Cordier. *Président:* M. Dufresne; *Secrétaire:* M. Vivenot; *Rapporteur:* M. Cuvinot (J.O., p. 1182; F. 19).

(3) Commission: MM. Jobard, Le Bastard, Mathey, Ancel, Huguet, de Parieu, Vissaguet, Dauphinot. *Président:* M. Mathey; *Secrétaire :* M. Le Bastard.

son rapport [9 février] (A., p. 57; J.O., cr., p. 49; an., p. 16; I. 24). — Première délibération : MM. le général Arnaudeau, Casimir Fournier, rapporteur, Jacques. — Articles 1er à 5. Adoption. — Article 6 : M. le Rapporteur. Adoption. — Articles 7 à 12. Adoption. — Article 13 : M. le général Arnaudeau. — Articles 14 à 21. Adoption. — Article 22 : M. le général Arnaudeau. Adoption. — Article 23. Adoption. Adoption du projet de loi [16 février] (A., p. 87 à 96; J.O., c.r., p. 77). — Deuxième délibération. Article 1er : MM. le comte d'Haussonville, le général Arnaudeau, Jacques. Adoption. — Article 2. Adoption. — Article 3. Amendement de M. le général Arnaudeau : MM. le général Arnaudeau, Casimir Fournier, rapporteur, Goblet, Ministre de l'Intérieur. Retrait de l'amendement par son auteur, et adoption de l'article 3. — Articles 4 à 15. Adoption. M. le comte d'Haussonville, le Ministre de l'Intérieur [6 mars] (A., p. 160 à 171; J.O., c.r., p. 142). — Articles 16 à 21. Adoption. — Article 22, paragraphe 1er. Amendement de M. le comte d'Haussonville : MM. le comte d'Haussonville, René Goblet, Ministre de l'Intérieur. Rejet de l'amendement. Adoption du 1er paragraphe de l'article 22. — Paragraphe 2. Amendement de M. le général Arnaudeau : M. le général Arnaudeau. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption du paragraphe 2. Adoption de l'article 22. — Article 23. Adoption. Vote sur l'ensemble du projet de loi : M. le comte de Saint-Vallier. Adoption [7 mars] (A., p. 174; J.O., c.r., p. 153). — Promulgation (J.O., p. 1602).

24. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Moulins (Allier) à emprunter une somme de 370.000 francs, et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [9 février] (A., p. 57; J.O., c.r., p. 49; an., p. 19; I. 27). — M. le baron de Veauce dépose son rapport [18 février] (A., p. 99; J.O., c.r., p. 87; an., p. 25; I. 36). — Adoption [24 février] (A., p. 128; J.O., c.r., p. 111). — Promulgation (J.O., p. 1177).

25. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Ardèche à contracter un emprunt pour les travaux de deux écoles normales, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [9 février] (A., p. 57; J.O., c.r., p. 49; an., p. 19; I. 28). — M. Chavassieu dépose son rapport [2 mars] (A., p. 157; J.O., c.r., p. 139; an., p. 45; I. 54). — Adoption [7 mars] (A., p. 173; J.O., c.r., p. 153). — Promulgation (J.O., p. 1489).

26. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt pour les travaux de deux écoles normales, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [9 février] (A., p. 57; JO., c.r., p. 49; an., p. 18; I. 25). — Rapport de M. Vallier [28 mars] (A., p. 349; J.O., c.r., p. 303; an., p. 130; I. 126). — Adoption [1er avril] (A., p. 426; J.O., c.r., p. 370). — Promulgation (J.O., p. 1914).

27. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Vosges à contracter un emprunt pour les travaux de divers chemins d'intérêt commun, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [9 février] (A., p. 57; J.O., c.r., p. 49; an., p. 19; I. 26). — M. Viellard-Migeon dépose son rapport [11 mars] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 160; an., p. 100; I. 80). — Adoption [20 mars] (A., p. 285; J.O., c.r., p. 251). — Promulgation (J.O., p. 1745).

28. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire, déposé par M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique, Président du Conseil [26 juillet 1881]. — M. Demôle est nommé membre de la Commission en remplacement de M. Halgan, décédé (J.O., p. 619; F. 9). — M. Ribière dépose son rapport [6 mars] (A., p. 159; J.O.,c.r., p. 141; an., p. 48; I., 62). — Première délibération. MM. Ribière, rapporteur, Henry Fournier, de Gavardie, baron de Ravignan, Corbon. Déclaration de l'urgence et renvoi d'une proposition de M. de Gavardie à la Commission d'initiative parlementaire. Discussion générale : MM. Corbon, Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Clôture de la discussion générale. — Art. 1er. Amendement de M. Jules Simon. MM. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, baron de Lareinty, Henry Fournier. Rejet de l'amendement [11 mars] (A., p. 186; J.O., c.r., p. 163). — Art. 1er, paragraphe 1er : MM. le duc de Broglie, Buffet, Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, le baron de Ravignan, Baragnon. Amendement de M. de Gavardie. MM. de Gavardie, Guiffrey, le baron de Ravignan. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption du paragraphe 1 de l'article 1er. — Paragraphes 2 à 5. Adoption. — Paragraphe 6. Amendement de M. de Gavardie. M. de Gavardie. Rejet de l'amendement. Adoption du pa-

ragraphe 6. — Paragraphes 7 à 11. Adoption. — Paragraphe 12 : M. de Gavardie. — Adoption de l'ensemble de l'article 1er [13 mars] (p. 206). — Art. 2. Amendement de M. Lucien Brun : MM. Lucien Brun, Ribiere, rapporteur. Rejet de la prise en considération. — Amendement de M. le comte de Saint-Vallier : MM. le comte de Saint-Vallier, Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique. — Amendement de M. Bérenger : M. Bérenger. Retrait. — Rejet au scrutin de l'amendement de M. de Saint-Vallier. — Amendement de M. le baron de Lareinty. M. le baron de Lareinty. Rejet de la prise en considération. — Amendement de M. Batbie : MM. Batbie, Guiffrey. Rejet de l'amendement : M. Baragnon. — Adoption de l'article 2. — Amendement de M. de Gavardie : M. de Gavardie. Rejet [14 mars] (A., p. 225; J.O., c.r., p. 199). — Art. 3. Amendement de M. de Gavardie. M. de Gavardie. Rejet de l'amendement. — Adoption de l'article 3. — Art. 4. Paragraphe 1er. Amendement de M. Chesnelong : MM. Chesnelong, Ribière, rapporteur, Oscar de Vallée, le baron de Ravignan, Hervé de Saisy, Buffet, Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Corbon. Rejet au scrutin par appel nominal de l'amendement de M. Chesnelong. — Amendement de M. de Gavardie : M. de Gavardie. Rejet de l'amendement. — Adoption des paragraphes 1 et 2 de l'article 4. — Vote sur l'ensemble de l'article : MM. de Gavardie, Hervé de Saisy, Audren de Kerdrel. Adoption [16 mars] (A., p. 244; J.O., c.r., p. 216). — Art. 5. Amendements de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Ribière, rapporteur; Baragnon, le marquis de Carné. Rejet des amendements et adoption de l'article 5. — Art. 6 : MM. le marquis de Carné, Tolain, Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Adoption de l'article 6. — Art. 7. Adoption. — Art. 8. Amendements de M. de Gavardie : M. de Gavardie, le Rapporteur. Rejet du premier amendement et retrait du second. — Adoption de l'article 8. — Art. 9. Adoption. — Art. 10. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le rapporteur. Rejet de l'amendement. — Paragraphes 1 et 2. Adoption. — Paragraphe 3 : MM. Hervé de Saisy, le Rapporteur. Adoption. — Adoption de l'ensemble de l'article 10. — Paragraphe additionnel de M. Baragnon : MM. Baragnon, le Rapporteur, le baron de Ravignan, le Ministre de l'Instruction publique. Rejet au scrutin. — Art. 11. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Demôle. Rejet de la prise en considération. — Adoption de l'article 11. — Art. 12. Amendement de M. de Gavardie. Rejet de l'amendement et adoption de l'article 12. — Art. 13. Amendement de M. de Gavardie : M. de Gavardie. Rejet. — Adoption de l'article 13 [18 mars] (A., p. 262; J.O., c.r., p. 232). — Art. 14. Amendement de M. de Gavardie : M. de Gavardie. Rejet de la prise en considération de l'amendement : MM. Hervé

de Saisy, Ronjat, Henri Fournier (Cher). — 1re partie de l'article 14. Adoption. — 2e partie de l'article 14. Adoption au scrutin. — Adoption de l'ensemble de l'article 14. — Art. 15. Amendement de MM. Hervé de Saisy, Ribière, rapporteur, le baron Le Guay. Rejet de l'amendement. — Adoption successive des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 15. — Vote sur l'ensemble de l'article : M. de Gavardie. Adoption. — Demande de renvoi à la Commission : MM. de Gavardie, Buffet. — Art. 16. Amendements de M. Jouin : MM. Jouin, le Rapporteur. Rejet au scrutin de l'amendement [20 mars] (A., p. 286; J.O., c.r., p. 251). — Art. 16. Amendement de M. Delsol : MM. Delsol, Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, de Carayon La Tour. Rejet au scrutin de l'amendement. — M. le baron de Ravignan. — Paragraphe 1er. Adoption. — Paragraphe 2. Amendement de MM. de Gavardie et Boisse : M. de Gavardie. Rejet de l'amendement et adoption du paragraphe 2. — Paragraphe 3. Adoption. — Adoption de l'ensemble de l'article 16. — Art. 17 : MM. Bérenger, le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. — Art. 18. Adoption. — Article additionnel de M. de Lorgeril : M. de Lorgeril. Rejet. — Demande de renvoi de la discussion à la prochaine séance. Adoption au scrutin [21 mars] (A., p. 310; J.O., c.r., p. 272). — Article additionnel de MM. de Gavardie, Boisse et marquis de Carné : M. de Gavardie. Rejet. — Article additionnel de MM. de Gavardie, comte de Cornulier-Lucinière et Boisse : M. de Gavardie. Rejet. — Article additionnel de M. de Gavardie : M. de Gavardie. Rejet. — Article additionnel de M. de Gavardie : MM. Schœlcher, Lucien Brun, baron de Lareinty. Rejet. — Article additionnel de M. de Gavardie : Retrait de cet article par son auteur et de plusieurs autres par lui également déposés. — Vote sur l'ensemble : MM. de Voisins-Lavernière, le comte d'Haussonville, Scheurer-Kestner, Fresneau, Ribière, rapporteur. Adoption au scrutin [23 mars] (A., p. 330; J.O., c.r., p. 288). — Promulgation (J.O., p. 1697).

29. Proposition de loi sur la garantie des droits individuels, déposée par M. Batbie [15 février 1881]. — M. Ninard dépose son rapport [24 juin 1881]. — Discussion de la prise en considération; sont entendus: MM. Batbie, Ronjat, Ninard, rapporteur, Laboulaye, Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, de Gavardie. Rejet au scrutin de la prise en considération [9 février] (A., p. 58 à 67; J.O., c.r., p. 49).

30. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi due à l'initiative de plusieurs de ses membres, adoptée par la Chambre des Députés, ten-

dant à modifier la loi du 10 décembre 1874 sur l'hypothèque maritime, transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [16 février] (A., p. 85; J.O., c.r., p. 75; an., p. 21; I. 31). — Commission: 1er bureau, M. Cordier. 2e bureau, M. Barne. 3e bureau, M. Dumesnil. 4e bureau, M. Blanc (Xavier). 5e bureau, M. Roger-Marvaise. 6e bureau, M. Lenoël (Emile). 7e bureau, M. Dupuy-de-Lôme. 8e bureau, M. Denormandie. 9e bureau, M. Devaux [23 février] (J.O., p. 1032; F. 15). — *Président:* M. Dumesnil; *Secrétaire et Rapporteur:* M. Barne (J.O., p. 1053; F. 16).

31. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Finistère à contracter un emprunt pour la construction de deux écoles normales primaires, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [16 février] (A., p. 96; J.O., c.r., p. 85; an., p. 24; I. 33). — M. Dieudé-Defly dépose son rapport [2 mars] (A., p. 157; J.O., c.r., p. 139; an., p. 46; I. 57). — Adoption [7 mars] (A., p. 174; J.O., c.r., p. 153). — Promulgation (J.O., p. 1489).

32. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine à modifier l'emploi des ressources créées par deux lois antérieures, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [16 février] (A., p. 96; J.O., c.r., p. 85; an., p. 24; I. 34). — M. Dieudé-Defly dépose son rapport [2 mars] (A., p. 157; J.O., c.r., p. 139; an., p. 45; I. 56). — Adoption [7 mars] (A., p. 174; J.O., c.r., p. 153). — Promulgation (J.O., p. 1489).

33. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Dordogne à contracter un emprunt pour l'installation d'une école normale d'institutrices, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [18 février] (A., p. 112; J.O., c.r., p. 98; an., p. 26; I. 38). — M. Dupré dépose son rapport [6 mars] (A., p. 159; J.O., c.r., p. 141; an., p. 47; I. 60). — Adoption [13 mars] (A., p. 206; J.O., c.r., p. 183). — Promulgation (J.O., p. 1602).

34. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) à emprunter à la caisse d'épargne une somme de 150.000 francs, déposé par M. Humbert, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [18 février] (A., p. 112; J.O., c.r., p. 98; an., p. 26; I. 39). — M. Bernard dépose son rapport [24 février] (A., p. 141; J.O., c.r., p. 111;

an., p. 42 ; I. 47). — Sur la demande de M. Bernard, rapporteur, la discussion est ajournée [2 mars] (A., p. 157 ; J.O., c.r., p. 139). — M. Bernard dépose un rapport supplémentaire [6 mars] (A., p. 171 ; J.O., c.r., p. 151 ; an., p. 97 ; I. 66). — Sont entendus : MM. le colonel Meinadier, Bernard, rapporteur, Poriquet, Denormandie. Rejet du projet de loi [11 mars] (A., p. 182 ; J.O., c.r., p. 160).

35. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi sur le droit d'association, déposée par M. Eymard-Duvernay. Renvoyée à la Commission du droit d'association (1) [23 février] (A., p. 113 ; J.O., c.r., p. 99 ; an., p. 27 ; I. 40). — Rapporteur : M. Jules Simon (J.O., p. 2757 ; F. 44). — Rapport de M. Jules Simon [4 juillet] (A., p. 832 ; J.O., c.r., p. 715).

36. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Barbezieux (Charente), déposé par M. Humbert, garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre des Finances [11 février] (A., p. 82 ; J.O., c.r., p. 70 ; an. p. 20 ; I. 30). — M. Calmon dépose son rapport [23 février] (A., p. 113 ; J.O., c.r., p. 99 ; an., p. 38 ; I. 41). — Adoption [28 février] (A., p. 149 ; J.O., c.r., p. 131). — Promulgation (J.O. p. 1257).

37. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Châteaubriant à Ploërmel, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics [23 février] (A., p. 125 ; J.O., c.r., p. 109 ; an., p. 38 ; I. 42). — M. Malens dépose son rapport [16 mars] (A., p. 244 ; J.O., c.r., p. 215 ; an., p. 108 ; I. 93). — Première délibération. Adoption [21 mars] (A., p. 310 ; J.O., c.r., p. 271). — Deuxième délibération. Adoption [28 mars] (A., p. 350 ; J.O., c.r., p. 304). — Promulgation (J.O., p. 2122).

38. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer d'Issoudun à Saint-Florent par ou près Charost, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics [23 février] (A., p. 125 ; J.,O., c.r., p. 109 ; an., p. 38 ; I. 43). — M. Chardon dépose son rapport [16 mars] (A., p. 244 ; J.O., c.r., p. 215 ; an., p. 106 ; I. 92). — Première délibération. Adop-

(1) Commission : 1er bureau, M. le comte de Bondy. 2e bureau, M. Griffe. 3e bureau, M. le baron de Larcy. 4e bureau, M. Barthe. 5e bureau, M. Brunet. 6e bureau, M. Bertauld. 7e bureau, M. Tolain. 8e bureau, M. Mazeau. 9e bureau, M. Jules Simon.

tion [21 mars] (A., p. 309; J.O., c.r., p. 271). — Deuxième délibération. Adoption [28 mars] (A., p. 351 ; J.O., c.r., p. 305). — Promulgation (J.O., p. 2122).

39. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une Convention signée à Paris le 31 octobre 1881 entre la France et la Belgique pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères [23 février] (A., p. 125; J.O., c.r., p. 109; an., p. 40; I. 45). — Commission : MM. Donnot, Barthélemy-Saint-Hilaire, Jouin, Guiffrey, Hébrard, comte de Saint-Vallier, Corbon, Fournier (Casimir), Bozérian (J.O., p. 1139; F. 18). — *Président:* M. Barthélemy-Saint-Hilaire; *Secrétaire:* M. Guiffrey ; *Rapporteur:* M. Bozérian (J.O., p. 1182; F. 19). — Rapport de M. Bozérian [2 mai] (A., p. 459; J.O., c.r., p. 397; an., p. 1; I. 173). — Première délibération. Adoption [8 mai] (A., p. 475; J.O., c.r., p. 413). — Deuxième délibération. Adoption [15 mai] (A., p. 547; J.O., c.r., p. 472). — Promulgation (J.O., p. 2658).

40. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une Convention signée entre la France et le Salvador pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères [23 février] (A., p. 125; J.O., c.r., p. 109; an., p. 39 ; I. 44). — Commission : 1er bureau, M. Donnot. 2e bureau, M. Barthélemy-Saint-Hilaire. 3e bureau, M. Jouin. 4e bureau, M. Guiffrey. 5e bureau, M. Hébrard. 6e bureau, M. le comte de Saint-Vallier. 7e bureau, M. Corbon. 8e bureau, M. Fournier (Casimir). 9e bureau, M. Bozérian (J.O., p. 1139; F. 18). — *Président:* M. Barthélemy-Saint-Hilaire; *Secrétaire:* M. Guiffrey; *Rapporteur:* M. Bozérian (J.O., p. 1182; F. 19). — Rapport de M. Bozérian [2 mai] (A., p. 459; J.O., c.r., p. 397; an., p. 4; I. 174). — Première délibération. Adoption [8 mai] (A., p. 475; J.O., c.r., p. 413). — Deuxième délibération. Adoption [15 mai] (A., p. 547; J.O., c.r., p. 473). — Promulgation (J.O., p. 2713).

41. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1881, d'un crédit supplémentaire de 5.574.000 fr. 78 pour compléter le remboursement des obligations à court terme échues en 1881, déposé par M. Léon Say, Ministre des Finances [27 février] (A., p. 145; J.O., c.r., p. 127; an., p. 43; I. 49). — M. Faye dépose son rapport [6 mars] (A.,

p. 159; J.O., c.r., p. 141; an., p. 47; I. 61). — Adoption [13 mars] (A., p. 206; J.O., c.r., p. 184). — Promulgation (J.O., p. 1553).

42. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la commune de Villemur (Haute-Garonne), pour en former une municipalité distincte sous le nom de la Magdelaine-sur-Tarn, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [27 février] (A., p. 145; J.O., c.r., p. 127; an., p. 42; I. 48). — M. de la Monneraye dépose son rapport [14 mars] (A., p. 225; J.O., c.r., p. 199; an., p. 105; I. 86). — Adoption [18 mars] (A., p. 261; J.O., c.r., p. 231). — Promulgation (J.O., p. 1697).

43. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, le 25 février 1882, et relatif au régime douanier applicable aux produits anglais à leur entrée en France, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce; donne lecture de l'exposé des motifs, demande l'urgence qui est prononcée. Renvoi du projet de loi à la Commission du Traité franco-italien. M. Teisserenc de Bort dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [27 février] (A., p. 145; J.O., c r., p. 127; an., p. 43, 44; I. 50,51). — Promulgation (J.O., p. 1105).

44. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture à M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 100.000 francs pour l'Exposition de Vienne en 1882, déposé par M. Léon Say, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et au sien [28 février] (A., p. 155; J.O., c.r., p. 136; an., p. 44; I. 53). — M. Barne dépose son rapport [6 mars] (A., p. 159; J.O., c.r., p. 141; an., p. 47; I. 59). — Adoption [13 mars] (A., p. 206; J.O., c.r., p. 184). — Promulgation (J.O., p. 1505).

45. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet: 1° la déclaration d'utilité publique d'une ligne de chemin de fer de Souk-Arrhas à Sidi-Hemessi; 2° l'approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de Bône-Guelma, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Travaux publics et de M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission spéciale des chemins de fer [2 mars] (A., p. 158; J.O., c.r., p. 139; an., p. 46; I. 58). — Rapport de M. Chardon [25 mars] (A., p. 345; J.O., c.r., p. 299; an., p. 126; I. 123). — L'urgence est déclarée sur la demande de

M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, d'accord avec la Commission. Discussion. Adoption [31 mars] (A., p. 404; J.O., c.r., p. 351). — Promulgation (J.O., p. 2123).

46. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle, déposé par M. Le Royer, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [27 novembre 1879]. — Commission (nommée en 1879) : 1er bureau, M. Demôle; 2e bureau, M. Gilbert-Boucher; 3e bureau, M. Dauphin; 4e bureau, M. Le Blond; 5e bureau, M. Tenaille-Saligny; 6e bureau, M. Ronjat; 7e bureau, M. Bérenger; 8e bureau, M. Le Royer; 9e bureau, M. Bertauld. Président : M. Le Royer; Secrétaire : M. Tenaille-Saligny; Vice-Président : M. Bertauld. — M. Dauphin dépose son rapport [6 mars] (A., p. 160; J.O., c.r., p. 141; an., p. 50; I. 63). — 1re délibération. Sont entendus : MM. Grandperret, Dauphin, rapporteur, Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, de Gavardie [6 mai] (A., p. 463; J.O., c.r., p. 402.) — MM. Jouin, de Gavardie, Lenoël [8 mai] (A., p. 475; J.O., c.r., p. 413). — MM de Gavardie, Baragnon. Demande d'ajournement : M. de Gavardie. Rejet. — Article 1er. Réservé. — Article 8. Adoption. — Article 9. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Dauphin, rapporteur, Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 9. — Article 10. Réservé. — Article 11. Amendement de M. Batbie : MM. Batbie, le Rapporteur, Bozérian. Rejet au scrutin de l'article 11. — Nouvel article 11, proposé par M. Griffe : M. Griffe. Renvoi à la Commission. — Articles 12 à 21. Adoption. — Article 22. M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes. Adoption de l'article 22 modifié. — Articles 23 à 29. Adoption. — Article 30 : MM. de Gavardie, le Garde des Sceaux, le Rapporteur, Bozérian, Ronjat, Victor Lefranc, Batbie. Adoption. — Article 31 à 34. Adoption. — Article 35, paragraphe 1er. Adoption. Paragraphe 2 : MM. Baragnon, de Gavardie, Batbie. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 35. — Articles 36 à 38. Adoption. — Article 39. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Griffe. Demande de renvoi à la Commission : MM. Bozérian, le Rapporteur, Batbie. Amendement de M. Batbie : MM. Batbie, le Rapporteur, le Garde des Sceaux, Brunet [9 mai] (A., p. 495; J.O., c.r., p. 429). — M. Brunet. Amendement de M. Batbie : MM. Batbie, Dauphin, rapporteur, de Gavardie. Rejet de l'amendement de M. de Gavardie : M. de Gavardie, Poriquet, Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes. Rejet de l'amendement de M. Batbie [13 mai] (A., p. 532; J.O., c.r., p.459). — M. Dauphin, rapporteur. — Nouvel article 39. Adoption. — Nouvel article 40. Amendement de M. Bernard : MM. Bernard,

Bozérian. Rejet. — Adoption du nouvel article 40.—Article 41 : MM. Clément, le Rapporteur. Adoption.—Article 42. Amendement de M.Tenaille-Saligny, tendant à faire de cet article un paragraphe additionnel à l'article 41 : M. Tenaille-Saligny. Adoption. Adoption de l'ensemble du nouvel article 41. — Article 43. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, Bérenger, Brunet, le Rapporteur, Batbie. Demande de renvoi à la Commission : MM. Victor Lefranc, Bérenger, le Rapporteur, Boucher-Cardart. Renvoi à la Commission. Article 43. Réservé. — Article 44. Amendement de M. Grandperret : MM. Grandperret, le Rapporteur, Brunet. Renvoi à la Commission de l'article 44.—Article 45. Adoption.— Article 46. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Garde des Sceaux, Grandperret. Article 46. Réservé [15 mai] (A., p. 549; J.O., c.r., p. 474).— Article 138. Amendement de M. de Gavardie: MM. de Gavardie, Bérenger, Baragnon. Rejet. Paragraphe 1er. Amendement de M. Boucher-Cadart, Dauphin, rapporteur. Prise en considération de l'amendement. Adoption des deux derniers paragraphes de l'article 138 [16 mai] (A., p. 576; J.O., c.r., p. 496). — Article 139. Amendement de M. Grandperret : MM. Grandperret, Bérenger, de Gavardie [20 mai] (A., p. 584; J.O., c.r., p. 502).—Article 139. Reprise de la discussion sur l'amendement de M. Grandperret : MM. Bernard, Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, Jouin, Xavier Blanc, Dauphin, rapporteur, Grandperret. Demande de renvoi à la Commission de l'amendement : M. Brunet. Rejet au scrutin. Rejet de l'amendement. Demande de renvoi à la Commission de l'article 139 du projet. MM. Brunet, le Rapporteur, Bérenger, le Garde des Sceaux, Baragnon. Rejet au scrutin. Adoption de l'article 139 [22 mai] (A., p. 596; J.O., c.r., p. 511). — Article 140. Adoption. — Article 141. Amendement de M. Bernard : MM. Bernard, Dauphin, rapporteur. Amendement de M. Boucher-Cadart. Adoption du paragraphe 1er. Paragraphes 2 et 3 : MM. de Gavardie, Oscar de Vallée, le Rapporteur. Retrait de l'amendement de M. Bernard par son auteur. Rejet de l'amendement de M. Boucher-Cadart. Adoption des paragraphes 2 et 3. Paragraphe 4 : MM. Brunet, le Rapporteur. Renvoi du paragraphe 4 à la Commission. — Article 42 : M. le Rapporteur. Articles 42 et 44 réservés. — Article 46 : MM. de Gavardie, le Rapporteur. Adoption de l'article 46 modifié. — Article 47 : MM. de Gavardie, le Rapporteur. Renvoi de l'article 47 à la Commission. — Article 48 : MM. de Gavardie, le Rapporteur, le baron de Lareinty, Brunet. Renvoi de l'article 48 à la Commission. M. le baron de Lareinty. — Articles 49 et 50. Adoption. — Article 51 : MM. de Gavardie, le Rapporteur. Adoption. — Article 52 : MM. Brunet, le Rapporteur. Adoption. — Article 53 : M. de Gavardie. Adoption. — Article 54: MM. Brunet, le Rapporteur. Adop-

tion [23 mai] (A., p. 623; J.O., c.r., p. 532).—Article 55 : MM. Batbie, Dauphin, rapporteur, de Gavardie, Bérenger. Renvoi à la Commission. — Article 62. Amendement de M. Emile Lenoël : MM. Emile Lenoël, le Rapporteur, Boucher-Cadart, Bozérian, le Rapporteur, de Gavardie, Bérenger. Adoption de l'article 62. — Articles 56 à 61. Adoption.— Article 63 : MM. Brunet, le Rapporteur. Adoption. — Articles 64 à 72. Adoption. — Article 73. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Rapporteur. Rejet. Adoption des articles 73 et 74. — Articles 75 et 76. Adoption. — Article 77 : MM. de Gavardie, le Rapporteur. Adoption.— Articles 78 et 81. Adoption [25 mai] (A., p. 641; J.O., c.r., p. 548). — Article 82 : MM. de Gavardie, Bérenger. Adoption.—Articles 83 à 86. Adoption.—Article 87 : MM. de Gavardie, Bérenger. Adoption. — Article 88 modifié. Adoption. — Articles 89 à 91. Adoption. — Article 92. Amendement de M. Bozérian. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 92. — Article 93, paragraphe 1er. Amendement de M. Gayot : MM. Gayot, Bérenger. Rejet. Adoption du paragraphe 1er. Paragraphes 2 et 3. Adoption. — Adoption de l'ensemble de l'article 93.—Articles 94 et 95. Adoption.—Article 96. Adoption.— Article 97. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Bérenger. Rejet. M. Bozérian. Adoption de l'article 97.—Articles 98 à 101. Adoption.— Article 102. Amendement de M. de Gavardie : M. de Gavardie. Rejet. Adoption de l'article 102.— Article 103. Adoption. — Article 104. Adoption. — Article 105 : MM. Batbie, Bérenger, Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, Dauphin, rapporteur. Renvoi à la Commission. — Articles 106 à 108. Adoption. — Article 109. Renvoi à la Commission. — Article 110. Demande de renvoi à la Commission : MM. de Gavardie, Bérenger. Rejet de la demande. Adoption de l'article 110. — Articles 111 à 113. Adoption. — Article 114. Paragraphe additionnel de M. Bozérian : MM. Bozérian, le Rapporteur. Renvoi à la Commission. Adoption de l'article 114. — Articles 115 à 127. Adoption.— Article 128. Paragraphe 1er. Adoption. Paragraphe 2. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Rapporteur. Amendement de M. Bozérian : M. Bozérian. Retrait des deux amendements par leurs auteurs. Adoption du paragraphe 2. Paragraphes 3 et 4. Adoption de l'ensemble de l'article 128. — Articles 129 et 130. Adoption.— Article 131 : MM. de Gavardie, le Rapporteur. Adoption. — Articles 132 à 136. Adoption. — Article 137. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Rapporteur. Rejet. Adoption de l'article 137 [27 mai] (A., p. 657; J.O., c.r., p. 559). — Articles 142 et 143. Adoption. — Section 12, article 144 : M. de Gavardie. Adoption.— Articles 145 à 150. Adoption. — Article 151. Amendement de M. de Gavardie : M. de Gavardie. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 151. — Article 152 : MM. Édouard Millaud, Dauphin, rapporteur, Boucher-Cadart. Adoption de l'article 152 modifié.

— Articles 153 à 155. Adoption. — Article 156 : MM. Roger-Marvaise, le Rapporteur. Renvoi à la Commission. — Article 157. MM. de Gavardie, Bérenger. Renvoi à la Commission.— Article 158 : MM. Boucher-Cadart, le Rapporteur. Adoption. — Article 159. Amendement de M. Édouard Millaud : MM. Édouard Millaud, de Gavardie, le Rapporteur. Retrait de l'amendement par son auteur. Adoption de l'article 159. — Articles 160 à 165. Adoption.— Article 166 : MM. de Gavardie, le Rapporteur. Adoption. —Articles 167 à 170. Adoption.— Section II, articles 171 à 174. Adoption.— Article 175 : M. le Rapporteur. Adoption de l'article 175 modifié. — Articles 176 à 204. Adoption. — Article 205. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Rapporteur. 1re partie de l'article. Adoption. — 2e partie, rejet de l'amendement de M. de Gavardie. Adoption de l'article 205. — Articles 206 à 208. Adoption. — Article 209. MM. de Gavardie, le Rapporteur. Adoption. — Articles 210 à 212. Adoption.— Article 213 : M. le Rapporteur. Renvoi à la Commission. — Ajournement du chapitre III : M. le Rapporteur. — Ajournement des articles 10, 11, 46 et 47 antérieurement ajournés [1er juin] (A., p. 674; J.O., c.r., p. 575). — Chapitre III, article 213. Amendement de M. Oscar de Vallée : MM. Oscar de Vallée, Dauphin, rapporteur. Rejet. — Articles 214 à 220. Adoption. — Article 44. Amendement de M. Grandperret. Rejet. Amendement de M. Xavier Blanc. Rejet : MM. le Rapporteur, de Gavardie. Adoption de l'article 44. — Article 46. Adoption. — Article 47 : M. de Gavardie. Adoption. — Article 48. Adoption. — Article 55. Adoption. — Article 57 *bis*. Adoption. — Article 61. Adoption. — Article 105. Amendement de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, le Rapporteur. Rejet. Adoption de l'article 105. — Article 109 : M. de Gavardie. Adoption.— Articles 156 et 157. M. le Rapporteur. Adoption. — Article 141. Adoption. MM. Bozérian, le Rapporteur. — Articles 10 et 11 : MM. Bérenger, Batbie [6 juin] (A., p. 692; J.O., c.r., p. 591). — Article 10 (rédaction nouvelle) : MM. Bérenger, de Gavardie, Dauphin, rapporteur, Batbie, Brunet. Adoption. — Article 11 (rédaction nouvelle). Amendement de M. Bérenger : MM. Bérenger, Batbie, le Rapporteur, Brunet. Renvoi à la Commission [10 juin] (A., p. 726; J.O., c.r., p. 617). — Article 11 : M. Dauphin, rapporteur. Amendement de M. de Gavardie : M. de Gavardie. Rejet. Paragraphe 1er : MM. Batbie, Bérenger, de Gavardie, le Rapporteur. Adoption. Paragraphe 2 de l'article 11. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 11. — Article additionnel de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Roger-Marvaise. Rejet.— Article additionnel de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Roger-Marvaise. Rejet.— Article additionnel de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Roger-Marvaise. Rejet. — Article additionnel de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Roger-Marvaise. Rejet. — Article additionnel de M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Roger-Marvaise. Rejet. — Disposi-

tion additionnelle à l'article 9, présentée par M. de Gavardie : MM. de Gavardie, Roger-Marvaise. Rejet. Articles 1 à 3. Adoption. — Article additionnel présenté par MM. Schœlcher, Lenoël et Desmazes : MM. le Rapporteur, de Gavardie. Adoption. — M. de Gavardie. Adoption du projet de loi en première délibération [13 juin] (A., p. 738; J.O., c.r., p. 631). — M. Dauphin dépose un rapport supplémentaire [27 juin] (A., p. 807; J.O., c.r., p. 639; an., p. 6; I. 314). — Deuxième délibération. Ajournement de la discussion [22 juillet] (A., p. 1005). — Articles 1 à 9. Adoption. — Article 10 : MM. Batbie, Dauphin, rapporteur. Adoption. — Articles 11 à 29. Adoption. — Article 30. Modifications présentées par M. Clément : MM. Clément, le Rapporteur. Amendement de M. Brunet : MM. Brunet, le Rapporteur. Rejet au scrutin. Adoption de l'article 30 modifié. — Articles 31 à 39. Adoption. — Article 40. Modification présentée par M. Bozérian : MM. Bozérian, le Rapporteur. Adoption de l'article 40 modifié. — Articles 41 à 43. Adoption. — Article 44. Amendement de MM. Delsol, Batbie : MM. Delsol, le Rapporteur, Batbie, Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Rejet au scrutin. Adoption de l'article 44 [24 juillet] (A., p. 1017; J.O., c.r., p. 879). — Articles 45 à 49. Adoption. — Article 50. Amendement de M. Bernard. Rejet au scrutin de la prise en considération. Discussion de l'article : MM. Clément, le Rapporteur. Adoption. — Article 51. MM. Brunet, le Rapporteur. Adoption. — Article 52. Adoption. — Article 53. Amendement de M. Lizot : MM. Lizot, le Rapporteur. Rejet de la prise en considération et adoption de l'article 53. — Articles 54 à 61. Adoption. — Article 62. Amendement de MM. Bozérian, Bernard : MM. Bozérian, Bernard, le Rapporteur. Rejet de la prise en considération des deux amendements et adoption de l'article 62. — Articles 63 à 65. Adoption. — Article 66. MM. Brunet, Dauphin, rapporteur. Amendement de M. Boucher-Cadart. Adoption de la prise en considération de l'amendement. Réserve sur le vote général de l'article. — Article 67. Adoption. — Article 68. Amendement de M. Brunet : MM. Brunet, le Rapporteur. Retrait de l'amendement par son auteur et adoption de l'article 68 [27 juillet] (A., p. 1056; J.O., c.r., p. 914). — Article 63. Amendement de M. Boucher-Cadart. Adoption de l'article 63 modifié. — Articles 64 à 78. Adoption. — Article 79. Amendement de M. Bozérian : M. Dauphin, rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 79. — Articles 80 à 128. Adoption. — Article 129. Amendement de M. Bozérian : M. le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 129. — Articles 130 à 137. Adoption. — Article 138. Amendement de M. Bozérian : M. le Rapporteur. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 138. — Articles 139 à 159. Adoption. — Article 160. Amendement de M. Bozérian : M. le Rapporteur. Paragraphe 1er de l'article 160. Adoption. Paragraphe 2 modifié. Adoption. Paragraphe 3. Adoption. Adoption

de l'ensemble de l'article 160 modifié. — Article 161. Adoption. — Article 162. Amendement de M. Brunet : MM. Brunet, le Rapporteur. Prise en considération de l'amendement. Article 162 réservé. — Articles 163 à 169. Adoption. — Article 170 : MM. Édouard Millaud, le Rapporteur. Adoption de l'article 170 modifié. — Articles 171 à 211. Adoption.— Articles 212 à 221. Adoption. — Article 222. Amendement de M. Bozérian : M. le Rapporteur. — Article 222 réservé. — Articles 223 à 226. Adoption [3 août] (A., p. 1153; J.O., c.r., p. 998). — Article 162. M. Dauphin, rapporteur. Adoption de l'article 162 modifié. — Article 146 modifié. Adoption. — Article 225 nouveau : M. le Rapporteur. Adoption. — Articles 40 et 198 modifiés. Article 103 nouveau. Adoption. — Adoption de l'ensemble du projet de loi [8 août] (A., p. 1178; J.O., c.r., p. 1021).

47. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi portant : 1° ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, au titre du Budget sur ressources extraordinaires, d'un crédit de 1.250.000 francs pour les travaux du chemin de fer du Sénégal ; 2° annulation d'une portion de crédit de 1.250.000 francs sur le Budget sur ressources extraordinaires du même Ministère, exercice 1881, chapitre 6, Chemin de fer du Sénégal, déposé par M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies [6 mars] (A., p. 160; J. O., c.r., p. 142; an., p. 97; I. 64). — M. Béraldi dépose son rapport [13 mars] (A., p. 206; J.O., c.r., p. 183; an., p. 105; I. 85). — Adoption [18 mars] (A., p. 262; J.O., c.r., p. 231). — Promulgation (J.O., p. 1603).

48. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la création d'enveloppes et de bandes timbrées, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [7 mars] (A., p. 173; J.O., c.r., p. 153; an., p. 99; I. 68). — M. Faye dépose son rapport [20 mars] (A., p. 309; J.O., c.r., p. 271; an., p. 118; I. 110).—Adoption [28 mars] (A., p. 350; J.O., c.r., p. 304). — Promulgation (J.O., p. 2145).

49. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à attribuer aux conseils municipaux, dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement et de canton, la nomination des maires et adjoints, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [11 mars] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 159; an., p. 99; I. 70). — Commission : 1er bureau, M. le général Pélissier. 2e bureau, M. Labiche (Émile). 3e bureau, M. Barne. 4e bureau, M. Jobard. 5e bureau, M. Carquet. 6e bureau, M. Dupré. 7e bureau, M. Lenoël (Émile). 8e bureau, M. Grévy (Albert). 9e bureau, M. Malens [15 mars] (J.O., p. 1460; F. 23).— *Président :* M. Grévy

(Albert); *Secrétaire :* M. Malens ; *Rapporteur :* M. Lenoël (Émile) [17 mars] (J.O., p. 1492; F. 25).—M. Lenoël dépose son rapport [20 mars] (A., p. 305; J.O., c.r., p. 269; an., p. 115; I. 105).—Première délibération. L'urgence est déclarée. Articles 1 et 2. Adoption. — Article 3 : MM. Jacques, Émile Lenoël, rapporteur. Adoption de l'article 3 et de l'ensemble du projet de loi [25 mars] (A., p. 346; J.O., c.r., p. 299). — Promulgation (J.O., p. 1697).

50. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Loiret à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [11 mars] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 159; an., p. 100; I. 71). — Rapport de M. Ancel [25 mars] (A., p. 346; J.O., c.r., p. 299; an., p. 126; I. 121).—Adoption [31 mars] (A., p. 393; J.O., c.r., p. 341). — Promulgation (J.O., p. 1882).

51. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-Alpes à créer des ressources extraordinaires pour la construction de chemins de fer, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [11 mars] (A., p. 182; J.O. c.r., p. 159; an., p. 100; I. 72).—M. de la Sicotière dépose son rapport [23 mars] (A., p. 330; J.O., c.r., p. 287 ; an., p. 121; I. 114).— Adoption [30 mars] (A., p. 370; J.O., c.r., p. 319). — Promulgation (J.O., p. 1882).

52. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Nîmes (Gard) à emprunter 1.400.000 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [11 mars] (A., p. 182; J. O., c. r., p. 159; an., p. 100; I. 73).— Rapport de M. Dupré [25 mars] (A., p. 345; J.O., c.r., p. 299; an., p. 126; I. 122).— Discussion : MM. Baragnon, Gazagne. Adoption [30 mars] (A., p. 371; J.O., c.r., p. 320).— Promulgation (J.O., p. 1882).

53. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Lot à contracter un emprunt de 200.000 francs pour la construction d'une école normale d'instituteurs, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [11 mars] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 159; an., p. 100; I. 74). — M. Dieudé-Defly dépose son rapport [21 mars] (A., p. 309; J.O., c.r., p. 271; an., p. 117; I. 108).— Adoption [28 mars] (A., p. 350; J. O., c. r., p. 303). — Promulgation (J.O., p. 1769).

54. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Fontainebleau (Seine-et-

Marne) à emprunter une somme de 342.000 francs, pour la construction d'un collège communal, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [11 mars] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 159; an., p. 100; I. 75).— M. de la Sicotière dépose son rapport [23 mars] (A., p. 330; J.O., c.r., p. 287; an., p. 121; I. 115).— Adoption [30 mars] (A., p. 370; J.O., c.r., p. 320).— Promulgation (J.O., p. 1882).

55. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Vendée à modifier la destination d'un emprunt réalisable en vertu d'une loi antérieure, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [11 mars] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 159; an., p. 100; I. 78).— M. de Reignié dépose son rapport [18 mars] (A., p. 261; J.O., c.r., p. 231; an., p. 109; I. 94). — Adoption [23 mars] (A., p. 330; J. O., c. r., p. 288). — Promulgation (J.O., p. 1745).

56. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Amiens (Somme) à emprunter 200.000 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [11 mars] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 159; an., p. 100; I. 77). — M. de Reignié dépose son rapport [18 mars] (A., p. 261; J.O., c.r., p. 231; an., p. 109; I. 95). — Adoption [23 mars] (A., p. 330; J.O., c.r., p. 288). — Promulgation (J.O., p. 1745).

57. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'hospice d'Armentières (Nord) à contracter un emprunt et à approuver un engagement pris par la ville d'Armentières en vue du remboursement, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [11 mars] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 159; an., p. 100; I. 76). — Rapport de M. Dupré [28 mars] (A., p. 350; J.O., c.r., p. 304; an., p. 133; I. 132). — Adoption [31 mars] (A., p. 393; J.O., c.r., p. 341). — Promulgation (J.O., p. 2042).

58. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Castres (Tarn) à emprunter une somme de 220.000 francs, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [11 mars] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 159; an., p. 100; I. 79). — Rapport de M. Vallier [28 mars] (A., p. 349; J.O., c.r., p. 303; an., p. 133; I. 131). — Adoption [1er avril] (A., p. 426; J.O., c.r., p. 370). — Promulgation (J.O., p. 1914).

59. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi relative à l'établissement d'un tarif de douanes minimum, déposée par M. Gustave Denis

en son nom et au nom de plusieurs de ses collègues. Demande l'urgence. Retrait de la demande d'urgence [11 mars] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 160; an., p. 100; I. 81).

60. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Landes à créer des ressources extraordinaires pour l'établissement de chemins de fer, déposé par M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [14 mars] (A., p. 230; J.O., c.r., p. 199; an., p. 105; I. 87). — M. Massiet du Biest dépose son rapport [20 mars] (A., p. 285; J.O., c.r., p. 251; an., p. 110; I. 100). — Adoption [25 mars] (A., p. 345; J.O., c.r., p. 299). — Promulgation (J.O., p. 1769).

61. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Drôme à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices, déposé par M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [14 mars] (A., p. 230; J.O., c.r., p. 199; an., p. 105; I. 89). — M. Massiet du Biest dépose son rapport [20 mars] (A., p. 285; J.O., c.r., p. 251; an., p. 110; I. 101). — Adoption [25 mars] (A., p. 346; J.O., c.r., p. 299). — Promulgation (J.O., p. 1769).

62. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Dordogne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de fer d'intérêt commun et des lignes ordinaires, déposé par M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [14 mars] (A., p. 230; J.O., c.r., p. 199; an., p. 105; I. 88). — M. Delord dépose son rapport [30 mars] (A., p. 386; J.O., c.r., p. 333; an., p. 140; I. 148). — Adoption [1er avril] (A., p. 453; J.O., c.r., p. 393). — Promulgation (J.O., p. 1913).

63. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, au titre du Budget sur ressources extraordinaires, d'un crédit de 7.458.785 francs pour les travaux des chemins de fer du Sénégal, déposé par M. Berlet, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Marine et des Colonies, au nom des Ministres de la Marine et des Colonies, et des Finances [16 mars] (A., p. 244; J.O., c.r., p. 215; an., p. 106; I. 90). — Rapport de M. Béraldi [28 mars] (A., p. 349; J.O.,

c.r., p. 303; an., p. 129; I. 125). — Sont entendus : MM. Lambert de Sainte-Croix, Berlet, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Marine et des Colonies. Adoption [31 mars] (A., p. 398; J.O., c.r., p. 345). — Promulgation (J.O., p. 2074).

64. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique de la première section du chemin de fer de Bourges à Avallon, comprise entre Bourges et Sancerre, déposé par M. Sadi Carnot, Ministre des Travaux publics [29 juillet 1881]. — M. Cuvinot dépose son rapport [16 mars] (A., p. 244; J.O., c.r., p. 215; an., p. 107; I. 91). — Première délibération. Adoption [23 mars] (A., p. 330; J.O., c.r., p. 288). — Deuxième délibération. Adoption [30 mars] (A., p. 377; J.O., c.r., p. 326). — Promulgation (J.O., p. 2122).

65. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, provenant de l'initiative de plusieurs de ses membres, tendant à modifier l'article 1734 du Code civil, relatif aux risques locatifs, transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [18 mars] (A., p. 261; J.O., c.r., p. 231; an., p. 109; I. 96). — Commission : MM. Robert de Massy, Batbie, Mazeau, Chaumontel, Gilbert-Boucher, Bernard, Bozérian, Lamorte, Munier (J.O., p. 1654; F. 30). — *Président :* M. Robert de Massy ; *Secrétaire :* M. Chaumontel [28 mars] (J.O., p. 1703; F. 31). — M. Batbie dépose son rapport [11 mai] (A., p. 527; J.O., c.r., p. 456; an., p. 61; I. 198). — Première délibération. Amendement de M. Robert de Massy : MM. Robert de Massy, Batbie, rapporteur; Bernard. Rejet de l'amendement. Adoption [23 mai] (A., p. 618; J.O., c.r., p. 527). — Deuxième délibération. Ajournement de la discussion [1er juin] (A., p. 674; J.O., c.r., p. 575). — Discussion. M. Batbie, rapporteur. Articles 1er et 2. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [22 juillet] (A., p. 1005; J.O., c.r., p. 867). — Promulgation (J.O., p. 105).

66. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés tendant à autoriser le département de l'Isère à contracter un emprunt pour une école normale d'institutrices, déposé par M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [18 mars] (A., p. 275; J.O., c.r., p. 232; an., p. 109; I. 97). — Rapport de M. Gazagne [30 mars] (A., p. 369; (J.O., c.r., p. 319; an., p. 138; I. 142). — Adoption [1er avril] (A., p. 426; J.O., c.r., p. 370). — Promulgation (J.O., p. 1914).

67. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Auxerre (Yonne) à emprunter

200.000 francs, déposé par M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [18 mars] (A., p. 275; J.O., c.r., p.232; an., p. 110; I. 98). — Rapport de M. Massiet du Biest. Discussion immédiate. Adoption [30 mars] (A., p. 369; J.O., c.r., p. 319; an., p. 137; I. 139). — Promulgation (J.O., p. 1882).

68. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Eure à emprunter, à la Caisse des chemins vicinaux, une somme de 300.000 francs applicable aux travaux des lignes de grande communication, déposé par M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [18 mars] (A., p. 275; J.O., c.r., p. 232; an., p. 110; I. 99). — Rapport de M. Massiet du Biest [30 mars] (A., p. 369; J.O., c.r., p. 319; an., p. 137; I. 140). — Adoption [1er avril] (A., p. 463; J.O., c.r., p. 393). — Promulgation (J.O., p. 1914.)

69. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but le prolongement, entre Florac et Millau, de la route nationale n° 107 *bis* de Florac à Alais, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Travaux publics et des Finances [20 mars] (A., p. 285; J.O., c.r., p. 251; an., p. 111; I. 402). — Commission : 1er bureau, M. le général baron de Chabaud La Tour. 2e bureau, M. Roussel (Théophile). 3e bureau, M. Mayran. 4e bureau, M. Guyot-Lavaline. 5e bureau, M. le colonel Meinadier. 6e bureau, M. Cazot (Jules). 7e bureau, M. de Parieu. 8e bureau, M. Arbel, 9e bureau, M. Faye (J.O., p. 1654; F. 30). — M. Delsol est nommé membre du 8e bureau, en remplacement de M. Arbel. — *Président :* M. le général baron de Chabaud La Tour ; *Secrétaire :* M. Guyot-Lavaline [29 mars]; (J.O., p. 1703; F. 31). — M. Roussel dépose son rapport et en donne lecture. L'urgence est déclarée [31 mars] (A., p. 396; J.O., c.r., p. 343; an., p. 142; I. 152). — Adoption [1er avril] (A., p. 426; J.O., c.r., p. 370). — Promulgation (J.O., p. 2121).

70. — Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de la section du chemin de fer de ou près Château-Thierry à Laon, comprise entre Armentières et Bazoches, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [20 mars] (A., p. 285; J.O., c.r., p. 251; an., p. 111; I. 103). — M. Vivenot dépose son rapport [23 mars] (A., p. 329; J.O., c.r., p. 287; an., p. 119; I. 112). — Première délibération. Adoption [30 mars] (A., p. 370; J.O., c.r., p. 320). — Deuxième délibéra-

tion. Adoption [6 mai] (A., p. 461; J.O., c.r., p. 401). — Promulgation (J.O., p. 2754).

71. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de la Senia à Aïn-Temouchent; 2° l'approbation d'une Convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de l'Ouest algérien, déposé par M. Duvaux, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [20 mars] (A., p. 305; J.O., c.r., p. 269; an., p. 116; I. 106).—Rapport de M. Malens [1er juin] (A., p. 674; J.O., c.r., p. 576; an., p. 94; I. 222). — Première délibération. Adoption [8 juin] (A., p. 715; J.O., c.r., p. 612). — Deuxième délibération. Adoption [15 juin] (A., p. 762; J.O., c.r., p. 651). — Promulgation (J.O., p. 4410).

72. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer du Blanc à Argent, avec raccordement à Romorantin sur la ligne de Villefranche à Romorantin et à Salbris, sur la ligne de Paris à Limoges, déposé par M. Duvaux, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Instruction publique, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [20 mars] (A., p. 305, J.O., c.r., p. 269; an., p. 117; I. 107). — Dépôt du rapport par M. Merlin [23 mars] (A., p. 330; J.O., c.r., p. 287; an., p. 120; I. 113). — Première délibération. Discussion : MM. Henry Fournier, Bozérian. Adoption [30 mars] (A., p. 375). — Deuxième délibération. Adoption [6 mai] (A., p. 462 ; J.O., c.r., p. 401). — Promulgation (J.O., p. 2753).

73. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi relatif à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, adopté par le Sénat le 16 décembre 1881, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, déposé par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture [11 mars] (A., p. 186; J.O., c.r., p. 163). — M. Michel dépose son rapport [20 mars] (A., p. 305; J.O., c.r., p. 268; an., p. 111; I. 104). — L'urgence est déclarée. Discussion. Adoption successive des articles. Adoption de l'ensemble du projet de loi [23 mars] (A., p. 340; J.O., c.r., p. 296). — Promulgation (J.O., p. 1849).

74. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'abrogation des dispositions législatives concernant l'adjonction des plus imposés, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [23 mars] (A., p. 329; J.O., c.r., p. 287; an., p. 119; I. 111). —

Rapport de M. Labiche (Émile) [28 mars] (A., p. 350; J.O., c.r., p. 304; an., p. 131; I. 130). — Première délibération. L'urgence est demandée : M. René Goblet, Ministre de l'Intérieur. Demande d'ajournement : MM. le baron Le Guay, Emile Labiche, rapporteur. Rejet. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Poriquet, le Rapporteur, Bocher, le Ministre de l'Intérieur. Article unique. Amendement de M. Chesnelong : M. Chesnelong [31 mars] (A., p. 405; J.O., c.r., p. 351). — Amendement de M. Chesnelong : MM. Chesnelong, Emile Labiche, rapporteur. Rejet de la prise en considération. Discussion de l'article unique : MM. le baron de Ravignan, Lucien Brun. Adoption [1er avril] (A,. p. 428; J.O., c.r., p. 372). — Promulgation (J.O., c.r., p. 1881).

75. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la ville de Chaumont (Haute-Marne) à emprunter une somme de 1.100.000 francs, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [23 mars] (A., p. 329; J.O., c.r., p. 287; an., p. 122; I. 119). — M. Goguet dépose son rapport et en donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption [28 mars] (A., p. 351; J.O., c.r., p. 305; an., p. 133; I. 133). — Promulgation (J.O., p. 1865).

76. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la ville d'Avignon (Vaucluse) à emprunter une somme de 24.000 francs à la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [23 mars] (A., p. 329; J.O., c.r., p. 287; an., p. 122; I. 118). — Rapport de M. Gazagne [30 mars] (A., p. 369; J.O., c.r., p. 319; an., p. 137; I. 141). — Adoption [1er avril] (A., p. 426; J.O., c.r., p. 370). — Promulgation (J.O., p. 1914).

77. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département de la Corrèze à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention destinée à la construction d'un chemin de fer, pour les travaux des routes départementales et pour le service d'un emprunt antérieurement contracté, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [23 mars] (A., p. 329; J.O., c.r., p. 287; an., p. 122; I. 117). — M. Delord dépose son rapport [30 mars] (A., p. 386; J.O., c.r., p. 333; an., p. 139; I. 147). — Adoption [1er avril] (A., p. 453; J.O., c.r., p. 393). — Promulgation (J.O., p. 2042).

78. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre

des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département de l'Aube à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [23 mars] (A., p. 329 ; J.O., c.r., p. 287 ; an., p. 121 ; I. 116). — Rapport de M. Goguet [30 mars] (A., p. 377 ; J.O., c.r., p. 326 ; an., p. 138 ; I. 144). — Adoption [1er avril] (A., p. 453 ; J.O., c.r., p. 393). — Promulgation (J.O., p. 1913).

79. Projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, sur l'administration de l'armée, déposé par M. le général Farre, Ministre de la Guerre [21 mai 1881]. — Promulgation (J.O., p. 1625).

80. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'établissement d'une forme de radoub au port de Brest, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [25 mars] (A., p. 347 ; J.O., c.r., p. 301 ; an. p. 129 ; I. 124). — Commission : 1er bureau, M. Audren de Kerdrel ; 2e bureau, M. Cuvinot ; 3e bureau, M. de Saisy (Hervé) ; 4e bureau, M. l'amiral marquis de Montaignac ; 5e bureau, M. Le Bastard ; 6e bureau, M. de Raismes ; 7e bureau, M. Dupuy-de-Lôme ; 8e bureau, M. le général marquis d'Andigné ; 9e bureau, M. Barbey [7 mai] (J.O., p. 2410 ; F. 36). — *Président* : M. l'amiral marquis de Montaignac ; *Secrétaire* : M. Barbey ; *Rapporteur* : M. Dupuy-de-Lôme [9 mai] (J.O., p. 2448 ; F. 37).

81. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Pontaumur (Puy-de-Dôme) la section de Landogne, pour l'ériger en municipalité séparée, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [28 mars] (A., p. 350 ; J.O., c.r., p. 303 ; an., p. 131 ; I. 129). — M. Goguet dépose son rapport et en donne lecture. L'urgence est déclarée. Adoption [1er avril] (A., p. 426 ; J.O., c.r., p. 369 ; an., p. 144 ; I. 155). — Promulgation (J.O., p. 2042).

82. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Arras (Pas-de-Calais) à emprunter 116.000 francs, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [28 mars] (A., p. 350 ; J.O., c.r., p. 303 ; an., p. 131 ; I. 128). — M. Massiet du Biest dépose son rapport et en donne lecture ; l'urgence est déclarée. Adoption [1er avril] (A., p. 426 ; J.O., c.r., p. 371). — Promulgation (J.O., p. 1914).

83. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Cham-

bre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Loire à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [28 mars] (A., p. 350; J.O., c.r., p. 303; an., p. 131; I. 127).— M. Delord dépose son rapport; l'urgence est déclarée. Adoption [1er avril] (A., p. 452; J.O., c.r., p. 369; an., p. 143; I. 154). — Promulgation (J.O., p. 2042).

84. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de fonder le crédit des colons en Algérie par la constitution d'un privilège spécial, déposé par M. Cazot, Ministre de la Justice [18 juin 1881]. — M. Casimir Fournier dépose son rapport [28 mars] (A., p. 351; J.O., c.r., p. 304; an., p. 134; I. 134). — Première délibération: MM. Jacques, Casimir Fournier, rapporteur, le général Arnaudeau. Article 1er. Adoption. — Article 2. Amendement de M. Jacques: MM. Jacques, le Rapporteur, le comte d'Haussonville, Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 2. — Articles 3 à 5. Adoption. — Article 6: M. le Rapporteur. Adoption. — Article 7. Adoption. — Adoption de l'ensemble du projet de loi en première délibération [16 mai] (A., p. 566; J.O., c.r., p. 487). — Deuxième délibération. Adoption [22 mai] (A., p. 595; J.O., c..r., p. 511).

85. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du Traité de commerce et de la Convention de navigation signés à Paris le 31 octobre 1881 entre la France et la Belgique, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien [28 mars] (A., p. 351; J.O., c.r., p. 304; an., p. 136; I. 135). — M. Teisserenc de Bort dépose son rapport [8 mai] (A., p. 485; J.O., c.r., p. 421; an., p. 19, 48; I. 182, 184). — Adoption [11 mai] (A., p. 527; J.O., c.r., p. 457). — Promulgation (J.O., p. 2513).

86. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à former un nouveau canton dans le département de Seine-et-Oise, dont le chef-lieu serait Le Raincy, déposé par M. Léon Say, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [28 mars] (A., p. 366; J.O., c.r., p. 317; an., p. 136; I. 137). — Rapport de M. Delord. En donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion renvoyée à la séance suivante [31 mars] (A., p. 396; J.O., c.r., p. 343; an., p. 142; I. 151). — Adoption [1er avril] (A., p. 426; J.O., c.r., p. 370). — Promulgation (J.O., p. 1915).

87. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies, et des Finances, sur l'exercice 1882, de crédits supplémentaires montant à la somme de 8.884.000 francs, pour les frais de l'expédition de Tunisie pendant le 2e trimestre de 1882, déposé par M. Léon Say, Ministre des Finances, au nom de MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies et au sien [28 mars] (A., p. 366; J.O., c.r., p. 317; an., p. 136; I. 138). — Rapport de M. Béraldi. L'urgence est déclarée [30 mars] (A., p. 386; J.O., c.r., p. 333; an., p. 139; I. 146). — MM. de Broglie, de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Articles 1 et 3. Adoption. — Adoption de l'ensemble du projet de loi [1er avril] (A., p. 436; J.O., c.r., p. 379). — Promulgation (J.O., p. 1881).

88. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Toulon (Var) à emprunter 176.000 francs à la Caisse des lycées, collèges et écoles, déposé par M. Tirard, Ministre de l'Agriculture et du Commerce, au nom du Ministre de l'Intérieur [30 mars] (A., p. 377; J.O., c.r., p. 325; an., p. 138; I. 143). — M. Bozérian dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [31 mars] (A., p. 395; J.O., c.r., p. 343; an., p. 141; I. 150). — Promulgation (J.O., p. 1883).

89. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1882, de crédits supplémentaires montant à la somme de 3.109.702 fr. pour l'entretien d'un surcroît d'effectif à titre temporaire, déposé par M. le général Billot, Ministre de la Guerre [30 mars] (A., p. 381; J.O., c.r., p. 329; an., p. 138; I. 145). — M. Gouin dépose son rapport et en donne lecture. L'urgence est déclarée. Demande de discussion immédiate : MM. le baron de Ravignan, général Billot, Ministre de la Guerre. Adoption [31 mars] (A., p. 394; J.O., c.r., p. 341; an., p. 141; I. 149). — Promulgation (J.O., p. 2074).

90. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Bourbourg-Ville (Nord), déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [31 mars] (A., p. 405, J.O., c.r., p. 351; an., p. 143; I. 153). — M. Massiet du Biest dépose son rapport et en donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption [1er avril] (A p. 426; J.O., c.r., p. 371). — Promulgation (J.O., p. 2025).

91. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Charente-Inférieure à modifier la destination de deux emprunts, réalisables en vertu d'une loi antérieure, et à contracter un emprunt à la Caisse des chemins vicinaux, déposé par M. René Goblet, Ministre de l'Intérieur. M. Gazagne dépose son rapport, en donne lecture. L'urgence est déclarée. Adoption [1er avril] (A., p. 426, 435; J.O., c.r., p. 369, 377). — Promulgation (J.O., p. 2041).

92. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi sur la naturalisation, déposée par M. Batbie [1er avril] (A., p. 426; J.O., c.r., p. 370).— Rapport sommaire de M. Mazeau [18 juillet] A., p. 956; J.O., c.r., p. 825; an., p. 97; I. 401). — Discussion de la prise en considération: M. Batbie. Prise en considération. Renvoi de la proposition de loi au Conseil d'État [22 juillet] (A., p. 1006; J.O., c.r., p. 868).

93. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire pour l'acquisition d'une collection d'objets d'art formée par M. Timbal, déposé par M. J. Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [1er avril] (A., p. 435; J.O., p. 377; an., p. 146; I. 160). — Rapport de M. Barne [9 mai] (A., p. 499; J.O., c.r., p. 433: an., p. 57; I. 190). — Adoption [15 mai] (A., p. 546; J.O., c.r., p. 471). — Promulgation (J.O., p. 2785).

94. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit supplémentaire de 118.545 francs, sur l'exercice 1882, pour achat de quatre tableaux provenant de la succession Courbet, déposé par M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r. p. 377; an., p. 146; I. 161). — Rapport de M. Barne [9 mai] (A., p. 499; J.O., c.r., p. 433; an., p. 58; I. 191). — Sont entendus : MM. le vicomte de Lorgeril, Barne, rapporteur. Adoption [15 mai] (A., p. 546; J.O., c.r., p. 471). — Promulgation (J.O., p. 2785).

95. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 50.000 fr. pour la démolition et l'enlèvement des ruines du palais des Tuileries,

déposé par M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r., p. 377; an., p. 146; I. 162). — Rapport de M. Malens [20 juin] (A., p. 786; J.O., c.r., p. 673; an., p. 141; I. 279). — Discussion : MM. Wallon, Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, le comte de Saint-Vallier. Articles 1 et 2. Adoption. — 1er article additionnel de M. le comte de Saint-Vallier : MM. le comte de Saint-Vallier, Malens, rapporteur, le baron de Ravignan, Lambert de Sainte-Croix. Rejet de l'article additionnel. — 2e article additionnel de M. le comte de Saint-Vallier : MM. le comte de Saint-Vallier, Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Retrait de l'article additionnel par son auteur. — Adoption de l'ensemble du projet de loi [27 juin] (A., p. 808; J.O., c.r., p. 693). — Promulgation (J.O., p. 3569).

96. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Carhaix à Guingamp, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r., p. 377; an., p. 147; I. 163). — Rapport de M. Noblot [10 juin] (A., p. 720; J.O., c.r., p. 616; an., p. 108; I. 251). — 1re délibération. Adoption [24 juin] (A., p. 802; J.O., c.r., p. 688). — 2e délibération : MM. le marquis de Carné, Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, Hervé de Saisy. Adoption [1er juillet] (A., p. 820; J.O., c.r., p. 705). — Promulgation (J.O., p. 4018).

97. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention concernant les relations commerciales et maritimes entre la France et la Grande-Bretagne, signée à Paris le 18 février 1882, déposé par M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. Tirard, Ministre du Commerce, et au sien [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r., p. 378; an., p. 148; I. 170). — M. Teisserenc de Bort dépose son rapport. Adoption [11 mai] (A., p. 528; J.O., c.r., p. 445; an., p. 60; I. 193). — Promulgation (J.O., p. 2514).

98. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du Traité de commerce et de navigation, signé à Paris le 6 février 1882, entre la France et l'Espagne, déposé par M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, au n
M. Tirard, Ministre du Commerce, et au sien [1er avril] (A., p. 43

c.r., p. 378; an., p. 148; I. 169). — M. Teisserenc de Bort dépose son rapport [8 mai] (A., p. 485; J.O., c.r., p. 421; an., p. 19, 50; I. 182, 185). — Adoption [11 mai] (A., p. 527; J.O., c.r., p. 457). — Promulgation (J.O., p. 2514).

99. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du Traité de commerce et de navigation, signé à Paris le 19 décembre 1881, entre la France et le Portugal, déposé par M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. Tirard, Ministre du Commerce, et au sien [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r., p. 378; an., p. 147; I. 168). — M. Teisserenc de Bort dépose un rapport [8 mai] (A., p. 485; J.O., c.r., p. 421; an., p. 19, 52; I. 182, 187). — Adoption [11 mai] (A., p. 528; J.O., c.r., p. 457). — Promulgation (J.O., p. 2617).

100. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des Traités de commerce et d'établissement, ainsi que des Conventions relatives aux rapports de voisinage et à la propriété industrielle, conclus, le 23 février 1882, entre la France et la Suisse, déposé par M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. Tirard, Ministre du Commerce, et au sien [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r., p. 378; an., p. 147; I. 166). — M. Teisserenc de Bort, rapporteur, dépose un rapport général sur l'ensemble des cinq projets de lois concernant les Traités de commerce. Dépose un rapport particulier sur le projet de loi ci-dessus [8 mai] (A., p. 485; J.O., c.r., p. 421; an., p. 19, 47; I. 182, 183). — Sont entendus : MM. Fresneau, Tirard, Ministre du Commerce, Feray, Pouyer-Quertier, Teisserenc de Bort, rapporteur. Adoption au scrutin du projet de loi [11 mai] (A., p. 514; J.O., c.r., p. 445). — Promulgation (J.O., p. 2514).

101. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des Traités de commerce et de navigation, signés à Paris le 30 décembre 1881, entre la France et les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège, déposé par M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. Tirard, Ministre du Commerce, et au sien [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r., p. 378; an., p. 147; I. 167). — M. Teisserenc de Bort dépose son rapport [8 mai] (A., p. 485; J.O., c.r., p. 421; an., p. 19, 51; I. 182, 186). — Adoption [11 mai] (A., p. 527; J.O., c.r., p. 457). — Promulgation (J.O., p. 2514).

102. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la

Chambre des Députés, portant approbation de la Convention, signée à Paris le 23 février 1882, entre la France et la Suisse, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique, déposé par M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. Tirard, Ministre du Commerce, et au sien [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r., p. 378; an., p. 147; I. 164). — M. Bozérian dépose son rapport et en donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption [15 mai] (A., p. 547; J.O., c.r., p. 472; an., p. 65; I. 206). — Promulgation (J.O., p. 2657).

103. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention de commerce signée à Paris, le 7 novembre 1881, entre la France et l'Autriche-Hongrie, déposé par M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. Tirard, Ministre du Commerce, et au sien [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r., p. 378; an., p. 147; I. 165). — M. Teisserenc de Bort dépose son rapport [11 mai] (A., p. 513; J.O., c.r., p. 445; an., p. 60; I. 194). — Adoption [13 mai] (A., p. 538; J.O., c.r., p. 465). — Promulgation (J.O., p. 2617).

104. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'éclairage électrique des côtes de France, et l'installation des signaux sonores, déposé le 23 juin 1881. Adopté le 26 juillet 1881 [4 avril 1882]. — Promulgation (J.O., p. 1833).

105. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative au taux de l'intérêt de l'argent, transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [1er avril] (A., p. 453; J.O., c.r., p. 394). — Commission : 1er bureau, M. Cherpin. 2e bureau, M. de Parieu. 3e bureau, M. Barthe (Marcel). 4e bureau, M. Labiche (Émile). 5e bureau, M. Denis (Gustave). 6e bureau, M. Gouin. 7e bureau, M. Foucher de Careil. 8e bureau, M. Batbie. 9e bureau, M. Clément [7 mai] (J.O., p. 2410; F. 36). — *Président* : M. de Parieu; *Secrétaire* : M. Foucher de Careil [9 mai] (J.O., p. 2448; F. 37).

106. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de la 1re section du chemin de fer de Bazas à Auch, comprise entre Bazas et Éauze, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics [6 mai] (A., p. 461; J.O., c.r., p. 401; an., p. 6;

I. 175). — M. Vivenot dépose son rapport [20 mai] (A., p. 584; J.O., c.r., p. 501; an., p. 68; I. 211). — Première délibération. Adoption [25 mai] (A., p. 636; J.O., c.r., p. 514). — Deuxième délibération. Adoption [1er juin] (A., p. 674, J.O., c.r., p. 575). — Promulgation (J.O., p. 3249).

107. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'amélioration du passage du Chaffard, sur le haut Rhône, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics [6 mai] (A., p. 461; J.O., c.r., p. 401; an., p. 6; I. 176). — Commission : 1er bureau, M. Chavassieu. 2e bureau, M. Munier. 3e bureau, M. Malens. 4e bureau, M. Jobard. 5e bureau, M. Brun (Charles). 6e bureau, M. Noblot. 7e bureau, M. Mathey. 8e bureau, M. le général Duboys-Fresney. 9e bureau, M. Michal-Ladichère [14 mai] (J.O., p. 2607; F. 40). — *Président* : M. Michal-Ladichère; *Secrétaire et Rapporteur :* M. Munier [16 mai] (J.O., p. 2645; F. 41). — Rapport de M. Munier [1er juin] (A., p. 684; J.O., c.r., p. 584; an., p. 96; I. 223). — Première délibération. Adoption [8 juin] (A., p. 715; J.O., c.r., p. 612). — Deuxième délibération. Adoption [15 juin] (A., p. 762; J.O., c.r., p. 652). — Promulgation (J.O., p. 3554).

108. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Saône à emprunter à la Caisse des chemins vicinaux une somme de 200.000 francs applicable aux travaux des lignes ordinaires, déposé par M. Léon Say, Ministre des Finances [6 mai] (A., p. 462; J.O., c.r., p. 402; an., p. 6; I. 177). — Rapport de M. Devaux [13 mai] (A., p. 531; J.O., c.r., p. 459; an., p. 63; I. 200). — Adoption [20 mai] (A., p. 584; J.O., c.r., p. 501). — Promulgation (J.O., p. 2881).

109. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 274.088 francs pour l'envoi d'une mission scientifique au cap Horn, déposé par M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de MM. les Ministres des Finances et de l'Instruction publique, et au sien [6 mai] (A., p. 462; J.O., c.r., p. 402; an., p. 6; I. 178). — Rapport de M. Béraldi [9 mai] (A., p. 499; J.O., c.r., p. 433; an., p. 57; I. 189). — Adoption [15 mai] (A., p. 547; J.O., c.r., p. 472). — Promulgation (J.O., p. 2753).

110. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les accidents et collisions en mer, déposé par M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies [6 mai] (A., p. 462; J.O., c.r., p. 402; an., p. 7; I. 179). — Commission : 1er bureau, M. Desmazes. 2e bureau, M. Robert de Massy. 3e bureau, M. Edmond de Lafayette. 4e bureau, M. l'amiral marquis de Montaignac. 5e bureau, M. Labitte. 6e bureau, M. Charles Brun. 7e bureau, M. l'amiral Fourichon. 8e bureau, M. Ancel. 9e bureau, M. Barbey [23 mai] (J.O., p. 2757; F. 44). — *Président* : M. l'amiral Fourichon; *Secrétaire* : M. Robert de Massy. M. Robert de Massy dépose son rapport [22 juin] (A., p. 798; (J.O., c.r., p. 684; an., p. 147; I. 290). — Première délibération. Adoption [4 juillet] (A., p. 839; J.O., c.r., p. 721). — Deuxième délibération. Adoption de l'ensemble du projet de loi [17 juillet] (A., p. 950; J.O., c.r., p. 822).

111. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires sur les exercices 1879 et 1880; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos; 5° l'ouverture et l'annulation de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général de l'État, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre des Finances [6 mai] (A., p. 463, J.O., c.r., p. 402, an., p. 9; I. 181). — M. Calmon dépose au nom de la Commission des Finances, le rapport fait par M. Gouin [25 mai] (A., p. 636; J.O., c.r., p. 514; an., p, 70; I. 215). — Adoption [8 juin] (A., p. 710; J.O., c.r., p. 608). — Promulgation (J.O., p. 3106).

112. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'importation des viandes de porc de provenance étrangère, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce [8 mai] (A., p. 489; J.O., c.r., p. 424; an., p 57; I. 188). — Commission : 1er bureau, M. Dauphinot; 2e bureau, M. Challemel-Lacour, 3e bureau, M. de la Sicotière; 4e bureau, M. Testelin; 5e bureau, M. Faye; 6e bureau, M. Wurtz; 7e bureau, M. Massé; 8e bureau, M. le comte Henri de Lur-Saluces; 9e bureau, M. Barne [14 mai] (J.O., p. 2607; F. 40). — *Président* : M. le comte Henri de Lur-Saluces; *Secrétaire* : M. Barne; *Rapporteur* : M. Wurtz [16 mai] (J.O., c.r., p. 2545; F. 41). — Rapport de M. Wurtz [10 juin] (A., p. 726; J.O., c.r., p. 621; an., p. 111, 116; I. 257). — 1re délibération. L'urgence est déclarée :

MM. le baron de Lareinty, Wurtz, rapporteur, Testelin, Tirard, Ministre du Commerce [20 juin] (A., p. 767; J.O., c.r., p. 657). — Art. 1er : MM. Lucien Brun, Tirard, Ministre du Commerce, baron de Lareinty, Wurtz, rapporteur. Adoption. — Art. 2. MM. Testelin, le Ministre du Commerce, le marquis de Carné, le Rapporteur, baron de Lareinty. Rejet au scrutin de l'art. 2. — Art. 3 et 4. Rejet. — Art. 5. M. Victor Lefranc. Rejet. — Rejet de l'ensemble du projet de loi [22 juin] (A., p. 790; J.O., c.r., p. 677).

113. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux travaux d'amélioration des routes nationales, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Travaux publics [12 juillet 1881]. — M. Casimir Fournier dépose son rapport [11 mai] (A., p. 513; J.O., c.r., p. 445; an., p. 58; I. 192). — Première délibération : MM. Lambert de Sainte-Croix demande l'ajournement de la discussion, qui est renvoyée à la prochaine séance [23 mai] (A., p. 623, J.O., c.r., p. 532). — MM. Lambert de Sainte-Croix, Varroy, Ministre des Travaux publics. Art. 1er. Adoption. — Art. 2 : M. Casimir Fournier, Rapporteur. Adoption. — Art. 3 : MM. Gouin, le Rapporteur. Adoption de l'article 3 modifié. — Adoption du projet de loi en première délibération [25 mai] (A., p. 637, J.O., c.r., p. 514). — Deuxième délibération. Adoption [1er juin] (A., p. 674; J.O., c.r., p. 576). — Promulgation (J.O., p. 4017).

114. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Seine-et-Oise à emprunter à la Caisse des chemins vicinaux une somme de 215.200 francs pour l'achèvement de divers chemins d'intérêt commun et de grande communication, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [11 mai] (A., p. 527, J.O., c.r., p. 456; an., p. 61; I. 196). — M. Delacroix dépose son rapport [15 mai] (A., p. 547; J.O., c.r., p. 472, an., p. 65; I. 205). — Adoption [22 mai] (A., p. 595; J.O., c.r., p. 511). — Promulgation (J.O., p. 2881).

115. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, étendant au service d'un nouvel emprunt l'affectation de l'imposition extraordinaire autorisée par la loi de 1878 sur les patentes de la ville du Havre, pour concourir aux dépenses de construction d'une Bourse, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [11 mai] (A., p. 527; J.O., c.r., p. 456; an., p. 61; I. 197).—Rapport de M. Devaux. Il en donne lecture. L'urgence est déclarée

[13 mai] (A., p. 531]; J.O., c.r., p. 459; an., p. 63; I. 199). — Adoption [15 mai] (A., p. 545; J.O., c.r., p. 471). — Promulgation (J.O., p. 2657.)

116. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une Convention additionnelle au Traité de commerce et de navigation, signé à Paris le 19 décembre 1881, entre la France et le Portugal, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien (J.O., c.r., p. 463).—M. Teisserenc de Bort dépose son rapport, il en donne lecture. L'urgence est déclarée. Adoption [13 mai] (A., p. 536; J.O., c.r., p. 464; an., p. 63, 64; I. 201, 202). — Promulgation (J.O., p. 2617).

117. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1882, d'un crédit de 990.000 francs pour la construction de l'école centrale des arts et manufactures; 2° ouverture sur le budget annexe de l'école centrale des arts et manufactures, pour l'exercice 1882, d'un crédit de 1.120.000 francs pour le même objet, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre du Commerce [13 mai] (A., p. 543; J.O., c.r., p. 469; an., p. 64; I. 203). — Rapport de M. Barne [20 mai] (A., p. 584; J.O., c.r., p. 501; an., p. 67; I. 209). — Adoption [8 juin] (A., p. 710; J.O., c.r., p. 607). — Promulgation (J.O., p. 3306).

118. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1882, d'un crédit de 50.000 francs, pour subvention à l'exposition générale des produits de l'agriculture, de l'industrie et des arts industriels, organisée par la société philomathique de Bordeaux, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice au nom de M. le Ministre du Commerce [13 mai] (A., p. 543; J.O., c.r., p. 469; an., p. 64; I. 204). — Rapport de M. Barne [20 mai] (A., p. 584; J.O., c.r., p. 501; an., p. 67; I. 208). — Adoption [8 juin] (A., p. 710; c.r., p. 607). — Promulgation (J.O., p. 3306).

119. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant: 1° ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies d'un crédit de 6.428.215 francs sur le Budget extraordinaire de 1882; 2° annulation d'une somme égale sur le Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de 1881, déposé par M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies [16 mai] (A., p. 565; J.O., c.r.,

bre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Loire à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [28 mars] (A., p. 350; J.O., c.r., p. 303; an., p. 131; I. 127).— M. Delord dépose son rapport; l'urgence est déclarée. Adoption [1er avril] (A., p. 452; J.O., c.r., p. 369; an., p. 143; I. 154). — Promulgation (J.O., p. 2042).

84. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de fonder le crédit des colons en Algérie par la constitution d'un privilège spécial, déposé par M. Cazot, Ministre de la Justice [18 juin 1881]. — M. Casimir Fournier dépose son rapport [28 mars] (A., p. 351; J.O., c.r., p. 304; an., p. 134; I. 134). — Première délibération: MM. Jacques, Casimir Fournier, rapporteur, le général Arnaudeau. Article 1er. Adoption. — Article 2. Amendement de M. Jacques: MM. Jacques, le Rapporteur, le comte d'Haussonville, Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 2. — Articles 3 à 5. Adoption. — Article 6: M. le Rapporteur. Adoption. — Article 7. Adoption. — Adoption de l'ensemble du projet de loi en première délibération [16 mai] (A., p. 566; J.O., c.r., p. 487). — Deuxième délibération. Adoption [22 mai] (A., p. 595; J.O., c.r., p. 511).

85. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du Traité de commerce et de la Convention de navigation signés à Paris le 31 octobre 1881 entre la France et la Belgique, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien [28 mars] (A., p. 351; J.O., c.r., p. 304; an., p. 136; I. 135). — M. Teisserenc de Bort dépose son rapport [8 mai] (A., p. 485; J.O., c.r., p. 421; an., p. 19, 48; I. 182, 184). — Adoption [11 mai] (A., p. 527; J.O., c.r., p. 457). — Promulgation (J.O., p. 2513).

86. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à former un nouveau canton dans le département de Seine-et-Oise, dont le chef-lieu serait Le Raincy, déposé par M. Léon Say, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [28 mars] (A., p. 366; J.O., c.r., p. 317; an., p. 136; I. 137). — Rapport de M. Delord. En donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion renvoyée à la séance suivante [31 mars] (A., p. 396; J.O., c.r., p. 343; an., p. 142; I. 151). — Adoption [1er avril] (A., p. 426; J.O., c.r., p. 370). — Promulgation (J.O., p. 1915).

87. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies, et des Finances, sur l'exercice 1882, de crédits supplémentaires montant à la somme de 8.884.000 francs, pour les frais de l'expédition de Tunisie pendant le 2e trimestre de 1882, déposé par M. Léon Say, Ministre des Finances, au nom de MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies et au sien [28 mars] (A., p. 366; J.O., c.r., p. 317; an., p. 136; I. 138). — Rapport de M. Béraldi. L'urgence est déclarée [30 mars] (A., p. 386; J.O., c.r., p. 333; an., p. 139; I. 146). — MM. de Broglie, de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Articles 1 et 3. Adoption. — Adoption de l'ensemble du projet de loi [1er avril] (A., p. 436; J.O., c.r., p. 379). — Promulgation (J.O., p. 1881).

88. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Toulon (Var) à emprunter 176.000 francs à la Caisse des lycées, collèges et écoles, déposé par M. Tirard, Ministre de l'Agriculture et du Commerce, au nom du Ministre de l'Intérieur [30 mars] (A., p. 377; J.O., c.r., p. 325; an., p. 138; I. 143). — M. Bozérian dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [31 mars] (A., p. 395; J.O., c.r., p. 343; an., p. 141; I. 150). — Promulgation (J.O., p. 1883).

89. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1882, de crédits supplémentaires montant à la somme de 3.109.702 fr. pour l'entretien d'un surcroît d'effectif à titre temporaire, déposé par M. le général Billot, Ministre de la Guerre [30 mars] (A., p. 381; J.O., c.r., p. 329; an., p. 138; I. 145). — M. Gouin dépose son rapport et en donne lecture. L'urgence est déclarée. Demande de discussion immédiate : MM. le baron de Ravignan, général Billot, Ministre de la Guerre. Adoption [31 mars] (A., p. 394; J.O., c.r., p. 341; an., p. 141; I. 149). — Promulgation (J.O., p. 2074).

90. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Bourbourg-Ville (Nord), déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [31 mars] (A., p. 405, J.O., c.r., p. 351; an., p. 143; I. 153). — M. Massiet du Biest dépose son rapport et en donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption [1er avril] (A p. 426; J.O., c.r., p. 371). — Promulgation (J.O., p. 2025).

91. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Charente-Inférieure à modifier la destination de deux emprunts, réalisables en vertu d'une loi antérieure, et à contracter un emprunt à la Caisse des chemins vicinaux, déposé par M. René Goblet, Ministre de l'Intérieur. M. Gazagne dépose son rapport, en donne lecture. L'urgence est déclarée. Adoption [1er avril] (A., p. 426, 435; J.O., c.r., p. 369, 377). — Promulgation (J.O., p. 2041).

92. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi sur la naturalisation, déposée par M. Batbie [1er avril] (A., p. 426; J.O., c.r., p. 370).— Rapport sommaire de M. Mazeau [18 juillet] A., p. 956; J.O., c.r., p. 825; an., p. 97; I. 401). — Discussion de la prise en considération: M. Batbie. Prise en considération. Renvoi de la proposition de loi au Conseil d'État [22 juillet] (A., p. 1006; J.O., c.r., p. 868).

93. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire pour l'acquisition d'une collection d'objets d'art formée par M. Timbal, déposé par M. J. Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [1er avril] (A., p. 435; J.O., p. 377; an., p. 146; I. 160). — Rapport de M. Barne [9 mai] (A., p. 499; J.O., c.r., p. 433: an., p. 57; I. 190). — Adoption [15 mai] (A., p. 546; J.O., c.r., p. 471). — Promulgation (J.O., p. 2785).

94. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit supplémentaire de 118.545 francs, sur l'exercice 1882, pour achat de quatre tableaux provenant de la succession Courbet, déposé par M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r. p. 377; an., p. 146; I. 161). — Rapport de M. Barne [9 mai] (A., p. 499; J.O., c.r., p. 433; an., p. 58; I. 191). — Sont entendus : MM. le vicomte de Lorgeril, Barne, rapporteur. Adoption [15 mai] (A., p. 546; J.O., c.r., p. 471). — Promulgation (J.O., p. 2785).

95. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 50.000 fr. pour la démolition et l'enlèvement des ruines du palais des Tuileries,

déposé par M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r., p. 377; an., p. 146; I. 162). — Rapport de M. Malens [20 juin] (A., p. 786; J.O., c.r., p. 673; an., p. 141; I. 279). — Discussion : MM. Wallon, Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, le comte de Saint-Vallier. Articles 1 et 2. Adoption. — 1er article additionnel de M. le comte de Saint-Vallier : MM. le comte de Saint-Vallier, Malens, rapporteur, le baron de Ravignan, Lambert de Sainte-Croix. Rejet de l'article additionnel. — 2e article additionnel de M. le comte de Saint-Vallier : MM. le comte de Saint-Vallier, Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Retrait de l'article additionnel par son auteur. — Adoption de l'ensemble du projet de loi [27 juin] (A., p. 808; J.O., c.r., p. 693). — Promulgation (J.O., p. 3569).

96. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Carhaix à Guingamp, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r., p. 377; an., p. 147; I. 163). — Rapport de M. Noblot [10 juin] (A., p. 720; J.O., c.r., p. 616; an., p. 108; I. 251). — 1re délibération. Adoption [24 juin] (A., p. 802; J.O., c.r., p. 688). — 2e délibération : MM. le marquis de Carné, Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, Hervé de Saisy. Adoption [1er juillet] (A., p. 820; J.O., c.r., p. 705). — Promulgation (J.O., p. 4018).

97. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention concernant les relations commerciales et maritimes entre la France et la Grande-Bretagne, signée à Paris le 18 février 1882, déposé par M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. Tirard, Ministre du Commerce, et au sien [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r., p. 378; an., p. 148; I. 170). — M. Teisserenc de Bort dépose son rapport. Adoption [11 mai] (A., p. 528; J.O., c.r., p. 445; an., p. 60; I. 193). — Promulgation (J.O., p. 2514).

98. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du Traité de commerce et de navigation, signé à Paris le 6 février 1882, entre la France et l'Espagne, déposé par M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. Tirard, Ministre du Commerce, et au sien [1er avril] (A., p. 435; J.O.,

c.r., p. 378; an., p. 148; I. 169). — M. Teisserenc de Bort dépose son rapport [8 mai] (A., p. 485; J.O., c.r., p. 421; an., p. 19, 50; I. 182, 185). — Adoption [11 mai] (A., p. 527; J.O., c.r., p. 457). — Promulgation (J.O., p. 2514).

99. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du Traité de commerce et de navigation, signé à Paris le 19 décembre 1881, entre la France et le Portugal, déposé par M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. Tirard, Ministre du Commerce, et au sien [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r., p. 378; an., p. 147; I. 168). — M. Teisserenc de Bort dépose un rapport [8 mai] (A., p. 485; J.O., c.r., p. 421; an., p. 19, 52; I. 182, 187). — Adoption [11 mai] (A., p. 528; J.O., c.r., p. 457). — Promulgation (J.O., p. 2617).

100. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des Traités de commerce et d'établissement, ainsi que des Conventions relatives aux rapports de voisinage et à la propriété industrielle, conclus, le 23 février 1882, entre la France et la Suisse, déposé par M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. Tirard, Ministre du Commerce, et au sien [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r., p. 378; an., p. 147; I. 166). — M. Teisserenc de Bort, rapporteur, dépose un rapport général sur l'ensemble des cinq projets de lois concernant les Traités de commerce. Dépose un rapport particulier sur le projet de loi ci-dessus [8 mai] (A., p. 485; J.O., c.r., p. 421; an., p. 19, 47; I. 182, 183). — Sont entendus : MM. Fresneau, Tirard, Ministre du Commerce, Feray, Pouyer-Quertier, Teisserenc de Bort, rapporteur. Adoption au scrutin du projet de loi [11 mai] (A., p. 514; J.O., c.r., p. 445). — Promulgation (J.O., p. 2514).

101. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des Traités de commerce et de navigation, signés à Paris le 30 décembre 1881, entre la France et les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège, déposé par M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. Tirard, Ministre du Commerce, et au sien [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r., p. 378; an., p. 147; I. 167). — M. Teisserenc de Bort dépose son rapport [8 mai] (A., p. 485; J.O., c.r., p. 421; an., p. 19, 51; I. 182, 186). — Adoption [11 mai] (A., p. 527; J.O., c.r., p. 457). — Promulgation (J.O., p. 2514).

102. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la

Chambre des Députés, portant approbation de la Convention, signée à Paris le 23 février 1882, entre la France et la Suisse, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique, déposé par M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. Tirard, Ministre du Commerce, et au sien [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r., p. 378; an., p. 147; I. 164). — M. Bozérian dépose son rapport et en donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption [15 mai] (A., p. 547; J.O., c.r., p. 472; an., p. 65; I. 206). — Promulgation (J.O., p. 2657).

103. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention de commerce signée à Paris, le 7 novembre 1881, entre la France et l'Autriche-Hongrie, déposé par M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. Tirard, Ministre du Commerce, et au sien [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r., p. 378; an., p. 147; I. 165). — M. Teisserenc de Bort dépose son rapport [11 mai] (A., p. 513; J.O., c.r., p. 445; an., p. 60; I. 194). — Adoption [13 mai] (A., p. 538; J.O., c.r., p. 465). — Promulgation (J.O., p. 2617).

104. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'éclairage électrique des côtes de France, et l'installation des signaux sonores, déposé le 23 juin 1881. Adopté le 26 juillet 1881 [4 avril 1882]. — Promulgation (J.O., p. 1833).

105. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative au taux de l'intérêt de l'argent, transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [1er avril] (A., p. 453; J.O., c.r., p. 394). — Commission : 1er bureau, M. Cherpin. 2e bureau, M. de Parieu. 3e bureau, M. Barthe (Marcel). 4e bureau, M. Labiche (Émile). 5e bureau, M. Denis (Gustave). 6e bureau, M. Gouin. 7e bureau, M. Foucher de Careil. 8e bureau, M. Batbie. 9e bureau, M. Clément [7 mai] (J.O., p. 2410; F. 36). — *Président* : M. de Parieu; *Secrétaire* : M. Foucher de Careil [9 mai] (J.O., p. 2448; F. 37).

106. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de la 1re section du chemin de fer de Bazas à Auch, comprise entre Bazas et Éauze, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics [6 mai] (A., p. 461; J.O., c.r., p. 401; an., p. 6;

I. 175). — M. Vivenot dépose son rapport [20 mai] (A., p. 584; J.O., c.r., p. 501; an., p. 68; I. 211). — Première délibération. Adoption [25 mai] (A., p. 636; J.O., c.r., p. 514). — Deuxième délibération. Adoption [1er juin] (A., p. 674, J.O., c.r., p. 575). — Promulgation (J.O., p. 3249).

107. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'amélioration du passage du Chaffard, sur le haut Rhône, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics [6 mai] (A., p. 461; J.O., c.r., p. 401; an., p. 6; I. 176). — Commission : 1er bureau, M. Chavassieu. 2e bureau, M. Munier. 3e bureau, M. Malens. 4e bureau, M. Jobard. 5e bureau, M. Brun (Charles). 6e bureau, M. Noblot. 7e bureau, M. Mathey. 8e bureau, M. le général Duboys-Fresney. 9e bureau, M. Michal-Ladichère [14 mai] (J.O., p. 2607; F. 40). — *Président* : M. Michal-Ladichère; *Secrétaire et Rapporteur* : M. Munier [16 mai] (J.O., p. 2645; F. 41). — Rapport de M. Munier [1er juin] (A., p. 684; J.O., c.r., p. 584; an., p. 96; I. 223). — Première délibération. Adoption [8 juin] (A., p. 715; J.O., c.r., p. 612). — Deuxième délibération. Adoption [15 juin] (A., p. 762; J.O., c.r., p. 652). — Promulgation (J.O., p. 3554).

108. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Saône à emprunter à la Caisse des chemins vicinaux une somme de 200.000 francs applicable aux travaux des lignes ordinaires, déposé par M. Léon Say, Ministre des Finances [6 mai] (A., p. 462; J.O., c.r., p. 402; an., p. 6; I. 177). — Rapport de M. Devaux [13 mai] (A., p. 531; J.O., c.r., p. 459; an., p. 63; I. 200). — Adoption [20 mai] (A., p. 584; J.O., c.r., p. 501). — Promulgation (J.O., p. 2881).

109. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 274.088 francs pour l'envoi d'une mission scientifique au cap Horn, déposé par M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de MM. les Ministres des Finances et de l'Instruction publique, et au sien [6 mai] (A., p. 462; J.O., c.r., p. 402; an., p. 6; I. 178). — Rapport de M. Béraldi [9 mai] (A., p. 499; J.O., c.r., p. 433; an., p. 57; I. 189). — Adoption [15 mai] (A., p. 547; J.O., c.r., p. 472). — Promulgation (J.O., p. 2753).

110. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les accidents et collisions en mer, déposé par M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies [6 mai] (A., p. 462; J.O., c.r., p. 402; an., p. 7; I. 179). — Commission : 1er bureau, M. Desmazes. 2e bureau, M. Robert de Massy. 3e bureau, M. Edmond de Lafayette. 4e bureau, M. l'amiral marquis de Montaignac. 5e bureau, M. Labitte. 6e bureau, M. Charles Brun. 7e bureau, M. l'amiral Fourichon. 8e bureau, M. Ancel. 9e bureau, M. Barbey [23 mai] (J.O., p. 2757; F. 44). — *Président* : M. l'amiral Fourichon; *Secrétaire* : M. Robert de Massy. M. Robert de Massy dépose son rapport [22 juin] (A., p. 798; (J.O., c.r., p. 684; an., p. 147; I. 290). — Première délibération. Adoption [4 juillet] (A., p. 839; J.O., c.r., p. 721). — Deuxième délibération. Adoption de l'ensemble du projet de loi [17 juillet] (A., p. 950; J.O., c.r., p. 822).

111. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires sur les exercices 1879 et 1880; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos; 5° l'ouverture et l'annulation de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général de l'État, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre des Finances [6 mai] (A., p. 463, J.O., c.r., p. 402, an., p. 9; I. 181). — M. Calmon dépose au nom de la Commission des Finances, le rapport fait par M. Gouin [25 mai] (A., p. 636; J.O., c.r., p. 514; an., p, 70; I. 215). — Adoption [8 juin] (A., p. 710; J.O., c.r., p. 608). — Promulgation (J.O., p. 3106).

112. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'importation des viandes de porc de provenance étrangère, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce [8 mai] (A., p. 489; J.O., c.r., p. 424; an., p 57; I. 188). — Commission : 1er bureau, M. Dauphinot; 2e bureau, M. Challemel-Lacour, 3e bureau, M. de la Sicotière; 4e bureau, M. Testelin; 5e bureau, M. Faye; 6e bureau, M. Wurtz; 7e bureau, M. Massé; 8e bureau, M. le comte Henri de Lur-Saluces; 9e bureau, M. Barne [14 mai] (J.O., p. 2607; F. 40). — *Président* : M. le comte Henri de Lur-Saluces; *Secrétaire* : M. Barne; *Rapporteur* : M. Wurtz [16 mai] (J.O., c.r., p. 2545; F. 41). — Rapport de M. Wurtz [10 juin] (A., p. 726; J.O., c.r., p. 621; an., p. 111, 116; I. 257). — 1re délibération. L'urgence est déclarée :

MM. le baron de Lareinty, Wurtz, rapporteur, Testelin, Tirard, Ministre du Commerce [20 juin] (A., p. 767; J.O., c.r., p. 657). — Art. 1er : MM. Lucien Brun, Tirard, Ministre du Commerce, baron de Lareinty, Wurtz, rapporteur. Adoption. — Art. 2. MM. Testelin, le Ministre du Commerce, le marquis de Carné, le Rapporteur, baron de Lareinty. Rejet au scrutin de l'art. 2. — Art. 3 et 4. Rejet. — Art. 5. M. Victor Lefranc. Rejet. — Rejet de l'ensemble du projet de loi [22 juin] (A., p. 790; J.O., c.r., p. 677).

113. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux travaux d'amélioration des routes nationales, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Travaux publics [12 juillet 1881]. — M. Casimir Fournier dépose son rapport [11 mai] (A., p. 513; J.O., c.r., p. 445; an., p. 58; I. 192). — Première délibération : MM. Lambert de Sainte-Croix demande l'ajournement de la discussion, qui est renvoyée à la prochaine séance [23 mai] (A., p. 623, J.O., c.r., p. 532). — MM. Lambert de Sainte-Croix, Varroy, Ministre des Travaux publics. Art. 1er. Adoption. — Art. 2 : M. Casimir Fournier, Rapporteur. Adoption. — Art. 3 : MM. Gouin, le Rapporteur. Adoption de l'article 3 modifié. — Adoption du projet de loi en première délibération [25 mai] (A., p. 637, J.O., c.r., p. 514). — Deuxième délibération. Adoption [1er juin] (A., p. 674; J.O., c.r., p. 576). — Promulgation (J.O., p. 4017).

114. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Seine-et-Oise à emprunter à la Caisse des chemins vicinaux une somme de 215.200 francs pour l'achèvement de divers chemins d'intérêt commun et de grande communication, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [11 mai] (A., p. 527, J.O., c.r., p. 456; an., p. 61; I. 196). — M. Delacroix dépose son rapport [15 mai] (A., p. 547; J.O., c.r., p. 472, an., p. 65; I. 205). — Adoption [22 mai] (A., p. 595; J.O., c.r., p. 511). — Promulgation (J.O., p. 2881).

115. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, étendant au service d'un nouvel emprunt l'affectation de l'imposition extraordinaire autorisée par la loi de 1878 sur les patentes de la ville du Havre, pour concourir aux dépenses de construction d'une Bourse, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [11 mai] (A., p. 527; J.O., c.r., p. 456; an., p. 61; I. 197).—Rapport de M. Devaux. Il en donne lecture. L'urgence est déclarée

[13 mai] (A., p. 531]; J.O., c.r., p. 459; an., p. 63; I. 199). — Adoption [15 mai] (A., p. 545; J.O., c.r., p. 471). — Promulgation (J.O., p. 2657.)

116. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une Convention additionnelle au Traité de commerce et de navigation, signé à Paris le 19 décembre 1881, entre la France et le Portugal, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien (J.O., c.r., p. 463).—M. Teisserenc de Bort dépose son rapport, il en donne lecture. L'urgence est déclarée. Adoption [13 mai] (A., p. 536; J.O., c.r., p. 464; an., p. 63, 64; I. 201, 202). — Promulgation (J.O., p. 2617).

117. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1882, d'un crédit de 990.000 francs pour la construction de l'école centrale des arts et manufactures; 2° ouverture sur le budget annexe de l'école centrale des arts et manufactures, pour l'exercice 1882, d'un crédit de 1.120.000 francs pour le même objet, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre du Commerce [13 mai] (A., p. 543; J.O., c.r., p. 469; an., p. 64; I. 203). — Rapport de M. Barne [20 mai] (A., p. 584; J.O., c.r., p. 501; an., p. 67; I. 209). — Adoption [8 juin] (A., p. 710; J.O., c.r., p. 607). — Promulgation (J.O., p. 3306).

118. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1882, d'un crédit de 50.000 francs, pour subvention à l'exposition générale des produits de l'agriculture, de l'industrie et des arts industriels, organisée par la société philomathique de Bordeaux, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice au nom de M. le Ministre du Commerce [13 mai] (A., p. 543; J.O., c.r., p. 469; an., p. 64; I. 204). — Rapport de M. Barne [20 mai] (A., p. 584; J.O., c.r., p. 501; an., p. 67; I. 208). — Adoption [8 juin] (A., p. 710; c.r., p. 607). — Promulgation (J.O., p. 3306).

119. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant: 1° ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies d'un crédit de 6.428.215 francs sur le Budget extraordinaire de 1882; 2° annulation d'une somme égale sur le Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de 1881, déposé par M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies [16 mai] (A., p. 565; J.O., c.r.,

p. 487; an., p. 66; I. 207). — M. Calmon dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport fait par M. Gouin [25 mai] (A. p. 636; J.O., c.r., p. 514; an. p. 89; I. 216). — Adoption [6 juin] (A. p. 691; J.O., c.r., p. 591). — Promulgation (J.O., p. 3115).

120. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la publication des Œuvres de Fermat, transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [20 mai] (A., p. 584; J.O., c.r., p. 501; an., p. 68; I. 210). — Commission : 1er bureau, M. Millaud (Edouard) ; 2e bureau, M. Paulmier; 3e bureau, M. le colonel Meinadier; 4e bureau, M. le général Arnaudeau; 5e bureau, M. le comte de Saint-Vallier; 6e bureau, M. Wurtz; 7e bureau, M. Foucher de Careil; 8e bureau, M. Le Monnier; 9e bureau, M. Barthélemy-Saint-Hilaire [26 mai] (J.O., p. 2805; F. 46). — *Président* : M. Barthélemy-Saint-Hilaire; *Secrétaire* : M. Millaud (Edouard); *Rapporteur* : M. le général Arnaudeau (J.O., p. 2856; f. 47). — Rapport de M. le général Arnaudeau [24 juin] (A. p. 803; J.O., c.r., p. 688; an. p. 167; I. 298). — Adoption [4 juillet] (A. p. 835; J.O., c.r., p. 718). — Promulgation (J.O., p. 3769).

121. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la construction d'un canal de jonction de l'Escaut à la Meuse, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, au nom de M. le Ministre des Travaux publics et de M. le Ministre des Finances [20 mai] (A., p. 593; J.O., c.r., p. 509; an., p. 69; I. 212). — Commission : 1er bureau, M. Merlin; 2e bureau, M. Cuvinot; 3e bureau, M. le général de Chabaud La Tour; 4e bureau, M. Donnot; 5e bureau, M. Honnoré; 6e bureau, M. Gailly; 7e bureau, M. Fournier (Casimir); 8e bureau. M. le général marquis d'Andigné; 9e bureau, M. Massiet du Biest [26 mai] (J.O., p. 2805; F. 46). — *Président* : M. le général de Chabaud La Tour; *Secrétaire* : M. Cuvinot; *Rapporteur* : M. Fournier (Casimir) (J.O., p. 2916; F. 48). — M. Fournier (Casimir) dépose son rapport [6 juin] (A., p. 691; J.O., c.r., p. 591; an., p. 97; I. 224). — Première délibération. Adoption [13 juin] (A., p. 737; J.O., c.r., p. 631). Deuxième délibération. MM. Gayot, Varroy, Ministre des Travaux publics. Articles 1er à 3. Adoption. — Adoption du projet de loi [22 juin] (A., p. 788; (J.O., c.r., p. 676). — Promulgation (J.O., p. 3698).

122. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Garonne à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Jus-

tice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [20 mai] (A., p. 593; J.O., c.r., p. 509; an., p. 69; I. 213). — Rapport de M. Lamorte [10 juin] (A., p. 720; J.O., c.r., p. 616; an., p. 108; I. 252).— Adoption [15 juin] (A., p. 761; J.O., c.r., p. 651). — Promulgation (J.O., p. 3305).

123. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, provenant de l'initiative de plusieurs de ses membres, ayant pour objet de supprimer les classes de préfectures et de sous-préfectures et d'établir des classes personnelles aux fonctionnaires, transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [22 mai] (A., p. 610; J.O., c.r., p. 522; an., p. 69; I. 214). — Commission; 1er bureau, M. Adam; 2e bureau, M. Blanc (Xavier); 3e bureau, M. Corne; 4e bureau, M. Jobard; 5e bureau, M. Parent; 6e bureau, M. Brun (Charles); 7e bureau, M. Mathey (Alfred); 8e bureau, M. Griffe; 9e bureau, M. Boucher-Cadart [2 juin] (J.O., p. 2916; F. 48). — *Président*: M. Corne; *Secrétaire*: M. Griffe (J.O., p. 3005; F. 49).

124. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du Budget de l'exercice 1870, déposé par M. Léon Say, Ministre des Finances [25 mai] (A., p. 637; J.O., c.r., p. 514; an., p. 89; I. 217). — Rapport de M. Casimir Fournier [11 juillet] (A., p. 896; J.O., c.r., p. 773; an., p. 75; I. 371). — Discussion. Ajournement [22 juillet] (A., p. 1006; J.O., c.r., p. 869). — MM. le vicomte de Lorgeril, Casimir Fournier, *rapporteur*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [29 juillet] (A., p. 1099; J.O., c.r., p. 952). — Promulgation (J.O., p. 4273).

125. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'ouverture au Ministre de la Guerre, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882, d'un crédit de 54.200.000 francs, et à l'annulation d'une somme correspondante au titre du Budget de l'exercice 1881, déposé par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. Léon Say, Ministre des Finances, et au sien [25 mai] (A., p. 646; J.O., c.r., p. 552; an., p. 89; I. 218). — M. Gouin dépose son rapport [6 juin] (A., p. 692; J.O., c.r., p. 591; an., p. 99; I. 225). —Adoption [10 juin] (A., p. 719; J.O., c.r., p. 615).—Promulgation (J.O., p. 3369).

126. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture au Ministre des Travaux publics, sur le Budget ordinaire de l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 600.000 francs relatif aux travaux destinés à alimenter les canaux de

Briare et du Centre, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics [1er juin] (A., p. 673; J.O., c.r., p. 575; an., p. 90; I. 219). — Rapport de M. Fournier (Casimir) [8 juin] (A., p. 709; J.O., c.r., p. 607; an., p. 106; I. 246). — Adoption [15 juin] (A., p. 762; J.O., c.r., p. 651). — Promulgation (J.O., p. 3489).

127. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Landes, de plusieurs chemins de fer d'intérêt local et d'en autoriser l'exécution; 2° d'approuver un traité passé entre la Compagnie du Midi et les concessionnaires de ces chemins, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et de M. le Ministre des Travaux publics [1er juin] (A., p. 673; J.O., c.r., p. 575; an., p. 91; I. 221). — Rapport de M. Dufresne [22 juin] (A., p. 788; J.O., c.r., p. 676; an., p. 145; I. 287). — Première délibération. Discussion : MM. de Gavardie, Rousseau, Sous-Secrétaire d'État aux Travaux publics. Adoption [1er juillet] (A., p. 818; J.O., c.r., p. 704). — Deuxième délibération. Adoption [8 juillet] (A., p. 866; J.O., c.r., p. 747). Promulgation (J.O., p. 4378).

128. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de ou près Sembadel sur la ligne d'Ambert à Saint-Bonnet-le-Château; 2° l'incorporation dans le réseau d'intérêt général du chemin de fer d'intérêt local de Saint-Bonnet-le-Château à Bonson et l'approbation d'une convention passée avec la Compagnie des chemins de fer d'intérêt local de Loire et Haute-Loire pour le rachat dudit chemin de fer, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics [1er juin] (A., p. 673; J.O., c.r., p. 575; an., p. 90; I. 220). — Rapport de M. Chardon [27 juin] (A., p. 812; J.O., c.r., p. 697; an., p. 53; I. 321). — Première délibération. Adoption [4 juillet] (A., p. 838; J.O., c.r., p. 721). — Deuxième délibération. Adoption [10 juillet] (A., p. 893; J.O., c.r., p. 771). — Promulgation (J.O., p. 3993).

129. Exposé et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une Convention relative au régime douanier entre le canton de Genève et la zone franche de la Haute-Savoie, et de quatre Conventions relatives au raccordement des sections française et suisse : 1° du chemin de fer d'Annemasse à Genève; 2° du chemin de

fer de Bossey-Veyrier à la gare de Genève; 3° du chemin de fer de Thonon au Bouveret par Saint-Gingolph; 4° du chemin de fer de Besançon au Locle par Morteau, déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice et des Cultes, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, du Commerce et des Travaux publics [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 101; I. 242). — M. Teisserenc de Bort dépose son rapport. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Lecture du rapport. Adoption [10 juin] (A., p. 720; J.O., c.r., p. 616; an., p. 109; I. 253). — Promulgation (J.O., p. 3105).

130. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange entre l'État et la ville d'Albi (Tarn), déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 99; I. 226). — Rapport de M. Carquet [6 juillet] (A., p. 844; J.O., c.r., p. 727; an., p. 65, I. 351). — Adoption [11 juillet] (A., p. 896; J.O., c.r., p. 773). — Promulgation (J.O., p. 3865).

131. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Finistère à créer des ressources extraordinaires destinées au payement des subventions promises pour la construction des chemins de fer, déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 100; I. 227). — Rapport de M. Devaux. L'urgence est déclarée. Lecture du rapport. Discussion immédiate. Adoption [27 juin] (A., p. 806; J.O., c.r., p. 692, 698; an., p. 1; I. 300). — Promulgation (J.O., p. 3481).

132. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par le Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Isère à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 100; I. 228). — M. Lamorte dépose son rapport [24 juin] (A., p. 801; J.O., c.r., p. 687; an., p. 155; I. 294). — M. Lamorte rapporteur. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Lecture du rapport. Adoption de l'ensemble du projet de loi [27 juin] (A., p. 812; J.O., c.r., p. 697). — Promulgation (J.O., p. 3417).

133. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Neuilly (Seine) à emprunter

Briare et du Centre, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics [1er juin] (A., p. 673; J.O., c.r., p. 575; an., p. 90; I. 219). — Rapport de M. Fournier (Casimir) [8 juin] (A., p. 709; J.O., c.r., p. 607; an., p. 106; I. 246). — Adoption [15 juin] (A., p. 762; J.O., c.r., p. 651). — Promulgation (J.O., p. 3489).

127. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Landes, de plusieurs chemins de fer d'intérêt local et d'en autoriser l'exécution; 2° d'approuver un traité passé entre la Compagnie du Midi et les concessionnaires de ces chemins, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et de M. le Ministre des Travaux publics [1er juin] (A., p. 673; J.O., c.r., p. 575; an., p. 91; I. 221). — Rapport de M. Dufresne [22 juin] (A., p. 788; J.O., c.r., p. 676; an., p. 145; I. 287). — Première délibération. Discussion : MM. de Gavardie, Rousseau, Sous-Secrétaire d'État aux Travaux publics. Adoption [1er juillet] (A., p. 818; J.O., c.r., p. 704). — Deuxième délibération. Adoption [8 juillet] (A., p. 866; J.O., c.r., p. 747). Promulgation (J.O., p. 4378).

128. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de ou près Sembadel sur la ligne d'Ambert à Saint-Bonnet-le-Château; 2° l'incorporation dans le réseau d'intérêt général du chemin de fer d'intérêt local de Saint-Bonnet-le-Château à Bonson et l'approbation d'une convention passée avec la Compagnie des chemins de fer d'intérêt local de Loire et Haute-Loire pour le rachat dudit chemin de fer, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics [1er juin] (A., p. 673; J.O., c.r., p. 575; an., p. 90; I. 220). — Rapport de M. Chardon [27 juin] (A., p. 812; J.O., c.r., p. 697; an., p. 53; I. 321). — Première délibération. Adoption [4 juillet] (A., p. 838; J.O., c.r., p. 721). — Deuxième délibération. Adoption [10 juillet] (A., p. 893; J.O., c.r., p. 771). — Promulgation (J.O., p. 3993).

129. Exposé et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une Convention relative au régime douanier entre le canton de Genève et la zone franche de la Haute-Savoie, et de quatre Conventions relatives au raccordement des sections française et suisse : 1° du chemin de fer d'Annemasse à Genève; 2° du chemin de

fer de Bossey-Veyrier à la gare de Genève; 3° du chemin de fer de Thonon au Bouveret par Saint-Gingolph; 4° du chemin de fer de Besançon au Locle par Morteau, déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice et des Cultes, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, du Commerce et des Travaux publics [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 101; I. 242). — M. Teisserenc de Bort dépose son rapport. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Lecture du rapport. Adoption [10 juin] (A., p. 720; J.O., c.r., p. 616; an., p. 109; I. 253). — Promulgation (J.O., p. 3105).

130. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange entre l'État et la ville d'Albi (Tarn), déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 99; I. 226). — Rapport de M. Carquet [6 juillet] (A., p. 844; J.O., c.r., p. 727; an., p. 65, I. 351). — Adoption [11 juillet] (A., p. 896; J.O., c.r., p. 773). — Promulgation (J.O., p. 3865).

131. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Finistère à créer des ressources extraordinaires destinées au payement des subventions promises pour la construction des chemins de fer, déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 100; I. 227). — Rapport de M. Devaux. L'urgence est déclarée. Lecture du rapport. Discussion immédiate. Adoption [27 juin] (A., p. 806; J.O., c.r., p. 692, 698; an., p. 1; I. 300). — Promulgation (J.O., p. 3481).

132. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par le Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Isère à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 100; I. 228). — M. Lamorte dépose son rapport [24 juin] (A., p. 801; J.O., c.r., p. 687; an., p. 155; I. 294). — M. Lamorte rapporteur. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Lecture du rapport. Adoption de l'ensemble du projet de loi [27 juin] (A., p. 812; J.O., c.r., p. 697). — Promulgation (J.O., p. 3417).

133. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Neuilly (Seine) à emprunter

une somme de 232.500 fr. et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 100; I. 230). — Rapport de M. Devaux [27 juin] (A., p. 806; J.O., c.r., p. 691; an., p. 6; I. 312). — Adoption [4 juillet] (A., p. 832; J.O., c.r, p. 716). — Promulgation (J.O., p. 3722).

134. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Nièvre à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt local, déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 100; I. 231). — Rapport de M. Massé [20 juin] (A., p. 765; J.O., c.r., p. 655; an., p. 140; I. 276). — Adoption [27 juin] (A., p. 807; J.O., c.r., p. 692). — Promulgation (J.O., p. 3610).

135. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Agen (Lot-et-Garonne) à contracter un emprunt de 1.200.000 francs, déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 100; I. 232). — Rapport de M. Delacroix [22 juin] (A., p. 787; J.O., c.r., p. 675; an., p. 142; I. 280). — Adoption [4 juillet] (A., p. 832; J.O., c.r., p. 715). — Promulgation (J.O., p. 3722).

136. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre desDéputés, tendant à autoriser le département d'Indre-et-Loire à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 100; I. 233). — Rapport de M. Delacroix [22 juin] (A., p. 787; J.O., c.r., p. 675; an., p. 143; I. 282). — Adoption [4 juillet] (A., p. 832; J.O., c.r., p. 716). — Promulgation (J.O., p. 3722).

137. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Rennes (Ille-et-Vilaine) à emprunter une somme de 1.735.000 francs, déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 100; I. 234). — Rapport de M. Devaux [13 juin] (A., p. 737; J.O., c.r., p. 631; an., p. 135; I. 261). — Adoption [20 juin] (A., p. 766; J.O., c.r., p. 655). — Promulgation (J.O., p. 3482).

138. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Savoie à créer des ressources extraordinaires pour le service d'un emprunt antérieurement contracté pour diverses dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 100; I. 235). — Rapport de M. Carquet [4 juillet] (A., p. 833; J.O., c.r., p. 716; an., p. 63; I. 343). — Adoption [10 juillet] (A., p. 882; J.O., c.r., p. 762). — Promulgation (J.O., p. 3946).

139. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Chambéry (Savoie) à emprunter à la Caisse des lycées, collèges et écoles une somme de 130.000 francs, déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 100; I. 236). — Rapport de M. Carquet [27 juin] (A., p. 807; J.O., c.r., p. 692; an., p. 41; I. 316). — Adoption [6 juillet] (A., p. 844; J.O., c.r., p. 728). — Promulgation (J.O., p. 3834).

140. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Tarn-et-Garonne à s'imposer extraordinairement pour le payement d'une subvention destinée au rachat du péage d'un pont situé sur une route nationale, déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 100; I. 237). — Rapport de M. Delacroix [22 juin] (A., p. 787; J.O., c.r., p. 675; an., p. 142; I. 281). — Adoption [4 juillet] (A., p. 832; J.O., c.r., p. 716). — Promulgation (J.O., p. 3722).

141. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) à emprunter 150.000 francs, déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 100; I. 238). — Rapport de M. Guyot-Lavaline [13 juin] (A., p. 738; J.O., c.r., p. 631; an., p. 136; I. 268). — Adoption [22 juin] (A., p. 788; J.O., c.r., p. 676). — Promulgation (J.O., p. 3482).

142. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aude à contracter un emprunt et à étendre la durée de remboursement d'un autre emprunt, déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère

de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 101; I. 239). — Rapport de M. Lamorte [20 juin] (A., p. 765; J.O., c.r., p. 655; an., p. 140; I. 275). — Adoption [27 juin] (A., p. 806; J.O., c.r., p. 692). — Promulgation (J.O., p. 3609).

143. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Dijon (Côte-d'Or) à emprunter une somme de 1 million de francs, déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 101; I. 240). — M. Lamorte dépose son rapport [20 juin] (A., p. 765: J.O., c.r., p. 655; an., p. 139; I. 274). — Adoption [24 juin] (A., p. 802; J.O., c.r., p. 687). — Promulgation (J.O., p. 3610).

144. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Côtes-du-Nord à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux, déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 101; I. 241). — Rapport de M. Devaux [27 juin] (A., p. 806; J.O., c.r., p. 691; an., p. 5; I. 311). — Adoption [4 juillet] (A., . 832; J.O., c.r., p. 716). — Promulgation (J.O., p. 3722).

145. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-Pyrénées à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux et pour le payement d'une subvention applicable aux travaux d'une route nationale, déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598; an., p. 100; I. 229). — Rapport de M. Guyot-Lavaline [24 juin] (A., p. 802; J.O., c.r., p. 688; an., p. 155; I. 295). — Adoption [4 juillet] (A., p. 832; J.O., c.r., p. 716). — Promulgation (J.O., p. 3721).

146. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création de bons de poste, sommes fixes, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [8 juin] (A., p. 709; J.O., c.r., p. 607; an., p. 105; I. 243). — M. Parent dépose son rapport [15 juin] (A., p. 761; J.O., c.r., p. 651; an., p. 136; I. 269). — L'urgence est déclarée. Adoption du projet de loi [24 juin] (A., p. 802; J.O., c.r., p. 688). — Promulgation (J.O., p. 3490).

147. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier le taux de l'intérêt d'un emprunt à contracter par le département de l'Isère en vertu d'une loi antérieure, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [8 juin] (A., p. 709; J.O., c.r., p. 607; an., p. 106; I. 245). — Rapport de M. Callen [13 juin] (A., p. 738; an., p. 135; I. 260). — Adoption [22 juin] (A., p. 788; J.O., c.r., p. 675). — Promulgation (J.O., p. 3482).

148. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt pour les travaux des chemins de grande communication, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [8 juin] (A., p. 709; J.O., c.r., p. 607; an., p. 106; I. 244). — Rapport de M. Munier [27 juillet] (A., p. 806; J.O., c.r., p. 692; an., p. 52; I. 319). — Adoption [6 juillet] (A., p. 844; J.O., c.r., p. 728). — Promulgation (J.O., p. 3834).

149. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construites ou rachetées par l'État et non concédées, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics [8 juin] (A., p. 709; J.O., c.r., p. 607; an., p. 107; I. 247). — Rapport de M. Vivenot [15 juin] (A., p. 761; J.O., c.r., p. 651; an., p. 138; I. 271). — MM. Varroy, Ministre des Travaux publics, Poriquet. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption de l'ensemble du projet de loi [20 juin] (A., p. 766; J.O., c.r. p. 656).

150. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1882, de crédits supplémentaires montant à la somme de 6.320.678 fr. pour l'entretion d'un surcroît d'effectif à titre temporaire, déposé par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [10 juin] (A., p. 720; J.O., c.r., p. 615; an., p. 107; I. 248). — Rapport de M. Gouin [15 juin] (A., p. 761; J.O., c.r., p. 651; an., p. 137; I. 270). — Adoption [22 juin] (A., p. 788; J.O., c. r., p. 676). — Promulgation (J.O., p. 3553).

151. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Quimerch (Finistère), déposé par M. le général Billot,

Ministre de la Guerre, au nom de M. le Ministre des Finances [10 juin] (A., p. 720; J.O., c.r., p. 615; an., p. 107; I. 249). — Rapport de M. Munier [27 juin] (A., p. 806; J.O., c.r., p. 692; an., p. 53; I. 320). — Adoption [6 juillet] (A., p. 844; J.O., c.r., p. 728). — Promulgation (J.O., p. 3835).

152. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver un échange d'immeubles entre l'État et le département de la Vienne, déposé par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. le Ministre des Finances [10 juin] (A., p. 720; J.O.. c.r., p. 615; an., p. 108; I. 250). — Rapport de M. Callen [24 juin] (A., p. 803; J.O., c.r., p. 688; an., p. 169; I. 299).—Adoption [4 juillet] (A., p. 832; J.O., c.r., p. 716). — Promulgation (J.O., p. 3662).

153. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'approbation d'une Convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de chemin de fer de Vitré à Fougères et prolongements pour le rachat de la ligne de Vitré à Fougères et à Moidrey, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [10 juin] (A., p. 726; J.O., c.r., p. 621; an., p. 110; I. 254). — Rapport de M. Cuvinot [22 juin] (A., p. 788; J.O., c.r., p. 675; an., p. 144; I. 288). — Première délibération : M. Roger-Marvaise. L'urgence est déclarée. Adoption de l'ensemble du projet de loi [27 juin] (A., p. 807; J.O., c. r., p. 693).— Promulgation (J.O., p. 3698).

154. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique de la 2e section du chemin de fer de Givors à Paray-le-Monial, comprise entre Lozanne et Paray-le Monial, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [10 juin] (A., p. 726; J. O., c. r. p. 621; an., p. 111; I. 256). — Rapport de M. Merlin [22 juin] (A., p. 787; J.O., c.r., p. 675; an., p. 143; I. 283). — Première délibération. Adoption [4 juillet] (A., p. 837; J. O., c. r., p. 720). — Deuxième délibération. Adoption [10 juillet] (A., p. 893; J.O., c.r., p. 771). — Promulgation (J.O., p. 4018).

155. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la déclaration d'utilité publique de la 1re section du chemin de fer de Draguignan à Cagnes, comprise entre Draguignan et Grasse, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres des Travaux

publics et des Finances [10 juin] (A., p. 726; J.O., c.r., p. 621; an., p. 111; I. 255). — Rapport de M. Vivenot [27 juin] (A., p. 812; J.O., c.r., p. 697; an., p. 55; I. 322). — Première délibération. Adoption [4 juillet] (A., p. 838; J.O., c.r., p. 721).—Deuxième délibération. Adoption [10 juillet] (A., p. 883; J.O., c.r., p. 762). Promulgation (J.O., p. 4257).

156. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, ayant pour objet de modifier l'article 218 du Code de justice militaire, déposé par M. Labordère [10 juin] (A., p. 726; J.O., c.r., p. 621; an., p. 116; I. 258). — Rapport de M. Barbey [11 juillet] (A., p. 896; J.O., c.r., p. 773; an., p. 89; I. 372). — Discussion de la prise en considération. Ajournement de la discussion [22 juillet] (A., p. 1006; J.O., c.r., p. 869). — MM. Labordère, le général Billot, Ministre de la Guerre, le général Chanzy. Rejet au scrutin de la prise en considération [28 juillet] (A., p. 1084; J.O., c.r., p. 937).

157. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Allier à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [13 juin] (A., p. 741; J. O., c.r., p. 635; an., p. 135; I. 262). — Rapport de M. Vallier [27 juin] (A., p. 806; J.O., c.r., p. 691; an., p. 5; I. 309).— Adoption [6 juillet] (A., p. 844; J.O., c.r., p. 728). — Promulgation (J.O., p. 3833).

158. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réunir les communes de Graux et de Tranqueville (Vosges), pour en former une municipalité distincte sous le nom de Tranqueville-Graux, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [13 juin] (A., p. 741; J.O., c.r., p. 635; an., p. 136; I. 267). — Rapport de M. Vivenot [27 juin] (A., p. 806; J.O., c.r., p. 692; an., p. 2; I. 302). — Adoption [4 juillet] (A., p. 832; J.O., c.r., p. 716). — Promulgation (J.O., p. 3723).

159. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire une portion du territoire de la commune de Restigné (canton de Bourgueil, arrondissement de Chinon, département d'Indre-et-Loire), pour la rattacher à la commune d'Ingrandes (canton de Langeais, même département), déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [13 juin] (A., p. 741; J.O., c., p. 635; an., p. 136; I. 263).

160. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Var à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [13 juin] (A., p. 741; J.O., c.r., p. 635; an., p. 136; I. 266). — Rapport de M. Vivenot [27 juin] (A., p. 806; J.O., c.r., p. 692; an., p. 2; I. 303). — Adoption [4 juillet] (A., p. 832; J.O., c.r., p. 716). — Promulgation (J.O., p. 3722).

161. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Louviers (Eure) à emprunter une somme de 164.200 francs, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [13 juin] (A., p. 741; J.O., c.r., p. 635; an., p. 136; I. 264). — Rapport de M. Munier [27 juin] (A., p. 806; J.O., c.r., p. 692; an., p. 2; I. 301). — Adoption [6 juillet] (A., p. 844; J.O., c.r., p. 727). — Promulgation (J.O., p. 3835).

162. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine-Inférieure à créer des ressources extraordinaires applicables à diverses dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [13 juin] (A., p. 741; J.O., c.r., p. 635; an., p. 136; I. 265). — Rapport de M. Vivenot [1er juillet] (A., p. 818; J.O., c.r., p. 703; an., p. 57; I. 324). — Adoption [8 juillet] (A., p. 865; J.O., c.r., p. 747). — Promulgation (J.O., p. 3946).

163. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département de la Vendée à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées à la construction de chemins de fer, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics [15 juin] (A., p. 762; J.O., c.r., p. 652; an., p. 139; I. 272). — Rapport de M. Munier [11 juillet] (A., p. 906; J.O., c.r., p. 782; an., p. 90; I. 374). — Adoption [18 juillet] (A., p. 956; J.O., c.r., p. 825). — Promulgation (J.O., p. 4050).

164. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département de la Lozère à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une prison, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics [15 juin] (A., p. 762; J.O., c.r., p. 652; an., p. 139; I. 273). — Rapport de M. Vallier [27 juin] (A., p. 806; J.O., c.r., p. 691; an., p. 5; I. 310). — Adoption [6 juillet] (A., p. 844; J.O., c.r., p. 728). — Promulgation (J.O., p. 3834).

165. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers, transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [20 juin] (A., p. 765; J.O., c.r., p. 655; an., p. 141; I. 277). — Commission : 1er bureau, M. Eymard-Duvernay. 2e bureau, M. Teisserenc de Bort. 3e bureau, M. Dietz-Monnin. 4e bureau, M. Lenoël. 5e bureau, M. Barthe (Marcel). 6e bureau, M. Millaud (Édouard). 7e bureau, M. Arbel. 8e bureau, M. Mazeau. 9e bureau, M. Boucher-Cadart (J.O., p. 3338; F. 56). — *Président* : M. Teisserenc de Bort; *Secrétaire* : M. Millaud (Édouard) (J.O., p. 3525; F. 58).

166. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assurer l'application de la loi du 9 septembre 1848, sur la durée des heures de travail, transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [20 juin] (A., p. 765; J.O., c.r., p. 655; an., p. 141; I. 278). — Commission : 1er bureau, M. Tolain. 2e bureau, M. Dauphinot. 3e bureau, M. Gilbert-Boucher. 4e bureau, M. Lamorte. 5e bureau, M. Gazagne. 6e bureau, M. Poriquet. 7e bureau, M. Noblot. 8e bureau, M. Lizot. 9e bureau, M. Barbey (J.O., p. 3338; F. 56). — *Président* : M. Gazagne; *Secrétaire* : M. Barbey (J.O., p. 3389; F. 57).

167. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Mayenne à modifier le taux de l'intérêt d'un emprunt à contracter en vertu d'une loi antérieure, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [22 juin] (A., p. 788; J.O., c.r., p. 675; an., p. 144; I. 286). — Rapport de M. Chaumontel [27 juin] (A., p. 806; J.O., c.r., p. 691; an., p. 6; I. 313). — Adoption [4 juillet] (A., p. 832; J.O., c.r., p. 716). — Promulgation (J.O., p. 3723).

168. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Nord à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour ses travaux des chemins vicinaux et pour les dépenses de l'enseignement primaire et de l'instruction publique, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [22 juin] (A., p. 788; J.O., c.r., p. 675; an., p. 144; I. 285). — Rapport de M. Chaumontel [1er juillet] (A., p. 818; J.O., c.r., p. 703; an., p. 58; I. 325). — Adoption [6 juillet] (A., p. 845; J.O., c.r., p. 728). — Promulgation (J.O., p. 3834).

169. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant affectation au Ministère de l'Instruction publi-

que et des Beaux-Arts, pour la construction d'un petit lycée succursale du lycée Louis-le-Grand, d'un terrain d'une superficie de 13.000 mètres carrés provenant des terrains retranchés du Luxembourg et compris entre la rue d'Assas, la rue de l'Abbé-de-l'Épée, l'école de pharmacie et un flot de 2.000 mètres carrés en bordure sur la rue de l'Observatoire, déposé par M. Léon Say, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes [22 juin] (A., p. 794; J.O., c.r., p. 681; an., p. 145; I. 288). — Rapport de M. Vallier [8 juillet] (A., p. 866; J.O., c.r., p. 748; an., p. 71; I. 361).— Adoption [12 juillet] (A., p. 914; J.O., c.r., p. 789). — Promulgation (J.O., p. 3897).

170. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'annulation de crédits ouverts sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1880; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881; 3° l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos, déposé par M. Léon Say, Ministre des Finances [22 juin] (A., p. 794; J.O., c.r., p. 681; an., p. 146; I. 289). — Rapport de M. Casimir Fournier [27 juin] (A., p. 807; J.O., c.r., p. 692; an., p. 41; I. 317). — Adoption [4 juillet] (A., p. 833; J.O., c.r., p. 716). — Promulgation (J.O., p. 4353).

171. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Nyons à Pierrelatte, sur la ligne de Lyon à Marseille, par Valréas, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [24 juin] (A., p. 801 ; J O., c.r., p. 687; an., p. 154 ; I. 292). — Rapport de M. Vivenot [8 juillet] (A., p. 866; J.O., c.r., p. 748 ; an., p. 70; I. 360). — Première délibération. Adoption [12 juillet] (A., p. 914; J.O., c.r., p. 790). — Deuxième délibération. Adoption du projet de loi [18 juillet] (A., p. 957; J.O., c.r., p. 826). — Promulgation (J.O., p. 4212).

172. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Gerbéviller à Bruyères, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [24 juin] (A., p. 801 ; J.O., c.r., p. 687 ; an., p. 154; I. 291). — Rapport de M. Noblot [27 juillet] (A., p. 1056; J.O., c.r., p. 914; an., p. 130; I. 471). — Première délibération. Adoption [3 août] (A., p. 1152; J.O., c.r., p. 997).

— Deuxième délibération. Adoption [9 août] (A., p. 1198; J.O., c.r., p. 1038).— Promulgation (J.O., p. 4667).

173. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet le prolongement de la route nationale n° 134 *bis* jusqu'à la frontière espagnole, et le classement, comme prolongement de cette route, de la route départementale des Basses-Pyrénées n° 18, et du chemin d'intérêt commun n° 104, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [24 juin] (A., p. 801; J.O., c.r., p. 687; an., p. 154; I. 293). — Commission : 1er bureau, M. le baron de Ravignan. 2e bureau, M. Carquet. 3e bureau, M. Guyot-Lavaline. 4e bureau, M. Lambert de Sainte-Croix. 5e bureau, M. Barthe (Marcel). 6e bureau, M. Frézoul. 7e bureau, M. Lefranc (Victor). 8e bureau, M. La Caze (Louis). 9e bureau, M. Barbey (J.O., p. 3525; F. 58).— *Président :* M. Lefranc (Victor) ; *Secrétaire* : M. le baron de Ravignan; *Rapporteur :* M. La Caze (Louis) (J.O., p. 3576 ; F. 59).— Rapport de M. La Caze [10 juillet] (A., p. 882; J.O., c.r., p. 762; an., p. 74; I. 364). — Première délibération. Adoption [18 juillet] (A., p. 957; J.O., c.r., p. 826).— Deuxième délibération. Adoption [24 juillet] (A., p. 1011; J.O., c.r., p. 875). — Promulgation (J.O., p. 4258).

174. Projet de loi relatif à l'organisation des syndicats professionnels, déposé par M. Tirard, Ministre de l'Agriculture et du Commerce, au nom de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [21 juin 1881]. — M. Marcel Barthe dépose son rapport [24 juin] (A., p. 802; J.O., c.r., p. 688; an., p. 156; I. 296). — Première délibération : MM. Brunet, Tirard, Ministre du Commerce, Jouin. Vote sur la proposition de M. Brunet, tendant à l'ajournement de la discussion. Rejet. Vote sur la proposition de M. Jouin tendant également à l'ajournement de la discussion. Rejet. MM. Bérenger, Tolain, Jules Simon [1er juillet] (A., p. 821; J.O., c.r., p. 706). — MM. Jouin, Marcel Barthe, rapporteur; Tirard, Ministre du Commerce; Brunet, Tolain, de Gavardie. Clôture de la discussion générale [6 juillet] (A., p. 845; J.O., c.r., p 729). — Article 1er. MM. de Gavardie, Marcel Barthe, rapporteur, Émile Lenoël, Tolain, Bérenger, Brunet. Adoption. — Article 2 (1re partie). Amendement de M. Bérenger : MM. Bérenger, le Rapporteur, Tolain, Tirard, Ministre du Commerce. Adoption au scrutin de l'amendement. — Amendement de M. Brunet : MM. Brunet, le Rapporteur. Rejet au scrutin. Adoption de la deuxième partie de l'ensemble de l'article [8 juillet] (A., p. 866; J.O., c.r., p. 748). — Article 3. Amendement de M. Bérenger : MM. Marcel Barthe, rapporteur, Bérenger, Tolain. Adoption de l'article 3 modifié. — Amendement de M. Roger-Marvaise : MM. Roger-Marvaise, le Rappor-

teur. Rejet. — Article 4. Amendement de M. Bérenger. Adoption. — MM. Batbie, le Rapporteur, Clément, Tirard, Ministre du Commerce, Tolain. Demande de renvoi de l'article 4 à la Commission. Rejet. — Adoption des trois premiers paragraphes de l'article 4. — Paragraphe 4. M. Bérenger. Adoption des paragraphes 4 et 5. — Paragraphe 6. MM. Clément, le Rapporteur, Cherpin, Dietz-Monnin, Bozérian, le Ministre du Commerce. Adoption des paragraphes 6 et 7 et de l'ensemble de l'article 4. — Article 5. MM. Tolain, Batbie, Bérenger [11 juillet] (A., p. 901; J.O., c.r., p. 775). — Amendement de M. Bérenger : MM. Bérenger, Tolain Marcel Barthe, rapporteur, Tirard, Ministre du Commerce, Bérenger, Buffet. Amendement de M. Tolain. Retrait de l'amendement par son auteur. Rejet de l'amendement de M. Bérenger et adoption de l'article 5 [12 juillet] (A., p. 915; J.O., c.r., p. 790). — Article 6. Adoption. — Article 7, paragraphes 1er, 2e et 3e. Adoption. — Paragraphe 4. Amendement de M. Tolain : MM. Tolain, Marcel Barthe, rapporteur, Tirard, Ministre du Commerce, Baragnon, Bozérian. Rejet de l'amendement. — Adoption du paragraphe 4 de l'article 7. — Article 8. Amendement de M. Tolain : MM. Brunet, Tolain, le Rapporteur, Griffe, Tirard, Ministre du Commerce. Rejet de l'amendement. — M. Lucien Brun. Adoption en première délibération du projet de loi [17 juillet] (A., p. 936; J.O., c.r., p. 810). — M. Marcel Barthe dépose un rapport supplémentaire [20 juillet] (A., p. 981; J.O., c.r., p. 847; an., p. 106; I. 413). — Deuxième délibération. MM. Tolain, Bérenger, Marcel Barthe, rapporteur [29 juillet] (A., p. 1103; J.O., c.r., p. 956). — Articles 1er, 2 et 3. Adoption. — Article 4. Amendement de M. Bozérian : MM. Bozérian, Marcel Barthe, rapporteur. Adoption. — Article 4. Adoption. — Article 5. MM. Bérenger, le Rapporteur. Rejet au scrutin [31 juillet] (A., p. 1117; J.O., c.r., p. 968). — Article 6 ancien, devenu article 5. — Paragraphes 1 à 3. Adoption. — Paragraphe 4. Amendement de M. Bérenger : MM. Bérenger, Marcel Barthe, rapporteur. Suppression du paragraphe 4. — Paragraphe 5. Adoption. — Adoption de l'article 5 nouveau. — Article 6, paragraphe 1er. M. Lenoël. Amendement de M. Brunet : M. Brunet. Adoption. — Adoption du paragraphe 1er modifié. — Paragraphe 2. Amendement de M. Bérenger accepté par la Commission. Adoption du paragraphe 2. — Paragraphe 3. Adoption. — Paragraphe 4. Amendement de M. Tolain : MM. Tolain, le Rapporteur, Griffe, Brunet. Rejet au scrutin. — Article 7. Amendement de M. Tolain : MM. Tolain, le Rapporteur, Brunet. Rejet au scrutin. — Adoption de l'article 7. Adoption de l'ensemble du projet de loi [1er août] (A., p. 1133; J.O., c.r., p. 980).

175. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger d'un an le délai fixé pour

la mise en vigueur de la loi du 27 juillet 1881, qui rend exclusivement obligatoire l'alcoomètre centésimal de Gay-Lussac et le soumet à une vérification officielle, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce [27 juin] (A., p. 806; J.O., c.r., p. 692; an., p. 4; I. 306). — Commission: 1er bureau, M. le général Frébault. 2e bureau, M. Wurtz. 3e bureau, M. Scheurer-Kestner. 4e bureau, M. Camparan. 5e bureau, M. le général Guillemaut. 6e bureau, M. le général Arnaudeau. 7e bureau, M. Bazille (Gaston). 8e bureau, M. Krantz. 9e bureau, M. Dupouy (J.O., p. 3576; F. 59). — *Président*: M. le général Frébault; *Secrétaire et Rapporteur*: M. Scheurer-Kestner (J.O., p. 3623; F. 60). — Rapport de M. Scheurer-Kestner. L'urgence est déclarée. M. Tirard, Ministre du Commerce. Discussion immédiate. Adoption [6 juillet] (A., p. 844; J.O., c.r., p. 728; an., p. 66; I. 353). — Promulgation (J.O., p. 3641).

176. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 14 juillet 1856, sur les établissements d'eaux minérales naturelles, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce [27 juin] (A. p. 806; J.O., c.r., p. 692; an., p. 4; I. 307). — Commission : 1er bureau, M. Lizot. 2e bureau, M. Parent. 3e bureau, M. Goutay. 4e bureau, M. Camparan. 5e bureau, M. Massé. 6e bureau, M. Rigal. 7e bureau, M. Wurtz. 8e bureau, M. Berthelot. 9e bureau, M. Brugerolle (J.O., p. 3667; F. 61). — *Président* : M. Wurtz; *Secrétaire*: M. Brugerolle; *Rapporteur*: M. Parent (J.O., p. 3709; F. 62).

177. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Nice à emprunter une somme de 5.000.000 francs, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [27 juin] (A., p. 806; J.O., c.r., p. 692; an., p. 4; I. 308). — Rapport de M. Vallier [25 juillet] (A., p. 1052; J.O., c.r., p. 911; an., p. 125; I. 455). — Adoption [29 juillet] (A., p. 1095; J.O., c.r., p. 948). — Promulgation (J.O., p. 4360).

178. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi due à l'initiative parlementaire, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'aliénation d'une partie des joyaux dits de la couronne et à la création d'une caisse des invalides du travail, transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [27 juin] (A., p. 806; J.O., c.r., p. 692; an., p. 4; I. 305). — Commission : 1er bureau, M. Oudet. 2e bureau, M. Fournier (Casimir). 3e bureau, M. Roger-Marvaise. 4e bureau, M. Dumesnil. 5e bureau, M. Dupré. 6e bureau, M. Luro. 7e bureau, M. Chardon. 8e bureau, M. Le Blond. 9e bureau, M. Hébrard (J.O.

p. 3576 ; F. 59). — *Président :* M. Oudet ; *Secrétaire :* M. Roger-Marvaise (J.O., p. 3623 ; F. 60).

179. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi provenant de de l'initiative parlementaire, adoptée par la Chambre des Députés, relative au rétablissement du divorce, transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [27 juin] (A., p. 806 ; J.O., c.r., p. 692 ; an., p. 3 ; I. 304). — Commission : 1er bureau, M. Eymard-Duvernay. 2e bureau, M. Testelin. 4e bureau, M. Pelletan. 5e bureau, M. le baron de Larcy. 6e bureau, M. Millaud (Édouard). 7e bureau, M. Lefranc (Victor). 8e bureau, M. Michel. 9e bureau, M. Martin (Henri) (J.O., p. 3576 ; F. 59). — 3e bureau, M. le comte de Saint-Vallier (J.O., p. 3623 ; F. 60). — *Président :* M. Testelin ; *Secrétaire :* M. Millaud (Édouard) (J.O., p. 3667 ; F. 61).

180. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi sur le droit d'association, déposée par M. Dufaure. Renvoyée à la Commission d'initiative parlementaire [17 juin 1880]. — La prise en considération est adoptée [9 juillet 1880]. — Commission : 1er bureau, M. le comte de Bondy. 2e bureau, M. Griffe. 3e bureau, M. le baron de Larcy. 4e bureau, M. Marcel Barthe. 5e bureau, M. Brunet. 6e bureau, M. Bertauld. 7e bureau, M. Tolain. 8e bureau, M. Mazeau. 9e bureau, M. Simon (Jules). — *Président :* M. le comte de Bondy ; *Secrétaire :* M. Brunet ; *Rapporteur :* M. Jules Simon. — Rapport de M. Jules Simon [27 juin] (A., p. 807 ; J.O., c.r., p. 693 ; an. p. 45 ; I. 318). — Première délibération. Ajournement de la discussion [22 juillet] (A., p. 1006 ; J.O., c.r., p. 869).

181. Projet de loi portant concession d'un chemin de fer de Dakar à Saint-Louis (Sénégal) [1er juillet 1881]. — Adoption du projet de loi [18 juillet 1881]. — Promulgation (J.O., p. 3482).

182. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant réduction du delai de conservation des valeurs confiées à la poste, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [1er juillet] (A., p. 817 ; J.O., c.r., p. 703 ; an., p. 58 ; I. 326). — Rapport de M. Parent [6 juillet] (A., p. 843 ; J.O., c.r., p. 727 ; an., p. 68 ; I. 355). — Première délibération. L'urgence est déclarée. Adoption [10 juillet] (A., p. 882 ; J.O., c.r., p. 762). — Promulgation (J.O., p. 3801).

183. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Chambéry (Savoie) à em-

prunter une somme de 320.000 francs, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [1er juillet] (A., p. 818 ; J.O., c.r., p. 703 ; an., p. 58 ; I. 327). — Rapport de M. Vallier [25 juillet] (A., p. 1052 ; J.O., c.r., p. 911 ; an., p. 125 ; I. 454).— Adoption [29 juillet] (A., p. 1095 ; J.O., c.r., p. 948). — Promulgation (J.O., p. 4359).

184. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Somme à contracter un emprunt de 822.600 francs, destiné à l'établissement des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [1er juillet] (A., p. 818 ; J.O., c.r., p. 703 ; an., p. 59 ; I. 328). — Rapport de M. Vallier [20 juillet] (A., p. 981 ; J.O., c.r., p. 847, an., p. 108 ; I. 414). — Adoption [24 juillet] (A., p. 1010 ; J.O., c.r., p. 874). — Promulgation (J.O., p. 4210).

185. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Cher à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de grande communication, le rachat de ponts à péage et diverses dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [1er juillet] (A., p. 818 ; J.O., c.r., p. 703 ; an., p. 59 ; I. 329). — Rapport de M. Vallier [6 juillet] (A., p. 844 ; J.O., c.r., p. 727 ; an., p. 66 ; I. 352). — Adoption [11 juillet] (A., p. 896). — Promulgation (J.O., p. 3945).

186. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Lot à s'imposer extraordinairement pour les travaux des lignes vicinales, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [1er juillet] (A., p. 818 ; J.O., c.r., p. 703 ; an., p. 59 ; I. 330). — Rapport de M. Munier [11 juillet] (A., p. 906 ; J.O., c.r., p. 782 ; an., p. 90 ; I. 375). — Adoption [18 juillet] (A., p. 956 ; J.O., c.r., p. 826). — Promulgation (J.O., p. 4050).

187. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Aix-les-Bains (Savoie) à contracter un emprunt de 100.000 francs à la Caisse des chemins vicinaux et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [1er juillet] (A., p. 826 ; J.O., c.r., p. 703 ; an., p. 61 ; I. 334). — Rapport de M. Vallier [12 juillet]

(A., p. 914; J.O., c.r., p. 789; an., p. 92; I. 378). — Adoption [18 juillet] (A., p. 956; J.O., c.r., p. 826). — Promulgation (J.O., p. 4050).

188. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Dordogne à créer des ressources extraordinaires pour faire face à diverses dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [1er juillet] (A., p. 826; J.O., c.r., p. 703; an., p. 61; I. 335). — Rapport de M. Munier [27 juillet] (A., p. 1071; J.O., c.r., p. 927; an., p. 133; I. 479). — Adoption [31 juillet] (A., p. 1111; J.O., c.r., p. 962). — Promulgation (J.O., p. 4359).

189. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Pyrénées-Orientales à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [1er juillet] (A., p. 826; J.O., c.r., p. 703; an., p. 61; I. 336). — Rapport de M. Munier [17 juillet] (A., p. 949; J.O., c.r., p. 821; an., p. 95; I. 395). — Adoption [21 juillet] (A., p. 984; J.O., c.r., p. 850). — Promulgation (J.O., p. 4130).

190. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement pour combattre le phylloxera, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [1er juillet] (A., p. 826; J.O., c.r., p. 703; an., p. 61; I. 337). — Rapport de M. Munier [17 juillet] (A., p. 949; J.O., c.r., p. 821; an., p. 95; I. 396). — M. le colonel Meinadier. Adoption [21 juillet] (A., p. 984; J.O., c.r., p. 850). — Promulgation (J.O., p. 4129).

191. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Meuse à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de fer d'intérêt local et pour la construction d'une école normale d'institutrices, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [1er juillet] (A., p. 826; J.O., c.r., p. 703; an., p. 61; I. 338). — Rapport de M. Vivenot [4 juillet] (A., 833; J.O., c.r., p. 716; an., p. 62; I. 342). — Adoption [10 juillet] (A., p. 882; J.O., c.r., p. 761). — Promulgation (J.O., p. 3946).

192. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Orne à créer

des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de fer et des lignes vicinales, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [1er juillet] (A., p. 826; J.O., c.r., p. 703; an., p. 62; I. 339). — Rapport de M. Munier [20 juillet] (A., p. 981; J.O., c.r., p. 818; an., p. 109; I. 416). — Adoption [24 juillet] (A., p. 1010; J.O., c.r., p. 874). — Promulgation (J.O., p. 4211).

193. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Hérault à contracter un emprunt pour la construction des chemins de fer d'intérêt local, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [1er juillet] (A., p. 826; J.O., c.r., p. 703; an., p. 62; I. 340). — Rapport de M. Vallier [12 juillet] (A., p. 914; J.O., c.r., p. 789; an., p. 92; I. 379). — Adoption [18 juillet] (A., p. 956; J.O., c.r., p. 826). — Promulgation (J.O., p. 4049).

194. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder des secours aux familles nécessiteuses des soldats de la réserve et de l'armée territoriale pendant l'absence de leur chef, transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [1er juillet] (A., p. 818; J.O., c.r., p. 703; an., p. 59; I. 331). — Commission : 1er bureau, M. le général Pélissier. 2e bureau, M. Barbey. 3e bureau, M. Guyot-Lavaline. 4e bureau, M. Ninard. 5e bureau, M. le général Duboys-Fresney. 6e bureau, M. Munier. 7e bureau, M. Gailly. 8e bureau, M. Magnin. 9e bureau, M. le colonel Meinadier (J.O., p. 3667; F. 61). — *Président* : M. le général Duboys-Fresney; *Secrétaire* : M. Guyot-Lavaline (J.O., p. 3709; F. 62). — Rapport de M. le colonel Meinadier [31 juillet] (A., p. 1110; J.O., c.r., p. 962; an., p. 171; I. 521). — Première délibération. L'urgence est déclarée. Art. 1er. Adoption. — Art. 2. M. le colonel Meinadier, rapporteur. Rejet. — Art. 3 à 5. Rejet du nouvel article 2, proposé par la Commission. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [7 août] (A., p. 1184; J.O., c.r., p. 1025).

195. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les cours et tribunaux, transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [1er juillet] (A., p. 818; J.O., c.r., p. 703; an., p. 59; I. 332). — Commission : 1er bureau, M. John Lemoinne. 2e bureau, M. Batbie. 3e bureau, M. de La Sicotière. 4e bureau, M. Lenoël (Emile). 5e bureau, M. Salneuve. 6e bureau, M. Robert de Massy. 7e bureau, M. le marquis de Maleville. 8e bureau, M. Eymard-Du-

vernay. 9e bureau, M. Vissaguet (J.O., p. 3667; F. 61). — *Président*: M. le marquis de Maleville; *Secrétaire* : M. Vissaguet (J.O., p. 3709; F. 62).

196. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, ayant pour objet la suppression, en ce qui concerne l'armée, de la totalité des restrictions apportées aux nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur et aux promotions de la médaille militaire par la législation actuellement en vigueur, déposée par M. le comte de Douhet, qui demande l'urgence [1er juillet] (A., p. 826; an., p. 62; I. 341). — M. le comte de Douhet. L'urgence n'est pas déclarée [6 juillet] (A. p. 856; J.O., c.r., p. 740). — Rapport de M. Teisserenc de Bort [28 juillet] (A., p. 1078; J.O., c.r., p. 931; an., p. 139; I. 487). — Discussion de la prise en considération. M. le colonel Meinadier. Ajournement [3 août] (A., p. 1164; J.O., p. 1008). — MM. le comte de Douhet, Teisserenc de Bort, rapporteur. Rejet de la prise en considération [5 août] (A., p. 1176; J.O., c.r., p. 1019).

197. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'assimilation au grade de capitaine de frégate: des mécaniciens en chef, des commissaires adjoints, des inspecteurs adjoints, des médecins et pharmaciens professeurs, des médecins et pharmaciens principaux, déposé par M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies. L'urgence est déclarée [4 juillet] (A., p. 832; J.O., c.r., p. 716; an., p. 64; I. 348). — Commission : 1er bureau, M. Labordère. 2e bureau, M. Barbey. 3e bureau, M. le général marquis d'Andigné. 4e bureau, M. le général Lecointe. 5e bureau, M. le général Frébault. 6e bureau, M. Rigal. 7e bureau, M. l'amiral marquis de Montaignac. 8e bureau, M. Desmazes; 9e bureau, M. Béraldi (J.O., p. 3667; F. 61). — *Président* : M. Desmazes; *Secrétaire* : M. Labordère (J.O., p. 3709; F. 62).

198. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un canal d'irrigation dérivé de l'Hérault et destiné à desservir une partie des territoires de douze communes du département de l'Hérault, déposé par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre des Travaux publics et des Finances [27 juin] (A., p. 812; J.O., c.r., p. 697; an., p. 56; I. 323). — Commission : 1er bureau, M. Combescure. 2e bureau, M. Tailhand. 3e bureau, M. le général marquis d'Andigné. 4e bureau, M. Lamorte. 5e bureau, M. Griffe. 6e bureau, M. Thurel. 7e bureau, M. Bazille (Gaston). 8e bureau, M. Barne. 9e bureau, M. Jobard (J.O., p. 3576; F. 59). — *Président* : M. Combescure; *Secrétaire* : M. Griffe; *Rapporteur* : M. Gaston Bazille (J.O., p. 3623; F. 60). — Rapport de

M. Gaston Bazille [8 juillet] (A., p. 870; J.O., c.r., p. 751; an., p. 71; I. 362). — Première délibération : M. Gaston Bazille, rapporteur Déclaration de l'urgence. — Article 1er. Adoption. — Article 2. Le rapporteur. Adoption. — Article 3 à 10. Adoption. — Adoption de l'ensemble du projet de loi [11 juillet] (A., p. 897; J.O., c.r., p. 774). — Promulgation (J.O., p. 3770).

199. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la ville du Mans (Sarthe) à contracter un emprunt de 400.000 francs et à proroger une imposition extraordinaire, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [4 juillet] (A., p. 833; J.O., c.r., p. 716; an., p. 64; I. 344). — Rapport de M. Munier [12 juillet] (A., p. 914; J.O., c.r., p. 790; an, p. 93; I. 381). — Adoption [18 juillet] (A., p. 956; J.O., c.r., p. 826). — Promulgation (J.O., p. 4050).

200. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département d'Indre-et-Loire à contracter un emprunt de 168.000 francs pour la construction d'une école normale d'institutrices, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [4 juillet] (A., p. 833; J.O., c.r., p. 716; an., p. 64; I. 345). — Rapport de M. Munier [12 juillet] (A., p. 914; J.O., c.r., p. 790; an., p. 92; I. 380). — Adoption [18 juillet] (A., p. 956; J.O., c.r., p. 826). — Promulgation (J.O., p. 4050).

201. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département des Bouches-du-Rhône à s'imposer extraordinairement pour le service de l'instruction publique, pour les travaux des routes et diverses autres dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [4 juillet] (A., p. 833; J.O., c.r., p. 716; an., p. 64; I. 346). — Rapport de M. Vallier [20 juillet] (A., p. 981; J.O., c.r., p. 847; an., p. 108; I. 415). — Adoption [24 juillet] (A., p. 1010; J.O., c.r., p. 874). — Promulgation (J.O., p. 4210).

202. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département d'Ille-et-Vilaine à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de fer, pour la construction d'une école normale d'institutrices et pour diverses autres dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le

Ministre de l'Intérieur [4 juillet] (A., p. 833; J.O., c.r., p. 716; an., p. 64; I. 347). — Rapport de M. Munier [25 juillet] (A., p. 1032; J.O., c.r., p. 894; an., p. 119; I. 443). — Adoption [29 juillet] (A., p. 1094; J.O. c.r., p. 948). — Promulgation (J.O., p. 4457).

204. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits au titre du Budget sur ressources extraordinaires, déposé par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [4 juillet] (A., p. 837; J.O., c.r., p. 720; an., p. 64; I. 349). — Rapport de M. Gouin [8 juillet] (A., p. 865; J.O., c.r., p. 747; an., p. 69; I. 356). — Adoption [12 juillet] (A., p. 914; J.O., c.r., p. 790). — Promulgation (J.O., p. 3849).

205. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention signée à Paris, le 28 décembre 1880, entre la France et la Suisse, pour réglementer la pêche dans les eaux frontières, déposé par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et des Travaux publics [6 juillet] (A., p. 863; J.O., c.r., p. 727; an., p. 66; I. 354). — Commission : 1er bureau, M. Lizot. 2e bureau, M. Chaumontel. 3e bureau, M. George. 4e bureau, M. Chardon. 5e bureau, M. Delacroix. 6e bureau, M. Munier. 7e bureau, M. l'amiral marquis de Montaignac. 8e bureau, M. le général Guillemaut. 9e bureau, M. de Rémusat (Paul) (J.O., p. 3855; F. 66). — *Président :* M. le général Guillemaut; *Secrétaire :* M. Chardon; *Rapporteur :* M. Munier (J.O., p. 3900; F. 67).

206. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministère de la Guerre, de la Marine et des Finances, sur les exercices 1881, 1882, de crédits supplémentaires et extraordinaires montant à la somme de 19.076.087 francs pour les frais de l'expédition de Tunisie pendant le deuxième semestre de l'année 1882, déposé par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, des Ministres de la Marine, des Finances et au sien [6 juillet] (A., p. 843; J.O., c.r., p. 727; an., 65; I. 350). — Rapport de M. Béraldi [8 juillet] (A., p. 866; J.O., c.r., p. 748; an., p. 69; I. 358). — Discussion : M. le duc de Broglie. Adoption de l'ensemble du projet de loi [17 juillet] (A., p. 936; J.O., c.r., p. 809). — Promulgation (J.O., p. 4033).

207. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Lannemezan à Arreau, déposé par M. Tirard,

Ministre du Commerce, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [8 juillet] (A., p. 866; J.O., c.r., p. 748; an., p. 70; I. 359). — Rapport de M. Merlin [20 juillet] (A., p. 964; J.O., c.r., p. 833; an., p. 100; I. 405). — Première délibération. Adoption [24 juillet] (A., p. 1010; J.O., c.r., p. 874). — Deuxième délibération. Adoption [31 juillet] (A., p. 1116; J.O., c.r., p. 967). — Promulgation (J.O., p. 4412).

208. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Tours à Sargé, par ou près Savigny, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [8 juillet] (A., p. 866; J.O., c.r., p. 748; an., p. 69; I. 357). — Rapport de M. Chardon [24 juillet] (A., p. 1012; J.O., c.r., p. 875; an., p. 114; I. 430). — Première délibération. Adoption [28 juillet] (A., p. 1083; J.O., c.r., p. 936). — Deuxième délibération. Adoption [3 août] (A., p. 1152; J.O., c.r., p. 998). — Promulgation (J.O., p. 4667).

209. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine à modifier l'emploi des ressources créées par une loi antérieure, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [10 juillet] (A., p. 882; J.O., c.r., p. 762; an., p. 74; I. 366). — Rapport de M. de La Sicotière [20 juillet] (A., p. 963; J.O., c.r., p. 833; an., p. 99; I. 402). — Adoption [24 juillet] (A., p. 1010; J.O., c.r., p. 873). — Promulgation (J.O., p. 4211).

210. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Nîmes (Gard) à emprunter 4.100.000 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [10 juillet] (A., p. 882; J.O., c.r., p. 762; an., p. 74; I. 365). — Sont entendus : MM. de Larcy, Gazagne, rapporteur. Adoption [31 juillet] (A., p. 1111; J.O., c.r., p. 962). — Promulgation (J.O., p. 4464).

211. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique un chemin de fer de Largentière à Saint-Sernin, sur la ligne de Vogué à Aubenas, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics [10 juillet] (A., p. 892; J.O., c.r., p. 771; an., p. 74; I. 369). — Rapport de M. Chardon [20 juillet] (A., p. 970; J.O., c.r., p. 839; an., p. 104; I. 409). — Première délibération. Adoption [24 juillet] (A.,

p. 1011; J.O., c.r., p. 874). — Deuxième délibération. Adoption [31 juillet] (A., p. 1117; J.O., c.r., p. 967). — Promulgation (J.O., p. 4412).

212. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique la 1re section du chemin de fer de Casamozza à Bonifacio, comprise entre Casamozza et le Fium'Orbo, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Travaux publics [10 juillet] (A., p. 893; J.O., c.r., p. 771; an., p. 74; I. 370) — Rapport de M. Chardon [20 juillet] (A., p. 970; J.O., c.r., p. 839; an., p. 105; I. 411). — Première délibération. Adoption [24 juillet] (A., p. 1011; J.O., c.r., p. 875).—Deuxième délibération. Adoption [31 juillet] (A., p. 1117; J.O., c.r., p. 968). — Promulgation (J.O., p. 4412).

213. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser l'exécution des travaux d'établissement de la seconde voie de réfect on et de parachèvement sur le chemin de fer d'Amagne à Vouziers et Apremont, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Travaux publics [10 juillet] (A., p. 893; J.O., c.r., p. 771; an., p. 74; I. 368). — Rapport de M. Merlin [20 juillet] (A., p. 964; J.O., c.r , p. 833; an., p. 101; I. 406). — Première délibération. Adoption [24 juillet] (A., p. 1011; J.O., c.r., p. 874). — Deuxième délibération. Adoption [31 juillet] (A., p. 1116; J.O., c.r., p. 967). — Promulgation (J.O., p. 4413).

214. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la répression des outrages aux bonnes mœurs et la modification de l'article 330 du Code pénal, déposé par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice [10 juillet] (A., p. 893; J.O., c.r., p. 771; an., p. 74; I. 367). — Commission: 1er bureau, M. Faye; 2e bureau, M. le comte de Saint-Vallier; 3e bureau, M. Foucher de Careil; 4e bureau, M. Didier (Henry); 5e bureau, M. Salneuve; 6e bureau, M. Robert de Massy; 7e bureau, M. Gilbert-Boucher; 8e bureau, M. Boucher-Cadart; 9e bureau, M. Devaux (J.O., p. 3855; F. 66). — *Président* : M. Didier (Henry); *Secrétaire :* M. Boucher-Cadart; *Rapporteur :* M. Devaux (J.O., p. 3900; F. 67). — Rapport de M. Devaux [25 juillet] (A., p. 1032; J.O., c.r., p. 894; an., p. 123; I. 450). — Adoption [29 juillet] (A., p. 1099; J.O., c.r., p. 952). — Promulgation (J.O., p. 4210).

215. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-

Alpes à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention promise pour la construction du chemin de fer de Digne à Castellane, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [11 juillet] (A., p. 906; J.O., c.r., p. 782; an., p. 90; I. 373). — Rapport de M. Du Chaffaut [17 juillet] (A., p. 935; J.O., c.r., p. 809; an., p. 94; I. 386). — Adoption [21 juillet] (A., p. 984; J.O., c.r., p. 849). — Promulgation (J.O., p. 4130).

216. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux enterrements civils et religieux, transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [12 juillet] (A., p. 913; J.O., c.r., p. 789; an., p. 91; I. 377).— Commission : 1er bureau, M. Combescure; 2e bureau, M. Michal-Ladichère; 3e bureau, M. Mazeau; 4e bureau, M. Charton (Édouard); 5e bureau, M. Schœlcher; 6e bureau, M. Labiche (Émile); 7e bureau, M. Barthélemy-Saint-Hilaire; 8e bureau, M. de Voisins-Lavernière; 9e bureau, M. Mathey (Alfred) (J.O., p. 3855; F. 66). *Président :* M. Schœlcher; *Secrétaire :* M. Labiche (Émile) (J.O., p. 5900; F. 67).

217. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation, transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [12 juillet] (A., p. 913; J.O., c.r., p. 789; an., p. 91; I. 376).—Commission : 1er bureau, M. Noblot. 2e bureau, M. Corbon. 3e bureau, M. Oudet. 4e bureau, M. Dietz-Monnin. 5e bureau, M. Massé. 6e bureau, M. Teisserenc de Bort. 7e bureau, M. Thurel. 8e bureau, M. Berthelot. 9e bureau, M. Peyrat (J.O., p. 3855; F. 66). *Président :* M. Corbon ; *Secrétaire* et *rapporteur :* M. Dietz-Monin (J.O., p. 3900; F. 67).

218. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'isolement et à l'agrandissement des bâtiments de la Bibliothèque nationale, et portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 2.950.000 francs pour faire face aux dépenses des expropriations poursuivies en exécution de la loi du 28 décembre 1880, déposé par M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien. Rapport de M. Faye. En donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption au scrutin [12 juillet] (A., p. 927; J.O., c.r., p. 801, 804; an., p. 93; I. 382, 384). — Promulgation (J.O., p. 3801).

219. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à augmenter le nombre des adjoints aux maires dans certains arrondissements de Paris, déposé par M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [12 juillet] (A., p. 927; J.O., c.r., p. 801; an., p. 93; I. 383). — Commission: 1er bureau, M. Labordère. 2e bureau, M. Corbon. 3e bureau, M. Daussel. 4e bureau, M. Dietz-Monnin. 5e bureau, M. Delacroix. 6e bureau, M. Lamorte. 7e bureau, M. Donnot. 8e bureau, M. Gazagne. 9e bureau, M. Peyrat (J.O., p. 3856; F. 66). — *Président:* M. Corbon; *Secrétaire:* M. Labordère (J.O., p. 3900; F. 67). — Rapport de M. Corbon [22 juillet] (A., p. 999; J.O., c.r., p. 862; an., p. 110; I. 420). — Première délibération. Adoption [27 juillet] (A., p. 1056; J.O., c.r., p. 914). — Deuxième délibération. Adoption [3 août] (A., p. 1152; J.O., c.r., p. 998). — Promulgation (J.O., p. 4409).

220. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur les spiritueux à l'octroi d'Amiens (Somme), déposé par M. Léon Say, Ministre des Finances [17 juillet] (A., p. 935; J.O., c.r., p. 809; an., p. 94; I. 385). — Rapport de M. Huguet [27 juillet] (A., p. 1056; J.O., c.r., p. 914; an., p. 131; I. 474). — Adoption [31 juillet] (A., p. 1111; J.O., c.r., p. 962). — Promulgation (J.O., p. 4241).

221. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention additionnelle à la Convention de commerce, conclue le 7 novembre 1881 entre la France et l'Autriche-Hongrie, déposé par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien [17 juillet] (A., p. 948; J.O., c.r., p. 820; an., p. 95; I. 387). — Rapport de M. Teisserenc de Bort [24 juillet] (A., p. 1019; J.O., c.r., p. 882; an., p. 116; I. 434). — Première délibération. L'urgence est déclarée. Adoption du projet de loi [28 juillet] (A., p. 1084; J.O., c.r., p. 937). — Promulgation (J.O., p. 4209).

222. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant déclaration d'utilité publique de travaux à faire pour l'amélioration du port de Bouc, déposé par M. Tirard, Ministre du du Commerce, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics, de la Guerre et des Finances [17 juillet] (A., p. 948; J.O., c.r., p. 820; an., p. 95; I. 388). — Commission: 1er bureau, M. Dufresne. 2e bureau, M. Cuvinot. 3e bureau, M. Dupré. 4e bureau, M. Chardon. 5e bureau, M. Garrisson. 6e bureau, M. Pin (Elzéar). 7e bureau, M. Donnot. 8e bureau, M. Gazagne. 9e bureau, M. Barne (J.O., p. 3926; F. 68). — *Président:* M. Dufresne;

Secrétaire: M. Chardon; *Rapporteur:* M. Barne (J.O., p. 3953; F. 69). — Rapport de M. Barne [25 juillet] (A., p. 1032; J.O., c.r., p. 894; an., p. 121; I. 448). — Première délibération. L'urgence est déclarée. Adoption [28 juillet] (A., p. 1083; J.O., c.r., p. 936). — Promulgation (J.O., p. 4413). —

223. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1° affectation d'une somme de 2.300.000 francs à l'agrandissement du poste central des télégraphes dans les bâtiments sis rue de Grenelle n° 103; 2° ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1882 d'un crédit de 300.000 francs pour commencer, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, de M. le Ministre des Finances et au sien [17 juillet] (A., p. 948; J.O., c.r., p. 820; an., p. 95; I. 389). — Rapport de M. Merlin [20 juillet] (A., p. 963; J.O., c.r., p. 833; an., p. 99; I. 403). — Adoption [24 juillet] (A., p. 1012; J.O., c.r., p. 875). — Promulgation (J.O., p. 4211).

224. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'ouvrir au Ministre des Postes et Télégraphes, un crédit extraordinaire de 90.000 francs sur l'exercice 1883 pour les dépenses se rapportant à la réunion des conférences internationales d'électriciens pour l'unité électrique, la propriété des câbles marins, etc., déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [17 juillet] (A., p. 948; J.O., c.r., p. 820; an., p. 95; I. 392). — Rapport de M. Merlin [20 juillet] (A., p. 963; J.O., c.r., p. 833; an., p. 100; I. 404). — Adoption [24 juillet] (A., p. 1012; J.O., c.r., p. 875). — Promulgation (J.O., p. 4213).

225. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'exploitation des Services maritimes postaux entre le Continent et la Corse, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de MM. les Ministres de la Guerre, des Finances et au sien [17 juillet] (A., p. 948; J.O., c.r., p. 820; an., p. 95; I. 391). — Rapport de M. Merlin [24 juillet] (A., p. 1010; J.O., c.r., p. 837; an., p. 113; I. 428). — M. Merlin, rapporteur, demande l'urgence. L'urgence est déclarée. — Art. 1 à 3. Adoption. — Article additionnel de M. Galloni d'Istria, Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes. Rejet de l'article additionnel. — Adoption de l'ensemble du projet de loi [28 juillet] (A., p. 1078; J.O., c.r., p. 932). — Promulgation (J.O., p. 4213).

226. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre

des Députés, tendant à créer des timbres spéciaux pour la constatation des versements sur les livrets de la caisse d'épargne postale, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [17 juillet] (A., p. 948; J.O., c.r., p. 820; an., p. 95; I. 390). — Rapport de M. Parent [25 juillet] (A., p. 1032; J.O., c.r., p. 894; an., p. 121; I. 447). — Première délibération. M. Parent, rapporteur. L'urgence est déclarée. Adoption [29 juillet] (A., p. 1098; J.O., c.r., p. 951). — Promulgation (J.O., p. 4212).

227. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Postes et Télégraphes, d'un crédit supplémentaire de 250.000 francs sur le budget ordinaire de 1882 pour l'établissement de lignes téléphoniques, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [17 juillet] (A., p. 948; J.O., c.r., p. 820; an., p. 95; I. 393).— Rapport de M. Parent [25 juillet] (A., p. 1032; J.O., c.r., p. 894; an., p. 121; I. 446). — Adoption [28 juillet](A., p. 1078; J.O., c.r., p. 932). —Promulgation (J.O., p. 4212).

228. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la destruction des loups, déposé par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture [17 juillet] (A., p. 949; J.O., c.r., p. 821; an., p. 96; I. 398). — Commission : 1er bureau, M. Combescure. 2e bureau, M. le comte de Bondy. 3e bureau, M. Guyot-Lavaline. 4e bureau, M. Jobard. 5e bureau, M. le général Duboys-Fresney. 6e bureau, M. Le Monnier. 7e bureau, M. Thurel. 8e bureau, M. le général Guillemaut. 9e bureau, M. de Carayon La Tour (Joseph) (J.O., p. 3926; F. 68). — Rapport de M. de Carayon La Tour [27 juillet] (A., p. 1056; J.O., c.r., p. 914; an., p. 131; I. 475). — Première délibération. L'urgence est déclarée. Adoption [1er août] (A., p. 1133; J.O., c.r., p. 980). — Promulgation (J.O., p. 4213).

229. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'achèvement du canal d'irrigation du Forez, déposé par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture [17 juillet] (A., p. 949; J.O., c.r., p. 821; an., p. 96; I. 397). — Commission : 1er bureau, M. Callen. 2e bureau, M. Michal-Ladichère. 3e bureau, M. Daussel. 4e bureau, M. le baron Lafond de Saint-Mür. 5e bureau, M. Massé. 6e bureau, M. Lamorte. 7e bureau, M Jouin. 8e bureau, M. Bazille (Gaston). 9e bureau, M. Krantz (J.O., p. 3926; F. 68). — *Président :* M. Michal-Ladichère; *Secrétaire :* M. Lamorte; *Rapporteur:* M. Krantz (J.O., p. 3953; F. 69). — Rapport de M. Krantz [27 juillet] (A., p. 1056; J.O., c.r., p. 913; an., p. 127; I. 464)

— 1re délibération, M. Krantz, rapporteur. L'urgence est déclarée. Adoption [29 juillet] (A., p. 1098; J.O., c.r., p. 951). — Promulgation (J.O., p. 4413).

230. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire le hameau le Petit-Saveuse de la commune de Saveuse (canton nord-ouest d'Amiens, département de la Somme), pour le réunir à la commune de Ferrières (canton de Picquigny, même département), déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [18 juillet] (A., p. 956; J.O., c.r., p. 825; an., p. 97; I. 399). — Rapport de M. Donnot [25 juillet] (A., p. 1032; J.O., c.r., p. 894; an., p. 122; I. 449). — Adoption [29 juillet] (A., p. 1095; J.O., c.r., p. 948). — Promulgation (J.O., p. 4360).

231. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Calvados à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une école normale d'instituteurs et pour l'appropriation d'une école normale d'institutrices, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [18 juillet] (A., p. 956; J.O., c.r., p. 825; an., p. 97; I. 400). — Rapport de M. Rubillard [25 juillet] (A., p. 1032; J.O., c.r., p. 894; an., p. 120; I. 445). — Adoption [29 juillet] (A., p. 1094; J.O., c.r., p. 948). — Promulgation (J.O., p. 4433).

. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'organisation du Crédit agricole mobilier, déposé par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien. Sont entendus : MM. Emile Labiche, le colonel Meinadier, Batbie. Renvoi à la Commission déjà chargée du projet de loi sur le taux de l'intérêt [20 juillet] (A., p. 964; J.O., c.r., p. 833; an., p. 101; I. 407).

233. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'accorder au Département de la Marine un crédit extraordinaire de 7.835.000 francs (événements d'Egypte), déposé par M. l'amiral Jaureguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien. M. le comte de Saint-Vallier demande le renvoi du projet de loi à une commission spéciale. M. le Ministre de la Marine donne lecture de l'exposé des motifs et demande l'urgence. L'urgence est déclarée [20 juillet] (A., p. 969; J.O., c.r., p. 838; an., p. 106; I. 412). — Commission : 1er bureau, M. John Le-

moinne. 2e bureau, M. le comte de Saint-Vallier. 3e bureau, M. Foucher de Careil. 4e bureau, M. Lenoël (Emile). 5e bureau, M. Schœlcher. 6e bureau, M. Fournier (Indre-et-Loire). 7e bureau, M. Scherer. 8e bureau, M. le général Guillemaut. 9e bureau, M. de Rémusat (Paul) (J.O., p. 3926; F. 68). — M. Schérer dépose son rapport, il en donne lecture. Discussion immédiate. MM. le duc de Broglie, Waddington, de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, Schérer, rapporteur, le comte de Saint-Vallier. Adoption successive des articles et au scrutin de l'ensemble du projet de loi [25 juillet] (A., p. 1032; J.O., c.r., p. 894; an., p. 124; I. 452). — Promulgation (J.O., p. 4073).

234. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit de 70.000 francs sur l'exercice 1882, pour l'établissement du matériel fixe dans les nouvelles constructions élevées pour l'agrandissement du Ministère des Postes et des Télégraphes, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, de M. le Ministre des Postes et Télégraphes et de M. le Ministre des Finances [20 juillet] (A., p. 971 ; J.O., c.r., p. 839 ; an., p. 105 ; I. 410). — Rapport de M. Merlin [25 juillet] (A., p. 1032 ; J.O., c.r., p. 894 ; an., p. 120 ; I. 444). — Adoption [29 juillet] (A., p. 1098 ; J.O., c.r., p. 951). — Promulgation (J.O., p. 4212).

235. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, amendée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier plusieurs articles du livre II du Code de commerce, transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [21 juillet] (A., p. 983 ; J.O., c.r., p. 849; an., p. 109 ; I. 417). — Commission : 1er bureau, M. Barne. 2e bureau, M. Donnot. 3e bureau, M. Teisserenc de Bort. 4e bureau, M. Gilbert-Boucher. 5e bureau, M. Dietz-Monnin. 6e bureau, M. Roger-Marvaise. 7e bureau, M. Poriquet. 8e bureau, M. Merlin. 9e bureau, M. Lenoël (Emile) (J.O., p. 4400 ; F. 80). — *Président :* M. Teisserenc de Bort ; *Secrétaire :* M. Barne (J.O., p. 4422 ; F. 1, S.E.).

236. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire les sections de Vermelle et de Nivolas des communes des Eparres et de Serezin (canton de Bourgoin, département de l'Isère), pour en former une municipalité distincte, qui prendra le nom de Nivolas-Vermelle, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [21 juillet] (A., p. 995 ; J.O., c.r., p. 859 ; an., p. 110 ; I. 418). — Rapport de M. Munier [25 juillet] (A., p. 1032; J.O., c.r., p. 894; an.,

p. 119 ; I. 442). — Adoption [29 juillet] (A., p. 1094 ; J.O., c.r., p. 948). — Promulgation (J.O., p. 4360).

237. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement pour subvenir à diverses dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [21 juillet] (A., p. 995 ; J.O., c.r., p. 859 ; an., p. 110 ; I. 419). — Rapport de M. Munier [25 juillet] (A., p. 1032 ; J.O., c.r., p. 894 ; an., p. 118 ; I. 441). — Adoption [29 juillet] (A., p. 1094 ; J.O., c.r., p. 947). — Promulgation (J.O., p. 4359).

238. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Montluçon (Allier), à emprunter 500.000 francs, déposé par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [22 juillet] (A., p. 999 ; J.O., c.r., p. 863 ; an., p. 112 ; I. 423). — Rapport de M. de La Sicotière [28 juillet] (A., p. 1078 ; J.O., c.r., p. 931 ; an., p. 140 ; I. 488). — Adoption [1er août] (A., p. 1132 ; J.O., c.r., p. 979). — Promulgation (J.O., p. 4393).

239. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Cherbourg (Manche) à emprunter 786.200 francs, déposé par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [22 juillet] (A., p. 999 ; J.O., c.r., p. 863 ; an., p. 112 ; I. 424). — Rapport de M. Huguet [27 juillet] (A., p. 1056 ; J.O., c.r., p. 914 ; an., p. 131 ; I. 473). — Adoption [31 juillet] (A., p. 1111 ; J.O., c.r., p. 962). — Promulgation (J.O., p. 4360).

240. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Lozère à créer des ressources extraordinaires pour l'achèvement des lignes de grande communication et d'intérêt commun, déposé par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [22 juillet] (A., p. 999 ; J.O., c.r., p. 863 ; an., p. 112 ; I. 425). — Rapport de M. Rubillard [27 juillet] (A., p. 1056 ; J.O., c.r., p. 914 ; an., p. 130 ; I. 472). — Adoption [31 juillet] (A., p. 1110 ; J.O., c.r., p. 962). — Promulgation (J.O., p. 4393).

241. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Seine-et-Oise à contracter un emprunt à la Caisse des chemins vicinaux pour la construction de plusieurs ponts (470.000 fr.), déposé par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [22 juil-

let] (A., p. 999; J.O., c.r., p. 863; an., p. 112; I. 426). — Rapport de M. Parent [28 juillet] (A., p. 1077; J.O., c.r., p. 931; an., p. 143; I. 492). — Adoption [1er août] (A., p. 1132; J.O., c.r., p. 980). — Promulgation (J.O., p. 4393).

242. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1° ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1881, d'un crédit extraordinaire de 1.900.000 francs pour la liquidation de l'arriéré du service de l'Assistance publique en Algérie; 2° la création d'un complément de ressources destiné à constituer une dotation suffisante pour le même service, déposé par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de MM. les Ministres de l'Intérieur et Finances [22 juillet] (A., p. 1005; J.O., c.r., p. 868; an., p. 112; I. 427). — Rapport de M. Casimir Fournier [24 juillet] (A., p. 1010; J.O., c.r., p. 873; an., p. 113; I. 429). — Adoption [28 juillet] (A., p. 1078; J.O., c.r., p. 932). — Promulgation (J.O., p. 4210).

243. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1° annulation, sur l'exercice 1881, au Budget du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, section 1re, d'un crédit de 324.384 fr. 56; 2° ouverture, sur l'exercice 1882, au même budget, même section, d'un crédit de 405.284 fr. 56, applicable aux dépenses de la Commission scientifique du passage de Vénus, déposé par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Finances [22 juillet] (A., p. 999; J.O., c.r., p. 862; an., p. 110; I. 421). — Rapport de M. Malens [25 juillet] (A., p. 1032; J.O., c.r., p. 894; an., p. 118; I. 438). — Adoption [29 juillet] (A., p. 1095; J.O., c.r., p. 948). — Promulgation (J.O., p. 4211).

244. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Fontenay-Le-Comte à Breuil-Barret, déposé par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics [24 juillet] (A., p. 1012; J.O., c.r., p. 875; an., p. 115; I. 431). — Rapport de M. Merlin [29 juillet] (A., p. 1094; J.O., c.r., p. 947; an., p. 153; I. 497). — Première délibération. L'urgence est déclarée. Adoption [5 août] (A., p. 1175; J.O., c.r., p. 1018). — Promulgation (J.O., p. 4678).

245. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les ventes judiciaires d'immeubles, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [24 juillet] (A., p. 1012;

J.O., c.r., p. 876; an., p. 115; I. 432). — Commission : 1er bureau, M. Munier. 2e bureau, M. Bérenger. 3e bureau, M. Cazot. 4e bureau, M. Barthe (Marcel). 5e bureau, M. Gazagne. 6e bureau, M. Carquet. 7e bureau, M. Bozérian. 8e bureau, M. Lagache (Célestin). 9e bureau, M. Oudet (J.O., p. 4400; F. 80). — *Président :* M. Célestin Lagache; *Secrétaire :* M. Bozérian (J.O., p. 4422; F. 1, S. E.).

246. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire la commune d'Hériménil (Meurthe-et-Moselle) du canton de Gerbéviller et à la rattacher au canton sud-est de Lunéville, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [24 juillet] (A., p. 1012; J.O., c.r., p. 876; an., p. 116; I. 433). — Rapport de M. Munier [29 juillet] (A., p. 1095; J.O., c.r., p. 949; an., p. 153; I. 498). — Adoption [3 août] (A., p. 1150; J.O., c.r., p. 996). — Promulgation (J.O., p. 4785).

247. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département d'Alger à contracter un emprunt de 4.280.000 francs, applicable au remboursement anticipé d'emprunts contractés antérieurement et à la construction d'édifices d'utilité départementale, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [24 juillet] (A., p. 1020; J.O., c.r., p. 882; an., p. 116; I. 435). — Rapport de M. Parent [31 juillet] (A., p. 1110; J.O., c.r., p. 961; an., p. 159; I. 511). — Adoption [5 août] (A., p. 1168; J.O., c.r., p. 1011). — Promulgation (J.O., p. 4666).

248. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 30 juillet 1881, relative aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851, et de la loi de sûreté générale du 27 février 1858, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [24 juillet] (A., p. 1027; J.O., c.r., p. 888; an., p. 117; I. 437). — Rapport de M. Malens [27 juillet] (A., p. 1056; J.O., c.r., p. 914; an., p. 129; I. 467). — Première délibération : M. Malens, rapporteur. L'urgence est déclarée. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 juillet] (A., p. 1097; J.O., c.r., p. 950). — Promulgation (J.O., p. 4377).

249. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-Pyrénées à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées à la construction de chemins de fer, déposé par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur

[25 juillet] (A., p. 1032; J.O., c.r., p. 894; an., p. 118; I. 439). — Rapport de M. Rubillard [29 juillet] (A., p. 1095; J.O., c.r., p. 949; an., p. 155; I. 503). — Adoption [3 août] (A., p. 1151; J.O., c.r., p. 997). — Promulgation (J.O., p. 4464).

250. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Vaucluse à proroger la durée du remboursement d'un emprunt et à créer des ressources extraordinaires applicables au payement de diverses dépenses départementales, déposé par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [25 juillet] (A., p. 1032; J.O., c.r., p. 894; an., p. 118; I. 440). — Rapport de M. Donnot [29 juillet] (A., p. 1095; J.O., c.r., p. 949; an., p. 155; I. 502). — Adoption [3 août] (A., p. 1151; J.O., c.r., p. 996). — Promulgation (J.O., p. 4464).

251. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du tarif télégraphique établi par l'Arrangement conclu le 13 juillet 1882 entre la France et la Grèce, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien [25 juillet] (A., p. 1051; J.O., c.r., p. 910; an., p. 125; I. 453). — Rapport de M. Parent [28 juillet] (A., p. 1077; J.O., c.r., p. 931; an., p. 142; I. 491). — Première délibération. L'urgence est déclarée. Adoption [31 juillet] (A., p. 1117; J.O., c.r., p. 968). — Promulgation (J.O., p. 4210).

252. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant répartition du fonds de 4 millions, destiné à venir en aide aux départements (exercice 1883), déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [25 juillet] (A., p. 1051; J.O., c.r., p. 910; an., p. 126; I. 463). — Rapport de M. Merlin [28 juillet] (A., p. 1077; J.O., c.r., p. 931; an., p. 141; I. 489). — Adoption [1er août] (A., p. 1132; J.O., c.r., p. 980). — Promulgation (J.O., p. 4359).

253. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire-Inférieure : 1° à contracter un emprunt pour les travaux d'un orphelinat; 2° à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt et pour le service des chemins vicinaux, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [25 juillet] (A., p. 1051; J.O., c.r., p. 910; an., p. 126; I. 462). — Rapport de M. Huguet [28 juillet] (A., p. 1077; an., p. 142; I. 490). —

Adoption [1er août] (A., p. 1132; J.O., c.r., p. 980). — Promulgation (J.O., p. 4392).

254. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Nièvre à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention promise pour la construction d'un chemin de fer, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [25 juillet] (A., p. 1051; J.O., c.r., p. 910; an., p. 126; I. 461). — Rapport de M. Munier [29 juillet] (A., p. 1095; J.O., c.r., p. 949; an., p. 154; I. 499). — Adoption [3 août] (A., p. 1151; J.O., c.r., p. 996). — Promulgation (J.O., p. 4464).

255. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Cholet (Maine-et-Loire) à emprunter une somme de 290.000 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [25 juillet] (A., p. 1051; J.O., c.r., p. 910; an., p. 126; I. 460). — Rapport de M. de La Sicotière [29 juillet] (A., p. 1095; an., p. 154; I. 500). — Adoption [3 août] (A., p. 1151; J.O., c.r., p. 996). — Promulgation (J.O., p. 4464).

256. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Fontenay-le-Comte à Cholet, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [25 juillet] (A., p. 1052; J.O., c.r., p. 910; an., p. 126; I. 456). — Rapport de M. Chardon [29 juillet] (A., p. 1097; J.O., c.r., p. 950; an., p. 156; I. 504). — Première délibération. Adoption [3 août] (A., p. 1151; J.O., c.r., p. 997). — Deuxième délibération. Adoption [9 août] (A., p. 1199; J.O., c.r., p. 1033). — Promulgation (J.O., p. 4721).

257. Exposé des motifs et texte du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du chemin de fer d'Annecy à Albertville, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [25 juillet] (A., p. 1052; J.O., c.r., p. 910; an., p. 126; I. 457). — Rapport de M. Chardon [27 juillet] (A., p. 1071; J.O., c.r., p. 927; an., p. 134; I. 480). — Première délibération. Adoption [31 juillet] (A., p. 1116; J.O., c.r., p. 967).—Deuxième délibération. Adoption [7 août] (A., p. 1186; J.O., c.r., p. 1027). — Promulgation (J.O., p. 4667).

258. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Pont-Leccia à Calvi, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [25 juillet] (A., p. 1052; J.O., c.r., p. 910; an., p. 126; I. 459). — Rapport de M. Cuvinot, il en donne lecture et demande l'urgence [3 août] (A., p. 1150; J.O., c.r., p. 995; an., p. 178; I. 530). — Adoption [5 août] (A., p. 1176; J.O., c.r., p. 1019). — Promulgation (J.O., p. 4678).

259. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant le rachat de la concession de la rivière canalisée du Drot, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et Telégraphes, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [25 juillet] (A., p. 1052; J.O., c.r., p. 910; an., p. 126; I. 458). — Commission : 1er bureau, M. Daussel. 2e bureau, M. Rigal. 3e bureau, M. Faye. 4e bureau, M. le comte Henri de Lur-Saluces. 5e bureau, M. Cordelet. 6e bureau, M. de Carayon La Tour. 7e bureau, M. Cuvinot. 8e bureau, M. Pons. 9e bureau, M. Thurel (J.O., p. 4400; F. 80). — *Président :* M. le comte Henri de Lur-Saluces; *Secrétaire* et *Rapporteur :* M. Pons (J.O., p. 4422; F. 1, S. E.).

260. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur le Budget ordinaire de l'exercice 1881, d'un crédit supplémentaire de 2.500.000 francs applicable aux dépenses ordinaires des écoles primaires publiques, déposé par M. Duvaux, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Instruction et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Instruction et des Beaux-Arts et de M. le Ministre des Finances [27 juillet] (A., p. 1056; J.O., c.r., p. 913; an., p. 128; I. 465).—Rapport de M. Barne, il en donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi [29 juillet] (A., p. 1095; J.O., c.r., p. 949; an., p. 157; I. 506). — Promulgation (J.O., p. 4089).

261. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 18.600.000 francs, pour le service de l'instruction primaire, déposé par M. Duvaux, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et de M. le Ministre des Finances

[27 juillet] (A., p. 1056; J.O., c.r., p. 913; an., p. 129; I. 4b6). — Rapport de M. Barne [1er août] (A., p. 1132; J.O., c.r., p. 979; an., p. 175; I. 525). — M. de Lorgeril est entendu. Adoption [5 août] (A., p. 1175; J.O., c.r. p. 1018). — Promulgation (J.O., p. 4439).

262. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Nancy (Meurthe-et-Moselle) à contracter un emprunt de 1 million de francs, déposé par M. Duvaux, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [27 juillet] (A., p. 1056; J.O., c.r., p. 913; an., 129; I. 469). — Rapport de M. Donnot [31 juillet] (A., p. 1110; J.O., c.r., p. 961; an., p. 160; I. 514). — Adoption [5 août] (A., p. 1169; J.O., c.r., p. 1012). — Promulgation (J.O., p. 4482).

263. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Puy-de-Dôme à s'imposer extraordinairement pour le payement d'une subvention destinée à la construction de chemins de fer, déposé par M. Duvaux, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [27 juillet] (A., p. 1056; J.O., c.r., p. 913; an., p. 129; I. 468).—Rapport de M. de La Sicotière [31 juillet] (A., p. 1110; J.O., c.r., p. 962; an., p. 161; I. 515). — Adoption [3 août] (A., p. 1151; J.O., c.r., p. 997). — Promulgation (J.O., p. 4457).

264. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant : 1° à autoriser la ville de Charleville (Ardennes) à contracter un emprunt de 410.000 francs; 2° à approuver pour régularisation un emprunt de 135.000 francs contracté par la même ville, déposé par M. Duvaux, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [27 juillet] (A., p. 1056; J.O., c.r., p. 913; an., p. 129; I. 470). — Rapport de M. Rubillard [31 juillet] (A., p. 1110; J.O., c.r., p. 961; an., p. 159; I. 512). — Adoption [5 août] (A., p. 1168; J.O., c.r., p. 1012). — Promulgation (J.O., p. 4483).

265. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant annulation d'un crédit de 537.958 fr. 82 sur le budget extraordinaire du Ministère des Finances pour l'exercice 1881, et d'un crédit de 1.500.000 francs sur le même budget de l'exercice 1882, frais d'émission et de négociation des rentes 3 0/0 amor-

tissables, déposé par M. Léon Say, Ministre des Finances [27 juillet] (A., p. 1071; J.O., c.r., p. 926; an., p. 132; I. 477).

266. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'annulation de crédits ouverts sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1880 ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires de l'exercice 1881; 3° l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos, déposé par M. Léon Say, Ministre des Finances [27 juillet] (A., p. 1071; J.O., c.r., p. 927; an., p. 132 ; I. 478). — Rapport de M. Faye [31 juillet] (A., p. 1110; J.O., c.r., p. 961; an., p. 162; I. 518). — Adoption [5 août] (A., p. 1172; J.O., c.r., p. 1015). — Promulgation (J.O., p. 3657).

267. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Versailles à contracter un emprunt et à proroger une imposition extraordinaire, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [27 juillet] (A., p. 1071; J.O., c.r., p. 927; an., p. 134; I. 481). — Rapport de M. Munier [1er août] (A., p. 1132; J.O., c.r., p. 979; an., p. 176; I. 528). — Adoption [7 août] (A., p. 1184; J.O., c.r., p. 1025). —Promulgation (J.O., p. 4483).

268. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Alais (Gard) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [27 juillet] (A., p. 1071; J.O., c.r., p. 927; an., p. 134; I. 482). — Rapport de M. Gazagne [31 juillet] (A., p. 1128; J.O., c.r., p. 977; an., p. 174; I. 524). — MM. le baron de Larcy, Gazagne, rapporteur, baron de Ravignan. Adoption [5 août] (A., p. 1169; J.O., c.r., p. 1012). — Promulgation (J.O., p. 4482).

269. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Armentières (Nord), à contracter un emprunt de 300.000 francs, et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [27 juillet] (A., p. 1071; J.O., c.r., p. 927; an., p. 134; I. 483). — Rapport de M. Munier [31 juillet] (A., p. 1110; J.O., c.r., p. 962; an., p. 161 ; I. 516). — Adoption 5 août] (A., p. 1169; J.O., c.r., p. 1012). — Promulgation (J.O., p. 4483).

270. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt pour l'agrandissement de l'école normale de Montbrison, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [27 juillet] (A., p. 1071; J.O., c.r., p. 927; an., p. 134; I. 484). — Rapport de M. Munier [31 juillet] (A., p. 1110; J.O., c.r., p. 962; an., p. 161; I. 161). — Adoption [5 août] (A., p. 1172; J.O., c.r., p. 1015). — Promulgation (J.O., p. 4482).

271. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Vienne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des lignes de grande communication, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [27 juillet] (A., p. 1071; J.O., c.r., p. 927; an., p. 134; I. 485). — Rapport de M. Donnot [31 juillet] (A., p. 1110; J.O., c.r., p. 961; an., p. 160; I. 513). — Adoption [5 août] (A., p. 1168; J.O., c.r., p. 1012). — Promulgation (J.O., p. 4482).

272. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi sur le crédit agricole et sur les banques d'agriculture, déposée par M. Bozérian. Renvoi à la Commission déjà saisie d'une proposition de loi relative au taux de l'intérêt de l'argent [28 juillet] (A., p. 1078; J.O., c.r., p. 932; an., p. 134; I. 486).

273. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construites par l'État et non concédées, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics [28 juillet] (A., p. 1083; J.O., c.r., p. 936; an., p. 143; I. 493). — Rapport de M. Dufresne [29 juillet] (A., p. 1097; J.O., c.r., p. 950; an., p. 158; I. 507). — Première délibération. L'urgence est déclarée. Adoption [3 août] (A., p. 1152; J.O., c.r., p. 997). — Promulgation (J.O., p. 4633).

274. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique l'établissement dans le département du Rhône d'un chemin de fer d'intérêt local de Lyon-Saint-Just à Vaugneray et à Mornant, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [28 juillet] (A., p. 1083; J.O., c.r., p. 936; an., p. 143; I. 494). — Rapport de M. Malens [31 juillet] (A., p. 1110;

J.O., c.r., p. 962; an., p. 173; I. 522). — Première délibération. L'urgence est déclarée. Adoption [5 août] (A., p. 1175; J.O., c.r., p. 1018). — Promulgation (J.O., p. 4668).

275. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Travaux publics, au titre du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882, d'un crédit de 3.000.000 de francs pour le fonds de roulement des chemins de fer de l'Etat, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [28 juillet] (A., p. 1083; J.O., c.r., p. 937; an., p. 152; I. 496).— Rapport de M. Casimir Fournier [31 juillet] (A., p. 1117; J.O., c.r., p. 968; an., p. 173; I. 523). — Adoption [5 août] (A., p. 1174; J.O., c.r., p. 1017). — Promulgation (J.O., p. 4667).

276. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 1.750.000 francs, pour indemniser les victimes des événements de Saïda et de Tiaret, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [28 juillet] (A., p. 1083; J.O., c.r., p. 937; an., p. 152; I., 495). — Rapport de M. Merlin [1er août] (A., p. 1142; J.O., c.r., p. 988; an., 177; I., 529). — Discussion, M. Jacques. Ajournement [5 août] (A., p. 1175; c.r., p. 1018). — Sont entendus : MM. Eugène Pelletan, Merlin, rapporteur, Oscar de Vallée. Ajournement de la discussion [7 août] (A., p. 1186; J.O., c.r., p. 1027). — M. Merlin, rapporteur. Ajournement de la discussion [8 août] (A., p. 1191; J.O., c.r., p. 1032).

277. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'amélioration de la navigation de la Charente entre Angoulême et la limite du département de la Charente-Inférieure, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [29 juillet] (A., p. 1095; J.O., c.r., p. 949; an., p. 155; I. 501).— Commission : 1er bureau, M. le comte de Cornulier-Lucinière. 2e bureau, M. Noblot. 3e bureau, M. Desmazes. 4e bureau, M. Jobard. 5e bureau, M. Dufresne. 6e bureau, M. de Bosredon. 7e bureau, M. de Freycinet. 8e bureau, M. Tenaille-Saligny. 9e bureau, M. Pelletan (Eugène) (J.O., p. 4400; F. 80). — *Président* : M. Noblot; *Secrétaire* et *rapporteur* : M. Tenaille-Saligny (J.O., p. 4422; F. 1, S.E.).

278. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, et tendant à autoriser le département de la Charente-

Inférieure à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux et d'intérêt commun, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [29 juillet] (A., p. 1097; J.O., c.r., p. 950; an., p. 157; I., 505). — Rapport de M. de La Sicotière [1er août] (A., p. 1131; J.O., c.r., p. 979; an., p. 176; I. 526). — Adoption [7 août] (A., p. 1183; J.O., c.r., p. 1025). — Promulgation (J.O., p. 4462).

279. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Vienne à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux, déposé par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur [29 juillet] (A., p. 1097; J.O., c.r., p. 950; an., p. 158; I. 508). — Rapport de M. Munier [1er août] (A., p. 1132; J.O., c.r., p. 979; an., p. 176; I. 527). — Adoption [7 août] (A., p. 1184; J.O., c.r., p. 1025). — Promulgation (J.O., p. 4482).

280. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi relative à l'organisation de compagnies d'instruction militaire pour les jeunes gens de dix-sept ans et au-dessus, déposée par MM. George et Henri Martin [29 juillet] (A., p. 1103; J.O., c.r., p. 956; an., p. 158; I. 510).

281. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 108.000 francs pour la reconstruction des bâtiments incendiés de Bacalan, déposé par M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [31 juillet] (A., p. 1110; J.O., c.r., p. 962; an., p. 171; I. 519). — Rapport de M. Béraldi [3 août] (A., p. 1153; J.O., c.r., p. 998; an., p. 178; I., 532). — Adoption [8 août] (A., p. 1189; J.O., c.r., p. 1031). — Promulgation (J.O., p. 4483).

282. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article 1er de la loi du 19 août 1881 et à admettre au bénéfice de cette loi les anciens militaires pourvus d'emplois rétribués par l'État, les départements ou les communes, déposée par M. le colonel Meinadier, au nom de plusieurs de ses collègues et au sien [31 juillet] (A., p. 1110; J.O., c.r., p. 962; an., p. 171; I. 520).

283. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit extraordinaire de 1.000.000 francs pour venir en aide aux populations éprouvées par les inondations et par la grêle, déposé par M. Varroy,

Ministre des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances [3 août] (A., p. 1150; J.O., c.r., p. 996; an., p. 178; I., 531). — M. Malens dépose son rapport [5 août] (A., p. 1176; J.O., c.r., 1019; an., p. 194; I. 546). — Sont entendus : MM. Tenaille-Saligny, de Mahy, Ministre de l'Agriculture. Adoption de l'ensemble du projet de loi [8 août] (A., p. 1190; J.O., c.r., p. 1031). — Promulgation (J.O., p. 4665).

284. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881 ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos : 4° l'ouverture de crédits afférents aux Budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général de l'Etat, déposé par M. Léon Say, Ministre des Finances [3 août] (A., p. 1160; J.O., c.r., p. 1004; an., p. 179; I. 533). — Rapport de M. Faye [5 août] (A., p. 1168; J.O., c.r., p. 1012; an., p. 184; I. 536). — Adoption [9 août] (A., p. 1196; J.O., c.r., p. 1035). — Promulgation (J.O., p. 4434).

285. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Nord, d'un chemin de fer d'intérêt local de Denain à la limite du département de l'Aisne, dans la direction du Catelet, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics [3 août] (A., p. 1163; J.O., c.r., p. 1007; an., p. 184; I. 534). — Rapport de M. Noblot [7 août] (A., p. 1186; J.O., c.r., p. 1027; an., p. 196; I. 550). — Première délibération. L'urgence est déclarée. Adoption [9 août] (A., p. 1198; J.O., c.r., p. 1037). — Promulgation (J.O., p. 5313).

286. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Aisne, d'un chemin de fer d'intérêt local de la limite du département du Nord, vers Villers-Outreau au Catelet, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics [3 août] (A., 1163; J.O., c.r., p. 1007; an., p. 184; I. 535). — Rapport de M. Noblot [7 août] (A., p. 1186; J.O., c.r., p. 1027; an., p. 197; I. 554). — Première délibération. L'urgence est déclarée. Adoption [9 août] (A., p. 1198; J.O., c.r., p. 1038). — Promulgation (J.O., p. 5290).

287. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° l'ouverture au Ministre des

Travaux publics, sur l'exercice 1882, de crédits montant à 150.000 francs sur le Budget ordinaire et à 150.000 francs sur le Budget extraordinaire; 2° l'annulation de crédits égaux sur les mêmes Budgets du même exercice (routes forestières de la Corse), déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [5 août] (A., p. 1168; J.O., c.r., p. 1012; an., p. 192; I. 537). — Rapport de M. Malens [7 août] (A., p. 1184; J.O., c.r., p. 1025; an., p. 195; I. 549).

288. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département d'Indre-et-Loire, d'un chemin de fer d'intérêt local de Port-Boulet à Châteaurenault, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics. M. Malens dépose son rapport [5 août] (A., p. 1168, 1176; J.O., c.r., p. 1012, 1019; an., p. 192, 194; I. 539, 547). — Première délibération. L'urgence est déclarée. Adoption [8 août] (A., p. 1190; J.O., c.r., p. 1032). — Promulgation (J.O., p. 5281).

289. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à faire déclarer d'utilité publique l'établissement dans le département d'Indre-et-Loire, d'un chemin de fer d'intérêt local de Ligré-Rivière à Richelieu, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics. Rapport de M. Malens [5 août] (A., p. 1168, 1176; J.O., c.r., p. 1012, 1019; an., p. 192; I. 538, 548). — Première délibération. L'urgence est déclarée. Adoption [8 août] (A., p. 1191; J.O., c.r., p. 1032). — Promulgation (J.O., p. 5257).

290. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Tarn-et-Garonne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires, et pour le service d'un emprunt contracté en exécution d'une loi antérieure, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [5 août] (A., p. 1172; J.O., c.r., p. 1015; an., p. 193; I. 545). — Rapport de M. Rubillard, il en donne lecture. L'urgence est déclarée. Adoption du projet de loi [9 août] (A., p. 1200; J.O., c.r., p. 1039; an., p. 205; I. 561). — Promulgation (J.O., p. 4666).

291. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet le classement dans le réseau d'intérêt général et la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de la Guerche à la ligne de Tours à Montluçon, déposé par M. Varroy,

Ministre des Travaux publics [5 août] (A., p. 1172; J.O., c.r., p. 1015; an., p. 193; I. 544).

292. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Marans à Surgères, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics [5 août] (A., p. 1172; J.O., c.r., p. 1015; an., p. 193; I. 541).

293. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Trilport à La Ferté-Milon, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics [5 août] (A., p. 1172; J.O., c.r., p. 1015; an., p. 193; I. 543).

294. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Saint-Maurice-sur-Moselle à Bussang, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics [5 août] (A., p. 1172; J.O., c.r., p. 1015; an., p. 193; I. 542). — Rapport de M. Noblot. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate et adoption du projet de loi [9 août] (A., p. 1201; J.O., c.r., p. 1039; an., p. 205; I. 562). — Promulgation (J.O., p. 4722).

295. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° l'incorporation dans le réseau d'intérêt général du chemin de fer d'intérêt local de Bazancourt à Béthéniville; 2° la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Béthéniville à Challerange, déposé par M. Varroy, Ministre des Travaux publics [5 août] (A., p. 1172; J.O., c.r., p. 1015; an., p. 193; I. 540).

296. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'approbation d'une Convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest, relative à l'exécution des chemins de fer du pont de l'Alma aux Moulineaux et des Moulineaux à Courbevoie [15 juin 1880]. — Rapport de M. Bozérian [26 mars 1881]. — Ajournement de la discussion [23 mai 1881]. — Dépôt par M. le Ministre des Travaux publics, du dossier de la nouvelle enquête et son renvoi à la Commission déjà saisie de ce projet [7 août] (A., p. 1183; J.O., c.r., p. 1025).

297. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Cham-

bre des Députés, tendant à autoriser la ville de Montpellier à emprunter une somme de 8.284.000 francs et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [7 août] (A., p. 1186; J.O., c.r., p. 1028; an., p. 197; I. 551). — Rapport de M. Munier [8 août] (A., p. 1191; J.O., c.r., p. 1033; an., p. 198; I. 556). — Discussion immédiate. L'urgence est déclarée. M. Munier, rapporteur. Adoption [9 août] (A., p. 1199; J.O., c.r., p. 1038). — Promulgation (J.O., p. 4666).

298. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser les hospices de Montpellier (Hérault) à contracter un emprunt et à approuver un engagement pris par la ville de Montpellier en vue du remboursement de cet emprunt, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [7 août] (A., p. 1186; J.O., c.r., p. 1028; an., p. 197; I. 552). — Rapport de M. Munier [8 août] (A., p. 1191; J.O., c.r., p. 1033; an., p. 198; I. 557). — Discussion immédiate. L'urgence est déclarée. Adoption du projet de loi [9 août] (A., p. 1199; J.O., c.r., p. 1039). — Promulgation (J.O., p. 4667).

299. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) à contracter un emprunt de 66.000 francs, déposé par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [7 août] (A., p. 1186; J.O., c.r., p. 1028; an., p. 197; I. 553). — Rapport de M. Rubillard. En donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption du projet de loi [9 août] (A., p. 1200; J.O., c.r., p. 1039; an., p. 205; I. 560). — Promulgation (J.O., p. 4666).

300. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1883, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances. Sur sa demande l'urgence est déclarée. Rapport de M. Dauphin. Discussion immédiate. M. Batbie. Adoption de l'ensemble du projet de loi [9 août] (A., p. 1195, 1202; J.O., c.r., p. 1035; an., 199, 206; I. 558, 564). — Promulgation (J.O., p. 4458).

301. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 625.797 francs 39 centimes pour la liquidation des dépenses d'expropriation des fabriques d'allumettes chi-

miques, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances. Dépôt et lecture du rapport par M. Casimir Fournier. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate et adoption du projet de loi [9 août] (A., p. 1195, 1201; J.O., c.r., p. 1035, 1041; an., p. 205; I. 559, 563). — Promulgation (J.O., p. 4481).

302. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'organisation de différents services en Tunisie, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, de la Justice, de la Guerre, de l'Instruction publique, du Commerce et au sien [9 août] (A., p. 1204; J.O., c.r., p. 1043; an., p. 213; I. 565).

LORGERIL (vicomte de). Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire. Présente un article additionnel [21 mars] (A., p. 325; J.O., c.r., p. 283).— Parle sur le vote du projet de loi concernant la création d'enveloppes et de bandes timbrées [28 mars] (A., p. 350; J.O., c.r., p. 303). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture, au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, d'un crédit supplémentaire pour l'achat de quatre tableaux provenant de la succession de Courbet [15 mai] (A., p. 546; J.O., c.r., p. 471).— Parle dans la discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1870 [29 juillet] (A., p. 1100; J.O., c.r., p. 952). — Est entendu dans la discussion d'un crédit supplémentaire, ouvert au Ministère de l'Instruction pour le service de l'instruction primaire [5 août] (A., p. 1175; J.O., c.r., p. 1018). — Membre d'une Commission (F. 80; J.O., p. 4400).

LOT. — Demande à contracter un emprunt de 200.000 francs pour la construction d'une école normale d'instituteurs. V. loi 53. — Demande à s'imposer extraordinairement pour les travaux de lignes vicinales. V. loi 186.

LOUPS. — Projet de loi concernant leur destruction. V. loi 228.

LOUVIERS (Eure). — Demande à emprunter une somme de 164.200 francs. V. loi 161.

LOZÈRE. — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une prison. V. loi 164. — Demande l'auto-

risation de créer des ressources extraordinaires pour l'achèvement des lignes de grande communication et d'intérêt commun. V. loi 240.

LUR-SALUCES (comte Henri de). Gironde. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'importation des viandes de porc de provenance étrangère [16 mai] (J.O., p. 2645; F. 41). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant le rachat de la concession de la rivière canalisée du Drot (J.O., p. 4422; F. 1, S.E.). — Membre de Commissions (F. 40, 80; J.O., p. 2607, 4400).

LURO. Inamovible. — Demande un congé [22 mai] (J.O., p. 511; A., p. 595). — Membre de Commissions (F. 36, 59; J.O., p. 2411, 3576).

LYCÉE. — Construction d'un petit lycée succursale du lycée Louis-le-Grand, sur un terrain retranché du Luxembourg et compris entre la rue d'Assas et la rue l'Abbé-de-l'Épée. V. loi 169.

MAGNIEZ. Somme. — Proclamé Sénateur [14 janvier] (A., p. 9; J.O., c.r., p. 8). — Membre d'une Commission (F. 36; J.O., p. 2410).

MAGNIN. Inamovible. — Demande un congé [14 janvier] (J.O., c.r., p. 5; A., p. 5). — Membre d'une Commission (F. 61; J.O., p. 3667).

MAHY (de). — Ministre de l'Agriculture [30 janvier] (J.O., p. 546). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté, avec modifications, par le Sénat; adopté, avec de nouvelles modifications, par la Chambre des Députés, relatif à la restauration et à la conservation des terrains en montagne [11 mars] (A., p. 186; J.O.; c.r., p. 163). — Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le premier concernant la destruction des loups; le deuxième relatif à l'achèvement du canal d'irrigation du Forez [17 juillet] (A., p. 949; J.O., c.r., p. 821). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'organisation du crédit agricole mobilier. Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône et de ses affluents [20 juillet] (A., p. 964; J.O., c.r., p. 842; an., p. 101; I. 407). — Répond à une question de M. le colonel de Chadois, que le Gouvernemont fera tout ce qui dépendra de lui pour venir en aide aux populations qui ont souffert de la grêle et des inondations. Parle dans la discussion du pro-

jet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône et de ses affluents [21 juillet] (A., p. 985; J.O., c.r., p. 850). — Est entendu dans la discussion du même projet de loi. Dépose six projets de lois, dont deux portant ouverture de crédits et quatre d'intérêt local, aux noms de MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, des Finances et de l'Intérieur [22 juillet] (A., p. 4002; J.O., c.r., p. 862). — Demande que l'ordre du jour soit interverti et que le Sénat passe à la discussion du projet de loi relatif à la destruction des loups [1er août] (A., p. 1133; J.O., c.r., p. 980). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à ouvrir au Ministère de l'Intérieur un crédit extraordinaire pour venir en aide aux populations éprouvées par les inondations et par la grêle [8 août] (A., p. 1190; J.O., c.r., p. 1032).

MAIRES et ADJOINTS. — Leur nomination par les Conseils municipaux. V. loi 49.

MALENS. Drôme. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au Code rural [11 février] (A., p. 70; J.O., c.r., p. 59, 62). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Châteaubriant à Ploërmel [16 mars] (A., p. 244; J.O., c.r., p. 215; an., p. 108; I. 93). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi tendant à attribuer aux Conseils municipaux, dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement et de canton, la nomination des maires et adjoints (J.O., p. 1492; F. 25). — Demande, au nom de la Commission des Finances, le renvoi du projet de loi concernant l'ouverture d'un crédit pour la démolition des Tuileries à la Commission spéciale précédemment chargée d'examiner cette proposition. Le renvoi à cette Commission est prononcé [20 mai] (A., p. 583; J.O., c.r., p. 501). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de la Senia à Aïn-Temouchent; 2° l'approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de l'Ouest algérien [1er juin] (A., p. 674; J.O., c.r., p. 576; an., p. 94; I. 222). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, un crédit de 50.000 francs pour la destruction et l'enlèvement des ruines des Tuileries [20 juin] (A., p. 786; J.O., c.r., p. 673; an., p. 141; I. 279). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à un crédit de 50.000 francs pour la démolition et l'enlèvement des ruines du palais des Tuileries [27 juin] (A., p. 811; J.O.,

c.r., p. 696). — Dépose le rapport sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, partant : 1° annulation, sur l'exercice 1881, au budget du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, section 1re, d'un crédit de 324.384 fr. 56 ; 2° ouverture, sur l'exercice 1882, au même budget, même section, d'un crédit de 405.284 fr. 56, applicable aux dépenses de la commission scientifique du passage de Vénus [25 juillet] (A., p. 1032 ; J.O., c.r., p. 894 ; an., p. 118 ; I. 438). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 30 juillet 1881 relative aux victimes du coup d'État du 2 décembre 1851 et de la loi de sûreté générale du 27 février 1858 [27 juillet] (A., p. 1056 ; J.O., c.r., p. 914 ; an., p. 129 ; I. 467). — Est entendu dans la discussion du même projet de loi [29 juillet] (A., p. 1097 ; J.O., c.r., p. 951). — Dépose le rappport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, d'un chemin de fer d'intérêt local de Lyon-Saint-Just à Vaugneray et à Mornant [31 juillet] (A., p. 1110 ; J.O., c.r., p. 962 ; an., p. 173 ; I. 522). — Dépose les rapports de trois projets de lois adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1882, un crédit extraordinaire de 1 million pour venir en aide aux populations éprouvées par les inondations et par la grêle ; le 2e, ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département d'Indre-et-Loire, d'un chemin de fer d'intérêt local de Port-Boulet à Châteaurenault ; le 3e, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département d'Indre-et-Loire, d'un chemin de fer d'intérêt local de Ligré-Rivière à Richelieu [5 août] (A., p. 1176 ; J.O., c.r., p. 1019 ; an., p. 194 ; I. 546, 547, 548). — Dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° l'ouverture au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1882, de crédits montant à 150.000 francs sur le budget ordinaire, et à 150.000 francs sur le budget extraordinaire ; 2° l'annulation de crédits égaux sur les mêmes budgets du même exercice (routes forestières de la Corse) [7 août] (A., p. 1184 ; J.O., c.r., p. 1025 ; an., p. 195 ; I. 537). — Membre de Commissions (F. 6, 12, 18, 24, 40 ; J.O., p. 445, 786, 1139, 1460, 2607).

MALEVILLE (marquis de). Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux (J.O., p. 3709 ; F. 62). — Membre de Commissions (F. 50, 61 ; J.O., p. 3039, 3667).

MANS (Le) (Sarthe). — Demande à contracter un emprunt de 400.000 fr. et à proroger une imposition extraordinaire. V. loi 199.

MARIE, désigné comme commissaire du Gouvernement dans la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de commerce entre la France et l'Italie [28 mars] (A., p. 352; J.O., c.r., p. 306).

MARTENOT. Allier. — Demande un congé [22 juin] (J.O., p. 684; A., p. 788).

MARTIN (Henri). Aisne. — Dépose avec M. George, une proposition de loi relative à l'organisation des compagnies d'instruction militaire pour les jeunes gens de dix-sept ans et au-dessus [29 juillet] (A., p. 1103; J.O., c.r., p. 956). — Membre d'une Commission (F. 59; J.O., p. 3576).

MASSÉ. Nièvre. — Son rapport sur l'élection sénatoriale dans les établissements français de l'Inde [23 février] (A., p. 125; J.O., c.r., p. 109). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Nièvre à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental [20 juin] (A., p. 765; J.O., c.r., p. 655; an., p. 140; I. 276). — Membre de Commissions (F. 13, 36, 40, 55, 61, 66, 68; J.O., p. 891, 2411, 2607, 3288, 3667, 3855, 3926).

MASSIET DU BIEST. Nord. — Dépose deux rapports faits au nom de la 3e Commission d'intérêt local chargée d'examiner les projets de loi adoptés par la Chambre des Députés, tendant: le 1er à autoriser le département de la Drôme à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices; le 2e à autoriser le département des Landes à créer des ressources extraordinaires pour l'établissement de chemins de fer [20 mars] (A., p. 285; J.O., c.r., p. 251; an., p. 110; I. 100, 101). — Dépose le rapport fait au nom de la 3e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Eure à emprunter à la Caisse des chemins vicinaux une somme de 300.000 francs applicable aux travaux de chemins de grande communication. Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Auxerre (Yonne) à emprunter 200.000 francs [30 mars] (A., p. 369; J.O., c.r., p. 319; an., p. 137; I. 139, 140). — Dépose le rapport fait au nom de la 3e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Arras à emprunter une somme de 116.000 fr.

En donne lecture. Dépose le rapport fait au nom de la même Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Bourbourg-Ville (Nord). En donne lecture [1er avril] (A., p. 426 ; J.O., c.r., p. 371). — Membre de Commissions (F. 24, 36, 46; J.O., p. 1460, 2411, 2805).

MATHEY. Saône-et-Loire. — Proclamé sénateur [16 janvier] (A., p. 15 ; J.O., c.r., p. 12). — Fait une rectification au procès-verbal [21 mars] (A., p. 309; J.O., c.r., p. 271). — Membre de Commissions (F. 24, 36, 40, 48, 61, 66; J.O., p. 1460, 2411, 2607, 2916, 3667, 3855).

MAYENNE. — Demande à modifier le taux de l'intérêt d'un emprunt à contracter en vertu d'une loi antérieure. V. loi 167.

MAYRAN. Aveyron. — Son rapport sur l'élection sénatoriale de Tarn-et-Garonne [31 mars] (A., p. 397; J.O., c.r., p. 343). — Membre de Commissions (F. 5, 6, 30, 36; J.O., p. 334, 445, 1654, 2411).

MAZEAU. Côte-d'Or. — Dépose un rapport sommaire fait au nom de la 3e commission d'initiative parlementaire chargée d'examiner la proposition de loi de M. Batbie sur la naturalisation [18 juillet] (A., p. 956; J.O., c.r., p. 825; an., p. 97; I. 401). — Membre de Commissions (F. 24, 30, 36, 56, 66, 80; J.O., p. 1460, 1654, 2411, 3338, 3855, 4400).

MEINADIER (colonel). Gard. — Parle sur l'ordre du jour [10 janvier] A., p. 3; J.O., c.r., p. 3). — Son rapport sur les élections sénatoriales du Var [14 janvier] (A., p. 9; J.O., c.r., p. 8). — Nommé membre de la Commission relative au Traité de commerce franco-italien [12 février] (J.O., p. 786). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'emprunt de 150.000 francs de la ville de Clermont-Ferrand à la Caisse d'épargne [11 mars] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 160). — Fait une rectification au procès-verbal [13 mars] (A., p. 205; J.O., c.r., p. 183). — Dépose une pétition de douze anciens sous-officiers, brigadiers et soldats demeurant à Nimes (Gard) [14 mars] (J.O., p. 211). — Président de la 4e Commission d'initiative parlementaire [9 mai] (J.O., p. 2448; F. 37). — Président de la 5e Commission d'initiative parlementaire [11 juin] (J.O., p. 3078; F. 51). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement pour combattre le phylloxera [21 juillet] (A., p. 984; J.O., c.r., p. 850). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [27 juillet] (A., p. 1074; J.O., c.r., p. 929). — Dépose une pétition de douze anciens

sous-officiers et soldats retraités demeurant à Douai (Nord) [29 juillet] (J.O., p. 943). — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder des secours aux familles nécessiteuses des soldats de la réserve et de l'armée territoriale pendant l'absence de leurs chefs. Dépose sur le bureau du Sénat une proposition signée de lui et d'un certain nombre de ses collègues, tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article 1er de la loi du 19 août 1881, et à admettre au bénéfice de cette loi les anciens militaires pourvus d'emplois rétribués par l'Etat, les départements ou les communes [31 juillet] (A., p. 1110; J.O., c.r., p. 962; an., p. 171; I. 521, 520). — Demande l'ajournement de la discussion de la prise en considération de la proposition de loi ayant pour objet la suppression, en ce qui concerne l'armée, de la totalité des restrictions apportées aux nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur et aux promotions de la médaille militaire par la législation actuellement en vigueur [3 août] (A., p. 1164; J.O., c.r., p. 1008). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi tendant à accorder des secours aux familles nécessiteuses des soldats de la réserve et de l'armée territoriale pendant l'absence de leur chef [7 août] (A., p. 1184; J.O., c.r., p. 1026). — Membre de Commissions (F. 5, 12, 24, 30, 36, 46, 50, 61, 80; J.O., p. 334, 786, 1460, 1654, 2410, 2805, 3039, 3667, 4400).

MER. — Accidents et collisions. V. lois 10, 110.

MERLIN. Nord. — Son rapport sur les élections sénatoriales des Alpes-Maritimes [14 janvier] (A., p. 11; J.O., c.r., p. 10). — Est nommé membre de la Commission des finances [2 février] (J.O., p. 619; F. 9). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer du Blanc à Argent, avec raccordement à Romorantin, sur la ligne de Villefranche à Romorantin, et à Salbris, sur la ligne de Paris à Limoges [23 mars] (A., p. 330; J.O., c.r., p. 287; an., p. 120; I. 113). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de la deuxième section du chemin de fer de Givors à Paray-le-Monial, comprise entre Lozanne et Paray-le-Monial [22 juin] (A., p. 787; J.O., c.r., p. 675; an., p. 143; I. 283). — Dépose les rapports sur quatre projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er d'ouvrir au Ministre des Postes et des Télégraphes un crédit extraordinaire de 90.000 francs sur l'exercice 1882, pour les dépenses se rapportant à la réunion des conférences internationales d'électriciens pour l'unité électrique, la propriété des câbles marins, etc.; le 2e 1° d'affecter une

somme de 2.300.000 francs à l'agrandissement du poste central des télégraphes dans les bâtiments sis rue de Grenelle, n° 103; 2° d'ouvrir au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1882, un crédit de 300.000 francs pour commencer les travaux; le 3°, de déclarer d'utilité publique un chemin de fer de Lannemezan à Arreau; le 4°, d'exécuter les travaux d'établissement de la seconde voie, de réfection et de parachèvement sur le chemin de fer d'Amagne à Vouziers et à Apremont [20 juillet] (A., p. 963; J.O., c.r., p. 833; an., p. 100; I. 403, 404, 405). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre le continent et la Corse [24 juillet] (A., p. 1010; J.O., c.r., p. 873; an., p. 113; I. 428). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit de 70.000 francs au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, pour l'établissement du matériel fixe dans les nouvelles constructions élevées pour l'agrandissement du Ministère des Postes et des Télégraphes [25 juillet] (A., p. 1032; J.O., c.r., p. 894; an., p. 120; I. 444). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant répartition du fonds de 4.000.000 francs, destiné à venir en aide aux départements. Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion du projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre le continent et la Corse [28 juillet] (A., p. 1077; J.O., c.r., p. 932; an., p. 141; I. 489). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des chemins de fer chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Fontenay-le-Comte à Breuil-Barret [29 juillet] (A., p. 1094; J.O., c.r., p. 947; an., p. 153; I. 497). — Dépose un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 1.950.000 francs pour indemniser les victimes des événements de Saïda et de Tiaret [1er août] (A., p. 1142; J.O., c.r., p. 988; an., p. 177; I. 529). — Est entendu, comme Rapporteur, dans la discussion du projet de loi, portant ouverture, au Ministère de l'Intérieur, d'un crédit extraordinaire pour indemniser les victimes des événements de Saïda et de Tiaret [7 août] (A., p. 1186; J.O., c.r., p. 1027). Demande, comme Rapporteur, l'ajournement de la discussion du crédit extraordinaire pour indemniser les victimes des événements de Saïda et de Tiaret [8 août] (A., p. 1191; J.O., c.r., p. 1033). — Membre de Commissions (F. 9, 18, 36, 46, 50, 80; J.O., p. 619, 1139, 2411, 2805, 3039, 4400).

MEUSE. — Demande à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de fer d'intérêt local et pour la construction d'une école normale d'institutrices. V. loi 191.

MICHAL-LADICHÈRE. Isère. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'amélioration du passage du Chaffard sur le haut Rhône [16 mai] (J.O., p. 2645; F. 41). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'achèvement du canal d'irrigation du Forez (J.O., p. 3953; F. 69). —Membre de Commissions (F. 40, 50, 66, 68; J.O., p. 2607, 3039, 3855, 3926).

MICHEL. Basses-Alpes. — Dépose une pétition d'un grand nombre d'habitants de la commune de Lurs (Basses-Alpes) [2 février] (J.O., p. 42). — Dépose un rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, relatif à la restauration et à la conservation des terrains en montagne [30 mars] (A., p. 305; J.O., c.r., p. 268; an., p. 111; I. 104). — Demande, comme Rapporteur, la mise à l'ordre du jour de la prochaine séance du projet de loi relatif à la restauration et à la conservation des terrains en montagne [21 mars] (A., p. 326; J.O., c.r., p. 285). — Est entendu dans la discussion du même projet de loi [23 mars] (A., p. 340; J.O., c.r., p. 296). — Membre de Commissions (F. 36, 59; J.O., p. 2411, 3576).

MILITAIRES RETRAITÉS pourvus d'emplois rétribués par l'État, les départements et les communes, à admettre au bénéfice de l'article 1er de la loi du 19 août 1881. V. loi 282.

MILLAUD (Édouard). Rhône. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 7; J.O., c.r., p. 6). — Secrétaire de la Commission d'initiative parlementaire [16 janvier] (J.O., p. 267; F. 4). — Secrétaire de la Commission chargée du projet de loi portant approbation du Traité de commerce entre la France et l'Italie [28 janvier] (J.O., p. 502; F. 7). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission, pour la prorogation des Traités de commerce et de navigation. En donne lecture [31 janvier] (A., p. 43; J.O., c.r., p. 36; an., p. 13; I. 13). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de commerce entre la France et l'Italie [1er avril] (A., p. 447; J.O., c.r., p. 388). — Secrétaire de la Commission chargée d'examiner une proposition de loi ayant pour objet la publication des œuvres de Fermat (J.O., p. 2856; F. 47). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer

le Code d'instruction criminelle [1er juin] (A., p. 675; J.O., c.r., p. 577). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers (J.O., p. 3525; F. 58). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rétablir le divorce (J.O., p. 3667; F. 61). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la réforme du Code d'instruction criminelle [3 août] (A., p. 1160; J.O., c.r., p. 1005). — Membre de Commissions (F. 3, 6, 46, 56, 59; J.O., p. 227, 445, 2805, 3338, 3576).

MINISTÈRES.

Du 30 janvier :

Freycinet (de), Sénateur, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil.

Humbert, Sénateur, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes.

Varambon, Député, Sous-Secrétaire d'État.

Goblet (René), Député, Ministre de l'Intérieur.

Develle, Député, Sous-Secrétaire d'État.

Say (Léon), Sénateur, Ministre des Finances.

Billot (général), Sénateur, Ministre de la Guerre.

Jauréguiberry (vice-amiral), Sénateur, Ministre de la Marine et des Colonies.

Berlet, Député, Sous-Secrétaire d'État aux Colonies.

Ferry (Jules), Député, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Devaux, Député, Sous-Secrétaire d'État.

Varroy, Sénateur, Ministre des Travaux publics.

Rousseau, Député, Sous-Secrétaire d'État.

Tirard, Député, Ministre du Commerce.

Cochery, Député, Ministre des Postes et des Télégraphes.

Mahy (de), Député, Ministre de l'Agriculture [30 janvier] (J.O., p. 515, 516).

Du 8 août :

Duclerc, Sénateur, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil.

Devès, Député, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes.

Fallières, Député, Ministre de l'Intérieur.

Tirard, Député, Ministre des Finances.

Billot (général), Sénateur, Ministre de la Guerre.

Jauréguiberry (vice-amiral), Sénateur, Ministre de la Marine et des Colonies.

Duvaux, Député, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Legrand (Pierre), Député, Ministre du Commerce.

Coohery, Député, Ministre des Postes et des Télégraphes.

Mahy (de), Député, Ministre de l'Agriculture.

Legrand (Pierre), Ministre du Commerce, chargé de l'intérim du Ministère des Travaux publics [8 août] (J.O., p. 4361).

Hérisson, Député, Ministre des Travaux publics.

Varambon, Député, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice et des Cultes.

Develle (Jules), Député, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur.

Labuze, Député, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances.

Logerotte, Député, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Balhaut, Député, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics [11 août] (J.O., p. 4439).

MOLIÈRES-SUR-CÈZE (Gard).— Formation d'une nouvelle commune dans l'arrondissement d'Alais. V. loi 6.

MONJARET de KERJÉGU. Finistère. — M. le Président prononce son éloge funèbre [16 février] (A., p. 85 ; J.O., c.r., p. 75).

MONNERAYE (comte de la). Morbihan. — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire deux sections de la commune de Villemur (Haute-Garonne) pour en former une municipalité distincte sous le nom de la Magdelaine-sur-Tarn [14 mars] (A., p. 225; J.O., c.r., p 199; an., p. 105; L 86). — Membre de Commissions (F. 13, 80; J.O., p. 891, 4400).

MONTAGNES (Restauration et conservation des terrains en). V. loi 73.

MONTAIGNAC (amiral marquis de). Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'établissement d'une forme de radoub au port de Brest [9 mai] (J.O., p. 2448; F. 37). — Membre de Commissions (F. 36, 44, 61, 66 ; J.O., p. 2411, 2757, 3667, 3855).

MONTLUÇON (Allier). — Demande à emprunter une somme de 500 000 francs. V. loi 238.

MONTPELLIER (Hérault).— Demande l'autorisation de contracter un emprunt de 8.284.000 francs et à s'imposer extraordinairement. V. loi 297. — Demande l'autorisation pour les hospices de contracter un emprunt et d'approuver un engagement pris par la ville en vue du remboursement de cet emprunt. V. loi 298.

MOULINS (Allier). — Demande à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. V. loi 24.

MUNIER. Rhône.— Proclamé Sénateur [14 janvier] (A., p. 7; J.O., c.r., p. 6).— Secrétaire et Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'amélioration du passage du Chaffard sur le haut Rhône [16 mai] (J.O., p. 2645; F. 41).—Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'amélioration du passage du Chaffard sur le haut Rhône [1er juin] (A., p. 684; J.O., c r., p. 584; an., p. 96; I. 223).— Secrétaire de la 5e Commission d'intérêt local [11 juin] (J.O., p. 3078; F. 51). — Dépose trois rapports faits au nom de la 5e Commission d'intérêt local chargée d'examiner trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, tendant à autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt pour les travaux des chemins de grande communication; le 2e, tendant à autoriser la ville de Louviers (Eure) à emprunter une somme de 164.200 francs; le 3e, ayant pour objet l'établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Quimerch (Finistère) [27 juin] (A. p. 806; J.O., c.r., p. 692; an., p. 2, 52; I. 301, 319, 320). — Dépose deux rapports sur des projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1er, le département de la Vendée à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées à la construction de chemins de fer; le 2e, le département du Lot à s'imposer extraordinairement pour les travaux des lignes vicinales [11 juillet] (A., p. 906; J.O., c.r., p. 782; an., p. 90; I. 374, 375). — Dépose deux rapports sur deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, d'autoriser la ville du Mans (Sarthe) à contracter un emprunt et à proroger une imposition extraordinaire; le 2e, d'autoriser le département d'Indre-et-Loire à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices [12 juillet] (A., p. 914; J.O., c.r., p. 790; an., p. 92; I. 380, 381). — Dépose deux rapports faits au nom de la

6e commission d'intérêt local, chargée d'examiner deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement pour combattre le phylloxera ; le 2e, à autoriser le département des Pyrénées-Orientales à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales [17 juillet] (A., p. 949; J.O., c.r., p. 821; an., p. 95; I. 395, 396). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention signée à Paris, le 28 décembre 1880, entre la France et la Suisse, pour réglementer la pêche dans les eaux frontières (J.O., p. 3900; F. 67). — Dépose le rapport fait au nom de la 5e commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Orne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux de chemins de fer et de lignes vicinales [20 juillet] (A., p. 981; J.O., c.r., p. 818; an., p. 109; I. 416). — Dépose trois rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département d'Ille-et-Vilaine à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de fer, pour la construction d'une école normale d'institutrices et pour diverses autres dépenses d'intérêt départemental ; le 2e, à distraire les sections de Vermelle et de Nivolas des communes des Eparres et de Serezin (canton de Bourgoin, département de l'Isère), pour en former une municipalité distincte qui prendra le nom de Nivolas-Vermelle ; le 3e, à autoriser le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement pour subvenir à diverses dépenses d'intérêt départemental [25 juillet] (A., p. 1032 ; J.O., c.r., p. 894 ; an., p. 119; I. 441, 442, 443). — Dépose le rapport fait au nom de la 6e commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Dordogne à créer des ressources extraordinaires pour faire face à diverses dépenses d'intérêt départemental [27 juillet] (A., p. 1071; J.O., c.r., p. 927 ; an., p. 133; I. 479).— Dépose deux rapports faits au nom de la 6e Commission d'intérêt local chargée d'examiner deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Deputés et tendant : le 1er, à autoriser le département de la Nièvre à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention promise pour la construction d'un chemin de fer ; le 2e, à distraire la commune d'Hériménil (Meurthe-et-Moselle) du canton de Gerbéviller et à la rattacher au canton sud-est de Lunéville [29 juilet] (A., p. 1095; J.O., c.r., p. 949; an., p. 153 ; I. 498, 499). — Dépose le rapport sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville d'Armentières (Nord) à emprunter 300.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 2e, à autoriser le département de

la Loire à contracter un emprunt pour l'agrandissement de l'école normale d'instituteurs de Montbrison [31 juillet] (A., p. 1110; J.O., c.r., p. 962; an., p. 161; I., 516, 517). — Dépose, au nom de la 6e Commission d'intérêt local, deux rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, tendant à autoriser la ville de Versailles (Seine-et-Oise), à emprunter une somme de 3.500.000 francs; et à proroger une imposition extraordinaire; le 2e, tendant à autoriser le département de la Haute-Vienne à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux [1er août] (A., p. 1132; J.O., c. r., p. 979; an., p. 176; I. 527, 528). — Dépose deux rapports faits au nom de la 6e Commission d'intérêt local chargée d'examiner les deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser la ville de Montpellier à emprunter une somme de 8.284.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 2e, à autoriser les hospices de Montpellier (Hérault) à contracter un emprunt de 209.000 francs et à approuver un engagement pris par la ville de Montpellier en vue du remboursement de cet emprunt [8 août] (A., p. 1191; J.O., c. r., p. 1033; an., p. 198; I. 556, 557). — Membre de Commissions (F. 10, 13, 24, 30, 40, 50, 61, 66, 80; J.O., p. 652, 891, 1460, 1654, 2607, 3039, 3667, 3855, 4400).

NANCY (Meurthe-et-Moselle). — Demande à contracter un emprunt de 1 million de francs. V. loi 262.

NATURALISATION. — Proposition de loi relative à la naturalisation. V. loi 92.

NAVIGATION. — Amélioration de la Charente entre Angoulême et la limite du département de la Charente-Inférieure. V. loi 277.

NEUILLY (Seine). — Demande à emprunter une somme de 232.500 fr., et à s'imposer extraordinairement. V. loi 133.

NICE (Alpes-Maritimes). — Demande à emprunter une somme de 5.000.000 francs. V. loi 177.

NIÈVRE. — Demande l'autorisation de s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt local. V. loi 134. — Demande à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention promise pour la construction d'un chemin de fer. V. loi 254.

NIMES (Gard). — Demande l'autorisation de contracter un emprunt de

1.400.000 francs, et à s'imposer extraordinairement. V. loi 52. — Demande l'autorisation de contracter un emprunt de 4.100.000 francs, et à s'imposer extraordinairement. V. loi 210.

NINARD. Haute-Vienne. — Proclamé sénateur. Son rapport sur les élections sénatoriales de l'Yonne [14 janvier] (A., p. 10; J.O., c.r., p. 9). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de la prise en considération de la proposition de loi sur la garantie des droits des citoyens [9 février] (A., p. 61; J.O., c.r., p. 51). — Secrétaire de la 7e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 4422; F. 1; S. E.). — Membre de Commissions (F. 13, 58, 61, 66, 80; J.O., p. 891, 3525, 3667, 3855, 4400).

NOBLOT. Haute-Saône. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 7; J.O., c.r., p. 6). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Carhaix à Guingamp [10 juin] (A., p. 720; J.O., c.r., p. 616; an., p. 108; I. 251). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Gerbéviller à Bruyères [27 juillet] (A., p. 1056; J.O., c.r., p. 914; an., p. 130; I. 471). — Dépose deux rapports sur deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er, de faire déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Nord, d'un chemin de fer d'intérêt local, de Denain à la limite du département de l'Aisne, dans la direction du Catelet; le 2e, de faire déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Aisne, d'un chemin de fer d'intérêt local de la limite du département du Nord, vers Villers-Outréau et Catelet [7 août] (A., p. 1186; J.O., c.r., p. 1027; an., p. 196; I. 550, 554). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'amélioration de la navigation de la Charente entre Angoulême et la limite de la Charente-Inférieure (J.O., p. 4422; F. 1, S. E.). — Dépose le rapport sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Saint-Maurice-sur-Moselle à Bussang [9 août] (A., p. 1201; J.O., c.r., p. 1040; an., p. 205; I. 562). — Membre de Commissions (F. 6, 13, 18, 40, 56, 66, 80; J.O., p. 415, 891, 1139, 2607, 3338, 3855, 4400).

NOMINATION des maires et adjoints par les Conseils municipaux. V. loi 49.

NORD. — Demande à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux de chemins vicinaux et pour dépenses de l'enseignement primaire et de l'instruction publique. V. loi 168.

OR ET ARGENT destinés à l'exportation, donnant lieu à la création d'un quatrième titre. V. loi 217.

ORNE. — Demande à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de fer et des lignes vicinales. V. loi 192.

OUDET. Doubs. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les heures de travail dans les usines et manufactures [23 février] (A., p. 121 ; J.O., c.r., p. 106). — Dépose le rapport fait au nom de la 8e Commission des pétitions de 1881 sur une pétition de la Commission administrative des hospices de Beauvais (Oise) [1er juillet] (A., p. 820 ; J.O., c.r., p. 705 ; an., p. 59 ; I. 333).—Président de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'aliénation d'une partie des joyaux dits de la couronne et à la création d'une caisse des invalides du travail (J.O., p. 3623 ; F. 60). — Parle, comme rapporteur, dans la discussion sur les conclusions du rapport, fait au nom de la 8e Commission des pétitions, chargée d'examiner une pétition de la Commission administrative des hospices de Beauvais [18 juillet] (A., p. 959 ; J.O., c.r., p. 829). — Membre de Commissions (F. 50, 59, 61, 66, 80 ; J.O., p. 3039, 3576, 3667, 3855, 4400).

OUTRAGES. — Aux bonnes mœurs et leur répression. V. loi 214.

PAJOT. Inamovible. — Son rapport sur les élections sénatoriales de l'Orne [14 anvier] (A., p. 6 ; J.O., c.r., p. 5). — Membre d'une Commission (F. 80 ; J.O., p. 4400).

PALOTTE. Creuse. — Membre de Commissions (F. 24, 50 ; J.O., p. 1460, 3039).

PARENT. Savoie. Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 7 ; J.O., c.r., p. 5). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création de bons de poste de sommes fixes [15 juin] (A., p. 761 ; J.O., c.r., p. 651 ; an., p. 136 ; I. 269).— Dépose le rapport fait au

nom de la Commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant réduction du délai de conservation des valeurs confiées à la poste [6 juillet] (A., p. 843 ; J.O., c.r., p. 727; an., p. 68; I. 355). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 14 juillet 1856 sur les établissements d'eaux minérales (J.O., p. 3709; F. 62). — Dépose deux rapports faits au nom de la Commission des finances chargée d'examiner deux projets de lois adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, portant ouverture, au Ministre des Postes et des Télégraphes, d'un crédit supplémentaire de 250.000 francs sur le Budget ordinaire de l'exercice 1882, pour l'établissement de lignes téléphoniques ; le 2e, tendant à créer des timbres spéciaux pour la constatation des versements sur les livrets de la Caisse d'épargne postale [25 juillet] (A., p. 1032; J.O., c.r., p. 894 ; an., p. 121; I. 446, 447). — Dépose : un rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du tarif télégraphique établi par l'arrangement conclu, le 13 juillet 1882, entre la France et la Grèce; un rapport fait au nom de la Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Seine-et-Oise à emprunter à la Caisse des chemins vicinaux une somme de 470.000 francs applicable à la construction de plusieurs ponts [28 juillet] (A., p. 1077; J.O., c.r., p. 931 ; an., p. 142; I. 491, 492). — Demande, comme Rapporteur, que l'urgence soit déclarée, dans la discussion du projet de loi, tendant à créer des timbres spéciaux pour la constatation des versements sur les livrets de la Caisse d'épargne postale, et qu'il soit mis à l'ordre du jour de la première séance du Sénat [29 juillet] (A., p. 1104; J.O., c.r., p. 951). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Alger à emprunter une somme de 4.280.000 francs, applicable au remboursement anticipé d'emprunts contractés antérieurement et à la construction d'édifices d'utilité départementale [31 juillet] (A., 1110; J.O., c.r., p. 961 ; an., p. 159; I. 511). — Membre de Commissions (F. 6, 24, 48, 61, 80; J.O., p. 445, 1460, 2916, 3667, 4400).

PARIEU (de). Cantal. — Membre de la Commission chargée de la proposition de loi tendant à la répression du duel [10 février] (J.O., p. 750). — Est entendu, comme Président, dans la discussion du projet de loi sur le Code rural [18 février] (A., p. 104; J.O., c.r., p. 93). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adopté par la Chambre des Députés, relative au taux de l'intérêt de l'ar-

gent [9 mai] (J.O., p. 2448; F. 37). — Membre de Commissions (F. 11, 13, 30, 36; J.O., p. 750, 891, 1654, 2411).

PASSAGE DU CHAFFARD. — Projet de loi ayant pour objet son amélioration sur le haut Rhône. V. loi 107.

PAULMIER. Calvados. — Membre de Commissions (F. 13, 46, 50, 80; J.O., p. 891, 2805, 3039, 4400).

PELLETAN (Eugène). Bouches-du-Rhône. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [10 janvier] (A., p. 3; J.O., c.r., p. 3). — Élu questeur du Sénat [16 janvier] (A., p. 14; J.O., c.r., p. 12). — Dépose une pétition de citoyens français et étrangers habitant le littoral de la Méditerranée [19 janvier] (J.O., p. 20). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministère de l'Intérieur d'un crédit extraordinaire pour indemniser les victimes des événements de Saïda et de Tiaret [7 août] (A., p. 1186; J.O., c.r., p. 1027). — Membre de Commissions (F. 3, 59, 80; J.O., p. 227, 3576, 4400).

PÉLISSIER (général). Haute-Marne. — Élu questeur du Sénat [16 janvier] (A., p. 14; J.O., c.r., p. 12). — Président de la Commission, chargée de l'examen des projets de lois portant déclaration d'utilité publique des chemins de fer [16 février] (J.O., p. 891; F. 13). — Membre de Commissions (F. 12, 13, 24, 36, 61; J.O., p. 786, 891, 1460, 2411, 3667).

PETIT-SAVEUSE. — Hameau de la commune de Saveuse (Somme) à distraire, pour le réunir à la commune de Ferrières, même département. V. loi 230.

PÉTITIONS RAPPORTÉES.

Rapport au nom de la 2e Commission par M. Faye, rapporteur, sur une pétition présentée par plusieurs propriétaires de Vic-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées) demandant la modification de la loi du 16 septembre 1807 qui régit les occupations temporaires pour les besoins d'exécution de travaux publics [17 janvier] (J.O., p. 13). — Rapports au nom de la 4e Commission par M. Demôle, rapporteur, sur quatre pétitions : la 1re, de M. Lucien Pradînes, ingénieur civil à Labastide-Bordeaux (Gironde), demandant la revision de la loi du 3 mai 1841, relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique; la 2e, de M. Porcq, maire de Labastide (Lot-et-Garonne), demandant qu'un article de la loi sur la presse oblige les gérants des journaux à pré-

venir gratuitement les personnes nommées ou désignées par allusion dans un article de journal; la 3e, de trente-deux habitants de Clamecy (Nièvre), anciens déportés ou exilés à la suite du coup d'État de 1851, demandant à être indemnisés des dommages qu'ils ont subis; la 4e, des officiers et sous-officiers retraités demeurant dans divers départements et adressant aux Sénat des pétitions relatives aux pensions de retraite [17 janvier] (J.O., p. 13). — Rapport, au nom de la 5e Commission par M. Corbon, rapporteur, sur une pétition de M. Bouchard-Juigné du Verger, à Paris, qui soumet au Sénat un projet de Caisse d'échange d'épargne et de crédit appelée : Caisse de l'inter-foyer [17 janvier] (J.O., p. 14). — Rapports, au nom de la 7e Commission, par M. Oudet, rapporteur, sur cinq pétitions : la 1re, des habitants du hameau de Parmain, commune de Jouy-le-Comte (Seine-et-Oise), qui sollicitent un supplément d'indemnité de guerre; la 2e, d'habitants de Castelnau-de-Guerz (Hérault) frappés de la transportation à la suite des événements du mois de décembre 1851, faisant appel aux sentiments du Sénat pour obtenir une réparation matérielle du préjudice qu'ils ont alors subi; la 3e, sur celle des prêtres du canton de Menot (Puy-de-Dôme) qui, à l'exemple de leurs confrères d'une grande partie des départements, adressent au Sénat une protestation contre les projets de lois sur l'enseignement et contre le projet de la Commission des finances qui tendraient, suivant eux, à améliorer le sort de quelques succursalistes au détriment de celui des évêques; la 4e, de M. Desgranges, receveur des postes à Brantôme (Dordogne) demandant une indemnité pour des dommages que lui auraient fait subir les grandes manœuvres; la 5e provient des réunions médicales et pharmaceutiques tenues à Marseille (Bouches-du-Rhône) à l'occasion du concours régional, en mai et juin 1879, soumettant au Sénat diverses réformes à apporter aux lois et règlements qui régissent l'exercice de la médecine et de la pharmacie [17 janvier] (J.O., p. 14, 15). — Rapports, au nom de la 4e Commission, par M. Lamorte, rapporteur, sur deux pétitions : la 1re, de M. François Villain-Lami, ancien professeur à Avignon (Vaucluse), qui adresse au Sénat une pétition relative à la liquidation de sa pension de retraite; la 2e, de M. Daspet, ancien gendarme à Nouaillé (Vienne), demandant une augmentation de sa pension de retraite [17 janvier] (J.O., p. 15). — Rapport, au nom de la 5e Commission, par M. Lamorte, rapporteur, sur une pétition de M. Sigaud, avocat à Nîmes, demandant la création de juges internationaux qui siégeraient une fois par an pour juger des intérêts ou des différends internationaux. — Rapport de M. Honnoré, rapporteur, sur une pétition de M. Gilbert Picheret, ancien soldat, à Paris, qui sollicite l'intervention du Sénat pour obtenir du Gouvernement copie

des rapports qui auraient entraîné sa mise à la retraite en 1875. — Rapports de M. Barne, sur deux pétitions: la 1re, de M. Julian, receveur-buraliste, à Aspiran (Hérault) appelant l'attention du Sénat sur la situation des receveurs-buralistes des tabacs dans les départements ruinés par le phylloxera; la 2e de M. Julian, garde d'artillerie en retraite, receveveur-buraliste des tabacs, à Aspiran (Hérault), qui appelle l'attention du Sénat sur la situation des porteurs de titres de l'emprunt d'Haïti, de 1875. — Rapports de M. Lamorte sur deux pétitions: la 1re, de MM. Babin et autres navigateurs, propriétaires de Rochefort-sur-Mer et habitants de Beaucoy (Charente-Inférieure) qui protestent contre l'établissement, en amont de l'arsenal, du bassin à flot projeté; la 2e, d'un grand nombre d'habitants de Saint-Paul-les-Romans Drôme) demandant un dégrèvement d'impôt pour la présente année, en raison des souffrances de leur industrie agricole. — Rapport de M. Honnoré sur une pétition des membres de la Société agenaise de géographie d'Agen (Lot-et-Garonne), appelant l'attention du Sénat sur le tracé du canal maritime projeté entre l'Océan et la Méditerranée. — Rapports de M. Barne, sur deux pétitions: la 1re, des membres du bureau de bienfaisance de Nantes (Loire-Inferieure), demandant que tous les actes des bureaux de bienfaisance soient exempts des droits de timbre et d'enregistrement; la 2e, de M. André Bournhonet, demandant au Sénat de lui accorder une pension viagère à raison de sa conduite courageuse, qui lui a valu la décoration de juillet, dans la journée du 27 juillet 1830. — Rapport de M. Lamorte sur une pétition d'un grand nombre d'habitants de Basuel (Nord) appelant l'attention bienveillante du Sénat sur les conséquences désastreuses des dernières gelées pour leurs récoltes. — Rapport, au nom de la 7e Commission (session extr. de 1880), par M. Lamorte, rapporteur, sur une pétition de quarante-quatre habitants de Bar-le-Duc (Meuse) demandant l'exclusion du territoire des repris de justice récidivistes [17 janvier] (J.O., p. 17). — Rapport, au nom de la 7e Commission, par M. Gouin, rapporteur, sur deux pétitions des premiers maîtres mécaniciens de la flotte, en retraite, en résidence à Toulon (Var) et à Cherbourg (Manche) sollicitant en leur faveur une modification de la loi du 18 août 1883, sur les pensions de retraite [17 janvier]. — Rapport de M. Salneuve, rapporteur, sur une pétition de M. Arthur Sabatier, à Nantes (Loire-Inférieure), sollicitant une subvention pour la construction d'un appareil de direction aérostatique (p. 17). — Rapports de M. Martenot, rapporteur, sur deux pétitions : la 1re, du sieur Messant, propriétaire à Laval (Mayenne), demandant le remboursement d'une selle, fournie au temps de l'équipement de la garde nationale et suivant un reçu délivré par le capitaine d'habillement, portant le con-

tres-cinq du préfet ; la 2e, du sieur Péat, demeurant à Montgarde (Seine-et-Oise), demandant que le décret du 2 mars 1852, sur la limite d'âge pour les juges, conseillers et présidents de première instance et d'appel, soit applicable aux fonctionnaires publics de tous ordres ; la 3e, du sieur Mogès, commis de bureau à la préfecture de la Sarthe, démissionnaire en 1872, après vingt et un ans de service, exposant les circonstances dans lesquelles il a dû donner sa démission et sollicitant, en raison de ces circonstances, appuyé de nombreux certificats, une indemnité ou une compensation honorable ; la 4e, de M. Papillon, propriétaire, rue Saint-Blaise, à Paris, qui adresse au Sénat une pétition relative à l'expulsion des locataires insolvables (p. 17). — Rapport de M. Oudet, rapporteur, au nom de la 7e Commission, sur deux pétitions : la 1re, des conseillers municipaux de la commune de Bauzée (Meuse) ; la 2e, du conseil municipal de Void (Meuse) [2 juin] (J.O., p. 585). — Rapport, au nom de la 4e Commission, par M. de Gavardie, rapporteur, sur une pétition de M. Boulanger, à Paris [2 juin]. — Rapports, au nom de la 5e Commission, par M. Oudet, rapporteur, sur trois pétitions : la 1re, de Mme veuve Marion, de Paris ; la 2e, de M. Durrieu, notaire à Sengouagnet (Haute-Garonne) ; la 3e, de M. Taillemas, lieutenant des douanes, en retraite, à Roquesteron (Alpes-Maritimes) [2 juin] (J.O., p. 585, 586). — Rapport, au nom de la 7e Commission, par M. Issartier, rapporteur, sur une pétition du comte de Béarn, propriétaire à Saint-Cloud (Seine-et-Oise) (J.O., p. 587). — Rapports, au nom de la 8e Commission, par M. Oudet, rapporteur, sur deux pétitions : la 1re, de M. Roubaud, prêtre à la maison Saint-Jean-de-Dieu, à Lyon ; la 2e, de M. Teyssier, ancien professeur, détenu à Thouars (Deux-Sèvres) (J.O., p. 587). — Rapports, au nom de la 2e Commission, par M. Batbie, sur une pétition des instituteurs retraités, demeurant à Bastia (Corse). — Par M. le général Farre, rapporteur, sur trois pétitions : la 1re, de vingt-quatre sous-officiers et soldats retraités, demeurant à Grenoble ; la 2e, de sept employés du service des douanes, demeurant à Locmariaquer, et cent vingt autres employés, demeurant à Nantes ; la 3e, de dix-sept employés civils des directions d'artillerie et du génie de Toulouse (J.O., p. 588). — Par M. Delord, rapporteur, sur une pétition de M. Baudoin, propriétaire, à Neuilly-sur-Marne (Seine-et-Oise) (J.O., p. 589). — Par M. Jules Labiche, rapporteur, sur une pétition de M. Campeaux, à la Ferté-Milon (Aisne). — Par M. le général Farre, rapporteur, sur deux pétitions : la 1re, de M. Redonnet, officier en retraite ; la 2e, du conseil municipal de Vitry-le-François. — Par M. Delord, rapporteur, sur une pétition de dix-huit mille propriétaires et cultivateurs du département de l'Eure (J.O., p. 589). — Rapports, au nom de la 3e Commission, par M. le colonel Meinadier,

sur deux pétitions: la 1re, de M. Petit, agent comptable de la marine, en retraite, à Saint-Gervais (Isère); la 2e, de plusieurs sous-officiers, brigadiers et soldats (J.O., p. 589). — Dépôt, par M. Oudet, d'un rapport fait au nom de la 8e Commission des pétitions de 1881, sur une pétition de la Commission administrative des hospices de Beauvais (Oise) (1er juillet] (A., p. 820; J.O., c.r., p. 705). — Discussion des conclusions du rapport de la 8e Commission des pétitions. Sont entendus: MM. Oudet, Batbie. Renvoi de la pétition à M. le Ministre des Finances [18 juillet] (A., p. 959; J.O., c.r., p. 829).

PEYRAT. Seine. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 8; J.O., c.r., p. 7). — Elu vice-président [9 février] (A., p. 57; J.O., c.r., p. 49). — Préside la séance [15 juin] (A., p. 761; J.O., c.r., p. 651). — Membre de Commissions (F. 36, 66; J.O., p. 2411, 3855).

PHILIPPE. *Directeur de l'hydraulique au Ministère de l'Agriculture.* — Désigné comme commissaire du Gouvernement pour assister M. le Ministre dans la discussion du projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône ou de ses affluents [17 juillet] (A., p. 949; J.O., c.r., p. 821).

PIÉTRI. Corse. — Membre d'une Commission (F. 5; J.O., p. 334).

PIN (Elzéar). Vaucluse. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 9; J.O., c.r., p. 8). — Membre de Commissions (F. 13, 68; J.O., p. 891, 3926).

PONS. Lot-et-Garonne. — Secrétaire et rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant le rachat de la concession de la rivière canalisée du Drot (J.O., p. 4422; F. 1, S. E.). — Membre d'une Commission (F. 80; J.O., p. 4400).

PORIQUET. Orne. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 6; J.O., c.r., p. 5). — Dépose son rapport sur l'élection sénatoriale de M. Lepouzé [24 janvier] (A., p. 25; J.O., c.r., p. 21). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à un crédit supplémentaire et extraordinaire pour subvenir aux frais de l'expédition de Tunisie [2 février] (A., p. 48; J.O., c.r., p. 41). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'emprunt de 150.000 francs, de la ville de Clermont-Ferrand à la Caisse d'épargne [11 mars] (A., p. 184; J.O., c.r., p. 162). — Demande le renvoi aux bureaux du projet de loi ayant pour

objet l'abrogation des dispositions législatives concernant l'adjonction des plus imposés [23 mars] (A., p. 330; J.O., c.r., p. 287, 297). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à l'abrogation des dispositions relatives à l'adjonction des plus imposés [31 mars] (A., p. 407; J.O., c.r., p. 353). — Parle dans la discussion du projet de loi sur la réforme du Code d'instruction criminelle [13 mai] (A., p. 543; J.O., c.r., p. 469). — Demande la remise à la plus prochaine séance de la discussion du projet de loi ayant pour objet d'autoriser l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construites ou rachetées par l'État et non concédées [20 juin] (A., p. 766; J.O., c.r., p. 656). — Membre de Commissions (F. 56, 80; J. O., p. 3338, 4400).

PORTS. — Création à Port-Tudy (Ile de Groix) d'un port de refuge. V. loi 4. — Travaux d'amélioration au port de Bouc. V. loi 222.

POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — Enveloppes et bandes timbrées. V. loi 48. — Création de bons de poste de sommes fixes. V. loi 146. — Projet de loi portant réduction du délai de conservation des valeurs confiées à la poste. V. loi 182. — Exploitation des services maritimes postaux entre la France et la Corse. V. loi 225. — Création de timbres spéciaux pour constater les versements sur les livrets de la Caisse d'épargne postale. V. loi 226. — Approbation du tarif télégraphique établi entre la France et la Grèce. V. loi 251.

POTHUAU (amiral). Inamovible. — Demande un congé [14 janvier] (J.O., p. 5; A., p. 5). — Demande un congé [11 mars] (A., p. 181; J.O., c.r., p. 159). — Demande un congé [4 juillet] (A., p. 832; J.O., c.r., p. 723).

POUYER-QUERTIER. Seine-Inférieure. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 8; J.O., c.r., p. 8). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au Traité de commerce entre la France et l'Italie [30 mars] (A., p. 386; J.O., c.r., p. 333). — Parle dans la discussion des projets de lois portant approbation des traités de commerce [11 mai] (A., p. 519; J.O., c.r., p. 450). — Membre de Commissions (F. 6, 24, 61; J.O., p. 445, 1460, 3667).

PRÉFECTURES ET SOUS-PRÉFECTURES. — Suppression des classes et établissements de classes personnelles aux fonctionnaires. V. loi 123.

PRIÈRES PUBLIQUES. — Communication par M. le Président de

deux lettres émanant, l'une de Mgr Guibert, archevêque de Paris, et l'autre de M. Vernes, Président du Consistoire de l'Église réformée, informant le Sénat que des prières publiques, prescrites par la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, auront lieu le dimanche 15 janvier [14 janvier] (A., p. 6; J.O., c.r., p. 5).

PROCÉDURE CIVILE. — Projet de loi tendant à modifier l'article 69, paragraphe 9, du Code. V. loi 8.

PROCÈS-VERBAUX.

Séance du 10 janvier

Présidence de M. Gaulthier de Rumilly, doyen d'âge. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Aux termes de l'article 1er de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, M. le Président déclare la session ouverte. — Conformément à l'article 1er du règlement, les six plus jeunes membres du Sénat sont appelés à prendre place au bureau en qualité de Secrétaires provisoires. — M. le Président prononce une allocution. — M. le Président fait part au Sénat de la mort de M. Hérold, sénateur, préfet de la Seine, et se fait l'interprète des regrets de l'Assemblée. — Il est procédé au tirage au sort des bureaux. — Le Sénat, après avoir entendu M. Testelin, décide qu'il se réunira dans ses bureaux samedi prochain à deux heures, et, sur la demande de M. Pelletan, la séance publique est fixée à samedi quatre heures (J.O., p. 155).

Séance du 14 janvier

Présidence de M. Gaulthier de Rumilly, doyen d'âge. — La séance est ouverte à quatre heures. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Chiris, l'un des secrétaires d'âge, est adopté— M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. le Président de la Chambre des Députés notifie au Sénat la nomination et la composition du bureau définitif de la Chambre des Députés. — M. le Président donne lecture de deux lettres qu'il a reçues de M. le Cardinal Archevêque de Paris et de M. le Président du Consistoire de l'Église réformée, l'informant que les prières publiques prescrites par la Constitution seront dites dimanche prochain. — L'ordre du jour appelle la vérification des pouvoirs. Le Sénat admet successivement: MM Poriquet, de la Sicotière et de Flers (Orne); Huguet, Boucher-Cadart et Demiautte (Pas-de-Calais); Viellard-Migeon (Haut-Rhin); Marcel Barthe, La Caze et Michel Renault (Basses-Pyrénées); le général Deffis et

Dupré (Hautes-Pyrénées); Emmanuel Arago (Pyrénées-Orientales). L'élection de M. Farines, dans le même département, est réservée. Sont admis: MM. Edouard Millaud, Vallier, Guyot et Munier (Rhône); Jobard et Noblot (Haute-Saône); Parent et Carquet (Savoie); Chardon et Chaumontel (Haute-Savoie); Cordelet, Rubillard et Le Monnier (Sarthe); Victor Hugo, Peyrat, Tolain, Labordère et de Freycinet (Seine); Foucher de Careil et Adam (Seine-et-Marne); Pouyer-Quertier, Lizot, Ancel et le général Robert (Seine-Inférieure); Clément de Reignié et Goguet (Deux-Sèvres); Dauphin, Labitte et Magniez (Somme); Léon Say, Feray et Gilbert-Boucher (Seine-et-Oise); de Freycinet et Garrisson (Tarn-et-Garonne); Ferrouillat et Charles Brun (Var); de Cornulier, Halgan et Gaudineau (Vendée); Gent et Pin (Vaucluse); Barbey et Rigal (Tarn); Ninard et Teisserenc de Bort (Haute-Vienne); le général Arnaudeau et le général de Ladmirault (Vienne); George, Claude et Kiener (Vosges); Charton et Ribière (Yonne); Chiris (Alpes-Maritimes); Donnot (Haute-Marne). — Le Sénat fixe sa prochaine séance à lundi prochain, 16 janvier, à deux heures, et, sur la demande de M. Humbert, décide qu'il sera procédé au scrutin pour la nomination de son bureau définitif. — La séance est levée à cinq heures (J.O., p. 227).

Séance du 16 janvier.

Présidence de M. Gaulthier de Rumilly, doyen d'âge. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Honnoré, l'un des secrétaires d'âge, est adopté.— L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination du Président du Sénat. Il est procédé au tirage au sort de MM. les scrutateurs chargés de dépouiller le scrutin. Le scrutin est ouvert à deux heures cinq minutes et fermé à trois heures. — Il est procédé au scrutin pour la nomination des Vice-Présidents (de trois heures cinq minutes à quatre heures).— Le dépouillement du scrutin, pour la nomination du Président, a donné les résultats suivants: Nombre des votants, 233; suffrages exprimés, 148; majorité absolue, 75. A obtenu : M. Léon Say, 141 voix. M. Léon Say, ayant réuni la majorité absolue des suffrages, est proclamé Président du Sénat pour la session de 1882. — Il est procédé au scrutin pour la nomination des Secrétaires (de quatre heures moins vingt à quatre heures et quart). — Le dépouillement du scrutin pour la nomination des Vice-Présidents a donné les résultats suivants: Nombre des votants, 218; suffrages exprimés, 217; majorité absolue, 109. Ont obtenu : M. le comte Rampon, 209 voix; M. Le Royer, 149 voix; M. Calmon, 142 voix; M. le baron de Larcy, 83 voix. MM. le comte Rampon, Le Royer et Calmon, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, sont proclamés Vice-Présidents pour la session de

1882.— Il y a lieu à un nouveau tour de scrutin pour la nomination du quatrième Vice-Président. — Il est procédé au scrutin pour la nomination des Questeurs (de quatre heures vingt-cinq minutes à quatre heures cinquante-cinq minutes). — M. Gambetta, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, dépose le projet de loi portant approbation du Traité de commerce entre la France et l'Italie. — Le dépouillement du scrutin pour la nomination des Secrétaires a donné les résultats suivants: Nombre des votants, 215; suffrages exprimés, 212; majorité absolue, 107. Ont obtenu: M. Em. Lenoël, 143 voix; M. le baron Lafond de Saint-Mûr, 141; M. Labiche, 138; M. Barne, 137; M. Roger-Marvaise, 136. MM. Em. Lenoël, le baron Lafond de Saint-Mûr, Labiche, Barne et Roger-Marvaise, ayant obtenu la majorité des suffrages, sont proclamés Secrétaires pour la session de 1882. — Il y a lieu à un nouveau tour de scrutin pour la nomination du sixième Secrétaire. — Il est procédé au scrutin pour la nomination du quatrième Vice-Président. — Le dépouillement du scrutin pour la nomination des Questeurs a donné les résultats suivants: Nombre des votants, 213; suffrages exprimés, 212; majorité absolue, 107. Ont obtenu: MM. Toupet des Vignes, 208 voix; M. le général Pélissier, 178; M. Eug. Pelletan, 144 voix. MM. Toupet des Vignes, le général Pélissier et Eug. Pelletan sont proclamés Questeurs du Sénat pour la session 1882. — Au second tour de scrutin, M. le baron de Larcy a été nommé Vice-Président du Sénat par 141 voix sur 175 votants. — Sur le rapport de M. Buffet, le Sénat valide les élections sénatoriales du Puy-de-Dôme, et MM. Salneuve, Guyot-Lavaline et Goutay sont admis. — Sur le rapport de M. Chiris, le Sénat valide les élections sénatoriales de Saône-et-Loire, et MM. le général Guillemaut, Demôle et Mathey sont admis. — Au second tour de scrutin, M. Léon Clément a été nommé Secrétaire du Sénat par 110 voix sur 165 votants et sur 144 suffrages exprimés. — M. le Président, doyen d'âge, invite M. Léon Say à venir prendre place au fauteuil de la présidence. — Sur l'invitation de M. le Président, MM. les Secrétaires prennent place au bureau.— M. Léon Say, Président, en prenant possession du fauteuil, prononce une allocution (J.O., p. 266).

Séance du 19 janvier.

Présidence de M. Léon Say. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barne, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président, après avoir donné lecture d'un télégramme par lequel on lui fait part de la mort de M. Halgan, sénateur de la Vendée, se fait l'interprète des regrets de l'Assemblée. — M. le Président donne lecture d'une lettre qui lui est adressée par M. le Mi-

nistre des Travaux publics, qui transmet au Sénat un exemplaire du tableau dressé par le Ministre des Travaux publics de tous les marchés de 50.000 francs et au-dessus passés au compte de l'État dans le courant de l'année 1881. — M. Bozérian dépose une proposition de loi relative à la façon dont les questions doivent être posées au jury en matière de diffamation, lorsque la preuve des faits diffamatoires est offerte devant la Cour d'assises. — Au nom du 9e bureau, M. Le Bastard rend compte des élections sénatoriales du 8 janvier dans le département de l'Ariège. M. de Freycinet est admis. — Conformément à la demande de M. Claude, le Sénat décide qu'une Commission de 18 membres sera nommée pour l'examen du projet de loi portant approbation du Traité de commerce de la France avec l'Italie. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à mardi prochain, 24 janvier ; mardi, à deux heures, réunion dans les bureaux : séance publique à quatre heures. — La séance est levée à trois heures un quart (J.O., p. 334).

Séance du 24 janvier.

Présidence de M. Léon Say. — La séance est ouverte à quatre heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Émile Labiche, l'un des secrétaires, est adopté. — Sur le rapport de M. Baragnon, sur les élections sénatoriales dans le département d'Oran, M. Jacques est admis. — Sur les conclusions du rapport de M. Poriquet, tendant à annuler les élections sénatoriales du département de l'Eure, le Sénat décide que le rapport sera publié au *Journal officiel*, et il ajourne la discusssion de l'élection à une prochaine séance. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. Gent, député de Vaucluse, élu sénateur dans le même département, déclare qu'il opte pour la qualité de sénateur. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi sur le Code rural (titre V, Du bail emphytéotique ou à long terme). — MM. de Gavardie, Ribière, rapporteur, sont entendus. — M. de Gavardie développe un amendement à l'article 1er. — MM. Humbert, Batbie, de Gavardie, Ribière, Cazot, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, Victor Lefranc et Bozérian sont entendus successivement sur l'article 1er. M. Bozérian propose un amendement. — L'article 1er est renvoyé à la Commission. Les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 sont adoptés. — M. de Gavardie développe un amendement à l'article 9. MM. le Rapporteur, Delsol et Lucien Brun sont entendus. L'article 9 est renvoyé à la Commission. — Les articles 10, 11, 12 et 13 sont adoptés. — Le Sénat renvoie la suite de la discussion et fixe sa prochaine séance au vendredi 27 janvier, à trois heures (J.O., p. 445).

Séance du 27 janvier.

Présidence de M. Léon Say. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Émile Lenoël, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport du 9e bureau sur l'élection sénatoriale du département de l'Eure. La Commission conclut à l'annulation de l'élection. Ces conclusions sont adoptées. L'élection sénatoriale du département de l'Eure est annulée. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi relatif au Code rural (titre V, Du bail emphytéotique ou à long terme). L'article 1er avait été renvoyé à la Commission. M. Ribière, rapporteur, présente au nom de la Commission une rédaction nouvelle de l'article 1er. M. Bozérian présente et développe un amendement à cette rédaction. Après avoir entendu de nouveau M. le Rapporteur, le Sénat repousse l'amendement et adopte la rédaction de la Commission. — Le Sénat passe au 3e paragraphe de l'article 9, renvoyé également à la Commission, qui présente une rédaction nouvelle. Cette rédaction est adoptée, ainsi que l'ensemble de l'article 9.—M. le Rapporteur, au nom de la Commission, propose un nouvel article 13 (additionnel), qui est mis aux voix et adopté. Le Sénat décide qu'il passera à une seconde délibération. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi relatif au Code rural (titre VI, Des animaux employés à l'exploitation des propriétés rurales). Les articles 1er, 2, 3 et 4 sont adoptés. M. de Gavardie développe sur l'article 5 un amendement tendant à la suppression de l'article. Cet amendement est combattu par M. Ribière, rapporteur. L'article 5 est mis aux voix. M. Brunet demande la division. Après avoir entendu M. le Rapporteur, le Sénat adopte le premier paragraphe de l'article 5 et réserve le second paragraphe. Les articles 6, 7, 8, 9, 10 et 11 sont adoptés. Le Sénat décide qu'il passera à une seconde délibération. — Le Sénat fixe sa prochaine séance au jeudi 2 février : jeudi, à deux heures, réunion dans les bureaux ; séance publique à trois heures (J.O., p. 501).

Séance du 31 janvier.

Présidence de M. le comte Rampon, Vice-Président. — La séance est ouverte à quatre heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. le baron Lafond de Saint-Mür, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. Léon Say, nommé Ministre des Finances, donne sa démission de Président du Sénat. — M. de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, donne lecture d'une déclaration au nom du Gouvernement.

M. le Président du Conseil dépose le projet de loi relatif à la prorogation des Traités de commerce. — Sur la demande du Gouvernement, l'urgence est déclarée, et le projet de loi est envoyé immédiatement à la Commission déjà nommée pour l'examen du Traité de commerce avec l'Italie. La Commission se réunit dans ses bureaux. — M. le général Billot, Ministre de la Guerre, dépose un projet de loi portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Finances, de crédits supplémentaires et extraordinaires montant à la somme de 6.961.000 fr. pour les frais de l'expédition de Tunisie pendant les mois de février et mars 1882. L'urgence est déclarée. — M. Millaud donne lecture du rapport, fait au nom de la Commission chargée d'examiner le traité de commerce avec l'Italie, sur le projet de loi relatif à la prorogation des Traités de commerce. La discussion immédiate est demandée et ordonnée. L'article unique du projet de loi est adopté. — Le Sénat fixe sa prochaine séance au jeudi 2 février, à trois heures (J.O., p. 581).

Séance du 2 février.

Présidence de M. Calmon, Vice-Président. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour l'élection du Président du Sénat, en remplacement de M. Léon Say. Il est procédé au tirage au sort des scrutateurs chargés de dépouiller le scrutin. Le scrutin, ouvert à trois heures cinq minutes, est fermé à quatre heures. Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants : Votants, 233 ; bulletins blancs ou nuls, 58 ; suffrages exprimés, 175 ; majorité absolue, 88. M. Le Royer, ayant obtenu 168 voix, est proclamé président du Sénat pour la session de 1882. — M. Guiffrey, au nom du deuxième bureau, dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du 8 janvier dernier dans le département des Pyrénées-Orientales. Le rapport conclut à l'annulation de l'élection de M. Farines. Le Sénat décide que ces conclusions seront discutées dans une prochaine séance. — M. Béraldi dépose et lit le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux crédits extraordinaires et supplémentaires de 6.961.000 francs, ouverts aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Finances pour les frais de l'expédition en Tunisie pendant les mois de février et mars 1882. L'urgence a été déclarée. Il y a une demande de discussion immédiate. M. Henry Fournier demande l'ajournement à la prochaine séance. La discussion immédiate est ordonnée et le projet est adopté au scrutin par 208 voix contre 2, sur 210 votants. — M. Testelin informe le Sénat que la Com-

mission des chemins de fer, dont il est président, considère ses pouvoirs comme expirés et dépose une proposition de loi tendant à la nomination d'une nouvelle Commission annuelle des chemins de fer. Il demande l'urgence. Le Sénat décide qu'il statuera sur l'urgence dans sa prochaine séance. — Sur la demande de M. le Rapporteur, la discussion du projet de loi sur le Code rural est renvoyée. — Le Sénat fixe à samedi sa prochaine séance : à deux heures, réunion dans les bureaux ; séance publique à trois heures (J.O., p. 619).

Séance du 4 février.

Présidence de M. Le Royer, Président. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Léon Clément, l'un des secrétaires, est adopté. — En prenant possession du fauteuil de la présidence, M. Le Royer prononce une allocution. M. le Président donne lecture d'une lettre qui annonce la mort de M. Laserve, et il se fait l'interprète des regrets de l'Assemblée. Il est procédé au tirage au sort de la députation chargée d'assister aux obsèques de M. Laserve. — L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport du deuxième bureau sur l'élection de M. Farines, dans le département des Pyrénées-Orientales. Les conclusions sont adoptées. L'élection de M. Farines est annulée. — Sur la demande de M. Ribière, rapporteur, la discussion sur le projet de loi relatif au Code rural (titre V, Du bail emphytéotique) est ajournée à la prochaine séance. — L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi relatif au Code rural (titre VI, Des animaux employés à l'exploitation des propriétés rurales). M. Brunet propose un amendement à l'article 1er. M. Ribière, rapporteur, et M. Baragnon sont entendus. L'article 1er est renvoyé à la Commission. Les articles 2, 3, 4, sont adoptés. L'article 5 est adopté avec une rédaction nouvelle proposée par la Commission. Les articles 6, 7, 8, 9, 10 et 11 sont adoptés. Le vote sur l'ensemble est réservé jusqu'à l'adoption de l'article 1er. — Le Sénat après lecture des rapports et de la déclaration d'urgence, sur la demande de discussion immédiate, adopte : 1° deux projets de loi relatifs à des surtaxes aux octrois de Castellane et de Tulle ; 2° un projet de loi autorisant le département de la Somme à contracter un emprunt. — L'urgence est déclarée sur la proposition de M. Testelin tendant à la nomination d'une Commission nouvelle des chemins de fer. — Le Sénat fixe sa prochaine séance au jeudi 9 février. La séance est levée à quatre heures moins cinq minutes (J.O., p. 652).

Séance du 9 février.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barne, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour l'élection d'un Vice-Président du Sénat, en remplacement de M. Le Royer. — Il est procédé au tirage au sort de MM. les scrutateurs et scrutateurs supplémentaires. Le scrutin, ouvert à deux heures cinq minutes, est fermé à trois heures. Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants. Nombre des votants, 191; bulletins blancs ou nuls, 106; suffrages exprimés, 155; majorité absolue, 78. M. Peyrat, ayant obtenu 152 voix, est proclamé Vice-Président du Sénat pour la session de 1882.— L'ordre du jour appelle la prise en considération de la proposition de loi de M. Batbie, sur la garantie des droits des citoyens. La Commission conclut contre la prise en considération. MM. Batbie, Ronjat, Ninard, rapporteur, Laboulaye, Humbert, Ministre de la Justice, sont entendus. La clôture est demandée. M. de Gavardie demande le renvoi à demain de la suite de la discussion. Le Sénat prononce la clôture. Les conclusions du rapport sont mises aux voix. La prise en considération de la proposition de M. Batbie est repoussée par 157 voix contre 101, sur 258 votants. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à samedi prochain, 11 février; samedi, réunion dans les bureaux à deux heures et demie; à trois heures, séance publique. La séance est levée à cinq heures vingt minutes (J.O., p. 749).

Séance du 11 février.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Labiche, l'un des secrétaires, est adopté. — Il est procédé au tirage au sort des bureaux. Le Sénat adopte un projet de loi autorisant la ville de Châteauroux (Indre) à contracter un emprunt de 30.000 francs à la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires. L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi relatif au Code rural (titre V, Du bail emphytéotique). M. Ribière, rapporteur, présente de nouvelles rédactions des articles 1er et 15 renvoyés à la Commission. Sur l'article 1er, MM. Malens, Brunet, Bernard, Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, Bozérian, Lenoël, Gazagne, Delsol, Batbie, Roger-Marvaise, prennent successivement part au débat. L'article 1er est mis aux voix. Le premier paragraphe est adopté; le second paragraphe et l'ensemble de l'article sont adoptés, avec une modification proposée par M. Bernard. — Sur l'article 2, MM. Bozérian, Griffe, Emile Labiche

et M. le Garde des Sceaux sont entendus. Les articles 2 et suivants, jusqu'à l'article 12 inclusivement, sont adoptés. M. Emile Labiche demande la suppression de l'article 13, dont M. Lenoël demande le maintien. MM. Lucien Brun, Malens, Griffe, Victor Lefranc sont entendus. L'article 13 est renvoyé à la Commission. — L'article 14 est adopté, ainsi que l'article 15. La suite de la discussion relative au Code rural est renvoyée à une prochaine séance. Après avoir entendu MM. Claude, de Gavardie, Emile Labiche, le Sénat fixe sa prochaine séance au jeudi 16 février : jeudi, réunion dans les bureaux à deux heures; séance publique à trois heures. La séance est levée à cinq heures et demie (J.O., p. 786).

Séance du 16 février.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. E. Lenoël, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. le Président de la Chambre des Députés transmet au Sénat une proposition de loi, votée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 10 décembre 1874 sur l'hypothèque maritime. M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. Monjaret de Kerjégu fils fait part au Sénat de la mort de M. Monjaret de Kerjégu, sénateur. M. le Président se fait l'interprète des regrets de l'Assemblée. M. Claude dépose et, sur la demande du Sénat, lit le rapport supplémentaire sur la proposition de loi relative à la durée des heures de travail dans les usines et manufactures. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi relatif à l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie. MM. le général Arnaudeau, Casimir Fournier, rapporteur, et Jacques sont entendus. Les articles 1er, 2, 3, 5, 6, 7 et suivants jusqu'à l'article 23 et dernier sont adoptés. Le Sénat décide qu'il passera à une seconde délibération. M. de Carné demande la prochaine mise à l'ordre du jour de la proposition de loi relative aux secours à accorder aux familles nécessiteuses des soldats de la réserve et de l'armée territoriale. M. le Président fait observer que le Sénat ayant été dessaisi de la proposition de loi, il n'y a pas lieu de la mettre à l'ordre du jour. — Le Sénat fixe à samedi, 18 février, sa prochaine séance. Samedi, séance publique à trois heures. La séance est levée à cinq heures quinze minutes (J.O., p. 891).

Séance du 18 février.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures

cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi ayant pour objet l'extension et l'amélioration des quais du port de Cette (Hérault). L'urgence est demandée et prononcée. Le projet de loi est mis aux voix et adopté. L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur le projet de loi relatif au Code rural (titre V, Du bail emphytéotique). L'article 13 a été renvoyé à la Commission avec un amendement de M. Griffe. M. Ribière propose, au nom de la Commission, la suppression de l'article 13. M. Griffe retire son amendement. L'article 13, mis aux voix, est supprimé. M. le Rapporteur propose une modification au second paragraphe de l'article 1er du projet de loi. Cette modification est adoptée. M. Emile Labiche développe un amendement à l'article 15. Cet amendement, au nom du Gouvernement, est combattu par M. Léon Say, Ministre des Finances. MM. Lenoël, Gazagne et le Président sont entendus. L'article 15 est renvoyé à la Commission. L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur le projet de loi relatif au Code rural (titre 6, Des animaux employés à l'exploitation des propriétés rurales). M. de Gavardie demande le renvoi à la Commission. M. le Président fait observer que les articles du projet ayant été votés déjà, le projet, aux termes du règlement, ne sera pas renvoyé à la Commission. L'article 1er, renvoyé à la Commission, est adopté avec une disposition additionnelle présentée par M. le Rapporteur, au nom de la Commission. L'article 5 est adopté. L'ensemble du projet est mis aux voix. M. de Gavardie insiste pour le renvoi à la Commission. L'ensemble du projet de loi est adopté. — Le Sénat fixe sa prochaine séance au jeudi 23 février : jeudi, à deux heures et demie, réunion dans les bureaux (J.O., p. 938).

Séance du 23 février.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. le baron Lafond de Saint-Mür, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur la proposition de loi concernant la durée des heures de travail dans les usines et manufactures. Après une rectification de M. Claude, rapporteur, MM. Testelin, Fresneau et Oudet sont entendus. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce dépose, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil : 1° un projet de loi portant approbation d'une Convention, signée le 9 juin 1880, entre la France et le Salvador pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art ; 2° un projet de loi portant approbation d'une Convention, signée

le 31 octobre 1881, entre la France et la Belgique pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle. Sur les conclusions du rapport fait par M. Massé, au nom du 9e bureau, les élections sénatoriales de l'Inde française sont validées, et M. de Freycinet est proclamé sénateur de l'Inde française. — Le Sénat fixe à demain vendredi, à deux heures, sa prochaine séance publique. La séance est levée à six heures moins vingt minutes (J.O., p. 1032).

Séance du 24 février.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barne, l'un des secrétaires, est adopté, après quelques observations de M. de Gavardie. — Le Sénat adopte un projet de loi tendant à autoriser la ville de Moulins (Allier) à contracter un emprunt de 370.000 francs et à s'imposer extraordinairement. — L'ordre du jour appelle la suite de la 2e délibération sur la proposition de loi concernant la durée des heures de travail dans les usines et manufactures. MM. Feray, Schœurer-Kestner, Lenoël, Tolain, Claude, rapporteur, sont entendus. M. Tenaille-Saligny développe un amendement, qui n'est pas pris en considération. M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. Tolain sont entendus. M. Denis développe un amendement à l'article 1er. L'amendement n'est pas pris en considération. L'article 1er, mis aux voix, est repoussé au scrutin par 157 voix contre 98, sur 255 votants. — Les articles 2 à 6 et l'ensemble du projet de loi sont repoussés. — Le Sénat adopte le projet de résolution, présenté par M. Testelin et plusieurs de ses collègues, relatif à la nomination d'une Commission spéciale et annuelle pour l'examen des projets de loi portant déclaration d'utilité publique des chemins de fer. — M. de Gavardie dépose une demande d'interpellation à M. le Garde des Sceaux sur le refus de serment en justice. M. le Garde des Sceaux a accepté la discussion de l'interpellation pour la prochaine séance. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à mardi prochain, 28 février : mardi, à deux heures, réunion dans les bureaux ; séance publique à trois heures. La séance est levée à cinq heures dix minutes (J.O., p. 1052).

Séance du 27 février.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Clément, l'un des secrétaires, est adopté, avec une rectification demandée par M. Ninard. — M. le Président donne lecture d'une lettre qui lui a été adressée par M. le Pr

sident du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, en son nom et au nom de M. le Ministre du Commerce, demandant la réunion du Sénat, aujourd'hui lundi 27 février, pour une communication du Gouvernement. — M. Tirard, Ministre de l'Agriculture et du Commerce, dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au régime douanier applicable aux produits anglais à leur entrée en France. M. le Ministre donne lecture de l'exposé des motifs et des articles du projet de loi, et, après quelques observations sur le projet de loi, il demande l'urgence et le renvoi immédiat à la Commission chargée de l'examen du Traité de commerce avec l'Italie. L'urgence est déclarée et le renvoi immédiat à la Commission chargée du Traité de commerce franco-italien est prononcé. Le Sénat décide que la Commission se réunira immédiatement.— La séance est suspendue à trois heures vingt-cinq minutes et reprise à quatre heures et demie. — M. Teisserenc de Bort, rapporteur de la Commission, est entendu. La Commission propose à l'unanimité l'adoption du projet de loi. La discussion immédiate est demandée et prononcée. Le projet de loi, mis aux voix, est adopté. La séance est levée à quatre heures trente-cinq minutes (J.O., p. 1108).

Séance du 28 février.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Labiche, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte un projet de loi ayant pour objet le rétablissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Barbezieux (Charente). — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. de Gavardie sur le refus du serment en justice. M. de Gavardie développe son interpellation. M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, répond à M. de Gavardie. Après de nouvelles observations de M. de Gavardie, la discussion de l'interpellation est close. — M. le comte de Tréveneuc adresse une question à M. le Ministre de la Marine relativement aux pensions à accorder aux vieux marins. M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, répond à M. le comte de Tréveneuc. M. Léon Say, Ministre des Finances, est entendu. — Le Sénat reprend son ordre du jour. L'article 15 du projet de loi relatif au Code rural (titre V : Du bail emphytéotique) avait été renvoyé à la Commission, qui présente une nouvelle rédaction qui est mise aux voix et adoptée. L'ensemble de la loi est adopté. — Le Sénat adopte, en première délibération, un projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 69, paragraphe 9, du Code de procédure civile. — M. le Ministre des Finances dépose un projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit de 100.000 francs,

pour l'Exposition de Vienne en 1882. — Le Sénat fixe sa prochaine séance publique au jeudi 2 mars, à trois heures. La séance est levée à quatre heures vingt minutes (J.O., p. 1139).

Séance du 2 mars.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des Secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre qui lui est adressée par M. de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, nommé sénateur dans les départements de Tarn-et-Garonne, de la Seine et de l'Ariège et dans l'Inde française. M. de Freycinet déclare qu'il opte pour le département de la Seine. — Sur la demande de M. Bernard, rapporteur, le Sénat ajourne la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) à emprunter à la Caisse d'épargne une somme de 150.000 francs. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, ayant pour objet la protection du balisage dans les eaux maritimes. Les articles 3 et 8, modifiés par la Chambre des Députéa, sont mis aux voix et adoptés. — M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, dépose un projet de loi ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Souk-Arrhas à Sidi-el-Hemessi ; 2° l'approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de Bône-Guelma. Le Sénat décide qu'il passera à une deuxième délibération. — Le Sénat fixe sa prochaine séance publique au lundi 6 mars, à trois heures. La séance est levée à trois heures un quart (J.O., p. 1182).

Séance du 6 mars.

Présidence de M. Le Royer.— La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. le baron Lafond de Saint-Mûr, l'un des secrétaires, est adopté.—M. Barbey dépose et lit le rapport fait au nom du 1er bureau sur les élections sénatoriales qui ont eu lieu, le dimanche 26 février, dans le département de l'Eure. Conformément aux conclusions du rapport, M. le général Lecointe est admis. — Le Sénat adopte un projet de loi ayant pour objet la prorogation des surtaxes établies sur le vin et sur l'alcool à l'octroi du Tréport (Seine-Inférieure). — L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi ayant pour objet de modifier l'ar-

ticle 691, paragraphe 9, du Code de procédure civile. Le projet de loi est adopté. — M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, dépose un projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire, au Ministre de la Marine et des Colonies, pour les travaux des chemins de fer du Sénégal.— M. le Ministre de la Marine dépose un décret de M. le Président de la République portant retrait du projet de loi ayant pour objet de prévenir les collisions en mer. — L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi relatif à l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie. MM. le comte d'Haussonville, général Arnaudeau et Jacques sont successivement entendus. Les articles 1er et 2 du projet de loi sont adoptés. Sur l'article 3, M. le général Arnaudeau développe un amendement. MM. Casimir Fournier et Goblet, Ministre de l'Intérieur sont entendus. L'article 3 est adopté. M. le général Arnaudeau retire son amendement. Les articles 4 à 15 sont adoptés. Sur l'article 16, MM. le comte d'Haussonville et le Ministre de l'Intérieur sont entendus. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à demain mardi, à trois heures. La séance est levée à six heures moins vingt minutes (J.O., p. 1267).

Séance du 7 mars.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barne, l'un des secrétaires, est adopté.— M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, dépose un projet de loi concernant la création d'enveloppes et de bandes timbrées. — Le Sénat adopte sans discussion : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de l'Ardèche à contracter un emprunt pour les travaux de deux écoles normales; 2° un projet de loi tendant à former une nouvelle commune dans l'arrondissement d'Alais (Gard) sous le nom de Molières-sur-Cèze; 3° un projet de loi tendant à autoriser le département du Finistère à contracter un emprunt pour la construction de deux écoles primaires; 4° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Seine à modifier l'emploi des ressources créées par deux lois antérieures. — L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur le projet de loi relatif à l'état civil des indigènes musulmans de l'Algérie. La discussion s'ouvre sur l'article 16, qui est adopté, ainsi que les articles suivants jusqu'à l'article 21 inclusivement. Sur l'article 22, il y a deux amendements : l'un de M. le comte d'Haussonville, l'autre de M. le général Arnaudeau. M. le comte d'Haussonville développe son amendement. M. Goblet, Ministre de l'Intérieur est entendu. L'amendement de M. le comte d'Haussonville est repoussé. M. le général Arnaudeau retire son

amendement. L'article 22 est adopté, ainsi que l'article 23 et l'ensemble de la loi. — Le Sénat fixe sa prochaine séance publique au samedi 11 mars, à deux heures. La séance est levée à quatre heures dix minutes (J.O., p. 1290).

Séance du 11 mars.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Émile Labiche, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Goblet, Ministre de l'Intérieur, dépose un projet de loi tendant à attribuer aux Conseils municipaux des chefs-lieux de département et d'arrondissement la nomination des maires et adjoints. — M. Toupet des Vignes, questeur du Sénat, en son nom et au nom de ses collègues, dépose et lit un projet de résolution tendant à élever de 5 à 15 francs la retenue mensuelle sur l'indemnité des Sénateurs. L'urgence demandée est prononcée, et le projet renvoyé à la Commission de comptabilité. — M. Demôle dépose et lit le rapport fait au nom du 2e bureau, sur les élections sénatoriales qui ont eu lieu dans le département des Pyrénées-Orientales, le 26 février dernier. Conformément aux conclusions du rapport, M. Farines est admis. — M. Denis dépose une proposition de loi relative à un tarif des douanes minimum. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — L'ordre du jour appelle la discussion d'un projet de loi tendant à autoriser la ville de Clermont-Ferrand à emprunter à la Caisse d'épargne une somme de 150.000 fr. MM. le colonel Meinadier, Bernard, rapporteur, et Denormandie sont entendus. Le projet de loi n'est pas adopté. — M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, dépose un projet de loi relatif à la restauration et à la conservation des terrains en montagne. — L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi adopté par le Sénat et modifié par la Chambre des Députés, ayant pour objet la protection du balisage dans les eaux maritimes. Les articles 3 et 8, modifiés par la Chambre des Députés, sont adoptés ainsi que l'ensemble de la loi. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire. M. Ribière, rapporteur, est entendu. Il demande l'urgence. L'urgence est mise aux voix. MM. Henry Fournier et de Gavardie sont entendus contre l'urgence. M. de Gavardie dépose un projet de résolution et demande l'ajournement de la discussion de la loi. L'ajournement est repoussé. La proposition d'enquête demandée par M. de Gavardie et dont il réclame le renvoi à la Commission est mise aux voix. La proposition

n'est pas renvoyée à la Commission ; elle est renvoyée à la Commission d'initiative parlementaire. MM. le baron de Ravignan et Schœlcher, président de la Commission, sont entendus sur l'urgence. L'urgence est déclarée. MM. Corbon et Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique, sont entendus. Sur l'article 1er, M. Jules Simon développe un amendement. M. le Ministre de l'Instruction publique repond à M. Jules Simon. L'amendement de M. Jules Simon est repoussé par 167 voix contre 123 sur 290 votants. — M. Foubert dépose et lit le rapport de la Commision de comptabilité sur le projet de résolution relatif à la proposition de porter la retenue de 5 à 15 fr. sur l'indemnité des Sénateurs. MM. le baron de Ravignan et Jacques sont entendus. La discussion immédiate est demandée et ordonnée. MM. Barthélemy-Saint-Hilaire et Foubert, rapporteur, sont entendus. Il y a une demande de scrutin. M. Testelin est entendu. Le projet de résolution est adopté par 102 voix contre 54 sur 202 votants. — Le Sénat fixe sa prochaine séance au lundi 13 mars, à deux heures. La séance est levée à six heures et quart (J.O., p. 1400).

Séance du 13 mars.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Lenoël, l'un des secrétaires, est adopté, avec des rectifications demandées par MM. le baron de Lareinty, le colonel Meinadier, Foucher de Careil, Charton et Waddington. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Dordogne à contracter un emprunt pour l'installation d'une école normale d'institutrices ; 2° par 214 voix contre 1, sur 215 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 100.000 francs pour l'Exposition de Vienne en 1882 ; 3° à l'unanimité de 224 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1881, d'un crédit supplémentaire de 5.574.191 fr. 78 pour compléter le remboursement des obligations à court terme échues en 1881. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire. Sur le 1er paragraphe de l'article 1er, MM. le duc de Broglie, Buffet, le Ministre de l'Instruction publique, Guiffrey, le baron de Ravignan et Baragnon sont entendus. Sur le 1er paragraphe de l'article 1er, M. de Gavardie développe un amendement. M. Guiffrey, secrétaire de la Commission, et M. le baron de Ravignan sont entendus. M. de Gavardie retire son amendement. Le 1er paragraphe est adopté par 181 voix contre 93 sur 274 votants. Les paragraphes 2, 3, 4 et 5 sont adop-

tés. M. de Gavardie demande, par amendement, la suppression du paragraphe 6. Les paragraphes 6 et suivants jusqu'au paragraphe 12 sont adoptés. Sur le paragraphe 13, M. de Gavardie est entendu. Le paragraphe 13 est adopté. L'ensemble de l'article 1er est adopté par 177 voix contre 99 sur 265 votants. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — Demain, à deux heures, réunion dans les bureaux. Séance publique à trois heures. La séance est levée à cinq heures un quart (J.O., p. 1436).

Séance du 14 mars.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte, après déclaration d'urgence, le projet de loi concernant la création d'un port de refuge à Port-Tudy (île de Groix). — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire. L'article 2 est mis en discussion. M. Lucien Brun a déposé, au cours de la discussion, et il développe un amendement. M. Ribière, rapporteur, combat l'amendement de M. Lucien Brun. L'amendement de M. Lucien Brun n'est pas pris en considération. M. le comte de Saint-Vallier reprend et développe un amendement sur l'article 2, présenté par M. Waddington, absent et en congé. M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique, et M. Bérenger sont entendus. M. Bérenger présente un sous-amendement et demande le renvoi à la Commission. Au nom de la Commission, M. le Rapporteur repousse le renvoi. L'amendement de M. Waddington est mis aux voix et repoussé par 156 voix contre 128 sur 284 votants. M. Bérenger retire son sous-amendement. Un second sous-amendement, développé par M. lebaron de Larcinty, et combattu par M. le Ministre de l'Instruction publique, n'est pas pris en considération. M. Batbie développe un amendement à l'article 2. M. Guiffrey combat l'amendement de M. Batbie. L'amendement de M. Batbie est repoussé par 178 voix contre 102 sur 272 votants. M. Baragnon est entendu. L'article 2, mis aux voix, est adopté par 181 voix contre 82 sur 263 votants. Un amendement de M. de Gavardie est repoussé. La suite de la discussion est renvoyée à jeudi : jeudi, à deux heures séance publique. La séance est levée à six heures cinq minutes (J.O., p. 1460).

Séance du 16 mars.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. le baron

Lafond de St-Mür, l'un des secrétaires, est adopté, après quelques observations de M. de Gavardie. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire. L'article 3 est mis en discussion. M. de Gavardie développe un amendement à l'article 3. L'article 3 est adopté et l'amendement de M. de Gavardie est repoussé. — Sur l'article 4, M. Chesnelong développe un amendement, qui est combattu par M. Ribière, rapporteur. M. Oscar de Vallée et M. le baron de Ravignan sont entendus. La clôture est demandée. M. Buffet est entendu contre la clôture. La clôture, mise aux voix, n'est pas prononcée. MM. Buffet, le Ministre de l'Instruction publique et Corbon sont entendus. Il y a une demande de scrutin secret. L'appel nominal est mis aux voix et ordonné. Il est procédé au scrutin secret avec appel nominal. L'amendement de M. Chesnelong est repoussé par 140 voix contre 83 sur 223 votants. M. de Gavardie développe un amendement à l'article 4. L'amendement de M. de Gavardie est repoussé. Après avoir entendu MM. de Gavardie et Hervé de Saisy, le Sénat prononce la clôture de la discussion. Après avoir entendu M. Audren de Kerdrel, le Sénat décide que le vote sur l'ensemble de l'article 4 ne sera pas ajourné. L'ensemble de l'article 4 est adopté. — Le Sénat fixe au samedi 18 mars, à deux heures, sa prochaine séance publique. La séance est levée à six heures vingt minutes (J.O., p. 1492).

Séance du 18 mars.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance est lu par M. Barne, l'un des secrétaires, et adopté après une rectification demandée par M. Rigal. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. le Président de la Chambre des Députés transmet au Sénat, après le vote par la Chambre des Députés, une proposition de loi tendant à modifier l'article 1734 du Code civil relatif aux risques locatifs. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à distraire deux sections de la commune de Villemur (Haute-Garonne), pour en former une municipalité distincte sous le nom de la Magdelaine-sur-Tarn ; 2° à l'unanimité de 217 votants, un projet de loi portant : 1° ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, au titre du Budget sur ressources extraordinaires, d'un crédit de 1.250.000 francs ; 2° annulation d'une portion de crédit de même somme, sur l'exercice 1881, pour les travaux des chemins de fer du Sénégal. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire. L'article 5 est mis en discussion. M. de Gavardie développe un amendement, qui est combattu par M. Ribière, rapporteur. M. Baragnon

demande qu'on renvoie le vote sur l'article 5 jusqu'à l'adoption de l'article 10. Cette proposition n'est pas adoptée. MM. de Carné et le Ministre de l'Instruction publique sont entendus. Les divers paragraphes et l'ensemble de l'article 5 sont adoptés. Le Sénat repousse un premier amendement de M. de Gavardie et, consulté sur la prise en considération d'un second amendement, il repousse la prise en considération. — L'article 6 est mis en discussion. M. de Carné demande le renvoi de l'article 6 à la Commission. Le renvoi n'est pas ordonné. MM. Tolain et le Ministre de l'Instruction publique sont entendus. L'article 6 et l'article 7 sont adoptés. Sur l'article 8, M. de Gavardie développe des amendements combattus par M. le Rapporteur. L'article 8 est adopté. Les amendements de M. de Gavardie sont repoussés. L'article 9 est adopté. M. de Gavardie développe un amendement à l'article 10. M. le Rapporteur est entendu. L'amendement de M. de Gavardie n'est pas adopté. Les paragraphes 1er et 2 de l'article 10 sont adoptés. M. Hervé de Saisy est entendu sur le 3e paragraphe. M. le Rapporteur répond à M. Hervé de Saisy. Le 3e paragraphe de l'article 10 est adopté. M. Baragnon développe un paragraphe additionnel. M. le Rapporteur, au nom de la Commission, repousse l'amendement. MM. le baron de Ravignan et le Ministre de l'Instruction publique sont entendus. L'amendement de M. Baragnon est repoussé par 179 voix contre 91 sur 270 votants. L'article 10 est adopté dans son ensemble. — Sur l'article 11, M. de Gavardie développe un amendement. M. Demôle, membre de la Commission, combat l'amendement de M. de Gavardie. L'amendement n'est pas pris en considération. L'article 11 est adopté. Sur l'article 12, M. de Gavardie a présenté un amendement. M. le Rapporteur déclare que la Commission repousse cet amendement. L'amendement n'est pas adopté. L'article 12 est adopté. Un amendement de M. de Gavardie sur l'article 13 est repoussé. L'article 13 est adopté. — La suite de la discussion est renvoyée à lundi : lundi 20 mars à deux heures, séance publique. La séance est levée à six heures moins dix minutes (J.O., p. 1524).

Séance du 20 mars.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Émile Labiche, l'un des secrétaires, est adopté, après une rectification demandée par M. Hervé de Saisy. — Le Sénat adopte un projet de loi tendant à autoriser le département des Vosges à contracter un emprunt pour les travaux de divers chemins d'intérêt commun. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire. L'article 14 est mis en discussion. M. de Gavardie

développe un amendement sur l'article 14, qui demande la suppression de l'article. M. Ribière, rapporteur, repousse, au nom de la Commission, l'amendement de M. de Gavardie. L'amendement de M. de Gavardie n'est pas adopté. Un second amendement de M. de Gavardie n'est pas pris en considération. MM. Hervé de Saisy, Ronjat, Henry Fournier sont entendus. La première partie de l'article 14 est adoptée. La seconde partie est adoptée par 163 voix contre 102, sur 265 votants. L'article 14, dans son ensemble, est adopté.—Sur l'article 15, MM. Hervé de Saisy, le Rapporteur et le baron Le Guay sont entendus. L'article 15 est adopté, avec la division des paragraphes. Sur l'ensemble de l'article 15, M. de Gavardie est entendu. L'article 15 est adopté. —Sur l'article 16, M. Jouin développe un amendement, qui est combattu par M. le Rapporteur. L'amendement de M. Jouin est repoussé par 175 voix contre 109 sur 284 votants. — La suite de la discussion est renvoyée à demain mardi, à deux heures (J.O., p. 1556).

Séance du 21 mars.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. le baron Lafond de Saint-Mür, est adopté, après une rectification demandée par M. Mathey. — Le Sénat adopte en première délibération: 1° un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer d'Issoudun à Saint-Florent, par ou près Charost; 2° un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Châteaubriant à Ploërmel. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire. La discussion continue sur l'article 16 du projet de loi. M. Delsol développe un amendement. M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique, répond à M. Delsol. Après avoir entendu de nouveau M. Delsol, puis M. de Carayon La Tour, le Sénat, consulté sur l'amendement de M. Delsol, repousse cet amendement par 174 voix contre 102 sur 277 votants. M. le baron de Ravignan est entendu. Le premier paragraphe de l'article 16 est adopté. Sur le second paragraphe, M. de Gavardie développe un amendement. L'amendement de M. de Gavardie est repoussé. Les 2°, 3° et 4° paragraphes, ainsi que l'ensemble de l'article 16, sont adoptés. M. Bérenger et M. le Ministre de l'Instruction publique sont entendus. Les articles 17 et 18 sont adoptés. M. le vicomte de Lorgeril développe un article additionnel, qui n'est pas adopté. M. de Gavardie, auteur d'un second article additionnel, demande le renvoi de la discussion à jeudi. Après deux épreuves déclarées douteuses, le Sénat décide au scrutin, par 137 voix contre 81, sur 218 votants, que la suite de la discus-

sion est renvoyée à jeudi prochain, 23 mars, à deux heures (J.O., p. 1573).

Séance du 23 mars.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barne, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi relatif à l'abrogation des dispositions législatives concernant l'adjonction des plus imposés, et demande le renvoi du projet à la Commission déjà saisie du projet de loi relatif à la nomination des maires et adjoints. M. Poriquet demande que le projet de loi soit renvoyé au bureau. M. le Ministre de l'Intérieur insiste pour qu'il soit statué sur sa demande à la fin de la séance. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Vendée à modifier la destination d'un emprunt réalisable en vertu d'une loi antérieure; 2° un projet de loi tendant à autoriser la ville d'Amiens à emprunter 200.000 fr. et à s'imposer extraordinairement; 3° en première délibération, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de la première section du chemin de fer de Bourges à Avallon, comprise entre Bourges et Sancerre. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire. M. de Gavardie développe successivement plusieurs articles additionnels qui ne sont pas adoptés. MM. Lucien Brun, le baron de Lareinty et le Président sont entendus. M. de Gavardie retire la suite de ses amendements. L'ensemble du projet de loi est mis aux voix. MM. de Voisins-Lavernière, le comte d'Haussonville, Scheurer-Kestner, Fresneau, Ribière, rapporteur, sont entendus. Sur la demande de M. le Rapporteur, une modification du dernier paragraphe de l'article 5 est ordonnée. La clôture est mise aux voix et prononcée. L'ensemble du projet est adopté par 179 voix contre 108, sur 287 votants. — Sur la demande de M. Teisserenc de Bort, rapporteur, le Sénat prononce l'urgence et la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif au Traité de commerce entre la France et l'Italie. — Après avoir déclaré l'urgence, le Sénat adopte les articles du projet de loi relatif à la restauration et à la conservation des terrains en montagne. L'ensemble de la loi est adopté.— Après avoir entendu M. Poriquet, le Sénat renvoie à la Commission saisie de la loi sur les maires et adjoints le projet de loi relatif à l'abrogation des dispositions législatives concernant les plus imposés. — Le Sénat fixe sa prochaine séance au samedi 25 mars: samedi, à une heure, réunion dans les bureaux; à deux heures, séance publique (J.O., p. 1607).

Séance du 25 mars.

Présidence de M. Le Royer.— La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Labiche, l'un des secrétaires, est adopté, après une rectification demandée par M. Hervé de Saisy. — Le Sénat adopte: 1° un projet de loi tendant à autoriser le département des Landes à créer des ressources extraordinaires pour l'établissement de chemins de fer; 2° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Drôme à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi tendant à attribuer aux conseils municipaux, dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement et de canton, la nomination des maires et adjoints. M. le Ministre demande l'urgence. L'urgence, mise aux voix, est déclarée.— Les articles 1er et 2 sont adoptés.— Sur l'article 3, MM. Jacques et Lenoël, rapporteur, sont entendus. L'article 3 et l'ensemble de la loi sont adoptés. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à mardi prochain 28 mars, à deux heures. La séance est levée à deux heures trente-cinq minutes (J.O., p. 1653).

Séance du 28 mars.

Présidence de M. Le Royer.— La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Lenoël, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte: 1° un projet de loi tendant à autoriser le département du Lot à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'instituteurs; 2° un projet de loi ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Bayonne; 3° à l'unanimité de 212 votants, le projet concernant la création d'enveloppes et de bandes timbrées; 4° en deuxième délibération, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Châteaubriant à Ploërmel. — M. Tirard, Ministre de l'Agriculture et du Commerce, dépose un projet de loi portant approbation du Traité de Commerce et de la Convention de navigation, signés à Paris le 31 octobre 1881, entre la France et la Belgique. M. le baron de Lareinty demande le renvoi du projet de loi aux bureaux, pour qu'il soit nommé une Commission spéciale. La proposition de M. de Lareinty n'est pas adoptée. Le projet est renvoyé à la Commission déjà saisie du projet de loi relatif au Traité de commerce franco-italien. — Le Sénat adopte en deuxième délibération un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer d'Issoudun à Saint-Florent, par ou près Charost. — Sur la demande de M. Goguet, rapporteur, et au nom de

la Commission, d'accord avec le Gouvernement, l'urgence est déclarée et la discussion immédiate est ordonnée pour un projet de loi tendant à autoriser la ville de Chaumont à emprunter une somme de 1 million 100.000 francs. Le projet de loi est adopté. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de commerce, signé à Paris le 3 novembre 1881, entre la France et l'Italie. M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République, autorisant les Ministres à se faire assister de commissaires désignés pour la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de commerce franco-italien. M. le baron de Lareinty demande le renvoi de la discussion à jeudi. Après deux épreuves déclarées douteuses, le Sénat, par 163 voix contre 121 sur 284 votants, repousse la proposition de renvoi de la discussion. La discussion générale est ouverte. MM. Denis, Teisserenc de Bort, rapporteur, Fresneau, le Ministre du Commerce et Buffet sont entendus. La suite de la discussion est renvoyée à jeudi 30 mars: jeudi, séance publique à deux heures (J.O., p. 1762).

Séance du 30 mars.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département des Basses-Alpes à créer des ressources extraordinaires pour la construction de chemins de fer; 2° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Fontainebleau à emprunter une somme de 842.000 francs; 3° en première délibération, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de ou près Château-Thierry à Laon, comprise entre Armentières et Bazoches. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville de Nîmes à emprunter 1.400.000 francs, et à s'imposer extraordinairement. MM. Baragnon et Gazagne sont entendus. Le projet de loi est adopté. — Après avoir entendu MM. Henry Fournier et Bozérian, le Sénat adopte en première déliberation un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du chemin de fer du Blanc à Argent avec raccordement à Romorantin sur la ligne de Villefranche à Romorantin, et à Salbris, sur la ligne de Paris à Limoges. — Le Sénat adopte, en deuxième délibération, le projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de la première section du chemin de fer de Bourges à Avallon, comprise entre Bourges et Sancerre. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de commerce, signé à Paris le 3 novembre 1881, entre la France et l'Italie. MM. Buffet, Tirard, Ministre du Commerce

Pouyer-Quertier sont entendus. La clôture de la discussion générale est demandée. M. Testelin est entendu contre la clôture. M. le Président donne lecture d'un amendement déposé par MM. Feray, Testelin et Noblot. La suite de la discussion est renvoyée à samedi. — Après déclaration d'urgence, le Sénat adopte un projet de loi autorisant la ville d'Auxerre à contracter un emprunt. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à demain vendredi 31 mars, à deux heures (J.O., p. 1756).

Séance du 31 mars.

Présidence de M. Le Royer.— La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance est adopté, après une rectification demandée par M. le Président. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département du Loiret à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux ; 2° un projet de loi tendant à autoriser l'hospice d'Armentières (Nord) à contracter un emprunt et à approuver un engagement pris par la ville d'Armentières en vue du remboursement de cet emprunt.— Après avoir entendu MM. le baron de Ravignan et le Ministre de la Guerre, le Sénat adopte, à l'unanimité de 228 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1882, de crédits supplémentaires montant à 3.109.702 francs pour l'entretien d'un surcroît d'effectif à titre temporaire. — M. Mayran, au nom du 3e bureau, lit le rapport sur les élections sénatoriales qui ont eu lieu le 26 mars dans le département de Tarn-et-Garonne. Les conclusions du rapport sont adoptées, et M. Delbreil est admis. — Après lecture du rapport de M. Bozérian et déclaration d'urgence, le Sénat adopte un projet de loi tendant à autoriser la ville de Toulon (Var) à emprunter une somme de 176.000 francs à la Caisse des lycées, collèges et écoles. — Après avoir entendu MM. Lambert de Sainte-Croix et Berlet, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Marine, le Sénat adopte, par 178 voix contre 60, sur 238 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, au titre du Budget sur ressources extraordinaires, d'un crédit de 7.458.785 francs pour les travaux des chemins de fer du Sénégal.— Après déclaration d'urgence, le Sénat adopte un projet de loi ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Souk-Arrhas à Sidi-el-Hemessi ; 2° l'approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de Bône-Guelma. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi tendant à l'abrogation des dispositions législatives concernant l'adjonction des plus imposés. M. le Ministre de l'Intérieur, d'accord avec la Commission, demande l'urgence. M. le baron Le Guay, M. le Ministre

de l'Intérieur et M. Émile Labiche, rapporteur, sont entendus. L'ajournement de la discussion, demandé par M. le baron Le Guay, n'est pas prononcé. L'urgence est déclarée. MM. Poriquet, Émile Labiche, Bocher et le Ministre de l'Intérieur sont entendus. M. Chesnelong demande le renvoi de la discussion à demain. La suite de la discussion est renvoyée à demain samedi. — Demain, séance publique à 1 heure (J.O., p. 1779).

Séance du 6 mai.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics dépose deux projets de loi : l'un portant la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Bazas à Auch, et l'autre ayant pour objet l'amélioration du passage du Chaffard sur le haut Rhône. — Le Sénat adopte en deuxième délibération : 1° un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de la section du chemin de fer de ou près Château-Thierry à Laon, comprise entre Armentières et Bazoche ; 2° un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer du Blanc à Argent, avec raccordement à Romorantin et à Salbris sur la ligne de Paris à Limoges. — M. Donnot dépose et lit le rapport sur les opérations électorales qui ont eu lieu dans le département de l'Ariège pour l'élection d'un sénateur. Les conclusions du rapport sont mises aux voix et adoptées. M. le docteur Frézoul est admis en qualité de sénateur de l'Ariège. — M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, dépose, tant en son nom qu'au nom de MM. les Ministres des Finances et de l'Instruction publique, un projet de loi portant ouverture d'un crédit pour l'envoi d'une mission scientifique au Cap Horn. — M. le Ministre de la Marine et des Colonies dépose un projet de loi relatif aux accidents et collisions en mer. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre de la Marine et des Colonies et d'un décret de M. le Président de la République portant retrait du projet de loi présenté au Sénat le 20 décembre 1880, et qui avait pour objet de rendre le service militaire obligatoire personnel dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. M. Grandperret, M. Dauphin, rapporteur, et M. Humbert, Garde des Sceaux, sont entendus. M. de Gavardie demande le renvoi à lundi de la suite de la discussion générale. La suite de la discussion est renvoyée à lundi. — M. le Garde des Sceaux, au nom de M. le Ministre des Finances, dépose

un projet de loi portant annulation et ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur divers exercices (J.O., p. 2410).

Séance du 8 mai.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. le baron Lafond de Saint-Mür, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte en première délibération : 1° un projet de loi portant approbation d'une Convention, signée le 31 octobre 1881, entre la France et la Belgique, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle ; 2° un projet de loi portant approbation d'une convention, signée le 9 juin 1880 entre la France et la Belgique, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. MM. Jouin et de Gavardie sont entendus. Après une suspension de séance, M. de Gavardie demande le renvoi à demain de la suite de la discussion. Le Sénat, par assis et levés, décide que la discussion continue. MM. de Gavardie et Lenoël sont entendus. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — M. Teisserenc de Bort dépose les rapports sur les Traités de commerce entre la France et la Belgique, la Suisse, l'Espagne, le Portugal et la Suède-Norwège. L'urgence est déclarée. M. le Rapporteur en donne lecture. Le Sénat fixe la discussion à jeudi prochain. — Demain mardi, séance publique à deux heures (J.O., p. 2448).

Séance du 9 mai.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures et quart. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Labiche, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. M. de Gavardie est entendu. Il demande l'ajournement de la délibération. La demande d'ajournement est repoussée. L'article 8 du titre I^er^, De la police judiciaire, est adopté. Un amendement de M. de Gavardie, sur l'article 9, est repoussé, et l'article 9 est adopté. L'article 10 est réservé. Après avoir entendu MM. Batbie, Bozérian et Dauphin, rapporteur, le Sénat, par 131 voix contre 103, sur 234 votants, repousse l'article 11. M. Griffe développe un nouvel article 11, qui est renvoyé à la Commission. Les articles 12 à 29 sont adoptés. Sur l'art. 30, MM. de Gavardie, Humbert, Garde des Sceaux, Dauphin, rapporteur, Bozérian, Ronjat, Victor Lefranc, Batbie, sont entendus. L'article 30 est

adopté, ainsi que les articles 31 et suivants, jusqu'à l'article 34. Sur l'article 35 (titre II, chapitre 1er, Du juge d'instruction) MM. Baragnon, de Gavardie et Batbie sont entendus. L'article 35 est adopté, ainsi que les articles suivants jusqu'à l'article l'article 39. Sur l'article 39, MM. de Gavardie, Griffe, Bozérian, Barbier et le Rapporteur sont entendus. M. Brunet demande le renvoi de la suite de la discussion. — La suite de la discussion est renvoyée à jeudi (J.O., p. 2462).

Séance du 11 mai.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Lenoël, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Teisserenc de Bort dépose le rapport sur le projet de loi portant approbation de la convention concernant les relations commerciales et maritimes entre la France et la Grande-Bretagne, signée à Paris le 28 février 1882. L'urgence demandée est déclarée. M. le Rapporteur donne lecture du rapport. Il y a une demande de discussion immédiate. La discussion immédiate est ordonnée. — M. Teisserenc de Bort dépose le rapport sur le projet de loi relatif au Traité de commerce entre la France et l'Autriche-Hongrie. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant approbation des Traités de commerce ainsi que des Conventions relatifs aux rapports de voisinage et à la propriété industrielle, signés à Paris, le 23 février 1882. — M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République autorisant les Ministres à se faire assister dans la discussion des projets de loi portant approbation des traités de commerce par un commissaire désigné, et nommant Commissaire du Gouvernement M. Ambaud, conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général des douanes. La discussion générale est ouverte. MM. Fresneau, Tirard, Ministre du Commerce, Feray, Pouyer-Quertier, Teisserenc de Bort, rapporteur, sont entendus. L'article unique du projet de loi est adopté par 166 voix contre 81, sur 247 votants. — Sur la proposition de M. Gaston Bazille, le Sénat fixe au samedi 20 mai le scrutin pour l'élection d'un sénateur inamovible en remplacement de M. Bertauld, décédé. — Le Sénat adopte : 1° le projet de loi portant approbation du Traité de commerce et de la Convention de navigation, signés à Paris le 31 octobre 1881, entre la France et la Belgique; 2° le projet de loi portant approbation du Traité de commerce et de navigation, signé à Paris le 6 février 1882, entre la France et l'Espagne; 3° le projet de loi portant approbation des Traités de commerce et de navigation, signés à Paris le 30 décembre 1881, entre la France et les Royaumes-Unis de Suède et de Norwège; 4° le projet de loi portant approbation du Traité d°

commerce et de navigation, signé à Paris le 19 décembre 1881, entre la France et le Portugal; 5° le projet de loi portant approbation de la Convention concernant les relations commerciales et maritimes entre la France et la Grande-Bretagne. — Le Sénat fixe sa prochaine séance au samedi 13 mai : samedi, réunion dans les bureaux à deux heures (J.O., p. 2498).

Séance du 13 mai.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. le baron Lafond de Saint-Mür, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Devaux dépose le rapport sur un projet de loi étendant au service d'un nouvel emprunt l'affectation de l'imposition extraordinaire autorisée par la loi du 16 mai 1778, sur les patentés de la ville du Havre, pour concourir aux dépenses de la construction d'une bourse. M. le Rapporteur demande l'urgence. Le Sénat sera consulté sur l'urgence demandée à la fin de la séance. M. le Rapporteur donne lecture du rapport. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. La discussion continue sur l'article 39. M. Brunet est entendu. — M. Tirard, Ministre du Commerce, dépose le projet de loi portant approbation de la Convention additionnelle au Traité de commerce et de navigation du 19 décembre 1881, entre la France et le Portugal, signée à Paris le 6 mai 1882. M. le Ministre demande que la Commission se réunisse immédiatement afin que le rapport puisse être déposé et le projet de loi discuté aujourd'hui même. La Commission se réunit et la séance, suspendue à quatre heures cinq minutes, est reprise à cinq heures moins cinq minutes. M. Teisserenc de Bort donne lecture du rapport sur le projet de loi relatif à la Convention additionnelle au Traité de commerce entre la France et le Portugal. L'urgence est déclarée, la discussion immédiate est ordonnée, et l'article unique du projet de loi est adopté. — Le Sénat adopte ensuite l'article unique du projet de loi portant approbation de la Convention de commerce, signée à Paris le 7 novembre 1881, entre la France et l'Autriche-Hongrie. — La discussion du projet de loi relatif à la réforme du Code d'instruction criminelle est reprise. M. Batbie développe un amendement à l'article 39. M. Dauphin, rapporteur, combat l'amendement. La clôture est demandée. M. de Gavardie est entendu contre la clôture. La clôture est prononcée. L'amendement de M. Batbie n'est pas adopté. M. de Gavardie reprend comme amendement l'article 39 du projet du Gouvernement. MM. Poriquet et Humbert, Garde des Sceaux, sont entendus. L'amendement de M. de Gavardie est repoussé. La suite de la discussion

est renvoyée à lundi. — L'urgence est déclarée sur le projet de loi relatif aux dépenses pour la construction d'une bourse au Havre (J.O., p. 2606).

Séance du 15 mai.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Léon Clément, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. Farines lui adresse sa démission de sénateur. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi étendant au service d'un nouvel emprunt l'affectation de l'imposition extraordinaire autorisée par la loi du 16 mai 1878, sur les patentés de la ville du Havre, pour concourir aux dépenses de la construction d'une bourse ; 2° par 214 voix contre 7 sur 221 votants un projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire pour l'achat d'une collection d'objets d'art formée par M. Timbal. — Après avoir entendu sur l'article 1er M. le vicomte de Lorgeril et M. Barne, rapporteur, le Sénat adopte, par 162 voix contre 16 sur 177 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit extraordinaire de 118.545 francs (exercice 1882) pour l'acquisition de quatre toiles de Courbet. — Le Sénat adopte : 1° à l'unanimité de 226 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 274.088 francs pour l'envoi d'une mission scientifique au cap Horn ; 2° en deuxième délibération, un projet de loi, portant approbation d'une Convention, signée le 31 octobre 1881, entre la France et la Belgique, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle ; 3° en deuxième délibération un projet de loi portant approbation d'une Convention, signée le 9 juin 1880, entre la France et le Salvador, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art ; 4° après lecture du rapport, déclaration d'urgence et demande de discussion immédiate, un projet de loi portant approbation de la Convention conclue entre la France et la Suisse, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. La discussion continue sur l'article 29. M. Dauphin, rapporteur, présente au nom de la Commission une nouvelle rédaction des articles 39 et 40. L'article 39 (nouvelle rédaction) est adopté. Sur l'article 40, MM. Bernard et Bozérian sont entendus. Un amendement de M. Bernard est repoussé, et la nouvelle rédaction de l'article 40 est adoptée. Après avoir entendu MM. Léon Clément et le Rapporteur, l'article 41, modifié du consentement de la

Commission, est adopté. Sur l'article 42 MM. de Gavardie, Humbert, Garde des Sceaux, Bérenger, Brunet, Dauphin, rapporteur, Batbie, Victor Lefranc, Bérenger et Boucher-Cadart sont entendus. L'article 42 est renvoyé à la Commission avec un amendement de MM. Tenaille-Saligny et Roger-Marvaise. L'article 43 est réservé. Sur l'article 44, M. Grandperret présente et développe un amendement. M. le Rapporteur et M. Brunet sont entendus. L'article 44 est renvoyé à la Commission avec l'amendement de M. Grandperret. L'article 45 est adopté. Sur l'article 46, MM. de Gavardie, Grandperret et le Rapporteur sont entendus (J.O., p. 2644).

Séance du 16 mai.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barne, l'un des secrétaires, est adopté. — M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, dépose un projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies d'un crédit de 6.428.215 francs sur le Budget extraordinaire de 1882, et annulation d'une somme égale sur le Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de 1881. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi ayant pour objet de fonder le crédit des colons en Algérie par la constitution d'un privilège spécial. MM. Jacques, Casimir Fournier, rapporteur, le général Arnaudeau sont entendus. L'article 1er du projet de loi est adopté. Sur l'article 2, M. Jacques développe un amendement, qui est combattu par M. le Rapporteur. MM. le comte d'Haussonville et Humbert, Garde des Sceaux, sont entendus. L'amendement de M. Jacques est repoussé. L'article 2 est adopté, ainsi que les articles suivants du projet de loi. Le Sénat décide qu'il passera à une seconde délibération. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. M. Bérenger demande le renvoi de la discussion à une prochaine séance. M. le Garde des Sceaux est entendu. Le Sénat repousse le renvoi de la discussion. La discussion s'ouvre sur l'article 138 du projet de loi relatif au conseil de l'inculpé. M. de Gavardie développe un amendement. M. Bérenger combat l'amendement de M. de Gavardie. MM. Baragnon et Bérenger sont entendus. L'amendement de M. de Gavardie est repoussé. M. Boucher-Cadart présente un amendement, combattu par M. Dauphin, rapporteur. L'amendement de M. Boucher-Cadart est adopté. L'article 138 est adopté. La suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance. — Le Sénat fixe sa prochaine séance au samedi 20 mai, à deux heures (J.O., p. 2668).

Séance du 20 mai.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Émile Labiche, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination d'un sénateur inamovible, en remplacement de M. Bertauld, décédé. Il est procédé, par la voie du tirage au sort, à la désignation de MM. les scrutateurs et scrutateurs supplémentaires chargés de procéder au dépouillement du scrutin. Le scrutin, ouvert à deux heures dix minutes, est fermé à trois heures. Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants : Nombre des votants, 196; bulletins blancs ou nuls, 34; suffrages exprimés, 162; majorité absolue, 82. Ont obtenu : M. Dietz-Monnin, 159 voix; divers, 3. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. le Président de la Chambre des Députés transmet au Sénat, après le vote de la Chambre des Députés, une proposition de loi ayant pour objet la publication, aux frais de l'État, des œuvres de Fermat. — Le Sénat adopte un projet de loi, tendant à autoriser le département de la Haute-Saône à emprunter à la caisse des chemins vicinaux une somme de 200.000 francs, applicable aux travaux des lignes ordinaires. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. La discussion s'ouvre sur l'article 139. M. Grandperret développe un amendement. M. Bérenger est entendu. La suite de la discussion est renvoyée au lundi 22 mai : lundi, réunion dans les bureaux à une heure et demie; à deux heures, séance publique (J.O., p. 2721).

Séance du 22 mai.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de Seine-et-Oise à emprunter à la Caisse des chemins vicinaux une somme de 215.200 francs pour l'achèvement de divers chemins d'intérêt commun et de grande communication; 2° en seconde délibération, le projet de loi ayant pour objet de fonder le crédit des colons en Algérie par la constitution d'un privilège spécial. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. La discussion continue sur l'article 139 et sur l'amendement de M. Grandperret. MM. Bernard, Humbert, Garde des Sceaux, Ministre

de la Justice, Jouin, Xavier Blanc, Dauphin, rapporteur, Grandperret et Brunet sont entendus. Il y a sur le renvoi de l'amendement de M. Grandperret à la Commission une demande de scrutin. Par 172 voix contre 96, sur 268 votants, le Sénat repousse le renvoi à la Commission. L'article 139 est mis aux voix. MM. Brunet, le Rapporteur, Bérenger, le Garde des Sceaux, Baragnon sont entendus. Un amendement de M. Brunet, sur l'article 139, est repoussé par 174 voix contre 69, sur 243 votants. L'article 139 est adopté. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. le Président de la Chambre des Députés transmet au Sénat, après le vote par la Chambre, une proposition de loi ayant pour objet de supprimer les classes de préfectures et sous-préfectures et d'établir des classes personnelles aux fonctionnaires. — Demain, séance publique à deux heures (J.O., p. 2756).

Séance du 23 mai.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. le baron Lafond de Saint-Mür, l'un des secrétaires, est adopté après des observations de M. Guyot, de M. le Président et de M. Grandperret. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 1734 du Code civil, relatif aux risques locatifs. M. Robert de Massy développe un amendement à l'article unique de la proposition de loi. M. Batbie, rapporteur, répond à M. Robert de Massy et combat l'amendement. M. Bernard est entendu. L'amendement de M. Robert de Massy est repoussé. L'article unique du projet de loi est adopté. Le Sénat décide qu'il passera à une seconde délibération. — Sur la demande de M. Lambert de Sainte-Croix, le Sénat ajourne à une prochaine séance la première délibération sur le projet de loi relatif aux travaux d'amélioration des routes nationales. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. L'article 140 est adopté. M. Bernard demande la suppression du second paragraphe de l'article 141. M. Dauphin, rapporteur, répond à M. Bernard. M. Boucher-Cadart propose la suppression des paragraphes 2 et 3 et reprend comme amendement la rédaction du projet du Gouvernement. M. le Rapporteur est entendu. M. Boucher-Cadart retire son amendement. Les paragraphes 2 et 3 sont adoptés. Sur le 4e paragraphe, MM. Brunet et le Rapporteur sont entendus. Le 4e paragraphe de l'article 141 est renvoyé à la Commission. Le Sénat reprend la discussion à l'article 42, qui avait été renvoyé à la Commission. Après quelques observations de M. le Rapporteur, l'article 42 est réservé de nouveau, et le

Sénat passe à l'article 46, qui est adopté. Sur l'article 47, M. de Gavardie et M. le Rapporteur sont entendus. L'article 47 est renvoyé à la Commission. Sur l'article 48, MM. de Gavardie, le Rapporteur et Brunet sont entendus successivement. L'article 48 est renvoyé à la Commission. L'article 49 et l'article 50 sont adoptés. M. de Gavardie demande le renvoi de l'article 51 à la Commission. M. le Rapporteur combat le renvoi, qui n'est pas prononcé. L'article 51 est adopté. M. Brunet demande que la discussion de l'article 52 soit réservée. Après avoir entendu M. le Rapporteur, le Sénat adopte l'article 52 ainsi que l'article 53. Sur l'article 54. MM. Brunet et le Rapporteur sont entendus. L'article 54 est adopté. La suite de la discussion est renvoyée à jeudi (J.O., p. 2772).

Séance du 25 mai.

Présidence de M. Le Royer.— La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Labiche, l'un des secrétaires, est adopté, après quelques observations de de M. Xavier Blanc. — M. Léon Say, Ministre des Finances, dépose le projet de loi portant règlement définitif du Budget de l'exercice 1870. — Après déclaration d'urgence, le Sénat adopte le projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de la première section du chemin de fer de Bazas à Auch, comprise entre Bazas et Eauze. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi relatif aux travaux d'amélioration des routes nationales. MM. Lambert de Sainte-Croix et Varroy, Ministre des Travaux publics, sont entendus. L'article 1er est adopté. L'article 2 est adopté avec une modification demandée par M. le Rapporteur. L'article 3, avec une modification demandée par M. Gouin et acceptée par la Commission, est adopté. Le Sénat décide qu'il passera à une seconde délibération. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. La discussion s'ouvre sur l'article 55. MM. Batbie, Dauphin, rapporteur, de Gavardie, Bérenger et le Président sont entendus. L'article 55 est renvoyé à la Commission. Après avoir entendu, sur l'article 56, MM. Lenoël et Bérenger, le Sénat passe à la discussion de l'article 62. MM. Lenoël, le Rapporteur, Boucher-Cadart, Bozérian sont entendus. M. de Gavardie demande le renvoi à la Commission des articles 56, 57 et 62. M. Bérenger répond à M. de Gavardie. Le renvoi à la Commission n'est pas prononcé. Les articles 62, 56, 57, 58, 59, 60 et 61 sont adoptés. Sur l'article 63 (De l'audition des témoins), M. Brunet et M. le Rapporteur sont entendus. Les articles 63 à 72 inclusivement sont adoptés. Sur l'article 73, M. de Gavardie présente des observations auxquelles M. le Rapporteur répond. L'ancien article 73 du Code d'instruc-

tion criminelle, repris à titre d'amendement par M. de Gavardie, n'est pas adopté. Les articles 73 à 76 inclusivement sont adoptés. M. de Gavardie et M. le Rapporteur sont entendus sur l'article 77. Les articles 77 à 81 sont adoptés. La suite de la discussion est renvoyée à samedi. — M. le général Billot, Ministre de la Guerre, dépose un projet de loi relatif à l'ouverture au Ministre de la Guerre, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882, d'un crédit de 54.200.000 francs et à l'annulation d'une somme correspondante au Budget de l'exercice 1881. — Samedi, séance publique à deux heures (J.O., p. 2804).

Séance du 27 mai.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Em. Lenoël, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. La discussion s'ouvre sur la section VI (Des mandats en général). L'article 82 est mis aux voix. M. de Gavardie et M. Bérenger sont entendus. Les articles 82 à 86, inclusivement, sont adoptés. Sur l'article 87 (Du mandat de comparution) M. de Gavardie est entendu. L'article 87 est adopté, ainsi que les articles suivants jusqu'à l'article 92 exclusivement. Sur l'article 92 il y a un amendement de M. Bozérian. M. Bozérian retire son amendement, qu'il se réserve de reprendre lors de la seconde délibération. Sur cette réserve, l'article 92 est adopté. Après avoir entendu, sur l'article 93, MM. Guyot et Bérenger, l'article 93 est adopté, paragraphe par paragraphe, puis dans son ensemble. Les articles 94 et 95 sont adoptés. M. de Gavardie est entendu sur l'article 96. L'article 96 est adopté. Sur l'article 97, MM. de Gavardie et Bérenger sont entendus. M. de Gavardie, à titre d'amendement, propose de reprendre l'article 100 du Code d'instruction criminelle. L'amendement est repoussé. M. Bozérian est entendu. L'article 97 est adopté, ainsi que les articles 98, 99, 100 et 101. Après quelques observations de M. de Gavardie, les articles 102, 103, 104 sont adoptés. Sur l'article 105 (Du mandat d'arrêt), MM. Batbie, Bérenger, Varambon, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice, sont entendus. Sur la demande de M. Dauphin, rapporteur, l'article 105 est renvoyé à la Commission. Les articles 106, 107 et 108 sont adoptés. L'article 109 est renvoyé à la Commission. M. de Gavardie demande le renvoi de l'article 110 à la Commission. Le renvoi n'est pas prononcé. L'article 110 est adopté. Les articles suivants, jusqu'à l'article 113 inclusivement, sont adoptés. Sur l'article 114, M. Bozérian et M. le Rapporteur sont entendus. L'article 114 est adopté. Les articles 115 à 127 inclusivement sont adoptés. Sur l'article 128, M. de

Gavardie présente quelques observations. M. le Rapporteur répond à M. de Gavardie. M. Bozérian et M. le Rapporteur sont entendus. L'article 128 est adopté. Les articles 129 et 130 sont adoptés sans observations. Après avoir entendu MM. de Gavardie et le Rapporteur, le Sénat adopte l'article 131 et les articles suivants jusqu'à l'article 135 inclusivement. MM. de Gavardie et le Rapporteur sont entendus sur l'article 136. L'article 136 est adopté, ainsi que l'article 137. La suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance. — M. le Président donne lecture au Sénat d'une lettre par laquelle M. Duclerc, Président de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et des dépôts et consignations, demande au Sénat de vouloir désigner deux membres de la Commission en remplacement de MM. Gouin et Duclerc, dont le mandat est expiré. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à jeudi prochain, 1er juin : jeudi, à une heure et demie, réunion dans les bureaux; a deux heures, séance publique (J.O., p. 2856).

Séance du 1er juin.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte a deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, dépose trois projets de loi relatifs : 1° à une ouverture de crédit de 600.000 francs pour les canaux de Briare et du Centre; 2° à la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Sembadel à Saint-Bonnet-le-Château et à l'incorporation dans le réseau d'intérêt général du chemin de fer de Saint-Bonnet-le-Château à Bonson, et à l'approbation d'une convention avec la Compagnie des chemins de fer d'intérêt local de Loire et Haute-Loire, pour le rachat dudit chemin de fer; 3° à la déclaration d'utilité publique de l'établissement, dans le département des Landes, de plusieurs chemins de fer d'intérêt local, d'en autoriser l'exécution et d'approuver la convention conclue avec la Compagnie du Midi et les concessionnaires du chemin de fer. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour l'élection de deux membres de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations. Il est procédé, par la voie du sort, à la désignation de MM. les scrutateurs et scrutateurs supplémentaires chargés du dépouillement du scrutin. Le scrutin, ouvert à deux heures un quart, est fermé à trois heures. Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants : Nombre des votants, 153; bulletins blancs ou nuls, 2; suffrages exprimés, 151. Ont obtenu : MM. Duclerc, 149; Gouin, 149; Denormandie, 1; Buffet, 1. MM. Duclerc et Gouin sont nommés membres de la Commission de surveillance des

Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations. — Sur la demande de la Commission, la seconde délibération sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 1734 du Code civil relatif aux risques locatifs est ajournée. — Le Sénat adopte, en seconde délibération, le projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de la première section du chemin de fer de Bazas à Auch, comprise entre Bazas et Eauze. — Le Sénat adopte ensuite, en seconde délibération, le projet de loi relatif aux travaux d'amélioration des routes nationales. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. Les articles 142 à 151 sont adoptés. Sur l'article 152, MM. Millaud et Dauphin, rapporteur, sont entendus. M. Boucher-Cadart présente une modification, qui est adoptée, ainsi que l'ensemble de l'article 152. Les articles 153 à 155 sont adoptés. L'article 156 est renvoyé à la Commission. Après quelques observations de MM. de Gavardie et Bérenger, l'article 157 est adopté. Sur l'article 158, MM. Boucher-Cadart et le Rapporteur sont entendus. L'article 158 est adopté. M. Millaud développe sur l'article 159 un amendement. MM. de Gavardie et le Rapporteur sont entendus. L'article 159 est adopté. La disposition additionnelle présentée par M. Millaud est repoussée. Les articles 160 à 204 sont adoptés. Sur l'article 205, MM. de Gavardie et le Rapporteur sont entendus. L'article 205 est adopté. Les articles 206, 207, 208 sont adoptés. Après les observations de M. de Gavardie et de M. le Rapporteur, l'article 209 est adopté. Les articles 210, 211 et 212 sont adoptés. Sur la demande de M. le Rapporteur, l'article 213 et réservé. Après avoir entendu MM. le Président et le Rapporteur, le Sénat renvoie la suite de la discussion au mardi 6 juin : mardi, séance publique à deux heures (J.O., p. 2916).

Séance du 6 juin.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. le baron Lafond de Saint-Mür, l'un des secrétaires, est adopté. — Il est procédé au tirage au sort des bureaux. — Le Sénat adopte, à l'unanimité de 232 votants, un projet de loi portant : 1° ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies d'un crédit de 6.428.215 francs sur le Budget extraordinaire de 1882; 2° annulation d'une somme égale sur le Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de 1881. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. La discussion s'ouvre sur l'article 213. MM. Oscar de Vallée et Dauphin, rapporteur de la Commission, sont entendus. L'article 219 du projet du Gouvernement, repris à titre

d'amendement par M. Oscar de Vallée, est repoussé au scrutin par 148 voix contre 115, sur 263 votants. Le Sénat adopte les articles 213 à 220 inclusivement. La discussion reprend sur les articles qui avaient été réservés ou renvoyés à la Commission. Les articles 40, 41, 42 et 43 sont adoptés avec une rédaction nouvelle. Sur l'article 44, le Sénat repousse deux amendements présentés : le premier, par M. Grandperret, et le second par MM. Salneuve et Xavier Blanc. Après avoir entendu MM. le Rapporteur et de Gavardie, le Sénat adopte l'article 44. L'article 46, puis l'article 47, réservé par voie de conséquence, sont adoptés. Les articles 48, 55, 57 *bis*, 61 sont adoptés. Un amendement de M. de Gavardie à l'article 105 est repoussé. L'article 105 est adopté. Sur l'article 109, M. de Gavardie est entendu. L'article 109 est adopté. Après des explications de M. le Rapporteur, relativement à la rédaction des articles 156 et 157, ces deux articles sont adoptés, ainsi que le quatrième paragraphe de l'article 141, qui avait aussi été réservé. L'ensemble de l'article 141 est adopté. MM. Bozérian et le Rapporteur sont entendus. Après avoir entendu M. Bérenger sur l'article 10 réservé, et M. Batbie sur l'article 11, le Sénat ajourne la délibération sur les deux articles. — La prochaine séance est fixée à jeudi prochain 8 juin : jeudi à deux heures, réunion dans les bureaux ; à trois heures, séance publique (J.O., p. 3005).

Séance du 8 juin.

Présidence de M. le baron de Larcy, Vice-Président. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Léon Clément, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, dépose un projet de loi relatif à la création de bons de poste de sommes fixes. — M. Varroy, Ministre des Travaux publics, dépose un projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à assurer l'exploitation de diverses lignes de chemins de fer construites ou rachetées par l'État et non concédées. — Le Sénat adopte : 1° à l'unanimité de 233 voix, un projet de loi portant ouverture au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1882, d'un crédit de 50.000 francs pour subvention à l'exposition générale des produits de l'agriculture, de l'industrie et des arts industriels, organisée par la Société philomathique de Bordeaux; 2° à l'unanimité de 245 voix, un projet de loi portant : 1° ouverture au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1882, d'un crédit de 990.000 francs pour la construction de l'École centrale des arts et manufactures; 2° ouverture, sur le budget de l'Ecole centrale des arts et manufactures, pour l'exercice 1882, d'un crédit de 1.120.000 francs pour le même objet; 3° à l'unanimité de 197 voix, un projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de

crédits supplémentaires sur les exercices 1879 et 1880; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos; 5° l'ouverture et l'annulation de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général de l'État; — 4° en première délibération un projet de loi ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de la Sénia à Aïn-Témouchent; 2° l'approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de l'Ouest Algérien; — 5° en première délibération, un projet de loi ayant pour objet l'amélioration du passage du Chaffard, sur le haut Rhône. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à samedi prochain 10 juin, à deux heures. La séance est levée à quatre heures et demie (J.O., p. 3039).

Séance du 10 juin.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barne, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte, à l'unanimité de 201 voix, un projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882, d'un crédit de 54.200.000 francs et annulation d'une somme correspondante au titre du Budget de l'exercice 1881. — M. le Ministre de la Guerre dépose un projet de de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1882, de crédits supplémentaires montant à la somme de 6.320.678 francs pour l'entretien d'un surcroît d'effectif à titre temporaire. — M. Teisserenc de Bort dépose le rapport fait au nom de la Commission des Traités de commerce, sur le projet de loi portant approbation d'une Convention relative au régime douanier entre le canton de Genève et la zone franche de la Haute-Savoie, et de quatre Conventions relatives au raccordement des sections française et suisse: 1° du chemin de fer d'Anemasse à Genève; 2° du chemin de fer de Boissey-Veyrier à la gare de Genève ; 3° du chemin de fer de Thonon au Bouveret par Saint-Gingolph; 4° du chemin de fer de Besançon au Locle par Morteau. L'urgence est déclarée, la lecture du rapport a lieu, la discussion immédiate demandée est ordonnée, et le projet de loi est adopté. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. La Commission présente une rédaction nouvelle de l'article 10. M. Bérenger, auteur d'un amendement, déclare, après quelques explications, qu'il retire son amendement. MM. de Gavardie, Dauphin,

rapporteur de la Commission, Batbie et Brunet sont entendus. L'article 10 est adopté. Sur l'article 11 (nouvelle rédaction), M. Bérenger développe un amendement, qui est combattu par M. Batbie. M. le Rapporteur est entendu. M. Batbie insiste pour le rejet de l'amendement de M. Bérenger et de l'article 11. M. Bérenger appuie sur la prise en considération et le renvoi à la Commission de l'amendement qu'il a présenté. M. Brunet est entendu. L'amendement de M. Bérenger est renvoyé à la Commission. La suite de la discussion est renvoyée à mardi. — M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, dépose trois projets de lois relatifs au rachat de la ligne du chemin de fer de Vitré à Fougères, et à la déclaration d'utilité publique d'une section du chemin de fer de Givors à Paray-le-Monial et à la déclaration d'utilité publique d'une section du chemin de fer de Draguignan à Cagnes. — M. le Président donne connaissance au Sénat du dépôt d'une proposition de loi de M. Labordère ayant pour objet de modifier l'article 218 du Code de justice militaire (J.O., p. 3078).

Séance du 13 juin.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté.—Le Sénat adopte en première délibération un projet de loi ayant pour objet la construction d'un canal de jonction de l'Escaut à la Meuse. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. La discussion s'ouvre sur l'article 11. Un amendement de M. Bérenger avait été renvoyé à la Commission. M. Dauphin, rapporteur de la Commission, est entendu: il rend compte des travaux de la Commission. M. de Gavardie développe un amendement qui est repoussé. Après un débat au cours duquel sont entendus MM. Batbie, Bérenger, de Gavardie, Dauphin, rapporteur, M. le Président met aux voix, et le Sénat, par 166 voix contre 92 sur 258 votants, adopte le premier paragraphe de la rédaction de la Commission. Le Sénat repousse après une première épreuve, déclarée douteuse, l'insertion de ces mots: « et les dépositaires de la force publique », dont M. Bérenger demandait l'insertion dans l'article 2. Le second paragraphe de l'article 2 est mis aux voix et adopté, ainsi que l'ensemble de cet article. M. de Gavardie développe plusieurs articles additionnels qui sont combattus, au nom de la Commission, par M. Roger-Marvaise, et repoussés par le Sénat. — M. le baron de Larcinty a la parole pour adresser à M. le Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, une question relative aux derniers événements de la ville d'Alexandrie. M. de Freycinet, Président du Conseil, ré-

pond à M. de Lareinty. — Le Sénat reprend la discussion du projet de loi sur la réforme du Code d'instruction criminelle. Les articles 1er, 2 et 3 du projet de loi sont adoptés. Un article additionnel de MM. Schœlcher, Lenoël et Desmazes est adopté et prend le rang d'article 4. M. de Gavardie est entendu contre le passage à une seconde délibération. M. Batbie demande le renvoi à une prochaine séance. Le renvoi n'est pas prononcé. M. de Gavardie poursuit son discours. Il demande que le projet de loi soit soumis aux délibérations des Cours et tribunaux avant que le Sénat passe à une seconde délibération. Cette proposition, mise aux voix, n'est pas adoptée. La clôture est demandée. M. de Gavardie est entendu contre la clôture. La clôture est prononcée. Le Sénat, consulté, décide qu'il passera à une seconde délibération du projet de loi. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à jeudi prochain, 15 juin : jeudi, séance publique à trois heures. La séance est levée à sept heures moins vingt minutes (J.O., p. 3143).

Séance du 15 juin.

Présidence de M. Peyrat, vice-président. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barne, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Haute-Garonne à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices ; 2° à l'unanimité de 218 votants, un projet de loi concernant l'ouverture au Ministre des Travaux publics, sur le Budget ordinaire de l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 600,000 francs, relatif aux travaux destinés à alimenter les canaux de Briare et du Centre ; 3° en deuxième délibération, un projet de loi ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de la Sénia à Aïn-Témouchent ; 2° l'approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de l'Ouest Algérien ; 4° en deuxième délibération, un projet de loi ayant pour objet l'amélioration du passage du Chaffard sur le haut Rhône.— M. le baron de Lareinty demande la mise à l'ordre du jour de la séance de lundi ou de mardi de la discussion du projet de loi relatif à l'importation des viandes de porc de provenance étrangère. M. Wurtz, rapporteur, demande la déclaration d'urgence. En l'absence du Gouvernement, la demande d'urgence est ajournée à la prochaine séance. — Le Sénat fixe sa prochaine séance au mardi 20 juin, à deux heures. La séance est levée à trois heures vingt-cinq minutes (J.O., p. 3172).

Séance du 22 juin.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des

secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte, sans discussion, le projet de loi autorisant le département de l'Isère à modifier le taux de l'intérêt d'un emprunt à contracter en vertu d'une loi antérieure. — Le Sénat adopte également, sans discussion, le projet de loi tendant à autoriser la ville de Clermont-Ferrand à contracter un emprunt de 150.000 francs. — Le Sénat adopte au scrutin, à l'unanimité de 208 voix, le projet de loi ouvrant au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1882, des crédits supplémentaires montant à 6.320.678 francs, pour l'entretien d'un surcroît d'effectif à titre temporaire. — Après avoir entendu MM. Gayot et Varroy, Ministre des Travaux publics, le Sénat adopte en deuxième délibération le projet de loi ayant pour objet la construction d'un canal de jonction de l'Escaut à la Meuse. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'importation des viandes de porc de provenance étrangère (Urgence déclarée). MM. Lucien Brun, Tirard, Ministre du Commerce, le baron de Lareinty, Wurtz, rapporteur, sont entendus sur l'article 1er, qui est adopté par 131 voix contre 110 sur 241 votants. Sur l'article 2, MM. Testelin, Tirard, Ministre du Commerce, le marquis de Carné, Wurtz, rapporteur, et le baron de Lareinty, sont entendus. L'article est repoussé par 118 voix contre 114 sur 232 votants. Les articles 3 et 4 sont également rejetés. Il en est de même de l'article 5, sur lequel M. Victor Lefranc est entendu. Au vote sur l'ensemble. la loi n'est pas adoptée. — Le Sénat fixe à samedi, trois heures, sa prochaine séance publique. La séance est levée à quatre heures et demie (J.O., p. 3288).

Séance du 24 juin.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. le baron Lafond de Saint-Mür, l'un des secrétaires, est adopté, avec une rectification de M. Faye. — M. Salneuve dépose une proposition de loi relative à une disposition additionnelle au règlement du Sénat, dans le but d'interdire l'usage de la qualité de sénateur dans les entreprises financières, industrielles ou commerciales. — M. le Président fait part de la mort de M. Toupet des Vignes, questeur du Sénat, et prononce une allocution où il se fait l'interprète des regrets de l'Assemblée. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Dijon (Côte-d'Or) à emprunter une somme de 1.000.000 de francs ; 2° en première délibération, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Carhaix à Guingamp ; 3° après déclaration d'urgence, un projet de loi relatif à la création de bons de poste de sommes fixes. L'urgence, demandée par M. Salneuve pour sa proposition de

loi relative à une disposition additionnelle au règlement du Sénat, est mise aux voix et prononcée. — M. le Président informe le Sénat que les obsèques de M. Toupet des Vignes auront lieu lundi matin 26 juin, à dix heures, à Givet (Ardennes). La prochaine séance du Sénat est fixée à mardi prochain, 27 juin, à trois heures. La séance est levée à trois heures vinq-cinq minutes (J.O., p. 3338).

Séance du 27 juin.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barne, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Tirard, Ministre du Commerce, dépose deux projets de loi : le premier, ayant pour but de proroger d'un an le délai fixé pour la mise en vigueur de la loi du 7 juillet 1881, qui rend exclusivement obligatoire l'alcoomètre centésimal de Gay-Lussac et le soumet à une vérification officielle; le second, relatif à l'inspection médicale des établissements d'eaux minérales. — M. le Président donne lecture de deux lettres de M. le Président de la Chambre des Députés, qui transmet au Sénat, après adoption par la Chambre des Députés, deux propositions de lois relatives : la première au rétablissement du divorce, la seconde à l'aliénation des joyaux de la couronne et à la création d'une caisse des invalides du travail. — Le Sénat adopte sans discussion : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de l'Aude à contracter un emprunt et à étendre la durée de remboursement d'un autre emprunt; 2° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Nièvre à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental; 3° après déclaration d'urgence, un projet de loi ayant pour objet l'approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer du Vitré à Fougères et prolongements, pour le rachat de la ligne de Vitré à Fougères et à Moidrey. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 50.000 francs pour la démolition et l'enlèvement des ruines du Palais des Tuileries. MM. Wallon, Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, le comte de Saint-Vallier sont entendus. La discussion générale est close. M. le comte de Saint-Vallier développe deux articles additionnels. M. Malens, rapporteur, répond à M. le comte de Saint-Vallier. Les articles additionnels proposés par M. le comte de Saint-Vallier, étant soumis à la formalité de la prise en considération, sont mis aux voix. MM. de Ravignan et Lambert de Sainte-Croix ont la parole pour un rappel au règlement. M. le Président est entendu. L'article 3 additionnel, présenté par M. le comte de Saint-Vallier, n'est pas pris

en considération. Sur l'article 4 additionnel, MM. le comte de Saint-Vallier, le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts sont entendus. M. le comte de Saint-Vallier retire son article additionnel. L'ensemble du projet de loi est adopté par 188 voix contre 71 sur 259 votants. — Après déclaration d'urgence, et sur une demande de discussion immédiate, le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de l'Isère à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental ; 2° un projet de loi tendant à autoser le département du Finistère à créer des ressources extraordinaires destinées au payement de subventions promises pour la construction des chemins de fer. Le Sénat fixe sa prochaine séance au samedi 1er juillet : samedi, à deux heures, réunion dans les bureaux (J.O., p. 3388).

Séance du 1er juillet.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance est lu par M. Emile Labiche, l'un des secrétaires, et adopté après deux rectifications demandées par MM. de Raismes et le duc de Rivière. — M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, dépose un projet de loi portant réduction du délai de conservation des valeurs confiées à la poste. — M. le Président donne lecture de deux lettres qui lui ont été adressées par M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission, après adoption par la Chambre, de deux propositions de lois : la première, tendant à accorder des secours aux familles nécessiteuses des soldats de la réserve et de l'armée territoriale pendant l'absence de leur chef ; la seconde, ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les cours et tribunaux. — Après avoir entendu MM. de Gavardie et Rousseau, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux publics, le Sénat adopte en première délibération un projet de loi ayant pour objet : 1° de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Landes, de plusieurs chemins de fer d'intérêt local et d'en autoriser l'exécution ; 2° d'approuver un traité passé entre la Compagnie du Midi et les concessionnaires de ces chemins. — Après avoir entendu MM. le marquis de Carné, Rousseau, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux publics, Hervé de Saisy, le Sénat adopte en deuxième délibération un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Carhaix à Guingamp. — Sur les conclusions de la Commission chargée d'examiner les élections sénatoriales du Cantal, et après lecture du rapport de M. Edmond de Lafayette, M. Brugerolle est admis comme sénateur, en remplacement de M. Bertrand, décédé. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des

Députés, relatif à la création des syndicats professionnels. MM. Brunet, Tolain, Tirard, Ministre du Commerce, et Jouin prennent part successivement au débat. M. Brunet demande l'ajournement de la discussion jusqu'après la première délibération sur la loi relative au droit d'association. M. Jouin propose d'ajourner la discussion seulement à huit jours après la distribution du rapport de M. Jules Simon sur le droit d'association. La proposition de M. Brunet est écartée au scrutin par 176 voix contre 99, sur 275 votants. La proposition de M. Jouin, après une épreuve déclarée douteuse, est repoussée par 154 voix contre 109 sur 263 votants. — M. le comte de Douhet a déposé une proposition de loi ayant pour objet la suppression, en ce qui concerne l'armée, de la totalité des restrictions apportées aux nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur, et aux promotions à la médaille militaire, par la législation actuellement en vigueur. Il sera statué sur l'urgence à la prochaine séance. — M. Bérenger demande le renvoi à samedi prochain de la discussion de la loi sur la création des syndicats professionnels. M. Tolain demande le renvoi à jeudi. M. Jules Simon, rapporteur de la loi sur les associations, est entendu. La date de samedi n'est pas adoptée. Le renvoi de la discussion à jeudi est prononcé. — Sur la proposition de M. Le Blond, le Sénat fixe au lundi 10 juillet le scrutin pour la nomination d'un sénateur inamovible, en remplacement de M. le général de Cissey, décédé. — Sur la proposition de M. le Président, le Sénat décide qu'il sera procédé le même jour au scrutin pour la nomination d'un questeur, en remplacement de M. Toupet des Vignes. — Le Sénat fixe sa prochaine séance au mardi 4 juillet (J.O., p. 3524).

Séance du 4 juillet.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à quatre heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Jules Simon dépose un supplément à son rapport sur la proposition de loi de M. Dufaure relative au droit d'association. — Le Sénat adopte: 1° un projet de loi tendant à autoriser la ville d'Agen (Lot-et-Garonne) à emprunter une somme de 1.200.000 francs; 2° un projet de loi tendant à autoriser le département de Tarn-et-Garonne à s'imposer extraordinairement pour le payement d'une subvention destinée au rachat du péage d'un pont situé sur une route nationale; 3° un projet de loi tendant à autoriser le département d'Indre-et-Loire à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental; 4° un projet de loi tendant à autoriser le département des Basses-Pyrénées à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux et pour le payement d'une subvention

applicable aux travaux d'une route nationale; 5° un projet de loi ayant pour objet d'approuver un échange d'immeubles entre l'État et le département de la Vienne; 6° un projet de loi tendant à réunir les communes de Tranqueville et de Graux (Vosges); 7° un projet de loi tendant à autoriser le département du Var à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires; 8° un projet de loi tendant à autoriser le département des Côtes-du-Nord à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux; 9° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Neuilly (Seine) à emprunter une somme de 232.500 francs et à s'imposer extraordinairement; 10° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Mayenne à modifier le taux de l'intérêt d'un emprunt à contracter en vertu d'une loi antérieure. — M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, dépose un projet de loi sur l'assimilation au grade de capitaine de frégate : des mécaniciens en chef, des commissaires adjoints, des inspecteurs adjoints, des médecins et pharmaciens professeurs, des médecins et pharmaciens principaux. L'urgence, demandée par M. le Ministre, est mise aux voix et déclarée. — Le Sénat adopte, à l'unanimité de 247 votants, un projet de loi concernant : 1° l'annulation de crédits ouverts sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1880; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881; 3° l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos. — Le Sénat adopte, à l'unanimité de 245 votants, un projet de loi ayant pour objet la publication, aux frais de l'État, des œuvres de Fermat. — M. Goguet, donne lecture des conclusions de la Commission chargée d'examiner les élections sénatoriales qui ont eu lieu dans l'Inde française, pour le remplacement de M. de Freycinet, qui a opté pour le département de la Seine. Conformément aux conclusions de la Commission, M. Jacques Hébrard est admis en qualité de sénateur de l'Inde française. — M. le Ministre de la Guerre dépose deux projets de lois relatifs : 1° à l'ouverture de crédits au titre du Budget sur ressources extraordinaires; 2° à l'ouverture de crédits extraordinaires pour les frais de l'expédition de Tunisie. — Le Sénat adopte en première délibération : un projet de loi, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de la deuxième section du chemin de fer de Givors à Paray-le-Monial, comprise entre Lozanne et Paray-le-Monial (J.O., p. 3575).

Séance du 6 juillet.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. le baron Lafond de Saint-

Mür, l'un des secrétaires, est adopté.—M. le général Billot, Ministre de la Guerre, dépose, au nom de M. le Président du Conseil: 1° un projet de loi portant ouverture aux Ministres des Finances, de la Guerre et de la Marine, sur les exercices 1881 et 1882, des crédits supplémentaires et extraordinaires montant à la somme de 19.076.087 francs pour les frais de l'expédition de Tunisie pendant le second semestre de l'année 1882; 2° un projet de loi portant approbation de la Convention conclue entre la France et la Suisse, le 28 décembre 1880, pour réglementer la pêche dans les eaux frontières. — Il est procédé au tirage au sort des bureaux. — Le Sénat adopte sans discusssion: 1° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Louviers (Eure) à emprunter une somme de 164.200 francs; 2° un projet de loi tendant à autoriser le département de l'Allier à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental; 3° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Lozère à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une prison; 4° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Chambéry (Savoie) à contracter un emprunt de 130.000 francs à la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires; 5° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt pour les travaux des chemins de grande communication; 6° un projet de loi ayant pour objet l'établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Quimerch (Finistère); 7° un projet de loi tendant à autoriser le département du Nord à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux et pour les dépenses de l'enseignement primaire et de l'instruction publique. — L'urgence est demandée par M. le Ministre du Commerce pour le projet de loi ayant pour objet de proroger d'un an le délai fixé pour la mise en vigueur de la loi du 8 juillet 1881, qui rend exclusivement obligatoire l'alcoomètre centésimal de Gay-Lussac et le soumet à une vérification officielle. L'urgence demandée est déclarée, et, sur une demande de discussion immédiate, le projet de loi est mis aux voix et adopté. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création de syndicats professionnels. MM. Jouin, Marcel Barthe, rapporteur, Tirard, Ministre du Commerce, Brunet, Tolain et de Gavardie sont entendus sur la discussion générale. Le Sénat passe à la discussion des articles. La suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance. — M. le comte de Douhet est entendu sur la demande d'urgence qu'il a présentée relativement à la proposition de loi, déposée par lui, et qui a pour objet la suppression, en ce qui concerne l'armée, de la totalité des restrictions apportées aux nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur et aux promotions à la médaille militaire. L'urgence n'est pas déclarée. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à samedi 8 juillet (J.O., p. 3622).

Séance du 8 juillet.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barne, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte sans discussion : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Seine-Inférieure à créer des ressources extraordinaires applicables à diverses dépenses d'intérêt départemental; 2° en deuxième délibération un projet de loi ayant pour objet : 1° de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Landes, de plusieurs chemins de fer d'intérêt local et d'en autoriser l'exécution; 2° d'approuver un traité passé entre la Compagnie du Midi et les concessionnaires de ces chemins. — M. le Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Travaux publics, dépose deux projets de loi ayant pour objet : le premier, la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Tours à Sargé par ou près Savigny; le second, la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Lannemezan à Arreau. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi relatif à la création des syndicats professionnels. La discussion s'ouvre sur les articles du projet de loi. Sur l'article 1er, MM. de Gavardie, Marcel Barthe, rapporteur, Emile Lenoël, Tolain, Bérenger et Brunet sont successivement entendus. L'article 1er est adopté au scrutin par 254 voix contre 12 sur 266 votants. Sur l'article 2, M. Bérenger développe un amendement. MM. Marcel Barthe, rapporteur, Tolain et Tirard, Ministre du Commerce, sont entendus. La première partie de l'article 2 est adoptée. L'amendement de M. Bérenger est adopté par 184 voix contre 79 sur 263 votants. M. Brunet, sur la seconde partie de l'article 2, reprend et développe un second amendement abandonné par M. Bérenger. M. le rapporteur répond à M. Brunet. L'amendement, mis aux voix, est repoussé par 160 voix contre 108 sur 268 votants. La seconde partie de l'article 2 et l'ensemble de l'article sont adoptés. La suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance (J.O., p. 3666).

Séance du 10 juillet.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à une heure. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Labiche, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour l'élection d'un sénateur inamovible en remplacement de M. le général de Cissey, décédé. — Il est procédé au tirage au sort des scrutateurs chargés du dépouillement du scrutin. Le scrutin, ouvert à une heure dix minutes, est fermé à deux heures dix minutes. Le dépouillement du scrutin a

donné les résultats suivants : Nombre des votants, 196; bulletins blancs ou nuls, 43; suffrages exprimés, 153; majorité absolue, 77. Ont obtenu : MM. Allou, 150 voix; Bétolaud, 1 voix; Léon Renault, 1 voix; maréchal Canrobert, 1 voix. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour l'élection d'un questeur du Sénat, en remplacement de M. Toupet des Vignes, décédé. Le scrutin, ouvert à deux heures et quart, est fermé à trois heures moins un quart. Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants : Nombre des votants, 157; bulletins blancs ou nuls, 12; suffrages exprimés, 145; majorité absolue, 73. Ont obtenu : MM. Rampont (Yonne), 141 voix; Jouin, 1 voix; le comte de Douhet, 1 voix; le colonel de Chadois, 2 voix. M. Rampont (Yonne), ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, est nommé questeur du Sénat pour l'année 1882. — Le Sénat adopte sans discussion : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Meuse à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de fer d'intérêt local et pour la construction d'une école normale d'institutrices; 2° un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Savoie à créer des ressources extraordinaires pour le service d'un emprunt antérieurement contracté et pour diverses dépenses d'intérêt départemental; 3° après déclaration d'urgence, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant réduction du délai de conservation des valeurs conflées à la poste; 4° en seconde délibération, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de la première section du chemin de fer de Draguignan à Cagnes, comprise entre Draguignan et Grasse. — M. Buffet adresse une question à M. le Ministre de l'Instruction publique relativement à un arrêté de M. l'inspecteur d'académie d'Eure-et-Loir et au fait qui l'a motivé. M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique, répond à M. Buffet. — Après une réplique de M. Buffet, le Sénat reprend son ordre du jour et adopte en deuxième délibération : 1° un projet de loi ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de ou près Sembadel, sur la ligne d'Ambert à Darsac, à Saint-Bonnet-le-Château; 2° l'incorporation dans le réseau d'intérêt général du chemin de fer d'intérêt local de Saint-Bonnet-le-Château à Bonson, et l'approbation de deux conventions passées avec la Compagnie du chemin de fer d'intérêt local de Loire et Haute-Loire pour le rachat dudit chemin de fer; 2° un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de la deuxième section du chemin de fer de Givors à Paray-le-Monial, comprise entre Lozanne et Paray-le-Monial. — M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, dépose un projet de loi ayant pour objet la répression des outrages aux bonnes mœurs et la modification de l'article 330 du Code pénal (J.O., p. 3708).

Séance du 11 juillet.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Lenoël, l'un des secrétaires, est adopté après des observations de M. de Ravignan et une réponse de M. le Président. — Le Sénat adopte sans discussion : 1° un projet de loi ayant pour objet l'approbation d'un échange entre l'État et la ville d'Albi; 2° un projet de loi tendant à autoriser le département du Cher à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de grande communication, le rachat des ponts à péage et diverses dépenses d'intérêt départemental; 3° après déclaration d'urgence, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un canal d'irrigation dérivé de l'Hérault et destiné à desservir une partie des territoires de douze communes du département de l'Hérault. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création des syndicats professionnels. La discussion s'ouvre sur l'article 3, qui est adopté avec une modification présentée comme amendement par M. Bérenger et acceptée par la Commission. M. Roger-Marvaise développe un second amendement. M. Marcel Barthe, rapporteur, répond à M. Roger-Marvaise. Après de nouvelles observations de M. Roger-Marvaise, l'amendement, mis aux voix, est repoussé. L'article 4 est mis aux voix. Un amendement de M. Bérenger, qui a obtenu satisfaction par l'adoption de l'article 3, est retiré. MM. Batbie, le Rapporteur, Clément, Tirard, Ministre du Commerce, et Tolain sont entendus sur le quatrième paragraphe de l'article 4, dont M. Batbie demande le renvoi à la Commission. Après deux épreuves déclarées douteuses, le renvoi à la Commission est repoussé au scrutin par 177 voix contre 95, sur 272 votants. Les trois premiers paragraphes de l'article 4 sont adoptés. Après avoir entendu M. Bérenger, le Sénat adopte le quatrième paragraphe. Les paragraphes 5 et 6 sont mis aux voix. Sur le paragraphe 6, MM. Clément, le Rapporteur, Cherpin, Dietz-Monnin, Bozérian et le Ministre du Commerce sont entendus. Les paragraphes 5, 6 et 7 et l'ensemble de l'article 4 sont adoptés. Sur l'article 5, MM. Bérenger et Tolain ont présenté des amendements. A la suite d'un débat où sont entendus MM. Tolain et Bérenger, la suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance. — MM. de Gavardie et Batbie sont entendus sur la fixation de l'ordre du jour. Le Sénat fixe sa prochaine séance à demain mercredi, 12 juillet : séance publique à deux heures (J.O., p. 3736).

Séance du 12 juillet.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Léon Clément, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture de deux lettres par lesquelles M. le Président de la Chambre des Députés transmet au Sénat, après adoption par la Chambre des Députés, deux propositions de loi : la première, tendant à la création d'un quatrième titre pour les objets d'or et d'argent destinés à l'exportation ; la seconde relative aux enterrements civils ou religieux. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi portant affectation au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, pour la construction d'un petit lycée succursale du lycée Louis-le-Grand, d'un terrain d'une superficie de 13.000 m. carrés provenant des terrains retranchés du Luxembourg et compris entre la rue d'Assas, la rue de l'Abbé-de-l'Épée, l'École de pharmacie, et un îlot de 2.000 mètres carrés en bordure sur la rue de l'Observatoire ; 2° à l'unanimité de 229 votants, un projet de loi relatif à l'ouverture de crédits au titre du Budget sur ressources extraordinaires ; 3° en première délibération, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Nyons à Pierrelatte, sur la ligne de Lyon à Marseille, par Valréas. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi relatif à la création des syndicats professionnels. La discussion s'ouvre sur l'article 5. M. Bérenger, par amendement, demande la suppression de l'article 5. M. Tolain développe un second amendement sur le même article. M. Marcel Barthe, rapporteur, répond à MM. Bérenger et Tolain. MM. Tirard, Ministre du Commerce, Bérenger et Buffet sont successivement entendus. — M. Tolain retire son amendement. L'article 5, mis aux voix, est adopté au scrutin, après pointage, par 128 voix contre 123, sur 251 votants. — M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, dépose un projet de loi relatif à l'isolement et à l'agrandissement des bâtiments de la Bibliothèque nationale, et portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 2.350.000 francs, pour faire face aux dépenses et expropriations poursuivies en exécution de la loi du 28 décembre 1882. — M. le Ministre de l'Instruction publique, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, dépose un projet de loi tendant à augmenter le nombre des adjoints aux maires dans certains arrondissements de la ville de Paris. — Après avoir déclaré l'urgence, sur une demande de discussion immédiate, et après avoir entendu la lecture du rapport, le Sénat adopte au scrutin, à l'unanimité de 259 votants, le projet de loi relatif à l'isolement

et à l'agrandissement de la Bibliothèque nationale. — Le Sénat fixe sa prochaine séance publique au lundi 17 juillet, à deux heures. La séance est levée à six heures cinq minutes (J.O., p. 3756).

Séance du 17 juillet.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barne, l'un des secrétaires, est adopté. — Le délai fixé par le règlement s'étant écoulé sans qu'aucune protestation se soit produite contre l'élection sénatoriale du 10 juillet, M. le Président proclame M. Allou sénateur inamovible, en remplacement de M. le général de Cissey, décédé. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à l'ouverture de crédits extraordinaires pour l'expédition de Tunisie. M. le duc de Broglie est entendu. Le projet de loi est adopté à l'unanimité de 235 votants. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur le projet de loi relatif à la création des syndicats professionnels. L'article 6 est adopté. M. Tolain, par amendement, demande la suppression du dernier paragraphe de l'article 7. M. Marcel Barthe, rapporteur, répond à M. Tolain. MM. Tirard, Ministre du Commerce, Baragnon et Bozérian sont entendus. L'article 7 est adopté, et l'amendement de M. Tolain est repoussé. Sur l'article 8, M. Tolain a présenté un amendement. M. Brunet est entendu. M. Tolain développe son amendement, qui est combattu par M. le Rapporteur. M. Griffe appuie l'amendement de M. Tolain. MM. Tolain, Brunet et le Ministre du Commerce sont entendus. L'amendement de M. Tolain est repoussé par 190 voix contre 39 sur 235 votants. Après avoir entendu M. Lucien Brun, le Sénat adopte l'article 8 du projet de loi et décide qu'il passera à une seconde délibération. — Le Sénat prend en considération la proposition de loi de M. Bozérian, relative à la façon dont les questions doivent être posées au jury en matière de diffamation, lorsque la preuve de la vérité des faits diffamatoires est offerte devant la Cour d'assises. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône ou de ses affluents. — M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, donne lecture d'un décret désignant M. Philippe, directeur du service hydraulique, comme Commissaire du Gouvernement pour assister le Ministre de l'Agriculture dans la discussion au Sénat du projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône ou de ses affluents. Sur la demande de M. Krantz, rapporteur, l'urgence est déclarée sur le projet de loi, et la discussion est renvoyée au lendemain. — Le Sénat adopte en seconde délibération le projet de loi relatif aux

accidents et aux collisions en mer. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à demain mardi 18 juillet (J.O., p. 3836).

Séance du 18 juillet.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Labiche, l'un des secrétaires, est adopté, avec une rectification demandée par M. Xavier Blanc. — Le Sénat adopte sans discussion : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Vendée à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées à la construction de chemins de fer; 2° un projet de loi, tendant à autoriser le département du Lot à s'imposer extraordinairement pour les travaux des lignes vicinales; 3° un projet de loi tendant à autoriser la ville d'Aix-les-Bains (Savoie) à contracter un emprunt de 100.000 francs à la Caisse des chemins vicinaux et à s'imposer extraordinairement; 4° un projet de loi tendant à autoriser le département de l'Hérault à contracter un emprunt pour la construction des chemins de fer d'intérêt local; 5° un projet de loi tendant à autoriser le département d'Indre-et-Loire à contracter un emprunt de 168.000 francs pour la construction d'une école normale d'institutrices; 6° un projet de loi tendant à autoriser la ville du Mans (Sarthe) à emprunter une somme de 400.000 francs et à proroger une imposition extraordinaire; 7° en première délibération, un projet de loi ayant pour objet le prolongement de la route nationale n° 134 *bis* jusqu'à la frontière espagnole et le classement, comme prolongement de cette route, de la route départementale des Basses-Pyrénées n° 18 et du chemin d'intérêt commun n° 104; 8° en deuxième délibération, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Nyons à Pierrelatte, sur la ligne de Lyon à Marseille, par Valréas. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône ou de ses affluents. (Urgence déclarée.) Après avoir entendu successivement MM. Guyot, le Président, Krantz, rapporteur, Batbie et Baragnon, le Sénat consulté, renvoie le projet de loi à la Commission des finances et suspend la discussion générale. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi relatif au Code rural (vices rédhibitoires). Les articles 1er, 2, 3 et suivants, jusqu'à l'article 12 et dernier inclusivement, sont adoptés. Le Sénat décide qu'il passera à une seconde délibération. — L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport de la 8e Commission des pétitions (formation de décembre 1881), chargée d'examiner une pétition de la Commission administrative des hospices de Beauvais (Oise). M. Oudet, rapporteur, et M. Batbie sont entendus. Con-

formément aux conclusions de la Commission, la pétition est renvoyée à M. le Ministre des Finances. — Sur la demande de M. Batbie, rapporteur, le Sénat ajourne la seconde délibération sur le projet de loi tendant à modifier l'artice 1734 du Code civil, relatif aux risques locatifs (J.O., p. 3855).

Séance du 20 juillet.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, dépose un projet de loi relatif à l'organisation du crédit agricole mobilier. M. le Ministre demande le renvoi à la Commission déjà saisie de l'examen du projet de loi relatif au taux de l'intérêt. Après un débat où sont entendus MM. Emile Labiche et Batbie, le projet de loi sur le crédit agricole mobilier est renvoyé à la Commission chargée du projet de loi sur le taux de l'intérêt. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône et de ses affluents. Dans une séance précédente, le projet avait été renvoyé à la Commission des Finances. M. Dauphin dépose et, à la demande du Sénat, lit le ropport de la Commission des Finances. La discussion générale est ouverte. M. Krantz, rapporteur, est entendu. — M. l'amiral Jauréguiberry dépose un projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 7.835.000 francs (événements d'Egypte). M. le Ministre demande le renvoi de ce projet à la Commission des Finances. M. le comte de Saint-Vallier demande que le projet soit renvoyé aux bureaux et qu'une Commission spéciale en soit saisie. M. le Ministre de la Marine insiste sur l'urgence et demande à donner lecture du projet de loi. L'urgence est déclarée. M. le Ministre donne lecture du projet de loi. — La discussion est reprise sur le projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône et de ses affluents. MM. Guyot, Gaston Bazille, Rousseau, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux publics, sont successivement entendus. La suite de la discussion générale est renvoyée à demain vendredi 21 juillet. — Demain, à une heure, réunion dans les bureaux (J.O., p. 3899).

Séance du 21 juillet.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Lenoël, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés qui transmet

au Sénat, après l'adoption avec modifications par la Chambre des Députés, une proposition de loi émanant de l'initiative du Sénat et ayant pour objet de modifier plusieurs articles du livre II du Code de commerce. — M. le colonel de Chadois est entendu à propos d'orages et de tempêtes survenus dans le département de la Dordogne, et notamment dans l'arrondissement de Bergerac. M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, répond à M. le colonel de Chadois. — Le Sénat adopte un projet de loi tendant à autoriser le département des Basses-Alpes à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention promise pour la construction d'un chemin de fer de Digne à Castellane.—M. Allou, au nom du 7e bureau, rend compte des opérations sénatoriales qui ont eu lieu dans le département des Pyrénées-Orientales. Conformément aux conclusions du rapport, M. Escarguel est proclamé sénateur des Pyrénées-Orientales. — Le Sénat adopte un projet de loi tendant à autoriser le département des Pyrénées-Orientales à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales. Après avoir entendu M. le colonel Meinadier, le Sénat adopte également un projet de loi tendant à autoriser le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement pour combattre le phylloxera. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône ou de ses affluents. La discussion générale est reprise. MM. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, Dupuy de Lôme, Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, et Cuvinot sont entendus. La discussion générale est close. Le Sénat passe à la discussion des articles. Sur l'article 1er, M. le comte Rampon est entendu. M. Cuvinot développe un amendement. — M. Krantz, rapporteur, répond à M. Cuvinot. Le Sénat, consulté, prend, par assis et levé, l'amendement de M. Cuvinot en considération (J.O., p. 3926).

Séance du 22 juillet.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône ou de ses affluents. — M. Krantz, rapporteur, est entendu au nom de la Commission sur les amendements de MM. Cuvinot et Dupuy de Lôme, qui ont été renvoyés à la Commission dans la séance d'hier. — M. le comte de Saint-Vallier adresse une question à M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères relativement à la prochaine publication du Livre jaune. — M. de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, répond à M. le

comte de Saint-Vallier. — M. de Mahy, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, dépose un projet de loi portant : 1° annulation, sur l'exercice 1881, au budget du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, section première, d'un crédit de 324.384 fr. 56 ; 2° ouverture, sur l'exercice 1882, au même budget, même section, d'un crédit de 405.284 fr. 56, applicable aux dépenses de la Commission scientifique du passage de Vénus. — La délibération sur le projet de loi relatif aux canaux dérivés du Rhône est reprise. M. le baron de Larcy est entendu. Un amendement de M. Cuvinot sur l'article 1er est repoussé au scrutin par 132 voix contre 76, sur 208 votants. M. Dupuy-de-Lôme développe un amendement sur le même article. MM. le comte Rampon, Krantz, rapporteur, de Mahy, Ministre de l'Agriculture, Cuvinot, Dupuy-de-Lôme, Tolain et Gent sont entendus successivement. Sur la proposition de M. Tolain, le projet est renvoyé au Gouvernement. — L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 1734 du Code civil, relatif aux risques locatifs. Par dépêche télégraphique, M. de Gavardie a demandé l'ajournement de la discussion. Le Sénat, consulté, se prononce contre l'ajournement. Un amendement de M. de Gavardie sur l'article 1er du projet de loi est repoussé, et le projet de loi, mis aux voix, est adopté. Le Sénat ajourne la deuxième délibération sur le projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. — Le Sénat prend en considération la proposition de loi de M. Batbie, sur la naturalisation, et, après avoir entendu M. Batbie, décide que cette proposition sera renvoyée à l'examen du Conseil d'Etat. — Le Sénat renvoie à une prochaine séance : 1° la discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1870 ; 2° la première délibération sur la proposition de loi de M. Dufaure, relative au droit d'association. — La prochaine séance publique est fixée à lundi prochain 24 juillet, à deux heures. La séance est levée à quatre heures un quart (J.O., p. 3952).

Séance du 24 juillet.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Léon Clément, l'un des secrétaires, est adopté, avec une rectification demandée par M. le maréchal Canrobert. — Le Sénat adopte sans discussion : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Seine à modifier l'emploi des ressources créées par une loi antérieure ; 2° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Somme à contracter un emprunt pour l'établissement des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices ; 3° un projet de loi tendant à autoriser le département des Bouches-du-Rhône

à s'imposer extraordinairement pour le service de l'instruction publique, pour les travaux des routes et diverses autres dépenses d'intérêt départemental; 4° un projet de loi tendant à autoriser le département de l'Orne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de fer et des lignes vicinales; 5° en 1re délibération, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Lannemezan à Arreau; 6° en 1re délibération, un projet de loi ayant pour objet d'autoriser l'exécution des travaux d'établissement de la seconde voie, de réfection et de parachèvement sur le chemin de fer d'Amagne à Vouziers et à Apremont; 7° en 1re délibération, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Largentière à Saint-Sernin, sur la ligne de Vogué à Aubenas; 8° en 1re délibération, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de la première section du chemin de fer de Casamozza à Bonifacio, comprise entre Casamozza et le Fium'Orbo; 9° en 2e délibération, un projet de loi ayant pour objet le prolongement de la route nationale n° 134 *bis* jusqu'à la frontière espagnole, et le classement, comme prolongement de cette route, de la route départementale des Basses-Pyrénées n° 18 et du chemin d'intérêt commun n° 104. — Le Sénat adopte, à l'unanimité de 245 votants, un projet de loi portant: 1° affectation d'une somme de 2.300.000 francs à l'agrandissement du poste central des télégraphes dans les bâtiments sis rue de Grenelle, n° 103; 2° ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1882, d'un crédit de 300.000 francs pour commencer les travaux; et, à l'unanimité de 247 votants, un projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre des Postes et des Télégraphes un crédit extraordinaire de 90.000 francs, sur l'exercice 1882, pour les dépenses se rapportant à la réunion des conférences internationales d'électriciens, pour l'unité électrique, la propriété des câbles marins, etc. — M. Humbert, Garde des Sceaux, dépose un projet de loi sur les ventes judiciaires d'immeubles.— M. Vigarosy adresse à M. le Ministre de l'Intérieur une question relativement au décret du 3 juin 1882 et à la République d'Andorre. — M. Goblet, Ministre de l'Intérieur, répond à M. Vigarosy. — L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. Les articles 1er à 9 sont adoptés. Sur l'article 10, MM. Batbie et Dauphin, rapporteur, sont entendus. L'article 10 et les articles suivants, jusqu'à l'article 30 exclusivement, sont adoptés. Sur l'article 30, MM. Léon Clément, Brunet, Dauphin, sont entendus. Une modification à l'article 30, proposée par M. Brunet, est mise aux voix. A la majorité de 158 voix contre 84, sur 242 votants, la proposition de M. Brunet n'est pas prise en considération. Les articles 30 à 40 exclusivement sont adoptés. Sur l'article 40, M. Bozérian développe un amen-

dement. M. le Rapporteur répond à M. Bozérian. L'article 40, modifié, et les articles 41, 42 et 43 sont adoptés. Sur l'article 44, un contre-projet de M. de Gavardie n'est pas soutenu. M. Delsol développe un amendement. MM. le Rapporteur, Batbie et Humbert, Garde des Sceaux, sont entendus. L'amendement de M. Delsol est repoussé, au scrutin, par 193 voix contre 70, sur 263 votants. L'article 44 est adopté. — M. Barne dépose le rapport sur la proposition de MM. Salneuve et Testelin, tendant à interdire aux Sénateurs et aux Députés l'usage de leur qualité dans les sociétés financières ou commerciales. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi du 30 juillet 1881 relative aux victimes du coup d'État du 2 décembre. La suite de la discussion est renvoyée à demain (J.O., p. 400).

Séance du 25 juillet.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barne, l'un des Secrétaires, est adopté avec des modifications demandées par MM. Dauphin et Vigarosy. — M. Scherer dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 7.835.000 francs. (Événements d'Egypte.) Sur la demande du Sénat, M. Scherer donne lecture du rapport. Il y a une demande de discussion immédiate. La discussion immédiate est ordonnée. MM. le duc de Broglie, Waddington, le maréchal Canrobert, de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, Schérer, rapporteur, et le comte de Saint-Vallier sont entendus. Le Sénat passe à la discussion des articles et adopte les deux articles du projet de loi. L'ensemble est adopté au scrutin par 214 voix contre 5, sur 219 votants. — Le Sénat fixe sa prochaine séance au jeudi 27 juillet 1882. Jeudi, à deux heures, séance publique. La séance est levée à six heures moins un quart (J.O., p. 4022).

Séance du 27 juillet.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Labiche, l'un des secrétaires, est adopté avec une rectification demandée par M. Challemel-Lacour. — M. Duvaux, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Instruction publique, dépose deux projets de loi : Le premier, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 18.600.000 francs pour le

service de l'instruction primaire ; le second, portant ouverture, sur l'exercice 1882, d'un crédit de 2.500.000 francs, applicable aux dépenses ordinaires des écoles primaires publiques. Sur la demande de M. le Ministre, l'urgence sur le dernier projet est mise aux voix et déclarée. — Le Sénat adopte, en première délibération, un projet de loi tendant à augmenter le nombre des adjoints aux maires dans certains arrondissements de la ville de Paris. — L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur le projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. Les articles 45, 46, 47, 48 et 49 sont adoptés. Sur l'article 50, M. Bernard présente et développe un amendement. MM. Dauphin, rapporteur, et Brunet sont entendus. Au nom de la Commission, M. le Rapporteur repousse la prise en considération de l'amendement de M. Bernard. La prise en considération est repoussée par 165 voix contre 107, sur 272 votants. Le premier paragraphe de l'article 50 est adopté. Sur le second paragraphe, MM. Léon Clément et le rapporteur sont entendus. Le second paragraphe et l'ensemble de l'article 50 sont adoptés. Sur l'article 51, MM. Brunet et le Rapporteur sont entendus. L'article 51 est adopté, ainsi que l'article 52. Sur l'article 53, M. Lizot développe un amendement, qui est combattu par M. le Rapporteur. L'amendement de M. Lizot n'est pas pris en considération. Les articles 53 à 61 inclusivement sont adoptés. MM. Bozérian et Bernard développent des amendements sur l'article 62. M. le Rapporteur combat les deux amendements. L'amendement de M. Bernard n'est pas pris en considération, et l'amendement de M. Bozérian est repoussé. Les articles 63 à 65 sont adoptés. Sur l'article 66, MM. Bozérian, Brunet, le Rapporteur et Boucher-Cadart sont entendus. M. Boucher-Cadart présente une rédaction nouvelle, qui est mise aux voix et prise en considération. Le premier paragraphe de l'article 66 est adopté. La suite de l'article est réservé. L'article 67 est adopté. Après avoir entendu MM. Brunet et le Rapporteur, le Sénat adopte l'article 68. La suite de la discussion est renvoyée à demain vendredi. — Demain séance publique à deux heures. (J.O., p. 4057).

Séance du 28 juillet.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. M. Émile Lenoël, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté avec une rectification demandée par M. Bernard. — Le Sénat adopte à l'unanimité de 243 votants, un projet de loi portant : 1° ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1881, d'un crédit extraordinaire de 1.900.000 francs pour la liquidation de l'arriéré du service de l'assistance publique en Algérie ; 2° création

d'un complément de ressources destinées à constituer une dotation suffisante pour le même service; et, à l'unanimité de 251 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre des Postes et des Télégraphes d'un crédit supplémentaire de 250.000 francs, sur le Budget ordinaire de l'exercice 1882, pour l'établissement de lignes téléphoniques. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre le continent et la Corse. L'urgence, demandée par M. Merlin, rapporteur, est mise aux voix et déclarée. Le Sénat adopte les articles du projet de loi. — M. Galloni d'Istria développe un article additionnel, qui est combattu par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes. L'article additionnel est repoussé et l'ensemble du projet de loi est adopté. — Le Sénat adopte : 1° après déclaration d'urgence, un projet de loi ayant pour objet de déclarer l'utilité publique des travaux à faire pour l'amélioratien du port de Bouc; 2° en première délibération, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Tours à Sargé, par ou après Savigny; 3° Après déclaration d'urgence un projet de loi portant approbation de la convention additionnelle à la convention de commerce conclue, le 7 novembre 1881, entre la France et l'Autriche-Hongrie. — L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Labordère, ayant pour objet de modifier l'article 218 du Code de justice militaire. La Commission conclut à la non-prise en considération. MM. Labordère, le général Billot, Ministre de la Guerre, et le général Chanzy sont entendus. Les conclusions de la Commission sont adoptées par 212 voix contre 39 sur 251 votants. La proposition de M. Labordère n'est pas prise en considération. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à demain samedi, 29 juillet. Demain séance publique à deux heures (J.O., p. 4076).

Séance du 29 juillet.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté après une rectification demandée par M. Henri Martin. — Le Sénat adopte sans discussion : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de l'Ain à contracter un emprunt pour subvenir à diverses dépenses d'intérêt départemental; 2° un projet de loi tendant à distraire les sections de Vermelle et de Nivolas des communes des Eparres et de Serezin, canton de Bourgoin, département de l'Isère, pour en former une municipalité distincte qui prendra le nom de Nivolas-Vermelle; 3° un projet de loi tendant à autoriser le département d'Ille-et-Vilaine à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de fer, pour la construction d'une école normale d'institutrices

et pour diverses autres dépenses d'intérêt départemental ; 4° un projet de loi tendant à autoriser le département de Calvados à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une école normale d'instituteurs et l'appropriation de l'école normale d'institutrices ; 5° un projet de loi tendant à distraire le hameau le Petit-Saveuse de la commune de Saveuse (canton nord-ouest d'Amiens, Somme), pour le réunir à la commune de Ferrières (canton de Picquigny, même département) ; 6° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Chambéry (Savoie) à emprunter une somme de 320.000 francs ; 7° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Nice (Alpes-Maritimes) à emprunter une somme de 5.000.000 de francs. — Le Sénat adopte, à l'unanimité de 236 votants, un projet de loi portant : 1° annulation sur l'exercice 1881, au Budget du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, section première, d'un crédit de 324.384 fr. 56 cent. ; 2° ouverture, sur l'exercice 1882, au même Budget, même section d'un crédit de 405.284 fr. 56 applicable aux dépenses de la Commission scientifique du passage de Vénus. — Après déclaration d'urgence, demande de discussion immédiate et lecture du rapport, le Sénat adopte, par 191 voix contre 9 sur 200 votants, un projet de loi ayant pour objet l'ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur le budget ordinaire de l'exercice 1881, d'un crédit supplémentaire de 2.500.000 francs applicable aux dépenses ordinaires des écoles primaires publiques. — L'urgence est déclarée sur le projet de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 31 juillet 1881, relative aux victimes du coup d'État de 1851 et de la loi de sûreté générale du 27 février 1858. Le projet est adopté par 180 voix contre 8 sur 188 votants.— Le Sénat adopte, à l'unanimité de 258 votants, un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 70.000 francs au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882 pour l'établissement du matériel fixe dans les nouvelles constructions élevées pour l'agrandissement du Ministère des Postes et des Télégraphes. — Après déclaration d'urgence, le Sénat adopte, à l'unanimité de 243 votants, un projet de loi tendant à créer des timbres spéciaux pour la constatation des versements sur les livrets de la Caisse d'épargne postale.— Le Sénat déclare l'urgence et adopte un projet de loi relatif à l'achèvement du canal d'irrigation du Forez. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi ayant pour objet la répression des outrages aux bonnes mœurs. Le projet de loi est adopté.— L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1870. MM. le vicomte de Lorgeril et Casimir Fournier, rapporteur sont entendus. Le projet de loi, mis aux voix, est adopté. — MM. George et Henri Martin déposent une proposition de loi relative à l'organisation de compagnies d'instruction militaire pour les jeunes gens de dix-sept ans et au-dessus. — Après avoir entendu

MM. Tolain, Bérenger et Marcel Barthe, rapporteur, le Sénat ajourne à lundi la discussion sur le projet de loi relatif aux syndicats professionnels. — La discussion sur la réforme du Code d'instruction criminelle est ajournée. — Le Sénat adopte la proposition de loi de MM. Salneuve, Thurel, etc., ayant pour objet d'interdire désormais aux membres des deux Chambres la faculté de figurer, en leur qualité de sénateur ou de député, dans les conseils d'administration ou de surveillance des Sociétés financières qui seraient formées avec appel au crédit public ; et le projet de résolution de MM. Salneuve et Testelin, relatif à une disposition additionnelle au règlement du Sénat, dans le but d'interdire l'usage de la qualité de sénateur dans les entreprises financières, industrielles ou commerciales. — Le Sénat fixe sa prochaine séance publique à lundi 31 juillet, à deux heures (J.O., p. 4100).

Séance du 31 juillet.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barne, l'un des secrétaires, est adopté après une rectification demandée par M. le comte de Saint-Vallier. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Lozère à créer des ressources extraordinaires pour l'achèvement des lignes de grande communication ; 2° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Cherbourg (Manche) à emprunter 786.200 francs ; 3° un projet de loi ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur les spiritueux à l'octroi d'Amiens (Somme) ; 4° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Dordogne à créer des ressources extraordinaires pour faire face à diverses dépenses d'intérêt départemental. — Après avoir entendu MM. le baron de Larcy et Gazagne, rapporteur, le Sénat adopte un projet de loi tendant à autoriser la ville de Nîmes (Gard) à emprunter 4.100.000 francs et à s'imposer extraordinairement. — Le Sénat adopte ensuite : 1° en première délibération, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du chemin de fer d'Annecy à Albertville ; 2° un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Lannemezan à Arreau ; 3° en deuxième délibération un projet de loi ayant pour objet d'autoriser l'exécution des travaux d'établissement de la deuxième voie de réfection et de parachèvement sur le chemin de fer d'Amagne à Vouziers et à Apremont ; 4° en deuxième délibération un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Largentière à Saint-Sernin, sur la ligne de Vogué à Aubenas ; 5° en deuxième délibération, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de la première section du chemin de fer de Casamozza

à Bonifacio, comprise entre Casamozza et le Fium' Orbo. — Après avoir déclaré l'urgence, le Sénat adopte un projet de loi portant approbation du tarif télégraphique établi par l'Arrangement conclu, le 13 juillet 1882, entre la France et la Grèce. — L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création des syndicats professionnels. Les articles 1er, 2 et 3 sont adoptés. Sur l'article 4, M. Bozérian développe un amendement. M. Marcel Barthe, rapporteur, est entendu au nom de la Commission, qui adopte l'amendement. L'article 4 est adopté paragraphe par paragraphe et dans son ensemble. Sur l'article 5, M. Bérenger et M. le Rapporteur sont entendus. L'article 5 est repoussé au scrutin par 166 voix contre 105 sur 271 votants. — La suite de la discussion est renvoyée à demain (J.O., p. 4140).

Séance du 1er août.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Lenoël, l'un des secrétaires, est adopté, après quelques observations présentées par M. de La Sicotière. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Montluçon (Allier) à emprunter 500.000 francs ; 2° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Loire-Inférieure : 1° à contracter un emprunt pour les travaux d'un orphelinat ; 2° à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt et pour le service des chemins vicinaux ; 3° un projet de loi, tendant à autoriser le département de Seine-et-Oise à emprunter à la Caisse des chemins vicinaux une somme de 470.000 francs, applicable à la construction de plusieurs ponts ; 4° un projet de loi portant répartition du fonds du 4 millions destiné à venir en aide aux départements ; 5° après déclaration d'urgence, un projet de loi concernant la destruction des loups. — L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création de syndicats professionnels. La discussion s'ouvre sur l'article 6 du projet de loi. Cet article, par suite du rejet de l'article précédent, est devenu l'article 5. M. Bérenger développe un amendement, qui est adopté par la Commission. L'article 5 est adopté avec la modification demandée par M. Bérenger. Sur le premier paragraphe de l'article 6, MM. Emile Lenoël et Brunet sont entendus. Un amendement de M. Bérenger sur le second paragraphe est accepté par la Commission. Les premiers paragraphes de l'article 6 sont adoptés. M. Tolain demande, par amendement, la suppression du dernier paragraphe. M. Marcel Barthe, rapporteur, combat l'amendement de M. Tolain. MM. Griffe et Brunet sont entendus. Le

dernier paragraphe de l'article 6 est adopté au scrutin par 189 voix contre 58, sur 247 votants. L'ensemble de l'article 6 est adopté. Sur l'article 7, M. Tolain développe un amendement. M. le Rapporteur répond à M. Tolain. M. Brunet est entendu. L'amendement de M. Tolain est repoussé au scrutin par 196 voix contre 61, sur 257 votants. L'article 7 et l'ensemble de la loi sont adoptés. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à jeudi prochain 3 août (J.O., p. 4182).

Séance du 3 août.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Cuvinot dépose sur le bureau du Sénat et donne lecture du rapport sur le projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Ponte-Leccia à Calvi. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à distraire la commune d'Hériménil (Meurthe-et-Moselle) du canton de Gerbéviller et à la rattacher au canton sud-est de Lunéville ; 2° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Nièvre à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention promise pour la construction d'un chemin de fer; 3° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Cholet (Maine-et-Loire) à emprunter une somme de 290.000 francs et à s'imposer extraordinairement ; 4° un projet de loi tendant à autoriser le département de Vaucluse à proroger la durée du remboursement d'un emprunt et à créer des ressources extraordinaires applicables au payement de diverses dépenses départementales ; 5° un projet de loi tendant à autoriser le département des Basses-Pyrénées à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées à la construction de chemins de fer; 6° un projet de loi tendant à autoriser le département du Puy-de-Dôme à s'imposer extraordinairement pour le payement d'une subvention destinée à la construction de chemins de fer ; 7° en première délibération, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Fontenay-le-Comte à Cholet; 8° en première délibération, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Gerbéviller à Bruyères ; 9° après déclaration d'urgence, un projet de loi ayant pour objet d'autoriser le ministre des travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construites par l'Etat et non concédées ; 10° en deuxième délibération, un projet de loi tendant à augmenter le nombre des adjoints aux maires dans certains arrondissements de la ville de Paris; 11° en deuxième délibération, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique

à Bonifacio, comprise entre Casamozza et le Fium' Orbo. — Après avoir déclaré l'urgence, le Sénat adopte un projet de loi portant approbation du tarif télégraphique établi par l'Arrangement conclu, le 13 juillet 1882, entre la France et la Grèce. — L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création des syndicats professionnels. Les articles 1er, 2 et 3 sont adoptés. Sur l'article 4, M. Bozérian développe un amendement. M. Marcel Barthe, rapporteur, est entendu au nom de la Commission, qui adopte l'amendement. L'article 4 est adopté paragraphe par paragraphe et dans son ensemble. Sur l'article 5, M. Bérenger et M. le Rapporteur sont entendus. L'article 5 est repoussé au scrutin par 166 voix contre 105 sur 271 votants. — La suite de la discussion est renvoyée à demain (J.O., p. 4140).

Séance du 1er août.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Lenoël, l'un des secrétaires, est adopté, après quelques observations présentées par M. de La Sicotière. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Montluçon (Allier) à emprunter 500.000 francs ; 2° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Loire-Inférieure : 1° à contracter un emprunt pour les travaux d'un orphelinat ; 2° à s'imposer extraordinairement pour le remboursement de cet emprunt et pour le service des chemins vicinaux ; 3° un projet de loi, tendant à autoriser le département de Seine-et-Oise à emprunter à la Caisse des chemins vicinaux une somme de 470.000 francs, applicable à la construction de plusieurs ponts ; 4° un projet de loi portant répartition du fonds du 4 millions destiné à venir en aide aux départements ; 5° après déclaration d'urgence, un projet de loi concernant la destruction des loups. — L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création de syndicats professionnels. La discussion s'ouvre sur l'article 6 du projet de loi. Cet article, par suite du rejet de l'article précédent, est devenu l'article 5. M. Bérenger développe un amendement, qui est adopté par la Commission. L'article 5 est adopté avec la modification demandée par M. Bérenger. Sur le premier paragraphe de l'article 6, MM. Emile Lenoël et Brunet sont entendus. Un amendement de M. Bérenger sur le second paragraphe est accepté par la Commission. Les premiers paragraphes de l'article 6 sont adoptés. M. Tolain demande, par amendement, la suppression du dernier paragraphe. M. Marcel Barthe, rapporteur, combat l'amendement de M. Tolain. MM. Griffe et Brunet sont entendus. Le

dernier paragraphe de l'article 6 est adopté au scrutin par 189 voix contre 58, sur 247 votants. L'ensemble de l'article 6 est adopté. Sur l'article 7, M. Tolain développe un amendement. M. le Rapporteur répond à M. Tolain. M. Brunet est entendu. L'amendement de M. Tolain est repoussé au scrutin par 196 voix contre 61, sur 257 votants. L'article 7 et l'ensemble de la loi sont adoptés. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à jeudi prochain 3 août (J.O., p. 4182).

Séance du 3 août.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Cuvinot dépose sur le bureau du Sénat et donne lecture du rapport sur le projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Ponte-Leccia à Calvi. — Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à distraire la commune d'Hériménil (Meurthe-et-Moselle) du canton de Gerbéviller et à la rattacher au canton sud-est de Lunéville ; 2° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Nièvre à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention promise pour la construction d'un chemin de fer ; 3° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Cholet (Maine-et-Loire) à emprunter une somme de 290.000 francs et à s'imposer extraordinairement ; 4° un projet de loi tendant à autoriser le département de Vaucluse à proroger la durée du remboursement d'un emprunt et à créer des ressources extraordinaires applicables au payement de diverses dépenses départementales ; 5° un projet de loi tendant à autoriser le département des Basses-Pyrénées à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées à la construction de chemins de fer ; 6° un projet de loi tendant à autoriser le département du Puy-de-Dôme à s'imposer extraordinairement pour le payement d'une subvention destinée à la construction de chemins de fer ; 7° en première délibération, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Fontenay-le-Comte à Cholet ; 8° en première délibération, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Gerbéviller à Bruyères ; 9° après déclaration d'urgence, un projet de loi ayant pour objet d'autoriser le ministre des travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construites par l'Etat et non concédées ; 10° en deuxième délibération, un projet de loi tendant à augmenter le nombre des adjoints aux maires dans certains arrondissements de la ville de Paris ; 11° en deuxième délibération, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique

d'un chemin de fer de Tours à Sargé, par ou près Savigny. — L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur le projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. L'article 66, modifié par un amendement de M. Boucher-Cadart, est adopté, ainsi que les articles suivants jusqu'à l'article 79. Sur l'article 79, un amendement de M. Bozérian est repoussé après quelques observations de M. Dauphin, rapporteur. Les articles 80 à 128 sont adoptés. Après avoir repoussé un amendement de M. Bozérian sur l'article 129, le Sénat adopte cet article et les suivants jusqu'à l'article 137. Un amendement de M. Bozérian sur l'article 138 n'est pas adopté. Les articles 138 à 169 sont adoptés sans discussion. M. le Rapporteur est entendu sur un amendement de M. Bozérian à l'article 160. L'amendement est adopté en partie. Les articles 160 et 161 sont entendus. Sur l'article 162, M. Brunet présente un amendement. M. le Rapporteur est entendu. L'amendement de M. Brunet est pris en considération. L'article 162 est réservé et renvoyé à la Commission. Les articles 163 à 169 sont adoptés. L'article 170 est adopté avec une modification proposée par M. Millaud et acceptée par M. le Rapporteur au nom de la Commission. Les articles 179 et suivants, jusqu'à l'article 221, sont adoptés. L'article 222, objet d'un amendement de M. Bozérian, est réservé. Les articles 223 à 226 sont adoptés. Le Sénat prononce l'urgence sur le projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Ponte-Leccia à Calvi. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à samedi 5 août (J.O., p. 4222).

Séance du 5 août.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Léon Clément, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte sans discussion : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département d'Alger à emprunter une somme de 4.280.000 francs, applicable au remboursement anticipé d'emprunts contractés antérieurement et à la construction d'édifices d'utilité départementale; 2° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Charleville (Ardennes) à emprunter 410.000 francs, et à approuver pour régularisation un emprunt de 135.000 francs contracté par la même ville ; 3° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Haute-Vienne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des lignes de grande communication; 4° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Nancy (Meurthe-et-Moselle) à emprunter 1.000.000 de francs pour l'agrandissement du lycée et l'acquisition de divers immeubles ; 5° un projet de loi tendant à autoriser la ville d'Armentières (Nord) à emprunter une somme de 300.000 francs et à s'imposer extraordinairement. —

Après avoir entendu MM. le baron de Larcy, Gazagne, rapporteur, et le baron de Ravignan, le Sénat adopte un projet de loi tendant à autoriser la ville d'Alais (Gard) à emprunter une somme de 1.700.000 francs et à s'imposer extraordinairement.—Le Sénat adopte ensuite : 1° un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt pour l'agrandissement de l'école normale d'instituteurs de Montbrison; 2° à l'unanimité de 245 votants, un projet de loi concernant : 1° l'annulation de crédits ouverts sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1880; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881 ; 3° l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos; 3° à l'unanimité de 230 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre des Travaux publics, au titre du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882, d'un crédit de 3 millions de francs pour le fonds de roulement des chemins de fer de l'État; 4° après avoir entendu M. de Lorgeril, et par 174 voix contre 43, sur 217 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 18.600.000 francs pour le service de l'instruction primaire. — Sur la demande de M. Jacques, d'accord avec la Commission, le Sénat ajourne la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 1.950.000 francs pour indemniser les victimes des événements de Saïda et de Tiaret. — Le Sénat adopte, après déclaration d'urgence : 1° un projet de loi ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Rhône, d'un chemin de fer d'intérêt local de Lyon-Saint-Just à Vaugneray et à Mornant; 2° un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Fontenay-le-Comte à Breuil-Barret; 3° un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Ponte-Leccia à Calvi. — L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. le comte de Douhet, ayant pour objet la suppression, en ce qui concerne l'armée, de la totalité des restrictions apportées aux nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur et aux promotions de la médaille militaire par la législation actuellement en vigueur. La Commission d'initiative a conclu contre la prise en considération. M. le comte de Douhet et M. Teisserenc de Bort, rapporteur, sont entendus. Le Sénat ne prend pas en considération la proposition de M. le comte de Douhet. — L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur le projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle.

M. Dauphin, rapporteur, propose plusieurs modifications dans la rédaction des articles 162, 221, 168, 225, 40, 198, 103 et 121. Ces modifications sont adoptées. L'ensemble du projet de loi est adopté. — Le Sénat fixe sa prochaine séance au lundi 7 août, à deux heures (J.O., p. 4261).

Séance du 7 août.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barne, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. Le Sénat adopte : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Charente-Inférieure à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux d'intérêt commun ; 2° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Haute-Vienne à créer des ressources extraordinaires ; 3° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Versailles (Seine-et-Oise) à emprunter une somme de 3.500.000 francs et à proroger une imposition extraordinaire. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder des secours aux familles nécessiteuses des soldats de la réserve et de l'armée territoriale pendant l'absence de leurs chefs. L'urgence, déjà prononcée par la Chambre des Députés, est mise aux voix et déclarée. L'article 1er du projet de loi est adopté. Sur l'article 2, repoussé par la Commission du Sénat, M. le colonel Meinadier, rapporteur, est entendu. Les articles 3, 4 et 5 ont été repoussés aussi par la Commission, qui leur a substitué une disposition nouvelle. Les articles 2, 3, 4 et 5 du projet de la Chambre des Députés sont repoussés. L'article 2 (disposition nouvelle de la Commission du Sénat) est adopté, ainsi que l'ensemble du projet de loi. — Le Sénat adopte en seconde délibération un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du chemin de fer d'Annecy à Albertville. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1882, d'un crédit extrardinaire de 1.950.000 francs pour indemniser les victimes des événements de Saïda et de Tiaret. M. Pelletan demande l'ajournement. M. Merlin, rapporteur, au nom de la Commission, accepte l'ajournement. L'ajournement est prononcé. — Le Sénat fixe à demain mardi 8 août sa prochaine séance publique. Demain, réunion dans les bureaux à deux heures (J.O., p. 4364).

Séance du 8 août.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le

procès-verbal de la dernière séance lu par M. Emile Labiche, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte, à l'unanimité de 239 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 108.000 francs pour la reconstruction des bâtiments incendiés de Bacalan. — M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, donne lecture d'une déclaration du Gouvernement.—Après avoir entendu MM. Tenaille-Saligny et de Mahy, Ministre de l'Agriculture, le Sénat adopte, à l'unanimité de 239 votants, un projet de loi tendant à allouer au Ministre de l'Intérieur un crédit extraordinaire de 1.000.000 francs pour venir en aide aux populations éprouvées par les inondations et par la grêle. — Après déclaration d'urgence, le Sénat adopte deux projets de lois ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique dans le département d'Indre-et-Loire un chemin de fer d'intérêt local de Port-Boulet à Châteaurenault, et l'établissement dans le département d'Indre-et-Loire d'un chemin de fer d'intérêt local de Ligré-Rivière à Richelieu. — Sur la demande de M. Merlin, rapporteur, le Sénat ajourne à une prochaine session la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 1.950.000 francs pour indemniser les victimes des événements de Saïda et de Tiaret. — Le Sénat fixe à demain sa prochaine séance publique. Demain mercredi 9 août, séance publique à deux heures (J.O., p. 4400).

Séance du 9 août.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Lenoël, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Tirard, Ministre des Finances, dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1883. M. le Ministre demande l'urgence, qui est déclarée. Le projet de loi est renvoyé à la Commission des Finances, qui est priée de se réunir dans ses bureaux. — M. le Ministre des Finances dépose un projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 625.797 fr. 30 pour la liquidation des dépenses d'expropriation des fabriques d'allumettes chimiques. L'urgence, demandée par M. le Ministre, est prononcée et le projet de loi renvoyé à la Commission des finances. — Le Sénat adopte, à l'unanimité de 248 votants, un projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881 ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882 ;

3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos ; 4° l'ouverture de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général de l'État. — Le Sénat, après déclaration d'urgence, adopte : 1° un projet de loi ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Nord, d'un chemin de fer d'intérêt local de Denain à la limite du département de l'Aisne, dans la direction du Catelet ; 2° un projet de loi ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Aisne, d'un chemin de fer d'intérêt local de la limite du département du Nord, vers Villers-Outreau, au Catelet ; 3° en deuxième délibération, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Gerbéviller à Bruyères ; 4° en deuxième délibération, un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Fontenay-le-Comte à Cholet. — Après déclaration d'urgence et sur une demande de discussion immédiate, le Sénat adopte : un projet de loi tendant à autoriser la ville de Montpellier à contracter un emprunt de 8.284.000 francs et à s'imposer extraordinairement ; un projet de loi autorisant les hospices de la ville de Montpellier à contracter un emprunt de 209.000 francs ; un projet de loi autorisant le département de Tarn-et-Garonne à créer des ressources extraordinaires ; un projet de loi tendant à autoriser la ville de Clermont-Ferrand à contracter un emprunt ; un projet de loi portant déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Saint-Maurice à Bussang, et, à l'unanimité de 255 votants, le projet de loi portant ouverture au Ministère des Finances d'un crédit de 625.797 fr. 39 pour les dépenses d'expropriation des fabriques d'allumettes chimiques. — Après la lecture du rapport de M. Dauphin, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi relatif aux contributions directes et taxes y annexées de l'exercice 1883, le Sénat ordonne la discussion immédiate et, après avoir entendu M. Batbie, adopte les articles du projet de loi. — M. le Ministre des Finances dépose un projet de loi portant organisation des services publics en Tunisie. — M. Duclerc, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, donne lecture du décret de M. le Président de la République portant clôture de la session ordinaire de 1882. La session est close. — La lecture du procès-verbal de la séance est lu par M. Barne, l'un des secrétaires, et adopté (J.O., p. 4422).

PROROGATION des traités de commerce. V. loi 12.

PROTECTION des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités. V. loi 17.

PUY-DE-DOME. — Demande à s'imposer extraordinairement pour le

payement d'une subvention destinée à la construction de chemins de fer. V. loi 263.

PYRÉNÉES (Basses-). — Demande à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux et pour le payement de subventions applicables aux travaux d'une route nationale. V. loi 145. — Demande à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées à la construction de chemins de fer. V. loi 249.

PYRÉNÉES-ORIENTALES. — Demande à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales. V. loi 189.

QUESTIONS.

I. Adressée par M. le comte de Tréveneuc à M. le Ministre de la Marine au sujet de la pension des vieux marins, demi-soldiers inscrits maritimes [28 février] (A., p. 154 ; J.O., c.r., p. 136).

II. Adressée par M. le baron de Lareinty à M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, sur les troubles qui ont éclaté à Alexandrie (Égypte) [13 juin] (A., p. 752; J.O., c.r., p. 644).

III. Adressée par M. Buffet à M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique, au sujet de l'arrêté pris par M. l'inspecteur d'académie du département d'Eure-et-Loir et aux faits qui ont motivé cet arrêté [10 juillet] (A., p. 883; J.O., c.r., p. 763).

IV. Adressée à M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, par M. le colonel de Chadois, pour demander si le Gouvernement ne viendra pas au secours des communes du département de la Dordogne ravagées par la grêle [21 juillet] (A., p. 983; J.O., c.r., p. 849).

V. Adressée par M. de Saint-Vallier à M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, relative à la publication du second fascicule du *Livre jaune* et à la date à laquelle M. le Ministre pense faire distribuer ce document diplomatique [22 juillet] (A., p. 998; J.O., c.r., p. 862).

VI. Adressée par M. Vigarosy à M. le Ministre de l'Intérieur, sur les changements apportés dans les rapports officiels de la République du Val-d'Andorre avec le département de l'Ariège, modifiés par un décret du 3 juin dernier, et dont le siège a été transporté à Perpignan (Pyrénées-Orientales) [24 juillet] (A., p. 1012; J.O., c.r., p. 876).

QUESTIONS AU JURY à poser en matière de diffamation. V. loi 2.

QUIMERCH (Finistère). — Etablissement d'une surtaxe sur l'alcool à son octroi. V. loi 151.

RAISMES (de). Finistère. — Fait une rectification au procès-verbal [1er juillet] (A., p. 817 ; J.O., c.r., p. 703). — Membre de Commissions (F. 3, 24, 36, 50 ; J.O., p. 227, 1460, 2411, 3039).

RAMPON (comte). Ardèche. — Elu Vice-Président du Sénat [16 janvier] (A., p. 14 ; J.O., c.r., p. 11). — Préside la séance. Communique d'une lettre de M. Léon Say, donnant sa démission de Président du Sénat [31 janvier] (A., p. 41 ; J.O., c.r., p. 35). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône et de ses affluents [21 juillet] (A., p. 989 ; J.O., c.r., p. 854) [22 juillet] (A., p. 1001 ; J.O., c.r., p. 865). — Préside une partie de la séance [1er août] (A., p. 1142 ; J.O., c.r., p. 988). — Membre d'une Commission (F. 3 ; J.O., p. 227).

RAMPONT. Inamovible. — Elu questeur du Sénat [10 juillet] (A., p. 883 ; J.O., c.r., p. 763).

RAVIGNAN (baron de). Landes. — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [11 mars] (A., p. 189 ; J.O., c.r., p. 166). — Parle sur le même projet de loi [13 mars] (A., p. 213 ; J.O., c.r., p. 190). — Parle sur le même projet de loi [16 mars] (A., p. 254 ; J.O., c.r., p. 224) [18 mars] (A., p. 275 ; J.O., c.r., p. 243) [21 mars] (A., p. 322 ; J.O., c.r., p. 282). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à ouvrir à M. le Ministre de la Guerre un crédit pour l'entretien d'un surcroît d'effectif à titre provisoire [31 mars] (A., p. 395 ; J.O., c.r., p. 342). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à l'abrogation des dispositions législatives concernant l'adjonction des plus imposés [1er avril] (A., p. 433 ; J.O., c.r., p. 377). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à un crédit de 50.000 francs pour la démolition et l'enlèvement des ruines du palais des Tuileries [27 juin] (A., p. 811 ; J.O., c.r., p. 696). — Nommé secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet le prolongement de la route nationale n° 134 *bis* jusqu'à la frontière espagnole, et le classement comme prolongement de cette route de la route départementale des Basses-Pyrénées n° 18 et du chemin d'intérêt commun [5 juillet] (J.O., p. 3576 ; F. 59). — Fait une rectification au procès-verbal [11 juillet] (A., p. 895 ; J.O., c.r., p. 773). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser

la ville d'Alais (Gard) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement [5 août] (A., p. 1171; J.O., c.r., p. 1015). — Membre de Commissions (F. 36,58; J.O., p. 2410, 3525).

RÉFORME du Code d'instruction criminelle. V. loi 46.

RÉGIME DOUANIER applicable aux produits anglais à leur entrée en France. V. loi 43.

REIGNIÉ (de). Deux-Sèvres. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 8; J.O., c.r., p. 8). — Dépose deux rapports faits au nom de la 2e Commission d'intérêt local sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er, à autoriser le département de la Vendée à modifier la destination d'un emprunt réalisable en vertu d'une loi antérieure; le 2e, à autoriser la ville d'Amiens (Somme) à emprunter 200.000 francs et à s'imposer extraordinairement [18 mars] (A., p. 261; J.O., c.r., p. 231; an., p. 109; I. 94, 95). — Secrétaire de la 5e Commission des pétitions [11 juin] (J.O., p. 3078; F. 51). — Membre de Commissions (F. 3, 5, 13, 24, 50, 80; J.O., p. 227, 334, 891, 1460, 3039, 4400).

RÉMUSAT (Paul de). Haute-Garonne. — Secrétaire de la Commission des finances [28 janvier] (J.O., p. 502; F. 7). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire (Evénements d'Égypte) (J.O., p. 3953; F. 68). — Membre de Commissions (F. 6, 61, 66, 68; J.O., p. 445, 3667, 3855, 3926).

RENAUD (Michel). Basses-Pyrénées. — Demande un congé. Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 6; J.O., c.r., p. 5, 6). — Membre d'une Commission (F. 13; J.O., p. 891).

RENNES (Ille-et-Vilaine). — Demande à contracter un emprunt de 1.735.000 francs. V. loi 137.

RÉPARTITION du fonds de 4 millions destiné à venir en aide aux départements. V. loi 252.

RÉPRESSION des outrages aux bonnes mœurs et modification de l'article 330 du Code pénal. V. loi 214.

RÉSOLUTIONS DU SÉNAT.

I. Projet de résolution déposé par M. Toupet des Vignes, au nom des questeurs, et ayant pour objet d'élever de 5 à 15 francs la retenue mensuelle faite sur l'indemnité des sénateurs. Cette retenue doit assurer la part du Sénat dans le payement d'une somme annuelle de 102.840 fr. pour cartes de circulation sur les chemins de fer. L'urgence est déclarée. Renvoi à la Commission de comptabilité [11 mars] (A., p. 181; J.O., c.r., p. 159; an., p. 99; I. 69). — M. Foubert dépose son rapport et en donne lecture. Sont entendus : MM. le baron de Ravignan, Jacques, Barthélemy-Saint-Hilaire, Foubert, rapporteur, Testelin. Adoption [11 mars] (A., p. 200; J.O., c.r., p. 176; an., p. 99; I. 69, 83).

II. Projet de résolution déposé par MM. Salneuve et Testelin, relatif à une disposition additionnelle au règlement du Sénat, dans le but d'interdire l'usage de la qualité de sénateur dans des entreprises financières industrielles ou commerciales. L'urgence est déclarée. Renvoi aux bureaux [24 juin] (A., p. 803; J.O., c.r., p. 687; an., p. 167; I. 297). — Commission : 1er bureau, M. Garrisson; 2e bureau, M. Testelin; 3e bureau, M. Demôle; 4e bureau, M. Ninard; 5e bureau, le général Guillemaut; 6e bureau, M. Gailly; 7e bureau, M. Batbie; 8e bureau, M. Barne; 9e bureau, M. Salneuve (J.O., p. 3525; F., 58).—*Président :* M. le général Guillemaut; *Secrétaire :* M. Barne (J.O., p. 3576; F., 59).—M. Barne dépose son rapport [24 juillet] (A., p. 1027; J.O., c.r., p. 888; an., p. 116; I. 436).—Discussion : 1° de la proposition de loi de MM. Salneuve, Thurel, A. Huguet, Vissaguet, Guyot-Lavaline, Meinadier, Lamorte, Combescure, Bonnet, Masson de Morfontaine, Lagache et Robin, ayant pour objet d'interdire désormais aux membres des deux Chambres la faculté de figurer, en leur qualité de sénateur ou de député, dans les conseils d'administration ou de surveillance des sociétés financières qui seraient formées avec appel au crédit public; 2° du projet de résolution, présenté par MM. Salneuve et Testelin, relatif à une disposition additionnelle au règlement du Sénat, dans le but d'interdire l'usage de la qualité de sénateur dans les entreprises financières, industrielles ou commerciales. Adoption [29 juillet] (A., p. 1104; J.O., c.r., p. 956).

III. Projet de résolution déposé par M. Testelin et plusieurs de ses collègues, relative à la nomination d'une nouvelle commission pour l'examen des projets de lois portant déclaration d'utilité publique des chemins de fer, en remplacement de l'ancienne Commission démissionnaire. Demande d'urgence. Renvoi à la prochaine séance du vote d'urgence [2 février] (A., p. 48; J.O., c.r., p. 41; an., p. 44; I. 16).—L'urgence est déclarée [4 février] (A., p. 55; J.O., c.r., p. 47).—Renvoi à une Commission spé-

ciale. Commission : 1er bureau, M. Chardon ; 2e bureau, le général Pélissier ; 3e bureau, M. Malens ; 4e bureau, M. Bozérian ; 5e bureau, M. le général d'Andigné ; 6e bureau, M. Testelin ; 7e bureau, M. La Caze ; 8e bureau, M. Vivenot ; 9e bureau, M. Thurel [12 février] (J.O., p. 786, F., 16). — *Président :* M. le général Pélissier ; *Secrétaire :* M. Vivenot [16 février] (J.O., p. 891 ; F., 13). — M. Vivenot dépose son rapport [18 février] (A., p. 99 ; J.O., c.r., p. 87 ; an., p. 24 ; I. 35). — Adoption [24 février] (A., p. 141 ; J.O., c.r., p. 123).

IV. Projet de résolution déposé par M. de Gavardie ayant pour objet de nommer une Commission, composée de dix-huit membres et investie des pouvoirs ordinaires des commissions d'enquête parlementaire, élue dans les bureaux pour recueillir tous renseignements nécessaires sur la situation comparative des écoles laïques et congréganistes [11 mars] (A., p. 187 ; J.O., c.r., p. 165 ; an., p. 104 ; I. 84).

RESTAURATION et conservation des terrains en montagne. V. loi 73.

RESTIGNÉ (Indre-et-Loire). — Demande à distraire une portion du territoire de cette commune pour la rattacher à la commune d'Ingrandes du canton de Langeais. V. loi 159.

RETENUE MENSUELLE. — V. **Résolutions du Sénat.**

RHONE. — Amélioration du passage du Chaffard sur le haut Rhône. V. loi 107. — Etablissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Lyon à Saint-Just, à Vaugneray et à Mornant V. loi 274.

RIBIÈRE. Yonne. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 10 ; J.O., c.r., p. 9). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi sur le Code rural [24 janvier] (A., p. 27 ; J.O., c.r., p. 23). — Parle sur le même projet de loi : Baux emphytéotiques et animaux employés dans les propriétés rurales [27 janvier] (A., p. 35 ; J.O., c.r., p. 29, 30, 31). — Demande, comme rapporteur, l'ajournement de la discussion [2 février] (A., p. 48 ; J.O., c.r., p. 41). — Demande le renvoi de la discussion du projet de loi relatif au Code rural, titre V. Est entendu dans la discussion sur le titre VI [4 février] (A., p. 52 ; J.O., c.r., p. 44). — Est entendu dans la discussion sur le titre V [11 février] (A., p. 69 ; J.O., c.r., p. 59, 63). — Parle sur les titres V et VI [18 février] (A., p. 100 ; J.O., c.r., p. 87, 94). — Dépose le rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre

des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [6 mars] (A., p. 159; J.O., c.r., p. 141; an., p. 48; I., 62). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de ce projet de loi [11 mars] (A., p. 186; J.O., c.r., p. 163) [14 mars] (A., p. 228; J.O., c.r., p. 201) [16 mars] (A., p. 250; J.O., c.r., p. 221) [18 mars] (A., p. 263; J.O., c.r., p. 232) [20 mars] (A., p. 296; J.O., p. 261) [23 mars] (A., p. 339; J.O., c.r., p. 294). — Membre de Commissions (F. 3, 13; J.O., c.r., p. 227, 891).

RIGAL. Tarn. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A p. 9; J.O., c.r., p. 9). — Fait une rectification au procès-verbal [18 mars] (J.O., c.r., p. 231). — S'excuse, par suite d'un deuil de famille, de ne pouvoir assister à la séance [2 mai] (J.O., c.r., p. 397; A., p. 460). — Membre de Commissions (F., 3, 24, 50, 61, 80; J.O., p. 227, 1460, 3039, 3667, 4400).

RISQUES LOCATIFS. — Proposition tendant à modifier l'article 1734 du Code civil. V. loi 65.

RIVIÈRE (duc de). Cher. — Fait une rectification au procès-verbal [1er juillet] (A., p. 817; J.O., c.r., p. 703).

ROBERT (général). Seine-Inférieure. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 8; J.O., c.r., p. 8).

ROBERT DE MASSY. Loiret. — Son rapport sur les élections sénatoriales de Vaucluse [14 janvier] (A., p. 9; J.O., c.r., p. 8). — Nommé membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi ayant pour objet de prévenir les accidents et les collisions sur mer [19 février] (J.O., p. 938; F. 14). — Dépose une pétition de M. Gaston de la Fare, demeurant à Orléans [20 mars] (J.O., p. 270). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi portant modification de l'article 1734 du Code civil, sur les risques locatifs [28 mars] (J.O., p. 1703; F. 31). — Est entendu dans la discussion de cette proposition de loi. Présente un amendement [23 mai] (A. p. 618; J.O., c.r., p. 527). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur les accidents et les collisions en mer [22 juin] (A., p. 798; J.O., c.r., p. 684; an., p. 147; I. 290). — Membre de Commissions (F. 14, 30, 44, 61, 66; J.O., p. 938, 1654, 2757, 3667, 3855).

ROGER-MARVAISE. Ille-et-Vilaine. — Élu secrétaire du Sénat

[16 janvier] (A., p. 14; J.O., c.r., p. 12). — Secrétaire de la Commission des finances [28 janvier] (J.O., p. 502; F. 7). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Code rural [11 février] (A., p. 77; J.O., c.r., p. 65). — Secrétaire de la Commission des pétitions (J.O., p. 1492; F. 25). — Nommé membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle (J.O., p. 2410; F. 36) [1er juin] (A., p. 676; J.O., c.r., p. 578). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [13 juin] (A., p. 742; J.O., c.r., p. 636). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à l'approbation d'une Convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer de Vitré à Fougères, pour le rachat de cette ligne [27 juin] (A., p. 807; J.O., c.r., p. 693). — Secrétaire de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'aliénation d'une partie des joyaux dits de la couronne et à la création d'une Caisse des invalides du travail (J.O., p. 3623; F. 60). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la création de syndicats professionnels. Présente un amendement [11 juillet] (A., p. 898; J.O., c.r., p. 775). — Membre de Commissions (F. 6, 13, 15, 24, 36, 59, 66, 80; J.O., p. 445, 891, 1032, 1460, 2410, 3576, 3855, 4400).

RONJAT. Isère. — Est entendu dans la discussion de la prise en considération de la proposition de loi sur la garantie des droits des citoyens [9 février] (A., p. 60; J.O., c.r., p. 51). — Dépose une pétition de vingt-sept anciens sous-officiers et soldats résidant à Grenoble (Isère) (J.O., p. 58). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [20 mars] (A., p. 292; J.O., c.r., p. 257). — Nommé Vice-Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [7 mai] (J.O., p. 2410; F. 36). — Parle dans la discussion du même projet de loi [9 mai] A., p. 504; J.O., c.r., p. 437).

ROUSSEAU. Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics [30 janvier]. — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Souk-Arrhas à Sidi-el-Hemessi, et l'approbation d'une Convention entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de Bône-Guelma [31 mars] (A., p. 404; J,O., c.r., p. 351). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Travaux publics et des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer [1er avril]

(A., p. 435 ; J.O., c.r., p. 377). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et des Travaux publics, deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Bazas à Auch et l'amélioration du passage du Chaffard sur le haut Rhône [6 mai] (A., p. 461 ; J.O., c.r., p. 401 ; an., p. 6 ; I. 175, 176). — Dépose trois projets de lois, au nom de MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics [1er juin] (A., p. 673 ; J.O., c.r., p. 575 ; an., p. 90 ; I. 220, 221). — Dépose trois projets de lois, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [10 juin] (A., p. 726 ; J.O., c.r., p. 621 ; an., p. 110 ; I. 254, 255, 256). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à l'établissement de plusieurs chemins de fer d'intérêt local dans le département des Landes, et l'approbation d'un traité passé entre la Compagnie du Midi et les concessionnaires. Est entendu dans la discussion du projet de loi déclarant d'utilité publique le chemin de fer de Carhaix à Guingamp [1er juillet] (A., p. 819 ; J.O., c.r., p. 704). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Travaux publics, trois projets de lois concernant la déclaration d'utilité publique de lignes de chemins de fer [10 juillet] (A., p. 892 ; J.O., c.r., p. 771). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois d'intérêt local [18 juillet] (A., p. 956 ; J.O., c.r., p. 825). — Dépose un projet de loi, au nom de M. le Ministre des Postes et des Télégraphes, relatif à un crédit. Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône et de ses affluents [20 juillet] (A., p. 979 ; J.O., c.r., p. 846) [21 juillet] (A., p. 989 ; J.O., c.r., p. 854). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et des Travaux publics, un projet de loi relatif à l'établissement d'un chemin de fer [24 juillet] (A., p. 1012 ; J.O., c.r., p. 875).

ROUSSEL (Théophile). Lozère. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but le prolongement entre Florac et Millau de la route nationale n° 107 *bis* de Florac à Alais. En donne lecture [31 mars] (A., p. 396 ; J.O., c.r., p. 343 ; an., p. 142 ; I. 152). — Demande un congé [15 mai] (J.O., p. 471 ; A., p. 545). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner : 1° la proposition de loi de MM. Théophile Roussel, Bérenger, Dufaure, l'amiral Fourichon, Schœlcher et Jules Simon, ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités ; 2° le projet de loi sur la protection de l'enfance [25 juillet] (A., p. 1032 ; J.O., c.r., p. 894 ; an., p. 124 ; I. 451). — Dépose une pétition de la société contre l'abus du tabac [6 août] (J.O., p. 1023). — Membre d'une Commission (F. 30 ; J.O., p. 1654).

ROUTES NATIONALES. — Leurs travaux d'amélioration. V. loi 113. — Prolongement de la route nationale n° 134 *bis* jusqu'à la frontière espagnole, et classement de cette route et de la route départementale n° 18, et du chemin d'intérêt commun n° 104. V. loi n° 173. — Prolongement, entre Florac et Millau, de la route nationale n° 107 *bis*, de Florac à Alais. V. loi 69.

ROZIÈRE (de). Lozère. — Membre de Commissions (F. 24, 36; J.O., p. 1460, 2411).

RUBILLARD. Sarthe. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 7; J.O., c.r., p. 7). — Dépose le rapport fait au nom de la 6e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Calvados à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une école normale d'instituteurs et l'appropriation de l'école normale d'institutrices [25 juillet] (A., p. 1032; J.O., c.r., p. 894; an., p. 120; I. 445). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Lozère à créer des ressources extraordinaires pour l'achèvement des lignes de grande communication [27 juillet] (A., p. 1056; J.O., c.r., p. 914; an., p. 130; I. 472). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-Pyrénées à créer des ressources extraordinaires pour le payement des subventions destinées à la construction de chemins de fer [29 juillet] (A., p. 1095; J.O., c.r., p. 949; an., p. 155; I. 503). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Charleville (Ardennes) à emprunter 410.000 francs et à approuver pour régularisation un emprunt de 135.000 francs contracté par la même ville [31 juillet] (A., p. 1110; J.O., c.r., p. 961; an., p. 159; I. 512). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, tendant à autoriser la ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) à emprunter 66.000 francs; le 2e, tendant à autoriser le département de Tarn-et-Garonne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires et pour le service d'un emprunt contracté en exécution d'une loi antérieure. En donne lecture et demande l'urgence [9 août] (A., p. 1200; J.O., c.r., p. 1039; an., p. 205; I. 560, 561). — Membre de Commissions (F. 13, 50, 61; J.O., p. 891, 3039, 3667).

SAIDA ET TIARET. — Allocation d'un crédit extraordinaire de

1.950.000 francs pour indemniser les victimes des massacres de ces deux localités. V. loi 276.

SAINT-PIERRE (vicomte de). Calvados. — Demande un congé [2 mai] (J.O., p. 397; A., p. 460). — Membre de Commissions (F. 3, 80; J.O., p. 227, 4400).

SAINT-VALLIER (comte de). Aisne. — Président de la Commission des pétitions [20 janvier] (J.O., p. 334; F. 5). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'instruction primaire obligatoire. Présente un amendement [14 mars] (A., p. 229; J.O., c.r., p. 202). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance [25 mars] (A., p. 345; J.O., c.r., p. 299) [30 mars] (A., p. 369; J.O., c.r., p. 319). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de commerce entre la France et l'Italie [1er avril] (A., p. 436; J.O., c.r., p. 386). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à un crédit de 50.000 francs pour la démolition et l'enlèvement des ruines du palais des Tuileries. Présente deux articles additionnels [27 juin] (A., p. 810; J.O., c.r., p. 695). — Membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rétablir le divorce (J.O., p. 3623; F. 60). — Propose le renvoi à une Commission spéciale d'un crédit extraordinaire demandé par le département de la Marine. Parle sur le règlement de l'ordre du jour [20 juillet] (A., p. 969; J.O., c.r., p. 838). — Adresse à M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, une question sur la publication du second fascicule du Livre jaune; il demande à M. le Ministre à quelle date ce document diplomatique pourra être distribué [22 juillet] (A., p. 998; J.O., c.r., p. 862). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies d'un crédit extraordinaire à l'occasion des événements d'Égypte [25 juillet] (A.. p. 1050; J.O., c.r., p. 909). — Membre de Commissions (F. 3, 18, 46, 60, 61, 66, 68; J.O., p. 227, 1139, 2805, 3623, 3667, 3855, 3926).

SAISY (Hervé de). Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [16 mars] (A., p. 259; J.O., c.r., p. 225) [18 mars] (A., p. 270; J.O., c.r., p. 238). — Fait une rectification au procès-verbal. Présente un amendement. Parle dans la discussion du même projet de loi [20 mars] (A., p. 290; J.O., c.r., p. 256). — Présente quelques observations sur le procès-verbal [25 mars] (A., p, 345; J.O., c.r., p. 299). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la déclaration d'utilité

publique du chemin de fer de Carhaix à Guingamp [1er juillet] (A., p. 820; J.O., c.r., p. 706). — Demande un congé [20 juillet] (J.O., p. 833; A., p. 963).— Membre d'une Commission (F. 36; J.O., p. 2411).

SALNEUVE. Puy-de-Dôme. — Proclamé sénateur [16 janvier] (A., p. 15; J.O., c.r., p. 12). — Dépose un projet de résolution relatif à une disposition additionnelle au règlement du Sénat dans le but d'interdire l'usage de la qualité de sénateur dans des entreprises industrielles ou commerciales [24 juin] (A., p. 803; J.O., c.r., p. 687; an., p. 167; I. 297). — Demande le renvoi d'une proposition de loi, déposée en 1881, ayant pour objet d'interdire l'usage de la qualité parlementaire dans les entreprises financières à la Commission nommée récemment pour l'examen d'un projet de résolution tendant au même objet [4 juillet] (A., p. 840; J.O., c.r., p. 723). — Membre de Commissions (F. 10, 36, 55, 58, 61, 66; J.O., p. 652, 2411, 3288, 3525, 3667, 3855).

SALVADOR (Amérique). — Convention passée avec la France pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art. V. loi 40.

SAONE (Haute-). — Demande à emprunter à la Caisse des chemins vicinaux une somme de 200.000 francs applicable aux travaux des lignes ordinaires. V. loi 108.

SAVOIE (Haute-). — Demande à créer des ressources extraordinaires pour le service d'un emprunt antérieurement contracté pour diverses dépenses d'intérêt départemental. V. loi 138.

SAY (Léon). Seine-et-Oise. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 9; J.O., c.r., p. 8). — Élu Président du Sénat. Son allocution en prenant possession du fauteuil présidentiel [16 janvier] (A., p. 13, 15; J.O., c.r., p. 11; an., p. 10; I. 3). — Préside la séance. Annonce au Sénat le décès de M. Halgan, sénateur de la Vendée. — Communique une lettre de M. le Ministre des Travaux publics concernant le tableau des marchés de 50.000 francs et au-dessus passés au compte de l'État, pendant l'année 1880 [19 janvier] (A., p. 23; J.O., c.r., p. 19). — Préside la séance. Communique une lettre de M. Gent, député de Vaucluse, élu sénateur dans le même département, qui déclare opter pour le Sénat [24 janvier] (A., p. 25; J.O., c.r., p. 21). — Préside la séance [27 janvier] (A., p. 35; J.O., c.r., p. 29). — Nommé Ministre des Finances [30 janvier] (J.O., c.r., p. 516). — Communication de la lettre par laquelle il donne sa démission de Président du Sénat. Dépose deux projets de lois

adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Tulle (Corrèze) ; le 2e, ayant pour objet l'établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Castellane (Basses-Alpes). Dépôt, par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. le Ministre de la Marine et des Colonies, des Finances et au sien, d'un projet de loi, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire et extraordinaire pour la guerre de Tunisie [31 janvier] (A., p. 41 ; J.O., c.r., p. 35 ; an., p. 12 ; I. 10, 11, 12). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi tendant à autoriser le département de la Somme à contracter un emprunt [2 février] (an., p. 45 ; I. 14).— Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, la prorogation des surtaxes établies sur le vin et sur l'alcool à l'octroi du Tréport (Seine-Inférieure) ; le 2e, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Bayonne (Basses-Pyrénées). Renvoi à la Commission d'intérêt local [4 février] (A., p. 52 ; J.O., c.r., p. 43 ; an., p. 14 ; I. 18, 19).—Dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet le rétablissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Barbezieux (Charente) [11 février] (A., p. 82 ; J.O., c.r., p. 99 ; an., p. 20 ; I. 30). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Code rural [18 février] (A., p. 103 ; J.O., c.r., p. 90). — Dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1881, d'un crédit supplémentaire de 5.574.191 fr. 78 pour compléter le remboursement des obligations à court terme échues en 1881 [27 février] (A., p. 145 ; J.O., c.r., p. 127 ; an., p. 43 ; I. 49). — Est entendu dans la question posée par M. le comte de Tréveneuc à M. le Ministre de la Marine, au sujet de la pension des vieux marins, demi-soldiers inscrits maritimes. Dépose un projet de loi, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et au sien, portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 100.000 francs pour l'exposition de Vienne de 1882 [28 février] (A., p. 155 ; J.O., c.r., p. 136 ; an., p. 44 ; I. 53). — Dépôt par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Travaux publics et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Souk-Arrhas à Sidi-Hemessi ; 2° l'approbation d'une Convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de Bône-Guelma [2 mars] (A., p. 158 ; J.O., c.r., p. 139). — M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la création d'enveloppes et de bandes timbrées [7 mars] (A., p. 173 ; J.O., c.r., p. 153). — Dépôt par M. Berlet, Sous-Secrétaire

d'État au Ministère de la Marine et des Colonies, au nom des Ministres de la Marine et des Colonies et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministère de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, au titre du Budget sur ressources extraordinaires, d'un crédit de 7.458.785 francs pour les travaux des chemins de fer du Sénégal [16 mars] (A., p. 244; J.O., c.r., p. 215).— Dépôt par M. le Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, la déclaration d'utilité publique de la section du chemin de fer de ou près de Château-Thierry à Laon, comprise entre Armentières et Bazoches; le 2e, le prolongement entre Florac et Millau de la route nationale n° 107 *bis* de Florac à Alais. Dépôt par M. le Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, de deux projets de lois, ayant pour objet: le 1er, la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de la Senia à Aïn-Temouchent et l'approbation d'une Convention passée avec la Compagnie de l'Ouest Algérien; le 2e, la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer du Blanc à Argent, avec raccordement à Romorantin, sur la ligne de Villefranche à Romorantin et à Salbris, sur la ligne de Paris à Limoges [20 mars] (A., p. 285; J.O., c.r., p. 251, 269). — Dépôt par M. Varroy, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'établissement d'une forme de radoub au port de Brest [25 mars] (A., p. 347; J.O., c.r., p. 301). — Dépose, au nom de M. le Ministre de la Guerre, le compte rendu sur le recrutement de l'armée pendant l'année 1881. Acte de dépôt. Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi d'intérêt local. Dépose, au nom de MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Finances, sur l'exercice 1882, de crédits supplémentaires montant à la somme de 8.844.000 francs pour les frais de l'expédition de Tunisie pendant le 2e trimestre 1882 [28 mars] (A., p. 366; J.O., c.r., p. 316; an., p. 136; I. 137, 138). — Dépôt par M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, de trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant : le 1er, ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire pour l'acquisition d'une collection d'objets d'art formée par M. Timbal; le 2e, ouverture, au même Ministre, d'un crédit extraordinaire pour l'acquisition de quatre toiles de Courbet; le 3e, ouverture, au même Ministre, d'un crédit extraordinaire pour la démolition et l'enlèvement des

ruines du Palais des Tuileries. — Dépôt, par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Travaux publics et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Carhaix à Guingamp [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r., p. 377). — Dépôt par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et des Travaux publics, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique de la 1re section du chemin de fer de Bazas à Auch; 2° l'amélioration du passage du Chaffard, sur le haut Rhône. Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Saône à emprunter à la Caisse des chemins vicinaux une somme de 200.000 francs applicable aux travaux des lignes ordinaires. Dépôt, par M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine, au nom de M. le Ministre des Finances et de l'Instruction publique, et au sien, d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 274.088 francs pour l'envoi d'une mission scientifique au cap Horn. Dépôt, par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, au nom de M. le Ministre des Finances, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires sur les exercices 1879 et 1880; 2°, l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices primés et clos; 5° l'ouverture et l'annulation de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général de l'État. Renvoi à la Commission des Finances [6 mai] (A., p. 461; J.O., c.r., p. 401; an., p. 6; I. 177). — M. Tirard, Ministre du Commerce, dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'importation des viandes de porc de provenance étrangère [8 mai] (A., p. 489; J.O., c.r., p. 424). — M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, dépose, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la construction d'un canal de jonction de l'Escaut à la Meuse [20 mai] (A., p. 593; J.O., c.r., p. 509). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du Budget de l'exercice 1870. Dépôt par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'ouverture au

Ministre de la Guerre, au titre du Budget sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882, d'un crédit de 54.200.000 francs, et à l'annulation d'une somme correspondante au titre du Budget de l'exercice 1881 [25 mai] (A., p. 637; J.O., c.r., p. 514, 552; an., p. 89; I. 217). — M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, dépose deux projets de lois, au nom de MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics : le 1er, ayant pour objet l'ouverture au Ministre des Travaux publics d'un crédit extraordinaire de 600.000 francs relatif aux travaux des canaux de Briare et du Centre; le 2e, ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de ou près Sembadel; 2° l'incorporation dans le réseau d'intérêt général du chemin de fer d'intérêt local de Saint-Bonnet-le-Château à Bonson et l'approbation d'une Convention passée avec la Compagnie du chemin de fer d'intérêt local de Loire et Haute-Loire pour le rachat dudit chemin de fer [1er juin] (A., p. 673; J.O., c.r., p. 575). — M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et en son nom, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création de bons de poste de sommes fixes [8 juin] (A., p. 709; J.O., c.r., p. 607). — Dépôt par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'ouverture au Ministre de la Guerre sur l'exercice 1882, de crédits supplémentaires montant à la somme de 6.030.678 francs pour l'entretien d'un surcroît d'effectif à titre temporaire. Dépôt par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. le Ministre des Finances, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, l'établissement d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Quimerch (Finistère). Renvoi à la Commission d'intérêt local; le 2e, l'approbation d'un échange d'immeubles entre l'État et le département de la Vienne. Renvoi à la Commission d'intérêt local. Dépôt par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Travaux publics et des Finances, de trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, l'approbation d'une Convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer de Vitré à Fougères et prolongement pour le rachat de la ligne de Vitré à Fougères et à Moidrey; le 2e, la déclaration d'utilité publique de la deuxième section du chemin de fer de Gisors à Paray-le-Monial, comprise entre Lozanne et Paray-le-Monial; le 3e, la déclaration d'utilité publique de la première section du chemin du fer de Draguignan à Cagnes, comprise entre Draguignan et Grasse [10 juin] (A., p. 720; J.O., c.r., p. 615, 621; an., p. 107; I. 249). — Dépose un projet de

loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'annulation de crédits ouverts sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1880; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881; 3° l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos [22 juin] (A., p. 794; J.O., c.r., p. 681; an., p. 146; I. 289). — Dépôt par M. Varroy, Ministre des Travaux publics et des Finances et au sien, de trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Nyons à Pierrelatte, sur la ligne de Lyon à Marseille, par Valréas; le 2e, la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Gerbéviller à Bruyères; le 3e, le prolongement de la route nationale n° 134 *bis* jusqu'à la frontière espagnole et le classement, comme prolongement de cette route, de la route départementale des Basses-Pyrénées, n° 18, et du chemin d'intérêt commun [24 juin] (A., p. 801; J.O., c.r., p. 687). — Dépôt par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi portant réduction du délai de conservation des valeurs confiées à la poste. Renvoi à la Commission des Finances [1er juillet] (A., p. 817; J.O., c.r., p. 703). — Dépôt par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un canal d'irrigation dérivé de l'Hérault et destiné à desservir une partie des territoires de douze communes du département de l'Hérault [27 juin] (A., p. 812; J.O., c.r., p. 697). — Dépôt par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. le Ministre des Finances, de la Marine et au sien, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant : le 1er, ouverture de crédits extraordinaires pour les frais de l'expédition de Tunisie; le 2e, ouverture de crédits au titre du Budget sur ressources extraordinaires [4 juillet] (A., p. 837; J.O., c.r., p. 720). — Dépôt par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, de MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Finances sur les exercices 1881-1882, de crédits supplémentaires et extraordinaires montant à la somme de 19.076.087 francs pour les frais de l'expédition de Tunisie pendant le deuxième semestre de l'année 1882 [6 juillet] (A., p. 843; J.O., c.r., p. 727). — Dépôt par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des

finances, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Lannemezan à Arreau ; le 2e, la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Tours à Sargé, par ou près Savigny [8 juillet] (A., p. 866 ; J.O., c.r., p. 747). — Dépôt par M. Jules Ferry, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, relatif à l'isolement et à l'agrandissement de la Bibliothèque nationale et portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 2.950.000 francs pour faire face aux dépenses des expropriations poursuivies en exécution de la loi du 28 décembre 1880 [12 juillet] (A., p. 927 ; J.O., c.r., p. 801). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur les spiritueux à l'octroi d'Amiens (Somme). Dépôt par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics, de la Guerre et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant exécution de travaux pour l'amélioration du port de Bouc. Dépôt par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, des Finances, de la Guerre et au sien, de cinq projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant : le 1er, 1e affectation d'une somme de 2.300.000 francs à l'agrandissement du poste central des Télégraphes dans les bâtiments de la rue de Grenelle ; 2e ouverture, sur l'exercice 1882, d'un crédit de 300.000 francs pour commencer ; le 2e, portant un crédit extraordinaire de 90.000 fr. sur l'exercice 1883, pour dépenses se rapportant à la réunion des Conférences internationales d'électriciens, pour l'unité électrique, la propriété des câbles marins, etc. ; le 3e, concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre le continent et la Corse ; le 4e, tendant à créer des timbres spéciaux pour la constatation des versements sur les livrets de la Caisse d'épargne postale ; le 5e, portant ouverture au Ministère des Postes et Télégraphes d'un crédit supplémentaire de 250.000 francs sur le Budget ordinaire de 1882, pour l'établissement de lignes télégraphiques [17 juillet] (A., p. 935 ; J.O., c.r., p. 809, 820). — Dépôt par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'organisation d'un crédit agricole mobilier. Dépôt par M. Rousseau, Sous-Secrétaire au Ministère des Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, de M. le Ministre des Postes et Télégraphes et de M. le Ministre des Finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit de 70.000 francs au Ministre

de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, sur l'exercice 1882, pour l'établissement du matériel fixe dans les nouvelles constructions élevées pour l'agrandissement du Ministère des Postes et Télégraphes [20 juillet] (A., p. 971; J.O., c.r., p. 833). — Dépôt par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Finances, d'un projet de loi portant : 1° annulation sur l'exercice 1881, au budget du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, d'un crédit de 324.384 fr. 56; 2° ouverture, sur l'exercice 1882, au même budget, d'un crédit de 405.284 fr. 56 applicable aux dépenses de la Commission scientifique du passage de Vénus. Dépôt par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au Ministère de l'Intérieur, sur l'exercice 1881, d'un crédit extraordinaire de 1.900.000 francs pour la liquidation de l'arriéré du service de l'assistance publique en Algérie; 2° création d'un complément de ressources destinées à constituer une dotation suffisante pour le même service [22 juillet (A., p. 999; J.O., c.r., p. 868). — Dépôt par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Fontenay-le-Comte à Breuil [24 juillet] (A., p. 1012; J.O., c.r., p. 875). — Dépôt par M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, de quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, les trois premiers ayant pour objet la déclaration d'utilité publique : le 1er, d'un chemin de fer de Fontenay-le-Comte à Cholet; le 2e, du chemin de fer d'Annecy à Albertville; le 3e, d'un chemin de fer de Ponte-Leccia à Calvi; le 4e, concernant le rachat de la concession de la rivière canalisée du Drot [25 juillet] (A., p. 1051; J.O., c.r., p. 910). — Dépôt par M. Duvaux, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de MM. les Ministres de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et des Finances, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, portant ouverture, sur l'exercice 1881, d'un crédit supplémentaire de 2.500.000 francs, applicable aux dépenses ordinaires des écoles primaires publiques; le 2e, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 18.600.000 francs pour le service de l'instruction primaire. Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er, portant annulation d'un crédit de 537.958 fr. 82 sur le budget extraordinaire du Ministère des Finances pour l'exercice 1882, et d'un crédit de 1.500.000 francs sur le même budget de l'exercice 1882 (Frais d'émission

et de négociation des rentes 3 p. 100 amortissables); le 2e, concernant : 1° l'annulation de crédits ouverts sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1880; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires de l'exercice 1881; 3° l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos. Renvoi de ces divers projets à la Commission des finances [27 juillet] (A., p. 1071; J.O., c.r., p. 913,. — Dépôt par M. Varroy, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à déclarer d'utilité : le 1er, d'un chemin de fer de Lyon-Saint-Just à Vaugneray et à Mornant; le 2e, portant ouverture, sur l'exercice 1882, d'un crédit de 3.000.000 francs pour le fonds de roulement des chemins de fer de l'État [28 juillet] (A., p. 1083; J.O., c.r., p. 936). — Dépôt par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'amélioration de la navigation de la Charente entre Angoulême et la limite du département de la Charente-Inférieure [29 juillet] (A., p. 1095; J.O., c.r., p. 949). — Dépôt par M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 108.000 fr., pour la reconstruction des bâtiments incendiés de Bacalan [31 juillet] (A., p. 1110; J.O., c.r., p. 962). — Dépôt par M. Varroy, Ministre des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à allouer au Ministre de l'Intérieur un crédit extraordinaire de 1.000.000 francs pour venir en aide aux populations éprouvées par les inondations et par la grêle. Renvoi à la Commission des Finances. Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos; 4° l'ouverture de crédits afférents aux Budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général de l'État [3 août] (A., p. 1150; J.O., c.r., p. 1004; an., p. 9; L. 181).

SCHERER. Inamovible. — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portan

ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire (événements d'Égypte) (J.O., p. 3953; F. n° 68). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies sur l'exercice 1882 d'un crédit extraordinaire de 7.835.000 francs (événements d'Égypte). En donne lecture. Est entendu dans la discussion [25 juillet] (A., p. 1032; J.O., c.r., p. 894; an., p. 124; I. 452). — Membre de Commissions (F. 36, 68; J.O., p. 2411, 3926).

SCHEURER-KESTNER. Inamovible. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi concernant la durée des heures de travail dans les usines et manufactures [24 février] (A., p. 130; J.O., c.r., p. 113). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [23 mars] (A., p. 338; J.O., c.r., p. 294). — Secrétaire et rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger d'un an le délai fixé pour la mise en vigueur de la loi du 7 juillet 1881, qui rend exclusivement obligatoire l'alcoomètre de Gay-Lussac et le soumet à une vérification officielle (J.O., p. 3623; F. 60). — Dépose le rapport sur ce projet. En donne lecture [6 juillet] (A., p. 844; J.O., c.r., p. 727; an. p. 66; I. 353). — Membre d'une Commission (F. 59; J.O., p. 3576).

SCHŒLCHER. Inamovible. — Fait une déclaration dans le cours de la discussion sur le projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [23 mars] (A., p. 335; J.O., c.r., p. 291). — Présente, de concert avec MM. Lenoël et Desmazes, un article additionnel au cours de la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [13 juin] (A., p. 753; J.O., c.r., p. 645). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur les enterrements civils ou religieux (J.O., p. 3900; F. 67). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire (événements d'Egypte) (J.O., p. 3953; F. 68). — Président de la 7e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 4422; F. 1., S. E.). — Membre de Commissions (F. 13, 61, 66, 68, 80; J.O., p. 891, 3667, 3855, 3926, 4400).

SCRUTIN.—Pour l'élection du bureau du Sénat. V. **Bureau du Sénat.** — Pour l'élection du Président du Sénat, en remplacement de M. Léon

Say. V. **Bureau du Sénat.** — Pour l'élection d'un Vice-Président, en remplacement de M. Le Royer, nommé Président du Sénat. V. **Bureau du Sénat.** — Pour l'élection d'un sénateur inamovible, en remplacement de M. Bertauld, décédé [20 mai] (J.O. p. 501). — Pour l'élection de deux membres de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations. — Pour l'élection d'un sénateur inamovible, en remplacement de M. le général de Cissey, décédé, et d'un questeur, en remplacement de M. Toupet des Vignes, également décédé [10 juillet] (J.O., p. 761).

SEINE. — Demande à modifier l'emploi des ressources créées par deux lois antérieures. V. loi 32. — Demande à modifier l'emploi des ressources créées par une loi antérieure. V. loi 209.

SEINE-INFÉRIEURE. — Demande à créer des ressources applicables à diverses dépenses d'intérêt départemental. V. loi 162.

SEINE-ET-OISE. — Projet de loi tendant à former un nouveau canton dans le département de Seine-et-Oise, dont le chef-lieu serait le Raincy. V. loi 86. — Demande à emprunter à la Caisse des chemins vicinaux une somme de 215.200 francs pour l'achèvement de divers chemins d'intérêt commun et de grande communication. V. loi 114. — Demande l'autorisation de faire un emprunt à la Caisse des chemins vicinaux pour la construction de plusieurs ponts. V. loi 241.

SÉNATEURS DÉCÉDÉS. — MM. Halgan, Laserve, Monjaret de Kerjégu, Bertauld, Bertrand, général de Cissey, Toupet des Vignes.

SERMENT. — Modifié devant les Cours et Tribunaux. V. loi 195.

SESSION. — Ouverture de la session ordinaire [10 janvier] (A., p. 1; J.O., c.r., p. 1).

SIMON (Jules). Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire. Présente un amendement [11 mars] (A., p. 194; J.O., c.r., p. 170). — Fait une rectification au procès-verbal [13 mars] (J.O., c.r., p. 184). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Dufaure sur le droit d'association (J.O., p. 2757; F. 44). — Dépose le rapport sur le droit d'association [27 juin] (A., p. 807; J.O., c.r., p. 693; an., p. 45; I. 318). — Est entendu dans la discussion du

projet de loi relatif aux syndicats professionnels [1er juillet] (A., p. 827; J.O., c.r., p. 711). — Dépose le complément du rapport sur la proposition de loi de M. Dufaure sur le droit d'association [4 juillet] (A., p. 832; J.O., c.r., p. 715).

SOMME. — Demande à contracter un emprunt pour le remboursement de la dette départementale. V. loi 16. — Demande à contracter un emprunt de 822.000 francs destiné à l'établissement des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices. V. loi 184. — Proposition de distraire le hameau le Petit-Saveuse, de la commune de Saveuse, pour le réunir à la commune de Ferrières, même département. V. loi 230.

SYNDICATS PROFESSIONNELS. — Leur organisation. V. loi 174.

TAILHAND. Ardèche. — Membre de la Commission chargée d'un projet de loi tendant à la répression du duel [10 février] (J.O., p. 750). — Membre de Commissions (F. 11, 59; J.O., p. 750, 3576).

TARIF. — Établissement d'un tarif de douane minimum. V. loi 59. — Approbation du tarif télégraphique établi entre la France et la Grèce. V. loi 251.

TARN-ET-GARONNE. — Demande à s'imposer extraordinairement pour le payement d'une subvention destinée au rachat du péage d'un pont. V. loi 140. — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins vicinaux ordinaires et pour le service d'un emprunt contracté. V. loi 290.

TAUX. — De l'intérêt de l'argent. V. loi 105.

TEISSERENC DE BORT. Haute-Vienne. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 10; J.O., c.r., p. 9). — Vice-Président de la Commission chargée du projet de loi portant approbation du Traité de commerce entre la France et l'Italie [28 janvier] (J.O., p. 502; F. 7). — Dépose le rapport sur le projet de loi relatif au régime douanier applicable aux produits anglais à leur entrée en France et en donne lecture [27 février] (A., p. 147; J.O., c.r., p. 129; an., p. 44; I. 51). — Rapporteur de la Commission relative au Traité de commerce franco-italien (J.O., p. 1508; F. 25). — Dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'approbation d'un Traité de commerce entre la France et l'Italie [23 mars] (A., p. 340; J.O., c.r., p. 296; an., p. 122;

I. 120). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de commerce entre la France et l'Italie [28 mars] (A., p. 355 ; J.O., c.r., p. 309) [1er avril] (A., p. 446 ; J.O., c.r., p. 387). — Dépose un rapport général, fait au nom de la Commission chargée d'examiner les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant approbation des Traités de commerce entre la France et la Belgique, la France et la Suisse, la France et l'Espagne, la France et le Portugal, la France et la Suède-Norvège. Dépose cinq rapports séparés sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant : le 1er, approbation des Traités de commerce et d'établissement, ainsi que des Conventions relatives aux rapports de voisinage et à la propriété industrielle, signés à Paris, le 23 février 1882, entre la France et la Suisse ; le 2e, approbation du Traité de commerce et de la Convention de navigation signés à Paris, le 31 octobre 1881, entre la France et la Belgique ; le 3e, approbation du Traité de commerce et de navigation signé à Paris, le 6 février 1882, entre la France et l'Espagne ; le 4e, approbation des Traités de commerce et de navigation signés à Paris, le 30 décembre 1881, entre la France et les royaumes unis de Suède et de Norvège ; le 5e, approbation du Traité de commerce et de navigation signé à Paris, le 19 décembre 1881, entre la France et le Portugal [8 mai] (A., p. 485 ; J.O., c.r., p. 421 ; an., p. 19, 47 ; I. 182, 183, 184, 185, 186, 187). — Dépose deux rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant : le 1er, approbation de la Convention de commerce signée à Paris, le 7 novembre 1881, entre la France et l'Autriche-Hongrie ; le 2e, approbation de la Convention concernant les relations commerciales et maritimes entre la France et la Grande-Bretagne, signée à Paris le 28 février 1882. Lecture du rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Est entendu dans la discussion des projets de lois portant approbation des traités de commerce [11 mai] (A., p. 513 ; J.O., c.r., p. 445). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une Convention additionnelle entre la France et le Portugal. En donne lecture et demande l'urgence [13 mai] (A., p. 537 ; J.O., c.r., p. 464 ; an., p. 64 ; I. 202). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une Convention relative au régime douanier entre le canton de Genève et la zone franche de la Haute-Savoie et de quatre Conventions relatives au raccordement des sections françaises et suisses : 1e du chemin de fer d'Annemasse à Genève ; 2e du chemin de fer de Bossey-Veyrier à la gare de Genève ; 3e du chemin de fer de Thonon au Bouveret par Saint-Gingolph ; 4e du chemin de fer de Besançon au Locle par Morteau. En donne lecture [10 juin] (A., p. 720 ; J.O., c.r., p. 616 ; an., p. 109 ; I. 253).

— Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers (J.O., p. 3525; F. 58). — Propose de renvoyer à la Comission des traités de commerce, le projet de loi modifiant le Traité de commerce conclu avec l'Autriche-Hongrie, déposé à la séance précédente et renvoyé aux bureaux [18 juillet] (A., p. 955; J.O., c.r., p. 825). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention additionnelle à la Convention de commerce conclue le 7 novembre 1881 entre la France et l'Autriche-Hongrie [24 juillet] (A., p. 1019; J.O., c.r., p. 882). — Dépose le rapport sommaire, fait au nom de la Commission d'initiative parlementaire chargée d'examiner la proposition de loi de M. le comte de Douhet, ayant pour objet la suppression, en ce qui concerne l'armée, de la totalité des restrictions apportées aux nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur et aux promotions à la médaille militaire par la législation actuellement en vigueur [28 juillet] (A., p. 1078; J.O., c.r., p. 931; an., p. 139; I. 487). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de la prise en considération de la proposition de loi tendant à faire dans l'armée toutes les restrictions apportées dans les nominations de la Légion d'honneur et de la médaille militaire [5 août] (A., p. 1177; J.O., c.r., p. 1020). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, ayant pour objet de modifier plusieurs articles du livre II du Code de commerce (J.O., p. 4422; F. 1; S. E.). — Membre de Commissions (F. 3, 6, 50, 56, 66, 80; J.O., p. 227, 445, 3039, 3338, 3855, 4400).

TENAILLE-SALIGNY. Nièvre. — Son rapport sur les élections sénatoriales du Tarn [14 janvier] (A. p. 9; J.O., c.r., p. 9). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi concernant la durée des heures de travail dans les usines et manufactures. Présente un amendement [24 février] (A., p. 139; J.O., c.r., p. 121). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle. Présente un amendement [15 mai] (A., p. 552; J.O., c.r., p. 477). — Nommé rapporteur de la proposition de M. Bozérian, relative à la diffamation (J.O., p. 3389; F. 57). — Dépose le rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Bozérian relative à la façon dont les questions doivent être posées au jury en matière de diffamation, lorsque la preuve de la vérité des faits diffamatoires est offerte devant la Cour d'assises [27 juin] (A., p. 807; J.O., c.r., p. 693; an., p. 40; I. 315). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à ouvrir au Ministère de l'Intérieur un crédit extraordinaire pour venir en aide aux populations éprouvées par les inondations et par la grêle [8 août] (A., p. 1190; J.O., c.r.,

p. 1031). — Secrétaire et rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'amélioration de la navigation de la Charente entre Angoulême et la limite de la Charente-Inférieure (J.O., p. 4422; F. 1., S. E.). — Membre de Commissions (F. 3, 66, 80; J.O., p. 227, 3855, 4400).

TESTELIN. Inamovible. — Parle sur l'ordre du jour [10 janvier] (A., p. 3; J.O., c.r., p. 2).—Parle sur le règlement de l'ordre du jour [19 janvier] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 20).— Dépose, avec plusieurs de ses collègues, une proposition relative à la nomination d'une nouvelle Commission pour l'examen des projets de lois portant déclaration d'utilité publique des chemins de fer, en remplacement de l'ancienne Commission démissionnaire. Demande l'urgence [2 février] (A., p. 48; J.O., c.r., p. 41; an., p. 14; I. 16). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la durée des heures de travail dans les usines et manufactures [23 février] (A., p. 113; J.O., c.r., p. 99). — Parle dans la discussion du projet de résolution tendant à élever de 5 à 15 francs les retenues mensuelles sur l'indemnité des Sénateurs, pour carte de circulation sur les chemins de fer (11 mars] (A., p. 202; J.O., c.r., p. 178). — Dépose une pétition de M. A. Baron, avocat près la Cour d'appel de Paris (J.O., p. 178).— Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au Traité de commerce entre la France et l'Italie [30 mars] (A., p. 391; J.O., c.r., p. 338) [1er avril] (A., p. 443; J.O., c.r., p. 384). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif à l'importation des viandes de porc de provenance étrangère [20 juin] (A., p. 776; J.O., c.r., p. 665) [22 juin] (A., p. 794; J.O., c.r., p. 681). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rétablir le divorce (J.O., p. 3667; F. 61). — Membre de Commissions (F. 12, 40, 58, 59; J.O., p. 786, 2607, 3525, 3576).

THÉRY. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 61; J.O., p. 3667).

THUREL. Jura. — Membre de Commissions (F. 12, 36, 50, 59, 66, 68, 80; J.O., p. 786, 2411, 3039, 3576, 3855, 3926, 4400).

TIRARD. Ministre du Commerce [30 janvier] (J.O., p. 546). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la prorogation des délais pour le renouvellement des traités de commerce [31 janvier] (A., p. 42; J.O., p. 35). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, deux projets de loi relatifs à des conventions internationales [23 février] (A., p. 125; J.O., c.r., p. 109; an.,

p. 39; I. 44, 45). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi tendant à distraire une commune pour en faire une municipalité distincte. Dépose, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au régime douanier applicable aux produits anglais à la rentrée en France [27 février] (A., p. 145; J.O., c.r., p. 127; an., p. 42; I. 48, 50). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du Traité de commerce et de la Convention de navigation signés à Paris le 31 octobre 1881, entre la France et la Belgique. Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de commerce entre la France et l'Italie [28 mars] (A., p. 351; J.O., c.r., p. 304, 315; an., p. 136; I. 135). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi d'intérêt local. Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au Traité de commerce entre la France et l'Italie [30 mars] (A., p. 381; J.O., c.r., 325; an., p. 138; I. 143). — M. de Freycinet, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*, dépose, au nom de M. Tirard, Ministre du Commerce et au sien, sept projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés dans sa séance d'hier : le 1er portant approbation de la Convention concernant les relations commerciales et maritimes entre la France et la Grande-Bretagne, signée à Paris le 18 février 1882; le 2e portant approbation du Traité de commerce et de navigation, signé à Paris le 6 février 1882, entre la France et l'Espagne; le 3e portant approbation du Traité de commerce et de navigation, signé à Paris le 19 décembre 1881, entre la France et le Portugal; le 4e portant approbation des Traités de commerce et d'établissement, ainsi que des conventions relatives aux rapports de voisinage et à la propriété industrielle, conclus, le 23 février 1882, entre la France et la Suisse; le 5e, portant approbation des traités de commerce et de navigation, signés à Paris le 30 décembre 1881, entre la France et les royaumes unis de Suède et de Norvège; le 6e portant approbation de Convention signée à Paris, le 23 février 1882, entre la France et la Suisse, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique; le 7e portant approbation de la Convention de commerce signée à Paris, le 7 novembre 1881, entre la France et l'Autriche-Hongrie. Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation du Traité de commerce entre la France et l'Italie [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r., p. 378, 391). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'importation des viandes de porc de provenance étrangère [8 mai] (A., p. 489; J.O., c.r., p. 424; an., p. 57; I. 188). — Dépose, au

nom du Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er tendant à autoriser le département de Seine-et-Oise à emprunter à la Caisse des chemins vicinaux une somme de 215.200 francs pour l'achèvement de divers chemins d'intérêt commun et de grande communication; le 2e, étendant au service d'un nouvel emprunt l'affectation de l'imposition extraordinaire autorisée par la loi du 16 mai 1878 sur les patentes de la ville du Havre pour concourir aux dépenses de construction d'une Bourse [11 mai] (A., p. 527; J.O., c.r., p. 456; an., p. 61; I. 196, 197). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien, une Convention additionnelle au traité de commerce et de navigation du 19 décembre 1881, entre la France et le Portugal, signé le 6 mai 1882 (A., p. 536; J.O., c.r., p. 463; an., p. 63; I. 201). — Dépôt, par M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de MM. les Ministres du Commerce et des Finances, de deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, portant : le 1er : 1° ouverture au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1882, d'un crédit de 990.000 francs pour la construction de l'École centrale des arts et manufactures; 2° ouverture, sur le budget annexe de l'École centrale des arts et manufactures, pour l'exercice 1882, d'un crédit de 1.120.000 francs pour le même objet; le 2e portant ouverture au Ministre du Commerce, sur l'exercice 1882, d'un crédit de 50.000 francs pour subvention à l'exposition générale des produits de l'agriculture, de l'industrie et des arts industriels, organisée par la Société philomatique de Bordeaux [13 mai] (A., p. 536; J.O., c.r., p. 469; an., p. 64; I. 203, 204). — Dépôt, par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, du Commerce et des Travaux publics, d'un projet de loi portant approbation d'une Convention relative au régime douanier entre le canton de Genève et la zone franche de la Haute-Savoie et de quatre conventions de raccordement de chemins de fer [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'importation des viandes de porc de provenance étrangère [20 juin] (A., p. 782; J.O., c.r., p. 670). — Parle sur le même projet de loi. Dépose deux projets de loi d'intérêt local, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [22 juin] (A., p. 791; J.O., c.r., p. 675). — Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : Le 1er, de proroger d'un an le délai fixé pour la mise en vigueur de la loi du 7 juillet 1881, qui rend exclusivement obligatoire l'alcoomètre centésimal de Gay-Lussac et le soumet à une vérification officielle; le 2e, de modifier la loi du 14 juillet 1856 sur les établissements d'eaux minérales naturelles. Renvoi de ces deux projets au bureau [27 juin] (A., p. 806; J.O., c.r., p. 692; an., p. 4; I. 306, 307). — Est entendu

dans la discussion du projet de loi relatif aux syndicats professionnels [1er juillet] (A., p. 824; J.O., c.r., p. 709). — Demande la déclaration d'urgence et la discussion immédiate du projet de loi qui tend à rendre exclusivement obligatoire l'alcoomètre centésimal de Gay-Lussac, en le soumettant à une vérification officielle. Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la création de syndicats professionnels [6 juillet] (A., p. 845; J.O., c.r., p. 727, 735) [8 juillet] (A., p. 875; J.O., c.r., p. 755). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi d'intérêt local. Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la création de syndicats professionnels [11 juillet] (A., p. 905; J.O., c.r., p. 781) [12 juillet] (A., p. 927; J.O., c.r., p. 801). — Dépose deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, des Travaux publics, de la Guerre et des Finances. Parle dans la discussion du projet de loi relatif à la création de syndicats professionnels [17 juillet] (A., p. 948; J.O., c.r., p. 809). — Dépose, comme Ministre des Finances, deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : Le 1er, relatif aux contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1883; le 2e portant ouverture au Ministère des Finances, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 625.797 francs 39 centimes pour la liquidation des dépenses d'expropriation des fabriques d'allumettes chimiques. Dépose, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, de la Justice, de la Guerre, de l'Instruction publique, du Commerce et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant organisation de différents services en Tunisie [9 août] (A., p. 1195; J.O., c.r., p. 1043; an., p. 199; I. 558).

TOLAIN. Seine. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 8; J.O., c.r., p. 7). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, concernant la durée des heures de travail dans les usines et manufactures [24 février] (A., p. 133; J.O., c.r., p. 116). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [18 mars] (A., p. 267; J.O., c.r., p. 236). — Parle dans la discussion du projet de loi relatif aux syndicats professionnels [1er juillet] (A., p. 823; J.O., c.r., p. 708) [6 juillet] (A., p. 856; J.O., c.r., p. 738). [8 juillet] (A., p. 874; J.O., c.r., p. 750). [11 juillet] (A., p. 905; J.O., c.r., p. 775). — Présente un amendement [12 juillet] (A., p. 918; J.O., c.r., p. 793). — Présente deux amendements [17 juillet] (A., p. 937; J.O., c.r., p. 810). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à la construction et à la concession des canaux dérivés du Rhône et de ses affluents [22 juillet] (A., p. 1003; J.O., c.r., p. 866). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [27 juil-

let (A., p. 1027; J.O., c.r., p. 929). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux syndicats professionnels [29 juillet] (A., p. 1103; J.O., c.r., p. 956).—Présente deux amendements [1er août] (A., p. 1135; J.O., c.r., p. 982). — Membre de Commissions (F. 56, 61; J.O., p. 3338, 3667).

TOULON (Var). — Demande à emprunter une somme de 176.000 francs à la Caisse des lycées, collèges et écoles. V. loi 88.

TOUPET DES VIGNES. Ardennes. — Élu questeur du Sénat [16 janvier] (A., p. 14; J.O., c.r., p. 12). — Dépose, au nom des Questeurs, un projet de résolution élevant de 5 à 15 francs la retenue mensuelle sur l'indemnité des Sénateurs [11 mars] (A., p. 181; J.O., c.r., p. 159; an., p. 99; I. 69). — S'excuse de ne pouvoir assister aux premières séances [2 mai] (J.O., p. 397; A., p. 460). — Allocution de M. le Président à l'occasion de son décès [24 juin] (A., p. 801; J.O., c.r., p. 687).

TRAITÉS DE COMMERCE. — Approbation du Traité de commerce signé entre la France et l'Italie. V. loi 1. — Prorogation des Traités de commerce. V. loi 12. — Approbation du Traité de commerce et de navigation signé entre la France et la Belgique. V. loi 85. — et de navigation passé entre la France et l'Espagne. V. loi 98. — et de navigation passé entre la France et le Portugal. V. loi 99. — et de navigation passé entre la France et les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège. V. loi 101. — du Traité de commerce et d'établissement, ainsi que des Conventions relatives aux rapports de voisinage et à la propriété industrielle conclus entre la France et la Suisse. V. loi 100.

TRANQUEVILLE-GRAUX. — Demande la réunion des communes de Graux et Tranqueville (Vosges) pour en former une municipalité distincte sous le nom de Tranqueville-Graux. V. loi 158.

TRAVAIL dans les usines et manufactures (heures de). V. loi 11.

TRÉPORT (Seine-Inférieure). — Prorogation des surtaxes établies sur le vin et sur l'alcool à son octroi. V. loi 19.

TRÉVENEUC (comte de). Côtes-du-Nord. — Adresse une question à M. le Ministre de la Marine au sujet de la pension des vieux marins, demi-soldiers inscrits maritimes [28 février] (A., p. 154; J.O., c.r., p. 136). — Dépose une pétition d'un grand nombre de marins et veuves de marins des quartiers de Binic, d'Étables et de Saint-Quay (Côtes-du-

Nord) [13 juin] (J.O., p. 650). — Dépose une pétition des armuriers militaires retraités du port de Brest [16 juin] (J.O., p. 652). — Membre d'une Commission (F. 50 ; J.O., p. 3039.)

TRÉVILLE (comte de). Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 227.)

TRIBERT. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 13; J.O., p. 891.)

TULLE (Corrèze). — Perception d'une surtaxe sur les vins à son octroi V. loi 13.

TUNISIE. — Organisation des différents services en Tunisie. V. loi 302

VALLÉE (Oscar de). Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire (16 mars] (A., p. 252; J.O., c.r., p. 222). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [23 mai] (A., p. 626; J.O., c.r., p. 535). — Présente un amendement [6 juin] (A., p. 692; J.O., c.r., p. 591). — Demande l'ajournement de la discussion [1er août] (A., p. 1145; J.O., c.r., p. 991). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministère de l'Intérieur d'un crédit extraordinaire pour indemniser les victimes des événements de Saïda et de Tiaret [7 août] (A., p. 1186; J.O., c.r., p. 1027). — Membre d'une Commission (F. 61; J.O., p. 3667).

VALLIER. Rhône. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 7; J.O., c.r., p. 6). — Dépose le rapport fait au nom de la première Commission d'intérêt local sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Bayonne (Basses-Pyrénées) [21 mars] (A., p. 309; J.O., c.r., p. 271; an., p. 118; I. 109). — Dépose deux projets de loi d'intérêt local, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er, d'autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt pour les travaux d'installation de deux écoles normales ; le 2e, d'autoriser la ville de Castres (Tarn) à emprunter une somme de 220.000 francs [28 mars] (A., p. 349; J.O., c.r., p. 303; an., p. 130; I. 126, 131). — Président de la 5e Commission d'intérêt local [11 juin] (J.O., p. 3078; F. 51). — Dépose deux rapports sur deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, tendant: le 1er à autoriser le département de l'Allier à créer des

ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental; le 2e à autoriser le département de la Lozère à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une prison [27 juin] (A., p. 806; J.O., c.r., p. 691; an., p. 5; I. 309, 310). — Dépose le rapport fait au nom de la 5e Commission d'intérêt local, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Cher à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de grande communication, le rachat des ponts à péage et diverses dépenses d'intérêt départemental [6 juillet] (A., p. 844; J.O., c.r., p. 727; an., p. 66; I. 352). — Dépose vingt-quatre pétitions de 1826 habitants du département du Rhône [7 juillet] (J.O., p. 741). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant affectation au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, pour la construction d'un petit lycée, succursale du lycée Louis-le-Grand, d'un terrain d'une superficie de 131.000 mètres carrés provenant des terrains retranchés du Luxembourg et compris entre la rue d'Assas, la rue de l'Abbé-de-l'Epée, l'École de pharmacie et un îlot de 2.000 mètres carrés sur la rue de l'Observatoire [8 juillet] (A., p. 866; J.O., c.r., p. 748; an., p. 71; I. 361). — Dépose deux rapports faits au nom de la 5e Commission d'intérêt local chargée d'examiner les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, et tendant: le 1er à autoriser le département de l'Hérault à contracter un emprunt pour la construction des chemins de fer d'intérêt local; le 2e à autoriser la ville d'Aix-les-Bains (Savoie) à contracter un emprunt de 100.000 francs à la Caisse des chemins vicinaux, et à s'imposer extraordinairement [12 juillet] (A., p. 914; J.O., c.r., p. 789; an., p. 92; I. 378, 379). — Dépose les rapports sur deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, tendant le 1er, à autoriser le département de la Somme à contracter un emprunt pour l'établissement des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices; le 2e, à autoriser le département des Bouches-du-Rhône à s'imposer extraordinairement pour le service de l'instruction publique, pour les travaux des routes et diverses autres dépenses d'intérêt départemental [20 juillet] (A., p. 981; J.O., c.r., p. 847; an., p. 108; I. 414, 415). — Dépose les rapports faits au nom de la 5e Commission d'intérêt local chargée d'examiner deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, tendant: le 1er, à autoriser la ville de Chambéry (Savoie) à emprunter une somme de 320.000 francs; le 2e, à autoriser la ville de Nice (Alpes-Maritimes) à emprunter une somme de 5 millions de francs [25 juillet] (A., p. 1052; J.O., c.r., p. 911; an., p. 125; I. 454, 455). — Membre de Commissions (F. 3, 13, 50; J.O., p. 227, 891, 3039).

VAR. — Demande à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires. V. loi 160.

VARAMBON. Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice et des Cultes [30 janvier] (J.O., p. 547). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à réformer le Code d'instruction criminelle [27 mai] (A., p. 657; J.O., c.r., p. 567). — Dépose dix-sept projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, du Commerce, des Travaux publics et de l'Intérieur [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la répression des outrages aux bonnes mœurs et la modification de l'article 330 du Code pénal [10 juillet] (A., p. 893; J.O., c.r., p. 771).

VARROY. Meurthe-et-Moselle. — Vice-président de la Commission des finances [28 janvier] (J.O., p. 502; F. 7). — Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er, la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Châteaubriant à Ploërmel; le 2e, la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer d'Issoudun à Saint-Florent par ou près Charost [23 février] (A., p. 125; J.O., c.r., p. 109; an., p. 38; I. 42, 43).— Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet: 1° la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Souk-Arras à Sidi-Hemessi; 2° l'approbation d'une Convention passée entre M. le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de Bône-Guelma [2 mars] (A., p. 158; J.O., c.r., p. 139; an., p. 46; I. 58).— Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er, la déclaration d'utilité publique de la section du chemin de fer de ou près Château-Thierry à Laon comprise entre Armentières et Bazoches; le 2e, le prolongement entre Florac et Millau de la route nationale n° 107 *bis*, de Florac à Alais. Renvoi des deux projets de loi à la Commission des chemins de fer. Dépôt par M. Duvaux, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er: 1° la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de la Sénia à Aïn-Temouchent; 2° l'approbation d'une Convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie de l'Ouest algérien; le 2e, la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer du Blanc à Argent, avec raccordement à Romorantin, sur la ligne de Villefranche à Romorantin et à Salbris, sur la ligne de Paris à Limoges.

Renvoi à la Commission des chemins de fer [20 mars] (A., p. 285; c.r., p. 251, 269; an., p. 111; I. 102, 103, 106, 107). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'établissement d'une forme de radoub au port de Brest [25 mars] (A., p. 347; J.O., c.r., p. 301; an., p. 129; I. 124). — Dépôt par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, d'un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Carhaix à Guingamp [1er avril] (A., p. 435; J.O., c.r., p. 377; an., p. 147; I. 163). — M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et de M. le Ministre des Travaux publics, deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er, la déclaration d'utilité publique de la première section du chemin de fer de Bazas à Auch, comprise entre Bazas et Eauze; le 2e, l'amélioration du passage du Chaffard, sur le haut Rhône [6 mai] (A., p. 461; J.O., c.r., p. 401; an., p. 6; I. 175, 176). — M. Humbert, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes, dépose, au nom de M. le Ministre des Travaux publics et de M. le Ministre des Finances, un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la construction d'un canal de jonction de l'Escaut à la Meuse [20 mai] (A., p. 593; J.O., c.r., p. 509). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux travaux d'amélioration des routes nationales [25 mai] (A., p. 639; J.O., c.r., p. 516). — Dépôt par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, de trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés: le 1er, au nom de MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics, ayant pour objet l'ouverture au Ministre des Travaux publics, sur le Budget ordinaire de l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 600.000 francs relatif aux travaux destinés à alimenter les canaux de Briare et du Centre; le 2e, au nom de MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics, ayant pour objet: 1° la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de ou près Sembadel sur la ligne d'Ambert à Saint-Bonnet-le-Château; 2° l'incorporation dans le réseau d'intérêt général du chemin de fer d'intérêt local de Saint-Bonnet-le-Château à Bonson et l'approbation d'une convention passée avec la Compagnie des chemins de fer d'intérêt local de Loire et Haute-Loire pour le rachat dudit chemin de fer; le 3e, au nom de M. le Ministre des Travaux publics, ayant pour objet: 1° de déclarer d'utilité publique l'établissement dans le département des Landes de plusieurs chemins de fer d'intérêt local et d'en autoriser l'exécution; 2° d'approuver un traité passé entre la Compagnie du Midi et les concessionnaires de ces chemins [1er juin]

(A., p. 673; J.O., c.r., p. 575; an., p. 90; I. 219). — Dépôt par M. Varambon, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de la Justice et des Cultes, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, du Commerce et des Travaux publics, du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une Convention relative au régime douanier entre le canton de Genève et la zone franche de la Haute-Savoie, et de quatre Conventions relatives au raccordement des sections française et suisse : 1° du chemin de fer d'Annemasse à Genève; 2° du chemin de fer de Bossey-Veyrier à la gare de Genève ; 3° du chemin de fer de Thonon au Bouveret par Saint-Gingolph; 4° du chemin de fer de Besançon au Locle par Marteau [6 juin] (A., p. 700; J.O., c.r., p. 598). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemin de fer, construites ou rachetées par l'État et non concédées [8 juin] (A., p. 709; J.O., c.r., p. 607; an. p. 107; I. 247). — Dépôt par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, de trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, l'approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer de Vitré à Fougères et prolongements pour le rachat de la ligne de Vitré à Fougères et à Moidrey ; le 2e, la déclaration d'utilité publique de la deuxième section du chemin de fer de Givors à Paray-le-Monial, comprise entre Lozanne et Paray-le-Monial ; le 3e, la déclaration d'utilité publique de la première section du chemin de fer de Draguignan à Cagnes, comprise entre Draguignan et Grasse [10 juin] (A.,p. 726; J.O., c.r., p. 621). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, six projets de lois d'intérêt local [13 juin] (A., p. 741 ; J.O., c.r., p. 635). — Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, d'autoriser le département de la Vendée à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées à la construction de chemins de fer; le 2e, d'autoriser le département de la Lozère à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une prison. Renvoi des deux projets de lois à la Commission d'intérêt local [15 juin] (A., p. 762; J.O., c.r., p. 652; an., p. 139 ; I. 272, 273). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'autoriser l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construites ou rachetées par l'État et non concédées [20 juin] (A., p. 766 ; J.O., c.r., p. 656). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet la construction d'un canal de jonction de l'Escaut à la Meuse [22 juin] (A., p. 789; J.O., c.r., p. 676). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet:

le 1er, la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Nyons à Pierrelatte, sur la ligne de Lyon à Marseille, par Valréas; le 2e, la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Gerbéviller à Bruyères; le 3e, le prolongement de la route nationale n° 134 *bis* jusqu'à la frontière espagnole et le classement, comme prolongement de cette route, de la route départementale des Basses-Pyrénées n° 18 et du chemin d'intérêt commun [24 juin] (A., p. 801; J.O., c.r., p. 687; an., p. 154; I. 291, 292, 293). — Dépôt par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. Varroy, Ministre des Travaux publics et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un canal d'irrigation dérivé de l'Hérault et destiné à deseervir une partie des territoires de douze communes du département de l'Hérault [27 juin] (A., p. 812; J.O., c.r., p. 697; an., p. 56; I. 323). — Dépôt, par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Affaires étrangères, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention signée à Paris, le 28 décembre 1880, entre la France et la Suisse, pour réglementer la pêche dans les eaux frontières [6 juillet] (A., p. 843; J.O., c.r., p. 727). — Dépôt par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er, la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Lannemezan à Arreau; le 2e, la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Tours à Sargé, par ou près Savigny [8 juillet] (A., p. 866; J.O., c.r., p. 748; an., p. 69; I., 357, 359). — Dépôt par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, de trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er, de déclarer d'utilité publique un chemin de fer de Largentière à Saint-Sernin, sur la ligne de Vogué à Aubenas; le 2e, de déclarer d'utilité publique la première section du chemin de fer de Casamozza à Bonifacio, comprise entre Casamozza et le Fium'Orbo; le 3e, d'autoriser l'exécution des travaux d'établissement de la seconde voie de réfection et de parachèvement sur le chemin de fer d'Amagne à Vouziers et à Apremont [10 juillet] (A., p. 892; J.O., c.r., p. 771). — Dépôt par M. Tirard, Ministre du Commerce, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics, de la Guerre et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, pour l'exécution de travaux pour l'amélioration du port de Bouc. Dépôt, par M. Rousseau, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Fontenay-le-Comte à Breuil [24 juillet

(A., p. 1012; J.O., c.r., p. 875). — M. Cochery. Ministre des Postes et Télégraphes, dépose, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, quatre projets de lois adoptés par la Chambre des Députés: les trois premiers ayant pour objet la déclaration d'utilité publique: 1° d'un chemin de fer de Fontenay-le-Comte à Cholet; 2° du chemin de fer d'Annecy à Albertville; 3° d'un chemin de fer de Ponte-Leccia à Calvi; le 4e, concernant le rachat de la concession de la rivière canalisée du Drot [25 juillet] (A., p. 1051; J.O., c.r., p. 910). — Dépose trois projets de lois adoptés par la Chambre des Députés: le 1er, en son nom, tendant à autoriser le Ministre des Travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construites par l'État et non concédées; le 2e, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, tendant à déclarer d'utilité publique l'établissement dans le département du Rhône d'un chemin de fer d'intérêt local de Lyon Saint-Just à Vaugneray et à Mornant; le 3e, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, portant ouverture au Ministre des Travaux publics au titre du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1882 d'un crédit de 3.000.000 francs pour le fonds de roulement des chemins de fer de l'État [28 juillet] (A., p. 1083; J.O., c.r., p. 936). — Dépot par M. Goblet, Ministre de l'Intérieur, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'amélioration de la navigation de la Charente entre Angoulême et la limite du département de la Charente-Inférieure [29 juillet] (A., p. 1095; J.O., c.r., p. 949). — Dépose un projet de loi au nom de MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances. Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er, de faire déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département du Nord, d'un chemin de fer d'intérêt local de Denain à la limite du département de l'Aisne, dans la direction du Catelet; le 2e, de faire déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Aisne, d'un chemin de fer d'intérêt local de la limite du département du Nord, vers Villers-Outreau, au Catelet [3 août] (A., p. 1163; J.O., c.r., p. 1007). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet: 1° l'ouverture au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1882, de crédits montant à 150.000 francs sur le Budget ordinaire et à 150.000 francs sur le Budget extraordinaire; 2° l'annulation de crédits égaux sur les mêmes Budgets du même exercice (Routes forestières de la Corse). Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er, de faire déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département d'Indre-

et-Loire, d'un chemin de fer d'intérêt local de Port-Boulet à Châteaurenault ; le 2e, de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département d'Indre-et-Loire, d'un chemin de fer d'intérêt local de Ligré-Rivière à Richelieu. Dépose un projet de loi d'intérêt local, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur. Dépose cinq projets de lois, ayant pour objet: le 1er, le classement dans le réseau d'intérêt général et la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de la Guerche à la ligne de Tours à Montluçon ; le 2e, la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Marans à Surgères ; le 3e, la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Trilport à la Ferté-Milon ; le 4e, la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Saint-Maurice-sur-Moselle à Bussang ; le 5e, l'incorporation dans le réseau d'intérêt général du chemin de fer d'intérêt local de Bazancourt à Béthéniville ; et la déclaration d'utilité publique du chemin de fer de Béthéniville à Challerange [5 août] (A., p. 1168 ; J.O., c.r., p. 1012). — Dépose le dossier de la nouvelle enquête faite sur la Convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie du chemin de fer de l'Ouest, relative à l'exécution du chemin de fer du pont de l'Alma aux Moulineaux et à Courbevoie [7 août] (A., p. 1183 ; J.O., c.r., p. 1025). — Membre d'une Commission (F. 6 ; J.O., p. 445).

VAST-VIMEUX (baron). Charente-Inférieure. — Membre de Commissions (F. 3, 61 ; J.O., p. 227, 3667).

VAUCLUSE. — Demande à proroger la durée du remboursement d'un emprunt et à créer des ressources extraordinaires pour dépenses départementales. V. loi 250.

VEAUCE (baron de). Allier. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Moulins (Allier) à contracter un emprunt de 370.000 francs et à s'imposer extraordinairement [18 février] (A., p. 99 ; J.O., c.r., p. 87 ; an., p. 25 ; I. 36). — Demande un congé [6 juin] (J.O., p. 603 ; A., p. 691). — Membre de Commissions (F. 3, 24, 36, 61 ; J.O., p. 227, 1460, 2411, 3667).

VENDÉE. — Demande à modifier la destination d'un emprunt réalisable en vertu d'une loi antérieure. V. loi 55. — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions destinées à la construction de chemins de fer. V. loi 163.

VENTES judiciaires d'immeubles. V. loi 245.

VERSAILLES. — Demande à contracter un emprunt et à proroger une imposition extraordinaire. V. loi 267.

VIANDE DE PORC. — Projet de loi relatif à son importation. V. loi 112.

VICTIMES DU DEUX DÉCEMBRE. — Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 30 juillet 1881, concernant les victimes du 2 décembre 1851 et de la loi de sûreté générale du 27 février 1858. V. loi 248.

VICTOR HUGO. Seine. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 8; J.O., c.r., p. 7).

VIELLARD-MIGEON. Belfort. — Proclamé sénateur [14 janvier] (A., p. 6; J.O., c.r., p. 6). — Président de la Commission du projet de loi portant approbation du Traité de commerce entre la France et l'Italie [28 janvier] (J.O., p. 502; F. 7). — Dépose le rapport au nom de la 1re Commission d'intérêt local sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Vosges à contracter un emprunt pour les travaux de divers chemins d'intérêt commun [11 mars] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 160; an., p. 100; I. 86). — Membre de Commissions (F. 3, 6, 61; J.O., p. 227, 445, 3667).

VIENNE. — Échange d'immeubles entre l'État et le département. V. loi 152.

VIENNE (Haute-). — Demande à créer des ressources extraordinaires pour travaux des lignes de grande communication. V. loi 271. — Demande à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux. V. loi 279.

VIGAROSY. Ariège. — Adresse une question à M. le Ministre de l'Intérieur au sujet des changements apportés dans les rapports officiels de la République d'Andorre avec le département de l'Ariège, modifiés par un décret du 3 juin dernier et dont le siège a été transféré à Perpignan (Pyrénées-Orientales) [24 juillet] (A., p. 1012; J.O., c.r., p. 876). — Fait une rectification au procès-verbal [25 juillet] (A., p. 1031; J.O., c.r., p. 893). — Membre de Commissions (F. 6, 13, 80; J.O., p. 445, 891, 4400).

VILLEMUR (Haute-Garonne). — Détacher cette commune pour en

faire une municipalité distincte sous le nom de la Magdelaine-sur-Tarn. V. loi 42.

VISSAGUET. Haute-Loire. — Secrétaire de la Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 1492; F. 25). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les cours et les tribunaux (J.O., p. 3709; F. 62). — Membre de Commissions (F. 3, 24, 61; J.O., p. 227, 1460, 3667).

VIVENOT. Meuse. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen des projets de loi portant déclaration d'utilité publique de chemins de fer [16 février] (J.O., p. 891; F. 13). — Dépose le rapport sur le projet de résolution de MM. Testelin, Cuvinot, Malens, Viellard-Migeon et Calmon, relatif à la nomination d'une Commission spéciale et annuelle pour les examens des projets de lois portant déclaration d'utilité publique de chemins de fer [18 février] (A., p. 99; J.O., c.r., p. 87; an., p. 24; I. 35). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen des projets de loi portant déclaration d'utilité publique de chemins de fer (J.O., p. 1182; F. 19). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de la section du chemin de fer de ou près Château-Thierry à Laon, comprise entre Armentières et Bazoches [23 mars] (A., p. 329; J.O., c.r., p. 287; an., p. 119; I. 112). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de la première section du chemin de fer de Bazas à à Auch, comprise entre Bazas et Eauze [20 mai] (A., p. 584; J.O., c.r., p. 501; an., p. 68; I. 211). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de diverses lignes de chemins de fer construites ou rachetées par l'État et non concédées [15 juin] (A., p. 761; J.O., c.r., p. 651; an., p. 138; I. 271). — Dépose deux rapports faits au nom de la 5e Commission d'intérêt local, chargée d'examiner deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant: le 1er à autoriser le département du Var à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires; le 2e à réunir les communes de Tranqueville et de Graux (Vosges). Dépose le rapport fait au nom de la Commission des chemins de fer chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de la première section du chemin de fer de Draguignan à Cagnes, comprise entre Draguignan et Grasse [27 juin] (A., p. 812; J.O., c.r., p. 692, 697

an., p. 55, I. 302, 303, 322). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine-Inférieure à créer des ressources extraordinaires applicables à diverses dépenses d'intérêt départemental [1er juillet] (A., p. 818; J.O., c.r., p. 703; an., p. 57; I. 324). — Dépose le rapport fait au nom de la 5e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Meuse à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins de fer d'intérêt local et pour la construction d'une école normale d'institutrices [4 juillet] (A., p. 833; J.O., c.r., p. 716; an., p. 62; I. 342). — Dépose un rapport fait au nom de la Commission des chemins de fer chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Nyons à Pierrelatte, sur la ligne de Lyon à Marseille, par Valréas [8 juillet] (A., p. 866; J.O., c.r., p. 748; an., p. 70; I. 360). — Membre de Commissions (F. 12, 18, 50; J.O., p. 786, 1139, 3039).

VOISINS-LAVERNIÈRE (de). Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à rendre l'enseignement primaire obligatoire [23 mars] (A., p. 336; J.O., c.r., p. 292). — Membre d'une Commission (F. 66; J.O., p. 3855).

VOSGES. — Demande à contracter un emprunt pour les travaux de divers chemins d'intérêt commun. V. loi 27.

WADDINGTON. Aisne. — Adresse à M. le Président une lettre rectificative sur le vote de l'amendement de M. Jules Simon relatif à l'enseignement primaire obligatoire. Demande un congé [13 mars] (A., p. 206; J.O., c.r., p. 183). — Demande une prolongation de congé [25 mars] (J.O., p. 299; A., p. 345). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture, au Ministre de la Marine et des Colonies, d'un crédit extraordinaire à l'occasion des événements d'Egypte [25 juillet] (A., p. 1045; J.O., c.r., p. 902). — Membre d'une Commission (F. 61; J.O., p. 3667).

WALDECK-ROUSSEAU, Ministre de l'Intérieur. — Dépôt par M. Cazot, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant: le 1er à former une nouvelle commune dans l'arrondissement d'Alais (Gard) sous le nom de Molières-sur-Cèze; le 2e tendant à autoriser la ville de Châteauroux (Indre) à emprunter à la Caisse des lycées,

collèges et écoles primaires, une somme de 30.000 francs [24 janvier] (A., p. 26; J.,O., c.r., p. 22).

WALLON. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à un crédit de 50.000 francs pour la démolition et l'enlèvement des ruines du palais des Tuileries [27 juin] (A., p. 808; J.O., c.r., p. 693).

WURTZ. Inamovible. — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'importation des viandes de porc de provenance étrangère [16 mai] (J.O., p. 2645; F. 41). — Dépose le rapport [10 juin] (A., p. 726; J.O., c.r., p. 621; an., p. 111, 116; I. 257). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour dans la discussion de ce projet de loi [15 juin] (A., p. 763; J.O., c.r., p. 652). — Parle, comme rapporteur, dans la discussion du même projet de loi [20 juin] (A., p. 772; J.O., c.r., p. 661) [22 juin] (A., p. 792; J.O., c.r., p. 679). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 14 juillet 1856 sur les établissements d'eaux minérales naturelles (J.O., p. 3709; F. 62). — Membre de Commissions (F. 40, 46, 59, 61; J.O., p. 2607, 2805, 3576, 3667).

TABLE ANALYTIQUE

DES

COMPTES RENDUS

DES SÉANCES DU SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1882

TABLE ANALYTIQUE

DES

COMPTES RENDUS

DES SÉANCES DU SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1882

ADAM. Seine-et-Marne. — Président de la 8e Commission d'intérêt local (J.O., p. 6193; F. 4). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er la perception d'une surtaxe sur les vins, les cidres, les poirés et les hydromels à l'octroi de Sallanches (Haute-Savoie); le 2e la perception d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Taninges (Haute-Savoie) [19 décembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1152; an., p. 176; I. 123, 124). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er la prorogation des surtaxes sur lés vins et les alcools établies à l'octroi de Neufchâteau (Vosges); le 2e la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Martigues (Bouches-du-Rhône) [20 décembre] (A., p. 137; J.O., c.r., p. 1183; an., p. 185; I. 165, 166). — Président de deux Commissions chargées de l'examen des deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant approbation du tarif télégraphique établi par l'Arrangement conclu, le 3 novembre 1882 : 1e entre la France et l'Autriche-Hongrie; 2e entre la France et la Roumanie (J.O., p. 6887; F. 18). — Membre de Commissions (F. 3, 17; J.O., p. 6153, 6869).

ALBERTVILLE (Savoie). — Perception de surtaxes sur les vins et les alcools à son octroi. V. loi 55.

ALIÉNÉS. — Projet de loi portant revision de la loi de 1838. V. loi 36.

ALLOU. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux [4 décembre] (A., p. 53; J.O., c.r., p. 1110).

ALPES (Basses-). — Classement de la route nationale d'Entrevaux à Barcelonnette. V. loi 108.

ANCEL. Seine-Inférieure. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

ANCIENS MILITAIRES. — Proposition de loi tendant à admettre au bénéfice de la loi du 19 août 1881 les anciens militaires pourvus d'emplois rétribués. V. loi 45.

ANDIGNÉ (général d'). Maine-et-Loire. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [22 décembre] (A., p. 183; J.O., c.r., p. 1224).

ANNECY (ville d'). — Demande à emprunter 20.900 francs. V. loi 17.

ARBEL. Loire. — Nommé membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'assimilation au grade de capitaine de frégate : des mécaniciens en chef, des commissaires adjoints, des inspecteurs adjoints, des médecins et pharmaciens professeurs, des médecins et pharmaciens principaux, en remplacement de M. le sénateur Desmazes, décédé (J.O., p. 6153; F. 3). — Dépose une pétition de la société de secours mutuels des métallurgistes de Saint-Etienne (Loire) [6 décembre] (J.O., p. 1126). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

ARDENNES. — Demande à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une école normale d'institutrices. V. loi 22.

ARIÉGE. — Demande à contracter un emprunt pour la création d'une école normale d'institutrices à Foix. V. loi 142.

ARMÉE. — Projet de loi tendant à maintenir pendant trois nouvelles années l'article 79 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée. V. loi 1. — Projet de loi tendant à dispenser temporairement les candidats à l'engagement volontaire de l'obligation de savoir lire et

écrire. V. loi 41. — Proposition de loi tendant à admettre au bénéfice de la loi du 19 août 1881 les anciens militaires pourvus d'emplois rétribués par l'État. V. loi 45.

ARMENTIÈRES (Nord). — Perception d'une surtaxe sur les vins et sur l'alcool à son octroi. V. loi 96.

ARNAUDEAU (général). Vienne. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [23 décembre] (A., p. 201; J.O., c.r., p. 1240). — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 6193).

AUBE. — Demande l'autorisation de s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires. V. loi 99.

AUDE. — Demande à contracter un emprunt à la Caisse des lycées, collèges et écoles pour la construction d'une école normale d'institutrices. V. loi 30.

AVESNES (Nord). — Prorogation de surtaxes établies sur les vins et l'alcool à l'octroi d'Avesnes. V. loi 86.

BAIHAUT, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation d'une Convention conclue entre la France et la Suisse, relativement à la pêche [12 décembre] (A., p. 94; J.O., c.r., p. 1147).

BARAGNON (Louis-Numa). Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de célébrer aux frais de l'État les funérailles de Louis Blanc [9 décembre] (A., p. 86; J.O., c.r., p. 1139).

BARBEY. Tarn. — Secrétaire et rapporteur de la Commission tendant à maintenir pendant trois nouvelles années la modification apportée par la loi du 19 mars 1880 à celle du 9 décembre 1875, modifiant elle-même l'article 79 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée (J.O., p. 6231; F. 5). — Dépose une pétition de la Société de secours mutuels de Saint-Éloi de Durfort (Tarn) [25 novembre] (J.O., p. 1086). — Dépose un rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner : 1° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à maintenir pendant trois nouvelles années la modification apportée par la loi du 19 mai 1880 à celle du 9 décembre 1875, modifiant elle-même l'article 79 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée, pré-

senté par M. le vice-amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies; 2° le projet de loi ayant pour objet de dispenser temporairement les candidats à l'engagement volontaire de l'obligation de savoir lire et écrire, présenté par M. le général Billot, Ministre de la Guerre; il en donne lecture [4 décembre] (A., p. 48; J.O., c.r., p. 1105; an., p. 30; I. 66). — Secrétaire de la 9e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 6852; F. 16). — Membre de Commissions (F. 4, 14; J.O., p. 6193, 6743).

BARDOUX. Inamovible. — Élu sénateur inamovible [7 décembre] (A., p. 76; J.O., c.r., p. 1129). — Est proclamé sénateur inamovible [12 décembre] (A., p. 92; J.O., c.r., p. 1146).

BARNE. Bouches-du-Rhône. — Dépose une pétition de M. Bossan, de Marseille (Bouches-du-Rhône) [8 décembre] (J.O., p. 1129). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement de la République à consentir de nouvelles prorogations de la réforme judiciaire en Égypte (J.O., p. 6743; F. 14). — Dépose un rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement de la République à consentir de nouvelles prorogations de la réforme judiciaire en Egypte; il en donne lecture [19 décembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1153; an., p. 177; I. 133). — Dépose une pétition de Mme Antonia Bessières, épouse d'Ethom, demeurant à Marseille [20 décembre] (J.O., p. 1168). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture sur l'exercice 1882 d'un crédit extraordinaire de 225.000 francs pour les dépenses de l'Exposition internationale d'Amsterdam; 2° annulation sur le même exercice d'un crédit de 80.000 francs afférent à l'Exposition internationale de Melbourne. Déclaration de l'urgence [28 décembre] (A., p. 299; an., p. 253; J.O., c.r., p. 1325; I. 261). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1883, de crédits extraordinaires montant à la somme de 1.275.000 francs destinés à subvenir aux dépenses de la mission de M. Savorgnan de Brazza dans l'Ouest africain [29 décembre] (A., p. 307; J.O., c.r., p. 1332; an., p. 253; I. 262). — Membre de Commissions (F. 3, 14; J.O., p. 6153, 6743).

BARTHE (Marcel). Basses-Pyrénées. — Membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rétablir le divorce (J.O., p. 6394; F. 6). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi,

adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers (J.O., p. 6743; F. 14). — Membre de Commissions (F. 3, 6; J.O., p. 6153, 6394).

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE. Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant organisation de différents services en Tunisie (J.O., p. 6193; F. 4). — Membre de Commissions (F. 3, 14; J.O., p. 6153, 6743).

BATBIE. Gers. — Demande, comme rapporteur, au nom de M. Jacques Hébrard, le renvoi à une autre séance de la discussion du rapport de la 2e Commission des pétitions, relatif à la législation électorale dans l'Inde française [14 novembre] (A., p. 6; J.O., c.r., p. 1065). — Adresse une question à M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes au sujet de la suspension du traitement des desservants et des vicaires [30 novembre] (A., p. 36; J.O., c.r., p. 1096). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Bérenger et plusieurs de ses collègues, relative à la recherche de la paternité (J.O., p. 6566; F. 10). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [23 décembre] (A., p. 207; J.O., c.r., p. 1244).

BAZILLE (Gaston). Hérault. — Propose au Sénat de vouloir bien fixer au jeudi 7 décembre l'élection de deux sénateurs inamovibles [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1088). — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 6193).

BÉRALDI. Aude. — Son rapport sur l'élection sénatoriale des Ardennes [7 décembre] (A., p. 74; J.O., c.r., p. 1128). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, d'un crédit de 220.000 francs pour venir au secours d'événements de mer exceptionnels. Demande le renvoi au jour suivant de la discussion générale sur le projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1883 [21 décembre] (A., p. 162; J.O., c.r., p. 1190, 1205; an., p. 186; I. 172). — Est entendu dans la discussion du même projet de loi [22 décembre] (A., p. 167; J.O., c.r., p. 1211). — Dépose, au nom de la Commission des finances, deux rapports sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant : le 1er, 1° ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies d'un crédit de 664.645 francs sur le Budget extraordinaire de 1882; 2° annulation d'une somme égale sur le Budget

des dépenses sur ressources extraordinaires de 1881 ; le 2e, 1° ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 900.000 francs ; 2e annulation d'un crédit d'égale somme sur l'exercice 1881, même chapitre [27 décembre] (A., p. 258 ; J.O., c.r., p. 1291 ; an., p. 238 ; I. 232, 233). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Guerre, au Ministre de la Marine et des Colonies et au Ministre des Finances, sur l'exercice 1883, de crédits supplémentaires et extraordinaires montant à la somme de 25.000.000 francs pour les frais d'occupation de la Tunisie pendant l'année 1883. En donne lecture [28 décembre] (A., p. 274 ; J.O., c.r., p. 1304 ; an., p. 247 ; I. 242).

BÉRENGER. Inamovible. — Dépose une proposition de loi ayant pour objet d'allouer une indemnité de séjour aux membres du jury, tant en matière criminelle qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique [9 novembre] (A., p. 3 ; J.O., c.r., p. 1061 ; an., p. 3 ; I. 9). — Dépose une proposition de loi sur la réhabilitation, la libération conditionnelle et le patronage des libérés [27 décembre] (A., p. 267 ; J.O., c.r., p. 1299 ; an., p. 239 ; I. 235). — Membre d'une Commission (F. 3 ; J.O., p. 6153).

BERNARD. Meurthe-et-Moselle. — Dépose une proposition de loi sur le rétablissement du divorce, formant contre-projet à la proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés et déposée sur le bureau du Sénat [30 novembre] (A., p. 35 ; J.O., c.r., p. 1095 ; an., p. 16 ; I. 60).

BILLOT (général), *Ministre de la Guerre*. Inamovible. — Dépose le projet de loi ayant pour objet de dispenser temporairement les candidats à l'engagement volontaire de l'obligation de savoir lire et écrire. Renvoi de ce projet à la Commission déjà saisie d'un projet de loi sur les engagements dans l'armée de mer [28 novembre] (A., p. 28 ; J.O., c.r., p. 1087 ; an., p. 12 ; I. 46). — Est entendu dans la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi tendant à organiser des compagnies d'instruction militaire pour les jeunes gens de dix-sept ans et au-dessus [12 décembre] (A., p. 93 ; J.O., c.r., 1146). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture d'un crédit de 27.617.000 francs sur le budget extraordinaire de 1882 du Ministère de la Guerre ; 2° l'annulation d'un crédit de pareille somme sur le compte de liquidation et le budget extraordinaire de 1882 du même Ministère [14 décembre] (A., p. 97 ; J.O., c.r., p. 1149 ; an., p. 171 ; I. 112). — Dépôt, par M. Tirard,

Ministre des Finances, au nom du Ministre de la Guerre et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° l'approbation d'une cession et d'un échange d'immeubles domaniaux à Bordeaux ; 2° l'allocation générale de la dépense évaluée à 340.000 francs qu'entraînera la construction de l'hôtel du quartier général du 18e corps d'armée [19 décembre] (A., p. 102 ; J.O., c.r., p. 1154). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur l'entretien des compagnies mixtes en Tunisie [23 décembre] (A., p. 214 ; J.O., c.r., p. 1251). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [26 décembre] (A., p. 224 ; J.O., c.r., p. 1261). — Dépôt par M. Hérisson, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, de MM. les Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies, et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Finances, de crédits supplémentaires pour les frais de l'occupation de la Tunisie en 1883. Dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au déclassement de la batterie des Lions, à Marseille. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission d'intérêt local [27 décembre] (A., p. 267 ; J.O., c.r., p. 1299 ; an., p. 246 ; I. 236, 237). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au crédit extraordinaire de 25.000.000 francs pour les frais d'occupation de la Tunisie [28 décembre] (A., p. 293 ; J.O., c.r., p. 1321). — Parle dans la discussion du projet de loi sur le Budget, modifié par le Sénat, de l'exercice 1883, renvoyé et modifié par la Chambre des Députés [29 décembre (A., p. 312 ; J.O., c.r., p. 1337).

BLANC (Louis). — Célébration de ses funérailles aux frais de l'État [9 décembre] (A., p. 77, 86 ; J.O., c.r., p. 1139).

BLANC (Xavier). Hautes-Alpes. — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les traité et actes passés entre M. Savorgnan de Brazza et le roi Makoko (J.O., p. 6394 ; F. 6).— Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les traité et acte passés entre M. Savorgnan de Brazza et le roi Makoko. En donne lecture [28 novembre] (A., p. 30 ; J.O., c.r., p. 1089 ; an., p. 15 ; I. 55).—Membre de Commissions (F. 6, 14 ; J.O., p. 6394, 6743).

BOCHER. Calvados. — Est entendu dans la discussion générale du

projet de loi portant fixation du Budget des dépenses et des recettes pour l'exercice 1883 [21 décembre] (A., p. 160; J.O., c.r., p. 1204).

BONDY (comte de). Indre. — Répond, comme Président de la Commission sur le droit d'association, que la Commission ne s'oppose pas à la demande faite par le Gouvernement du renvoi de la discussion de ce projet de loi à la session de 1883 [25 novembre] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 1084).

BOSREDON (de). Dordogne. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

BOUCHER-CADART. Pas-de-Calais. — Dépose le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de supprimer les classes de préfectures et sous-préfectures, et d'établir des classes personnelles aux fonctionnaires [22 décembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1232; an., p. 198; I. 201). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6869).

BOULOGNE-SUR-MER (Pas-de-Calais). — Demande à emprunter une somme de 500.000 francs. V. loi 139.

BOZÉRIAN. Loir-et-Cher. — Demande un congé [5 décembre] (J.O., p. 1118).

BREST (ville de) (Finistère). — Demande l'autorisation d'emprunter une somme de 200.000 francs. V. loi 46.

BROGLIE (duc de). Eure. — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au crédit extraordinaire de 25.000.000 francs pour les frais d'occupation de la Tunisie [28 décembre] (A., p. 293; J.O., c.r., p. 1320).

BRUGEROLLE. Cantal. — Secrétaire de la 9e Commission d'intérêt local (J.O., p. 6836; F. 15). — Dépose trois rapports sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er à autoriser le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement; le 2e à autoriser le département de Tarn-et-Garonne à contracter un emprunt; le 3e à autoriser le département de Tarn-et-Garonne à créer des ressources extraordinaires pour le rachat des ponts à péage, pour les chemins vicinaux et pour diverses autres dépenses d'intérêt départemental [22 décembre] (A., p. 166; J.O., c.r., p. 1210; an., p. 189; I. 184,

185, 186). — Dépose un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Charente-Inférieure à contracter un emprunt à la Caisse des lycées, collèges et écoles, pour la création d'une école normale d'institutrices. En donne lecture. Rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Montmorency (Seine-et-Oise). Déclaration de l'urgence [28 décembre] (A., p. 273, 299; J.O., c.r., p. 1302, 1325; an., p. 247; I. 239, 260). — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

BRUN (Charles). Var. — Dépose une pétition de la Société de secours mutuels de Saint-Joseph à Toulon (Var) [10 décembre] (J.O., p. 1140).

BRUN (Lucien). Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883. Présente un amendement [26 décembre] (A., p. 221, 227; J.O., c.r., p. 1259). — Présente un amendement et parle dans la discussion du projet de loi sur le Budget, modifié par le Sénat, renvoyé par la Chambre des Députés [29 décembre] (A., p. 312; J.O., c.r., p. 1337).

BUDGET des dépenses et des recettes ordinaires pour l'exercice 1883. V. loi 63. — Fixation du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'année 1883. V. loi 81. — Budget du Sénat. V. PROJETS, RÉSOLUTIONS DU SÉNAT.

BUFFET. Inamovible. — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [22 décembre] (A., p. 175; J.O., c.r., p. 1211 [26 décembre] (A., p. 238; J.O., c.r., p. 1273). — Fait une observation au sujet de la lecture du rapport sur le projet de loi portant fixation du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883 [27 décembre] (A., p. 254; J.O., c.r., p. 1287).

BUREAUX.

BUREAUX DU 9 NOVEMBRE.

Premier bureau. — MM. Berthelot, Bonnet, Camparan, Cazot (Jules), Chabaud La Tour (général baron de), Chadois (colonel de), Corne, Dauphin, Daussel, Delbreil, Duboys-Fresney (général), Dumon, Garrisson, Gaulthier de Rumilly, Gilbert-Boucher, Jobard, Kiener, Kolb-Bernard, Labiche (Émile), Laboulaye, Lemoinne (John), Lorgeril (vicomte de),

Luro, Magnin, Massé, Mathey (Alfred), Michal-Ladichère, Parent, Paulmier, Saint-Pierre (vicomte de), Saisy (Hervé de), Vallée (Oscar de), Vast-Vimeux (baron).

Deuxième bureau. — MM. Allou, Audiffret-Pasquier (duc d'), Baragnon, Barthélemy-Saint-Hilaire, Boucher-Cadart, Brun (Charles), Carnot, Chabron (général de), Champagny (vicomte Henri de), Chantemerle (de), Chanzy (général), Cordier, Dietz-Monnin, Feray, Foubert, Fournier (Indre-et-Loire), Guyot-Lavaline, Haussonville (comte d'), Lacave-Laplagne, La Caze (Louis), Lagache (Célestin), Lasteyrie (Jules de), Le Monnier, Magniez, Martin (Henri), Mayran, Noblot, Rampon (comte), Reignié (de), Rivière (duc de), Robert de Massy, Robin, Teisserenc de Bort.

Troisième bureau. — MM. Audren de Kerdrel, Barrot (Ferdinand), Bérenger, Billot (général), Bocher, Broglie (duc de), Brunet, Chavassieu, Chesnelong, Cordelet, Dauphinot, Dumesnil, Dupouy, Faye, Fayolle, Gaudineau, Jacques Hébrard, Labitte, Lafond de Saint-Mür (baron), Lambert de Sainte-Croix, Le Guay (baron), Martel, Millaud (Édouard), Monneraye (comte de La), Montaignac (amiral marquis de), Péronne, Pin (Elzéar), Renaud (Michel), Robert (général), Roger-Marvaise, Salneuve, Varroy, Wurtz.

Quatrième bureau. — MM. Barbey, Batbie, Brémond d'Ars (général marquis de), Calmon, Charton (Édouard), Cherpin, Chiris, Claude (Vosges), Deffis (général), Denis (Gustave), Dufresne, Frébault (général), Goguet, Gouin, Guiffrey (Georges), Guillemaut (général), Huguet (A.), Labordère, Lacomme, Laget, Lecointe (général), Lucet, Malens, Meinadier (colonel), Munier, Palotte, Pons, Raismes (de), Ronjat, Roy de Loulay, Scheurer-Kestner,, Vallier, Voisins-Lavernière (de).

Cinquième bureau. — MM. Barthe (Marcel), Boffinton, Bozérian, Brun (Lucien), Buffet, Challemel-Lacour, Didier (Henri), Donnot, Douhet (comte de), Duval, Eymard-Duvernay, Gailly, Gavardie (de), Gayot (Émile), Jacques, Lafayette (Edmond de), Lefranc (Victor), Le Royer, Maleville (marquis de), Martenot, Oudet, Parieu (de), Poriquet, Rampont, Ravignan (baron de), Roussel (Théophile), Say (Léon), Testelin, Théry, Tribert, Victor Hugo, Vissaguet, Waddington.

Sixième bureau. — MM. Arago (Emmanuel), Arnaudeau (général), Blanc (Xavier), Brugerolle, Callen, Carayon La Tour (Joseph de), Carné (marquis de), Duclerc, Escarguel, Faidherbe (général), Fourtou (de), Galloni d'Istria, Grandperret, Gresley (général), Griffe, Guyot, Halna du Fretay, Jauréguiberry (amiral), Jaurès (amiral), La Jaille (général comte de), Lamorte, Laurent-Pichat, Le Bastard, Le Lièvre, Lizot, Lur-Saluces (comte Henri de), Merlin, Pélissier (général), Ribière, Rozière (de), Saint-Vallier (comte de), Tréveneuc (comte de), Tréville (comte de).

Septième bureau. — MM. Bazille (Gaston), Bernard, Carquet, Combescure, Cornulier-Lucinière (comte de), Cuvinot, Delsol, Dieudé-Defly, Dupré, Flers (comte de), Fournier (Casimir), Freycinet (de), Gazagne, George, Grévy (général), Issartier, Krantz, Lareinty (baron de), Sicotière (de La), Le Guen, Lenoël (Émile), Masson de Morfontaine, Michel, Milhet-Fontarabie, Ninard, Pajot, Rubillard, Schœlcher, Soubigou, Tenaille-Saligny, Tolain, Viellard-Migeon, Wallon.

Huitième bureau. — MM. Andigné (général marquis d'), Andlau (général comte d'), Arbel, Barne, Boisse, Chardon, Demôle, Denormandie, Deschanel, Du Chaffaut (comte), Dupuy-de-Lôme, Dutilleul, Espivent de la Villesboisnet (général comte), Foucher de Careil, Fourichon (amiral), Fresneau, Frézoul, Gent, Honnoré, Joubert (Achille), Jouin, Ladmirault (général de), Lavrignais (de), Massiet du Biest, Mazeau, Mérode (comte de), Peyrat, Pouyer-Quertier, Rémusat (Paul de), Simon (Jules), Vigarosy, Vivenot.

Neuvième bureau. — MM. Adam, Ancel, Béraldi, Bondy (comte de), Bosredon (de), Canrobert (maréchal), Chaumontel, Clément (Léon), Corbon, Cornulier (comte de), Delacroix, Delord, Demiautte, Devaux, Dufay, Farre (général), Ferrouillat, Fournier (Henry), Goutay, Grévy (Albert), Guinot, Hébrard (Adrien), Humbert, Labiche, Le Blond, Pelletan (Eugène), Piétri, Rigal, Scherer, Tailhand, Thurel, Veauce (baron de) (J.O., p. 1063; F. 2).

Organisation des bureaux du 14 novembre. — 1er bureau : *Président*, M. Gaulthier de Rumilly; *Secrétaire*, M. Labiche (Émile). — 2e bureau : *Président*, M. Feray; *Secrétaire*, M. Boucher-Cadart. — 3e bureau : *Président*, M. Dauphinot; *Secrétaire*, M. Millaud (Edouard). — 4e bureau : *Président*, M. Charton (Édouard); *Secrétaire*, M. Chiris. — 5e bureau : *Président*, M. Didier (Henry); *Secrétaire*, M. Gayot (Émile). — 7e bureau : *Président*, M. le comte H. de Lur-Saluces; *Secrétaire*, M. Guyot. — 7e bureau : *Président*, M. de Freycinet; *Secrétaire*, M. Cuvinot. — 8e bureau : *Président*, M. l'amiral Fourichon; *Secrétaire*, M. Frézoul. — 9e bureau : *Président*, M. Adam; *Secrétaire*, M. Rigal (J.O., p. 6153; F. 3). — Le 5e bureau (formation du 6 juin 1882) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rétablir le divorce, M. Marcel Barthe, en remplacement de M. le baron de Larcy, décédé (J.O., p. 6394; F. 6).

Bureaux du 9 décembre.

Premier bureau. — MM. Ancel, Arnaudeau (général), Billot (général), Calmon, Challemel-Lacour, Cordier, Deschanel, Devaux, Dieudé-Defly, Duclerc, Dumesnil, Espivent de la Villesboisnet (général comte), Foucher

de Careil, Fournier (Casimir), Gaulthier de Rumilly, Grévy (général), La Caze (Louis), Le Blond, Lorgeril (vicomte de), Magniez, Massé, Massiet du Biest, Masson de Morfontaine, Mérode (comte de), Pajot, Poriquet, Robert de Massy, Théry, Tribert, Varroy, Victor Hugo, Vissaguet, Voisins-Lavernière (de).

Deuxième bureau. — MM. Adam (Seine-et-Marne), Audren de Kerdrel, Boffinton, Chesnelong, Clément (Léon), Deffis (général), Demiautte, Denis (Gustave), Donnot, Dufresne, Duval, Fourichon (amiral), Gailly, Gaudineau, Guillemaut (général), Guyot, Honnoré, Joubert (Achille), Krantz, Lacave-Laplagne, Lizot, Martin (Henri), Parent, Piétri, Pin (Elzéar), Pouyer-Quertier, Robert (général), Roger-Marvaise, Teisserenc de Bort, Vast-Vimeux (baron), Viellard-Migeon, Vivenot, Wurtz.

Troisième bureau. — MM. Bernard, Bondy (comte de), Brémond d'Ars (général marquis de), Broglie (duc de), Brun (Lucien), Callen, Carnot, Delord, Demôle, Dietz-Monnin, Escarguel, Galloni d'Istria, Gayot (Émile), Gazagne, George, Grévy (Albert), Jobard, Laurent-Pichat, Le Bastard, Le Lièvre, Lenoël (Émile), Mayrau, Michal-Ladichère, Milhet-Fontarabie, Monneraye (comte de la), Reignié (de), Rémusat (Paul de), Robin, Saint-Pierre (vicomte de), Salneuve, Testelin, Tréville (comte de), Vallée (Oscar de).

Quatrième bureau. — MM. Andigné (général marquis d'), Buffet, Camparan, Carquet, Chiris, Corne, Cornulier-Lucinière (comte de), Denormandie, Farre (général), Fayolle, Feray, Garrisson, Gent, Guiffrey (Georges), Jaurès (amiral), Jouin, Labiche (Émile), Lafond de Saint-Mür (baron), Lefranc (Victor), Le Monnier, Maleville (marquis de), Mathey (Alfred), Mazeau, Munier, Pelletan, Rubillard, Saint-Vallier (comte de), Saisy (Hervé de), Scherer, Schœlcher, Thurel, Veauce (baron de), Vigarosy.

Cinquième bureau. — MM. Allou, Blanc (Xavier), Bocher, Brun (Charles), Canrobert (maréchal), Chaumontel, Cherpin, Dauphinot, Delacroix, Didier (Henri), Frézoul, Haussonville (comte d'), Jauréguiberry (amiral), Kolb-Bernard, Laboulaye, Lacomme, Lafayette (Edmond de), Lavrignais (de), Le Guay (baron), Malens, Martel, Michel, Peyrat, Rampon (comte), Ravignan (baron de), Raismes (de), Renaud (Michel), Rousel (Théophile), Rozière (de), Say (Léon), Tolain, Tréveneuc (comte de), Wallon.

Sixième bureau. — MM. Audiffret-Pasquier (duc d'), Baragnon, Barthélemy-Saint-Hilaire, Bérenger, Boucher-Cadart, Bozérian, Cazot (Jules), Chabaud La Tour (général baron de), Chabron (général de), Chadois (colonel de), Champagny (vicomte Henri de), Chanzy (général), Chardon, Claude (Vosges), Corbon, Cordelet, Douhet (comte de), Faidherbe (général), Fournier (Henry) (Cher), Fresneau, Grandperret, Guinot, Huguet (A),.

Klener, Labitte, Labordère, Lasteyrie (Jules de), Le Royer, Lur-Saluces (comte Henri de), Millaud (Édouard), Pélissier (général), Rivière (duc de), Tailhand.

Septième bureau. — MM. Andlau (général comte d'), Arago (Emmanuel), Barne, Barthe (Marcel), Berthelot, Brugerolle, Carayon La Tour (Joseph de), Charton (Édouard), Chavassieu, Combescure, Cornulier (comte de), Cuvinot, Dauphin, Dumon, Dupouy (Gironde), Eymard-Duvernay, Faye, Ferrouillat, Foubert, Fourtou (de), Frébault (général), Freycinet (de), Gavardie (de), Griffe, Humbert, Lambert de Sainte-Croix, Lareinty (baron de), Lecointe (général), Lucet, Meinadier (colonel), Parieu (de), Rigal.

Huitième bureau. — MM. Barbey, Barrot (Ferdinand), Batbie, Bazille (Gaston), Béraldi, Boisse, Bonnet, Bosredon (de), Brunet, Carné (marquis de), Chantemerle (de), Daussel, Duboys-Fresney (général), Chaffaut (comte du), Dupré, Dutilleul, Flers (comte de), Gilbert-Boucher, Goguet, Goutay, Gresley (général), Halna du Fretay, Hébrard (Adrien), Jacques, Jacques Hébrard, Lamorte, Luro, Magnin, Merlin, Oudet, Pons, Ribière.

Neuvième bureau. — MM. Arbel, Delbreil, Delsol, Dufay, Dupuy-de-Lôme, Fournier (Casimir), Gouin, Guyot-Lavaline, Issartier, Labiche, Ladmirault (général), Lagache (Célestin), La Jaille (général comte de), Sicotière (de La), Le Guen, Lemoinne (John), Martenot, Montaignac (amiral marquis de), Ninard, Noblot, Palotte, Paulmier, Péronne, Rampon (comte), Ronjat, Roy de Loulay, Scheurer-Kestner, Simon (Jules), Soubigou, Tenaille-Saligny, Vallier, Waddington (J.O., p. 1143; F. n° 12).

Organisation des bureaux du 14 décembre 1882. — 1er bureau : *Président*, M. Robert de Massy; *Secrétaire*, M. Magniez. — 2e bureau : *Président*, M. Audren de Kerdrel; *Secrétaire*, M. Boffinton; — 3e bureau : *Président*, M. Michal-Ladichère; *Secrétaire*, M. Le Bastard. — 4e bureau : *Président*, M. Schœlcher; *Secrétaire*, M. Rubillard. — 5e bureau : *Président*, M. Didier (Henry); *Secrétaire*, M. Frézoul. — 6e bureau : *Président*, M. Corbon; *Secrétaire*, M. Boucher-Cadart. — 7e bureau : *Président*, M. Humbert; *Secrétaire*, M. Brugerolle. — 8e bureau : *Président*, M. Goutay; *Secrétaire*, M. le marquis de Carné. — 9e bureau : *Président*, M. Lagache (Célestin); *Secrétaire :* M. Tenaille-Saligny (J.O., p. 6743; F. 14).

CAISSE D'AMORTISSEMENT ET DES DÉPOTS ET CONSIGNATIONS. — Dépôt, par M. Guichard, membre de la Chambre des Députés, Président de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations, de deux rapports : l'un sur les opération de l'année 1880, et sur la situation au 31 décembre

1880 de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations ; l'autre sur la situation au 31 décembre de ces deux établissements [14 décembre] (A., p. 97 ; J.O., c.r., p. 1149 ; an., p. 83 ; I. 109, 110).

CAISSE DES CHEMINS VICINAUX. — Le département de Meurthe-et-Moselle demande à contracter un emprunt à cette Caisse pour travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun. V. loi 70.

CAISSE DES LYCÉES, COLLÈGES ET ÉCOLES. — Le département des Deux-Sèvres demande à contracter un emprunt. V. loi 26. — Le département de l'Aude demande à contracter un emprunt à la Caisse des lycées, collèges et écoles, pour la construction d'une école normale d'institutrices. V. loi 30. — La ville de Sedan (Ardennes) demande l'autorisation d'emprunter une somme de 215.000 francs à la Caisse des écoles. V. loi 40. — Emprunt du département de la Charente-Inférieure pour la création d'une école normale d'institutrices. V. loi 129. — Fonds d'augmentation de subventions et d'avances mis à la disposition des lycées, collèges et écoles. V. loi 138.

CALLEN. Gironde. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire une portion de territoire de la commune de Restigné, canton de Bourgueil, arrondissement de Chinon, département d'Indre-et-Loire, pour la rattacher à la commune d'Ingrandes, canton de Langeais, même département [12 décembre] (A., p. 92 ; J.O., c.r., p. 1146 ; an., p. 81 ; I. 99.)

CALMON. Inamovible. — Dépose deux pétitions : la 1re, de la Société de secours mutuels de Saint-Éloi-de-Gourdon (Lot) ; la 2e, de la Société de secours mutuels de Sainte-Anne-de-Gourdon (Lot) [1er décembre] (J.O., p. 1104).

CAMBRAI (ville de). Nord. — Demande l'autorisation d'emprunter une somme de 250.000 francs. V. loi 47.

CAMPARAN. Haute-Garonne. — Dépose une pétition des débitants de tabacs de la ville de Toulouse (Haute-Garonne) [21 décembre] (J.O., p. 1206). — Membre d'une Commission (F. 3 ; J.O., p. 6153).

CANNES (Alpes-Maritimes). — Perception d'une surtaxe sur les vins à son octroi. V. loi 50.

CANTAL. — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention destinée à la construction du lycée d'Aurillac. V. loi 38.

CARAYON LA TOUR (Joseph de). Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [22 décembre] (A., p. 187 ; J.O., c.r., p. 1228).

CARNÉ (marquis de). Côtes-du-Nord. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [22 décembre] (A., p. 186 ; J.O., c.r., p. 1227) [23 décembre] (A., p. 207 ; J.O., c.r., p. 1215).

CARNOT (père). Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [26 décembre] (A., p. 229 ; J.O., c.r., p. 1266).

CARQUET. Savoie. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153.

CAZOT (Jules). Inamovible. — Membre de Commissions (F. 3, 6 ; J.O., p. 6153, 6394).

CHALLEMEL-LACOUR. Bouches-du-Rhône. — Membre de Commissions (F. 3, 14 ; J.O., p. 6153, 6743).

CHAMPAGNY (vicomte Henri de). Côtes-du-Nord. — Membre d'une Commission (F. 14 ; J.O., p. 6743).

CHANTEMERLE (de). Allier. — Dépose une pétition des agents des ponts et chaussées de l'Allier, en résidence à Moulins (Allier) [20 décembre] (J.O., p. 1186). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

CHARABOTTE (hameau de) (Ain). — Projet de loi tendant à distraire ce hameau de la commune de Longecombe, pour l'annexer à celle de Chaley. V. loi 71.

CHARDON. Haute-Savoie. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation d'une Convention entre la France et la Suisse, relativement à la pêche [12 décembre] (A., p. 94; J.O., c.r., p. 1147). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Marans à Surgères [22 décembre] (A., p. 166;

J.O., c.r., p. 1210; an., p. 188; I. 181). — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

CHARENTE. — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour la construction d'écoles normales d'instituteurs et d'institutrices et pour le payement de diverses dépenses d'intérêt départemental. V. loi 21.

CHARENTE-INFÉRIEURE. — Demande à contracter un emprunt. V. loi 129.

CHARTON (Édouard). Yonne.— Fait une rectification au procès-verbal au sujet d'un incident relatif à Louis Blanc [12 décembre] (A., p. 92; J.O., c.r., p. 1145).

CHATEAULIN (Finistère). — Perception d'une surtaxe sur les vins, les cidres et les alcools à son octroi. V. loi 52.

CHAUMONTEL. Haute-Savoie.— Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant approbation d'une Convention conclue le 19 juillet 1882 entre la France et les États-Unis d'Amérique (J.O., p. 6394; F. 6). — Donne lecture, au nom de M. Teisserenc de Bort, du rapport sur une Convention conclue avec les Etats-Unis d'Amérique [28 novembre] (A., p. 32; J.O., c.r., p. 1091). — Membre de Commissions (F. 6. 14; J.O., p. 6394, 6743).

CHEMINS DE GRANDE COMMUNICATION. — Le département d'Ille-et-Vilaine demande à s'imposer extraordinairement pour l'entretien de chemins vicinaux de grande communication. V. loi 91. — Le département de la Savoie demande à s'imposer extraordinairement pour l'entretien des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun. V. loi 93. — Le département de la Marne demande à créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins vicinaux de grande communication et de chemins vicinaux ordinaires. V. loi 140. — Le département des Vosges demande à s'imposer extraordinairement pour travaux de chemins vicinaux. V. loi 141.

CHEMINS DE FER. — De Marans à Surgères. V. loi 106.— De Trilport à la Ferté-Milon. V. loi 107. — Prorogation d'une loi pour rendre définitive la concession du chemin de fer de Pont-de-Montgon à Arvan, accordée à titre éventuel à la Compagnie du Midi. V. loi 109. — Rapports des Compagnies avec les agents commissionnés. V. loi 127.

CHER. — Demande à contracter deux emprunts pour l'agrandissement de l'asile d'aliénés de Beauregard et la construction d'une école normale d'institutrices. V. loi 15.

CHERPIN. Loire. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

CHESNELONG. Inamovible. — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi portant fixation du Budget des dépenses et des recettes pour l'exercice 1883 [20 décembre] (A., p. 137; J.O., c.r., p. 1183) [21 décembre] (A., p. 145; J.O., c.r., p. 1190) [23 octobre] (A., p. 209; J.O., c.r., p. 1247).

CLAMAGERAN. Inamovible. — Élu sénateur inamovible [7 décembre] (A., p. 76; J.O., c.r., p. 1129). — Est proclamé sénateur inamovible [12 décembre] (A., p. 92; J.O., c.r., p. 1146).— Membre de Commissions (F. 14, 17; J.O., p. 6743, 6869).

CLAUDE. Vosges. — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 6394).

CLÉMENT (Léon). Indre. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

CLERMONT (Oise). — Perception de surtaxes à son octroi. V. loi 130.

COCHERY, *Ministre des Postes et des Télégraphes.* — Dépose, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, et au sien, trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant : le 1er, approbation du tarif télégraphique établi par l'Arrangement conclu le 3 novembre 1882 entre la France et la Roumanie; le 2e, portant approbation du tarif télégraphique établi par l'Arrangement conclu le 3 novembre 1882, entre la France et l'Autriche-Hongrie; le 3e, approbation de la Convention relative à l'échange des mandats de poste entre la France et la Grande-Bretagne. Dépose également, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction d'hôtels destinés au service des postes et des télégraphes [19 décembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1153; an., p. 172; I. 115, 116, 117, 118).

CODE RURAL. — Projet de loi. Vices rédhibitoires, titre VIII. V. loi 9.

COGNAC (Charente). — Demande à modifier la loi du 29 décembre

1881, qui autorise la ville à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. V. loi 25.

COMMISSAIRES.

Décret de M. le Président de la République, nommant les commissaires du Gouvernement, pour assister MM. les Ministres des Finances, de la Marine et des Colonies et de la Guerre, dans la discussion du Budget de l'exercice 1883.

Pour le Ministre des Finances : MM. de Roussy, conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général de la comptabilité; Pallain, conseiller d'État en service extraordinaire, directeur du contentieux de l'inspection générale de la statistique de l'ordonnancement et du contrôle des administrations financières; Gay, directeur du mouvement général des fonds; Coppens d'Hondschoote, directeur général des contributions directes; Leclerc, conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre; Ambaud, conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général des douanes; Renaud, directeur général des contributions indirectes; Regnault, directeur général des manufactures de l'État; Ruau, directeur général des monnaies et médailles; Dufrayer, conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations; Thiboust, directeur de la dette inscrite au Ministère des Finances; Couder, directeur général de la comptabilité publique au Ministère des Finances.

Pour le Ministre de la Marine et des Colonies : MM. Fournier, commissaire général de la marine, conseiller d'État en service extraordinaire; Dislere, conseiller d'État en service ordinaire, directeur des colonies; Tricoché (général), directeur de l'artillerie.

Pour le Ministre de la Guerre : MM. Gillon (colonel), directeur du génie; Panafieu (de), directeur du contrôle et de la comptabilité au Ministère de la Guerre [19 décembre] (A., p. 99; J.O., p. 1151; an., p. 177; I. 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132).

Pour le Ministre des Travaux publics : MM. Leblanc, conseiller d'État en service extraordinaire, directeur des routes, de la navigation et des mines; Gouzay, directeur du personnel et du secrétariat; Lax, directeur de la construction des chemins de fer au Ministère des Travaux publics [21 décembre] (A., p. 143; J.O., p. 1189; an., p. 186; I. 169, 170).

Pour le Ministre de l'Agriculture : MM. Tisserand, conseiller d'État, directeur de l'agriculture; Cormetto (de), directeur des haras; Philippe, directeur de l'hydraulique agricole; Lorentz, directeur des

forêts; Ségnard, chef de division du secrétariat de la comptabilité et des services intérieurs [23 décembre] (A., p. 194; J.O., p. 1234; an., p. 229; I. 213).

COMMISSIONS.

Commissions d'initiative parlementaire.

Huitième Commission (formation du 14 novembre). — 1er bureau, MM. Mathey (Alfred), Cazot (Jules). — 2e bureau, MM. de Chantemerle, Robert de Massy. — 3e bureau, MM. Roger-Marvaise, Labitte. — 4e bureau, MM. le colonel Meinadier, Munier. — 5e bureau, MM. Challemel-Lacour, Barthe (Marcel). — 6e bureau, MM. Laurent-Pichat, Ribière. — 7e bureau, MM. Carquet, Schœlcher. — 8e bureau, MM. Denormandie, Barne. — 9e bureau, MM. Corbon, Devaux (J.O., p. 6153; F. 3). — *Président*, M. Corbon; *Secrétaire*, M. Roger-Marvaise (J.O., p. 6193; F. 4).

Neuvième Commission (formation du 14 décembre). — 1er bureau, MM. Devaux, Poriquet. — 2e bureau, MM. Lizot, Piétri. — 3e bureau, MM. Dietz-Monnin, Salneuve. — 4e bureau, MM. Guiffrey, Vigarosy. — 5e bureau, MM. Chaumontel, Cherpin. — 6e bureau, MM. Labitte, le vicomte de Champagny (Henri). — 7e bureau, MM. Dupouy, Eymard-Duvernay. — 8e bureau, MM. Ribière, Barbey. — 9e bureau, MM. John Lemoinne, Le Guen (J.O., p. 6743, F. 14). — *Président*, M. Poriquet; *Secrétaire*, M. Barbey (J.O., p. 6852; F. 16).

Commissions d'intérêt local.

Huitième Commission (formation du 14 novembre). — 1er bureau M. Massé. — 2e bureau, M. Magniez. — 3e bureau, M. Cordelet. — 4e bureau, M. Denis (Gustave). — 5e bureau, M. Say (Léon). — 6e bureau, M. Lamorte. — 7e bureau, M. Rubillard. — 8e bureau, M. Foucher de Careil. — 9e bureau, M. Adam (J.O., p. 6153; F. 3). — *Président*, M. Adam; *Secrétaire*, M. Magniez (J.O., p. 6193; F. 4).

Neuvième Commission (formation du 14 décembre). — 1er bureau, M. Massiet du Biest. — 2e bureau, M. Lacave-Laplagne. — 3e bureau, M. Escarguel. — 4e bureau, M. Munier. — 5e bureau, M. de Rozière. — 6e bureau, M. Chardon. — 7e bureau, M. Brugerolle. — 8e bureau, M. Dupré. — 9e bureau, M. Soubigou (J.O., p. 6743; F. 14). — *Président*, M. Dupré; *Secrétaire*, M. Brugerolle (J.O., p. 6836; F. 15).

Commissions des pétitions.

Huitième Commission (formation du 14 novembre). — 1er bureau, M. Garrisson. — 2e bureau, M. le duc de Rivière. — 3e bureau, M. Bérenger. — 4e bureau, M. Goguet. — 5e bureau, M. Martinot. — 6e bureau, M. Escarguel. — 7e bureau, M. Ninard. — 8e bureau, M. le comte de

Mérode. — 9e bureau, M. Goutay (J.O., p. 6153; F. 3). — *Président*, M. Goutay; *Secrétaire*, M. Goguet (J.O., p. 6193; F. 4).

Neuvième Commission (formation du 14 décembre). — 1er bureau, M. Challemel-Lacour. — 2e bureau, M. Vivenot. — 3e bureau, M. Galloni d'Istria. — 4e bureau, M. le baron de Veauce. — 5e bureau, M. Rampont. — 6e bureau, M. Cordelet. — 7e bureau, M. Dauphin. — 8e bureau, M. Daussel. — 9e bureau, M. de La Sicotière (J.O., p. 6743; F. 14). — *Président*, M. Daussel; *Secrétaire*, M. Vivenot (J.O., p. 6836; F. 15).

COMMISSIONS DES CONGÉS.

Huitième Commission (formation du 14 novembre). — 1er bureau, M. Camparan. — 2e bureau, M. Foubert. — 3e bureau, M. Jacques Hébrard. — 4e bureau, M. le général Lecointe. — 5e bureau, M. Duval. — 6e bureau, M. de Fourtou. — 7e bureau, M. Tenaille-Saligny. — 8e bureau, M. Pouyer-Quertier. — 9e bureau, M. Delacroix (J.O., p. 6153; F. 3).

Neuvième Commission (formation du 14 décembre). — 1er bureau M. Pajot. — 2e bureau, M. Demiautte. — 3e bureau, M. Mayran. — 4e bureau, M. Le Monnier. — 5e bureau, M. Michel Renaud. — 6e bureau, M. le comte de Douhet. — 7e bureau, M. Faye. — 8e bureau, M. de Bosredon. — 9e bureau, M. Delbreil (J.O., p. 6743; F. 14).

COMPAGNIES d'instruction militaire pour les jeunes gens de dix-sept ans et au-dessus. V. loi 48.

CONGÉS. — MM. Michal-Ladichère, — Paulmier, — Waddington, — comte Rampon, — Delord, — Labitte, — Bozérian, — comte Rampon.

CONVENTIONS. — Approbation de la Convention conclue entre la France et les États-Unis d'Amérique. V. loi 34. — Approbation d'une Convention signée entre la France et la Suisse pour réglementer la pêche dans les eaux frontières. V. loi 43. — Approbation d'une Convention relative au service de surveillance et des douanes sur les chemins de fer de Tarragone à Barcelone et France et du Midi de la France. V. loi 123. — Approbation d'une Convention signée à La Haye pour réglementer la police de la pêche dans les mers du nord en dehors des eaux territoriales. V. loi 134. — Arrangement passé avec la Grande-Bretagne et le Gouvernement de la République pour déterminer les limites des possessions respectives des deux puissances sur la côte occidentale d'Afrique située au nord de Sierra-Leone. V. loi 64.

CORBON. Inamovible. — Président de la 8e Commission d'initiative

parlementaire (J.O., p. 6193; F. 4). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de célébrer aux frais de l'État les funérailles de Louis Blanc [9 décembre] (A., p. 87; J.O., c.r., p. 1139). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

CORDELET. Sarthe. — Dépose quatre rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er la perception à l'octroi de Quintin (Côtes-du-Nord) d'une surtaxe sur les cidres, poirés et hydromels; le 2e la perception d'une surtaxe sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Honfleur (Calvados); le 3e la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Loudun (Vienne); le 4e la perception, à l'octroi de Pont-l'Évêque (Calvados), de surtaxes sur les vins et sur les alcools [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1088; an., p. 14; I. 51, 52, 53, 54). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er à autoriser le département de la Haute-Saône à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices; le 2e à autoriser la ville de Sedan (Ardennes) à contracter un emprunt de 215.000 francs à la Caisse des écoles; le 3e à modifier la loi du 29 décembre 1881 qui autorise la ville de Cognac (Charente) à contracter un emprunt, et à s'imposer extraordinairement. Lecture de ce dernier rapport [4 décembre] (A., p. 50; J.O., c.r., p. 1108; an., p. 31; I. 68, 69, 70). — Dépose deux rapports faits au nom de la 8e Commission d'intérêt local chargée d'examiner les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Landivisiau (Finistère); le 2e la perception de surtaxes sur les vins et les alcools à l'octroi d'Albertville (Savoie) [19 décembre] (A., p. 119; J.O., c.r., p. 1168; an., p. 181; I. 150, 151). — Membre de Commissions (F. 3, 14; J.O., p. 6153, 6743).

CORRÈZE. — Demande l'autorisation de créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental. V. loi 39.

COTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE. — Arrangement passé avec la Grande-Bretagne pour déterminer les limites des possessions respectives des deux puissances sur la côte occidentale d'Afrique au nord de Sierra-Leone. V. loi 64.

CRÉDITS EXTRAORDINAIRES.

Ministère du Commerce. — 1e Ouverture d'un crédit de 225.000 francs pour les dépenses de l'Exposition internationale d'Amsterdam; 2e annu-

lation d'un crédit de 80.000 francs afférent à l'Exposition internationale de Melbourne. V. loi 128.

. *Ministère des Travaux publics.* — 1° Ouverture, sur l'exercice 1882, de crédits montant à 150.000 francs sur le Budget ordinaire, et à 150.000 francs sur le Budget extraordinaire; 2° annulation de crédits égaux sur les mêmes Budgets du même exercice. V. loi 8.

Ministère de l'Intérieur. — Crédit extraordinaire de 1.950.000 francs, sur l'exercice 1882, pour indemniser les victimes de Saïda et Tiaret. V. loi 12. — Ouverture d'un crédit de 440.000 francs, sur l'exercice 1882, pour les victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. V. loi 37. — Crédit extraordinaire de 1.600.000 francs, sur l'exercice 1882, pour venir en aide aux populations éprouvées par les inondations. V. loi 61.

Ministère de la Guerre. — Ouverture d'un crédit de 27.617.000 francs, sur le budget extraordinaire de 1882 du Ministère de la Guerre; 2° annulation d'un crédit de pareille somme sur le compte de liquidation et le budget extraordinaire de 1882 du même Ministère. V. loi 76. — Crédit supplémentaire et extraordinaire montant à 25 millions pour les frais de l'occupation de la Tunisie en 1883. V. loi 132.

Ministère des Affaires étrangères. — 1° Annulation d'un crédit de 1.400.000 francs, sur l'exercice 1881, pour l'acquisition d'un hôtel d'ambassade à Saint-Pétersbourg; 2° ouverture d'un crédit de 900.000 francs pour l'acquisition d'un hôtel d'ambassade à Madrid. V. loi 95. — Crédit supplémentaire et extraordinaire, montant à 25 millions, pour les frais d'occupation de la Tunisie en 1883. V. loi 132. — Crédit extraordinaire de 1.275.000 francs pour dépenses de la mission de M. Savorgnan de Brazza dans l'Ouest africain. V. loi 137.

Ministère de la Marine et des Colonies. — Crédit de 200.000 francs pour venir au secours des marins victimes d'événements de mer exceptionnels. V. loi 83. — 1° Ouverture d'un crédit de 664.645 francs sur le Budget de 1882; 2° annulation d'une somme égale sur le Budget des dépenses des ressources extraordinaires de 1881. V. loi 120. — 1° Ouverture, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 900.000 francs; 2° annulation d'un crédit d'égale somme sur l'exercice 1881. V. loi 121. — Crédit supplémentaire et extraordinaire montant à 25 millions pour les frais de l'occupation de la Tunisie en 1883. V. loi 132. — Crédit extraordinaire de 1.275.000 francs pour dépenses de la mission de M. Savorgnan de Brazza dans l'Ouest africain. V. loi 137.

Ministère des Finances. — Annulation d'un crédit de 537.958 fr. 82 sur le Budget extraordinaire pour l'exercice 1881, et d'un crédit de 1.500.000 fr. sur le même Budget de l'exercice 1882, pour les frais d'émission et de

négociation des rentes 3 0/0 amortissables. V. loi 24. — Ouverture d'un crédit de 440.000 francs, sur l'exercice 1882, pour les victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. V. loi 37. — 1° Ouverture d'un crédit de 27.617.000 francs sur le budget extraordinaire de 1882 du Ministère de la Guerre; 2° annulation d'un crédit de pareille somme sur le compte de liquidation et le budget extraordinaire de 1882 du même Ministère. V. loi 76. — Ouverture d'un crédit supplémentaire de 350.000 francs applicable au chapitre 73 (Manufactures de l'Etat). V. loi 82. — Crédit de 200.000 francs pour venir au secours des marins victimes d'événements de mer exceptionnels. V. loi 83. — 1° Annulation d'un crédit de 1.400.000 fr., au Ministère des Affaires étrangères, sur l'exercice 1881, pour l'acquisition d'un hôtel d'ambassade à Saint-Pétersbourg; 2° ouverture au Ministère des Affaires étrangères, sur l'exercice 1882, d'un crédit de 900.000 fr. pour l'acquisition d'un hôtel d'ambassade à Madrid. V. loi 95. — 1° Régularisation des décrets, rendus en Conseil d'Etat, ouvrant des crédits à divers Ministères, sur l'exercice 1882; 2° ouverture et annulation de crédits supplémentaires sur l'exercice 1881; 3° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1882; 4° ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos; 5° ouverture de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général de l'Etat. V. loi 110. — Ouverture, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 634.500 francs, applicable au service des impressions. V. loi 111. — 1° Ouverture d'un crédit de 225.000 francs pour les dépenses de l'Exposition internationale d'Amsterdam; 2° annulation d'un crédit de 80.000 francs, afférent à l'Exposition internationale de Melbourne. V. loi 128. — Crédit supplémentaire et extraordinaire montant à 25 millions, pour les frais de l'occupation de la Tunisie en 1883. V. loi 132. — Crédit extraordinaire de 1.275.000 fr., pour dépenses de la mission de M. Savorgnan de Brazza dans l'Ouest africain. V. loi 137.

CUVINOT. Oise. — Dépose une pétition de MM. Osouf, Favier, Cousin, Grenier, Bibaut et Benneson, loueurs de voitures à Compiègne (Oise) [8 décembre] (J.O., p. 1129). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Trilport à la Ferté-Milon. — Dépose le rapport sur le régime des eaux [22 décembre] (A., p. 166, 191; J.O., c.r., p. 1210; an., p. 198; I. 187, 202).

DARNÉTAL (Seine-Inférieure). — Prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à son octroi. — V. loi 87.

DAUPHIN. Somme. — Dépose un rapport fait au nom de la Commission

des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire célébrer aux frais de l'Etat les funérailles de Louis Blanc; il en donne lecture. Demande la remise à mardi pour le dépôt du rapport sur le Budget ordinaire de l'exercice 1883 [9 décembre] (A., p. 86; J.O., c.r., p. 1139; an., p. 42; I. 97). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1883 [12 décembre] (A., p. 93; J.O., c.r., p. 1146; an., p. 42; I. 98). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion de ce projet de loi [22 décembre] (A., p. 181; J.O., c.r., p. 1223) [23 décembre] (A., p. 206; J.O., c.r., p. 1244) [26 décembre] (A., p. 221; J.O., c.r., p. 1259). — Dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés le 8 décembre 1882, adopté avec modifications par le Sénat le 27 décembre 1882, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés le 28 décembre 1882, portant fixation du Budget des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1883; il en donne lecture. Est entendu comme rapporteur dans la discussion du même Budget [29 décembre] (A., p. 308; J.O., c.r., p. 1333, 1337; an., p. 253; I. 263). — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

DAUSSEL. Dordogne. — Président de la 9e Commission des pétitions (J.O., p. 6836; F. 15). — Membre de Commissions (F. 14, 17; J.O., p. 6743, 6869).

DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT. — M. Tirard, Ministre des Finances, donne lecture d'une déclaration du Gouvernement [9 novembre] (A., p. 2; J.O., c.r., p. 1059; an., p. 1; I. 2).

DÉCLASSEMENT de la batterie des Lions à Marseille. V. loi 133.

DEFFIS (général). Hautes-Pyrénées. — Dépose le rapport sur le projet de loi intitulé « Entretien des Compagnies mixtes », titre détaché du projet de loi sur l'organisation de différents services en Tunisie [23 décembre] (A., p. 195; J.O., c.r., p. 1234; an., p. 229; I. 214). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

DELACROIX. Eure-et-Loir. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

DELBREIL. Tarn-et-Garonne. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

DELORD. Lot. — Demande un congé [1er décembre] (J.O., p. 1104).

DELSOL. Aveyron. — Dépose dix pétitions des Sociétés de secours mutuels de la ville de Millau (Aveyron) [17 novembre] (J.O., p. 1073).

DEMIAUTTE. Pas-de-Calais. — Dépose une pétition des instituteurs du canton de Bapaume (Pas-de-Calais) [15 décembre] (J.O., p. 1150). — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

DEMOLE. Saône-et-Loire. — Membre de Commissions (F. 6, 14; J.O., p. 6394, 6743).

DENIS (Gustave). Mayenne. — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er à autoriser le département de la Charente à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'écoles normales d'instituteurs et d'institutrices et pour le payement de diverses dépenses d'intérêt départemental; le 2e à autoriser le département du Lot à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux de grande et de moyenne communication [9 décembre] (A., p. 78; J.O., c.r., p. 1132; an., p. 40; I. 93, 94). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Nice (Alpes-Maritimes); le 2e la perception d'une surtaxe sur les vins à l'octroi des Echelles (Savoie) [19 décembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1153; an., p. 172; I. 113, 114). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

DENORMANDIE. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

DESMAZES. Martinique. — M. le Président annonce son décès [9 novembre] (A., p. 1; J.O., c.r., p. 1059).

DEVAUX. Pas-de-Calais. — Membre de Commissions (F. 3, 14; J.O., p. 6153, 6743).

DEVELLE, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministère de l'Intérieur, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire,

pour indemniser les victimes des événements de Saïda et de Tiaret [16 novembre] (A., p. 12 ; J.O., c.r., p. 1071 ; an., p. 10 ; I. 37, 38). — Dépose deux projets de lois, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [25 novembre] (A., p. 26 ; J.O., c.r., p. 1085).

DEVÈS, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.* — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois d'intérêt local. Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les cours et tribunaux [4 décembre] (A., p. 51 ; J.O., c.r., p. 1108, 1111) [5 décembre] (A., p. 70 ; J.O., c.r., p. 1125). — Dépôt, par M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. le Ministre de la Justice et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement de la République à consentir de nouvelles prorogations de la réforme judiciaire en Égypte [7 décembre] (A., p. 73 ; J.O., c.r., p. 1127). — Dépôt, par M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, au nom du M. le Ministre de la Justice et au sien, d'un projet de loi rectificatif au projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant organisation des différents services en Tunisie [14 décembre] (A., p. 97 ; J.O., c.r., p. 1149). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le budget du Ministère de la Justice [23 décembre] (A., p. 196 ; J.O., c.r., p. 1235). — Donne lecture au Sénat d'un décret portant clôture de la session extraordinaire de 1882 du Sénat et de la Chambre des Députés [29 décembre] (A., p. 315 ; J.O., c.r., p. 1339 ; an., p. 254 ; I. 264).

DIEPPE (Seine-Inférieure). — Prorogation de surtaxes sur les vins et l'alcool à son octroi. V. loi 90.

DIETZ-MONNIN. Inamovible. — Dépose le rapport fait au nom de la 6e Commission d'initiative parlementaire chargée d'examiner la proposition de loi de MM. George, Henri Martin et Testelin relative à l'organisation de compagnies d'instruction militaire pour les jeunes gens de 17 ans et au-dessus [5 décembre] A., p. 71 ; J.O., c.r., p. 1126 ; an., p. 33 ; I. 74). — Membre d'une Commission (F. 14 ; J.O., p. 6743).

DIVORCE. — Contre-projet de la proposition de loi sur son rétablissement. V. loi 44.

DONNOT. Haute-Marne. — Membre d'une Commission (F. 4 ; J.O., p. 6193).

DOUHET (comte de). — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

DROIT D'ASSOCIATION. — Proposition de loi relative à ce droit. V. loi 10.

DUBOYS-FRESNEY (général). Mayenne. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi tendant à maintenir pendant trois nouvelles années la modification apportée par la loi du 19 mars 1880 à celle du 9 décembre 1875, modifiant elle-même l'article 79 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée (J.O., p. 6231; F. 5). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. le colonel Meinadier et de plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article 1er de la loi du 19 août 1881 et à admettre au bénéfice de cette loi les anciens militaires pourvus d'emplois rétribués par l'État, les départements et les communes (J.O., p. 6836; F. 15). — Membre de Commissions (F. 4, 14; J.O., p. 6193, 6743).

DUCLERC. Inamovible. *Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil.* — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, neuf projets de lois d'intérêt local. Dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention conclue le 19 juillet 1882 entre la France et les États-Unis d'Amérique. Dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Président de la Républiqne à ratifier les traité et actes passés entre M. Savorgnan de Brazza et le roi Makoko. Demande la remise de la discussion à la session de 1883 du projet de loi sur le droit d'association [25 novembre] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 1083; an., p. 8; I. 26, 27). — Dépose, au nom de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et au sien, un projet de loi relatif à la réforme judiciaire en Égypte. Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, onze projets de lois d'intérêt local [7 décembre] (A., p. 73; J.O., c.r., p. 1127; an., p. 33; I. 75, 76, 77, 78, 79, 80-86). — Dépose, au nom de M. le Ministre de la Marine et des Colonies et au sien un projet de loi relatif à un Arrangement passé par le Gouvernement de la République française avec le Gouvernement de la Grande-Bretagne pour déterminer les limites des possessions respectives des deux puissances sur la côte occidentale d'Afrique située au nord de la Sierra-Leone [9 décembre] (A., p. 83; J.O., c.r., p. 1136; an., p. 41; I. 95). — Dépose, au nom de M. le Ministre de la Justice et au sien, un projet de loi rectificatif au projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant organisation des différents services en Tunisie [14 dé-

cembre] (A., p. 97; J.O., c.r., p. 1149; an., p. 171; I. 111). — Dépôt, par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil et au sien de trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant approbation du tarif télégraphique établi par un Arrangement conclu: 1° entre la France et la Roumanie; 2° Entre la France et l'Autriche-Hongrie; 3° entre la France et la Grande-Bretagne [19 décembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1153). — Dépôt, par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° l'annulation d'un crédit extraordinaire de 1.400.000 francs ouvert au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1881, pour l'acquisition et l'aménagement d'un hôtel d'ambassade à Saint-Pétersbourg; 2° l'ouverture au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 900.000 francs, pour l'acquisition et l'aménagement d'un hôtel d'ambassade à Madrid [20 décembre] (A., p. 122; J.O., c.r., p. 1170). — Dépôt par M. Hérisson, Ministre des Trauaux publics, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires montant à 25 millions, pour les frais de l'occupation de la Tunisie en 1883 [27 décembre] (A., p. 267; J.O., c.r., p. 1299). — M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, dépose, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien, un projet de loi portant approbation de la Convention signée à la Haye, le 6 mai 1882, pour réglementer la police de la pêche dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales. Dépôt, par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de MM. les Ministres de la Marine et des Colonies, des Affaires étrangères et au sien, d'un projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 1.275.000 fr., pour dépense de la mission de M. Savorgnan de Brazza, dans l'Ouest africain [28 décembre] (A., p. 275; J.O., c.r., p. 1305, 1316; an., p. 247; I. 243).

DUPOUY. Gironde. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

DUPRÉ. Hautes-Pyrénées. — Président de la 9° Commission d'intérêt local (J.O., 6836; F. 15). — Dépose un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Menton (Alpes-Maritimes) [23 décembre] (A., p. 207; J.O., c.r., p. 1245; an., p. 230; I. 216). — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

DUVAL. Côtes-du-Nord. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

DUVAUX, *Ministre de l'Instruction publique.* — Demande la remise à la prochaine séance de l'interpellation de M. Henry Fournier sur les discours contraires à la neutralité des écoles prononcés par les délégués aux distributions de prix [16 novembre] (A., p. 9; J.O., c.r., p. 1069). — Répond à cette interpellation [18 novembre] (A., p. 20; J.O., c.r., p. 1079). — Répond à l'interpellation de M. Fresneau sur la circulaire au préfets en date du 2 novembre [9 décembre] (A., p. 83; J.O., c.r., p. 1136). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [26 décembre] (A., p. 230; J.O., c.r., p. 1267). — Répond à une rectification faite au procès-verbal au sujet d'une question relative à l'enseignement classique. Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 (Ministère de l'Instruction publique) [27 décembre] (A., p. 255; J.O., c.r., p. 1288). — Dépôt par M. Logerotte, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique, d'un projet de loi tendant à l'augmentation des fonds de subvention et d'avance mis à la disposition de la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires [28 décembre] (A., p. 298; J.O., c.r., p. 1324; an., p. 252; I. 258).

EAUX. — Projet de loi sur le droit qui les régit. V. loi 118.

EAUX MINÉRALES. — Modifications à apporter dans la loi du 14 juillet 1876, sur les établissements d'eaux minérales naturelles. V. loi 119.

ÉCHANGES de terrain dans le département de la Vendée entre l'État et MM. Émile Dodin, propriétaire et Pelloquin, fermier. V. loi 5. — De terrain dans le département de l'Allier entre l'État et et les époux Pâtissier. V. loi 59. — D'immeubles dans le département des Basses-Pyrénées, entre l'État et M. de Ezpeleta. V. loi 59. — D'un terrain entre l'État et le sieur Hérard dans le département de l'Aube. V. loi 60. — 1° Approbation d'une cession et d'un échange d'immeubles domaniaux à Bordeaux; 2° allocation générale de la dépense évaluée à 340.000 fr. pour la construction de l'hôtel du quartier général du 18e corps d'armée. V. loi 84. — De mandats de poste entre la France et la Grande-Bretagne. V. loi 79.

ÉCHELLES (les) (Savoie). — Perception d'une surtaxe sur les vins à son octroi. V. loi 53.

ÉGYPTE. — Nouvelles prorogations de la réforme judiciaire. V. loi 49.

ÉLECTIONS SÉNATORIALES. — De l'île de la Réunion. — Du Finistère. — Des Ardennes.

EMPRUNTS. — Évreux (Eure). — Cher. — Annecy (Haute-Savoie). — Nord. — Morbihan. — Haute-Saône. — Gard. — Sedan (Ardennes). Brest (Finistère). — Cambrai (Nord). — Tarn-et-Garonne. — Marne. — Loire. — Ariège.

ESCARGUEL. Pyrénées-Orientales. — Fait une rectification au procès-verbal [30 novembre] (A., p. 35; J.O., c.r., p. 1095). — Membre de Commissions (F. 3, 14; J.O., p. 6153, 6743).

ESPIVENT DE LA VILLESBOISNET (général comte). Loire-Inférieure. — Membre de Commissions (F. 14, 17; J.O., p. 6743, 6869).

ESTAIRES (Nord). — Prorogation de surtaxes sur les vins et sur l'alcool à son octroi. V. loi 114.

ÉTALONS. — Projet de loi relatif à leur surveillance. V. loi 122.

ÉVREUX (ville d'). — Demande à contracter deux emprunts et à s'imposer extraordinairement. V. loi 14.

EXCUSES D'ABSENCE. — M. Lacave-Laplagne, — colonel Meinadier.

EYMARD-DUVERNAY. Isère. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

FALLIÈRES, *Ministre de l'Intérieur et des Cultes.* — Adresse à M. le Président du Sénat une lettre portant rectification du texte d'un projet de loi, adopté par le Sénat, ayant pour objet d'autoriser la ville de Neuilly (Seine) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement [14 novembre] (A., p. 5; J.O., c.r., p. 1065). — Dépôt, par M. Logerotte, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes, de dix projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant: le 1er à autoriser la ville d'Évreux (Eure) à contracter deux emprunts et à s'imposer extraordinairement; le 2e à autoriser le département du Cher à contracter deux emprunts pour l'agrandissement de l'asile d'aliénés de Beauregard et la construction d'une école normale d'institutrices; le 3e à autoriser le département de la Sarthe à créer des res-

sources extraordinaires pour la construction de tramways à vapeur; le 4e à autoriser la ville d'Annecy (Haute-Savoie) à emprunter 20.900 francs; le 5e à autoriser le département du Lot à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins de grande et de moyenne communication; le 6e à autoriser le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales; le 7e à autoriser le département de Seine-et-Marne à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental; le 8e à autoriser le département des Ardennes à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une école normale d'institutrices; le 9e à autoriser le département de la Charente à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'écoles normales d'instituteurs et d'institutrices, et pour le payement de diverses dépenses d'intérêt départemental; le 10e à autoriser le département de l'Oise à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention destinée à l'établissement d'un chemin de fer et pour la construction d'écoles normales [18 novembre] (A., p. 21; J.O., c.r., p. 1080; an., p. 6; I. 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20). — Dépôt, par M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de neuf projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er à modifier la loi du 29 décembre 1881 qui autorise la ville de Cognac (Charente) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement; le 2e à autoriser le département des Deux-Sèvres à contracter un emprunt auprès de la Caisse des lycées, collèges et écoles; le 3e à autoriser le département du Nord à contracter un emprunt pour l'installation de l'école normale d'institutrices; le 4e à autoriser le département du Morbihan à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices; le 5e à autoriser le département de la Haute-Saône à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices; le 6e à autoriser le département de l'Aude à contracter un emprunt auprès de la Caisse des lycées, collèges et écoles pour la construction d'une école normale d'institutrices; le 7e à autoriser le département du Gard à contracter un emprunt pour concourir aux frais de reconstruction du lycée de Nîmes; le 8e à autoriser le département des Hautes-Pyrénées à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions promises pour la construction des chemins de fer d'intérêt général; le 9e à autoriser le département d'Indre-et-Loire à créer des ressources extraordinaires pour le payement de travaux de construction d'un chemin de fer d'intérêt local. Dépôt par M. Develle, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, de deux projets de lois : le 1er portant revision de la loi de 1838 sur les aliénés; le 2e, au nom de MM. les Ministres

de l'Intérieur et des Finances, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances d'un crédit supplémentaire de 440.000 francs, sur l'exercice 1882, pour les victimes du coup d'État du 2 décembre 1851 [25 novembre] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 1085; an., p. 9; I. 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38). — Dépose trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1er le département du Cantal à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention destinée à la construction du lycée d'Aurillac; le 2e le département de la Corrèze à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses départementales; le 3e la ville de Sedan (Ardennes) à emprunter une somme de 215.000 francs à la Caisse des écoles. Renvoi de ces projets à la Commission d'intérêt local [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1087; an., p. 11; I. 42, 43, 44). — Répond à la question adressée par M. Batbie au sujet de la suspension du traitement des desservants et des vicaires [30 novembre] (A., p. 39; J.O., c.r., p. 1098). — Dépôt par M. Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : 1° la ville de Brest à emprunter une somme de 200.000 francs; 2° la ville de Cambrai à emprunter 250.000 francs [4 décembre] (A., p. 51; J.O., c.r., p. 1108; an., p. 32; I. 71, 72). — Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er tendant à ouvrir un crédit extraordinaire d'un million, par addition au budget du Ministère de l'Intérieur et des Cultes, sur l'exercice 1882, pour venir en aide aux populations éprouvées par les inondations; le 2e ayant pour objet de faire célébrer aux frais de l'État les funérailles de M. Louis Blanc. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [9 décembre] (A., p. 77; J.O., c.r., p. 1131; an., p. 40; I. 91, 92). — Dépôt par M. Hérisson, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, de deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er à autoriser le département de Meurthe-et-Moselle à contracter un emprunt auprès de la Caisse des chemins vicinaux pour les travaux de grande communication et d'intérêt commun; le 2e à distraire le hameau de Charabotte de la commune de Longecombe (canton de Hauteville), arrondissement de Belley, département de l'Ain, pour l'annexer à la commune de Chaley [12 décembre] (A., p. 93; J.O., c.r., p. 1146; an., p. 82; I. 104, 105). — Dépose quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er à autoriser le département d'Ille-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement pour l'entretien des chemins vicinaux de grande communication; le 2e à autoriser le département de Tarn-et-Garonne à contracter un emprunt pour l'agrandissement de l'école normale d'instituteurs; le 3e à autoriser le département

de la Savoie à s'imposer extraordinairement pour l'entretien des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun; le 4e à autoriser le département de Tarn-et-Garonne à créer des ressources extraordinaires pour le rachat de deux ponts à péage, pour les chemins vicinaux et pour diverses autres dépenses d'intérêt départemental [19 décembre] (A., p. 118; J.O., c.r., p. 1168; an., p. 181; I. 146, 147, 148, 149). — Dépose trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er à autoriser le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires; le 2e à autoriser le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales; le 3e à autoriser le département de la Marne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices. (Retiré le lendemain) [20 décembre] (A., p. 122; J.O., c.r., p. 1170; an., p. 182; I. 153, 154). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif au Budget de l'exercice 1883 [22 décembre] (A., p. 186; J.O., c.r., p. 1228 [23 décembre] (A., p. 204; J.O., c.r., p. 1243). — Dépôt par M. le Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Charente-Inférieure à contracter un emprunt [26 décembre] (A., p. 243; J.O., c.r., p. 1278; an., p. 235; I. 229). — M. Tirard, Ministre des Finances, dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, six projets de lois, tendant : le 1er à autoriser la ville de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) à emprunter 500.000 francs; le 2e à autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt pour l'agrandissement des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices; le 3e à autoriser le département de la Marne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux de grande communication et des chemins vicinaux ordinaires; le 4e à autoriser le département des Vosges à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux; le 5e à autoriser le département de l'Ariège à contracter un emprunt pour la création d'une école normale d'institutrices à Foix; le 6e à autoriser le département de la Manche à s'imposer extraordinairement pour l'entretien des chemins d'intérêt commun [28 décembre] (A., p. 289; J.O., c.r., p. 1316; an., p. 251; I. 245, 246, 247, 248, 249, 250). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883, modifié par le Sénat, renvoyé et modifié par la Chambre des Députés [29 décembre] (A., p. 310; J.O., c.r., p. 1335).

FARRE (général). Inamovible. — Appuie, comme Président de la Commission, la demande faite par M. Jacques Hébrard du retrait de

l'ordre du jour de la discussion de la pétition relative à la législation électorale de l'Inde française [17 novembre] (A., p. 10; J.O., c.r., p. 1069). — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 6193).

FAYE. Lot-et-Garonne. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant organisation de différents services en Tunisie (J.O., p. 6193; F. 4). — Dépose, au nom de la Commission des finances, un projet de loi tendant à ouvrir à M. le Ministre des Finances, sur l'exercice 1882, un crédit supplémentaire de 350.000 francs applicable au chapitre 73 (Manufactures de l'État et matériel). En donne lecture [20 décembre] (A., p. 122; J.O., c.r., p. 1170; an., p. 184; I. 163). — Dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 634.500 fr. applicable au service des impressions. En donne lecture [28 décembre] (A., p. 297; J.O., c.r., p. 1323; an., p. 252; I. 256). — Membre de Commissions (F. 3, 14; J.O., p. 6153, 6743).

FAYOLLE. Creuse. — Dépose une pétition des sous-officiers employés au recrutement de Guéret [10 décembre] (J.O., p. 1140).

FERAY. Seine-et-Oise. — Dépose une pétition de la Société de secours mutuels d'Essonnes (Seine-et-Oise) [17 novembre] (J.O., p. 1073).

FORSANZ (vicomte de). Finistère. — M. le Président annonce son décès [9 novembre] (A., p. 1; J.O., c.r., p. 1059).

FOUBERT. Inamovible. — Dépose, au nom de M. Honnoré, trois rapports portant : le 1er règlement de compte des recettes et dépenses du Sénat pour l'année 1881; le 2e la fixation du budget de l'exercice 1883; le 3e l'élévation des recettes de la Caisse des retraites des employés du Sénat [22 décembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1232; an., p. 194; I. 196, 197). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

FOUCHER DE CAREIL. Seine-et-Marne. — Dépose une pétition de la Société de secours mutuels de la Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne) [14 novembre] (J.O., c.r., p. 1067). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les traité et actes passés entre M. Savorgnan de Brazza et le roi Makoko (J.O., p. 6394; F. 6). — Dépose le rapport, fait au nom de la 8e Commission d'intérêt local,

chargée d'examiner le projet de loi tendant à autoriser le département de Seine-et-Marne à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental [25 novembre] (A., p. 23; J.O., c.r., p. 1083; an., p. 6; I. 21). — Dépose le rapport tendant à distraire le hameau de Charabotte de la commune de Longecombe (canton de Hauteville, arrondissement de Belley, Ain) pour l'annexer à la commune de Chaley (même arrondissement) [19 décembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1152; an., p. 176; I. 125). — Membre de Commissions (F. 3, 6; J.O., p. 6153; 6394).

FOURICHON (amiral). Inamovible. — Membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Dufaure sur le droit d'association (J.O., p. 6193; F. 4). — Membre de Commissions (F. 4, 14; J.O., p. 6193; 6743).

FOURNIER (Casimir). Nord. — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant annulation d'un crédit de 537.958 fr. 82 sur le budget extraordinaire du Ministère des Finances pour l'exercice 1881, et d'un crédit de 1.500.000 francs sur le même budget de l'exercice 1882, frais d'émission et de négociations des rentes 3 0/0 amortissables [25 novembre] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 1083; an., p. 8; I. 24). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 6394).

FOURNIER (Henry). Cher. — Demande à interpeller M. le Ministre de l'Instruction publique sur les discours contraires à la neutralité des écoles qui ont été prononcés par ses délégués [14 novembre] (A., p. 7; J.O., c.r., p. 1067). — Développe son interpellation [18 novembre (A., p. 17; J.O., c.r., p. 1077). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [22 décembre] (A., p. 182; J.O., c.r., p. 1224) [27 décembre] (A., p. 259; J.O., c.r., p. 1291).

FOURNIER. Indre-et-Loire. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883, modifié par le Sénat, renvoyé et modifié par la Chambre des Députés [29 décembre] (A., p. 311; J.O., c.r., p. 1336).

FOURTOU (de). Dordogne. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

FRÉBAULT (général). Inamovible. — Président de la Commission

chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'assimilation au grade de capitaine de frégate: des mécaniciens en chef, des commissaires adjoints, des inspecteurs adjoints, des médecins et pharmaciens professeurs, des médecins et pharmaciens principaux (J.O., p. 6232; F. 5). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 6394).

FRESNEAU. Morbihan. — Demande à interpeller M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts sur sa circulaire aux préfets du 2 novembre et sur son application [4 décembre] (A., p. 56; J.O., c.r., p. 1113). — Accepte pour samedi la fixation du jour de son interpellation [5 décembre] (A., p. 71; J.O., c.r., p. 1126). — La développe [9 décembre] (A., p. 80; J.O., c.r., p. 1133). — Fait une observation au sujet de l'incident relatif à Louis Blanc [12 décembre] (A., p. 92; J.O., c.r., p. 1145). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [27 décembre] (A., p. 265; J.O., c.r., p. 1297).

FREYCINET (de). Seine. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à un Arrangement passé par le Gouvernement de la République française avec le Gouvernement de la Grande-Bretagne, pour déterminer les limites des possessions respectives des deux puissances sur la partie de la côte occidentale d'Afrique située au nord de la Sierra-Leone (J.O., p. 6836; F. 15).

FRÉZOUL. Ariège. — Dépose une pétition de M. Escande-Voltan, maire de Rieux-de-Pelleport (Ariège) [26 novembre] (J.O., p. 1086). — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6869).

FUNÉRAILLES de Louis Blanc, célébrées aux frais de l'Etat. V. loi 62.

GARD. — Demande à contracter un emprunt pour concourir aux frais de reconstruction du lycée de Nîmes. V. loi 31.

GALLONI D'ISTRIA. Corse. — Demande un congé [14 novembre] (A., p. 6; J.O., c.r., p. 1066). — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

GARRISSON. Tarn-et-Garonne. — Son rapport sur les élections sénatoriales du Finistère [16 novembre] (A., p. 9; J.O., c.r., p. 1069). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

GAVARDIE (de). Landes. — Demande l'ajournement de la discussion du projet de loi tendant à autoriser le département des Ardennes à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une école normale d'institutrices [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1088). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les cours et tribunaux [4 décembre] (A., p. 58; J.O., c.r., p. 1109). — Parle dans la discussion du projet de loi tendant à ouvrir un crédit extraordinaire de 1 million par addition au budget du Ministère de l'Intérieur et des Cultes, pour venir en aide aux populations éprouvées par les inondations [9 décembre] (A., p. 86; J.O., c.r., p. 1138). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [14 décembre] (A., p. 98; J.O., c.r., p. 1150). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [22 décembre] (A., p. 185; J.O., c.r., p. 1226). — Parle dans la discussion relative au projet de loi sur l'entretien des compagnies mixtes en Tunisie [23 décembre] (A., p. 195; J.O., c.r., p. 1235, 1238, 1250). — Parle dans la discussion du Budget [26 décembre] (A., p. 231; J.O., c.r., p. 1267) [27 décembre] (A., p. 256; J.O., c.r., p. 1288). — Demande à interpeller M. le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, sur la présence dans le corps judiciaire de magistrats condamnés pour délits de nature infamante [29 décembre] (A., p. 315; J.O., c.r., p. 1339).

GAY, *Directeur du mouvement général des fonds.* — Est désigné pour assister le Ministre des Finances en qualité de commissaire du Gouvernement, dans la discussion du Budget de l'exercice 1883 [19 décembre] (A., p. 99; J.O., c.r., p. 1151). — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi portant fixation du Budget de l'exercice 1883 [21 décembre] (A., p. 161; J.O., c.r., p. 1204).

GAZAGNE. Gard. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

GEORGE. Vosges. — Est entendu dans la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi tendant à organiser des compagnies d'instruction militaire pour les jeunes gens de dix-sept ans et au-dessus [12 décembre] (A., p. 93; J.O., c.r., p. 1147).

GILBERT-BOUCHER. Seine-et-Oise. — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 6394).

GOGUET. Deux-Sèvres. — Dépose une pétition des membres de la société de secours mutuels de Parthenay (Deux-Sèvres) [14 novembre]

(J.O., c.r., p. 1067). — Secrétaire de la 8e Commission des pétitions (J.O., p. 6193; F. 4). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

GOUIN. Inamovible. — Dépose un rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit sur ressources extraordinaires de 27.617.000 francs au Ministre de la Guerre et annulation d'une pareille somme sur des exercices antérieurs. En donne lecture [20 décembre] (A., p. 123; J.O., c.r., p. 1170; an., p. 184; I. 164). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [26 décembre] (A., p. 223; J.O., c.r., p. 1260). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883 (Ministère de la Guerre) [27 décembre] (A., p. 254; J.O., c.r., p. 1287; an., p. 238; I. 231). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1883. Présente un amendement [28 décembre] (A., p. 277; J.O., c.r., p. 1306).

GOUTAY. Puy-de-Dôme. — Président de la 8e Commission des pétitions (J.O., p. 6193; F. 4). — Fait une rectification au procès-verbal [12 décembre] (A., p. 91; J.O., c.r., p. 1145). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

GRANVILLE (Manche). — Perception de surtaxes sur les vins, les cidres, poirés, hydromels, alcools, à son octroi. V. loi 104.

GRÉVY (Albert). Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

GUICHARD. Député. Président de la Commission de la Caisse d'amortissement et des dépôts et consignations. — Dépose sur le bureau du Sénat deux rapports : l'un sur les opérations de l'année 1880 et sur la situation au 31 décembre 1880 de la Caisse d'amortisssement et de la Caisse des dépôts et consignations; l'autre sur la situation au 31 décembre de ces deux établissements [14 décembre] (A., p. 97; J.O., c.r., p. 1149; an., p. 83; I. 109, 110).

GUIFFREY. Hautes-Alpes. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

GUILLEMAUT (général). Saône-et-Loire. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [23 décembre] (A., p. 197; J.O., c.r., p. 1236).

GUINOT. Indre-et-Loire. — Dépose une pétition de la Société de secours mutuels de Mosnes et une pétition de la Société de secours mutuels de Beugny (Indre-et-Loire) [1er décembre] (J.O., p. 1104).

GUIPAVAS (Finistère). — Perception d'une surtaxe sur l'alcool à son octroi. V. loi 115.

GUYOT. Rhône. — Dépose une pétition de la Société de secours mutuels de Saint-Germain-au-Mont-d'Or (Rhône) [14 novembre] (J.O., c.r., p. 1067). — Dépose une pétition de M. Louis Combet, ex-conseiller municipal de Lyon (Rhône) [17 novembre] (J.O., p. 1073). — Dépose une pétition des membres de la Société de secours mutuels de Saint-Lager (Rhône) [5 décembre] (J.O., p. 1118). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [27 décembre] (A., p. 261; J.O., c.r., p. 1294).

GUYOT-LAVALINE. Puy-de-Dôme. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

HALNA DU FRETAY (contre-amiral). Finistère. — Rapport de M. Garrisson sur son élection. Est proclamé sénateur [16 novembre] (A., p. 9; J.O., c.r., p. 1069). — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

HAUSSONVILLE (comte d'). Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [23 décembre] (A., p. 200; J.O., c.r., p. 1239).

HAZEBROUCK (Nord). — Perception de surtaxes sur le vin et l'alcool à son octroi. V. loi 85.

HÉBRARD (Jacques). Inde française. — Demande la mise à l'ordre du jour d'une pétition [9 novembre] (A., p. 3; J.O., c.r., p. 1061). — Demande le retrait de l'ordre du jour de la discussion de la pétition relative à la législation électorale de l'Inde française [16 novembre] (A.,

. p. 9; J.O., c.r., p. 1069). — Membre de Commissions (F. 3, 6; J.O., p. 6153, 6394).

HÉRISSON, *Ministre des Travaux publics.* — Dépose un document relatif aux marchés de 50.000 francs et au-dessus, passés par le département des Travaux publics au compte de l'Etat pendant l'année 1881 [9 novembre] (A., p. 3; J.O., c.r., p. 1051). — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, deux projets de lois d'intérêt local [12 décembre], (A., p. 93; J.O., c.r., p. 1146). — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien : 1° un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet le classement, dans le département des Basses-Alpes, d'une nouvelle route nationale d'Entrevaux à Barcelonnette; 2° en son nom seulement, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger le délai fixé par la loi du 23 mars 1874, pour rendre définitive la concession du chemin de fer de Pont-de-Montgon à Arvan, accordée à titre éventuel à la Compagnie des chemins de fer du Midi [22 décembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1232; an., p. 197; I. 198, 199). — Dépose un projet de loi au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine et des Finances. Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [27 décembre] (A., p. 267; J.O., c.r., p. 1294) [28 décembre] (A., p. 276; J.O., c.r., p. 1305).

HONFLEUR (Calvados). — Perception d'une surtaxe à son octroi sur le vin et sur l'alcool. V. loi 2.

HONNORÉ. Meuse. — Son rapport sur l'élection sénatoriale de l'Ile de la Réunion [14 novembre] (A., p. 5; J.O., c.r., p. 1065). — Dépôt par M. Foubert, au nom de M. Honnoré, de deux rapports faits au nom de la Commission de comptabilité, portant : le 1er règlement du compte des recettes et dépenses du Sénat pour l'année 1881; le 2e, 1° la fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1883; 2° l'évaluation des recettes de la caisse des retraites des employés du Sénat [22 décembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1232; an., p. 194; I. 196, 197). — Dépose une pétition de la Société de secours mutuels de Woinville (Meuse) [26 décembre] (J.O., p. 1278).

HUGUET (A.). Pas-de-Calais. — Dépose une pétition de la Société de secours mutuels dite typographique d'Arras [17 novembre] (J.O., p. 1073).

HUMBERT. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de

loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux [4 décembre] (A., p. 58; J.O., c.r., p. 1114). — Présente un contre-projet [5 décembre] (A., p. 66; J.O., c.r., p. 1122).

ILLE-ET-VILAINE. — Demande à s'imposer extraordinairement pour l'entretien de chemins vicinaux et de grande communication. V. loi 91.

INDEMNITÉ à allouer aux membres du jury, tant en matière criminelle qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. V. loi 7.

INDRE-ET-LOIRE. — Demande à créer des ressources extraordinaires pour le payement de travaux de construction d'un chemin de fer d'intérêt local. V. loi 33. — Projet de loi tendant à distraire une portion du territoire de la commune de Restigné pour la rattacher à celle d'Ingrandes. V. loi 69.

INTERPELLATIONS.

I. M. Henry Fournier demande à interpeller M. le Ministre de l'Instruction publique sur les discours contraires à la neutralité des écoles qui ont été prononcés par ses délégués [14 novembre] (A., p. 7; J.O., c.r., p. 1067).

II. M. Fresneau demande à interpeller M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts sur sa circulaire aux préfets du 2 novembre et sur son application [4 décembre] (A., p. 56; c.r., p. 1113).

III. M. de Gavardie demande à interpeller M. le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, sur la présence dans le corps judiciaire de magistrats condamnés pour divers délits de nature infamante [29 décembre] (A., p. 315; J.O., c.r., p. 1339).

JACQUES. Oran. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire pour indemniser les victimes des événements de Saïda et de Tiaret. Présente un article additionnel et un amendement, de concert avec M. Le Lièvre [16 novembre] (A., p. 10; J.O., c.r., p. 1070). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [23 décembre] (A., p. 201; J.O., c.r., p. 1240). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

JAURÉGUIBERRY (amiral), *Ministre de la Marine et des Colonies.* Inamovible. — Dépose un projet de loi tendant à maintenir pendant trois nouvelles années la modification apportée par la loi

LACAVE-LAPLAGNE. Gers. — S'excuse de ne pouvoir assister aux premières séances du Sénat [14 novembre] (A., p. 5 ; J.O., c.r., p. 1063). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Darnétal (Seine-Inférieure) ; le 2e la perception de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Pontoise (Seine-et-Oise) [21 décembre] (A., p. 143 ; J.O. c.r., p. 1189 ; an., p. 185 ; I. 167, 168). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de surtaxes à l'octroi de Dieppe [22 décembre] (A., p. 166; J.O., c.r., p. 1210; an. p. 188 ; I. 180). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception de surtaxes sur les vins, sur les cidres, les poirés et l'hydromel et sur l'alcool à l'octroi de Granville (Manche). Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Saint-Léonard (Haute-Vienne) [23 décembre] (A., p. 194, 210; J.O., c.r., p. 1233 ; an., p. 225; I. 206, 217). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'établissement de surtaxes sur les vins et les alcools à l'octroi de Clermont (Oise). Déclaration de l'urgence. Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception de surtaxes sur les vins, les cidres et les alcools à l'octroi de Mayenne (Mayenne). En donne lecture [28 décembre] (A., p. 273; J.O., c.r., p. 1303; an., p. 247 ; I. 240, 241). — Membre d'une commission (F. 14; J.O., p. 6743).

LACOMME. Côte-d'Or. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6869).

LAFAYETTE (Edmond de). Haute-Loire.— Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

LAGET. Gard. — M. le Président fait son éloge funèbre [30 novembre] (A., p. 35; J.O., c.r., p. 1095).

LAMBERT DE SAINTE-CROIX. Aude. — Exprime le désir qu'à l'avenir la loi de finances ne soit pas présentée tous les ans au Sénat dans les derniers jours de la session [25 novembre] (A., p. 25; J.O., c.r., p. 1085). — Est entendu dans la discussion générale portant fixation du Budget des dépenses et des recettes ordinaires pour l'exercice 1883 [19 décembre] (A., p. 103; J.O., c.r., p. 1154). — Parle dans la

discussion du même projet de loi. Présente un amendement [23 décembre] (A., p. 204; J.O., c.r., p. 1243).

LAMORTE. Drôme. — Dépose le rapport fait au nom de la 3e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Ardennes à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une école normale d'institutrices [25 novembre] (A., p. 23; J.O., c.r., p. 1083; an., p. 7; I. 22). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Évreux (Eure) à contracter deux emprunts et à s'imposer extraordinairement. Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser le département des Ardennes à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une école normale d'institutrices [28 novembre] (A., p. 27; J.O., c.r., p. 1087; an., p. 10; I. 41). — Dépose deux rapports sur les projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, tendant: le 1er à autoriser le département de l'Aude à contracter un emprunt auprès de la Caisse des lycées, collèges et écoles, pour la construction d'une école normale d'institutrices; le 2e à autoriser le département du Gard à contracter un emprunt pour concourir aux frais de construction du lycée de Nîmes [30 novembre] (A., p. 35; J.O., c.r., p. 1095; an., p. 15; I. 57, 58). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Cantal à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention destinée à la construction du lycée d'Aurillac [7 décembre] (A., p. 75; J.O., c. r., p. 1129; an., p. 24; I. 89). — Dépose deux rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er d'autoriser le département de Meurthe-et-Moselle à contracter un emprunt auprès de la Caisse des chemins vicinaux, pour les travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun; le 2e la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Cannes (Alpes-Maritimes) [20 décembre] (A., p. 121; J.O., c.r., p. 1169; an., p. 183; I. 161, 162). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

LANDIVISIAU (Finistère). — Perception d'une surtaxe sur l'alcool à son octroi. V. loi 54.

LANNION (Côtes-du-Nord). — Prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à son octroi. V. loi 124.

LARCY (baron de). Inamovible. — M. le Président annonce son décès [9 novembre] (A., p. 1; J.O., p. 1059).

LACAVE-LAPLAGNE. Gers. — S'excuse de ne pouvoir assister aux premières séances du Sénat [14 novembre] (A., p. 5 ; J.O., c.r., p. 1065). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Darnétal (Seine-Inférieure) ; le 2e la perception de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Pontoise (Seine-et-Oise) [21 décembre] (A., p. 143 ; J.O. c.r., p. 1189 ; an., p. 185 ; I. 167, 168). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de surtaxes à l'octroi de Dieppe [22 décembre] (A., p. 166 ; J.O., c.r., p. 1210 ; an. p. 188 ; I. 180). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception de surtaxes sur les vins, sur les cidres, les poirés et l'hydromel et sur l'alcool à l'octroi de Granville (Manche). Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Saint-Léonard (Haute-Vienne) [23 décembre] (A., p. 194, 210 ; J.O., c.r., p. 1233 ; an., p. 225 ; I. 206, 217). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'établissement de surtaxes sur les vins et les alcools à l'octroi de Clermont (Oise). Déclaration de l'urgence. Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception de surtaxes sur les vins, les cidres et les alcools à l'octroi de Mayenne (Mayenne). En donne lecture [28 décembre] (A., p. 273 ; J.O., c.r., p. 1303 ; an., p. 247 ; I. 240, 241). — Membre d'une commission (F. 14 ; J.O., p. 6743).

LACOMME. Côte-d'Or. — Membre d'une Commission (F. 17 ; J.O., p. 6869).

LAFAYETTE (Edmond de). Haute-Loire. — Membre d'une Commission (F. 14 ; J.O., p. 6743).

LAGET. Gard. — M. le Président fait son éloge funèbre [30 novembre] (A., p. 35 ; J.O., c.r., p. 1095).

LAMBERT DE SAINTE-CROIX. Aude. — Exprime le désir qu'à l'avenir la loi de finances ne soit pas présentée tous les ans au Sénat dans les derniers jours de la session [25 novembre] (A., p. 25 ; J.O., c.r., p. 1085). — Est entendu dans la discussion générale portant fixation du Budget des dépenses et des recettes ordinaires pour l'exercice 1883 [19 décembre] (A., p. 103 ; J.O., c.r., p. 1154). — Parle dans la

discussion du même projet de loi. Présente un amendement [23 décembre] (A., p. 204; J.O., c.r., p. 1243).

LAMORTE. Drôme. — Dépose le rapport fait au nom de la 3e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Ardennes à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une école normale d'institutrices [25 novembre] (A., p. 23; J.O., c.r., p. 1083; an., p. 7; I. 22). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Évreux (Eure) à contracter deux emprunts et à s'imposer extraordinairement. Est entendu comme rapporteur dans la discussion du projet de loi tendant à autoriser le département des Ardennes à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une école normale d'institutrices [28 novembre] (A., p. 27; J.O., c.r., p. 1087; an., p. 10; I. 41).— Dépose deux rapports sur les projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, tendant: le 1er à autoriser le département de l'Aude à contracter un emprunt auprès de la Caisse des lycées, collèges et écoles, pour la construction d'une école normale d'institutrices; le 2e à autoriser le département du Gard à contracter un emprunt pour concourir aux frais de construction du lycée de Nîmes [30 novembre] (A., p. 35; J.O., c.r., p. 1095; an., p. 15; I. 57, 58). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Cantal à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention destinée à la construction du lycée d'Aurillac [7 décembre] (A., p. 75; J.O., c. r., p. 1129; an., p. 24; I. 89). — Dépose deux rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er d'autoriser le département de Meurthe-et-Moselle à contracter un emprunt auprès de la Caisse des chemins vicinaux, pour les travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun; le 2e la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Cannes (Alpes-Maritimes) [20 décembre] (A., p. 121; J.O., c.r., p. 1169; an., p. 183; I. 161, 162). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

LANDIVISIAU (Finistère). — Perception d'une surtaxe sur l'alcool à son octroi. V. loi 54.

LANNION (Côtes-du-Nord). — Prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à son octroi. V. loi 124.

LARCY (baron de). Inamovible. — M. le Président annonce son décès [9 novembre] (A., p. 1; J.O., p. 1059).

LA ROCHE (Haute-Savoie). — Perception d'une surtaxe sur les vins à son octroi. V. loi 42.

LA SICOTIÈRE (de). Orne. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

LAURENT PICHAT. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

LE BASTARD. Ille-et-Vilaine. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6869).

LECOINTE (général). Eure. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

LEGRAND (Pierre), *Ministre du Commerce.* — Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1° ouverture sur l'exercice 1882 d'un crédit extraordinaire de 225.000 francs pour les dépenses de l'exposition internationale d'Amsterdam, sur le même exercice d'un crédit de 80.000 francs; 2° annulation à l'exposition internationale de Melbourne. Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur, un projet de loi d'intérêt local [26 décembre] (A., p. 243; J.O., c.r., p. 1277; an., p. 234; I. 228).

LE GUAY (baron). Maine-et-Loire. — Demande le renvoi aux bureaux d'un projet de loi portant augmentation des fonds de subvention de la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires, et renvoyé, dans la précédente séance, à la Commission des finances [29 décembre] (A., p. 314; J.O., c.r., p. 1338). — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

LE GUEN. Finistère. — Rapport de M. Garrisson sur son élection. Son admission [16 novembre] (A., p. 9; J.O., c.r., p. 1069). — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

LE LIÈVRE. Alger. — Présente un article additionnel et un amendement, de concert avec M. Jacques, dans la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire pour indemniser les victimes des événements de Saïda et de Tiaret [16 novembre] (A., p. 10; J.O., c.r., p. 1070). — Membre de Commissions (F. 3, 14; J.O., p. 6153, 6743).

LE MONNIER. Sarthe. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

LE ROYER. Inamovible. — Préside la séance. Donne lecture du décret convoquant le Sénat et la Chambre des Députés en session extraordinaire. Se fait l'interprète des regrets du Sénat à l'occasion de la mort de MM. le vicomte de Forsanz, Desmazes, l'amiral Pothuau, Rocques et le baron de Larcy. Communique une demande de mise à l'ordre du jour d'une pétition par M. Jacques Hébrard. Communique le dépôt fait par M. Hérisson, Ministre des Travaux publics, d'un document relatif aux marchés de 50.000 francs et au-dessus passés par le département des Travaux publics, au compte de l'État, pendant l'année 1881 [9 novembre] (A., p. 1; J.O., c.r., p. 1059; an., p. 1; I. 1). — Préside la séance. Fait communication d'une lettre de M. le Ministre de l'Intérieur portant rectification du texte d'un projet de loi, adopté par le Sénat, ayant pour objet d'autoriser la ville de Neuilly (Seine) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. Fait communication d'une demande d'interpellation de M. Henry Fournier (Cher), relative aux discours contraires à la neutralité des écoles qui ont été prononcés par les délégués du Ministre de l'Instruction publique [14 novembre] (A., p. 5; J.O., c.r., p. 1065). — Préside la séance [16 novembre] (A., p. 9; J.O., c.r., p. 1069) [18 novembre] (A., p. 17; J.O., c.r., p. 1077) [25 novembre] (A., p. 23; J.O., c.r., p. 1083) [28 novembre] (A., p. 27; J.O., c.r., p. 1087). — Annonce le décès de M. Laget, sénateur [30 novembre] (A., p. 35; J.O., c.r., p. 1095) [4 décembre] (A., p. 47; J.O., c.r., p. 1105) [5 décembre] (A., p. 65; J.O., c. r., p. 1121) [7 décembre] (A., p. 73; J.O., c.r., p. 1127) [9 décembre] (A., p. 77; J.O., c.r., p. 1131). — Proclame MM. Bardoux et Clamageran, sénateurs inamovibles [12 décembre] (A., p. 91; J.O., c.r., p. 1145) [14 décembre] (A., p. 97; J.O., c.r., p. 1149). — Donne connaissance au Sénat de divers décrets nommant des Commissaires du Gouvernement pour assister MM. les Ministres des Finances, de la Marine et des Colonies et de la Guerre, dans la discussion du Budget de 1883 [19 décembre] (A., p. 99; J.O., c.r., p. 1151 [20 décembre] (A., p. 121; J.O., c.r., p. 1169). — Communique au Sénat deux décrets nommant des Commissaires du Gouvernement pour assister M. le Ministre des Travaux publics dans la discussion du Budget de 1883 [21 décembre] (A., p. 143; J.O., c.r., p. 1189) [22 décembre] (A., p. 166; J.O., c.r., p. 1209). — Fait communication d'un décret portant nomination de Commissaires du Gouvernement désignés pour assister le Ministre de l'Agriculture au Sénat et à la Chambre dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1883 [23 décembre] (A.,

p. 194; J.O., c.r., p. 1233). — Fait communication d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi ayant pour objet de régler les rapports des Compagnies de chemins de fer avec leurs agents commissionnés [26 décembre] (A., p. 219; J.O., c.r., p. 1257) [27 décembre] (A., p. 248; J.O., c.r., p. 1281) [28 décembre] (A., p. 272; J.O., c.r., p. 1301). — Donne lecture d'une demande d'interpellation déposée par M. de Gavardie. Prononce la clôture de la session extraordinaire [29 décembre] (A., p. 305; J.O., c.r., p. 1331).

LILLE (Nord). — Perception d'une surtaxe sur les vins, cidres, poirés, hydromels et alcool, à son octroi. V. loi 102.

LIZOT (Seine-Inférieure). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [22 décembre] (A., p. 190; J.O., c.r., p. 1231). — Membre de Commissions (F. 14, 17; J.O., p. 6743, 6869).

LOGEROTTE, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.* — Dépose, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes, dix projets de lois d'intérêt local [18 novembre] A., p. 21; J.O., c.r., p. 1080). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [27 décembre] (A., p. 257; J.O., p. 1290). — Dépose sur le bureau du Sénat un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant augmentation des fonds de subvention et d'avances mis à la disposition de la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires. Dépose, au nom de M. le Ministre des Finances, un projet de loi d'intérêt local [28 décembre] (A., p. 298; J.O., c.r., p. 1324; an., p. 252; I. 258).

LOIRE. — Demande à contracter un emprunt pour l'agrandissement des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices. V. loi 136.

LOIRE (Haute-). — Demande à s'imposer extraordinairement pour travaux des routes départementales. V. loi 100.

LOIS.

Projets de loi présentés et non rapportés au Sénat.

ALIÉNÉS.

ARRANGEMENT entre la France et la Grande-Bretagne.

CAISSE DES LYCÉES.

CONVENTIONS relatives : aux douanes des chemins de fer dans le Midi de la France ; — à la réglementation de la pêche dans les mers du Nord.

EMPRUNTS. — Loire. — Marne. — Ariège.

IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES : Savoie ; — Aube ; — Vosges ; — Manche.

ORGANISATION de services en Tunisie.

SURVEILLANCE des étalons.

Projets de lois restés à l'état de rapports.

CRÉDITS supplémentaires et extraordinaires.

ÉTABLISSEMENTS d'eaux minérales.

RÉGIME des eaux.

Projets de lois votés par les deux Chambres et convertis en lois.

BUDGET des recettes et des dépenses pour l'exercice 1883.

BUDGET des dépenses sur ressources extraordinaires pour l'exercice 1883.

CHEMINS DE FER. — De Marans à Surgères, — de Trilport à la Ferté-Milon, — de Pont-de-Montgon à Arvant.

CODE RURAL.

COMMUNES. — Annexion de Charabotte à la commune de Chaley, — a distraire de la commune de Restigné.

CONSTRUCTIONS d'hôtels des Postes et Télégraphes.

CONVENTIONS entre la France et les États-Unis, — entre la France et la Suisse, — entre la France et la Grande-Bretagne.

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET EXTRAORDINAIRES. — Manufactures de l'Etat ; — acquisitions d'hôtels d'ambassade à Saint-Pétersbourg et à Madrid ; — service des impressions ; — exposition de Melbourne ; — frais d'occupation de Tunisie ; — mission de M. Savorgnan de Brazza.

DÉCLASSEMENT de la batterie des Lions à Marseille.

DÉPENSES pour les engagements volontaires.

ÉCHANGES entre l'Etat et MM. Dodin et Pelloquin ; — entre l'Etat et les époux Pâtissier ; — entre l'Etat et M. de Ezpeleta ; — entre l'Etat et le sieur Hérard ; — entre l'Etat et la ville de Bordeaux.

EMPRUNTS. — Evreux. — Cher. — Sarthe. — Annecy. — Lot. — Mayenne. — Seine-et-Marne. — Charente. — Ardennes. — Oise. — Cognac. — Deux-Sèvres. — Nord. — Morbihan. — Haute-Saône. — Aude. — Gard. — Hautes-Pyrénées. — Indre-et-Loire. — Cantal. — Corrèze. — Sedan. —

Brest. — Cambrai. — Meurthe-et-Moselle. — Tarn-et-Garonne. — Charente-Inférieure. — Boulogne.

ENTRETIEN des compagnies mixtes en Tunisie.

FUNÉRAILLES de Louis Blanc.

IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES. — Indre-et-Loire. — Tarn-et-Garonne. — Haute-Loire.

NAVIGATION DE LA CHARENTE.

OCTROIS. — Honfleur. — Loudun. — Quintin. — Pont-l'Evêque. — La Roche.— Cannes.— Nice.— Châteaulin.— Les Echelles.— Landivisiau.— Albertville. — Pont-de-Beauvoisin (Savoie). — Yvetot. — Martigues. — Taninges. — Sallanches. — Neufchâteau. — Pont-de-Beauvoisin (Isère). — Magnac-Laval. — Hazebrouck. — Avesnes. — Darnétal. — Pontoise. — Lille. — Plounéventer. — Dieppe. — Armentières. — Merville. — Menton. — Lyon. — Granville. — Roubaix. — Saint-Léonard. — Poullan. — Estaires. — Guipavas. — Saint-Malo. — Lannion. — Saint-Pierre-Quilbignon. — Mayenne. — Clermont. — Montmorency.

RECRUTEMENT de l'armée.

RÉFORME judiciaire en Egypte.

ROUTE nationale d'Entrevaux à Barcelonnette.

TARIF télégraphique avec la Roumanie, — avec l'Autriche-Hongrie.

TRAITÉ entre M. Savorgnan de Brazza et le roi Makoko.

VICTIMES des événements de Saïda et de Tiaret ; — des inondations ; — du coup d'Etat ; — d'événements de mer exceptionnels.

Propositions de lois présentées et non rapportées.

AGENTS commissionnés des chemins de fer,

DIVORCE.

INDEMNITÉ aux jurés.

RÉHABILITATION des condamnés.

RETRAITE des anciens militaires.

Proposition de loi restée à l'état de rapport.

CLASSES de préfectures et de sous-préfectures.

Propositions de lois discutées et non votées.

DROIT d'association.

MODIFICATION du mode de prestation de serment.

Proposition de loi rejetée.

COMPAGNIES d'instruction militaire.

LOIS.

1. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi tendant à maintenir pendant trois nouvelles années la modification apportée par la loi du 19 mars 1880 à celle du 9 décembre 1875, modifiant elle-même l'article 79 de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée, déposé par M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine. L'urgence est déclarée [9 novembre](A., p. 3; J.O., c.r., p. 1061; an., p. 2; I. 3). — Commission : 1er bureau, M. le général Duboys-Fresney. — 2e bureau, M. Magniez. — 3e bureau, M. le général Robert. — 4e bureau, M. Barbey. — 5e bureau, M. Donnot. — 6e bureau, M. le général Arnaudeau. — 7e bureau, M. Bazille (Gaston). — 8e bureau, M. Jouin. — 9e bureau, M. le général Farre (J.O., p. 6193; F. 4). — *Président :* M. le général Duboys-Fresney; *Secrétaire et Rapporteur :* M. Barbey (J.O., p. 6231; F. 5). — Rapport de M. Barbey. Déclaration de l'urgence, lecture du rapport. Adoption [4 décembre] (A., p. 61; J.O., c.r., p. 1105; an., p. 30; I. 66. — Promulgation (J.O., p. 6954).

2. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Honfleur (Calvados), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [9 novembre] (A., p. 3; J.O., c.r., p. 1061; an., p. 2; I. 4). — Rapport de M. Cordelet [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1088; an., p. 14; I. 52). — Adoption [7 décembre] (A., p. 74; J.O., c.r., p. 1128). — Promulgation (J.O., p. 6739).

3. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Loudun (Vienne), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [9 novembre] (A., p. 3; J.O., c.r., p. 1061; an., p. 2; I. 5). — Rapport de M. Cordelet [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1088; an., p. 14; I. 53). — Adoption [7 décembre] (A., p. 74; J.O., c.r., p. 1127). — Promulgation (J.O., p. 6739).

4. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception, à l'octroi de Quintin (Côtes-

du-Nord), d'une surtaxe sur les cidres, poirés et hydromels, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [9 novembre] (A., p. 3; J.O., c.r., p. 1061; an., p. 2; I. 7). — Rapport de M. Cordelet [28 novembre] (A., p. 28; (J.O., c.r., p. 1088; an., p. 15; I. 54). — Adoption [7 décembre] (A., p. 74; J.O., c.r., p. 1128). — Promulgation (J.O., p. 6739).

5. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'approbation d'un échange de terrains en nature de dunes dans le département de la Vendée, entre l'État et MM. Émile Dodin, propriétaire à la Chapelle-Palluau, et Charles Pelloquin, fermier à Fenouiller; déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [9 novembre] (A., p. 3; J.O., c.r., p. 1061; an., p. 3; I. 8) — — Rapport de M. Magniez [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1087; an., p. 11; I. 45). — Adoption [5 décembre] (A., p. 65; J.O., c.r., p. 1121). — Promulgation (J.O., p. 6738).

6. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception, à l'octroi de Pont-l'Évêque (Calvados), de surtaxes sur les vins et sur les alcools, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [9 novembre] (A., p. 3; J.O., c.r., p. 1061; an., p. 2; I. 6). — Rapport de M. Cordelet [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1088; an., p. 14; I. 51). — Adoption [7 décembre] (A., p. 74; J.O. c.r., p. 1127). — Promulgation (J.O., p. 6739).

7. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi ayant pour objet d'allouer une indemnité de séjour aux membres du jury, tant en matière criminelle qu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, déposée par M. Bérenger [9 novembre] (A., p. 3; J. O., c. r., p. 1061; an., p. 3; I. 9).

8. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet: 1° l'ouverture au Ministre des travaux publics, sur l'exercice 1882, de crédits montant à 150.000 francs sur le Budget ordinaire et à 150.000 francs sur le Budget extraordinaire; 2° l'annulation de crédits égaux sur les mêmes Budgets du même exercice [5 août]. — Rapport de M. Malens [7 août]. — Adoption [14 novembre] (A., p. 6; J.O., c.r., p. 1065). — Promulgation (J.O., p. 6546).

9. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au Code rural. Deuxième section, titre 8. Première délibération (vices rédhibitoires): adoption [18 juillet]. — Deuxième délibération : adoption suc-

cessive des articles et de l'ensemble du projet de loi [14 novembre] (A., p. 6; J. O., c. r., p. 1066).

10. Proposition de loi sur le droit d'association, déposée par M. Dufaure [17 juin 1880]. — Adoption de la prise en considération [9 juillet 1880]. — Première délibération. MM. de Mahy, Ministre de l'Agriculture; Jules Simon, rapporteur. Renvoi de la dicussion [14 novembre] (A., p. 7; J. O., c. r., p. 1066). — Sont entendus : MM. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, le comte de Bondy, président de la Commission, Tolain, Jules Simon, rapporteur. Ajournement de la discussion à la session de 1883 [25 novembre] (A., p. 24; J. O., c.r., p. 1084).

11. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'organisation de différents services en Tunisie [9 août]. — Commission : 1er bureau, M. John Lemoinne. 2e bureau, M. Barthélemy-Saint-Hilaire. 3e bureau, M. Faye. 4e bureau, M. le général Deffis. 5e bureau, M. Jacques. 6e bureau, M. Le Lièvre. 7e bureau, M. de Freycinet. 8e bureau, M. l'amiral Fourichon. 9e bureau, M. Grévy (Albert) (J. O., p. 6153, F. 3). — *Président :* M. Barthélemy-Saint-Hilaire ; *Secrétaire :* M. Faye (J. O., p. 6193 ; F. 4). — Dépôt par M. le général Deffis du rapport concernant le titre 11 du projet de loi intitulé : « Entretien de compagnies mixtes en Tunisie. » Titre détaché du projet de loi sur la demande de M. le Ministre de la Guerre, faite par lettre du 22 décembre. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate : MM. de Gavardie, le général Billot, Ministre de la Guerre. Adoption au scrutin du projet de loi [23 décembre] (A., p. 195 ; J. O. c. r., p. 1234; an., p. 229; I. 214). — Promulgation (J.O., p. 66).

12. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 1.950.000 francs, pour indemniser les victimes des événements de Saïda et de Tiaret [28 juillet]. — Rapport de M. Merlin [1er août]. — Discussion : articles 1er et 2. Adoption.— Article additionnel de MM. Jacques et Le Lièvre: MM. Jacques, Develle, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur. Rejet. —Article 3 : amendement de MM. Jacques et Le Lièvre: MM. Jacques, Develle, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur. Rejet. Adoption de l'article 3. — Article 4 : adoption. — Adoption de l'ensemble du projet de loi [16 novembre] (A., p. 10; J.O., c.r., p. 1070). Promulgation (J. O., p. 6514).

13. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour

objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux [1er juillet]. — M. Robert de Massy dépose son rapport [18 novembre] (A. p. 21; J. O., c. r., p. 1080; an. p. 4; I. 10). — Première délibération : MM. Pelletan, Robert de Massy, rapporteur. Renvoi de la discussion à la prochaine séance [30 novembre] (A., p. 45; J. O., c. r., p. 1103). — Discussion sur l'urgence : MM. Robert de Masssy, rapporteur de Gavardie. Rejet de l'urgence. Discussion générale : MM. Pelletan, Allou, Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Reprise de la discussion : MM. Robert de Massy, rapporteur, Humbert, de Gavardie, Jouin [4 décembre] (A., p. 51; J. O., c. r., p. 1108). — Article 1er : M. Humbert. Dépôt, par M. Humbert, d'un contre-projet : MM. Robert de Massy, rapporteur, Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi du contre-projet présenté par M. Humbert à la Commission [5 décembre] (A., p. 66; J. O., c. r., p. 1122).

14. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Evreux (Eure) à contracter deux emprunts et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Logerotte, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes [18 novembre] (A., p. 21; J. O., c. r., p. 1080; an., p. 6; I. 11). — Rapport de M. Lamorte [28 novembre] (A. p. 27; J. O., c. r., p. 1087; an., p. 10; I. 41). — Adoption [4 décembre] (A., p. 50; J. O., c. r., p. 1107). — Promulgation (J. O., p. 6683).

15. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Cher à contracter deux emprunts pour l'agrandissement de l'asile d'aliénés de Bcauregard et la construction d'une école normale d'institutrices, déposé par M. Logerotte, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes [18 novembre] (A., p. 21; J.O., c.r., p. 1080; an., p. 6; I. 12). — Rapport de M. Massé [25 novembre] (A. p. 23; J.O., c.r., p. 1083; an., p. 8; I. 25). — Adoption [4 décembre] (A., p. 49; J.O., c.r., p. 1107). — Promulgation (J.O., p. 6682).

16. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Sarthe à créer des ressources extraordinaires pour la construction de tramways à vapeur, déposé par M. Logerotte, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes [18 novembre] (A., p. 21; J.O., c.r., p. 1080; an.,

p. 6; I. 13). — Rapport de M. Rubillard [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1088; an., p. 12; I. 49). — Adoption [4 décembre] (A., p. 49; J.O., c.r., p. 1107). — Promulgation (J.O., p. 6682).

17. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Annecy (Haute-Savoie) à emprunter 20.900 francs, déposé par M. Logerotte, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes [18 novembre] (A., p. 21; J.O., c.r., p. 1080; an., p. 6; I. 14). — Rapport de M. Massé [25 novembre] (A., p. 23; J.O., c.r., p. 1083; an., p. 7; I. 23). — Adoption [30 novembre] (A., p. 36; J.O., c.r., p. 1095). — Promulgation (J.O., p. 6682).

18. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Lot à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins de grande et de moyenne communication, déposé par M. Logerotte, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes [18 novembre] (A., p. 21; J.O., c.r., p. 1080; an., p. 6; I. 15). — Rapport de M. Denis. L'urgence est déclarée. Adoption [9 novembre] (A 79; J.O., c.r., p. 1132; an., p. 48 I. 93). — Promulgation (J.O., p. 6850).

19. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales, déposé par M. Logerotte, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes [18 novembre] (A., p. 21; J.O., c.r., p. 1080; an., p. 6; I. 16). — Rapport de M. Rubillard [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1088; an., p. 12; I. 48). — Adoption [4 décembre] (A., p. 49; J.O., c.r., p. 1106). — Promulgation (J.O., p. 6682).

20. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Seine-et-Marne à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemetal, déposé par M. Logerotte, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes [18 novembre] (A., p. 21; J.O., c.r., p. 1081; an., p. 6; I. 17. — Rapport de M. Foucher de Careil [25 novembre]

(A., p. 23; J.O., c.r., p. 1083; an., p. 6; I. 21). — Adoption [28 novembre] (A., p. 30; J.O., c.r., p. 1089). — Promulgation (J.O., p. 6546).

21. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Charente à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'écoles normales d'instituteurs et d'institutrices et pour le payement de diverses dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Logerotte, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes [18 novembre] (A., p. 21; J.O., c.r., p. 1081; an., p. 6; I. 18). — Rapport de M. Denis. L'urgence est déclarée. Adoption [9 décembre] (A., p. 78; J.O., c.r., p. 1132; an., p. 41; I. 94).

22. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Ardennes à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une école normale d'institutrices, déposé par M. Logerotte, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes [18 novembre] (A., p. 21; J.O., c.r., p. 1881; an., p. 6; I. 19). — Rapport de M. Lamorte [25 novembre] A., p. 23; J.O., c.r., p. 1083; an., p. 7; I. 22). — Discussion. Demande d'ajournement par M. de Gavardie; M. Lamorte, rapporteur. Rejet de l'ajournement. Adoption [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1088). — Promulgation (J.O., p. 6546).

23. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Oise à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention destinée à l'établissement d'un chemin de fer et pour la construction d'écoles normales, déposé par M. Logerotte, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes [18 novembre] (A., p. 21; J.O., c.r., p. 1081; an., p. 6; I. 20). — Rapport de M. Léon Say [28 novembre] (A., p. 27; J.O., c.r., p. 1087; an., p. 10; I. 40). — Adoption [4 décembre] (A., p. 49; J.O., c.r., p. 1106. — Promulgation (J.O., p. 6682).

24. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant annulation d'un crédit de 537.958 fr. 82 sur le budget extraordinaire du Ministère des Finances pour l'exercice 1881, et d'un crédit de 1.500.000 francs sur le même budget de l'exercice 1882, frais d'émission et de négociation des rentes 3 pour 100 amortissables [27 juillet]. — Rapport de M. Casimir

Fournier [25 novembre] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 1083; an., p. 8; I. 24). — Adoption [4 décembre] (A., p. 50; J.O., c.r., p. 1107). — Promulgation (J.O., p. 6683).

25. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 29 décembre 1881 qui autorise la ville de Cognac (Charente) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, déposé par M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [25 novembre] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 1083; an., p. 9; I. 29). — Rapport de M. Cordelet, il en donne lecture. L'urgence est déclarée. Adoption [4 décembre] (A., p. 50, 62; J.O., c.r., p. 1108; an., p. 31; I. 70). — Promulgation (J.O., p. 6683).

26. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Deux-Sèvres à contracter un emprunt auprès de la Caisse des lycées, collèges et écoles, déposé par M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [25 novembre] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 1083; an., p. 9; I. 33). — Rapport de M. Rubillard [30 novembre] (A., p. 35; J. O., c.r., p. 1095; an., p. 29; I. 62). — Adoption [5 décembre] (A., p. 66; J.O., c.r., p. 1121). Promulgation (J.O., p. 6738).

27. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Nord à contracter un emprunt pour l'installation de l'école normale d'institutrices, déposé par M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [25 novembre] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 1083; an., p. 9; I. 34). — Rapport de M. Magniez [4 décembre] (A., p. 47; J.O., c.r., p. 1105; an., p. 30; I. 64). — Adoption [9 décembre] (A., p. 78; J.O., c.r., p. 1131). — Promulgation (J.O., p. 6850).

28. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Morbihan à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices, déposé par M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [25 novembre] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 1083; an., p. 9; I. 31). — Rapport de M. Massé [30 novembre] (A., p. 35; J.O., c.r., p. 1095; an., p. 16; I. 59). — Adoption [7 décembre] (A., p. 74; J.O., c.r., p. 1128). — Promulgation (J.O., p. 6738).

29. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre

des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Saône à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices, déposé par M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [29 novembre] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 1083; an., p. 9; I. 32). — Rapport de M. Cordelet [4 décembre] (A., p. 50; J.O., c.r., p. 1107; an., p. 31; I. 68). — Adoption [9 décembre] (A., p. 78; J.O., c.r., p. 1132). — Promulgation (J.O., p. 6850).

30. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aude à contracter un emprunt auprès de la Caisse des lycées, collèges et écoles pour la construction d'une école normale d'institutrices, déposé par M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [25 novembre] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 1083; an., p. 9; I. 28). — Rapport de M. Lamorte [30 novembre] (A., p. 35; J.O., c.r., p. 1095; an., p. 15; I. 57). — Adoption [5 décembre] (A., p. 65; J.O., c.r., p. 1121). — Promulgation (J.O., p. 6737).

31. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Gard à contracter un emprunt pour concourir aux frais de reconstruction du lycée de Nîmes, déposé par M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [25 novembre] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 1083; an., p. 10; I. 35). — Rapport de M. Lamorte [30 novembre] (A., p. 35; J.O., c.r., p. 1095; an., p. 16; I. 58). — Adoption [5 décembre] (A., p. 66; J.O., c.r., p. 1121). — Promulgation (J.O., p. 6738).

32. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Hautes-Pyrénées à créer des ressources extraordinaires, pour le payement de subventions promises pour la construction des chemins de fer d'intérêt général, déposé par M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [25 novembre] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 1083; an., p. 9; I. 30). — Rapport de M. Rubillard [30 novembre] (A., p. 35; J.O., c.r., p. 1095; an., p. 29; I. 63). — Adoption [5 décembre] (A., p. 66; J.O., c.r., p. 1121). — Promulgation (J.O., p. 6738).

33. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Indre-et-Loire à créer des ressources extraordinaires pour le payement de travaux de construction d'un chemin de fer d'intérêt local, déposé par M. Duclerc, Ministre

des Affaires étrangères, Président du Conseil, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [25 novembre] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 1083; an., p 10; I. 36). — Rapport de M. Magnin [4 décembre] (A., p. 47; J.O., c.r., p. 1105; an., p. 30; I. 65). — Adoption [9 décembre] (A., p. 78; J.O., c.r., p. 1131). — Promulgation (J.O., p. 6850).

34. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention conclue le 19 juillet 1882 entre la France et les États-Unis d'Amérique, déposé par M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil [25 juillet] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 1084; an., p. 9; I. 27). — Commission : 1er bureau, M. Cazot (Jules). 2e bureau, M. Teisserenc de Bort. 3e bureau, M. Salneuve. 4e bureau, M. Claude. 5e bureau, M. de Parieu. 6e bureau, M. Ribière. 7e bureau, M. Fournier (Casimir). 8e bureau, M. Demôle. 9e bureau, M. Chaumontel (J.O., p. 6394; F. 6). — *Président:* M. de Parieu; *Secrétaire :* M. Chaumontel; *Rapporteur :* M. Teisserenc de Bort (J.O., p 6394; F. 6). — M. de Parieu dépose le rapport, au nom de M. Teisserenc de Bort, rapporteur, M. Chaumontel en donne lecture. Discussion. Adoption [28 novembre] (A., [p. 27, 52; J.O., c.r., p. 1087; an., p. 10; I. 39). — Promulgation (J.O., p. 6849).

35. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Président de la République à ratifier les traité et actes passés entre M. Savorgnan de Brazza et le roi Makoko, déposé par M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil [25 novembre] (A., p. 24; J.O., c.r., p. 1084; an., p. 8; I. 26. — Commission : 1er bureau, M. Gilbert-Boucher. 2e bureau, M. Martin (Henri). 3e bureau, M. Jacques Hébrard. 4e bureau, M. le général Frébault. 5e bureau, M. Oudet. 6e bureau, M. Blanc (Xavier). 7e bureau, M. Schœlcher. 8e bureau, M. Foucher de Careil. 9e bureau, M. Thurel (J.O., p. 6394; F. 6). — *Président :* M. Martin (Henri); *Secrétaire :* M. Foucher de Careil; *Rapporteur :* M. Blanc (Xavier) (J.O., p. 6394; F. 6). — M. Xavier Blanc dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption [28 novembre] (A., p. 30; J.O., c.r., p. 1089; an., p. 15; I. 55). — Promulgation (J.O., p. 6513).

36. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant révision de la loi de 1838 sur les aliénés, déposé par M. Develle, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [25 novembre] (A., p. 26; J.O., c.r., p. 1085; an., p. 10, 254; I. 37).

37. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances d'un crédit supplémentaire de 440.000 francs, sur l'exercice 1882, pour les victimes du coup d'État du 2 décembre 1851, déposé par M. Develle, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, au nom de MM. les Ministres des Finances et de l'Intérieur [25 novembre] (A., p. 26; J.O., c.r., p. 1085; an., p. 10; I. 38). — M. Malens dépose son rapport, il en donne lecture. Discussion immédiate. Articles 1 et 2. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [28 novembre] (A., p. 31; J.O., c.r., p. 1091; an., p. 15; I. 56). — Promulgation (J.O., p. 6545).

38. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Cantal à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention destinée à la construction du lycée d'Aurillac, déposé par M. Fallières, Ministre de l'Intérieur et des Cultes [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1087; an., p. 11; I. 43). — Rapport de M. Lamorte [7 décembre] (A., p. 75; J.O., c.r., p. 1129; an., p. 34; I. 89). — Adoption [12 décembre] (A., p. 93; J.O., c.r., p. 1146).

39. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Corrèze à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Fallières, Ministre de l'Intérieur et des Cultes [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1087; an., p. 11; I. 42). — Rapport de M. Massé [4 décembre] (A., p. 50; J.O., c.r., p. 1107; an., p. 30; I. 67)). — Adoption [9 décembre] (A., p. 78; J.O., c.r., p. 1132).

40. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Sedan (Ardennes) à emprunter une somme de 215.000 francs à la Caisse des écoles, déposé par M. Fallières, Ministre de l'Intérieur et des Cultes [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1087; an., p. 11; I. 44). — Rapport de M. Cordelet [4 décembre] (A., p. 50; J.O., c.r., p. 1107; an., p. 31; I. 69). — Adoption [9 décembre] (A., p. 79; J.O., c.r., p. 1132). — Promulgation (J.O., p. 6851).

41. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi ayant pour objet de dispenser temporairement les candidats à l'engagement volontaire de l'obligation de savoir lire et écrire, déposé par M. le général Billot, Ministre de la Guerre [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1087; an., p. 12; I. 46). — Rapport de M. Barbey. Déclaration de l'urgence. Lecture

du rapport. Adoption [4 décembre] (A., p. 48, 61; J.O., c.r., p. 1105; an., p. 30; I. 66). — Promulgation (J.O., p. 313).

42. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de la Roche (Haute-Savoie), déposé par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, au nom de M. le Ministre des Finances [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1087; an., p. 12; I. 47). — Rapport de M. Rubillard [7 décembre] (A., p. 74; J.O., c.r., p. 1128; an., p. 34; I. 87). — Adoption [14 décembre] (A., p. 97; J.O., c.r., p. 1149). — Promulgation (J.O., p. 6817).

43. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention signée à Paris, le 28 décembre 1880, entre la France et la Suisse, pour réglementer la pêche dans les eaux frontières [6 juillet]. — Commission : 1er bureau, M. Lizot. 2e bureau, M. Chaumontel. 3e bureau, M. George. 4e bureau, M. Chardon. 5e bureau, M. Delacroix. 6e bureau, M. Munier. 7e bureau, M. l'amiral marquis de Montaignac. 8e bureau, M. le général Guillemaut. 9e bureau, M. de Rémusat (Paul). — *Président :* M. le général Guillemaut; *Secrétaire :* M. Chardon; *Rapporteur :* M. Munier (J.O., p. 3900). — Rapport de M. Munier [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1088; an., p. 13; I. 50). — Première délibération. Adoption [4 décembre] (A., p. 51; J.O., c.r., p. 1108). — Deuxième délibération. Sont entendus : MM. Chardon, Baïhaut, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics. Adoption de l'ensemble du projet [12 décembre] (A., p. 94; J.O., c.r., p. 1147). — Promulgation (J.O., p. 6881).

44. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi sur le rétablissement du divorce formant contre-projet à la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, déposée par M. Bernard [30 novembre] (A., p. 35; J.O., c.r., p.1095; an., p. 16; I. 60).

45. Proposition de loi de M. le colonel Meinadier et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article premier de la loi du 19 août 1881 et à admettre au bénéfice de cette loi les anciens militaires pourvus d'emplois rétribués par l'État, les départements ou les communes [31 juillet]. — M. le général Pélissier dépose son rapport [30 novembre] (A., p. 36; J.O., c.r., p. 1096; an., p. 29; I. 61). — Adoption de la prise en considération [5 décembre] (A., p. 66; J.O., c.r., p. 1121). — Commission : 1er bureau, M. le général comte Espivent de la Villesboisnet. 2e bureau, M. le général Robert. 3e bureau, M. Gazagne.

4e bureau, M. Thurel. 5e bureau, M. le baron Le Guay. 6e bureau, M. le général Pélissier. 7e bureau, M. le colonel Meinadier. 8e bureau, M. le général Duboys-Fresney. 9e bureau, M. Guyot-Lavaline (J.O., p. 6743; F. 14). — *Président :* M. le général Duboys-Fresney; *Secrétaire et Rapporteur :* M. le colonel Meinadier (J.O., p. 6836; F. 15).

46. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Brest (Finistère) à emprunter une somme de 200.000 francs, déposé par M. Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [4 décembre] (A., p. 51; J.O., c.r., p. 1108; an., p. 32; I. 71). — Rapport de M. Rubillard [7 décembre] (A., p. 74; J.O., c.r., p. 1128; an., p. 34; I. 88). — Adoption [14 décembre] (A., p. 98; J.O., c.r., p 1149).

47. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Cambrai (Nord) à emprunter 250.000 francs, déposé par M. Devès, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [4 décembre] (A., p. 51; J.O., c.r., p. 1108; an., p. 32; I. 72). — Rapport de M. Magniez [5 décembre] (A., p. 65; J.O., c.r., p. 1121; an., p. 32; I. 73). — Adoption [9 décembre] (A., p. 79; J.O., c.r., p. 1132). — Promulgation (J.O., p. 6850).

48. Proposition de loi relative à l'organisation de compagnies d'instruction militaire pour les jeunes gens de dix-sept ans et au-dessus [29 juillet]. — Rapport de M. Dietz-Monnin [5 décembre] (A., p. 71; J.O., c.r., p. 1126; an., p. 33; I. 74). — Discussion de la prise en considération. Sont entendus : MM. le général Billot, Ministre de la Guerre, George. Rejet de la proposition [12 décembre] (A., p. 93; J.O., c.r., p. 1146).

49. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement de la République à consentir de nouvelles prorogations de la réforme judiciaire en Egypte, déposé par M. Duclerc, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et au sien [7 décembre] (A., p. 73; J.O., c.r., p. 1127; an., p. 33; I. 75) — Commission : 1er bureau, M. Robert de Massy. 2e bureau, M. Clément. 3e bureau, M. Demôle. 4e bureau, M. Labiche (Emile). 5e bureau, M. Blanc (Xavier). 6e bureau, M. Barthélemy-Saint-Hilaire. 7e bureau, M. Barne. 8e bureau, M. Clamageran. 9e bureau, M. Tenaille-Saligny. — *Président :* M. Robert de Massy; *Secrétaire :* M. Barne (J.O., p. 6743; F. 14). — Rapport de M. Barne. Lecture du

rapport. Discussion immédiate. Adoption [19 décembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1153; an., p. 177; I. 133). — Promulgation (J.O., p. 6849).

50. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Cannes (Alpes-Maritimes), déposé par M. Duclerc, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. le Ministre des Finances [7 décembre] (A., p. 73; J.O., c.r., p. 1127; an., p. 33; I. 76). — Rapport de M. Lamorte [20 décembre] (A., p. 121; J.O., c.r., p. 1169; an., p. 183; I. 161). — Adoption [23 décembre] (A., p. 194; J.O., c.r., p. 1234). — Promulgation (J.O., p. 6970).

51. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Nice (Alpes-Maritimes), déposé par M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, au nom de M. le Ministre des Finances [7 décembre] (A., p. 73; J.O., c.r., p. 1127; an., p. 33; I. 77). — Rapport de M. Denis [19 décembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1153; an., p. 172; I. 114). — Adoption [22 décembre] (A., p. 166; J.O., c.r., p. 1210). — Promulgation (J.O., p. 6930).

52. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception de surtaxes sur les vins, les cidres et les alcools à l'octroi de Châteaulin (Finistère), déposé par M. Duclerc, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. le Ministre des Finances [7 décembre] (A., p. 73; J.O., c.r., p. 1127; an., p. 33; I. 78). — Rapport de M. Massé [19 décembre] (A., p. 102; J.O., c.r., p. 1154; an., p. 177; I. 134). — Adoption [22 décembre] (A., p. 116; J.O., c.r., p. 1210). — Promulgation (J.O., p. 6931).

53. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur les vins à l'octroi des Échelles (Savoie), déposé par M. Duclerc, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. le Ministre des Finances [7 décembre] (A., p. 73; J.O., c.r., p. 1127; an., p. 33; I. 79). — Rapport de M. Denis [19 décembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1153; an., p. 172; I. 113). — Adoption [22 décembre] (A., p. 166; J.O., c.r., p. 1210). — Promulgation (J.O., p. 6930).

54. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur l'alcool

à l'octroi de Landivisiau (Finistère), déposé par M. Duclerc, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. le Ministre des Finances [7 décembre] (A., p. 73; J.O., c.r., p. 1127; an., p. 34; I. 80). — Rapport de M. Cordelet [19 décembre] (A., p. 119; J.O., c.r., p. 1168; an., p. 181; I. 150). — Adoption [22 décembre] (A., p. 166; J.O., c.r., p. 1210). — Promulgation (J.O., p. 6931).

55. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception de surtaxes sur les vins et les alcools à l'octroi d'Albertville (Savoie), déposé par M. Duclerc, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. le Ministre des Finances [7 décembre] (A., p. 73; J.O., c.r., p. 1127; an., p. 34; I. 81). — Rapport de M. Cordelet [19 décembre] (A., p. 119; J.O., c.r., p. 1168; an., p. 182; I. 151). — Adoption [22 décembre] (A., p. 166; J.O., c.r., p. 1210). — Promulgation (J.O., p. 6931).

56. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Pont-de-Beauvoisin (Savoie), déposé par M. Duclerc, Président du Conseil, Ministre de la Justice, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [7 décembre] (A., p. 73; J.O., c.r., p. 1127; an., p. 34; I. 82). — Rapport de M. Magniez [19 décembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1153; an., p. 175; I. 121).—Adoption [22 décembre] (A., p. 166; J.O., c.r., p. 1210). — Promulgation (J.O., p. 6930).

57. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception de surtaxes sur les vins et sur les alcools à l'octroi d'Yvetot (Seine-Inférieure), déposé par M. Duclerc, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. le Ministre des Finances [7 décembre] (A., p. 73; J.O., c.r., p. 1127; an., p. 34; I. 83). — Rapport de M. Magniez [19 décembre] (A., p. 101; (J.O., c.r., p. 1152; an., p. 175; I. 122).—Adoption [22 décembre] (A., p. 166; J.O., c.r., p. 1210). — Promulgation (J.O., p. 6930).

58. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'approbation d'un échange de terrains, dans le département de l'Allier, entre l'État et les époux Pâtissier, déposé par M. Duclerc, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. le Ministre des Finances [7 décembre] (A., p. 73; J.O., c.r., p. 1127; an., p. 34; I. 84).— Rapport de M. Massé [19 décembre] (A., p. 102; J.O., c.r., p. 1154; an., p. 177; I. 135).—Adoption [22 décembre] (A., p. 167; J.O., c.r., p. 1210). — Promulgation (J.O., p. 6929).

59. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet un échange d'immeubles, dans le département des Basses-Pyrénées, entre l'État et M. de Ezpeleta, déposé par M. Duclerc, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. le Ministre des Finances [7 décembre] (A., p. 73; J.O., c.r., p. 1127; an.; p. 34; I. 85). — Rapport de M. Rubillard [19 décembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1153; an., p. 175; I. 120). — Adoption [22 décembre] (A., p. 167; J.O., c.r., p. 1210). — Promulgation (J.O., p. 6930).

60. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet un échange de terrains entre l'État et le sieur Hérard, dans le département de l'Aube, déposé par M. Duclerc Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. le Ministre des Finances [7 décembre] (A., p. 73; J.O., c.r., p. 1127; an., p. 34; I. 86). — Rapport de M. Rubillard [19 décembre] (A., p. 101; J.O., c.r. p. 1153; an., p. 175; I. 119). — Adoption [22 décembre] (A., p. 167; J.O., c.r., p. 1210). — Promulgation (J.O., p. 6930).

61. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir un crédit extraordinaire de 1 million de francs, par addition au budget du Ministère de l'Intérieur et des Cultes, sur l'exercice 1882, pour venir en aide aux populations éprouvées par les inondations, déposé par M. Fallières, Ministre de l'Intérieur. M. Malens dépose son rapport; il en donne lecture. Discussion immédiate. M. de Gavardie. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [9 décembre] (A., p. 77, 85; J.O., c.r., p. 1131, 1138; an., p. 40, 42; I. 91, 96. — Promulgation (J.O., p. 6897).

62. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de célébrer aux frais de l'État les funérailles de Louis Blanc, déposé par M. Fallières, Ministre de l'Intérieur et des Cultes. M. Dauphin dépose son rapport; il en donne lecture. Discussion immédiate. MM. Baragnon, Corbon. — Adoption de l'ensemble du projet de loi [9 décembre] (A., p. 77, 86; J.O., c.r., p. 1131, 1139; an., p. 40, 42, I. 92, 97). — Promulgation (J.O., p. 6681).

63. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget des dépenses et des recettes ordinaires pour l'exercice 1883, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [9 décembre] (A., p. 78; J.O., c.r., p. 1131; an., p. 35; I. 90). — M. Dauphin dépose son rapport [12 décembre] (A., p. 93; J.O., c.r., p. 1146; an., p. 42; I. 98). — Discussion générale: sont entendus

MM. Lambert de Sainte-Croix et Léon Say [19 décembre] (A., p. 103; J.O., c.r., p. 1154). — M. Léon Say, M. Chesnelong [20 décembre] (A., p. 124; J.O., c.r., p. 1172). — MM. Chesnelong, Tirard, Ministre des Finances, Bocher, Gay, Commissaire du Gouvernement, Béraldi [21 décembre] (A., p. 145; J.O., c.r., p. 1190). — MM. Béraldi, Buffet, Tirard, Ministre des Finances, Dauphin, rapporteur. Clôture de la discussion générale: Ministère des Finances. Article 1er. Chapitres 1er à 41. Adoption. — Chapitre 42 : MM. Henry Fournier, Dauphin, rapporteur. Adoption. — Chapitres 43 à 54. Adoption. — Chapitre 55: MM. le général marquis d'Andigné, le Ministre des Finances. Adoption. — Chapitres 56 à 91. Adoption. — Ministère de la Justice. Chapitre 1er à 4. Adoption. — Chapitre 5: M. de Gavardie. Adoption. — Chapitres 6 à 19. Adoption. — Ministère des Affaires étrangères. Chapitre 1er à 8. Adoption. — Chapitre 9; MM. le Ministre des Finances, le Rapporteur. Réservé. — Chapitre 10 à 16. Adoption. — Ministère de l'Intérieur : MM. le marquis de Carné, Fallières, Ministre de l'Intérieur, de Carayon La Tour. Chapitre 1er et 2. Adoption. — Chapitre 3 : MM. Henry Fournier, le Ministre. Adoption. — Chapitre 4 : MM. Lizot, le Ministre de l'Intérieur. Adoption. — Chapitres 5 à 12. Adoption. — Chapitre 13 : M. de Gavardie [22 décembre (A., p. 167; J.O., c.r., p. 1211). — Ministère des Affaires étrangères. Chapitre 9 réservé : MM. le général Guillemaut, le comte de Saint-Vallier, le Président. Adoption. — Ministère de l'Intérieur. Chapitre 13; MM. de Gavardie, le Président. Adoption. — Chapitres 14 à 42. Adoption. — Chapitre 43 : M. le comte d'Haussonville. Adoption. — Chapitres 44 à 49. Adoption. — Chapitre 50 : MM. le général Arnaudeau, Jacques, le Président. Adoption. — Chapitres 51 à 54. Adoption. — Chapitre 55 : M. Emile Labiche. Remboursements et restitutions, chapitre unique. Adoption. — Services généraux des Ministères : Chapitres 1 à 3. Adoption. — Chapitre 4. Amendement de MM. Lambert de Sainte-Croix et Batbie: MM. Lambert de Sainte-Croix, Fallières, Ministre de l'Intérieur et des Cultes ; Batbie, Dauphin, rapporteur général ; le Président. Rejet au scrutin. Adoption du chapitre 4. — Chapitre 5. Adoption. — Chapitre 6. Amendement de M. le marquis de Carné: MM. le marquis de Carné, le Rapporteur général, Chesnelong, le Président. Rejet au scrutin. Adoption du chapitre 6. — Chapitres 7 et 8. Adoption. — Chapitre 9. Amendement de M. Lambert de Sainte-Croix : MM. Lambert de Sainte-Croix, le Rapporteur général. Rejet au scrutin. Adoption du chapitre 9. — Chapitre 10 : M. de Gavardie. Adoption. — Chapitres 11 à 22. Adoption. — Ministère des Postes et des Télégraphes. Chapitres 1 à 19. Adoption [23 décembre] (A., p. 197; J.O., c.r., p. 1236). — Ministère de la Guerre. Chapitres 1er à 4. Adoption. — Chapitre 5. Amendement de M. Lucien Brun: MM. Dauphin, rapporteur général ; Lucien Brun. Adoption au scrutin. Adoption du chapitre 5. —

Chapitre 6. Amendement de M. Labordère : MM. Labordère, Gouin, rapporteur; le général Billot, Ministre de la Guerre. Rejet de l'amendement. Adoption du chapitre 6. — Chapitres 7 à 29. Adoption. — Ministère de la Marine et des Colonies : MM. le comte de Tréveneuc, l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies ; le Rapporteur général. Service marine. Chapitres 1er à 27. Adoption. — Service colonial. Chapitres 1er à 14. Adoption. — Ministère de l'Instruction publique : MM. Lucien Brun, Carnot, de Parieu, Duvaux, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Chapitres 1er à 6. Adoption. — Chapitre 7 : MM. de Gavardie, le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. — Chapitres 8 à 28. Adoption. — Chapitre 29 : MM. Wallon, le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. — Chapitre 30 à 32. Adoption. — Chapitre 33. Amendement de M. le baron de Ravignan : MM. le baron de Ravignan, le Ministre de l'Instruction publique. Rejet au scrutin. Adoption du chapitre 33. — Chapitre 34 : MM. le comte de Saint-Vallier, le Ministre de l'Instruction publique; Buffet. Amendement de M. Testelin : MM. Testelin, le Rapporteur général, le Ministre de l'Instruction publique. Adoption, au scrutin, de la rédaction de la Commission [26 décembre] (A., p. 221; J.O., c.r., p. 1259). — Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Première partie. Chapitre 35 : MM. de Gavardie, le Président, Duvaux, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Adoption. — Chapitres 35 à 40. Adoption. — Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Deuxième partie. Chapitres 1 à 6. Adoption. — Chapitre 7. Amendement de M. Schœlcher : MM. Schœlcher, Logerotte, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique, le Président, Jules Simon, Tirard, Ministre des Finances. Rejet au scrutin de l'amendement de M. Schœlcher. — Ministère de l'Instruction publiqu et des Beaux-Arts. Troisième partie. Chapitres 1 à 89. Adoption. — Ministère du Commerce. Chapitres 1 à 16. Adoption. — Ministère de l'Agriculture : MM. Henry Fournier (Cher), de Mahy, Ministre de l'Agriculture. Chapitres 1 à 5. Adoption. — Chapitre 6 : MM. de Parieu, de Mahy, Ministre de l'Agriculture. Adoption. — Chapitres 7 à 35. Adoption. — Ministère des Travaux publics. Chapitres 1 à 24. Adoption. — Chapitre 25 : MM. Guyot, Hérisson, Ministre des Travaux publics. Adoption. — Chapitres 26 à 55. Adoption. — Vote des articles 1 à 24 du projet de loi portant fixation du Budget des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1883. Adoption de l'ensemble du projet de loi : MM. Fresneau, le Président. Adoption au scrutin [27 décembre] (A., p. 254; J.O., c.r., p. 1287). — Dépôt, par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget des dépenses et des recettes

ordinaires de l'exercice 1883 [28 décembre] (A., p. 299; J.O., c.r., p. 1325; an., p. 252; I. 259). — Dépôt, par M. Dauphin, du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, le 8 décembre 1882, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, le 27 décembre 1882, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, le 28 décembre 1882, portant fixation du Budget des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1883. Déclaration de l'urgence. Lecture du rapport. Discussion immédiate: M. Wallon. Article 1er. Ministère des Affaires étrangères. Chapitre 9. Amendement de M. le comte de Saint-Vallier : MM. le comte de Saint-Vallier, Fallières, Ministre de l'Intérieur et des Cultes ; Fournier (Indre-et-Loire). Rejet au scrutin. Adoption du chapitre 9. — Ministère de la Guerre. Chapitre 5. Amendement de M. Lucien Brun : MM. Lucien Brun, le général Billot, Ministre de la Guerre; Tirard, Ministre des Finances; Dauphin, rapporteur général; le général Robert. Rejet au scrutin. Adoption du chapitre 5. — Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 décembre] (A., p. 308; J.O., c.r., p. 1333; an., p. 253; I. 263). — Promulgation (J.O., p. 6993).

64. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi relatif à un Arrangement passé par le Gouvernement de la République française avec le Gouvernement de la Grande-Bretagne pour déterminer les limites des possessions respectives des deux puissances sur la partie de la côte occidentale d'Afrique située au nord de la Sierra-Leone, déposé par M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. le Ministre de la Marine et des Colonies et au sien [9 décembre] (A., p. 83; J.O., c.r., p. 1136; an., p. 41; I. 95). — Commission : 1er bureau, M. Ancel. 2e bureau, M. l'amiral Fourichon. 3e bureau, M. Le Lièvre. 4e bureau, M. Schœlcher. 5e bureau, M. de Lafayette (Edmond). 6e bureau, M. Millaud (Edouard). 7e bureau, M. de Freycinet. 8e bureau, M. l'amiral Halna du Fretay. 9e bureau, M. l'amiral marquis de Montaignac (J.O., p. 6743; F. 14). — *Président* : M. de Freycinet ; *Secrétaire :* M. Millaud (Edouard) (J.O., p. 6836; F. 15).

65. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Martigues (Bouches-du-Rhône), déposé par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, au nom de M. le Ministre des Finances [12 décembre] (A., p. 92; J.O., c.r., p. 1146; an., p. 82; I. 103). — Rapport de M. Adam [20 décembre] (A., p. 137; J.O., c.r., p. 1183; an., p. 185; I. 165). — Adoption [23 décembre] (A., p. 194; J.O., c.r., p. 1234). — Promulgation (J.O., p. 6970).

66. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Taninges (Haute-Savoie), déposé par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, au nom de M. le Ministre des Finances [12 décembre] (A., p. 92; J.O., c.r., p. 1146; an., p. 82; I. 102). — Rapport de M. Adam [19 décembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1152; an., p. 176; I. 123). — Adoption [22 décembre] (A., p. 167; J.O., c.r., p. 1210). — Promulgation (J.O., p. 6930).

67. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur les vins, les cidres, les poirés et les hydromels à l'octroi de Sallanches (Haute-Savoie), déposé par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, au nom de M. le Ministre des Finances [12 décembre] (A., p. 92; J.O., c.r., p. 1146; an., p. 82; I. 101). — Rapport de M. Adam [19 décembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1152; an., p. 176; I. 124). — Adoption [22 décembre] (A., p. 167; J.O., c.r., p. 1210). — Promulgation (J.O., p. 6931).

68. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'amélioration de la navigation de la Charente entre Angoulême et la limite du département de la Charente-Inférieure [29 juillet]. — Commission : 1er bureau, M. le comte de Cornulier-Lucinière. 2e bureau, M. Noblot. 3e bureau, M. . 4e bureau, M. Jobard. 5e bureau, M. Dufresne. 6e bureau, M. de Bosredon. 7e bureau, M. de Freycinet. 8e bureau, M. Tenaille-Saligny. 9e bureau, M. Pelletan (Eugène). — *Président :* M. Noblot; *Secrétaire-rapporteur :* M. Tenaille-Saligny. Rapport de M. Tenaille-Saligny [12 décembre] (A., p. 92; J.O., c.r., p. 1146; an., p. 81; I. 100). — Première délibération. Discussion. Adoption [20 décembre] (A., p. 122; J.O., c.r., p. 1169). — Deuxième délibération. Discussion. Adoption [26 décembre] (A., p. 221; J.O., c.r., p. 1258). — Promulgation (J.O., p. 125).

69. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire une portion de territoire de la commune de Restigné (canton de Bourgueil, arrondissement de Chinon, département d'Indre-et-Loire), pour la rattacher à la commune d'Ingrandes (canton de Langeais), même département [13 juin]. — Rapport de M. Callen [12 décembre] (A., p. 92; J.O., c.r., p. 1146; an., p. 81; I. 99). — Adoption [20 décembre] (A., p. 122; J.O., c.r., p. 1169). — Promulgation (J.O., p. 6954).

70. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la

Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Meurthe-et-Moselle à contracter un emprunt auprès de la Caisse des chemins vicinaux pour les travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun, déposé par M. Hérisson, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [12 décembre] (A., p. 93; J.O., c.r., p. 1146; an., p. 82; I. 105). — Rapport de M. Lamorte [20 décembre] (A., p. 121; J.O., c.r., p. 1169; an., p. 183; I. 162). — Adoption [23 décembre] (A., p. 194; J.O., c.r., p. 1234). — Promulgation (J.O., p. 65).

71. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire le hameau de Charabotte de la commune de Longecombe (canton de Hauteville, arrondissement de Belley, département de l'Ain), pour l'annexer à la commune de Chaley (même arrondissement), déposé par M. Hérisson, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [12 décembre] (A., p. 93; J.O., c.r., p. 1146; an., p. 82; I. 104). — Rapport de M. Foucher de Careil [19 décembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1152; an., p. 176; I. 125). — Adoption [22 décembre] (A., p. 167; J.O., c.r., p. 1210). — Promulgation (J.O., p. 66).

72. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des surtaxes sur les vins et les alcools établies à l'octroi de Neufchâteau (Vosges), déposé par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, au nom de M. le Ministre des Finances [12 décembre] (A., p. 93; J.O., c.r., p. 1146; an., p. 82; I. 106). — Rapport de M. Adam [20 décembre] (A., p. 137; J.O., c.r., p. 1183; an., p. 185; I. 166). — Adoption [23 décembre] (A., p. 194; J.O., c.r., p. 1234). — Promulgation (J.O., p. 6971).

73. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Pont-de-Beauvoisin (Isère), déposé par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances, au nom de M. le Ministre des Finances [12 décembre] (A., p. 93; J.O., c.r., p. 1146; an., p. 82; I. 107). — Rapport de M. Massé [20 décembre] (A., p. 121; J.O., c.r., p. 1169; an., p. 183; I. 160). — Adoption [23 décembre] (A., p. 195; J.O., c.r., p. 1234). — Promulgation (J.O., p. 6969).

74. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de la surtaxe établie sur les vins à l'octroi de Magnac-Laval (Haute-Vienne), déposé par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances, au nom

de M. le Ministre de l'Intérieur [12 décembre] (A., p. 93; J.O., c.r., p. 1146; an., p. 82; I. 108). — Rapport de M. Magniez [20 décembre] (A., p. 121; J.O., c.r., p. 1169; ar., p. 183; I. 159). — Adoption [23 décembre] (A., p. 195; J.O., c.r., p. 1234). — Promulgation (J.O., p. 6970).

75. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du tarif télégraphique établi par l'Arrangement conclu le 3 novembre 1882 entre la France et la Roumanie; déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, et au sien [19 décembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1153; an., p. 173; I. 117). — Commission : 1er bureau, M. Magniez. 2e bureau, M. Adam. 3e bureau, M. Le Bastard. 4e bureau, M. Munier. 5e bureau, M. Lacomme. 6e bureau, M. Labitte. 7e bureau, M. de Parieu. 8e bureau, M. Clamageran. 9e bureau, M. John Lemoinne (J.O., p. 6869; F. 17). — *Président :* M. Adam; *Secrétaire* et *Rapporteur :* M. Magniez (J.O., p. 6887; F. 18). — Rapport de M. Magniez [22 décembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1232; an., p. 197; I. 200). — L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption [27 décembre] (A., p. 249; J.O., c.r., p. 1282). — Promulgation (J.O., p. 6954).

76. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture d'un crédit de 27.617.000 francs sur le budget extraordinaire de 1882 du Ministère de la Guerre; 2° l'annulation d'un crédit de pareille somme sur le compte de liquidation et le budget extraordinaire de 1882 du même Ministère, déposé par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [14 décembre] (A., p. 97; J.O., c.r., p. 1149; an., p. 171; I. 112). — Rapport de M. Gouin; il en donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption [20 décembre] (A., p. 123; J.O., c.r., p. 1170; an., p. 184; I. 164). — Promulgation (J.O., p. 7044).

77. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant organisation de différents services en Tunisie, déposé par M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, au nom de M. le Ministre de la Justice et au sien [14 décembre] (A., p. 97; J.O., c.r., p. 1149; an., p. 171; I. 111).

78. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du tarif télégraphique établi par la Convention conclue le 3 novembre 1882, entre la France et l'Autriche-Hongrie, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien [19 décembre]

(A., p. 101; J.O., c.r., p. 1153, an., p. 173; I. 116). — Commission : 1er bureau, M. Magniez. 2e bureau, M. Adam. 3e bureau, M. Le Bastard. 4e bureau, M. Munier. 5e bureau, M. Frézoul. 6e bureau, M. Labitte. 7e bureau, M. de Parieu. — 8e bureau, M. Clamageran. 9e bureau, M. John Lemoinne (J.O., p. 6869; F. 17). — *Président :* M. Adam; *Secrétaire* et *Rapporteur :* M. Magniez (J.O., p. 6887; F. 18). — Rapport de M. Magniez [22 décembre] (A., p. 391; J.O., c.r., p. 1232; an., p. 225; I. 205). — L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption [27 décembre] (A., p. 248; J.O., c.r., p. 1282). — Promulgation (J.O., p. 6954).

79. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention relative à l'échange des mandats de poste, conclue le 8 décembre 1882, entre la France et la Grande-Bretagne, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, et au sien [19 décembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1153; an., p. 172; I. 115). — Commission : 1er bureau, M. le général comte Espivent de la Villesboisnet. 2e bureau, M. Lizot. 3e bureau, M. Le Bastard. 4e bureau, M. Munier. 5e bureau, M. Peyrat. 6e bureau, M. Boucher-Cadart. 7e bureau, M. de Parieu. 8e bureau, M. Daussel. 9e bureau, M. John Lemoinne (J.O., p. 6869; F. 17). — *Président :* M. de Parieu; *Secrétaire* et *Rapporteur :* M. John Lemoinne (J.O., p. 6887; F. 18). — Rapport de M. Munier; il en donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate [26 décembre] (A., p. 242; J.O., c.r., p. 1277; an., p. 233; I. 227). — Adoption [27 décembre] (A., p. 249; J.O., c.r., p. 1282). — Promulgation (J.O., p. 6953).

80. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction d'hôtels destinés au service des Postes et des Télégraphes, déposé par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [19 décembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1153; an., p. 174; I. 118). — Rapport de M. Parent [22 décembre] (A., p. 181; J.O., c.r., p. 1223; an., p. 191; I. 188). — Première délibération. Discussion. Adoption [26 décembre] (A., p. 221; J.O., c.r., p. 1258). — Promulgation (J.O., p. 6931).

81. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'année 1883, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [19 décembre] (A., p. 102; J.O., c.r., p. 1154; an., p. 178; I. 137). — Rapport de M. Roger-Marvaise. L'urgence est déclarée. Demande de discussion immédiate : M. Buffet. Renvoi de la discussion. — Rap-

port de M. Gouin (Ministère] de la Guerre) [27 décembre] (A., p. 250, 254; J.O., c.r., p. 1283, 1287; an., p. 235; I. 230, 231). — Article 1er, état A (Ministère des Travaux publics) : chapitres 1 à 7. Adoption. Chapitre 8 : MM. Hervé de Saisy, Hérisson, Ministre des Travaux publics, le Président. Adoption. Chapitres 9 à 13. Adoption. — Ministère des Postes et des Télégraphes : chapitres 1 et 2. Adoption. Adoption de l'article 1er et de l'état A y annexé. — Article 2, paragraphe 1er. Amendement de M. Gouin : MM. Gouin, le Ministre des Travaux publics, Krantz, Roger-Marvaise, rapporteur ; Tolain, le Président, Tirard, Ministre des Finances. — Etat B. Adoption. Adoption du paragraphe 1er. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Gouin. — Reprise de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883. — Article 2, paragraphes 2 et 3. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 2. — Article 3 et l'état C y annexé. Adoption. — Articles 4 à 8. Adoption. — Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 décembre] (A., p. 276; J.O., c.r., p. 1305). — Promulgation (J.O., p. 7041).

82. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 350.000 francs, applicable au chapitre 73 (Manufactures de l'État), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [19 décembre] (A., p. 102; J.O., c.r., p. 1154; an., p. 178; I. 136). — Rapport de M. Faye; il en donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption [20 décembre] (A., p. 122; J.O., c.r., p. 1170; an., p. 184; I. 163). — Promulgation (J.O., p. 6897).

83. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, d'un crédit de 200.000 francs pour venir au secours des marins victimes d'événements de mer exceptionnels, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de la Marine et des Colonies et au sien [19 décembre] (A., p. 102; J.O., c.r., p. 1154; an., p. 181; I. 139). — Rapport de M. Béraldi [21 décembre] (A., p. 145; J.O., c.r., p. 1190; an., p. 186; I. 172). — Adoption [23 décembre] (A., p. 195; J.O., c.r., p. 1234). — Promulgation (J.O., p. 7014).

84. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° l'approbation d'une cession et d'un échange d'immeubles domaniaux à Bordeaux; 2° l'association générale de la dépense évaluée à 340.000 francs qu'entraînera la construction de l'hôtel du quartier général du 18e corps d'armée, déposé par

M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de la Guerre et au sien [19 décembre] (A., p. 102; J.O., c.r., p. 1154; an., p. 181; I. 138). — Rapport de M. Malens [23 décembre] (A., p. 207; J.O., c.r., p. 1245; an., p. 229; I. 215). — Adoption [28 décembre] (A., p. 272; J.O., c.r., p. 1302). — Promulgation (J.O., p. 7014).

85. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des taxes sur le vin et l'alcool établies à l'octroi d'Hazebrouck (Nord), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [19 décembre] (A., p. 102; J.O., c.r., p. 1154; an., p. 181; I. 145). — Rapport de M. Massiet du Biest [21 décembre] (A., p. 145; J.O., c.r., p. 1190; an., p. 187; I. 175). — Adoption [26 décembre] (A., p. 221; J.O., c.r., p. 1258). — Promulgation (J.O., p. 6970).

86. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des surtaxes établies sur les vins et l'alcool à l'octroi d'Avesnes (Nord), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [19 décembre] A., p. 102; J.O., c.r., p. 1154; an., p. 181; I. 144). — Rapport de M. Massiet du Biest [21 décembre] (A., p. 144; J.O., c.r., p. 1190; an., p. 187; I. 174). — Adoption [26 décembre] (A., p. 220; J.O., c.r., p. 1258). — Promulgation (J.O., p. 6971).

87. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Darnétal (Seine-Inférieure), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [19 décembre] (A., p. 102; J.O., c.r., p. 1154; an., p. 181; I. 143). — Rapport de M. Lacave-Laplagne [21 décembre] (A., p. 143; J.O., c.r., p. 1189; an., p. 185; I. 167). — Adoption [26 décembre (A., p. 220; J.O., c.r., p. 1258). — Promulgation (J.O., p. 6970).

88. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Pontoise (Seine-et-Oise), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [19 décembre] (A., p. 103; J.O., c.r., p. 1154; an., p. 181; I. 142). — Rapport de M. Lacave-Laplagne [21 décembre] (A., p. 143; J.O., c.r., p. 1189; an., p. 185; I. 168.)— Adoption [26 décembre] (A., p. 220; J.O., c.r., p. 1258). — Promulgation (J.O., p. 6971).

89. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Plounéventer (Finistère), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [19 décembre (A., p. 103; J.O., c.r., p. 1154; an., p. 181; I. 141). — Rapport de M. Soubigou [22 décembre] (A., p. 166; J.O., c.r., p. 1210; an., p. 189; I. 182). — Adoption [29 décembre] (A., p. 308; J.O., c.r., p. 1333). — Promulgation (J.O., p. 7016).

90. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de surtaxes sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Dieppe (Seine-Inférieure), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [19 décembre] (A., p. 103; J.O., c.r., p. 1154; an., p. 181; I. 140). — Rapport de M. Lacave-Laplagne [22 décembre] (A., p. 166; J.O., c.r., p. 1210; an., p. 188; I. 180). — Adoption [27 décembre] (A., p. 248; J.O., c.r., p. 1281). — Promulgation (J.O., p. 7014).

91. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Ille-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement pour l'entretien des chemins vicinaux de grande communication, déposé par M. Fallières, Ministre de l'Intérieur [19 décembre] (A., p. 119; J.O., c.r., p. 1168; an., p. 181; I. 146). — Rapport de M. Soubigou [22 décembre] (A., p. 166; J.O., c.r., p. 1210; an., p. 189; I. 183). — Adoption [29 décembre] (A., p. 308; J.O., c.r., p. 1333). — Promulgation (J.O., p. 90).

92. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Tarn-et-Garonne à contracter un emprunt pour l'agrandissement de l'école normale d'instituteurs, déposé par M. Fallières, Ministre de l'Intérieur [19 décembre] (A., p. 119; J.O., c.r., p. 1168; an., p. 181; I. 146). — Rapport de M. Brugerolle [22 décembre] (A., p. 166; J.O., c.r., p. 1210; an., p. 189; I. 185). — Adoption [27 décembre] (A., p. 248; J.O., c.r., p. 1281). — Promulgation (J.O., p. 90).

93. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre bre des Députés, tendant à autoriser le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement pour l'entretien des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun, déposé par M. Fallières, Ministre de l'Intérieur [19 décembre] (A., p. 119; J.O., c.r., p. 1168; an., p. 181; I. 148).

94. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre

des Députés, tendant à autoriser le département de Tarn-et-Garonne à créer des ressources extraordinaires pour le rachat de deux ponts à péage, pour les chemins vicinaux et pour diverses autres dépenses d'intérêt départemental, déposé par M. Fallières, Ministre de l'Intérieur [19 décembre] (A., p. 119; J.O., c.r., p. 1168; an., p. 181; I. 149). — Rapport de M. Brugerolle [22 décembre] (A., p. 166; J.O., c.r., p. 1210; an., p. 190; I. 186). — Adoption [27 décembre] (A., p. 248; J.O., c.r., p. 1281). — Promulgation (J.O., p. 90).

95. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet: 1° l'annulation d'un crédit extraordinaire de 1.400.000 francs ouvert au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1881, pour l'acquisition et l'aménagement d'un hôtel d'ambassade à Saint-Pétersbourg; 2° l'ouverture au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 900.000 francs, pour l'acquisition et l'aménagement d'un hôtel d'ambassade à Madrid; déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères [20 décembre] (A., p. 122; J.O., c.r., p. 1170; an., p. 182; I. 155). — Rapport de M. de Rémusat. L'urgence est déclarée. Lecture du rapport. Discussion immédiate. Adoption successive des articles et au scrutin de l'ensemble du projet de loi [21 décembre] (A., p. 144; J.O., c.r., p. 1189; an., p. 186; I. 171). — Promulgation (J.O., p. 6882).

96. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur les vins et sur l'alcool à l'octroi d'Armentières, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [20 décembre] (A., p. 122; J.O., c.r., p. 1170; an., p. 182; I. 156). — Rapport de M. Massiet du Biest [22 décembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1232; an., p. 225; I. 204). — Adoption [27 décembre] (A., p. 248; J.O., c.r., p. 1282). — Promulgation (J.O., p. 7014).

97. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur les vins et l'alcool à l'octroi de Merville (Nord), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [20 décembre] (A., p. 122; J.O., c.r., p. 1170; an., p. 182; I. 157). — Rapport de M. Massiet du Biest [21 décembre] (A., p. 144, 145; J.O., c.r., p. 1190; an., p. 186; I. 173). — Adoption [26 décembre] (A., p. 221; J.O., c.r., p. 1258). — Promulgation (J.O., p. 6971).

98. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur les

vins à l'octroi de Menton (Alpes-Maritimes), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [20 décembre] (A., p. 122; J.O., c.r., p. 1170; an., p. 183; I. 158). — Rapport de M. Dupré [23 décembre] (A., p. 207; J.O., c.r., p. 1245; an., p. 230; I. 216). — Adoption [28 décembre] (A., p. 272; J.O., c.r., p. 1302). — Promulgation (J.O., p. 7016).

99. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires, déposé par M. Fallières, Ministre de l'Intérieur [20 décembre] (A., p. 122; J.O., c.r., p. 1170; an., p. 182; I. 154).

100. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales, déposé par M. Fallières, Ministre de l'Intérieur [20 décembre] (A., p. 122; J.O., c.r., p. 1170; an., p. 182; I. 153). — Rapport de M. Brugerolle [22 décembre] (A., p. 166; J.O., c.r., p. 1210; an., p. 189; I. 184). — Adoption [27 décembre] (A., p. 248; J.O., c.r., p. 1282). — Promulgation (J.O., p. 90).

101. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Marne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices, déposé par M. Fallières, Ministre de l'Intérieur [20 décembre] (J.O., c.r., p. 1170). — Déposé par erreur et retiré le lendemain.

102. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception de surtaxes sur les vins, sur les cidres, les poirés et les hydromels et sur l'alcool à l'octroi de Lille (Nord), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [20 décembre] (A., p. 141; J.O., c.r., p. 1186; an., p. 182; I. 152). — Rapport de M. Massiet du Biest [21 décembre] (A., p. 145; J.O., c.r., p. 1190; an., p. 187; I. 176). — Adoption [26 décembre] (A., p. 221; J.O., c.r., p. 1258). — Promulgation (J.O., p. 6970).

103. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de surtaxes sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Lyon (Rhône), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [21 décembre] (A., p. 162; J.O., c.r., p. 1205; an., p. 187; I. 177). — Rapport de M. Munier [23 décembre] (A., p. 194; J.O.,

c.r., p. 1233; an., p. 228; I. 212). — Adoption [27 decembre] (A., p. 248; J.O., c.r., p. 1282). — Promulgation (J.O., p. 7015).

104. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception de surtaxes sur les vins, sur les cidres, les poirés et l'hydromel et sur l'alcool à l'octroi de Granville (Manche), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [21 décembre] (A., p. 162; J.O., c.r., p. 1205; an., p. 187; I. 178). — Rapport de M. Lacave-Laplagne [23 décembre] (A., p. 194; J.O., c.r., p. 1233; an., p. 225; I. 206). — Adoption [28 décembre] (A., p. 272; J.O., c.r., p. 1302). — Promulgation (J.O., p. 7015).

105. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Roubaix (Nord), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, [21 décembre] (A., p. 162; J.O., c.r., p. 1205; an., p. 187; I. 179). — Rapport de M. Massiet du Biest [22 décembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1232; an., p. 225; I. 203). — Adoption [27 décembre] (A., p. 248; J.O., c.r., p. 1282). — Promulgation (J.O., p. 7016).

106. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Marans à Surgères [5 août]. — Rapport de M. Chardon [22 décembre] (A., p. 166; J.O., c.r., p. 1210; an., p. 488; I. 181). — L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption [27 décembre] (A., p. 249; J.O., c.r., p. 1283). — Promulgation (J.O., p. 314).

107. Projet de loi ayant pour objet la déclaration publique d'un chemin de fer de Trilport à la Ferté-Milon [22 décembre]. — Rapport de M. Cuvinot [22 décembre] (A., p. 166; J.O., c.r., p. 1210; an., p. 190; I. 187). — L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption [27 décembre] (A., p. 249; J.O., c.r., p. 1283). — Promulgation (J.O., p. 314).

108. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet le classement, dans le département des Basses-Alpes, d'une nouvelle route nationale d'Entrevaux à Barcelonnette, déposé, par M. Hérisson, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [22 décembre] (A. p. 191; J. O., c. r., p. 1232; an., p. 197; I. 199). — M. Émile Labiche demande le renvoi à la Commission d'intérêt local et la déclaration d'urgence. L'urgence et le renvoi à la Commission d'intérêt local sont adoptés [26 décembre] (A., p. 243; J. O., c.r., p. 1278). — Rapport de M. Munier [27 décembre] (A.,

p. 267; J. O., c. r., p. 1299; an., p. 246; I. 238). — Adoption [29 décembre] (A. p. 305; J.O., c.r., p. 1331). — Promulgation (J.O., p. 314).

109. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger le délai fixé par la loi du 23 mars 1874, pour rendre définitive la concession du chemin de Pont-de-Montgon à Arvan, accordée à titre éventuel à la Compagnie des chemins de fer du Midi, déposé par M. Hérisson, Ministre des Travaux publics [22 décembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1232; an., p. 197; I. 198). — Rapport de M. Vivenot [23 décembre] (A., p. 194; J.O., c.r., p. 1233; an., p. 227; I. 210). — Adoption [28 décembre] (A., p. 274; J.O., c.r., p. 1303). — Promulgation (J.O., p. 7017).

110. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° la régularisation des décrets rendus en Conseil d'État qui ont ouvert des crédits à divers Ministères sur l'exercice 1882; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881, 3° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos; 5° l'ouverture de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général de l'État, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [22 décembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1232; an., p. 192; I. 189). — Rapport de M. Parent. L'urgence est déclarée. Demande de discussion immédiate. Adoption [28 décembre] (A., p. 289; J.O., c.r., p. 1316; an., p. 251; I. 255). — Promulgation (J.O., p. 1).

111. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au budget du Ministre des Finances sur l'exercice 1882 d'un crédit supplémentaire de 634.500 francs applicable au service des impressions, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [22 décembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1232; an. p. 193; I. 190). — Rapport de M. Faye. En donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption au scrutin du projet de loi [28 décembre] (A., p. 297; J. O., c. r., p. 1323; an., p. 252; I. 256). — Promulgation (J. O., p. 7014).

112. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Saint-Léonard (Haute-Vienne), déposé par M. Tirard, Ministre de la Justice [22 décembre] (A. p. 191; J.O., c.r., p. 1232; an., p. 193; I. 191).

— Rapport de M. Lacave-Laplagne [23 décembre] (A., p. 210; J. O., c. r., p. 1248; an., p. 230; I. 217).—Adoption [28 décembre] (A., p. 272; J.O., c.r., p. 1302). — Promulgation (J.O., p. 7016).

113. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur les spiritueux à l'octroi de Poullan (Finistère), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [22 décembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1232; an., p. 193; I. 192). — Rapport de M. Soubigou [26 décembre] (A., p. 220; J.O., c.r., 1258; an., p. 232; I. 224). — Adoption [29 décembre] (A., p. 308; J.O., c.r., p. 1333). — Promulgation (J.O., p. 7016).

114. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de surtaxes sur le vin et sur l'alcool perçues à l'octroi d'Estaires (Nord), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [22 décembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1232; an., p. 194; I. 193). — Rapport de M. Munier [26 décembre] (A., p. 223; J.O., c.r., p. 1260; an., p. 233; I. 226). — Adoption [29 décembre] (A., p. 305; J.O., c.r., p. 1331). — Promulgation (J.O., p. 7015).

115. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Guipavas (Finistère), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [22 décembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1232; an., p. 194; I. 194).— Rapport de M. Soubigou [26 décembre] (A., p. 220; J.O., c.r., p. 1258; an., p. 232; I. 223). — Adoption [29 décembre] (A., p. 308; J.O., c.r., p. 1333). — Promulgation (J.O., p. 7015).

116. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception de surtaxes sur les vins, cidres, poirés et hydromels et sur l'alcool à l'octroi de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [22 décembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1232; an., p. 194; I. 195). — Rapport de M. Soubigou [26 décembre] (A., p. 220: J.O., c.r., p. 1258; an., p. 232; I. 225). — Adoption [29 décembre] (A., p. 308; J.O., c.r., p. 1333). — Promulgation (J.O., p. 7016).

117. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de supprimer les classes de préfectures et sous-préfectures et d'établir des classes personnelles aux fonctionnaires [22 mai]. — Rapport de M. Boucher-Cadart [22 décembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1232; an., p. 198; I. 201).

118. Projet de loi sur le régime des eaux [24 janvier]. — Rapport de M. Cuvinot [22 décembre] (A., p. 191 ; J.O., c.r., p. 1232 ; an., p. 200 ; I. 202). — Commission : 1er bureau, M. Dupré. 2e bureau, M. de La Sicotière. 3e bureau, M. Cuvinot. 4e bureau, M. Michal-Ladichère. 5e bureau, M. Blanc (Xavier). 6e bureau, M. Le Royer. 7e bureau, M. Salneuve. 8e bureau, M. Brun (Charles). 9e bureau, M. Krantz. *Président* : M. Michal-Ladichère ; *Secrétaire*, M. Cuvinot.

119. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 14 juillet 1856, sur les établissements d'eaux minérales naturelles [27 juin]. — M. Parent dépose son rapport [23 décembre] (A., p. 194; J.O., c.r., p. 1233 ; A., p. 226 ; I. 209).

120. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies d'un crédit de 664.645 francs sur le Budget extraordinaire de 1882 ; 2° annulation d'une somme égale sur le Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de 1881, déposé par M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies [23 décembre] (A., p. 194 ; J.O., c.r., p. 1234 ; an., p. 226 ; I. 207). — Rapport de M. Béraldi [27 décembre] (A., p. 258 ; J.O., c.r., p. 1291 ; an., p. 238 ; I. 232).

121. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 900.000 francs ; 2° annulation d'un crédit d'égale somme sur l'exercice 1881, même chapitre, déposé par M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies [23 décembre] (A., p. 194; J.O., c.r., p. 1234 ; an., p. 226 ; I. 208). — Rapport de M. Béraldi [27 décembre] (A., p. 258; J.O., c.r., p. 1291 ; an., p. 238 ; I. 233).

122. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la surveillance des étalons, déposé par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture [23 décembre] (A., p. 194; J.O., c.r., p. 1234 ; an., p. 228 ; I. 211).

123. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une Convention relative aux services de surveillance et des douanes sur les chemins de fer de Tarragone à Barcelone et France et du Midi de la France, déposé par M. de Mahy, Ministre de l'Agriculture, au nom de M. le Ministre des Affaires étran-

gères, Président du Conseil [23 décembre] (A., p. 214; J.O., c.r., p. 1252; an., p. 230; I. 218).

124. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool établie à l'octroi de Launion (Côtes-du-Nord), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [23 décembre] (A., p. 214; J.O., c.r., p. 1252; an., p. 232; I. 219). — M. Soubigou dépose son rapport. En donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion. Renvoi [28 décembre] (A., p. 275; J.O., c.r., p. 1305; an., p. 251; I. 244). — Adoption [29 décembre] (A., p. 306; J.O., c.r., p. 1332). — Promulgation (J.O., p. 7015).

125. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Saint-Pierre-Quilbignon (Finistère), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [23 décembre] (A., p. 214; J.O., c.r., p. 1252; an., p. 232; I. 220). — Rapport de M. Soubigou. En donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Renvoi [28 décembre (A., p. 298; J.O., c.r., p. 1325; an., p. 251; I. 252). — Adoption [29 décembre] (A., p. 306; J.O., c.r., p. 1332). — Promulgation (J.O., p. 7017).

126. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception de surtaxes sur les vins, les cidres et les alcools à l'octroi de Mayenne (Mayenne), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [23 décembre] (A., p. 214; J.O., c.r., p. 1252; an., p. 232; I. 221). — Rapport de M. Lacave-Laplagne. En donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Renvoi [28 décembre] (A., p. 274; J.O., c.r., p. 1303; an., p. 247; I. 241). — Adoption [29 décembre] (A., p. 306; J.O., c.r., p. 1331). — Promulgation (J.O., p. 7015).

127. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de régler les rapports des Compagnies de chemins de fer avec leurs agents commissionnés, transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [26 décembre] (A., p. 219; J.O., c.r., p. 1257; an., p. 232; I. 722).

128. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1° ouverture sur l'exercice 1882 d'un crédit extraordinaire de 225.000 francs pour les dépenses de l'Exposition internationale d'Amsterdam; 2° annulation sur le même exercice d'un crédit de 80.000 francs afférent à l'Exposition internationale de Melbourne,

déposé par M. Pierre Legrand, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien [26 décembre] (A., p. 243; J.O., c.r., p. 1277; an., p. 234; I. 228). — Rapport de M. Barne. En donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Renvoi [28 décembre] (A., p. 299; J.O., c.r., p. 1325; an., p. 253; I. 261). — Adoption au scrutin [29 décembre] (A., p. 306; J.O., c.r., p. 1332). — Promulgation (J.O., p. 201).

129. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Charente-Inférieure à contracter un emprunt à la Caisse des lycées, collèges et écoles pour la création d'une école normale d'institutrices, déposé par M. Legrand, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [26 décembre] (A., p. 243; J.O., c.r., p. 1278; an., p. 235; I. 229). — Rapport de M. Brugerolle; il en donne lecture. L'urgence est déclarée. Demande de discussion immédiate. Renvoi [28 décembre] (A., p. 273; J.O., c.r., p. 1302; an., p. 247; I. 239). — Adoption [29 décembre] (A., p. 306; J.O., c.r., p. 1331). — Promulgation (J.O., p. 89).

130. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la perception de surtaxes à l'octroi de Clermont (Oise), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [27 décembre] (A., p. 258; J.O., c.r., p. 1291; an., p. 239; I. 234). — Rapport de M. Lacave-Laplagne; il en donne lecture. L'urgence est déclarée. Demande de discussion immédiate. Renvoi [28 décembre] (A., p. 273; J.O., c.r., p. 1383; an., p. 247; I. 239). — Adoption [29 décembre] (A., p. 306; J.O., c.r., p. 1331). — Promulgation (J.O., p. 7014).

131. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi sur la réhabilitation des condamnés, la libération conditionnelle et le patronage des libérés, déposée par M. Bérenger [27 décembre] (A., p. 267; J.O., c.r., p. 1299; an., p. 239; I. 235).

132. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Finances, de crédits supplémentaires et extraordinaires montant à 25 millions de francs pour les frais de l'occupation de la Tunisie en 1883, déposé par M. Hérisson, Ministre des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, Président du Conseil, de la Guerre, de la Marine et des Colonies et des Finances [27 décembre]

(A., p. 267; J.O., c.r., p. 1299; an., p. 246; I. 238). — Rapport de M. Béraldi. L'urgence est déclarée. Demande de discussion immédiate : MM. le duc de Broglie, général Billot, Ministre de la Guerre. Adoption au scrutin [28 décembre] (A., p. 274, 293; J.O., c.r., p. 1304; an., p. 247; I. 242). — Promulgation (J.O., p. 8).

133. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au déclassement de la batterie des Lions à Marseille, déposé par M. le général Billot, Ministre de la Guerre [27 décembre] (A., p. 267; J.O., c.r., p. 1299; an., p. 246; I. 237) — Rapport et lecture par M. Munier. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Renvoi [28 décembre] (A., p. 298; J.O., c.r., p. 1324; an., p. 251; I. 254). — Adoption [29 décembre] (A., p. 306; J.O., c.r., p. 1332). — Promulgation (J.O., p. 66).

134 Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention signée à la Haye, le 16 mai 1882, pour réglementer la police de la pêche dans les mers du Nord, en dehors de la zone territoriale, déposé par M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil, et au sien [28 décembre] (A., p. 275; J.O., c.r., p. 1305; an., p. 247; I. 243).

135. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Montmorency (Seine-et-Oise), déposé par M. Tirard, Ministre des Finances. — Rapport de M. Brugerolle ; il en donne lecture. Discussion immédiate. Renvoi [28 décembre] (A., p. 298; J.O., c.r., p. 1316, 1325; an., p. 252; I. 257). — Adoption [29 décembre] (A., p. 306; J.O., c.r., p. 1332; an., p. 253; I. 260). — Promulgation (J.O., p. 7016).

136. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt pour l'agrandissement des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances [28 décembre] (A., p. 289; J.O., c.r., p. 1356; an., p. 251; I. 250).

137. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la

Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1883, d'un crédit extraordinaire de 1.275.000 francs pour dépenses de la mission de M. Savorgnan de Brazza dans l'Ouest africain, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de la Marine et des Colonies, du Ministre des Affaires étrangères et au sien [28 décembre] (A., p. 289; J.O., c.r., p. 1316; an., p. 251; I. 251). — Rapport de M. Barne. Adoption [29 decembre] (A., p. 307; J.O., c.r., p. 1332; an., p. 253; I. 262). — Promulgation (J.O., p. 169).

138. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant augmentation des fonds de subvention et d'avances mis à la disposition de la Caisse des lycées, collèges et écoles primaires, déposé par M. Logerotte, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au nom de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [28 décembre] (A., p. 298; J.O., c.r., p. 1324; an., p. 252; I. 258).

139. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Boulogne (Pas-de-Calais) à emprunter 500.000 francs, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur (an., p. 251; I. 249). — M. Munier dépose son rapport. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Renvoi [28 décembre] (A., p. 289, 298; J.O., c.r., p. 1316, 1324; an., p. 251; I. 253). — Adoption [29 décembre] (A., p. 306; J.O., c.r., p. 1332). — Promulgation (J.O., p. 90).

140. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Marne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux des chemins vicinaux de grande communication et des chemins vicinaux ordinaires, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [28 décembre] (A., p. 289; J.O., c.r., p. 1316; an., p. 251; I. 247).

141. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Vosges à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [28 décembre] (A., p. 289; J.O., c.r., p. 1316; an., 251; I. 246).

142. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre

des Députés, tendant à autoriser le département de l'Ariège à contracter un emprunt pour la création d'une école normale d'institutrices à Foix, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [28 décembre] (A., p. 289; J.O., c.r., p. 1316; an., p. 251; I. 245).

143. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Manche à s'imposer extraordinairement pour l'entretien des chemins d'intérêt commun, déposé par M. Tirard, Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur [28 décembre] (A., p. 289; J.O., c.r., p. 1316; an., p. 251; I. 248).

LORGERIL (vicomte de). Inamovible. — Président de la 7e Commission des pétitions (J.O., p. 6079). — Fait une rectification au procès-verbal [12 décembre] (A., p. 91; J.O., c.r., p. 1145).

LOT. — Demande à s'imposer extarordinairement pour les travaux des chemins de grande et moyenne communication. V. loi 18.

LOUDUN (Vienne). — Perception à son octroi d'une surtaxe sur le vin. V. loi 3.

LYON (Rhône). — Prorogation de surtaxes sur les vins et sur les alcools à son octroi. V. loi 103.

MAGNAC-LAVAL (Haute-Vienne). — Prorogation de surtaxes sur les vins à son octroi. V. loi 74.

MAGNIEZ Somme. — Secrétaire de la 8e Commission d'intérêt local (J.O. p. 6193; F. 4). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'approbation d'un échange de terrains en nature de dunes, dans le département de la Vendée, entre l'État et MM. Émile Dodin, propriétaire à la Chapelle-Palluau, et Charles Pelloquin, fermier à Fenouiller [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1087; an., p. 11; I. 45).— Dépose, au nom de la 8e Commission d'intérêt local, un rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Nord à contracter un emprunt pour l'installation de l'école normale d'institutrices. Depose également, au nom de la même Com-

mission, un rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Indre-et-Loire à créer des ressources extraordinaires pour le payement de travaux de construction d'un chemin de fer d'intérêt local [4 décembre] (A., p. 47; J.O., c.r., p. 1105; an., p. 30, I. 64, 65). — Dépose un rapport, fait au nom de la 8e Commission d'intérêt local, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Cambrai (Nord) à emprunter une somme de 250.000 francs [5 décembre] (A., p. 65; J.O., c.r., p. 1121; an. p. 32; I. 73). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er, la perception de surtaxes sur les vins et sur les alcools à l'octroi d'Yvetot (Seine-Inférieure); le 2e, la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Pont-de-Beauvoisin (Savoie) [19 décembre] (A., p. 101; J.O., c.r., p. 1153; an., p. 175; I. 121, 122). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Magnac-Laval (Haute-Vienne) [20 décembre] (A., p. 121; J.O., c.r., p. 1169; an., p. 183; I. 159). — Secrétaire et rapporteur des deux Commissions chargées de l'examen des deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant approbation du tarif télégraphique établi par l'Arrangement conclu, le 3 novembre 1882: 1° entre la France et l'Autriche-Hongrie; 2° entre la France et la Roumanie (J.O., p. 6887; F. 18). — Dépose deux rapports sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant: le 1er approbation du tarif télégraphique établi par l'Arrangement conclu, le 3 novembre 1882, entre la France et la Roumanie; le 2e, approbation du tarif télégraphique établi par l'Arrangement conclu, le 3 novembre 1882, entre la France et l'Autriche-Hongrie [22 décembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1232; an., p. 197; I. 200, 205). — Membre de Commissions (F. 3, 4, 17; J.O., p. 6153, 6193, 6869).

MAGNIN. Inamovible. — Dépose une pétition des créanciers du chemin de fer de Tréport [26 novembre] (J.O., p. 1086).

MAHY (de), *Ministre de l'Agriculture.* — Demande la remise de la discussion de la proposition de loi relative au droit d'association [14 novembre] (A., p. 7; J.O., c.r., p. 1066). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la surveillance des étalons. Dépose, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, un projet de loi portant approbation d'une Convention passée entre la France et l'Espagne [23 décembre] (A., p. 194; J.O., c.r., p. 1234; an.

p. 228; I. 211). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [27 décembre] (A., p. 260; J.O., c.r., p. 1292).

MALENS. Drôme. — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances d'un crédit supplémentaire de 440.000 francs, sur l'exercice 1882, pour les victimes du coup d'État du 2 décembre 1851. En donne lecture [28 novembre] (A., p. 31; J.O., c.r., p. 1091; an., p. 15; I. 56). — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir un crédit extraordinaire d'un million par addition au budget du Ministère de l'Intérieur et des Cultes, sur l'exercice 1882, pour venir en aide aux populations éprouvées par les inondations. En donne lecture [9 décembre] (A., p. 85; J.O., c.r., p. 1138; an., p. 42; I. 96). — Dépose un rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° l'approbation d'une cession et d'un échanges d'immeubles domaniaux à Bordeaux; 2° l'allocation générale de la dépense évaluée à 340.000 francs qu'entraînera la construction de l'hôtel du quartier général du 18e corps d'armée [23 décembre] (A., p. 207; J.O., c.r., p. 1245; an., p. 229; I. 215).

MANCHE. — Demande à s'imposer extraordinairement pour l'entretien des chemins d'intérêt commun. V. loi 143.

MARNE. — Demande à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement pour les travaux des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices. V. loi 101. — Demande à créer des ressources extraordinaires pour travaux de chemins vicinaux de grande communication et de chemins vicinaux ordinaires. V. loi 140.

MARTENOT. Allier. — Dépose une pétition des agents des ponts et chaussées de l'Allier, en résidence à Moulins (Allier) [20 décembre] (J.O., p. 1186). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

MARTIGUES. Bouches-du-Rhône. — Perception d'une surtaxe sur le vin à son octroi. V. loi 65.

MARTIN (Henri). Aisne. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les traité et actes passés entre M. de Savorgnan de Brazza et le roi Makoko (J.O., p. 6394; F. 6). — Dépose une pétition de la Société de

secours mutuels de Pargny et Filain (Aisne) [25 novembre] (J.O., p. 1086.) — Dépose une pétition de la Société de secours mutuels de Berlise (Aisne) [8 décembre] (J.O., p. 1129). — Dépose une pétition de la Société de secours mutuels de Bohain (Aisne) [20 décembre] (J.O., p. 1168). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 6324).

MASSÉ. Nièvre. — Dépose deux rapports : 1° sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Cher à contracter deux emprunts pour l'agrandissement de l'asile d'aliénés de Beauregard, et la construction d'une école normale d'institutrices; 2° sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Annecy (Haute-Savoie) à emprunter 20.900 francs et à s'imposer extraordinairement [25 novembre] (A., p. 23; J.O., c.r., p. 1083; an., p. 7; I. 23, 25). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Morbihan à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices [30 novembre] (A., p. 35; J.O., c.r., p. 1095; an., p. 16; I. 59). — Dépose le rapport fait au nom de la 8e Commission d'intérêt local, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Corrèze à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses départementales [4 décembre] (A., p. 50: J.O., c.r., p. 1107; an., p. 30; I. 67). — Dépose deux rapports faits au nom de la 8e Commission d'intérêt local, chargée d'examiner les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er la perception de surtaxes sur les vins, les cidres et les alcools à l'octroi de Châteaulin (Finistère); le 2e l'approbation d'un échange de terrains, dans le département de l'Allier, entre l'État et les époux Pâtissier [19 décembre] (A., p. 102; J.O., c.r., p. 1154; an., p. 177; I. 134, 135). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'établissement d'une surtaxe sur les vins à l octroi de Pont-de-Beauvoisin (Isère) [20 décembre] (A., p. 121; J.O., c.r., p. 1169; an., p. 183; I. 160). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

MASSIET DU BIEST. Nord — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er, la prorogation des surtaxes établies sur les vins et l'alcool à l'octroi d'Avesnes (Nord); le 2e, la prorogation des surtaxes sur le vin et sur l'alcool établies à l'octroi d'Hazebrouck (Nord); le 3e la prorogation des surtaxes sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Merville (Nord);

le 4e, la perception de surtaxes sur les vins, sur les cidres, sur les poirés, sur les hydromels et sur l'alcool à l'octroi de Lille (Nord) [21 décembre] (A., p. 144; J.O., c.r., p. 1190; an., p. 187; I. 173, 174, 175, 176). — Dépose deux rapports sur des projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er la prorogation d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Roubaix (Nord); le 2e la perception de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi d'Armentières [22 décembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1232; an., p. 225; I. 203, 204). — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

MATHEY (Alfred). Saône-et-Loire. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

MAYENNE. — Demande à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales. V. loi 19.

MAYENNE (ville de) (Mayenne). — Perception de surtaxes sur les vins, les cidres et les alcools à son octroi. V. loi 126.

MAYRAN. Aveyron. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

MAZEAU. Côte-d'Or. — Dépose une pétition de la société de secours mutuels de Nuits (Côte-d'Or) [10 décembre] (J.O., p. 1140).

MEINADIER (colonel). Gard. — Dépose une pétition de la Commission administrative de la société de secours mutuels de Versailles dite des Ménages prévoyants [14 novembre] (J.O., c.r., p. 1067). — S'excuse de ne pouvoir assister aux prochaines séances du Sénat [16 décembre] (A., p. 9; J.O., c.r., p. 1069). — Secrétaire et Rapporteur de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. le colonel Meinadier et de plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article 1er de la loi du 19 août 1881 et à admettre au bénéfice de cette loi les anciens militaires pourvus d'emplois rétribués par l'État, les départements et les communes (J.O., p. 6836; F. 15). — Dépose une pétition de la Société de secours mutuels, l'Union de Versailles (Seine-et-Oise) [20 décembre] (J.O., p. 1168). — S'excuse de ne pouvoir assister aux prochaines séances [26 décembre] (A., p. 219; J.O., c.r., p. 1257). — Membre de Commissions (F. 3, 14; J.O., p. 6153, 6743).

MENTON (Alpes-Maritimes). — Perception d'une surtaxe sur les vins à son octroi. V. loi 98.

MÉRODE (comte de). Doubs. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

MERVILLE. Nord. — Perception d'une surtaxe sur les vins et l'alcool à son octroi. V. loi 97.

MEURTHE-ET-MOSELLE. — Demande à contracter un emprunt à la Caisse des chemins vicinaux pour travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun. V. loi 70.

MICHAL-LADICHÈRE. Isère. — Demande un congé [14 novembre] (A., p. 5; J.O., c.r., p. 1065).

MILLAUD (Édouard). Rhône. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à un Arrangement passé par le Gouvernement de la République française avec le Gouvernement de la Grande-Bretagne pour déterminer les limites des possessions respectives des deux puissances sur la partie de la côte occidentale d'Afrique située au nord de Sierra-Leone (J.O., p. 6836; F. 15). — Dépose une pétition des sous-agents des postes et des télégraphes (facteurs de ville et facteurs ruraux) de Lyon (Rhône) [20 décembre] (J.O., p. 1186). — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

MILHET-FONTARABIE. La Réunion. — Rapport de M. Honnoré sur son élection. Son admission [14 novembre] (A., p. 5; J.O., c.r., p. 1065.

MISSION confiée à M. Savorgnan de Brazza, chargé d'explorer l'Ouest africain. V. loi 137.

MONTAIGNAC (amiral marquis de). Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'assimilation au grade de capitaine de frégate: des mécaniciens en chef, des commissaires adjoints, des inspecteurs adjoints, des médecins et pharmaciens principaux, des médecins et pharmaciens professeurs, en remplacement de M. le général Frébault, démissionnaire (J.O., p. 6613; F. 11). — Dépose une pétition des agents des ponts et chaussées de l'Allier et une pétition des conducteurs et employés secondaires des ponts et chaussées du même département

[20 décembre] (J.O., p. 1186). — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743.)

MONTMORENCY (Seine-et-Oise). — Perception de surtaxes sur le vin et l'alcool à son octroi. V. loi 135.

MORBIHAN. — Demande à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices. V. loi 28.

MUNIER (Rhône). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention signée à Paris, le 28 décembre 1880, entre la France et la Suisse, pour réglementer la pêche dans les eaux frontières [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1088; an., p. 13; I. 50). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de surtaxes sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Lyon (Rhône) [23 décembre] (A., p. 194; J.O., c.r., p. 1233; an., p. 228; I. 212). — Dépose un rapport fait au nom de la 9e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la perception de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de la commune d'Estaires (Nord). Dépose un rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, qui porte approbation de la Convention relative à l'échange des mandats de poste entre la France et la Grande-Bretagne. En donne lecture [26 décembre] (A., p. 223, 242; J.O., c.r., p. 1260 et 1277; an., p. 233; I. 226, 227). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet le classement, dans le département des Basses-Alpes, d'une nouvelle route nationale d'Entrevaux à Barcelonnette [27 décembre] (A., p. 267; J.O., c.r., p. 1299; an., p. 246; I. 238). — Dépose deux rapports faits au nom de la 9e Commission d'intérêt local chargée d'examiner deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er tendant à autoriser la ville de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), à emprunter 500.000 francs; le 2e relatif au déclassement de la batterie des Lions, à Marseille [28 décembre] (A., p. 298; J.O., c.r., p. 1324; an., p. 251; I. 253, 254). — Membre de Commissions (F. 3, 14, 17; J.O., p. 6153, 6743, 6863).

NAVIGATION. — Amélioration de la navigation de la Charente entre Angoulême et la limite du département de la Charente-Inférieure. V. loi 68.

NEUFCHATEAU (Vosges). — Prorogation de surtaxes sur les vins et les alcools à son octroi. V. loi 72.

NICE (Alpes-Maritimes). — Perception d'une surtaxe sur les vins à son octroi. V. loi 51.

NINARD (Haute-Vienne). — Dépose une pétition de la société de secours mutuels de Saint-Léonard (Haute-Marne) [14 novembre] (J.O., c.r., p. 1067). — Dépose une pétition de la Société de secours mutuels de Dorat (Haute-Vienne) [8 décembre] (J.O., p. 1129). — Membre d'une Commission (F. 3 ; J.O., p. 6153).

NORD. — Demande à contracter un emprunt pour l'installation de l'école normale d'institutrices. V. loi 27.

OISE. — Demande à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention destinée à l'établissement d'un chemin de fer et pour la construction d'écoles normales. V. loi 23.

OUDET (Doubs). — Membre d'une Commission (F. 6 ; J.O., p. 6394).

PAJOT. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 14 ; J.O., p. 6743).

PARENT. Savoie. — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des Finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'acquisition de terrains et d'hôtels destinés au service des postes et des télégraphes [22 décembre] (A., p. 181 ; J.O., c.r., p. 1223 ; an., p. 191 ; I. 188). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la modification de la loi du 14 juillet 1856 sur les établissements d'eaux minérales naturelles [23 décembre] (A., p. 194 ; J.O., c.r., p. 1233 ; an., p. 226 ; I. 209). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° la régularisation des décrets rendus en Conseil d'État qui ont ouvert des crédits à divers Ministères sur l'exercice 1882 ; 2° l'ouverture et l'annulation des crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881 ; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882 ; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos ; 5° l'ouverture de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général de l'État [28 décembre] (A., p. 289 ; J.O., c.r., p. 1316 ; an., p. 251 ; I. 255).

[20 décembre] (J.O., p. 1186). — Membre d'une Commission (F. 1[illegible]; J.O., p. 6743.)

MONTMORENCY (Seine-et-Oise). — Perception de surtaxes sur le vin et l'alcool à son octroi. V. loi 135.

MORBIHAN. — Demande à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices. V. loi 28.

MUNIER (Rhône). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention signée à Paris, le 28 décembre 1880, entre la France et la Suisse, pour réglementer la pêche dans les eaux frontières [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1088; an., p. 13; I. 50). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de surtaxes sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Lyon (Rhône) [23 décembre] (A., p. 194; J.O., c.r., p. 1233; an., p. 228; I. 212). — Dépose un rapport fait au nom de la 3e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la perception de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de la commune d'Estaires (Nord). Dépose un rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, qui porte approbation de la Convention relative à l'échange des mandats de poste entre la France et la Grande-Bretagne. En donne lecture [26 décembre] (A., p. 223, 242; J.O., c.r., p. 1260 et 1277; an., p. 233; I. 226, 227). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet le classement, dans le département des Basses-Alpes, d'une nouvelle route nationale d'Entrevaux à Barcelonnette [27 décembre] (A., p. 267; J.O., c.r., p. 1299; an., p. 246; I. 238). — Dépose deux rapports faits au nom de la 9e Commission d'intérêt local chargée d'examiner deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er tendant à autoriser la ville de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), à emprunter 500.000 francs; le 2e relatif au déclassement de la batterie des Lions, à Marseille [28 décembre] (A., p. 298; J.O., c.r., p. 1324; an., p. 251; I. 253, 254). — Membre de Commissions (F. 3, 14, 17; J.O., p. 6153, 6743, 6863).

NAVIGATION. — Amélioration de la navigation de la Charente entre Angoulême et la limite du département de la Charente-Inférieure. V. loi 68.

NEUFCHATEAU (Vosges). — Prorogation de surtaxes sur les vins et les alcools à son octroi. V. loi 72.

NICE (Alpes-Maritimes). — Perception d'une surtaxe sur les vins à son octroi. V. loi 51.

NINARD (Haute-Vienne). — Dépose une pétition de la société de secours mutuels de Saint-Léonard (Haute-Marne) [14 novembre] (J.O., c.r., p. 1067). — Dépose une pétition de la Société de secours mutuels de Dorat (Haute-Vienne) [8 décembre] (J.O., p. 1129). — Membre d'une Commission (F. 3 ; J.O., p. 6153).

NORD. — Demande à contracter un emprunt pour l'installation de l'école normale d'institutrices. V. loi 27.

OISE. — Demande à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention destinée à l'établissement d'un chemin de fer et pour la construction d'écoles normales. V. loi 23.

OUDET (Doubs). — Membre d'une Commission (F. 6 ; J.O., p. 6394).

PAJOT. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 14 ; J.O., p. 6743).

PARENT. Savoie. — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des Finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'acquisition de terrains et d'hôtels destinés au service des postes et des télégraphes [22 décembre] (A., p. 181 ; J.O., c.r., p. 1223 ; an., p. 191 ; I. 188). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la modification de la loi du 14 juillet 1856 sur les établissements d'eaux minérales naturelles [23 décembre] (A., p. 194 ; J.O., c.r., p. 1233 ; an., p. 226 ; I. 209). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° la régularisation des décrets rendus en Conseil d'État qui ont ouvert des crédits à divers Ministères sur l'exercice 1882 ; 2° l'ouverture et l'annulation des crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881 ; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882 ; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos ; 5° l'ouverture de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général de l'État [28 décembre] (A., p. 289 ; J.O., c.r., p. 1316 ; an., p. 251 ; I. 255).

[20 décembre] (J.O., p. 1186). — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743.)

MONTMORENCY (Seine-et-Oise). — Perception de surtaxes sur le vin et l'alcool à son octroi. V. loi 135.

MORBIHAN. — Demande à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices. V. loi 28.

MUNIER (Rhône). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention signée à Paris, le 28 décembre 1880, entre la France et la Suisse, pour réglementer la pêche dans les eaux frontières [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1088; an., p. 13; I. 50). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de surtaxes sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Lyon (Rhône) [23 décembre] (A., p. 194; J.O., c.r., p. 1233; an., p. 228; I. 212). — Dépose un rapport fait au nom de la 3e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la perception de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de la commune d'Estaires (Nord). Dépose un rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, qui porte approbation de la Convention relative à l'échange des mandats de poste entre la France et la Grande-Bretagne. En donne lecture [26 décembre] (A., p. 223, 242; J.O., c.r., p. 1260 et 1277; an., p. 233; I. 226, 227). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet le classement, dans le département des Basses-Alpes, d'une nouvelle route nationale d'Entrevaux à Barcelonnette [27 décembre] (A., p. 267; J.O., c.r., p. 1299; an., p. 246; I. 238). — Dépose deux rapports faits au nom de la 9e Commission d'intérêt local chargée d'examiner deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1er tendant à autoriser la ville de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), à emprunter 500.000 francs; le 2e relatif au déclassement de la batterie des Lions, à Marseille [28 décembre] (A., p. 298; J.O., c.r., p. 1324; an., p. 251; I. 253, 254). — Membre de Commissions (F. 3, 14, 17; J.O., p. 6153, 6743, 6863).

NAVIGATION. — Amélioration de la navigation de la Charente entre Angoulême et la limite du département de la Charente-Inférieure. V. loi 68.

NEUFCHATEAU (Vosges). — Prorogation de surtaxes sur les vins et les alcools à son octroi. V. loi 72.

NICE (Alpes-Maritimes). — Perception d'une surtaxe sur les vins à son octroi. V. loi 51.

NINARD (Haute-Vienne). — Dépose une pétition de la société de secours mutuels de Saint-Léonard (Haute-Marne) [14 novembre] (J.O., c.r., p. 1067). — Dépose une pétition de la Société de secours mutuels de Dorat (Haute-Vienne) [8 décembre] (J.O., p. 1129). — Membre d'une Commission (F. 3 ; J.O., p. 6153).

NORD. — Demande à contracter un emprunt pour l'installation de l'école normale d'institutrices. V. loi 27.

OISE. — Demande à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention destinée à l'établissement d'un chemin de fer et pour la construction d'écoles normales. V. loi 23.

OUDET (Doubs). — Membre d'une Commission (F. 6 ; J.O., p. 6394).

PAJOT. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 14 ; J.O., p. 6743).

PARENT. Savoie. — Dépose le rapport fait au nom de la Commission des Finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'acquisition de terrains et d'hôtels destinés au service des postes et des télégraphes [22 décembre] (A., p. 181 ; J.O., c.r., p. 1223 ; an., p. 191 ; I. 188). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la modification de la loi du 14 juillet 1856 sur les établissements d'eaux minérales naturelles [23 décembre] (A., p. 194 ; J.O., c.r., p. 1233 ; an., p. 226 ; I. 209). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° la régularisation des décrets rendus en Conseil d'État qui ont ouvert des crédits à divers Ministères sur l'exercice 1882 ; 2° l'ouverture et l'annulation des crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881 ; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882 ; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos ; 5° l'ouverture de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général de l'État [28 décembre] (A., p. 289 ; J.O., c.r., p. 1316 ; an., p. 251 ; I. 255).

PARIEU (de). Cantal. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi portant approbation d'une Convention conclue, le 19 juillet 1882, entre la France et les États-Unis d'Amérique (J.O., p. 6394; F. 6). — Dépose, au nom de M. Teisserenc de Bort, rapporteur, le rapport sur une Convention conclue avec les États-Unis d'Amérique [23 novembre] (A., p. 27; J.O., c.r., p. 1087). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention relative à l'échange des mandats de poste entre la France et la Grande-Bretagne [J.O., p. 6887; F. 18). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [26 décembre] (A., p. 229; J.O., c.r., p. 1266) [27 décembre] (A., p. 260; J.O., c.r., p. 1292). — Membre de Commissions (F. 6, 17; J.O., p. 6394, 6869).

PAULMIER. Calvados. — Demande un congé [26 novembre] (J.O., p. 1083).

PÉLISSIER (général). Haute-Marne. — Dépose le rapport sommaire fait au nom de la 6e Commission d'initiative parlementaire, chargée d'examiner la proposition de loi de M. le colonel Meinadier et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article 1er de la loi du 19 août 1881, et à admettre au bénéfice de cette loi les anciens militaires pourvus d'emplois rétribués par l'État, les départements ou les communes [30 novembre] (A., p. 36; J.O., c.r., p. 1096; an., p. 29; I. 61). — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

PELLETAN (Eugène). Bouches-du-Rhône. — Demande la remise de la discussion à la prochaine séance du projet de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les cours et tribunaux [30 novembre] (A., p. 45; J O., c.r., p. 1103). — Est entendu dans la discussion du même projet de loi [4 décembre] (A., p. 52; J.O., c.r., p. 1109).

PÉRONNE. Ardennes. — Rapport de M. Béraldi sur son élection au Sénat. Son admission [7 décembre] (A., p. 74; J.O., c.r., p. 1128).

PEYRAT. Seine. — Membre d'une Commission (F. 17; J.O., p. 6869).

PIÉTRI. Corse. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

PLOUNÉVENTER (Finistère). — Prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à son octroi. V. loi 89.

PONTOISE (Seine-et-Oise). — Prorogation de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à son octroi. V. loi 88.

PONT-DE-BEAUVOISIN. Isère. — Établissement d'une surtaxe sur les vins à son octroi. V. loi 73.

PONT-DE-BEAUVOISIN. Savoie. — Établissement d'une surtaxe sur les vins à son octroi. V. loi 56.

PONT-LÉVÊQUE (Calvados). — Perception à son octroi de surtaxes sur les vins et sur les alcools. V. loi 6.

PORIQUET. Orne. — Président de la 9e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 6852; F. 16). — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — Construction d'hôtels destinés à ce service. V. loi 80.

POTHUAU (amiral). Inamovible. — M. le Président annonce son décès et fait son éloge funèbre [9 novembre] (A., p. 1; J.O., c.r., p. 1059).

POULLAN (Finistère). — Perception d'une surtaxe à son octroi. V. loi 113.

POUYER-QUERTIER. Seine-Inférieure. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

PRÉFECTURES ET SOUS-PRÉFECTURES. — Suppression des classes et établissement de classes personnelles aux fonctionnaires. V. loi 117.

PRESTATION DE SERMENT. — Projet de loi tendant à en modifier le mode devant les Cours et tribunaux. V. loi 13.

PROCÈS-VERBAUX.

Séance du 9 novembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République, aux termes duquel le Sénat et la Chambre des Députés

sont convoqués en session extraordinaire le 9 novembre courant, et il déclare en conséquence que la session extraordinaire du Sénat pour l'année 1882 est ouverte. — M. le Président déclare qu'aux termes de la loi constitutionnelle, qui fixe à un an la durée du bureau du Sénat, il n'y a pas lieu de procéder à un renouvellement du bureau.—M. le Président annonce au Sénat la mort de MM. le vicomte de Forsanz, Desmazes, l'amiral Pothuau, Roques, le baron de Larcy, décédés pendant les vacances, et il se fait l'interprète des regrets de l'Assemblée.— M. Tirard, Ministre des Finances, donne lecture d'une déclaration faite au nom du Gouvernement. — M l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, dépose un projet de loi portant modification de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée, et demande l'urgence. L'urgence est déclarée. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. le Ministre des Travaux publics transmet au Sénat l'état sommaire des marchés de 50.000 francs et au-dessus conclus entre l'État et des particuliers pendant l'année 1881. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — Le Sénat fixe sa prochaine séance au mardi 14 novembre. Mardi, 14 novembre, à deux heures, réunion dans les bureaux. A trois heures, séance publique. La séance est levée à deux heures trente-cinq minutes (J.O., p. 6059).

Séance du 14 novembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barne, l'un des secrétaires, est adopté.— M. Honnoré, au nom du 8e bureau, dépose le rapport sur les élections sénatoriales qui ont eu lieu à l'île de la Réunion le 9 juillet 1882, pour le remplacement de M. Robinet de Laserve, sénateur décédé. Conformément aux conclusions de la Commission, M. Milhet-Fontarabie est admis en qualité de sénateur de l'île de la Réunion. — Le Sénat, consulté, autorise une rectification, demandée par M. le Ministre de l'Intérieur, au texte d'un projet de loi, précédemment adopté, relatif à un emprunt de la ville de Neuilly à la Caisse des écoles. — Sur la demande de M. Batbie, rapporteur, le Sénat renvoie à la fin de la discussion des projets à l'ordre du jour la discussion des conclusions du rapport, fait au nom de la 2e Commission des pétitions, sur la pétition de M. le baron Textor de Ravisi, ancien chef de service à Karikal, relative à la législation électorale dans l'Inde française. — Le Sénat adopte, à l'unanimité de 210 votants, un projet de loi ayant pour objet : 1° l'ouverture au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1882, de crédits montant à 150.000 francs sur le Budget ordinaire et à 150.000 francs sur le Budget extraordinaire ; 2° l'annulation de

crédits égaux sur les mêmes Budgets du même exercice (Routes forestières de la Corse) — L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi relatif au code rural (Vices rédhibitoires). Les articles et l'ensemble du projet de loi sont adoptés. — Sur la demande de M. le Ministre de l'Agriculture et du consentement de M. Jules Simon, rapporteur, parlant au nom de la Commission, le Sénat ajourne la première délibération sur la proposition de loi de M. Dufaure sur le droit d'association. — Après avoir entendu M. le Ministre de l'Agriculture, au nom du Gouvernement, et M. Henry Fournier, le Sénat décide que la date de la discussion d'une demande d'interpellation de M. Henry Fournier à M. le Ministre de l'Instruction publique sur des discours contraires à la neutralité des écoles, tenus par des délégués de M. le Ministre, sera fixée dans une prochaine séance. — Le Sénat fixe sa prochaine séance à jeudi 16 novembre. Jeudi à deux heures réunion dans les bureaux. A trois heures séance publique (J.O., p. 6154).

Séance du 16 novembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Labiche, l'un des secrétaires, est adopté.— M. Garrisson, au nom du 1er bureau, dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales qui ont eu lieu le 5 novembre dernier dans le département du Finistère. Conformément aux conclusions du rapport de la Commission, MM. le contre-amiral Halna du Fretay et Le Guen sont admis en qualité de sénateurs du Finistère.— M. Duvaux, Ministre de l'Instruction publique, demande au Sénat de fixer à samedi prochain, s'il y a séance publique, la discussion de l'interpellation déposée par M. Henry Fournier. Le Sénat sera consulté à la fin de la séance et portera l'interpellation à son prochain ordre du jour. — L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport fait, au nom de la 2e Commission des pétitions, sur la pétition de M. le baron Textor de Ravisi, ancien chef de service à Karikal, relative à la législation électorale dans l'Inde française. M. Jacques Hébrard demande l'ajournement de la discussion. L'ajournement est prononcé. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 1.950.000 francs pour indemniser les victimes des événements de Saïda et de Tiaret. Les articles 1er et 2 sont adoptés. M. Jacques développe un article additionnel à l'article 2. M. Develle, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, est entendu. Après avoir entendu de nouveau M. Jacques, le Sénat repousse l'article additionnel. Sur l'article 3, M. Jacques développe un amende-

ment, qui est combattu par M. le Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur. L'amendement n'est pas adopté. Les articles 3 et 4 sont adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté au scrutin par 200 voix contre 1 sur 201 votants. — Le Sénat, consulté sur la fixation du jour de sa prochaine séance, après deux épreuves déclarées douteuses, repousse par 150 voix contre 67, sur 217 votants, la date de lundi et fixe sa prochaine séance à samedi, trois heures (J.O., p. 6193).

Séance du 18 novembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Lenoël, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Henry Fournier (Cher) sur les discours prononcés par des délégués du Ministère de l'Instruction publique. M. Henry Fournier développe son interpellation. M. Duvaux, Ministre de l'Instruction publique, répond à M. Henry-Fournier. Deux ordres du jour motivés sont déposés par MM. Henry Fournier et Honnoré. M. Henry Fournier est entendu. M. Honnoré retire son ordre du jour. L'ordre du jour pur et simple est demandé et, par droit de priorité, il est mis aux voix. L'ordre du jour pur et simple est adopté. — Sur la demande de M. Jules Simon, rapporteur, le Sénat fixe au samedi 25 novembre la première délibération sur la proposition de loi de M. Dufaure sur le droit d'association. — Le Sénat fixe sa prochaine séance au samedi 25 novembre, à deux heures. — La séance est levée à quatre heures dix minutes (J.O., p. 6231).

Séance du 25 novembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures un quart. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Duclerc, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, dépose un projet de loi portant approbation d'une Convention conclue, le 19 juillet 1882, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, et un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les Traité et Acte passés entre M. Savorgnan de Brazza et le roi Makoko. M. le Président demande l'urgence, qui est mise aux voix et déclarée. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi de M. Dufaure sur le droit d'association. M. le Président du Conseil demande le renvoi de la discussion à la prochaine session. Après avoir entendu M. le comte de Bondy, président de la Commission, M. Tolain et M. Jules Simon, rapporteur, qui

réserve, au nom de la Commission, la priorité de la proposition de loi, le Sénat renvoie la discussion à la session de 1883. — Sur la demande de M. Teisserenc de Bort, le Sénat décide qu'il se réunira dans ses bureaux après la séance, pour l'examen des deux projets de lois déposés par M. le Président du Conseil. — M. Lambert de Sainte-Croix et M. le Président du Conseil sont entendus sur le règlement de l'ordre des travaux du Sénat et sur l'examen de la loi de finances. — M. le baron de Ravignan adresse à M. le Président du Conseil une question relative à une demande de secours en faveur des inondés du bassin de l'Adour. M. le Président du Conseil répond à M. le baron de Ravignan. — M. Develle, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur, dépose un projet de loi portant revision de la loi de 1838 sur les aliénés et un projet de loi portant ouverture de crédits au Ministre des Finances pour les victimes du coup d'Etat de 1851. L'urgence est demandée et déclarée sur ce nouveau projet.— Le Sénat fixe sa prochaine séance publique au mardi 28 novembre, à trois heures (J.O., p. 6393).

Séance du 28 novembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. le baron Lafond de Saint-Mür, l'un des secrétaires, est adopté. — M. de Parieu, au nom de M. Teisserenc de Bort, dépose le rapport sur le projet de loi portant approbation de la Convention conclue, le 19 juillet 1882, avec les Etats-Unis d'Amérique, et relative au règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre. L'urgence a été déclarée. — M. le général Billot, Ministre de la Guerre, dépose un projet de loi ayant pour objet de dispenser temporairement les candidats à l'engagement volontaire de l'obligation de savoir lire et écrire. L'urgence, demandée, est mise aux voix et déclarée. — M. Gaston Bazille propose au Sénat, en son nom et au nom de plusieurs de ses collègues, de fixer au jeudi 7 décembre prochain le scrutin pour l'élection de deux sénateurs inamovibles, en remplacement de MM. l'amiral Pothuau et le baron de Larcy, décédés. Le scrutin est fixé au 7 décembre prochain. — Après avoir entendu M. de Gavardie et M. Lamorte, rapporteur, le Sénat adopte un projet de loi tendant à autoriser le département des Ardennes à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une école normale d'institutrices. — Le Sénat adopte ensuite un projet de loi autorisant le département de Seine-et-Marne à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental. — Après la lecture du rapport de M. Xavier Blanc, et sur une demande de discussion immédiate, le Sénat adopte le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les Traité

et Acte passés entre M. Savorgnan de Brazza et le roi Makoko. — Après lecture du rapport de M. Malens et après une demande de discussion immédiate, le Sénat adopte, par 161 voix contre 40, sur 201 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances de crédits pour les victimes du coup d'Etat du 2 décembre 1851 et de la loi de sûreté générale du 27 février 1858. — Après lecture du rapport par M. Chaumontel et sur une demande de discussion immédiate, le Sénat adopte le projet de loi portant approbation de la Convention, conclue le 19 juillet 1882, avec les Etats-Unis d'Amérique, et relative au règlement de certaines réclamations pour dommages de guerre (J.O., p. 6445).

Séance du 30 novembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Léon Clément, l'un des secrétaires, est adopté après une rectification de M. Escarguel. — M. Bernard dépose une proposition de loi sur la question du divorce, devant servir de contre-projet à la proposition adoptée par la Chambre des Députés. — M. le Président annonce au Sénat la mort de M. Laget, sénateur du Gard, et se fait l'interprète des regrets de l'Assemblée. — Le Sénat adopte un projet de loi tendant à autoriser la ville d'Annecy (Haute-Savoie) à emprunter 20.900 francs et à s'imposer extraordinairement. — M. Batbie adresse une question à M. le Ministre de l'Intérieur et des Cultes relativement aux suspensions du traitement des curés et des desservants et aux retenues opérées sur ce même traitement. M. Fallières, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, répond à M. Batbie. M. Batbie est entendu de nouveau. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux. M. Pelletan demande le renvoi de la discussion à une prochaine séance. M. Robert de Massy est entendu. La discussion est renvoyée à la prochaine séance. — La prochaine séance est fixée au lundi 4 décembre, à deux heures (J.O., p. 6479).

Séance du 4 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barne, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Barbey dépose un rapport sur les deux projets de lois tendant à n'imposer temporairement l'obligation de savoir lire et écrire aux candidats à l'engagement volontaire qu'à dater du 1er janvier 1886. La lecture du rapport est ordonnée. L'urgence est

déclarée. Il y a une demande de discussion immédiate. La discussion aura lieu à la fin de l'ordre du jour. — Le Sénat adopte successivement : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département de l'Oise à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention destinée à l'établissement d'un chemin de fer et à la construction d'écoles normales; 2° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales; 3° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Sarthe à créer des ressources extraordinaires pour la construction de tramways à vapeur; 4° un projet de loi tendant à autoriser le département du Cher à contracter deux emprunts pour l'agrandissement de l'asile d'aliénés de Beauregard et la construction d'une école normale d'institutrices; 5° un projet de loi tendant à autoriser la ville d'Evreux à contracter deux emprunts et à s'imposer extraordinairement. — Le Sénat adopte, à l'unanimité de 235 votants, un projet de loi portant annulation d'un crédit de 537.958 fr. 82 sur le budget extraordinaire du Ministère des Finances pour l'exercice 1881, et d'un crédit de 1.500.000 francs sur le même budget de l'exercice 1882 : Frais d'émission et de négociation des rentes 3 0/0 amortissables. — M. Cordelet dépose et lit un rapport qui autorise la ville de Cognac à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. L'urgence est déclarée et la discussion immédiate est ordonnée. La discussion aura lieu à la suite de l'ordre du jour. — Le Sénat adopte en première délibération un projet de loi portant approbation de la Convention signée à Paris, le 28 décembre 1880, entre la France et la Suisse, pour réglementer la pêche dans les eaux frontières. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux. L'urgence, mise aux voix, n'est pas prononcée. MM. Pelletan, Allou, Devès, Ministre de la Justice, Robert de Massy, rapporteur, Humbert, de Gavardie et Jouin sont entendus. La discussion générale est close. Le Sénat renvoie à demain la suite de la discussion. — M. le Président donne lecture d'une demande d'interpellation à M. le Ministre de l'Instruction publique sur sa circulaire aux préfets, du 2 novembre, et sur son application. Cette demande d'interpellation est signée de M. Fresneau. Sur la proposition de M. le Président, le Sénat, en l'absence de M. le Ministre de l'Instruction publique, renvoie à une prochaine séance la fixation du jour où aura lieu l'interpellation. — Le Sénat adopte les deux projets de lois relatifs à la dispense temporaire de l'obligation de savoir lire et écrire pour les candidats à l'engagement volontaire dans les armées de terre et de mer, et le projet de loi autorisant la ville de Cognac à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement. — Demain, mardi, séance publique à deux heures (J.O., p. 6549).

Séance du 5 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Emile Labiche, l'un des secrétaires, est adopté. — Conformément à son ordre du jour, le Sénat adopte : 1° un projet de loi portant approbation d'un échange de terrains en nature de dunes, dans le département de la Vendée, entre l'Etat et MM. Emile Dodin, propriétaire à La Chapelle-Palluau, et Charles Pelloquin, fermier à Fenouiller; 2° un projet de loi tendant à autoriser le département de l'Aude à contracter un emprunt auprès de la Caisse des lycées, collèges et écoles, pour la construction d'une école normale d'institutrices; 3° un projet de loi tendant à autoriser le département du Gard à contracter un emprunt pour concourir aux frais de reconstruction du lycée de Nîmes; 4° un projet de loi tendant à autoriser le département des Deux-Sèvres à contracter un emprunt auprès de la Caisse des lycées, collèges et écoles; 5° un projet de loi tendant à autoriser le département des Hautes-Pyrénées à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions promises pour la construction de chemins de fer d'intérêt général. — Le Sénat prend, sans débats, en considération une proposition de loi de MM. le colonel Meinadier, Masson de Morfontaine, Gazagne, le général Duboys-Fresney, Barbey, Munier, le général Pélissier, Guyot-Lavaline, Le Bastard, le comte Rampon et Desmazes, tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article 1er de la loi du 19 août 1881 et à admettre au bénéfice de cette loi les anciens militaires pourvus d'emplois rétribués par l'Etat, les départements ou les communes. — L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux. Le Sénat passe à la discussion des articles. M. Humbert développe un contre-projet dont il demande le renvoi à la Commission. M. Robert de Massy, rapporteur, déclare que la Commission accepte le renvoi du contre-projet. M. Devès, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est entendu. Le Sénat, consulté, renvoie le contre-projet à la Commission. — Le Sénat, après avoir entendu M. Fresneau, d'accord sur la date avec M. le Ministre de l'Instruction publique, fixe à samedi prochain la discussion de l'interpellation qu'il a déposée dans la séance d'hier, relativement à la circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique aux préfets. — Jeudi prochain, séance publique à deux heures (J.O., p. 6565).

Séance du 7 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Duclerc, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, dépose un projet de loi ayant pour but d'autoriser le Gouvernement de la République à consentir de nouvelles prorogations de la réforme judiciaire en Egypte. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour l'élection de deux sénateurs inamovibles en remplacement de MM. l'amiral Pothuau et le baron de Larcy, décédés. Il est procédé, par la voie du tirage au sort, à la désignation des scrutateurs et scrutateurs supplémentaires chargés du dépouillement du scrutin. Le scrutin, ouvert à deux heures et quart, est fermé à trois heures. Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants : Nombre des votants, 223; bulletins blancs ou nuls, 12; suffrages exprimés, 211; majorité absolue, 106. Ont obtenu : M. Bardoux, 163 voix; M. Clamageran, 143; M. Leroy-Beaulieu, 20; M. Sénard, 11, etc. — Le Sénat adopte sans discussion les projets de lois dont la teneur suit : 1° un projet de loi ayant pour objet la perception, à l'octroi de Pont-l'Evêque (Calvados), de surtaxes sur les vins et sur les alcools; 2° un projet de loi ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Honfleur (Calvados); 3° un projet de loi ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Loudun (Vienne); 4° un projet de loi ayant pour objet la perception, à l'octroi de Quintin (Côtes-du-Nord), d'une surtaxe sur les cidres, poirés et hydromels; 5° un projet de loi tendant à autoriser le département du Morbihan à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices. — Après la lecture du rapport de M. Xavier Blanc sur les élections sénatoriales du département des Ardennes, et conformément aux conclusions du 9e bureau, M. Péronne est admis en qualité de sénateur des Ardennes, en remplacement de M. Toupet des Vignes, décédé. — Le Sénat fixe sa prochaine séance publique au samedi 9 décembre, à deux heures (J.O., p. 6612).

Séance du 9 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. le baron Lafond de Saint-Mür, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Fallières, Ministre de l'Intérieur, dépose deux projets de loi portant : 1° l'ouverture, au Ministre de l'Intérieur et des Cultes, par addition au budget du Ministère, sur l'exercice 1882, d'une somme de 1 million pour venir en

aide aux populations éprouvées par les inondations; 2° portant ouverture d'un crédit destiné à faire face aux frais, par l'État, des funérailles de M. Louis Blanc. Sur la demande de M. le Ministre, l'urgence est déclarée et les projets sont renvoyés à la Commission des Finances. — M. Tirard, Ministre des Finances, dépose le Budget des dépenses et recettes ordinaires de 1883. — Conformément à son ordre du jour, le Sénat procède au tirage au sort de ses bureaux; puis il adopte successivement : 1° un projet de loi tendant à autoriser le département du Nord à contracter un emprunt pour l'installation de l'école normale d'institutrices; 2° un projet de loi tendant à autoriser le département d'Indre-et-Loire à créer des ressources extraordinaires pour le payement de travaux de construction d'un chemin de fer d'intérêt local; 3° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Corrèze à créer des ressources extraordinaires pour diverses dépenses départementales; 4° un projet de loi tendant à autoriser le département de la Haute-Saône à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices; 5° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Sedan (Ardennes) à contracter un emprunt de 215.000 francs à la Caisse des écoles; 6° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Cambrai (Nord) à emprunter une somme de 250.000 francs. — Après lecture des rapports et déclaration d'urgence, sur une demande de discussion immédiate, le Sénat adopte deux projets de loi ayant pour but d'autoriser : 1° le département de la Charente à créer des ressources extraordinaires pour construction d'écoles normales d'instituteurs et d'institutrices et pour le payement de diverses dépenses d'intérêt départemental; 2° le département du Lot à s'imposer extraordinairement pour des travaux de chemins de grande et de moyenne communication. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Fresneau sur la circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique aux préfets, en date du 2 novembre. M. Fresneau développe son interpellation. M. Duvaux, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, est entendu. M. Fresneau dépose un ordre du jour motivé. L'ordre du jour pur et simple est demandé et, par droit de priorité, est mis aux voix. L'ordre du jour pur et simple est adopté par 164 voix contre 96, sur 260 votants. — Après la lecture du rapport de M. Malens sur le projet de loi relatif au crédit pour venir en aide aux inondés et sur une demande de discusion immédiate, le Sénat, après avoir entendu M. de Gavardie, adopte le projet de loi par 263 voix contre 0. — Après la lecture du rapport de M. Dauphin et sur une demande de discussion immédiate, le Sénat, après avoir entendu M. Baragnon, M. le vicomte de Lorgeril et M. Corbon, adopte, par 142 voix contre 87, sur 229 votants, le projet de loi relatif au crédit destiné aux frais, par l'Etat, des funérailles de M. Louis Blanc. — M. Duclerc, Président du Conseil, Ministre des

Affaires étrangères, dépose un projet de loi relatif à un Arrangement passé par le Gouvernement de la République française avec le Gouvernement de la Grande-Bretage, pour déterminer les limites des possessions respectives des deux puissances sur la partie de la côte occidentale d'Afrique située au nord de Sierra-Leone. L'urgence, demandée par M. le Président du Conseil, est déclarée. — Le Sénat fixe sa prochaine séance publique au mardi 12 décembre, à trois heures. La séance est levée à quatre heures vingt minutes (J.O., p. 6649).

Séance du 12 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, après une rectification de M. Goutay et des observations de M. le vicomte de Lorgeril, est adopté. — M. Charton est entendu pour un fait personnel. — Le délai fixé par l'article 8 du règlement s'étant écoulé sans aucune protestation contre la double élection sénatoriale qui a eu lieu le 7 décembre, M. le Président proclame MM. Bardoux et Clamageran sénateurs inamovibles. — M. Dauphin dépose le rapport sur le Budget des dépenses et recettes ordinaires de 1883. — Conformément à son ordre du jour, le Sénat adopte un projet de loi tendant à autoriser le département du Cantal à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention destinée à la construction du lycée d'Aurillac. — Après avoir entendu M. le général Billot, Ministre de la Guerre, et M. George, le Sénat repousse les conclusions de la Commission, qui tendent à la prise en considération de la proposition de loi de MM. George, Henri Martin et Testelin, relative à l'organisation de compagnies d'instruction militaire pour les jeunes gens de dix-sept ans et au-dessus. — Après avoir entendu M. Chardon et M. Baïhaut, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Travaux publics, le Sénat adopte en deuxième délibération le projet de loi portant approbation de la Convention signée à Paris, le 28 décembre 1880, pour réglementer la pêche dans les eaux frontières. — Le Sénat fixe sa prochaine séance publique au jeudi 14 décembre. Jeudi, à deux heures, réunion dans les bureaux (J.O., p. 6712).

Séance du 14 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à trois heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barne, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le général Billot, Ministre de la Guerre, dépose un projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit de 27.617.000 fr. sur le Budget extraordinaire de 1882 au Ministre de la Guerre et

à l'annulation d'un crédit de pareille somme sur le compte de liquidation et le Budget extraordinaire de 1882 au même Ministre. — M. Duclerc, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, dépose un projet de loi rectificatif au projet de loi portant organisation de différents services en Tunisie. — M. le Président et MM. les membres de la Commission de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations sont introduits en séance, avec le cérémonial accoutumé. M. Guichard, président de la Commission de surveillance, dépose les deux rapports annuels sur les opérations de 1880 des deux établissements, en exécution des articles 114 et 115 de la loi du 28 avril 1816 et de l'article 234 du décret du 31 mai 1862. — Conformément à son ordre du jour, le Sénat adopte : 1° un projet de loi ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de la Roche (Haute-Savoie) ; 2° un projet de loi tendant à autoriser la ville de Brest (Finistère) à contracter un emprunt de 200.000 francs à la Caisse des écoles. Après avoir entendu M. de Gavardie et M. le Président sur le règlement de l'ordre du jour, le Sénat fixe sa prochaine séance au mardi 19 décembre, à deux heures (J.O., p. 6742).

Séance du 19 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Em. Labiche, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture des décrets de M. le Président de la République qui autorisent MM. les Ministres à se faire assister par des Commissaires désignés dans la discussion du Budget et nomment ces Commissaires. — M. Cochery, Ministre des Postes et Télégraphes, dépose un projet de loi portant approbation d'une Convention conclue avec la Grande-Bretagne pour l'échange des mandats de poste, et deux projets de loi portant approbation des Conventions relatives au tarif télégraphique entre la France et l'Autriche-Hongrie et la France et la Roumanie. — Après lecture du rapport de M. Barne et sur une demande de discussion immédiate, le Sénat adopte le projet de loi ayant pour objet de consentir de nouvelles prorogations de la réforme judiciaire en Egypte. — M. Tirard, Ministre des Finances, dépose le projet de loi portant fixation du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883, et un projet de loi ouvrant au Ministre de la Marine et des Colonies un crédit de 200.000 francs pour venir au secours des marins victimes d'événements de mer exceptionnels. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1883. La discussion générale est ouverte. M. Lambert

de Sainte-Croix et M. Léon Say sont entendus. Après une suspension de séance, le Sénat, du consentement de M. Léon Say, remet à demain la continuation du discours de M. Léon Say et la suite de la discussion. — Demain, séance publique à deux heures (J.O., p. 6836).

Séance du 20 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. le baron Lafond de Saint-Mür, l'un des secrétaires, est adopté. Le Sénat adopte conformément à son ordre du jour : 1° un projet de loi tendant à distraire une portion du territoire de la commune de Restigné, canton de Bourgueil arrondissement de Chinon, département d'Indre-et-Loire, pour la rattacher à la commune d'Ingrandes, canton de Langeais, même arrondissement ; 2° en première délibération, un projet de loi ayant pour objet l'amélioration de la navigation de la Charente entre Angoulême et la limite du département de la Charente-Inférieure. — Après la lecture du rapport de M. Faye et la déclaration d'urgence, sur une demande de discussion immédiate, le Sénat adopte à l'unanimité de 196 votants un projet de loi portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 350.000 francs, applicable au chapitre 73 (Manufactures de l'État. Matériel). — Après la lecture du rapport de M. Gouin et la déclaration d'urgence sur une demande de discussion immédiate, le Sénat adopte à l'unanimité de 180 votants un projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre d'un crédit de 27.617.000 francs sur le Budget extraordinaire de 1882, et annulation d'un crédit de pareille somme sur le compte de liquidation d'exercices antérieurs. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1883. M. Léon Say continue son discours. Après le discours de M. Léon Say, la séance est suspendue pendant quelques instants et reprise à cinq heures. M. Chesnelong est entendu. La suite du discours de M. Chesnelong et de la discussion est renvoyée à demain. Demain, à une heure et demie, réunion dans les bureaux (J.O., p. 6812).

Séance du 21 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Léon Clément, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne connaissance au Sénat de deux décrets de M. le Président de la République,

aux termes desquels les Ministres de l'Agriculture et des Travaux publics sont autorisés à se faire assister, dans la discussion du Budget, de deux commissaires désignés, et qui nomment ces commissaires.— Après dépôt et lecture du rapport de M. de Rémusat, après déclaration d'urgence, et sur une demande de discussion immédiate, le Sénat adopte par 196 voix contre 5, sur 201 votants, un projet de loi ayant pour objet: 1° l'annulation d'un crédit extraordinaire de 1.400.000 francs ouvert au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1881, pour l'acquisition et l'aménagement d'un hôtel d'ambassade à Saint-Pétersbourg; 2° l'ouverture au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 900.000 francs pour l'acquisition et l'aménagement d'un hôtel d'ambassade à Madrid. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du Budget des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1883. M. Chesnelong continue son discours. M. Tirard, Ministre des Finances; M. Bocher, M. Gay, directeur du mouvement des fonds au Ministère des Finances, commissaire du Gouvernement, et M. Béraldi sont entendus. La suite de la discussion est renvoyée à demain (J.O., p. 6869).

Séance du 22 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à une heure cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Em. Lenoël, l'un des secrétaires, est adopté. — Conformément à son ordre du jour, le Sénat adopte des projets de lois ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Nice; la perception d'une surtaxe sur les vins, cidres et alcools à l'octroi de Châteaulin (Finistère); d'une surtaxe sur les vins à l'octroi des Echelles (Savoie); d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Landivisiau (Finistère); de surtaxes sur les vins et les alcools à l'octroi d'Albertville (Savoie); d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Pont-de-Beauvoisin (Savoie); de surtaxes sur les vins et sur les alcools à l'octroi d'Yvetot. — Il adopte ensuite des projets de lois relatifs à un échange de terrains dans le département de l'Allier entre l'État et les époux Pâtissier; à un échange d'immeubles, dans le département des Basses-Pyrénées, entre l'État et M. de Ezpeleta, et un échange de terrains entre l'État et le sieur Edmond Hérard, dans le département de l'Aube. — Le Sénat adopte: 1° deux projets de lois ayant pour objet la perception d'une surtaxe sur les vins, les cidres, les poirés et les hydromels à l'octroi de Sallanches (Haute-Savoie), et la prorogation de la perception d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Taninges (Haute-Savoie); 2° un projet de loi tendant à distraire le hameau de Charabotte de la commune de Longecombe (canton d'Hauteville, arrondissement de Belley,

département de l'Ain), pour l'annexer à la commune de Chaley (même arrondissement). — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1883. M. Béraldi, M. Buffet, M. Tirard, Ministre des Finances, et M. Dauphin, rapporteur, sont entendus. La clôture de la discussion générale est mise aux voix et prononcée. Le Sénat passe à la discussion des chapitres. L'état A (Ministère des Finances) est adopté dans ses 41 premiers chapitres. Sur le chapitre 42 (Traitements du Ministre et du personnel de l'administration centrale), MM. Henry Fournier et Dauphin, rapporteur général, sont entendus. Les chapitres 42 à 54 sont adoptés. Sur le chapitre 55 (Personnel de l'administration des contributions indirectes), M. le général d'Andigné et M. le Ministre des Finances sont entendus. Les chapitres 55 à 94 et dernier sont adoptés. La discussion s'ouvre sur le budget du Ministère de la Justice. Les chapitres 1 à 6 sont adoptés. Sur le chapitre 7, M. de Gavardie est entendu. Les chapitres 7 et suivants jusqu'au chapitre 19 et dernier sont adoptés. La discussion s'ouvre sur le budget du Ministère des Affaires étrangères. Les chapitres 1 à 8 sont adoptés. Après avoir entendu M. Dauphin, rapporteur, le Sénat réserve son vote sur le chapitre 9. Les chapitres 10 à 16 et dernier sont adoptés. La discussion passe au budget du Ministère de l'Intérieur et des Cultes. M. le marquis de Carné, M. Fallières, Ministre de l'Intérieur, et M. de Carayon La Tour sont successivement entendus. Les chapitres 1 et 2 sont adoptés. Sur le chapitre 3 (Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements), M. Henry Fournier et M. le Ministre de l'Intérieur sont entendus. Le chapitre 3 est adopté. — Après avoir entendu M. Lizot et M. le Ministre de l'Intérieur, le Sénat adopte les chapitres 4 à 12. La suite de la discussion est renvoyée à demain (J.O., p. 6886).

Séance du 23 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — Après le dépôt de plusieurs projets de lois par M. le Ministre de la Marine et des Colonies et M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République qui nomme et désigne des commissaires chargés d'assister M. le Ministre de l'Agriculture dans la discussion du Budget. — Conformément à son ordre du jour, le Sénat adopte des projets de lois relatifs à la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Cannes (Alpes-Maritimes) et d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de

Martigues (Bouches-du-Rhône); un projet de loi tendant à autoriser le département de Meurthe-et-Moselle à contracter un emprunt auprès de la Caisse des chemins vicinaux pour les travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun; un projet de loi ayant pour objet la prorogation des surtaxes sur les vins et sur les alcools établies à l'octroi de Neufchâteau (Vosges); un projet de loi ayant pour objet l'établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Pont-de-Beauvoisin (Isère); un projet de loi ayant pour objet la prorogation de la surtaxe établie sur les vins à l'octroi de Magnac-Laval (Haute-Vienne). — Le Sénat adopte, à l'unanimité de 238 votants, un projet de loi portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, d'un crédit de 200.000 francs, pour venir au secours de marins victimes d'événements de mer exceptionnels. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1883. La discussion reprend sur le chapitre 9 du budget du Ministère des Affaires étrangères, qui avait été réservé dans la séance d'hier. MM. le général Guillemaut et le comte de Saint-Vallier sont entendus. Le chapitre 9 (rédaction de la Commission) est adopté. La discussion s'ouvre sur le chapitre 13 du budget du Ministère de l'Intérieur et des Cultes (Subvention à la ville de Paris pour la police municipale). M. de Gavardie est entendu. Le chapitre 13 et les suivants sont adoptés jusqu'au chapitre 42 inclusivement. Sur le chapitre 43 (Personnel de l'Administration centrale en Algérie), M. le comte d'Haussonville est entendu. Les chapitres 43 à 49 sont adoptés. Sur le chapitre 50 (Frais généraux, secours aux colons, passages gratuits), M. le général Arnaudeau et M. Jacques sont entendus. Les chapitres 50 à 52 sont adoptés. A propos du chapitre 53 (Travaux de colonisation en Algérie), MM. Émile Labiche et le Ministre de l'Intérieur sont entendus. Les chapitres 53 à 55 sont adoptés. La discussion passe au budget du service des Cultes. Le Sénat adopte les chapitres 1, 2 et 3. Sur le chapitre 4 (Traitement des curés, allocations aux vicaires généraux, etc.), M. Lambert de Sainte-Croix développe un amendement. M. Fallières, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, M. Batbie et M. Dauphin, rapporteur général, sont successivement entendus. L'amendement de M. Lambert de Sainte-Croix est repoussé par 167 voix contre 102, sur 269 votants. Les chapitres 4 et 5 sont adoptés. Sur le chapitre 6 (Bourses des séminaires catholiques), M. le marquis de Carné développe un amendement, qui est combattu par M. le Rapporteur général. M. Chesnelong est entendu. L'amendement de M. de Carné est repoussé par 154 voix contre 105, sur 259 votants. Les chapitres 6, 7 et 8 sont adoptés. Sur le chapitre 9 (Service intérieur des édifices diocésains), M. Lambert de Sainte-Croix développe un amendement. M. le Rapporteur général com-

bat l'amendement. L'amendement de M. Lambert de Sainte-Croix est repoussé par 158 voix contre 111, sur 269 votants. Le chapitre 9 est adopté. Sur le chapitre 10 (Entretien des édifices diocésains), M. de Gavardie est entendu. Les chapitres 10 et suivants, jusqu'au chapitre 22 et dernier du budget des Cultes, sont adoptés. Le Sénat, après déclaration d'urgence, et sur la demande de discussion immédiate, après avoir entendu M. le général Deffis, rapporteur, M. de Gavardie et M. le général Billot, Ministre de la Guerre, adopte, à l'unanimité de 259 votants, un projet de loi relatif à l'organisation des différents services en Tunisie (Titre II : Entretien des compagnies mixtes). Le Sénat adopte ensuite tous les chapitres du budget du Ministère des Postes et des Télégraphes (J.O., p. 6900).

Séance du 26 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. le baron Lafond de Saint-Mür, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, qui transmet au Sénat, après le vote par la Chambre des Députés, un projet de loi tendant à régler les rapports des Compagnies de chemins de fer avec leurs agents commissionnés. — Conformément à son ordre du jour, le Sénat adopte les conclusions du rapport fait au nom de la Commission de comptabilité sur le règlement du compte des recettes et dépenses du Sénat pour l'exercice 1881 et les conclusions du rapport de la même Commission : 1° sur la fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1883 ; 2° sur l'évaluation des recettes de la Caisse des retraites des employés du Sénat. — Le Sénat adopte ensuite : 1° un projet de loi ayant pour objet la perception de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Pontoise ; 2° un projet de loi ayant pour objet la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Darnétal ; 3° un projet de loi ayant pour objet la prorogation des surtaxes sur les vins et les alcools établies à l'octroi d'Avesnes ; 4° un projet de loi ayant pour objet la prorogation des surtaxes établies sur le vin et l'alcool à l'octroi d'Hazebrouck ; 5° un projet de loi ayant pour objet la perception de surtaxes sur les vins, sur les cidres, les poirés et les hydromels et sur l'alcool à l'octroi de Lille ; 6° un projet de loi ayant pour objet la prorogation de surtaxes sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Merville. — Le Sénat adopte, en deuxième délibération, un projet de loi ayant pour objet l'amélioration de la navigation de la Charente entre Angoulême et la limite du département de la Charente-Inférieure, et, après déclaration d'urgence, un projet de loi tendant à autoriser l'acquisition de terrains et d'hôtels destinés au service des Postes et des Télégraphes. — L'ordre du jour

appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du Budget des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1883. La discussion s'ouvre sur le budget du Ministère de la Guerre. Les quatre premiers chapitres sont adoptés. M. Lucien Brun développe un amendement sur le chapitre 5. Après avoir entendu M. Dauphin, rapporteur général, le Sénat, par 177 voix contre 60, sur 237 votants, adopte l'amendement. Le chapitre 5 modifié est adopté. Sur le chapitre 6, M. Labordère développe un amendement. MM. Gouin et le Ministre de la Guerre sont entendus. L'amendement est repoussé. Les chapitres 6 et suivants sont adoptés jusqu'au chapitre 29 et dernier. La discussion passe au budget du Ministère de la Marine et des Colonies. M. le marquis de Tréveneuc et M. l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, sont entendus. Tous les chapitres du budget de la Marine et des Colonies sont adoptés. Sur le budget du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, M. Lucien Brun, M. Carnot, M. de Parieu et M. le Ministre de l'Instruction publique sont entendus. Les six premiers chapitres sont adoptés. Sur le chapitre 7 (Facultés), M. de Gavardie et M. le Ministre de l'Instruction publique sont entendus. Les chapitres 7 à 28 inclusivement sont adoptés. Sur le chapitre 29 (Lycées et collèges communaux), M. Wallon et M. le Ministre de l'Instruction publique prennent la parole. Les chapitres 29 à 32 sont adoptés. Un amendement de M. de Ravignan sur le chapitre 33, combattu par M. le Ministre de l'Instruction publique, est repoussé par 151 voix contre 95, sur 246 votants. Le chapitre 33 est adopté. M. le comte de Saint-Vallier adresse une question à M. le Ministre de l'Instruction publique sur le chapitre 34. M. le Ministre de l'Instruction publique répond à M. le comte de Saint-Vallier. M. Buffet est entendu. Un amendement de M. Testelin au chapitre 34 (Instruction primaire), combattu par M. le Rapporteur général, appuyé par M. le Ministre de l'Instruction publique, est repoussé par 152 voix contre 105, sur 258 votants. — Après lecture du rapport de M. Munier et déclaration d'urgence, le Sénat, sur une demande de discussion immédiate, adopte le projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'échange des mandats de poste entre la France et la Grande-Bretagne (J.O., p. 6911).

Séance du 27 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à deux heures. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Léon Clément, l'un des secrétaires, est adopté après une rectification de M. Wallon. — Conformément à son ordre du jour, le Sénat adopte des projets de loi relatifs à des prorogations de surtaxes établies sur les vins et sur l'alcool aux

octrois de Dieppe, d'Armentières, de Lyon, de Roubaix ; des projets de loi tendant à autoriser le département de Tarn-et-Garonne à contracter un emprunt pour l'agrandissement de l'école normale d'instituteurs et à créer des ressources extraordinaires pour le rachat de deux ponts à péage, pour les chemins vicinaux et pour diverses autres dépenses d'intérêt départemental ; le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales. — Après déclaration d'urgence, le Sénat adopte : 1° un projet de loi portant approbation du tarif télégraphique établi par l'Arrangement conclu, le 3 novembre 1882, entre la France et l'Autriche-Hongrie ; 2° un projet de loi portant approbation du tarif télégraphique établi par l'Arrangement conclu, le 3 novembre 1882, entre la France et la Roumanie ; 3° un projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'échange des mandats de poste entre la France et la Grande-Bretagne ; 4° un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Marans à Surgères ; et 5° un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de Trilport à la Ferté-Milon. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du Budget des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1883. Après un débat relatif à la discussion d'hier, et où sont entendus MM. Wallon, le Ministre de l'Instruction publique et M. Batbie, la discussion s'ouvre sur le chapitre 35 du budget du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. M. de Gavardie et M. le Ministre de l'Instruction publique sont entendus sur le chapitre 35. Les chapitres 35 à 40 sont adoptés. La discussion passe au budget des Beaux-Arts. Les chapitres 1 à 6 sont adoptés. Sur le chapitre 7 (Conservatoire de musique et de déclamation), M. Schœlcher développe un amendement qui est combattu par M. Logerotte, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Instruction publique, et par M. Tirard, Ministre des Finances. M. Jules Simon appuie l'amendement. L'amendement de M. Schœlcher est repoussé par 130 voix contre 128 sur 258 votants. Les chapitres 7 à 39 et dernier sont adoptés. Le budget du Ministère du Commerce est adopté dans tous ses chapitres. La discussion s'ouvre sur le budget du Ministère de l'Agriculture. M. Henry Fournier est entendu. Les chapitres 1 à 5 sont adoptés. M. de Parieu et M. le Ministre de l'Agriculture sont entendus sur le chapitre 6. Les chapitres 6 et suivants sont adoptés jusqu'au chapitre 35 et dernier. Les chapitres 1 à 24 du budget du Ministère des Travaux publics sont adoptés. Sur le chapitre 25 (Annuités aux Compagnies de chemins de fer), M. Guyot et M. Hérisson, Ministre des Travaux publics, sont entendus. Les chapitres suivants sont adoptés. Le Sénat adopte ensuite le projet de loi de finances, article par article, avec les états qui y sont annexés et les budgets rattachés pour ordre au Budget

général de l'État. M. Fresneau est entendu. Le projet de loi portant fixation du Budget des dépenses ordinaires de l'exercice 1883 est adopté au scrutin à l'unanimité de 238 votants (J.O., p. 6957.)

Séance du 28 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barne, l'un des secrétaires, est adopté avec des modifications de MM. le comte de Saint-Vallier et Dufay. — Conformément à son ordre du jour, le Sénat adopte des projets de lois relatifs à la perception de surtaxes sur les vins, les hydromels, les cidres, les poirés, les alcools, aux octrois de Menton, de Granville et de Saint-Léonard. — Le Sénat adopte, à l'unanimité de 181 votants, un projet de loi ayant pour objet : 1° l'approbation d'une cession et d'un échange d'immeubles domaniaux à Bordeaux; 2° l'allocation générale de la dépense évaluée à 340.000 fr. qu'entraînera la construction de l'hôtel du quartier général du 18e corps d'armée, et un projet de loi ayant pour objet de proroger le délai fixé par la loi du 23 mars 1874 pour rendre définitive la concession du chemin de fer de Pont-de-Montgon à Arvant, accordée à titre éventuel à la Compagnie des chemins de fer du Midi. — La séance est suspendue pendant une demi-heure. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant fixation du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883. L'article premier et l'état A, qui y est annexé, sont adoptés, après quelques observations de M. Hervé de Saisy et une réponse de M. le Ministre des Travaux publics sur le chapitre 8. M. Gouin développe un amendement sur l'article 2. MM. Hérisson, Ministre des Travaux publics, Krantz, Roger-Marvaise, rapporteur, et Tolain sont entendus. La clôture, demandée, est mise aux voix et n'est pas prononcée. M. Gouin et M. le Ministre des Finances sont entendus. L'amendement de M. Gouin est repoussé par 163 voix contre 117, sur 280 votants. La suite des articles et des états annexés est mise aux voix et adoptée. L'ensemble du projet de loi est adopté, à l'unanimité de 222 votants. — Après avoir entendu M. le duc de Broglie et M. le Ministre de la Guerre, le Sénat adopte, par 237 voix contre 1, sur 238 votants, un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires s'élevant à 25.000.000 francs pour les frais de l'occupation de la Tunisie en 1883. — Le Sénat adopte, à l'unanimité de 235 votants, le projet de loi concernant : 1° la régularisation des décrets rendus en conseil d'État qui ont ouvert des crédits à divers Ministères sur l'exercice 1882; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires

et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos; 5° l'ouverture de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général de l'Etat. — Le Sénat adopte, à l'unanimité de 238 votants, un projet de loi portant ouverture au budget du Ministère des Finances, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 634.500 francs applicable au service des impressions. — M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, et adopté de nouveau avec modifications par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1883. — Demain, séance publique à une heure. — La séance est levée à six heures moins vingt minutes (J.O., p. 6977).

Séance du 29 décembre.

Présidence de M. Le Royer. — La séance est ouverte à une heure cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Émile Labiche, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte, conformément à son ordre du jour, des projets de lois relatifs à des prorogations de surtaxes sur les vins, alcools, cidres, hydromels, etc., aux octrois d'Estaires (Nord), de Clermont (Oise), de Mayenne, de Lannion, de Saint-Pierre-Quilbignon et de Montmorency; un projet de loi ayant pour objet le classement dans le département des Basses-Alpes d'une nouvelle route nationale d'Entrevaux à Barcelonnette; un projet de loi tendant à autoriser le département de la Charente-Inférieure à contracter un emprunt à la Caisse des lycées, collèges et écoles pour la création d'une école normale d'institutrices; un projet de loi relatif au déclassement de la batterie des Lions à Marseille; un projet de loi tendant à autoriser la ville de Boulogne-sur-Mer à emprunter 500.000 francs, et, à l'unanimité de 240 votants, un projet de loi portant: 1° ouverture, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 225.000 francs pour les dépenses de l'exposition internationale d'Amsterdam; 2° annulation d'un crédit de 80.000 fr. afférent à l'exposition internationale de Melbourne. — Le Sénat adopte, à l'unanimité de 237 votants, un projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1882, de crédits extraordinaires montant à la somme de 1.275.000 francs, destinés à subvenir aux dépenses de la mission de M. Savorgnan de Brazza dans l'Ouest africain. — Le Sénat adopte ensuite cinq projets de lois d'intérêt local concernant le département d'Ille-et-Vilaine, l'octroi de Plounéventer (Finistère), l'octroi de Poullan (Finistère), l'octroi de Guipavas (Finistère), l'octroi de Saint-Malo. — M. Dauphin, rapporteur général, est entendu sur le projet de loi, adopté par la Chambre des

Députés le 8 décembre 1882, adopté avec modifications par le Sénat le 27 décembre 1882, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés le 28 décembre 1882, portant fixation du Budget des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1883. M. Wallon est entendu dans la discussion générale. Sur l'article 1er, M. le comte de Saint-Vallier, M. Fallières, Ministre de l'Intérieur, et M. Fournier (Indre-et-Loire) sont entendus. L'amendement de M. le comte de Saint-Vallier, adopté par le Sénat, repoussé par la Chambre des Députés, est repoussé au scrutin par le Sénat par 156 voix contre 99, sur 255 votants, Le chapitre 9 (Ministère des Affaires étrangères) est adopté dans sa nouvelle rédaction. M. Lucien Brun est entendu sur l'amendement qu'il avait présenté au chapitre 5 du budget du Ministère de la Guerre. M. le Ministre de la Guerre, M. Dauphin, rapporteur général, et M. le Président, M. le Ministre des Finances et M. le général Robert sont entendus. L'amendement de M. Lucien Brun est repoussé par 158 voix contre 92 sur 250 votants. Le chapitre 5 (nouvelle rédaction) est adopté. L'ensemble du budget est adopté à l'unanimité de 216 votants.— Une demande d'interpellation de M. de Gavardie est renvoyée à la prochaine session. — M. Devès, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, donne lecture du décret de M. le Président de la République qui prononce la clôture de la session extraordinaire 1881. La session est close. — Le procès-verbal de la séance, lu par M. Roger-Marvaise, l'un des secrétaires, est adopté. — La séance est levée à trois heures vingt-cinq minutes (J.O., p. 7028).

PROJET DE RÉSOLUTION. — M. Foubert dépose, au nom de M. Honnoré, deux rapports faits au nom de la Commission de comptabilité, portant : le 1er règlement du compte des recettes et dépenses du Sénat, pour l'exercice 1881 ; le 2e, 1° la fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1883; 2° l'évaluation des recettes de la Caisse des retraites des employés du Sénat [22 décembre] (A., p. 191 ; J.O., c.r., p. 1232; an., p. 194; I. 196, 197). — Discussion des conclusions du rapport fait au nom de la Commission de comptabilité sur le règlement du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1881. Adoption. Discussion des conclusions du rapport fait, au nom de la Commission de comptabilité: 1° sur la fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1883; 2° sur l'évaluation des recettes de la Caisse des retraites des employés du Sénat. Adoption [26 décembre] (A., p. 220; J.O., c.r., p. 1257).

PYRÉNÉES (HAUTES-).— Demande à créer des ressources extraordinaires pour le payement de subventions promises pour la construction des chemins de fer d'intérêt général. V. loi 32.

QUESTIONS.

I. M. le baron de Ravignan demande à M. le Président du Conseil, en l'absence de M. le Ministre de l'Intérieur, si le Gouvernement n'a pas l'intention de secourir les habitants de la vallée de l'Adour, ravagée par les inondations [25 novembre] (A., p. 25; J.O., c.r., p. 1085).

II. M. Batbie adresse une question à M. Fallières, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, au sujet de la suspension du traitement des desservants et des vicaires [30 novembre] (A., p. 36; J.O., c.r., p. 1096).

QUINTIN (Côtes-du-Nord). — Perception à son octroi d'une surtaxe sur les cidres. V. loi 4.

RAMPON (comte). Ardèche. — Demande un congé [1er décembre] (J.O., p. 1095). — Demande un congé [8 décembre] (J.O., p. 1127). — Demande une prolongation de congé [15 décembre] (J.O., p. 1149).

RAMPONT. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

RAVIGNAN (baron de). Landes. — Demande à M. le Président du Conseil, en l'absence de M. le Ministre de l'Intérieur, que le Gouvernement vienne au secours des habitants de la vallée de l'Adour, ravagée par les inondations [25 novembre] (A., p. 25; J.O., c.r., p. 1085). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883. Présente un amendement [26 décembre] (A., p. 234; J.O., c.r., p. 1270).

RECRUTEMENT. — Projet de loi tendant à maintenir pendant trois nouvelles années l'article 79 de la loi du 27 juillet 1872, sur le recrutement de l'armée. V. loi 1.

RÉFORME. — Nouvelle prorogation de la réforme judiciaire en Egypte. V. loi 49.

RÉHABILITATION des condamnés, leur libération conditionnelle et le patronage des libérés. V. loi 131.

RÉMUSAT (Paul de). Haute-Garonne. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° l'annulation d'un crédit extraordinaire de 1.400.000 francs ouvert au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1881, pour l'acquisition et l'aménagement d'un hôtel d'ambassade à Saint-Pétersbourg; 2° l'ouverture au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1882, d'un

crédit extraordinaire de 900.000 francs pour l'acquisition et l'aménagement d'un hôtel d'ambassade à Madrid [21 décembre] (A., p. 144; J.O., c.r., p. 1189; an., p. 186; I. 171).

RENAUD (Michel). Basses-Pyrénées. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

RESTIGNÉ (Indre-et-Loire). — Projet de loi tendant à distraire une portion du territoire de cette commune pour la rattacher à la commune d'Ingrandes, même département. V. loi 69.

RIBIÈRE. Yonne. — Dépose une pétition de la société de secours mutuels de Brienon (Yonne) [22 décembre] (J.O., p. 1232). — Dépose une pétition de la société de secours mutuels de Vermenton (Yonne) [23 décembre] (J.O., p. 1253). — Membre de Commissions (F. 3, 6, 14; J.O., p. 6153, 6394, 6743).

RIVIÈRE (duc de). Cher. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

ROBERT (général). Seine-Inférieure. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883, modifié par le Sénat, renvoyé et modifié par la Chambre des Députés [29 décembre] (A., p. 313; J.O., c.r., p. 1338). — Membre de Commissions (F. 4, 14; J.O., p. 6193, 6743).

ROBERT DE MASSY. Loiret. — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier le mode de prestation de serment devant les cours et tribunaux [18 novembre] (A., p. 21; J.O., c.r., p. 1080; an., p. 4; I. 10). — Est entendu comme rapporteur sur la remise à la prochaine séance de la discussion de ce projet de loi [30 novembre] (A., p. 45; J.O., c.r., p. 1103). — Parle dans la discussion du même projet de loi [4 décembre] (A., p. 57; J.O., c.r., p. 1109) [5 décembre] (A., p. 70; J.O., c.r., p. 1125). — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement de la République à consentir de nouvelles prorogations de la réforme judiciaire en Egypte (J.O., p. 6743; F. 14). — Membre de Commissions (F. 3, 14; J.O., p. 6153, 6743).

ROGER-MARVAISE. Ille-et-Vilaine. — Secrétaire de la 8e Commission

d'initiative parlementaire (J.O., p. 6193; F. 4). — Rapporteur de la Commission chargée de la proposition de loi, votée par le Sénat, amendée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la modification de plusieurs articles du livre II du Code de Commerce (J.O., p. 6550; F. 9). — Dépose, au nom de la Commission des Finances, un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1883 [27 décembre] (A., p. 250; J.O., c.r., p. 1283; an., p. 235; I. 230). — Est entendu comme rapporteur dans la discussion de ce projet de loi [28 décembre] (A. p. 285; J.O., c.r., p. 1313). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

ROQUES. Lot. — M. le Président annonce son décès [9 novembre] (A. p. 1; J.O., c.r., p. 1059).

ROUBAIX (Nord). — Prorogation d'une surtaxe sur les vins à son octroi. V. loi 105.

ROUTES NATIONALES. — Classement dans le département des Basses-Alpes d'une nouvelle route nationale d'Entrevaux à Barcelonnette. V. loi 108.

ROZIÈRE (de). Lozère. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

RUBILLARD. Sarthe. — Dépose deux rapports sur deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er à autoriser le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales; le 2e à autoriser le département de la Sarthe à créer des ressources extraordinaires pour la construction de tramways à vapeur [28 novembre] (A., p. 28; J.O., c.r., p. 1088; an., p. 12; I. 48, 49). — Dépose deux rapports sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1er à autoriser le département des Deux-Sèvres à contracter un emprunt auprès de la Caisse des lycées, collèges et écoles; le 2e à autoriser le département des Hautes-Pyrénées à créer des ressources extraordinaires pour le payement des subventions promises pour la construction de chemins de fer d'intérêt général [30 novembre] (A., p. 35; J.O., c.r., p. 1095; an., p. 29; I. 62, 63). — Dépose deux rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er la perception d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de La Roche (Haute-Savoie); le 2e d'autoriser la ville de Brest (Finistère) à emprunter une somme

de 200.000 francs [7 décembre] (A., p. 74; J.O., c.r., p. 1128; an., p. 34; I. 87, 88). — Dépose les rapports sur deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, relatif : le 1er à un échange de terrains entre l'État et le sieur Hérard, dans le département de l'Aube; le 2e à un échange d'immeubles, dans le département des Basses-Pyrénées, entre l'État et M. de Ezpeleta [19 décembre] (A., p. 101; J O., c.r., p. 1153; an., p. 175; I. 119, 120). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

SAIDA ET TIARET (Afrique). — Crédit extraordinaire de 1 million 950.000 francs pour indemniser les victimes des événements qui y ont eu lieu. V. loi 12.

SAINT-LÉONARD (Haute-Vienne). — Perception d'une surtaxe à son octroi. V. loi 112.

SAINT-MALO (Ille-et-Vilaine). — Perception de surtaxes sur les vins, cidres, poirés et hydromels et sur l'alcool à son octroi. V. loi 116.

SAINT-PIERRE-QUILBIGNON (Finistère). — Prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à son octroi. V. loi 125.

SAINT-VALLIER (comte de). Aisne. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [23 décembre] (A., p. 197; J.O., c.r., p. 1237) [26 décembre] (A., p. 237; J.O., c.r., p. 1272). — Présente un amendement [29 décembre] (A., p. 309; J.O., c.r., p. 1334).

SAISY (Hervé de). Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1883 [28 décembre] (A., p. 276; J.O., c.r., p. 1305).

SALLANCHES (Haute-Savoie). — Perception sur les vins, les cidres, les poirés et hydromels à son octroi. V. loi 67.

SALNEUVE. Puy-de-Dôme. — Membre de Commissions (F. 6, 14; J.O., p. 6394, 6743).

SAONE (HAUTE-). — Demande à contracter un emprunt pour la construction d'une école normale d'institutrices. V. loi 29.

SARTHE. — Demande à créer des ressources extraordinaires pour la construction des tramways à vapeur. V. loi 16.

SAVOIE. — Demande à s'imposer extraordinairement pour l'entretien des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun. V. loi 93.

SAY (Léon). Seine-et-Oise. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Oise à créer des ressources extraordinaires pour le payement d'une subvention destinée à l'établissement d'un chemin de fer et à la construction d'écoles normales [28 novembre] (A., p. 27 ; J.O., c.r., p. 1087; an., p. 10; I. 40). — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi portant fixation du Budget des dépenses et des recettes pour l'exercice 1883 [19 décembre] (A., p. 106; J.O., c.r., p. 1157) [20 décembre] (A., p. 124 ; J.O., c.r., p. 1172). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 6153).

SCHŒLCHER. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883. Présente un amendement [27 décembre] (A., p. 257; J.O., c.r., p. 1289). — Membre de Commissions (F. 3, 6, 14 ; J.O., p. 6153, 6394, 6743).

SEDAN (Ardennes). — Demande l'autorisation d'emprunter une somme de 215.000 francs à la Caisse des écoles. V. loi 40.

SEINE-ET-MARNE. — Demande à s'imposer extraordinairement pour diverses dépenses d'intérêt départemental. V. loi 20.

SÉNATEURS DÉCÉDÉS. — MM. de Forsanz, Desmazes, amiral Pothuau, Roque, baron de Larcy, Laget.

SERMENT. — Mode de prestation de serment devant les Cours et tribunaux. V. loi 13.

SÈVRES (DEUX-). — Demande à contracter un emprunt à la Caisse des lycées, collèges et écoles. V. loi 26.

SIMON (Jules). Inamovible. — Accepte, comme rapporteur, la remise de la discussion sur le projet de loi sur les associatisns demandée par M. le Ministre de l'Agriculture, au nom de MM. les Ministres de la Justice et de l'Intérieur, retenus à la Chambre par la discussion du

vin et sur l'alcool à l'octroi de Honfleur ; le 2e la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Loudun ; le 3e la perception à l'octroi de Quintin (Côtes-du-Nord) d'une surtaxe sur les cidres, poirés et hydromels ; le 4e l'approbation d'un échange de terrains en nature de dunes dans le département de la Vendée entre l'État et M. Émile Dodin, propriétaire à La Chapelle-Palluau, et M. Charles Pelloquin, fermier à Fenouiller ; le 5e la perception à l'octroi de Pont-l'Évêque de surtaxes sur les vins et les alcools. Renvoi de ces cinq projets à la commission d'intérêt local [9 novembre] (A., p. 2 ; J.O., c.r., p. 1061 ; an., p. 1 ; I. 2, 4, 5, 6, 7, 8). — Dépôt, par M. Develle, Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Intérieur, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances d'un crédit supplémentaire de 440.000 francs, sur l'exercice 1882, pour les victimes du coup d'État du 2 décembre 1851 [25 novembre] (A., p. 26 ; J.O., c.r., p. 1085). — Dépôt, par M. le Ministre des Affaires étrangères, au nom de M. le Ministre des Finances, de plusieurs projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Cannes (Alpes-Maritimes) ; le 2e la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Nice (Alpes-Maritimes) ; le 3e la perception de surtaxes sur les vins, les cidres et les alcools à l'octroi de Châteaulin (Finistère) ; le 4e la perception d'une surtaxe sur les vins à l'octroi des Echelles (Savoie) ; le 5e la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Landivisiau (Finistère) ; le 6e la perception de surtaxes sur les vins et les alcools à l'octroi d'Albertville (Savoie) ; le 7e l'établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Pont-de-Beauvoisin (Savoie) ; le 8e la perception de surtaxes sur les vins et sur les alcools à l'octroi d'Yvetot (Seine-Inférieure) ; le 9e l'approbation d'un échange de terrains, dans le département de l'Allier, entre l'État et les époux Pâtissier ; le 10e un échange d'immeuble, dans le département des Basses-Pyrénées, entre l'État et M. de Ezpeleta ; le 11e un échange de terrains entre l'État et le sieur Hérard, dans le département de l'Aube [7 décembre] (A., p. 73 ; J.O., c.r., p. 1127). — Dépose un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget des dépenses et des recettes ordinaires pour l'exercice 1883 [9 décembre] (A., p. 78 ; J.O., c.r., p. 1131 ; an., p. 35 ; I. 90). — Dépôt, par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, de trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Martigues (Bouches-du-Rhône) ; le 2e la perception d'une surtaxe à l'octroi de Tanninges (Haute-Savoie) ; le 3e la perception d'une surtaxe sur les vins, les cidres, les poirés et les hydromels à l'octroi de Sallanches (Haute-

Savoie). Dépôt, par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Finances, de trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er la prorogation des surtaxes sur les vins et les alcools établies à l'octroi de Neufchâteau (Vosges); le 2e l'établissement d'une surtaxe sur les vins à l'octroi de Pont-de-Beauvoisin (Isère); le 3e la prorogation de la surtaxe établie sur les vins à l'octroi de Magnac-Laval (Haute-Vienne) [12 décembre] (A., p. 92; J.O., c.r., p. 1145; an., p. 82; I. 101, 102, 103, 106, 107, 108). — Dépôt, par M. le général Billot, Ministre de la Guerre, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant: 1e l'ouverture d'un crédit de 27.617.000 francs sur le budget extraordinaire de 1882 du Ministère de la Guerre; 2e l'annulation d'un crédit de pareille somme sur le compte de liquidation et le budget extraordinaire de 1882 du même Ministère [14 décembre] (A., p. 97; J O., c.r., p. 1149). — Dépôt, par M. Cochery, Ministre des Postes et des Télégraphes, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction d'hôtels destinés au service des Postes et des Télégraphes. Dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'année 1883. Dépose également trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés: le 1er portant ouverture au Ministre des Finances, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 350.000 francs, applicable au chapitre 73 (Manufactures de l'État. — Matériel); le 2e, au nom de M. le Ministre de la Marine et des Colonies et au sien, portant ouverture au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1882, d'un crédit de 200.000 francs pour venir au secours des marins victimes d'événements de mer exceptionnels; le 3e au nom de M. le Ministre de la Guerre et au sien, ayant pour objet: 1e l'approbation d'une cession et d'un échange d'immeubles domaniaux à Bordeaux; 2e l'allocation générale de la dépense évaluée à 340.000 francs qu'entraînera la construction de l'hôtel du quartier général du 18e corps d'armée. Dépose six projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er la prorogation de surtaxes sur le vin et l'alcool établies à l'octroi d'Hazebrouck (Nord); le 2e la prorogation de surtaxes établies sur les vins et l'alcool à l'octroi d'Avesnes (Nord); le 3e la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Darnétal (Seine-Inférieure); le 4e la perception de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi de Pontoise (Seine-et-Oise); le 5e la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Plounéventer (Finistère); le 6e la prorogation de surtaxes établies sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Dieppe (Seine-Inférieure) [19 décembre] (A., p. 102; J.O., c.r., p. 1154; an., p. 178; I. 118,

136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145). — Dépose au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° l'annulation d'un crédit extraordinaire de 1.400.000 francs, ouvert au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1881, pour l'acquisition et l'aménagement d'un hôtel d'ambassade à Saint-Pétersbourg ; 2° l'ouverture au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 900.000 francs pour l'acquisition et l'aménagement d'un hôtel d'ambassade à Madrid. Dépose trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er la perception de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi d'Armentières ; le 2e la perception de surtaxes sur les vins et l'alcool à l'octroi de Merville (Nord) ; le 3e la perception de surtaxes sur les vins à l'octroi de Menton (Alpes-Maritimes). Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception de surtaxes sur les vins, sur les cidres, les poirés et les hydromels et sur l'alcool à l'octroi de Lille (Nord) [20 décembre] (A., p. 122 ; J.O., c.r., p. 1170 ; an., p. 182 ; I. 152, 155, 156, 157, 158). — Est entendu dans la discussion générale sur le projet de loi portant fixation du Budget des dépenses et des recettes pour l'exercice 1883. Dépose trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er la prorogation de surtaxes sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Lyon (Rhône) ; le 2e la perception de surtaxes sur les vins, sur les cidres, les poirés et l'hydromel et sur l'alcool à l'octroi de Granville (Manche) ; le 3e la prorogation d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Roubaix (Nord) [21 décembre] (A., p. 151, 162 ; J.O., c.r., p. 1205 ; an., p. 187 ; I. 177, 178, 179). — Est entendu dans la discussion du Budget de l'exercice 1883. Dépôt par M. Hérisson, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger le délai fixé par la loi du 25 mars 1874 pour rendre définitive la concession du chemin de fer de Pont-de-Montgon à Arvant, accordée à titre éventuel à la Compagnie du chemin de fer du Midi. Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, concernant : le 1er, 1° la régularisation des décrets rendus en Conseil d'État qui ont ouvert des crédits à divers Ministères sur l'exercice 1882 ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881 ; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882 ; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos ; 5° l'ouverture de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général de l'État ;

le 2e portant ouverture au budget du Ministre des Finances, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 634.000 francs applicable au service d'impressions. Dépose cinq projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Saint-Léonard (Haute-Vienne); le 2e la perception d'une surtaxe sur les spiritueux à l'octroi de Poullan (Finistère); le 3e la prorogation de surtaxes sur le vin et sur l'alcool perçues à l'octroi d'Estaires (Nord); le 4e la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Guipavas (Finistère); le 5e la perception de surtaxes sur les vins, cidres, poirés et hydromels et sur l'alcool à l'octroi de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) [22 décembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1221; an., p. 192, I. 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195). — Dépose trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool établie à l'octroi de Lannion (Côtes-du-Nord); le 2e la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Saint-Pierre-Quilbignon (Finistère); le 3e la perception de surtaxes sur les vins, les cidres et les alcools à l'octroi de Mayenne (Mayenne) [23 décembre] (A., p. 214; J.O., c.r., p. 1252; an., p. 232; I. 219, 220, 221). — Dépôt par M. Legrand, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1e ouverture, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 225.000 francs pour les dépenses de l'Exposition internationale d'Amsterdam; 2e annulation, sur le même exercice, d'un crédit de 80.000 francs afférent à l'Exposition internationale de Melbourne [26 décembre] (A., p. 243; J.O., c.r., p. 1277). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'établissement de surtaxes sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Clermont (Oise). Renvoi à la Commission d'intérêt local. Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883. Dépôt par M. Hérisson, Ministre des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires montant à 25 millions pour les frais de l'occupation de la Tunisie en 1883 [27 décembre] (A., p. 258; J.O., c.r., p. 1291, 1299; an., p. 239; I. 234). — Parle dans la discussion du projet de loi sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1883. Dépose deux projets de lois d'intérêt local, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur. En dépose six autres, au nom du même Ministre. Dépôt par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances, au nom de M. le Ministre des Finances, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés le 8 décembre 1882, adopté avec modifications par le Sénat le 27 décembre 1882, adopté avec modifications par la Chambre des

136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145). — Dépose au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° l'annulation d'un crédit extraordinaire de 1.400.000 francs, ouvert au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1881, pour l'acquisition et l'aménagement d'un hôtel d'ambassade à Saint-Pétersbourg ; 2° l'ouverture au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 900.000 francs pour l'acquisition et l'aménagement d'un hôtel d'ambassade à Madrid. Dépose trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er la perception de surtaxes sur le vin et sur l'alcool à l'octroi d'Armentières ; le 2e la perception de surtaxes sur les vins et l'alcool à l'octroi de Merville (Nord) ; le 3e la perception de surtaxes sur les vins à l'octroi de Menton (Alpes-Maritimes). Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la perception de surtaxes sur les vins, sur les cidres, les poirés et les hydromels et sur l'alcool à l'octroi de Lille (Nord) [20 décembre] (A., p. 122 ; J.O., c.r., p. 1170 ; an., p. 182 ; I. 152, 155, 156, 157, 158). — Est entendu dans la discussion générale sur le projet de loi portant fixation du Budget des dépenses et des recettes pour l'exercice 1883. Dépose trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet : le 1er la prorogation de surtaxes sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Lyon (Rhône) ; le 2e la perception de surtaxes sur les vins, sur les cidres, les poirés et l'hydromel et sur l'alcool à l'octroi de Granville (Manche) ; le 3e la prorogation d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Roubaix (Nord) [21 décembre] (A., p. 151, 162 ; J.O., c.r., p. 1205 ; an., p. 187 ; I. 177, 178, 179). — Est entendu dans la discussion du Budget de l'exercice 1883. Dépôt par M. Hérisson, Ministre des Travaux publics, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger le délai fixé par la loi du 25 mars 1874 pour rendre définitive la concession du chemin de fer de Pont-de-Montgon à Arvant, accordée à titre éventuel à la Compagnie du chemin de fer du Midi. Dépose deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, concernant : le 1er, 1° la régularisation des décrets rendus en Conseil d'État qui ont ouvert des crédits à divers Ministères sur l'exercice 1882 ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1881 ; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les Budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1882 ; 4° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos ; 5° l'ouverture de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au Budget général de l'État ;

le 2e portant ouverture au budget du Ministre des Finances, sur l'exercice 1882, d'un crédit supplémentaire de 634.000 francs applicable au service d'impressions. Dépose cinq projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er la perception d'une surtaxe sur le vin à l'octroi de Saint-Léonard (Haute-Vienne); le 2e la perception d'une surtaxe sur les spiritueux à l'octroi de Poullan (Finistère); le 3e la prorogation de surtaxes sur le vin et sur l'alcool perçues à l'octroi d'Estaires (Nord); le 4e la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Guipavas (Finistère); le 5e la perception de surtaxes sur les vins, cidres, poirés et hydromels et sur l'alcool à l'octroi de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) [22 décembre] (A., p. 191; J.O., c.r., p. 1221; an., p. 192, I. 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195). — Dépose trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet: le 1er la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool établie à l'octroi de Lannion (Côtes-du-Nord); le 2e la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Saint-Pierre-Quilbignon (Finistère); le 3e la perception de surtaxes sur les vins, les cidres et les alcools à l'octroi de Mayenne (Mayenne) [23 décembre] (A., p. 214; J.O., c.r., p. 1252; an., p. 232; I. 219, 220, 221). — Dépôt par M. Legrand, Ministre du Commerce, au nom de M. le Ministre des Finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1° ouverture, sur l'exercice 1882, d'un crédit extraordinaire de 225.000 francs pour les dépenses de l'Exposition internationale d'Amsterdam; 2° annulation, sur le même exercice, d'un crédit de 80.000 francs afférent à l'Exposition internationale de Melbourne [26 décembre] (A., p. 243; J.O., c.r., p. 1277). — Dépose un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'établissement de surtaxes sur les vins et sur l'alcool à l'octroi de Clermont (Oise). Renvoi à la Commission d'intérêt local. Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883. Dépôt par M. Hérisson, Ministre des Travaux publics, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine et des Finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires montant à 25 millions pour les frais de l'occupation de la Tunisie en 1883 [27 décembre] (A., p. 258; J.O., c.r., p. 1291, 1299; an., p. 239; I. 234). — Parle dans la discussion du projet de loi sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1883. Dépose deux projets de lois d'intérêt local, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur. En dépose six autres, au nom du même Ministre. Dépôt par M. Labuze, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances, au nom de M. le Ministre des Finances, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés le 8 décembre 1882, adopté avec modifications par le Sénat le 27 décembre 1882, adopté avec modifications par la Chambre des

Députés le 28 décembre 1882 [28 décembre] (A., p. 289, 299; J.O., c.r., p. 1316, 1325; an., p. 252; I. 259). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883, modifié par le Sénat, renvoyé et modifié par la Chambre des Députés [29 décembre] (A., p. 313; J.O., c.r., p. 1337).

TOLAIN. Seine. — Est entendu sur la priorité à donner à la discussion, dans la session de 1883, du projet de loi sur le droit d'association [25 novembre] (A. 24; J.O., c.r., p. 1084). — Parle dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [28 décembre] (A., p. 286; J.O., c.r., p. 1314).

TRAITÉ. — Ratification des Traité et Acte passés entre M. Savorgnan de Brazza et le roi Makoko. V. loi 35.

TRÉVENEUC (comte de). Côtes-du-Nord. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [26 décembre] (A., p. 226; J.O., c.r., p. 1263). — Parle sur le rappel à l'ordre dont il a été l'objet [29 décembre] (A., p. 314; J.O., c.r., p. 1338).

TUNISIE. — Projet de loi relatif à l'organisation de différents services en Tunisie. V. loi 11. — Projet de loi rectificatif au projet adopté par la Chambre des Députés, portant organisation des différents services en Tunisie. V. loi 77.

VARROY. Meurthe-et-Moselle. — Demande un congé [14 novembre] (A., p. 6; J.O., c.r., p. 1066).

VAST-VIMEUX (baron). Charente-Inférieure. — Dépose une pétition de la Société de secours mutuels de Nieul-sur-Mer (Charente-Inférieure] [17 novembre] (J.O., p. 1073).

VEAUCE (baron de). Allier. — Dépose une pétition des agents des ponts et chaussées du département de l'Allier [22 décembre] (J.O., p. 1232). — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

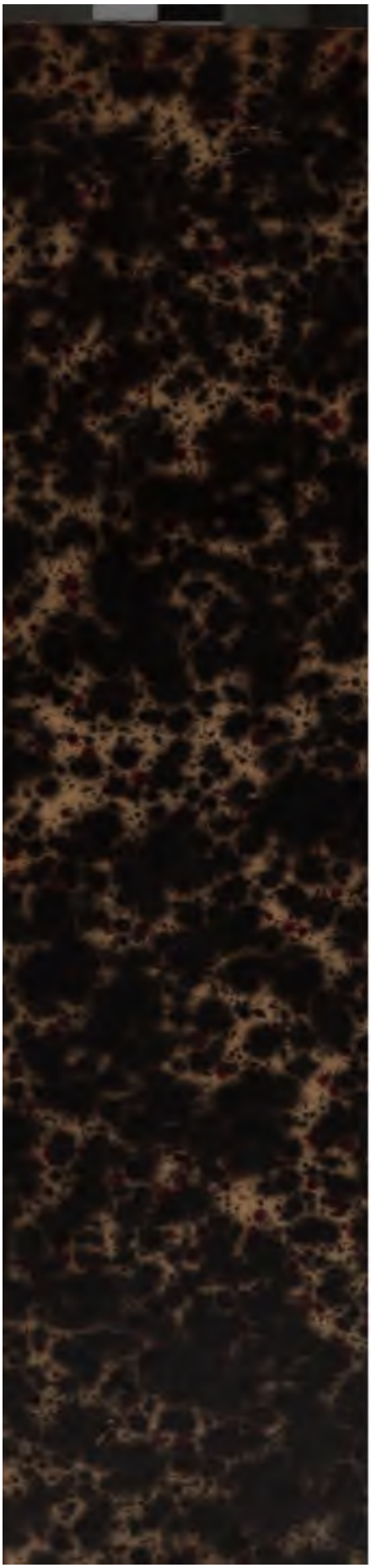
VIGAROSY. Ariège. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

VIVENOT. Meuse. — Dépose une pétition de la Société de secours mutuels de Ligny (Meuse) [1er décembre] (J.O., p. 1104). — Dépose une pétition du Conseil municipal de Bar-le-Duc (Meuse) [15 décembre]

(J.O., p. 1150). — Secrétaire de la 9e Commission des pétitions (J.O., p. 6836; F. 15).— Dépose une pétition de 462 habitants de Pondichéry, (Inde française) [20 décembre] (J.O., p. 1168). — Dépose une pétition du conseil municipal de Moulan (Meuse) [21 décembre] (J.O., p. 1206). — Dépose une pétition de MM. Frontault et Pillet, demeurant à Paris [22 décembre] (J.O., p. 1232). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger le délai fixé par la loi du 23 mars 1874, pour rendre définitive la concession du chemin de fer de Pont-de-Montgon à Arvant, accordée à titre éventuel à la Compagnie des chemins de fer du Midi [23 octobre] (A., p. 194; J.O., c.r., p. 1233; an., p. 227; I. 210).—Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 6743).

VOSGES. — Demande à s'imposer extraordinairement pour travaux de chemins vicinaux. V. loi 141.

WADDINGTON. Aisne. — Demande un congé [29 novembre] (J.O., c.r., p. 1092).

WALLON. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883 [26 décembre] (A., p. 233; J.O., c.r. p. 1269). — Fait une rectification au procès-verbal [27 décembre] (A., p. 248, 254; J.O., c.r., p. 1281, 1287). — Parle dans la discussion du projet de loi sur le Budget de l'exercice 1883, modifié par le Sénat, et renvoyé modifié par la Chambre des Députés [29 décembre] (A., p. 308; J.O., c.r., p. 1334).

YVETOT (Seine-Inférieure). — Perception de surtaxes sur les vins et sur les alcools à son octroi. V. loi 57.